LES
CODES
LARCIER

République démocratique du Congo

TOME II

Droit pénal

LES CODES LARCIER

République démocratique du Congo

TOME II

Droit pénal

LARCIER

AFRIQUE EDITIONS

LES
CODES
LARCIER

publiés sous la direction juridique de

Luhonge KABINDA NGOY
Procureur général de la République
Président du comité scientifique

Katuala KABA KASHALA
Avocat général de la République près la Cour suprême de justice
Directeur général du Service de documentation et d'études
Membre de la Commission de réforme du droit congolais
Coordonnateur général du comité scientifique

Nsampolu IYELA
Président émérite de la Cour suprême de justice
Coordonnateur du comité scientifique

Mukadi BONYI
Avocat près la Cour suprême de justice
Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa
Coordonnateur du comité scientifique

Mutombo KABELU
Premier président émérite de la Cour suprême de justice

Yenyi OLUNGU
Premier avocat général de la République près la Cour suprême de justice

Kalambayi LUMPUNGU
Avocat à la cour d'appel
Professeur à la Faculté de droit de l'Université de Kinshasa

Nzangi BATUTU
Premier président de Cour d'appel
Conseiller à la Cour suprême de justice

Kabumbu MBINGA BANTU
Premier président de la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe

et grâce à la collaboration de

Vincent DE HERDT

KABINDA NGOY
Avocat au barreau de Lubumbashi

Chantal KETA
Avocate au barreau de Kinshasa-Gombe

Pascale MORITZ-BONNECHÈRE

Fidèle NDESHYO

NGOY LUMBU MALENGELA
Magistrat

Marie NERINCX

Jean-Michel TURLOT
Avocat au barreau de Kinshasa-Gombe

Geneviève VAN BOXSTAEL

© De Boeck & Larcier s.a., 2003 – Rue des Minimes 39 – 1000 Bruxelles

Les rédacteurs et les éditeurs apportent leurs meilleurs soins à la publication des présents textes coordonnés des Codes Larcier, mais ne sont en aucun cas tenus à une obligation de résultat, certaines erreurs ayant pu échapper à leur vigilante attention.

Tous droits réservés. Aucun extrait de cet ouvrage ne peut être reproduit, ni saisi dans une banque de données, ni communiqué au public, sous quelque forme que ce soit, électroniquement, mécaniquement, par photocopie, film ou autre, sans le consentement écrit et préalable de l'éditeur.

D2003/0031/28 ISBN 2-8044-0968-6

LARCIER

Avant-propos

L'édition des *Codes Larcier de la République démocratique du Congo* comprend une sélection de textes légaux en vigueur en République démocratique du Congo, répertoriés jusqu'au 1er juin 2002. Il est cependant tenu compte des textes importants promulgués au cours du second semestre de l'année 2002. Ainsi, la loi sur les tribunaux du travail et le Code judiciaire militaire sont présentés dans le tome I; la loi portant Code pénal militaire est disponible dans le tome II. De même, les actes réorganisant de façon approfondie des matières aussi diverses que les investissements, les mines, la Banque centrale ou encore le travail et la sécurité sociale sont d'ores et déjà intégrés dans cette collection.

L'objectif du comité scientifique et de l'éditeur est de mettre à la disposition du public intéressé par la législation congolaise – et particulièrement des juristes, quel que soit leur domaine d'activité – un outil de travail complet, efficace et pratique. La réalisation des *Codes Larcier de la République démocratique du Congo* intervient après un période de plus de trente ans d'absence de codification. Au regard de ce contexte particulier, il est possible que l'un ou l'autre texte n'ait pu être recensé, collecté ou correctement référencé au sein des Codes. Ainsi l'éditeur accueillera avec intérêt toute information permettant d'améliorer cette œuvre de codification.

Afin de faciliter la consultation des Codes et de permettre une bonne compréhension de la portée des actes publiés, le lecteur se référera, au préalable, aux notes qui retracent l'évolution de la nomenclature des textes légaux, de la terminologie et des sources documentaires. Par souci de fidélité, l'éditeur a veillé à ne pas altérer le corps des textes. Les sources sont indiquées en italique.

L'éditeur

Notes liminaires

Les sources documentaires en République démocratique du Congo

La législation congolaise publiée dans les Codes Larcier couvre plus d'un siècle d'histoire du Congo. Depuis l'État indépendant du Congo jusqu'à la République démocratique du Congo, en passant par le Congo belge et la République du Zaïre, les textes légaux ont connu plusieurs modes de publications : affichage, insertion dans un document officiel, diffusion par les médias officiels (radio et télévision), etc.

Seule l'insertion dans un document officiel de publication a permis une bonne conservation des textes et une facilité de consultation pour les praticiens du droit et les chercheurs. Il a donc paru nécessaire d'attirer l'attention du lecteur sur l'évolution de leur dénomination.

À l'époque de l'État indépendant du Congo (1885-1908), les textes légaux sont insérés dans le *Bulletin Officiel* (B.O.). Pendant la période du Congo belge, de 1908 jusqu'à 1959, deux documents officiels coexistent: le *Bulletin officiel du Congo belge* (B.O.) pour la publication des actes législatifs et *le Bulletin administratif* (B.A.) pour les actes administratifs. Ces deux documents ont fusionné en 1959 pour donner naissance au *Moniteur congolais* (M.C.), reprenant à la fois les actes législatifs et les actes administratifs d'intérêt général.

Après l'indépendance, sous la loi fondamentale, l'insertion au *Moniteur congolais* est retenue comme mode de publication. Parallèlement, le Katanga connaît le *Moniteur katangais*, destiné à publier les dispositions législatives et administratives de la province du Katanga alors en sécession.

À l'avènement de la Constitution du 24 juin 1967, les textes officiels continueront à paraître dans le *Moniteur congolais*. En 1972, le *Moniteur* deviendra *Journal officiel de la République du Zaïre* (J.O.Z.) et, à partir de 1997, *Journal officiel de la République démocratique du Congo* (J.O.RDC.).

D'autre part, depuis quelques temps, pour des raisons d'ordre économique et conjoncturel particulières, le *Journal officiel* n'a pu paraître de manière régulière. L'éditeur a néanmoins rassemblé les textes légaux en vigueur en ce compris ceux qui n'ont pas connus une publication officielle. Sans vouloir préjuger de la valeur de ces textes, et surtout dans le souci de rendre possible toute vérification, il a décidé de les publier *in extenso*, tout en prenant soin d'en indiquer la source exacte.

Utilisation des notes dans les Codes

La diversité des sources des actes répertoriés dans le cadre de la codification de la législation congolaise impose à l'éditeur, par rigueur scientifique, la publication d'informations complémentaires. Il a été décidé que ces informations se présenteraient sous forme de notes rattachées aux différents actes concernés.

Ainsi, tout au long des Codes seront repris, chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, les notes suivantes :

a) *« Cet acte n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel. »*

Cette mention sera utilisée dans les deux situations suivantes :

– l'éditeur n'a trouvé aucune trace de la publication officielle de l'acte concerné ;

– l'acte concerné a fait l'objet d'une publication dans une source autre que le Journal officiel. Dans ce cas, la mention de la source d'où provient le texte est spécifiée. Il peut s'agir du ministère dont émane l'acte ; de publications officielles de certains services de l'État ; de sites officiels d'organismes nationaux ou internationaux et quelques fois de sources privées faisant autorité (ouvrages de codification dans certaines matières, recueils d'origine privée des textes légaux et réglementaires).

b) *« L'éditeur ne dispose pas de l'intégralité du texte. »*

Cette note est utilisée lorsque l'éditeur ne possède pas le contenu de l'acte juridique mais que, au regard de l'importance que pourrait revêtir ce dernier, il a néanmoins jugé utile d'en faire mention.

Nomenclature des textes légaux congolais

La République démocratique du Congo connaît, dans son architecture légale, plusieurs types de textes dont les dénominations diffèrent selon l'époque de leur entrée en vigueur. Deux actes peuvent porter une même appellation, sans toutefois revêtir nécessairement la même portée juridique. En effet, alors qu'un décret de 1930 est un acte législatif émanant du Roi, il est un acte réglementaire du Premier ministre en 1995 et, trois ans plus tard, un acte réglementaire du chef de l'État. Le lecteur prêtera dès lors attention à la date du texte et à l'organe duquel il émane pour en connaître la portée exacte.

Deux grandes périodes sont à prendre en considération, la législation coloniale d'une part et la législation post-coloniale d'autre part.

La législation coloniale

Durant la période antérieure à 1960, les textes légaux comprennent les *décrets royaux*, les *règlements*, les *arrêtés royaux*, les *arrêtés-lois*, les *ordonnances du Gouverneur général* et les *ordonnances législatives*.

Le pouvoir législatif s'exerce collectivement par le Roi, le Parlement belge et le Gouverneur général dans la colonie. La *loi*, votée par le Parlement et promulguée par le Roi, intervient dans toute matière. Le Roi exerce également le pouvoir législatif par voie de décret lorsqu'il s'agit de matières qui ne sont pas réglées par la loi. Il agit sur proposition du ministre des Colonies.

Le pouvoir exécutif appartient au Roi des Belges qui l'exerce par voie de *règlements* et *d'arrêtés royaux*. Dans la colonie, ce pouvoir est délégué au Gouverneur général ou au vice-Gouverneur général, qui l'exerce par voie d'*ordonnances*. Dans certains cas particuliers, le Gouverneur général a le pouvoir de suspendre l'exécution des *décrets* et de prendre des ordonnances ayant force de loi, appelées *ordonnances législatives*.

La législation post-coloniale

Pour cette période, le lecteur distinguera les textes à caractère législatif (*lois*, *décrets-lois* ou *ordonnances-lois*) des textes à caractère réglementaire (*ordonnances*, *décrets* et *arrêtés*).

La *loi*, au sens strict, est votée par l'organe législatif qui a revêtu plusieurs formes et a porté différentes dénominations (Assemblée nationale, Conseil législatif, Parlement, Haut conseil de la République-Parlement de

Transition, Assemblée constituante et législative-Parlement de Transition), quel que soit le mode de désignation de ses membres. La loi est ensuite promulguée par le président de la République.

En outre, le président de la République, en vertu d'une délégation de pouvoir par le législateur, à l'initiative de ce dernier ou à la requête du chef de l'État lui-même, peut prendre des actes ayant force de loi, appelés *décret-loi* ou *ordonnance-loi* selon les époques (*décrets-lois* sous la Loi fondamentale de 1960, la Constitution de 1964 et le décret-loi constitutionnel de 1997 ; *ordonnances-lois* sous la Constitution du 24 juin 1967 plusieurs fois modifiée, ainsi que sous l'Acte constitutionnel harmonisé relatif à la période de Transition de 1993 et sous l'Acte constitutionnel de Transition du 9 avril 1994).

En ce qui concerne les textes réglementaires, le lecteur distinguera les *ordonnances* ou *décrets* du chef de l'État, les *arrêtés* des ministres ou des gouverneurs des provinces et, particulièrement pour la période 1993-1997, les *décrets* du Premier ministre.

Les *ordonnances* ou *décrets* du chef de l'État sont des textes de même nature, pris par le président de la République en vertu des prérogatives qui lui sont reconnues par la Constitution. La Loi fondamentale de 1960, la Constitution de Luluabourg de 1964 ainsi que le décret-loi constitutionnel de 1997 optent pour l'appellation «*décret*», alors que la Constitution de 1967 (article 45), l'Acte constitutionnel harmonisé relatif à la période de Transition de 1993 (article 35) et l'Acte constitutionnel de Transition du 9 avril 1994 (article 43), choisissent l'appellation «*ordonnance*».

Durant la période 1993-1997, l'Acte constitutionnel harmonisé relatif à la période de Transition (article 93 alinéa 2) et l'Acte constitutionnel de Transition (article 80 alinéa 2) disposent que le Premier ministre exerce son pouvoir réglementaire par voie de décret.

Enfin, les arrêtés, actes réglementaires généraux, collectifs ou individuels, sont l'émanation des ministres (arrêté ministériel ou départemental et interministériel ou interdépartemental) ou des gouverneurs de province (arrêté provincial).

Évolution du vocabulaire dans les textes légaux

L'édition des Codes du Congo pose un délicat problème d'adaptation. Le pays a en effet connu plusieurs changements d'ordre institutionnel entraînant à chaque fois des réformes sur le plan de la terminologie. Les textes légaux quant à eux n'ont pas connu une mise à jour systématique, avec, pour conséquence, la survivance d'appellations devenues anachroniques.

Le lecteur remarquera que l'éditeur n'a pas touché au corps des textes par souci d'éviter toute altération. La liste présentée ci-dessous a pour objectif de faciliter la compréhension des dispositions contenant des dénominations ayant évolué.

Anciennes dénominations	*Nouvelles dénominations*
Organismes, institutions et entreprises	
Air-Zaïre ou Air-Congo	Lignes Aériennes Congolaises (LAC)
Association Nationale des Entreprises du Zaïre (ANEZA)	Fédération des Entreprises du Congo (FEC)
Banque du Zaïre	Banque Centrale du Congo
Bulletin Administratif (B.A.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Bulletin Officiel (B.O.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Centre National des Recherche et d'Investigation (C.N.R.I.)	Agence Nationale des renseignements (A.N.R.)
Journal officiel de la République du Zaïre (J.O.Z.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Moniteur congolais (M.C.)	Journal officiel de la RDC (J.O.RDC.)
Société Nationale des Chemins de Fer Zaïrois (SNCZ)	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais (SNCC)
Zaïre monnaie	Francs congolais
Nouveaux-zaïre	Francs congolais
Autorités publiques	
Chef de collectivité-chefferie	Chef de chefferie
Chef de collectivité-secteur	Chef de secteur
Commissaire d'État	Ministre
Commissaire de région	Gouverneur
Commissaire de zone rurale	Administrateur du territoire
Commissaire de zone urbaine	Bourgmestre
Commissaire de zone urbaine assistant	Bourgmestre adjoint
Commissaire sous-régional	Commissaire de district
Commissaire sous- régional assistant	Commissaire de district assistant
Commissaire urbain	Maire
Commissaire urbain assistant	Maire adjoint

Le lecteur notera aussi que certaines appellations ne trouvent pas de correspondance dans l'ordre juridique en vigueur. C'est notamment le cas du « Gouverneur général », du « Service des affaires indigènes », du « Secrétariat général de la colonie », du « Comité spécial du Katanga », et du « Comité national du Kivu ». Il revient au législateur de procéder à la mise à jour des textes en les adaptant à la réalité socio-juridique du moment.

L'éditeur n'a pas pris en compte la question de l'applicabilité au Rwanda et au Burundi des textes relatifs à l'ancienne colonie du Ruanda-Urundi.

En ce qui concerne les amendes, les taxes et autres montants fixés soit en francs (anciens), soit en zaïres, il faudra attendre l'intervention du législateur, seul habilité à déterminer la valeur actuelle de ceux-ci en Francs congolais, unité monétaire actuellement en cours (voir *décret-loi 080 du 17 juin 1998*).

Abréviations

Annales parl.	Annales parlementaires
A.M.	Arrêté ministériel
Arr. intermin.	Arrêté interministériel
Arr. dép.	Arrêté départemental
Arr. interdép.	Arrêté interdépartemental
A.R.	Arrêté royal
Arr.	Arrêté
Arr. conjoint	Arrêté conjoint
Arr. Gouv. Gén.	Arrêté du gouverneur général
A.-L.	Arrêté-loi
B.A.	Bulletin administratif
B.A.C.	Bulletin administratif et commercial
B.O.	Bulletin officiel
Circ.	Circulaire
Circ. dép.	Circulaire départementale
Circ. Gouv. Gén.	Circulaire du gouverneur général
Circ. min.	Circulaire ministérielle
Circ. règl.	Circulaire règlement
C.civ.	Code civil
C.com.	Code de commerce
C.jud.	Code judiciaire
Conv.	Convention
Pén.	Code pénal
Conv. coll.	Convention collective
Déc.	Décision
Déc. d'État	Décision d'État
Déc. min.	Décision ministérielle
Décl.	Déclaration
Décr.	Décret
D.-L.	Décret-loi
D.-L. const.	Décret-loi constitutionnel
Dir.	Directive
Doc. parl.	Documents parlementaires
Instr.	Instruction
J.O.RDC	Journal officiel de la République démocratique du Congo
J.O.Z.	Journal officiel de la République du Zaïre
L.	Loi
Mon.	Moniteur belge
M.C.	Moniteur congolais
Ord.	Ordonnance
O.-L.	Ordonnance-loi
Prot.	Protocole
Rec. us ou R.-U.	Recueil usuel de la législation

Table des matières

CODE PÉNAL

Code

30 janvier 1940 – DÉCRET — Code pénal. (*B.O.*, 1940, p. 193) 1

26 octobre 1959 – ORDONNANCE 11-542 — Mesures d'exécution du décret du 26 octobre 1959 complétant le Code pénal. (*B.A.*, 1959, p. 2826) 23

Dispositions particulières

6 août 1922 – DÉCRET — Infractions à l'égard desquelles la loi ne détermine pas de peines particulières. – Sanctions à appliquer. (*B.O.*, 1922, p. 817) 25

6 novembre 1959 – ORDONNANCE-LOI 25-557 — Peines à appliquer en cas d'infraction à des mesures d'ordre général. (*B.A.*, 1959, p. 2904) 25

2 mai 1966 – ORDONNANCE-LOI 66-269 — Sanctions pénales des règlements de police et des règlements d'exécution des lois pris par le président de la République. (*M.C.*, 1966, p. 376) 25

30 avril 1912 – DÉCRET — Croix Rouge ou Croix de Genève. – Protection. (*B.O.*, 1912, p. 526) 25

ANIMAUX

24 février 1916 – ORDONNANCE — Animaux domestiques. – Hygiène. (*B.A.C.*, 1916, p. 227) 27

22 janvier 1918 – ORDONNANCE — Chiens. – Divagation. (*B.A.C.*, 1918, p. 94) 27

27 novembre 1934 – DÉCRET — Protection des animaux. (*B.O.*, 1935, p. 207) 27

5 mai 1936 – ORDONNANCE 54*bis*/Agri — Divagation des animaux et détention des animaux sauvages réputés dangereux ou nuisibles. (*B.A.*, 1936, p. 225) 27

ARMES, MUNITIONS ET EXPLOSIFS

3 juin 1913 – DÉCRET portant législation relative aux poudres ordinaires, aux substances explosives et aux engins meurtriers agissant par explosion. (*B.O.*, 1913, p. 596) 30

3 septembre 1985 – ORDONNANCE-LOI 85-035 portant régime des armes et munitions. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1985, p. 7) 30

3 septembre 1985 – ORDONNANCE 85-212 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 85-035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes et munitions. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1985, p. 13) 33

2 juillet 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 97/002 portant annulation des autorisations de port d'armes et munitions. (*Ministère des Affaires intérieures*) 37

DISCRIMINATIONS ET RACISME

25 mars 1960 – ORDONNANCE-LOI 25-131 — Répression des manifestations de racisme ou d'intolérance religieuse. (*M.C.*, 1960, p. 946) 38

13 juin 1960 – DÉCRET — Discrimination dans les magasins et autres lieux publics. – Approbation de l'ordonnance-loi 25-491 du 1er octobre 1959. (*M.C.*, n°26*ter*, 1960, p. 101 et n°30, 1960, p. 2219) 38

7 juin 1966 – ORDONNANCE-LOI 66-342 — Répression du racisme et du tribalisme. (*M.C.*, 1966, p. 559) 38

JEUX ET LOTERIES

19 janvier 1901 – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL — Jeux de hasard. (*R.M.*, 1901, p. 7; *Rec. Us.*, IV., p. 4) 40

17 août 1927 – DÉCRET — Loteries. (*B.O.*, 1927, p. 1487) 40

16 mai 1951 – ORDONNANCE-LOI 11-141 — Interdiction des concours de pronostics sportifs ou autres. (*B.A.*, 1951, p. 1154) 40

JUSTICE MILITAIRE

18 novembre 2002 – LOI 024-2002 portant Code pénal militaire (*Présidence de la République*) 42

JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE

9 décembre 1948 – CONVENTION pour la prévention et la répression du crime de génocide. (*J.O.RDC*, n° spécial, avril 1999, p. 55) 61

17 juillet 1998 – Traité de Rome portant statut de la Cour pénale internationale. 62

10 septembre 2002 – RÈGLEMENT de procédure et de preuve ... 97

10 septembre 2002 – RÈGLEMENT – Éléments de crime 133

OFFENSES À CHEF D'ÉTAT

16 décembre 1963 – ORDONNANCE-LOI 300 — Répression des offenses envers le chef de l'État. (*M.C.*, 1964, p. 7) 154

16 décembre 1963 – ORDONNANCE-LOI 301 — Répression des offenses envers les chefs d'État étrangers et outrages dirigés contre les agents diplomatiques étrangers. (*M.C.*, 1964, p. 8) 154

ORDRE PUBLIC ET BONNE MŒURS

10 octobre 1910 – ORDONNANCE — Jet de débris le long des voies ferrées. – Défense. (*B.O.*, 1911, p. 545) 155

27 mars 1911 – ORDONNANCE — Jet de bouteilles et fragments de verre sur la voie publique. – Défense. (*B.O.*, 1911, p. 546) 155

16 septembre 1925 – ORDONNANCE 64/Cont. — Tapage nocturne. (*B.A.C.*, 1925, p. 552)..... 155

10 juin 1939 – ORDONNANCE 57/APAJ — Ivresse publique. – Répression. (*B.A.*, 1939, p. 491) 155

14 février 1959 – ORDONNANCE 11-2 — Désordres sur la voie publique. (*B.A.*, 1959, p. 530)..... 155

14 février 1959 – ORDONNANCE 21-84 — Interdiction de retenir certaines pièces ou documents officiels. (*B.A.*, 1959, p. 531) 156

4 mai 1959 – ORDONNANCE 23-216 — Protection de l'enfance en matière de projections cinématographiques publiques. (*B.A.*, 1959, p. 1157)..... 156

25 mars 1960 – ORDONNANCE-LOI 11-130 — Mesures intéressant la sécurité publique (Milices privées). (*M.C.*, 1960, p. 944)..... 157

16 juin 1960 – DÉCRET – Collectes. — Approbation de l'ordonnance-loi 11-906 du 1er décembre 1959. (*M.C.*, 1960, p. 2033) 158

14 janvier 1961 – DÉCRET-LOI — Propagandes subversives. — Répression. (*M.C.*, 1961, p. 32)..... 159

31 mai 1975 – ORDONNANCE 75-153 réglementant les heures d'ouverture des débits de boissons et portant interdiction des night-clubs sur toute l'étendue de la République. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1975, p. 927)..... 159

ROULAGE

Code de la route

30 août 1978 – LOI 78-022 portant nouveau Code de la route. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1979, p. 5) 161

Dispositions particulières

3 décembre 1956 – DÉCRET — Répression des violences commises à l'occasion d'accidents de roulage. – Approbation de l'ordonnance-loi 05-320 du 10 octobre 1955. (*B.O.*, 1956, p. 1986) 244

6 avril 1959 – DÉCRET — Sanctions spéciales en matière de police de roulage et de la circulation. (*B.O.*, 1959, p. 1201)..... 244

22 novembre 1996 – DÉCRET 0048 déterminant les spécifications techniques des nouvelles plaques d'immatriculation relevant de la compétence de la direction générale des contributions. (*Ministère des Transports et Communications*)..... 245

1er avril 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 409/046/97 portant réajustement des frais de fourrière. (*Ministère des Transports et Communications*)..... 245

Permis de conduire

20 janvier 1978 – LOI 78-007 instaurant un droit annuel de validation pour les permis de conduire ordinaires et pour les certificats de sélection à percevoir par le département des Finances – service des contributions. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1978, p. 16)..... 247

6 février 1986 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 86/006 portant organisation et agrément des auto-écoles. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 50) 247

31 décembre 1997 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 409/CAB/MIN/TC/072/97 portant création de la commission nationale et des commissions provinciales de délivrance des permis de conduire. (Ministère des Transports et Communications)..... 248

Prévention et sécurité routières

26 décembre 1978 – ORDONNANCE 78-478 portant institution d'une Commission nationale de prévention routière. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1979, p. 22)..... 250

28 février 1981 – ARRÊTÉ CAB/TRANSCOMS/409/007/81 portant fonctionnement de la Commission nationale de prévention routière. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1981, p. 31)..... 250

6 février 1986 – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 86/007 portant réglementation du recyclage des conducteurs des véhicules à moteur. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 52) 253

7 janvier 1998 – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 409/CAB/MIN/TC/0002/98 portant réglementation du contrôle technique des véhicules automobiles et des remorques en circulation en République démocratique du Congo. (*Ministère des Transports et Communications*)..... 253

STUPÉFIANTS

22 janvier 1903 – ORDONNANCE-LOI approuvée par décret du 1er mars 1903. – Mesures contre l'usage de fumer le chanvre. (*B.O.*, 1903, p. 36)..... 255

CODE PÉNAL

SOMMAIRE

Code 1
Dispositions particulières. 25

Code

Décr. du 30 janvier 1940 — Code pénal. 1
Ord. 11-542 du 26 octobre 1959 — Code pénal – Mesures d'exécution 23

30 janvier 1940. – DÉCRET — Code pénal. (*B.O.*, 1940, p. 193)

LIVRE PREMIER
DES INFRACTIONS ET DE LA RÉPRESSION EN GÉNÉRAL

Section I
Dispositions générales

Art. 1er. — Nulle infraction ne peut être punie de peines qui n'étaient pas portées par la loi avant que l'infraction fût commise.

Art. 2. — L'infraction commise sur le territoire de la République est punie conformément à la loi.

Art. 3. [*Décr. du 27 juin 1960, art. 1er.* — Toute personne qui, hors du territoire de la République démocratique du Congo, s'est rendue coupable d'une infraction pour laquelle la loi congolaise prévoit une peine de servitude pénale de plus de deux mois, peut être poursuivie et jugée en République démocratique du Congo, sauf application des dispositions légales sur l'extradition.

La poursuite ne peut être intentée qu'à la requête du ministère public.

Quand l'infraction est commise contre un particulier et que la peine maximum prévue par la loi congolaise est de cinq ans de servitude pénale ou moins, cette requête doit être précédée d'une plainte de la partie offensée ou d'une dénonciation officielle de l'autorité du pays où l'infraction a été commise.

Toutefois, pour les infractions, autres que celles du titre VIII, et des deux premières sections du titre III du deuxième livre du Code pénal, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

Sauf dans les cas prévus par le titre VIII et les deux premières sections du titre III du deuxième livre du Code pénal, la poursuite n'a lieu que si l'inculpé est trouvé en République démocratique du Congo.]

Art. 4. — Il y a tentative punissable lorsque la résolution de commettre l'infraction a été manifestée par des actes extérieurs, qui forment un commencement d'exécution de cette infraction et qui n'ont été suspendus ou qui n'ont manqué leur effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.

La tentative est punie de la même peine que l'infraction consommée.

Section II
Des peines

Art. 5. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 1er.* — Les peines applicables aux infractions sont:

1° la mort;

2° les travaux forcés;

3° la servitude pénale;

4° l'amende;

5° la confiscation spéciale;

6° l'obligation de s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région;

7° la résidence imposée dans un lieu déterminé;

8° la mise à la disposition de la surveillance du Conseil exécutif national].

Art. 5*bis*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 1er.* — La peine de travaux forcés est d'un an minimum et de 20 ans au maximum.

Les condamnés aux travaux forcés subissent leur peine conformément au règlement fixé par l'ordonnance du président de la République.

L'exécution de la peine de travaux forcés ne peut être assimilée ni confondue avec la peine de servitude pénale.

Toutefois, toute détention subie avant la condamnation définitive par suite de l'infraction qui donne lieu à cette condamnation, sera imputée, pour la totalité, sur la durée de la peine de travaux forcés prononcée.]

§ I. De la peine de mort

Art. 6. — Le condamné à mort est exécuté suivant le mode déterminé par le président de la République.

§ 2. De la servitude pénale

Art. 7. — La servitude pénale est au minimum d'un jour d'une durée de 24 heures.

Art. 8. [*Décr. du 17 mai 1952.* — Les condamnés à la servitude pénale subissent leur peine dans les prisons déterminées par le président de la République.]

Ils sont employés, soit à l'intérieur de ces établissements, soit au dehors, à l'un des travaux autorisés par les règlements de l'établissement ou déterminés par le président de la République, à moins qu'ils n'en soient dispensés par le président de la République dans des cas exceptionnels.

Art. 9. — Toute détention subie avant que la condamnation soit devenue irrévocable, par suite de l'infraction qui donne lieu à cette condamnation, sera imputée, pour la totalité, sur la durée de la servitude pénale prononcée.

§ 3. De l'amende

Art. 10. — L'amende est de un zaïre au moins. Les amendes sont perçues au profit de la République.

– L'unité monétaire en vigueur actuellement est le franc congolais.

Art. 11. — L'amende est prononcée individuellement contre chacun des condamnés à raison d'une même infraction.

Art. 12. — À défaut de paiement dans le délai de huitaine qui suit la condamnation devenue irrévocable et, dans le cas d'un jugement immédiatement exécutoire, dans la huitaine qui suit le prononcé du jugement, l'amende peut être remplacée par une servitude pénale dont la durée sera fixée par le jugement de condamnation, d'après les circonstances et le montant de l'amende infligée au condamné.

Art. 13. — La durée de la servitude pénale subsidiaire n'excède jamais six mois. Dans tous les cas, le condamné peut se libérer de cette servitude en payant l'amende. Il ne peut se soustraire aux poursuites sur ses biens en offrant de subir la servitude pénale.

§ 4. De la confiscation spéciale

Art. 14. — La confiscation spéciale s'applique uniquement:

1° aux choses formant l'objet de l'infraction et à celles qui ont servi ou qui ont été destinées à la commettre quand la propriété en appartient au condamné;

2° aux choses qui ont été produites par l'infraction.

La confiscation spéciale est prononcée pour toute infraction dont l'existence est subordonnée à l'intention délictueuse. Elle n'est prononcée, pour les autres infractions, que dans les cas déterminés par le législateur.

§ 5. [De l'obligation de s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région ou d'habiter dans un lieu déterminé]

– Intitulé ainsi modifié par le Décr. du 8 août 1959, art. 2.

Art. 14. *a).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Lorsque l'infraction est punissable d'une peine de servitude pénale principale de six mois au maximum ou lorsque la peine méritée ne doit pas dépasser six mois en raison des circonstances, les cours et tribunaux peuvent substituer à la servitude pénale, l'obligation de s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région ou celle de résider dans un lieu déterminé pendant une durée maximum d'un an.]

Art. 14. *b).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Outre la peine de servitude pénale, les mêmes peines peuvent être prononcées, à charge de quiconque a commis, depuis dix ans, au moins deux infractions qui ont entraîné chacune une servitude pénale d'au moins six mois.]

Art. 14. *c).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Les peines prévues par la présente section prennent cours, lorsqu'elles sont prononcées en vertu de l'article 146, à la date fixée par le jugement.

Lorsqu'elles sont prononcées en vertu de l'article 146, elles prennent cours à la date à laquelle le condamné est libéré, soit définitivement, par expiration ou remise de la peine de servitude pénale, soit conditionnellement.

La réincarcération du condamné, pour quelque cause que ce soit, n'entraîne pas prolongation de la durée de ces peines.]

§ 6. [De la mise à la disposition du gouvernement]

– Intitulé ainsi modifié par le Décr. du 8 août 1959, art. 2.

Art. 14. *d).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Quiconque ayant commis depuis dix ans, au moins trois infractions qui ont entraîné chacune une servitude pénale d'au moins six mois, présente en outre une tendance persistante à la délinquance peut, par l'arrêt ou le jugement de condamnation, être mis à la disposition du gouvernement pour un terme de cinq à dix ans après l'expiration de la peine de servitude pénale.

Les procédures relatives aux condamnations servant de base à la mise à la disposition du gouvernement sont jointes au dossier de la poursuite et les motifs de la décision sont spécifiés dans celle-ci par l'indication des circonstances qui établissent la tendance persistante à la délinquance.]

Art. 14. *e).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Lorsqu'un condamné a été mis à la disposition du gouvernement par deux décisions successives pour des infractions non concurrentes, si la mise à la disposition du gouvernement prononcée par la décision première en date n'a pas atteint son terme à l'expiration de la peine de servitude

pénale prononcée par la seconde décision, la seconde mise à la disposition du gouvernement ne prend cours qu'à l'expiration de la première.]

Art. 14. *f).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Lorsque le condamné est libéré conditionnellement, la peine de mise à la disposition du gouvernement prend cours à la date de la libération conditionnelle.]

Son exécution est suspendue en cas de révocation de la libération conditionnelle, à partir de l'arrestation.

Art. 14. *g).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Lorsque, pendant l'exécution de la mise à la disposition du gouvernement, le condamné est arrêté, même préventivement, en vertu d'une décision judiciaire, l'exécution de la peine de la mise à la disposition du gouvernement est suspendue pendant la durée de la détention.]

Art. 14. *h).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Le délinquant d'habitude mis à la disposition du gouvernement est interné s'il y a lieu dans un établissement désigné par le président de la République.]

Art. 14. *i).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — À l'expiration de la peine principale, le gouverneur de la province dans le ressort de laquelle le condamné est détenu, décide s'il est mis en liberté ou interné.

S'il est mis en liberté, il peut pour cause d'inconduite, être interné par décision du commissaire de district du ressort où a eu lieu l'inconduite. Le commissaire de district prend avis du ministère public. L'intéressé peut introduire un recours contre cette décision devant le gouverneur de province. Les formes de ce recours sont déterminées par le président de la République.]

Art. 14. *j).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Le délinquant d'habitude mis à la disposition du gouvernement peut demander à être relevé des effets de cette décision. À cette fin, il adresse sa demande au procureur général près la cour d'appel, dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé la mise à la disposition du gouvernement. Le procureur général prend toutes informations qu'il estime nécessaires, les joint au dossier qu'il soumet à la cour, avec ses réquisitions. La cour statue par arrêt motivé, l'intéressé entendu ou dûment cité.

La demande ne peut être introduite que trois ans après l'expiration de la peine principale. Elle peut ensuite être renouvelée de trois en trois ans.]

Art. 14. *k).* [*Décr. du 8 août 1959, art. 2.* — Le président de la République détermine les mesures de surveillance des personnes qui ont fait l'objet d'une des mesures prévues par l'article 5, *quinto, sexto* et *septimo* du Code pénal.]

Section III

Des restitutions et des dommages-intérêts

Art. 15. — Toute condamnation pénale est prononcée sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties.

[*Décr. du 17 mai 1952.* — Le tribunal fixe le montant des dommages-intérêts.]

Art. 16. — L'exécution des condamnations aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps.

Art. 17. — La durée de la contrainte par corps est déterminée par le jugement; elle ne peut excéder six mois. Le condamné qui justifiera de son insolvabilité est mis en liberté après avoir subi sept jours de contrainte.

La contrainte par corps est assimilée, pour son exécution, à la servitude pénale.

Section IV

Des circonstances atténuantes

Art. 18. [*Décr. du 25 juin 1913.* — S'il existe des circonstances atténuantes, la peine de mort pourra être remplacée par la servitude pénale à perpétuité ou par une servitude pénale dont le juge déterminera la durée.

Les peines de servitude pénale et d'amende pourront être réduites dans la mesure déterminée par le juge.

Il ne sera pas prononcé, toutefois, de peine de servitude pénale de moins d'un jour, ni de peine d'amende de moins d'un franc.]

Art. 19. — Tout jugement admettant des circonstances atténuantes les indiquera et les énumérera.

Section V

Du concours de plusieurs infractions

Art. 20. [*Décr. du 17 juillet 1931.* — Lorsque le même fait constitue plusieurs infractions, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Lorsqu'il y a concours de plusieurs faits constituant chacun une ou plusieurs infractions, le juge prononcera une peine pour chaque fait et il cumulera les peines prononcées, sous réserve de l'application des dispositions suivantes:

la peine de mort et la servitude pénale à perpétuité absorberont toute peine privative de liberté;

la somme des peines de servitude pénale à temps et des amendes cumulées ne pourra dépasser le double du maximum de la peine la plus forte prévue par la loi, ni être supérieure, en ce qui concerne la servitude pénale principale, à vingt ans, en ce qui concerne l'amende, à vingt mille francs, en ce qui concerne la servitude pénale subsidiaire, à six mois;

le juge ramènera à ce maximum, s'il y échet, la somme des peines prononcées;

les peines de confiscation spéciale seront cumulées intégralement.]

[*Décr. du 8 août 1959, art. 3.* — La somme des peines d'obligation de s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région ou d'habiter dans un lieu déterminé, ne pourra dépasser un an; la somme des peines de mise à la disposition du gouvernement ne pourra être supérieure à dix ans.

Toute peine de mise à la disposition du gouvernement absorbera les peines d'obligation de s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région ou d'habiter dans un lieu déterminé.]

Section VI

De la participation de plusieurs personnes à la même infraction

Art. 21. — Sont considérés comme auteurs d'une infraction:

– ceux qui l'auront exécutée ou qui auront coopéré directement à son exécution;

– ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que, sans leur assistance, l'infraction n'eût pu être commise;

– ceux qui, par offres, dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront directement provoqué cette infraction;

– ceux qui, soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des placards affichés soit par des écrits, imprimés ou non et vendus ou distribués, soit par des dessins ou des emblèmes, auront provoqué directement à la commettre, sans préjudice des peines qui pourraient être portées par décrets ou arrêtés contre les auteurs de provocations à des infractions, même dans le cas où ces provocations ne seraient pas suivies d'effets.

Art. 22. — Seront considérés comme complices:

– ceux qui auront donné des instructions pour la commettre;

– ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui a servi à l'infraction sachant qu'ils devaient y servir;

– ceux qui, hors le cas prévu par l'alinéa 3 de l'article 22, auront avec connaissance aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'infraction dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée;

– ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur auront fourni habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion.

Art. 23. — Sauf disposition particulière établissant d'autres peines, les coauteurs et complices seront punis comme suit:

– les coauteurs, de la peine établie par la loi à l'égard des auteurs;

– les complices, d'une peine qui ne dépassera pas la moitié de la peine qu'ils auraient encourue s'ils avaient été eux-mêmes auteurs;

– lorsque la peine prévue par la loi est la mort ou la servitude pénale à perpétuité, la peine applicable au complice sera la servitude pénale de dix à vingt ans.

Section VII

De la prescription des infractions et des peines

Art. 24. — L'action publique résultant d'une infraction sera prescrite:

1° après un an révolu, si l'infraction n'est punie que d'une peine d'amende, ou si le maximum de la servitude pénale applicable ne dépasse pas une année;

2° après trois ans révolus, si le maximum de la servitude pénale applicable ne dépasse pas cinq années;

3° après dix ans révolus, si l'infraction peut entraîner plus de cinq années de servitude pénale ou la peine de mort.

Art. 25. — Les délais de la prescription commenceront à courir du jour où l'infraction a été commise.

Art. 26. — La prescription sera interrompue par des actes d'instruction ou de poursuite faits dans les délais de un, ou trois, ou dix ans, à compter du jour où l'infraction a été commise.

Le jour où l'infraction a été commise est compris dans le délai de la prescription.

Art. 27. — Les peines d'amende de moins de cinq cents zaïres se prescriront par deux ans révolus; les peines d'amende de cinq cents zaïres et plus se prescriront par quatre ans révolus.

– Il appartient au législateur de fixer les montants en francs congolais.

Art. 28. — Les peines de servitude pénale de dix ans ou moins se prescriront par un délai double de la peine prononcée, sans que le délai puisse être inférieur à deux années.

Art. 29. — Les peines de servitude pénale de plus de dix ans se prescriront par vingt ans et les peines perpétuelles par vingt-cinq ans.

Art. 30. — Les délais des articles 26, 27, 28 et 29 courront de la date du jugement rendu en dernier ressort ou à compter du jour où le jugement rendu en première instance ne pourra plus être attaqué par la voie de l'appel.

Art. 31. — La peine de la confiscation spéciale se prescrira dans le même délai que la peine dont elle est l'accessoire.

Art. 32. — Si le condamné qui subissait sa peine est parvenu à s'évader, la prescription commence à courir du jour de l'évasion.

Art. 33. — La prescription de la peine sera interrompue par l'arrestation du condamné.

Art. 34. — Les condamnations civiles prononcées par la juridiction répressive se prescrivent selon les règles du Code civil.

Section VIII

De la libération conditionnelle

Art. 35. — Les condamnés qui ont à subir une ou plusieurs peines comportant privation de liberté, peuvent être mis en liberté conditionnellement, lorsqu'ils ont accompli le quart de ces peines pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

Les condamnés à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnellement lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépassera cinq ans.

[*Décr. du 27 juin 1960, art. 2.* — La durée de l'incarcération prescrite aux deux alinéas précédents pourra être réduite lorsqu'il sera justifié qu'une incarcération prolongée pourrait mettre en péril la vie du condamné.]

Art. 36. — La mise en liberté peut toujours être révoquée pour cause d'inconduite ou d'infraction aux conditions énoncées dans le permis de libération.

Art. 37. — La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

Art. 38. [*L. 76-025 du 23 décembre 1976, art. 1er.* — La mise en liberté est, pour les condamnés par les juridictions civiles quelle que soit leur qualité, accordée par le Ministre de la justice après avis du parquet et du directeur de l'établissement pénitentiaire.

Elle est révoquée par la même autorité après avis du parquet.

La réintégration a lieu, en vertu de l'arrêté de révocation, pour l'achèvement du terme d'incarcération que l'exécution de la peine portait encore à la date de la libération.]

Art. 39. — L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par le procureur de la République ou l'un de ses substituts à la charge d'en donner immédiatement avis au ministre de la Justice.

Art. 40. — La prescription des peines ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté, en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Art. 41. — Le président de la République détermine la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels.

Section IX
De la condamnation conditionnelle

Art. 42. [*Décr. du 6 juin 1958.* — Les cours et tribunaux, en condamnant à une ou plusieurs peines de servitude pénale, principales ou subsidiaires, pourront ordonner, par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de l'arrêt ou du jugement en ce qui concernent cette ou ces peines pendant un délai dont ils fixeront la durée à compter de la date du prononcé de l'arrêt ou du jugement, mais qui ne pourra excéder cinq années.]

[*Décr. du 4 janvier 1934.* — L'octroi du sursis est subordonné aux conditions ci-après:

1° [*Décr. du 6 juin 1958.* — qu'il ne soit pas prononcé contre le condamné une peine de servitude pénale principale supérieure à un an;]

2° [*Décr. du 4 janvier 1934.* — que le condamné n'ait antérieurement encouru aucune condamnation à la servitude pénale principale, du chef d'une infraction, commise dans la République, punissable, indépendamment de l'amende, d'une servitude pénale de plus de deux mois.]

L'arrêt ou le jugement portant condamnation ne sera pas exécuté, en ce qui regarde la ou les peines de servitude pénale, si, pendant le délai fixé, le condamné n'encourt pas de condamnation nouvelle du chef d'infractions punissables, indépendamment de l'amende, d'une servitude pénale de plus de deux mois.

Dans le cas contraire, les peines pour lesquelles le sursis aura été accordé et celles qui auront fait l'objet de la condamnation nouvelle seront cumulées.

En cas de sursis applicable à la servitude pénale subsidiaire, la suspension de la prescription s'étend à l'amende.]

LIVRE DEUXIÈME
DES INFRACTIONS ET DE LEUR RÉPRESSION EN PARTICULIER

TITRE 1
DES INFRACTIONS CONTRE LES PERSONNES

Section I
De l'homicide et des lésions corporelles volontaires

Art. 43. — Sont qualifiés volontaires, l'homicide commis et les lésions causées avec le dessein d'attenter à la personne d'un individu déterminé ou de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition et lors même que l'auteur se serait trompé dans la personne de celui qui a été victime de l'attentat.

Art. 44-45. [*O.-L. 68-193 du 3 mai 1968, art. 1er.* — L'homicide commis avec l'intention de donner la mort est qualifié meurtre.

Le meurtre commis avec préméditation est qualifié d'assassinat.

Ils sont punis de mort.]

– L'article 6 de l'O.-L. 68-193 du 3 mai 1968 stipule que: «les infractions prévues par la présente ordonnance-loi seront par priorité poursuivies et jugées dans un délai d'un mois maximum.»

Art. 46. [*Décr. du 10 juillet 1929.* — Quiconque a volontairement fait des blessures ou porté des coups est puni d'une servitude pénale de huit jours à six mois et d'une amende de vingt-cinq à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

En cas de préméditation, le coupable sera condamné à une servitude pénale d'un mois à deux ans et à une amende de cinquante à cinq cents francs.

Art. 47. — Si les coups et les blessures ont causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, ou s'il en est résulté la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave, les peines seront une servitude pénale de deux ans à cinq ans et une amende qui ne pourra excéder mille francs.

Art. 48. — Lorsque les coups portés ou les blessures faites volontairement mais sans intention de donner la mort l'ont pourtant causée, le coupable sera puni d'une servitude pénale de cinq ans à vingt ans et d'une amende qui ne pourra excéder deux mille francs.

Art. 49. — Est qualifié empoisonnement, le meurtre commis par le moyen de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées. Il sera puni de mort.

Art. 50. — Sera puni d'une servitude pénale de un an à vingt ans et d'une amende de cent à deux mille francs quiconque aura administré volontairement des substances qui peuvent donner la mort ou des substances qui, sans être de nature à donner la mort, peuvent cependant gravement altérer la santé.

Art. 51. [*Arr. du gouv. gén. du 29 juillet 1899, art. 1er.* — Sont punissables au maximum d'une servitude pénale de sept jours et d'une

amende de cent francs ou d'une de ces peines seulement les auteurs de voies de fait ou violences légères exercées volontairement, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, particulièrement ceux qui auraient volontairement, mais sans intention de l'injurier, lancé sur une personne un objet quelconque de nature à l'incommoder ou à la souiller.]

Section II
[De l'homicide et des lésions corporelles involontaires]

– Intitulé ainsi modifié par le Décr. du 24 décembre 1923.

Art. 52. — Est coupable d'homicide ou de lésions involontaires celui qui a causé le mal par défaut de prévoyance ou de précaution, mais sans intention d'attenter à la personne d'autrui.

Art. 53. — Quiconque aura involontairement causé la mort d'une personne sera puni d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante à mille francs.

Art. 54. — S'il n'est résulté du défaut de prévoyance ou de précaution que des coups ou des blessures, le coupable sera puni d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de cinquante à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 55. — Sera puni des mêmes peines ou de l'une d'elles seulement celui qui aura involontairement causé à autrui une maladie ou une incapacité de travail personnel en lui administrant des substances qui sont de nature à donner la mort ou à altérer gravement la santé.

Art. 56. [*Arr. du gouv. gén. du 29 juillet 1899, art. 3.* — Sont punissables au maximum d'une servitude pénale de deux jours ou d'une amende de vingt-cinq francs ceux qui, imprudemment, auront jeté sur une personne une chose quelconque pouvant l'incommoder ou la souiller.]

Section III
[Des épreuves superstitieuses et des pratiques barbares]

– Intitulé ainsi modifié par le Décr. du 24 décembre 1923.

Art. 57. — Seront punis d'une servitude pénale d'un mois à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à deux cents francs ou d'une de ces peines seulement, les auteurs de toute épreuve superstitieuse consistant à soumettre, de gré ou de force, une personne à un mal physique réel ou supposé, en vue de déduire des effets produits l'imputabilité d'un acte ou d'un événement ou toute autre conclusion.

Si l'épreuve a causé une maladie ou une incapacité de travail personnel, ou s'il en est résulté la perte de l'usage absolu d'un organe ou une mutilation grave, les auteurs seront punis d'une servitude pénale de deux mois à vingt ans et d'une amende de cent à deux mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Ils seront punis de mort si l'épreuve a causé la mort.

Art. 58. — Sont auteurs ou complices de l'épreuve superstitieuse visée à l'article 57 ceux qui y ont participé selon les modes prévus aux articles 21 et 22 du livre 1er du Code pénal.

Sont considérés également comme auteurs ou complices de l'épreuve superstitieuse visée à l'article 57 ceux qui, de quelque façon que ce soit, ont à dessein fait naître la résolution de la réclamer, de l'ordonner ou de la pratiquer.

N'est considérée ni comme auteur ni comme complice la personne qui a consenti à subir le mal physique constitutif de l'épreuve.

Art. 59. — Quand une épreuve superstitieuse, qu'elle soit ou non constitutive d'infraction, est la cause directe d'une infraction, ceux qui ont participé à l'épreuve seront punis comme complices de l'infraction consécutive, à moins qu'ils n'aient pas pu prévoir qu'elle serait commise.

Il n'y a pas lieu à poursuite lorsque l'infraction consécutive à l'épreuve est un vol ou une détention non accompagnés de sévices sur les personnes ou une autre infraction moins grave.

Art. 60. — Sont considérés comme ayant participé à l'épreuve superstitieuse non constitutive d'infraction visée à l'article 59 ceux qui y ont prêté leur concours selon les modes prévus aux articles 21 et 22 du livre 1er du Code pénal et ceux qui, de quelque façon que ce soit, ont à dessein fait naître la résolution de réclamer, d'ordonner ou de pratiquer l'épreuve.

Art. 61. — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura méchamment mutilé un cadavre humain.

Art. 62. — Sans préjudice à l'application des peines frappant l'assassinat ou le meurtre, sera puni d'une servitude pénale de six mois à trois ans et d'une amende de cent à mille francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque aura provoqué ou préparé des actes d'anthropophagie, y aura participé, ou aura été trouvé en possession de chair destinée à des actes d'anthropophagie.

Section IV
Du duel

Art. 63. — La provocation en duel sera punie d'une amende de cinquante à trois cents francs.

Art. 64. — Celui qui, par une injure quelconque, aura donné lieu à la provocation sera puni d'une amende de cent à cinq cents francs.

Art. 65. — Celui qui se sera battu en duel sera puni d'une servitude pénale d'un mois à trois ans et d'une amende de cinquante à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 66. — Celui qui, dans un duel, aura donné la mort à son adversaire sera puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende de mille à deux mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

[Section IV*bis*
De la non-assistance à personne en danger]

– Section introduite par l'O.-L. 78-015 du 4 juillet 1978, art. 1er.

Art. 66*bis*. [*O.-L. 78-015 du 4 juillet 1978, art. 1er.* — Sera puni d'une servitude pénale de trois mois à un an et d'une amende de

cinq à cinquante zaïres, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque, pouvant empêcher par son action immédiate, sans risque pour lui ni pour les tiers, une infraction contre l'intégrité corporelle de la personne, s'abstient volontairement de le faire.]

Art. 66*ter*. [*O.-L. 78-015 du 4 juillet 1978, art. 1er.* — Sera puni d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de cinq à cinquante zaïres, ou de l'une de ces peines seulement, quiconque s'abstient volontairement de porter à une personne en péril l'assistance que, sans risque pour lui ni pour son les tiers, il pouvait lui prêter, soit par son action personnelle, soit en provoquant un secours.]

Art. 66*quater*. [*O.-L. 78-015 du 4 juillet 1978, art. 1er.* — Si les infractions prévues aux articles précédents sont commises par une personne chargée par état ou profession d'assister les autres en danger, la peine sera las servitude pénale d'un à trois ans et l'amende de cinq à cent zaïres.]

Art. 66*quinquies*. [*O.-L. 78-015 du 4 juillet 1978, art. 1er.* — Sera puni des peines prévues à l'article 66bis celui qui, connaissant la preuve de l'innocence d'une personne incarcérée provisoirement ou jugée pour infraction punissable d'au moins un an, s'abstient volontairement d'en apporter aussitôt le témoignage aux autorités de justice ou de la police judiciaire. Toutefois, aucune peine ne sera prononcée contre celui qui apportera son témoignage tardivement, mais spontanément.]

Section V

Des attentats à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile

Art. 67. — Est puni d'une servitude pénale d'un à cinq ans celui qui, par violences, ruses ou menaces, a enlevé ou fait enlever, arrêté ou fait arrêter arbitrairement, détenu ou fait détenir une personne quelconque.

Lorsque la personne enlevée, arrêtée ou détenue aura été soumise à des tortures corporelles, le coupable est puni d'une servitude pénale de cinq à vingt ans. Si les tortures ont causé la mort, le coupable est condamné à la servitude pénale à perpétuité ou à mort.

Art. 68. — Est puni des peines prévues par et selon les distinctions de l'article précédent celui qui a enlevé ou fait enlever, arrêté ou fait arrêter, détenu ou fait détenir des personnes quelconques pour les vendre comme esclaves ou qui a disposé de personnes placées sous son autorité dans le même but.

Art. 69. — Sera puni d'une servitude pénale de huit jours à deux ans et d'une amende de trois cents francs au maximum ou d'une de ces peines seulement celui qui, sans ordre de l'autorité et hors les cas où la loi permet d'entrer dans le domicile des particuliers contre leur volonté, se sera introduit dans une maison, une chambre ou un logement habité par autrui ou leurs dépendances, soit à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, soit au moyen d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs.

Art. 70. [*Ord. du 4 juillet 1910.* — Tout individu qui, hors les cas prévus à l'article 69, pénètre contre la volonté de l'occupant dans une maison, un appartement, une chambre, une case, une cabane, un logement ou leurs dépendances clôturées, est puni d'une servitude pénale de sept jours au maximum et d'une amende de deux cents francs au plus, ou d'une de ces peines seulement.]

Section VI

Des attentats à l'inviolabilité du secret des lettres

Art. 71. — Toute personne qui, hors les cas prévus par la loi, aura ouvert ou supprimé des lettres, des cartes postales ou autres objets confiés à la poste, ou ordonné ou facilité l'ouverture ou la suppression de ces lettres, cartes et objets sera punie d'une amende qui ne dépassera pas deux mille francs pour chaque cas. L'amende pourra être portée à cinq mille francs si la lettre ou l'envoi était recommandé ou assuré ou s'il renfermait des valeurs réalisables.

Indépendamment de l'amende, le délinquant pourra être puni d'une servitude pénale de trois mois au plus s'il est agent des postes ou officiellement commissionné comme tel.

Art. 72. — Tout agent des postes ou toute personne officiellement commissionnée pour assurer le service postal qui, hors le cas où la loi l'y obligerait, aura révélé l'existence ou le contenu d'une lettre, d'une carte postale ou de tout autre envoi confié à la poste sera puni d'une servitude pénale d'un mois au plus et d'une amende qui ne dépassera pas deux mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Section VII

De la révélation du secret professionnel

Art. 73. [*Décr. du 25 mai 1938.* — Les personnes dépositaires par état ou par profession des secrets qu'on leur confie qui, hors le cas où elles sont appelées à rendre témoignage en justice et celui où la loi les oblige à faire connaître ces secrets, les auront révélés, seront punies d'une servitude pénale de un à six mois et d'une amende de mille à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement.]

Section VIII

Des imputations dommageables et des injures

Art. 74. — Celui qui a méchamment et publiquement imputé à une personne un fait précis qui est de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de cette personne, ou à l'exposer au mépris public, sera puni d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de vingt-cinq à mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 75. — Quiconque aura publiquement injurié une personne sera puni d'une servitude pénale de huit jours à deux mois et d'une amende n'excédant pas cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 75*bis*. [*Abrogé par l'O.-L. 342 du 7 juin 1966.*]

Art. 76. [*Décr. du 8 février 1906.* — Sera puni d'une servitude pénale de cinq ans au maximum et d'une amende de vingt-cinq à mille francs ou d'une de ces peines seulement:

celui qui aura fait par écrit ou verbalement à une autorité judiciaire ou à un fonctionnaire public, qui a le devoir d'en saisir ladite autorité, une dénonciation calomnieuse;

celui qui aura fait par écrit ou verbalement à une personne des imputations calomnieuses contre son subordonné.]

Art. 77. [*Décr. du 11 juin 1917.* — Sera puni d'une servitude pénale de huit jours et d'une amende de deux cents francs au maximum ou d'une de ces peines seulement celui qui aura dirigé contre une personne des injures autres que celles prévues dans les dispositions précédentes de la présente section.]

Art. 78. [*Décr. du 24 décembre 1923.* — Quiconque abusant des croyances superstitieuses des indigènes, aura, sans fondement réel, imputé à une personne un acte ou un événement vrai ou imaginaire, sachant que cette imputation inciterait autrui à commettre une infraction, sera considéré comme complice de l'infraction ainsi provoquée.]

TITRE II

DES INFRACTIONS CONTRE LES PROPRIÉTÉS

Section I

Des vols et des extorsions

Art. 79. — Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol.

Art. 80. — Les vols commis sans violences ni menaces sont punis d'une servitude pénale de cinq ans au maximum et d'une amende de vingt-cinq à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 81. [*O.-L. du 22 novembre 1915.* — La peine pourra être portée à dix années de servitude pénale:

1° si le vol a été commis à l'aide d'effraction, d'escalade ou de fausses clefs;

2° s'il a été commis la nuit dans une maison habitée ou ses dépendances;

3° si le vol a été commis par un fonctionnaire public à l'aide de ses fonctions;

4° si les coupables ou l'un d'eux ont pris le titre ou les insignes d'un fonctionnaire public ou ont allégué un faux ordre de l'autorité publique;]

5° [*Abrogé par l'O.-L. 68-193 du 3 mai 1968, art. 7.*]

Art. 81*bis*. [*O.-L. 68-193 du 3 mai 1968, art. 2.* — Le vol à main armée est puni de mort.]

Art. 82. — Quiconque a commis un vol à l'aide de violences ou de menaces est puni d'une servitude pénale de cinq à vingt ans et d'une amende qui peut être portée à deux mille francs, ou de la première de ces peines seulement.

Art. 83. — Le saisi ou les tiers qui auront détourné des objets saisis seront passibles des peines de vol.

Art. 84. — Est puni d'une servitude pénale de cinq à vingt ans et d'une amende qui peut être portée à deux mille francs celui qui a extorqué, à l'aide de violences ou de menaces, soit des fonds, valeurs, objets mobiliers, obligations, billets, promesses, quittances, soit la signature ou la remise d'un document quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge.

Art. 85. — Le meurtre commis, soit pour faciliter le vol ou l'extorsion, soit pour en assurer l'impunité, est puni de mort.

Section II

Des fraudes

§ 1. [De la banqueroute]

– Intitulé ainsi modifié par le Décr. du 20 avril 1935.

Art. 86. — Sera puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende de cent à mille francs le commerçant déclaré en faillite qui, frauduleusement:

1° aura détourné ou dissimulé une partie de son actif ou se sera reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas;

2° aura soustrait ses livres ou en aura enlevé, effacé ou altéré le contenu.

Art. 87. — Sera puni d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de cinquante à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement le commerçant déclaré en faillite qui:

1° après cessation de ses paiements aura favorisé un créancier au détriment de la masse;

2° aura pour ses besoins personnels ou ceux de sa maison fait des dépenses excessives;

3° aura consommé de fortes sommes au jeu, à des opérations de pur hasard, ou à des opérations fictives;

4° aura, dans l'intention de retarder sa faillite, fait des achats pour revendre au-dessous du cours, ou, dans la même situation, se sera livré à des emprunts, circulations d'effets et autres moyens ruineux de se procurer des fonds;

5° aura supposé des dépenses ou des pertes, ou ne justifiera pas de l'existence ou de l'emploi de l'actif de son dernier inventaire et des deniers, valeurs, meubles et effets, de quelque nature qu'ils soient, qui lui seraient avenus postérieurement.

Art. 88. — Pourra être puni des peines prévues à l'article 87 le commerçant déclaré en faillite:

1° qui n'aura pas tenu les livres ou fait les inventaires prescrits par les articles 1er et 2 du décret du 31 juillet 1912;

2° dont les livres ou les inventaires seront incomplets, irréguliers ou rédigés dans une langue autre que celle dont l'emploi, en cette matière, est prescrit par la loi;

3° dont les livres ou les inventaires n'offrent pas sa véritable situation active et passive, sans néanmoins qu'il y ait fraude;

4° qui aura contracté, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables, eu égard à sa situation lorsqu'il les a contractés;

5° qui, sans qu'il soit malheureux et de bonne foi, a déjà été antérieurement déclaré en faillite;

6° qui, à la suite d'une faillite précédente, n'a pas rempli toutes les obligations d'un concordat en cours ou contre lequel la résolution du concordat a été prononcée;

7° qui n'aura pas fait l'aveu de la cessation de ses paiements dans les conditions et les délais prévus par la législation sur la faillite;

8° qui, sans cause légitime, se sera absenté sans l'autorisation du juge ou ne se sera pas rendu en personne aux convocations qui lui auront été faites par le juge ou le curateur.

§ 2. [Des cas assimilés à la banqueroute]

– Intitulé ainsi modifié par le Décr. du 20 avril 1935.

Art. 89. — Seront punis des peines prévues à l'article 86 les administrateurs, directeurs ou gérants des sociétés à responsabilité limitée, déclarées en faillite, qui, frauduleusement:

1° auront détourné ou dissimulé une partie de l'actif de la société ou reconnu la société débitrice de sommes qu'elle ne devait pas;

2° auront soustrait les livres de la société ou en auront enlevé, effacé ou altéré le contenu;

3° auront omis de publier l'acte de société ou les actes modificatifs de celui-ci dans les formes et délais prévus par la loi;

Art. 90. — Seront punis des peines prévues à l'article 87 les administrateurs, directeurs ou gérants des sociétés à responsabilité limitée, déclarées en faillite, qui:

1° après cessation des paiements de la société auront favorisé un créancier au détriment de la masse;

2° auront engagé la société dans des dépenses ou des frais excessifs;

3° auront, pour compte de la société, consommé de fortes sommes au jeu, ou qui auront fait ou auront fait faire pour elle des opérations de pur hasard ou des opérations fictives;

4° auront, dans l'intention de retarder la faillite de la société, fait des achats pour revendre au-dessous du cours, ou, dans la même intention, se seront livrés à des emprunts, circulations d'effets et autres moyens ruineux de se procurer des fonds;

5° auront supposé des dépenses ou des pertes, ou ne justifieront pas de l'existence ou de l'emploi de l'actif du dernier inventaire de la société et des deniers, valeurs, meubles et effets, de quelque nature qu'ils soient, qui seraient postérieurement avenus à la société;

6° auront opéré la répartition entre les membres de la société de dividendes non prélevés sur les bénéfices réels.

Art. 91. — Pourront être punis des mêmes peines les administrateurs, directeurs ou gérants de sociétés à responsabilité limitée, déclarées en faillite, lorsque, par leur faute:

1° les livres prévus par l'article 1er du décret du 31 juillet 1912 n'auront pas été tenus, les inventaires prescrits par l'article 2 du même décret n'auront pas été faits; qu'ils auront été écrits dans une langue autre que celle dont l'emploi, en cette matière, est prescrit par la loi; qu'ils seront incomplets ou irréguliers; que les mêmes livres et inventaires n'offriront pas la véritable situation active et passive de la société, sans néanmoins qu'il y ait eu fraude;

2° l'aveu de la cessation des paiements de la société n'aura pas été fait dans les conditions et les délais prévus par la législation sur la faillite.

Art. 92. — Pourront être punis des mêmes peines les administrateurs, directeurs ou gérants des sociétés à responsabilité limitée, déclarées en faillite, qui n'auront pas fourni les renseignements qui leur auront été demandés, soit par le juge, soit par le curateur, ou qui auront donné des renseignements inexacts.

Il en sera de même de ceux qui, sans empêchement légitime, ne se seront pas rendus en personne à la convocation du juge ou du curateur.

Art. 93. — Seront punis des peines prévues à l'article 86:

1° ceux qui, dans l'intérêt du failli, auront soustrait, dissimulé ou recelé tout ou partie de ses biens;

2° ceux qui, frauduleusement, auront présenté dans la faillite des créances fausses ou exagérées;

3° le curateur qui se sera rendu coupable de malversations dans sa gestion.

Art. 94. — Seront punis des peines prévues à l'article 87 ceux qui auront stipulé, soit avec le failli, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de leur vote dans la déclaration de la faillite, ou qui auront fait un traité particulier duquel résulterait, en leur faveur un avantage à la charge de la masse.

§ 3. Des abus de confiance

Art. 95. — Quiconque a frauduleusement, soit détourné, soit dissipé au préjudice d'autrui des effets, deniers, marchandises, billets, quittances, écrits de toute nature contenant ou opérant obligation ou décharge et qui lui avaient été remis à la condition de les rendre ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, est puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende dont le montant ne dépasse pas mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 96. — Sera puni des peines portées à l'article précédent quiconque aura vendu ou donné en gage un immeuble qui ne lui appartient pas.

Art. 96*bis*. [*Décr. du 26 août 1959.* — Est puni d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende de mille à dix mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui, abusant des faiblesses, des passions, des besoins ou de l'ignorance du débiteur, se fait, en raison d'une opération de crédit, d'un contrat de prêt ou de tout autre contrat indiquant une remise de valeur mobilière, quelle que soit la forme apparente du contrat, promettre pour lui-même ou pour autrui un intérêt ou d'autres avantages excédant manifestement l'intérêt normal.

Dans le cas prévu au présent article le juge, à la demande de toute partie lésée, réduit ses obligations conformément à l'article 131*bis* du livre troisième du Code civil congolais.]

§ 4. Du détournement de main-d'œuvre

Art. 97. [*Décr. du 27 juin 1960, art. 3.* — Sera puni des peines portées à l'article 95 quiconque aura frauduleusement utilisé à son profit ou

au profit d'un tiers les services d'engagés mis sous ses ordres par le maître, en vue d'un travail à exécuter pour celui-ci ou pour autrui.]

§ 5. De l'escroquerie et de la tromperie

Art. 98. — Quiconque, dans le but de s'approprier une chose appartenant à autrui, s'est fait remettre ou délivrer des fonds, meubles, obligations, quittances, décharges, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, pour abuser autrement de la confiance ou de la crédulité, est puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende dont le montant ne dépasse pas deux mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 99. [*Décr. du 4 septembre 1928.* — Est puni d'un an au plus de servitude pénale et d'une amende dont le montant ne dépasse pas mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui a trompé l'acheteur:

1° sur l'identité de la chose vendue, en livrant frauduleusement une chose autre que l'objet déterminé sur lequel a porté la transaction;

2° sur la nature ou l'origine de la chose vendue, en vendant ou en livrant frauduleusement une chose qui, semblable en apparence à celle qu'il a achetée ou qu'il a cru acheter, déçoit l'acheteur dans ce qu'il a principalement recherché.]

Art. 100. — Est puni des peines prévues à l'article précédent celui qui, par des manœuvres frauduleuses, a trompé:

1° l'acheteur ou le vendeur sur la quantité des choses vendues;

2° les parties engagées dans un contrat de louage d'ouvrage, ou l'une d'elles, sur les éléments qui doivent servir à calculer le salaire.

§ 6. Du recèlement des objets obtenus à l'aide d'une infraction

Art. 101. — Celui qui a recelé en tout ou en partie les choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'une infraction est puni d'une servitude pénale de cinq ans au maximum et d'une amende qui ne dépasse pas mille francs ou d'une de ces peines seulement.

§ 7. Du recel frauduleux

Art. 102. [*Décr. du 24 décembre 1929.* — Seront punis d'une servitude pénale de huit jours à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à mille francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, ayant trouvé une chose mobilière appartenant à autrui, ou en ayant obtenu par hasard la possession, l'auront frauduleusement celée ou livrée à des tiers.]

§ 8. De la grivèlerie

Art. 102*bis*. [*Décr. du 4 août 1953.* — Sera puni d'une servitude pénale de huit jours à six mois et d'une amende de deux cents à trois mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui sachant qu'il est dans l'impossibilité de payer, se sera fait servir, dans un établissement à ce destiné, des boissons ou des aliments qu'il y aura consommés en tout ou en partie, se sera fait donner un logement dans un hôtel où il s'est présenté comme voyageur, ou aura pris en location une voiture de louage.

Les infractions prévues à l'alinéa précédent ne pourront être poursuivies que sur la plainte de la partie lésée. Le paiement du prix et des frais de justice avancés par la partie plaignante ou le désistement de celle-ci éteindra l'action publique.]

Section III
Destructions, dégradations, dommages

§ 1. De l'incendie

Art. 103. — Seront punis d'une servitude pénale de quinze à vingt ans ceux qui auront mis le feu soit à des édifices, navires, magasins ou tous autres lieux quelconques servant à l'habitation et contenant une ou plusieurs personnes au moment de l'incendie, soit à tous lieux, même inhabités, si, d'après les circonstances, l'auteur a dû présumer qu'il s'y trouvait une ou plusieurs personnes au moment de l'infraction.

Art. 104. — Seront punis d'une servitude pénale de cinq à quinze ans ceux qui auront mis le feu à des édifices ou tous bâtiments quelconques, appartenant à autrui et construits en matériaux durables, mais inhabités au moment de l'incendie.

Si les édifices ne sont pas construits en matériaux durables, les coupables seront punis d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende de cent à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 105. — Seront punis des peines portées au deuxième alinéa de l'article précédent ceux qui, en dehors des cas visés par la réglementation sur l'incendie des herbes et végétaux sur pied, auront mis le feu à des forêts, bois, récoltes sur pied, bois abattus ou récoltes coupées.

Art. 106. — Seront punis des mêmes peines les propriétaires exclusifs des choses désignées aux articles 104 et 105, qui y auront mis le feu dans une intention méchante ou frauduleuse.

Art. 107. — Celui qui, dans l'intention de commettre l'un des faits prévus aux articles 103, 104, 105 et 106, aura mis le feu à des objets quelconques placés de manière à le communiquer à la chose qu'il voulait détruire sera puni comme s'il avait directement mis le feu à cette dernière chose.

Art. 108. — Lorsque l'incendie a causé la mort d'une ou de plusieurs personnes, qui à la connaissance de l'auteur se trouvaient dans les lieux incendiés au moment de l'infraction et si la mort devait être considérée comme une conséquence nécessaire ou probable de celle-ci, le coupable sera puni de la peine de mort ou de la servitude pénale à perpétuité.

Si l'incendie a causé une blessure, la peine de la servitude pénale sera toujours prononcée.

Art. 109. — Sera puni d'une servitude pénale de sept jours à trois mois et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs ou d'une de

ces peines seulement, l'incendie de propriétés mobilières ou immobilières d'autrui qui aura été causé par défaut de prévoyance ou de précaution.

§ 2. De la destruction des constructions, machines, tombeaux et monuments

Art. 110. — Quiconque aura détruit, renversé ou dégradé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des bâtiments, ponts, digues, chaussées, chemins de fer, machines, appareils télégraphiques ou téléphoniques ou autres constructions appartenant à autrui, sera puni d'une servitude pénale de cinq ans au maximum et d'une amende de vingt-cinq à mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 111. — Sera puni d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé: des tombeaux, signes commémoratifs ou pierres sépulcrales; des monuments, statues ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique.

§ 3. De la destruction et de la dégradation d'arbres, récoltes ou autres propriétés

Art. 112. — Seront punis des peines portées à l'article précédent ceux qui, dans des endroits clôturés ou non clôturés, auront méchamment détruit ou dégradé des arbres, des récoltes, des instruments d'agriculture ou d'autres biens. meubles ou immeubles appartenant à autrui.

Art. 113. [*Ord. du 28 février 1913.* — Quiconque aura, même sans intention méchante, détruit ou dégradé, sans titre ni droit, des arbres, des récoltes, des instruments d'agriculture ou d'autres biens, meubles ou immeubles, sera puni d'une servitude pénale de sept jours au maximum et d'une amende qui n'excédera pas deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement.]

§ 4. De la destruction d'animaux

Art. 114. — Sera puni d'une servitude pénale d'un mois à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à trois cents francs ou d'une de ces peines seulement quiconque aura méchamment et sans nécessité, tué ou gravement blessé des bestiaux ou animaux domestiques appartenant à autrui.

§ 5. De l'enlèvement ou du déplacement de bornes

Art. 115. — Seront punis d'une servitude pénale de cinq ans au maximum et d'une amende de vingt-cinq à mille francs ou d'une de ces peines seulement ceux qui, sans y être valablement autorisés, auront enlevé ou déplacé et ceux qui auront méchamment dégradé des bornes délimitant des terres légalement occupées par eux ou par autrui.

Seront punis des mêmes peines ceux qui, sans y être valablement autorisés, auront enlevé ou déplacé, détruit ou dégradé des signaux ou repères géodésiques ou topographiques, ou en auront modifié l'aspect, les indications ou les inscriptions.

TITRE III

INFRACTIONS CONTRE LA FOI PUBLIQUE

Section I

[De la contrefaçon, de la falsification et de l'imitation des signes monétaires]

– Section introduite par le second décret du 24 juin 1953.

Art. 116. [*Décr. du 24 juin 1953.* — Sont punis d'une servitude pénale de deux à quinze ans et d'une amende de deux mille à quinze mille francs, ceux qui ont contrefait ou frauduleusement altéré des monnaies métalliques ayant cours légal en République démocratique du Congo ou à l'étranger, et ceux qui ont introduit ou émis sur le territoire de la République démocratique du Congo, des monnaies ainsi contrefaites ou frauduleusement altérées.]

Art. 117. [*Décr. du 24 juin 1953.* — Sont punis d'une servitude pénale de cinq à vingt ans et d'une amende de cinq mille à vingt mille francs, ceux qui ont frauduleusement contrefait ou falsifié des billets au porteur ayant cours légal en République démocratique du Congo ou à l'étranger, et ceux qui ont introduit ou émis en République démocratique du Congo des billets ainsi contrefaits ou falsifiés.]

Art. 118. [*Décr. du 24 juin 1953.* — Sont punis d'une servitude pénale d'un mois à trois ans et d'une amende de cent à cinq mille francs, ceux qui, sans être coupables de participation, se sont procuré avec connaissance, des monnaies métalliques ou des billets au porteur visés aux articles 116 et 117 et les ont mis ou ont tenté de les mettre en circulation.

Sont punis d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de cent à mille francs, ceux qui dans le but de les mettre en circulation, ont reçu ou se sont procuré des monnaies métalliques ou des billets au porteur visés *à l'article* 116 et 117.]

– Texte conforme au *B.O.* Il convient de lire «aux articles».

Art. 118*bis*. [*Décr. du 24 juin 1953.* — Sont punis d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de cent à mille francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui ayant reçu pour bons des monnaies métalliques ou des billets au porteur ayant cours légal en République démocratique du Congo ou à l'étranger, contrefaits ou falsifiés, les ont remis en circulation en connaissance des vices.]

Art. 119. [*Décr. du 24 juin 1953.* — Sont punis d'une servitude pénale d'un an au plus et d'une amende ne dépassant pas mille francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui ont fabriqué, distribué ou mis en circulation, soit des jetons, médailles ou pièces métalliques, soit des imprimés ou formules, obtenus par un procédé quelconque et présentant par leur forme extérieure, avec des monnaies ou billets au porteur ayant cours légal en République démocratique du Congo ou à l'étranger, une ressemblance ayant pour but d'en faciliter l'acceptation en lieu et place des valeurs imitées.]

Art. 120. [*Décr. du 24 juin 1953.* — Sont punis comme coupables de tromperie, ceux qui ont donné ou offert en paiement des jetons, médailles, pièces métalliques, imprimés ou formules obtenus par un procédé quelconque et présentant par leur forme extérieure, avec les monnaies ou billets au porteur ayant cours légal en République démocratique du Congo ou à l'étranger, une ressemblance de nature à en faciliter l'acceptation en lieu et place des valeurs imitées.]

Section II

De la contrefaçon ou falsification des sceaux, timbres, poinçons, marques, etc.

Art. 121. [*O.-L. 85-007 du 14 février 1985, art. 1er.* — Seront punis d'une servitude pénale d'un à quinze ans et d'une amende de cinq mille à vingt-cinq mille zaïres:

1° ceux qui auront contrefait ou falsifié les sceaux, timbres, poinçons ou marques de l'État zaïrois et des administrations publiques;

2° ceux qui auront fait usage de ces objets contrefaits ou falsifiés;

3° ceux qui auront sciemment exposé en vente les produits de ces contrefaçons ou falsifications.]

Art. 122. — Ceux qui dans un but de fraude, auront fait subir aux timbres-poste ou cartes postales de la République démocratique du Congo ou des États étrangers une altération ou une préparation quelconque, ou qui auront, avec ou sans intention frauduleuse, contrefait ces timbres ou ces cartes, seront punis d'une amende qui ne dépassera pas cinq mille francs pour chaque cas.

Section III

De l'usurpation de fonctions publiques

Art. 123. [*Décr. du 26 janvier 1899.* — Quiconque se sera attribué faussement la qualité de fonctionnaire public ou aura porté publiquement tout insigne ou emblème destiné à faire croire à l'existence d'un mandat public sera puni d'une servitude pénale d'un mois à deux ans et d'une amende de cinquante à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

Si l'insigne ou l'emblème n'est pas destiné, mais est simplement de nature à faire croire à l'existence d'un mandat public, celui qui publiquement l'aura porté ou l'aura laissé ou fait porter par une personne à son service ou sous son autorité sera puni d'une servitude pénale de sept jours au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas deux cents francs ou d'une de ces peines seulement.]

Section III*bis*

Du port illégal de décorations

Art. 123*bis*. [*Décr. du 20 avril 1950.* — Toute personne qui aura publiquement porté une décoration, un ruban ou autres insignes d'un ordre qui ne lui appartient pas, sera punie d'une servitude pénale de 7 jours au maximum et d'une amende de 50 à 500 francs ou d'une de ces peines seulement.]

Section IV

Des faux commis en écritures

Art. 124. — Le faux commis en écritures avec une intention frauduleuse ou à dessein de nuire sera puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans et d'une amende de vingt-cinq à deux mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 125. — Si le faux a été commis par un fonctionnaire ou agent de l'État, dans l'exercice de ses fonctions, la servitude pénale pourra être portée à dix ans et l'amende à cinq mille francs.

Art. 126. — Celui qui, dans une intention frauduleuse ou à dessein de nuire, aura fait usage de l'acte faux ou de la pièce fausse, sera puni comme s'il était l'auteur du faux.

Art. 127. — Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura délivré un faux certificat, falsifié un certificat, fait usage d'un certificat faux ou falsifié, sera puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende de cent à mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Section V

Du faux témoignage et du faux serment

Art. 128. — Le faux témoignage devant les tribunaux est puni de servitude pénale. La peine peut s'élever à cinq ans.

Si l'accusé a été condamné soit à la servitude pénale à perpétuité, soit à la peine de mort, le faux témoin qui a déposé contre lui peut être condamné à la peine de servitude pénale à perpétuité.

Art. 129. — Le coupable de subornation de témoin est passible de la même peine que le faux témoin, selon la distinction de l'article précédent.

Art. 130. — Toute personne appelée en justice pour donner de simples renseignements, qui se sera rendue coupable de fausses déclarations, sera punie d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 131. — L'interprète et l'expert coupables de fausses déclarations en justice seront punis comme faux témoins.

Art. 132. — Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile et qui aura fait un faux serment sera puni d'une servitude pénale de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-cinq à deux mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

TITRE IV

INFRACTIONS CONTRE L'ORDRE PUBLIC

Section I

De la rébellion

Art. 133. — Est qualifié rébellion toute attaque, toute résistance avec violences ou menaces envers les dépositaires ou agents de l'autorité ou de la force publique, agissant pour l'exécution des lois des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, jugements ou autres actes exécutoires.

Art. 134. — La rébellion commise par une seule personne est punie au maximum d'une servitude pénale d'un an et d'une amende de cent à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 135. — Si la rébellion a été commise par plusieurs personnes et par suite d'un concert préalable, la servitude pénale peut être portée à cinq ans et l'amende est de deux cents à mille francs.

[Section I*bis*

De la provocation et de l'incitation à des manquements envers l'autorité publique]

– Section introduite par l' O.-L. 299 du 16 décembre 1963, art. 1er.

Art. 135*bis*. [*O.-L. 299 du 16 décembre 1963, art. 1er.* — Quiconque aura provoqué directement à désobéir aux lois sera puni d'une servitude pénale de deux mois à trois ans et d'une amende de mille à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 135*ter*. [*O.-L. 299 du 16 décembre 1963, art. 1er.* — Quiconque aura, d'une manière quelconque, provoqué des militaires à se détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et des règlements militaires, sera puni d'une servitude pénale de deux mois à trois ans et d'une amende de mille à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement.]

Section II

[Des outrages et des violences envers les membres du bureau politique, les membres de l'Assemblée nationale, les membres du gouvernement, les dépositaires de l'autorité ou de la force publique]

– Intitulé ainsi modifié par la L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 1er.

– Le «bureau politique» est une institution qui ne fonctionne plus actuellement.

Art. 136. [*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 2.* — Sera puni d'une servitude pénale de 6 à 12 mois et d'une amende de cinquante zaïres au maximum, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, par paroles, faits, gestes ou menaces, aura outragé soit un membre du bureau politique, soit un membre de l'Assemblée nationale, soit un membre du gouvernement, soit un membre de la Cour constitutionnelle, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Sera puni d'une servitude pénale de 3 à 9 mois et d'une amende de trente zaïres au plus, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, par paroles, faits, gestes ou menaces, aura outragé soit un membre du cadre dirigeant du parti, soit un membre des cours et tribunaux, soit un officier du ministère public, soit un officier supérieur des forces armées et de la police, soit un gouverneur dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Sera puni d'une servitude pénale de 7 à 15 jours et d'une amende de cinquante K. à cinq zaïres ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, par paroles, faits, gestes ou menaces, aura outragé les autres dépositaires de l'autorité ou de la force publique dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.]

– La loi 71-001 du 12 juin 1971 dispose en son article 9 que «les outrages prévus aux articles 136 et 138*quater* ne donneront lieu à aucune action s'il est établi qu'ils ont été précédés de provocations de la part des personnes protégées.»

Art. 137. — Les outrages commis envers les corps constitués seront punis de la même manière que les outrages commis envers les membres de ces corps.

Art. 138. [*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 4, 1o.* — Sera puni d'une servitude pénale de six à trente mois et d'une amende de 30 à 200 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, sans qu'il en soit résulté des blessures, aura frappé soit un membre du bureau politique, soit un membre de l'Assemblée nationale, soit un membre du gouvernement, soit un membre de la Cour constitutionnelle dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.]

[*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 4, 2o.* — Sera puni d'une servitude pénale de six à vingt-quatre mois et d'une amende de 20 à 100 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, sans qu'il en soit résulté des blessures, aura frappé les personnes visées à l'article 136, 2è alinéa, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.]

[*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 4, 3o.* — Sera puni d'une servitude pénale de six à huit mois et d'une amende de 5 à 30 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement, celui qui, sans qu'il en soit résulté des blessures, aura frappé les personnes visées à l'article 136, 3è alinéa.]

Art. 138*bis*. [*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 5.* — Si les violences exercées contre les personnes désignées à l'article 138 ont été la cause d'effusion de sang, de blessures ou de maladie, le coupable sera puni:

1o d'une servitude pénale de 4 à 10 ans et d'une amende de 400 à 1000 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement pour les victimes visées à l'article 138, 1er alinéa;

2o d'une servitude pénale de 1 à 3 ans et d'une amende de 100 à 300 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement pour les victimes visées à l'article 138, 2è alinéa;

3o d'une servitude pénale de 6 mois à 2 ans et d'une amende de 50 à 200 zaïres, ou de l'une de ces peines seulement pour les victimes visées à l'article 138, 3è alinéa.]

– La loi 71-001 du 12 juin 1971 dispose en son article 3 que «les outrages commis envers les corps constitués seront punis de la même manière que les outrages commis envers les membres de ces corps.»

Art. 138*ter*. [*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 6.* — Les outrages adressés aux personnes visées aux articles 136 et 138, ne peuvent, sauf le cas de flagrant délit être poursuivis que sur plainte de la personne lésée ou celle du corps dont relève celle-ci.]

Art. 138*quater*. [*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 7.* — Les peines prévues par les articles 136 , 138 et 138*bis* seront applicables dans le cas où l'on aura outragé ou frappé des témoins en raison de leurs dépositions, selon qu'ils peuvent être rangés dans l'une des trois catégories de personnes protégées par la présente loi.]

Art. 138*quinquies*. [*L. 71-001 du 12 juin 1971, art. 8.* — Sera puni selon le droit commun mais avec des circonstances aggravantes, celui qui aura outragé ou frappé soit un membre du bureau politique, soit un membre de l'Assemblée nationale, soit un membre du gouvernement, soit un membre de la Cour constitutionnelle, soit un membre du cadre dirigeant du parti, soit un membre des cours et tribunaux, soit un officier du ministère public, soit un officier supérieur des forces armées et de la police, soit un gouverneur, en-dehors de l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.

Toutefois, les circonstances aggravantes ne peuvent pas donner lieu:

1° pour les victimes visées aux articles 136, 1er alinéa, 138, 1er alinéa, 138*bis*, 1er alinéa, à une peine supérieure à la peine maximum prévue à ces articles;

2° pour les victimes visées aux articles 136, 2e alinéa, 138, 2e alinéa, 138*bis*, 2e alinéa, à une peine supérieure à la peine maximum prévue à ces articles.]

Section III

Du bris des scellés

Art. 139. — Lorsque des scellés apposés par l'autorité publique auront été brisés, les gardiens seront punis, pour simple négligence, d'une servitude pénale de huit jours et d'une amende de vingt-cinq à cent francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 140. — Ceux qui auront à dessein brisé des scellés seront punis d'une servitude pénale de six mois à deux ans et d'une amende de cinquante à mille francs, ou d'une de ces peines seulement; et si c'est le gardien lui-même ou le fonctionnaire qui a opéré l'apposition, la servitude pénale pourra être portée à trois ans et l'amende à deux mille francs.

Section IV

Des entraves apportées à l'exécution des travaux publics

Art. 141. — Quiconque, par voies de fait se sera opposé à l'exécution de travaux, ordonnés ou autorisés par le pouvoir compétent, sera puni d'une servitude pénale de huit jours à trois mois et d'une amende qui ne dépassera pas cent francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 142. — Ceux, qui, par attroupement et violence, voies de fait ou menaces, se seront opposés à l'exécution de ces travaux seront condamnés à une servitude pénale de trois mois à deux ans et à une amende qui pourra s'élever à cinq cents francs ou à l'une de ces peines seulement.

Section V

Des atteintes à la liberté du commerce et de la navigation

Art. 143. — Sera puni d'une servitude pénale de deux ans au maximum et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs ou d'une de ces peines seulement quiconque a employé la violence ou des menaces pour contraindre les indigènes, sur les voies de communication intérieure ou sur les marchés, à céder leurs marchandises à des personnes ou à des prix déterminés.

Art. 144. — Seront punis d'une servitude pénale de cinq années au maximum et d'une amende de cinq cents francs au plus, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, soit par violences, injures, menaces ou rassemblement, soit en prononçant des amendes, défenses, interdictions ou toutes prescriptions quelconques, auront porté atteinte à la liberté du commerce ou de la navigation, dans le but, soit d'arrêter des caravanes de commerce sur les chemins publics, soit d'entraver la liberté du trafic par terre ou par eau ou le libre recrutement des caravanes et des porteurs, soit d'interrompre les communications par terre ou par eau.

Section VI

[Des détournements et des concussions commis par des personnes revêtues de mandat public ou chargées d'un service ou d'une mission de l'État ou d'une société étatique]

– Intitulé ainsi modifié par l'O.-L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.

Art. 145. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public ou parastatal, toute personne représentant les intérêts de l'État ou d'une société étatique au sein d'une société privée, parastatale ou d'économie mixte en qualité d'administrateur, de gérant, de commissaire aux comptes ou à tout autre titre, tout mandataire ou préposé des personnes énumérées ci-dessus, qui aura détourné des deniers publics ou privés, des effets en tenant lieu, des pièces, titres, actes, effets mobiliers qui étaient entre ses mains, soit en vertu, soit à raison de sa charge, sera puni d'un à vingt ans de travaux forcés

En condamnant à la peine prévue à l'alinéa précédent, le juge prononcera en outre:

1° [*Abrogé par la loi 86-030 du 5 avril 1986*];

2° l'interdiction pour cinq ans au moins et dix ans au plus, après l'exécution de la peine, du droit de vote et du droit d'éligibilité;

3° l'interdiction d'accès aux fonctions publiques et paraétatiques quel qu'en soit l'échelon;

4° la privation du droit à la condamnation ou à la libération conditionnelles et à la réhabilitation dont le but est de faire bénéficier le coupable des avantages prohibés au présent article;

5° l'expulsion définitive du territoire de la République après l'exécution de la peine, si le condamné est un étranger.

Sera puni des peines portées aux alinéas 1 et 2 ci-dessus, celui qui, sciemment, aura, de quelque manière que ce soit, dissimulé ou caché soit les deniers ou les biens détournés, soit certains bien du coupable dans le but de les faire échapper à la confiscation.]

Art. 145*bis*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public ou parastatal, toute personne représentant les intérêts de l'État ou d'une société étatique au sein d'une société privée, parastatale ou d'économie mixte en qualité d'administrateur, de gérant, de commissaire aux comptes ou à tout autre titre, tout mandataire ou préposé des personnes énumérées ci-dessus qui aura méchamment ou frauduleusement détruit ou supprimé, dissimulé ou caché des actes, des titres ou tout autre document dont il était dépositaire en sa qualité ou qui lui avaient été communiqués à raison de sa qualité, sera puni d'une servitude pénale de deux ans à vingt ans.]

Art. 145*ter*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Les infractions visées aux articles 79 à 81, 89 à 94, 98 à 100, 101 à 102, 124 à 127, seront punies des peines doubles de celles que la loi prévoit, lorsqu'elles ont pour but de réaliser ou de dissimuler les infractions prévues aux articles précédents de la présente section.]

Art. 146. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Seront punis d'une servitude pénale de six mois à cinq ans tous fonctionnaires ou officiers publics, toutes personnes chargées d'un service public ou parastatal, toutes personnes représentant les intérêts de l'État ou d'une société étatique au sein d'une société privée, parastatale ou d'économie mixte en qualité d'administrateurs, de gérants, de commissaires aux comptes ou à tout autre titre, tous mandataires ou préposés de personnes énumérées ci-dessus qui se sont rendus coupables de concussion en ordonnant de percevoir, en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, revenus ou intérêts, pour salaires ou traitements, pour indemnités, primes ou tout autre avantage.

En condamnant à la peine prévue à l'alinéa précédent, le juge prononcera en outre:

1° la confiscation de la rétribution perçue par le coupable ou du montant de sa valeur lorsqu'elle n'a pu être saisie si la concussion résulte de la perception illicite, pour le compte du concussionnaire ou d'un tiers autre que l'État, des avantages inclus cités à l'alinéa précédent;

2° l'interdiction pour cinq ans au moins et dix ans au plus, après l'exécution de la peine, du droit de vote et du droit d'éligibilité;

3° l'interdiction d'accès aux fonctions publiques et paraétatiques quel qu'en soit l'échelon;

4° la privation du droit à la condamnation ou à la libération conditionnelles et à la réhabilitation dont le but est de faire bénéficier le coupable des avantages prohibés à l'article 145 de la présente section;

5° l'expulsion définitive du territoire de la République après l'exécution de la peine, si le condamné est un étranger.]

Section VII

[De la corruption, des rémunérations illicites, du trafic d'influence et des abstentions coupables des fonctionnaires]

– Intitulé ainsi modifié par la L. 73-010 du 14 février 1973, art. 1er.

§ 1. De la corruption des fonctionnaires publics, des officiers publics, des personnes chargées d'un service public ou parastatal, de toutes personnes représentant les intérêts de l'État, des arbitres ou des experts commis en justice

Art. 147. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public ou parastatal, toute personne représentant les intérêts de l'État ou d'une société étatique au sein d'une société privée, parastatale ou d'économie mixte en qualité d'administrateur, de gérant, de commissaire aux comptes ou à tout autre titre, tout mandataire ou préposé des personnes énumérées ci-dessus, tout arbitre ou tout expert commis en justice qui aura agréé, des offres, des promesses, qui aura reçu des dons ou présents pour faire un acte de sa fonction, de son emploi ou de sa mission, même juste mais non sujet à salaire, sera puni de six mois à deux ans de servitude pénale et d'une amende de cinq à vingt zaïres.

La peine prévue à l'alinéa précédent pourra être portée au double du maximum, s'il a agréé des offres ou promesses ou s'il a reçu des dons ou présents soit pour faire, dans l'exercice de sa fonction, de son emploi ou de sa mission, un acte injuste, soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentre dans l'ordre de ses devoirs.]

Art. 148. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Le maximum des peines prévues à l'article précédent pourra s'élever à dix ans de servitude pénale et à cinquante zaïres d'amende, si le coupable a fait dans l'exercice de sa fonction, de son emploi ou de sa mission, un acte injuste ou s'il s'est abstenu de faire un acte qui rentre dans l'ordre de ses devoirs.]

Art. 149. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — La peine sera de quinze ans au maximum de servitude pénale et l'amende de cinquante à cent zaïres, si le coupable a agréé des offres ou des promesses, reçu des dons ou des présents, pour faire dans l'exercice de ses fonctions, de son emploi ou de sa mission, une infraction.]

Art. 149*bis*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Le coupable de la corruption active ou passive sera en outre condamné à:

1° la confiscation de la rétribution perçue ou du montant de sa valeur lorsqu'elle n'a pu être saisie;

2° l'interdiction pour cinq ans au moins et dix ans au plus, après l'exécution de la peine, du droit de vote et du droit d'éligibilité;

3° l'interdiction d'accès aux fonctions publiques ou paraétatiques quel qu'en soit l'échelon;

4° la privation du droit à la condamnation ou à la libération conditionnelles et à la réhabilitation dont le but est de faire bénéficier le coupable des avantages prohibés à l'article 145 du présent Code;

5° l'expulsion définitive du territoire de la République après l'exécution de la peine, si le condamné est un étranger.]

Art. 149*ter*. [*L. 73-010 du 14 février 1973, art. 3.* — Tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public ou parastatal, toute personne représentant les intérêts de l'État ou d'une société étatique au sein d'une société privée, parastatale ou d'économie mixte en qualité d'administrateur, de gérant, de commissaire aux comptes ou à tout autre titre, tout mandataire ou préposé des personnes énumérées ci-dessus, tout arbitre ou tout expert commis en justice qui aura sollicité directement ou par personne interposée des offres, promesses, dons ou présents pour faire un acte de sa fonction, de son emploi ou de sa mission, même juste mais non sujet à salaire, sera puni d'une servitude pénale de trois mois à un an et d'une amende de deux zaïres cinquante makuta à dix zaïres ou d'une de ces peines seulement.

Il sera puni d'une servitude pénale de six mois à deux ans et d'une amende de cinq à vingt zaïres ou d'une de ces peines seulement si cette sollicitation a été faite soit pour faire dans l'exercice de sa fonction, de son emploi ou de sa mission, un acte injuste , soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentre dans l'ordre de ses devoirs.

Il sera puni d'une servitude pénale d'un an à quatre ans et de dix à quarante zaïres ou d'une de ces peines seulement si cette sollicitation a été faite pour commettre dans l'exercice de sa fonction, de son emploi ou de sa mission, une infraction.]

Art. 150. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Ceux qui auront contraint par violences ou menaces ou corrompu par promesses, dons ou présents l'une quelconque des personnes visées à l'article 147 ci-dessus, pour obtenir un acte de sa fonction, de son emploi ou de sa mission, même juste mais non sujet à salaire, ou l'abstention

d'un acte qui rentre dans l'ordre de ses devoirs, ou la commission d'une infraction, seront punies des peines prévues à l'article 149 ci-dessus.

Lorsque les dons ou présents ont été offerts, agréés ou reçus après l'accomplissement de l'acte juste, injuste ou infractionnel prévu par les articles précédents, les coupables seront punis des peines portées à ces articles selon les distinctions y établies, s'il est prouvé que c'est cet acte qui en a été la cause ou que telle était l'intention déclarée d'une des parties au moins.]

[§ 2. Des rémunérations illicites accordées aux employés des personnes privées]

– Intitulé ainsi modifié par la L. 73-010 du 14 février 1973, art. 2.

Art. 150*a*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Toute personne au service d'une tiers qui aura sollicité directement ou par personne interposée, des offres, promesses, dons ou présents, comme condition ou récompense, soit pour faire un acte même juste, soit pour s'abstenir de faire un acte même juste, soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentrait dans l'exercice de son emploi, sera punie d'une servitude pénale d'un à trois mois et d'une amende de un à cinq zaïres ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 150*b*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Si une personne au service d'un tiers a, directement ou par personne interposée, agréé des offres ou des promesses, reçu des dons ou des présents, soit pour faire un acte même juste de son emploi, soit pour faire dans l'exercice de son emploi un acte injuste, soit pour s'abstenir de faire un acte qui rentrait dans l'exercice de son emploi, elle sera punie d'une servitude pénale de deux mois à six mois et d'une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que la dite amende puisse être inférieure à cinq zaïres, ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 150*c*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Si à la suite d'offres ou de promesses agréées, de dons ou de présents reçus, directement par personne interposée, une personne au service d'un tiers a fait, dans l'exercice de son emploi, un acte injuste ou s'est abstenue de faire acte qui rentrait dans l'exercice de son emploi, elle sera punie d'une servitude pénale de quatre mois à deux ans et d'une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues , sans que la dite amende puisse être inférieure à dix zaïres ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 150*d*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Dans les cas prévus aux articles 150*b* et 150*c*, la confiscation des choses livrées au coupable ou du montant de leur valeur sera toujours prononcée.

L'État peut réclamer les sommes, biens ou valeurs provenant des infractions visées aux mêmes articles à tous ceux qui les recueilleraient à cause de mort. La preuve de l'origine et du montant des gains illicites peut être faite par toutes voies de droit. L'action est prescrite cinq ans après le décès de l'auteur des ayants droit à la succession.]

[§ 3. Du trafic d'influence]

– Intitulé ainsi modifié par la L. 73-010 du 14 février 1973, art. 2.

Art. 150*e*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Toute personne qui a agréé des promesses, ou accepté des dons pour user de son influence réelle ou supposée afin de faire ou de tenter de faire obtenir des décorations, médailles, distinctions ou récompenses, des places, fonctions ou emploi ou des valeurs quelconques accordées par l'autorité publique ou encore de faire ou de tenter de faire gagner des marchés, entreprises ou autres bénéfices résultant de traités ou d'accords conclus soit avec l'État soit avec une société étatique, parastatale ou d'économie mixte ou, de façon générale, de faire ou de tenter de faire obtenir une décision favorable d'une autorité de l'État ou d'une société étatique, parastatale ou d'économie mixte, sera punie d'une servitude pénale de six mois à trois ans ou d'une amende de dix mille zaïres ou d'une de ces peines seulement.]

[§ 4. Des abstentions coupables des fonctionnaires]

– Intitulé ainsi modifié par la L. 73-010 du 14 février 1973, art. 2.

Art. 150*f*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Sans préjudice de l'application d'autres dispositions visant des infractions plus sévèrement punies, tout fonctionnaire ou officier public, toute personne chargée d'un service public ou parastatal, toute personne représentant les intérêts de l'État ou d'une société étatique au sein d'une société privée, parastatale ou d'économie mixte qui, sans motif valable, retardera ou retiendra le règlement de fonds ou deniers publics dont il a la gestion et qui sont destinés au paiement de rémunérations, traitements, salaires et créances dus par l'État ou par une société étatique, paraétatique, d'économie mixte ou privée ou l'État a des intérêts, sera punie d'une peine de deux mois de servitude pénale et d'une amende de un à dix zaïres ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 150*g*. [*L. 73-017 du 5 janvier 1973, art. 2.* — Sans préjudice de l'application d'autres dispositions visant des infractions plus sévèrement punies, tout fonctionnaire public, officier public, toute personne chargée d'un service public qui s'abstiendra volontairement de faire, dans les délais impartis par la loi ou par les règlements, un acte de sa fonction ou de son emploi qui lui a été demandé régulièrement, sera puni d'unes servitude pénale de six mois et d'une amende d'un à dix zaïres ou d'une de ces peines seulement

Il en est de même lorsqu'il s'abstient volontairement de faire un acte de sa fonction ou de son emploi pour lequel aucun délai n'a été préétabli et qui lui a été demandé régulièrement, si ce retard est manifestement exagéré.]

Section VII*bis*

De la publication et de la distribution des écrits

Art. 150*h*. — Toute personne qui aura sciemment contribué à la publication ou à la distribution de tout écrit dans lequel ne se trouve pas l'indication vraie du nom et du domicile de l'auteur ou de l'imprimeur sera punie d'une servitude pénale ne dépassant pas deux mois et d'une amende de 2.000 francs au maximum ou de l'une de ces peines seulement.

Toutefois la servitude pénale ne pourra être prononcée lorsque l'écrit publié sans les indications requises fait partie d'une publication dont l'origine est connue par son apparition antérieure.

Art. 150*i*. — Seront exemptés de la peine portée par l'article précédent, ceux qui auront fait connaître l'auteur ou l'imprimeur; les

crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit incriminé.

Section VIII

Infractions en matière de transport d'objets postaux

Art. 151. — Celui qui, sauf les exceptions admises par la loi, aura transporté des objets de correspondance dont le transport est un monopole de l'État, sera puni d'une amende qui ne dépassera pas cinq cents francs pour chaque cas.

Art. 152. [*O.-L. 68-045 du 20 janvier 1968, art. 20.* — Tout commandant d'un navire qui ne (se) sera pas conformé aux prescriptions imposées par la législation postale sera puni d'une amende qui n'excédera pas 2 zaïres pour chaque infraction.]

Section IX

Des infractions tendant à empêcher la preuve de l'état civil. — Fausses déclarations devant les officiers de l'état civil

Art. 153. — Seront punies d'une servitude pénale d'un à sept jours et d'une amende n'excédant pas deux cents francs, ou d'une de ces deux peines seulement, toutes personnes qui, obligées de faire les déclarations de naissance ou de décès, ne les feraient pas dans le délai légal et celles qui, convoquées par l'officier de l'état civil pour faire une déclaration de décès refuseraient de comparaître ou de témoigner.

Art. 154. — Seront punies d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, les fausses déclarations faites devant les officiers de l'état civil quant aux énonciations que doivent contenir les actes, soit par les personnes obligées par la loi de faire les déclarations de naissance ou de décès, soit par celles qui auraient été convoquées par l'officier de l'état civil, pour faire une déclaration d'état civil, soit par toutes autres personnes qui, sans être tenues de faire les déclarations auront volontairement comparu devant l'officier de l'état civil.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront donné la mission de commettre les fausses déclarations mentionnées au paragraphe précédent, si cette mission a reçu son exécution.

Art. 155. — Seront punies d'une servitude pénale d'un à cinq ans, les personnes qui se rendront coupables de supposition d'enfant. La même peine sera appliquée à ceux qui auront donné la mission de commettre l'infraction, si cette mission a reçu son exécution.

Section X

[De quelques autres infractions contre l'ordre public]

– Intitulé ainsi modifié par l'O.-L. 299 du 16 décembre 1963, art. 4.

Art. 155*bis*. [*O.-L. 299 du 16 décembre 1963, art. 4.* — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois à un an et d'une amende de cinq cents à cinq mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui aura publiquement porté l'uniforme, l'insigne ou l'emblème d'une association ou d'un groupement de fait dissous par l'autorité publique compétente.]

Art. 155*ter*. [*O.-L. 299 du 16 décembre 1963, art. 4.* — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois à un an et d'une amende de cinq cents à cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui aura sciemment contribué à la publication, par tous moyens, de photographies, gravures, dessins, portraits ayant pour objet la reproduction de tout ou partie des circonstances d'un meurtre, d'un assassinat ou d'un attentat aux mœurs.]

Art. 155*quater*. [*O.-L. 72-039 du 30 août 1972, art. 1er.* — Sera puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans, tout officiant qui, lors du baptême d'un adepte Zaïrois, lui conférera une appellation aux consonances étrangères.]

TITRE V
INFRACTIONS CONTRE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Section I

De l'association formée dans le but d'attenter aux personnes et aux propriétés

Art. 156. [*O.-L. 68-193 du 3 mai 1968, art. 3.* — Toute association formée dans le but d'attenter aux personnes ou aux propriétés est une infraction qui existe par le seul fait de l'organisation de la bande.]

Art. 157. [*O.-L. 68-193 du 3 mai 1968, art. 3.* — Les provocateurs de cette association, les chefs de cette bande et ceux qui y auront exercé un commandement quelconque seront punis de mort.]

Art. 158. [*O.-L. 68-193 du 3 mai 1968, art. 3.* — Tous autres individus faisant partie de l'association et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni à la bande des armes, munitions, instruments d'infraction, seront également punis de mort.]

Section II

Des menaces d'attentat contre les personnes ou contre les propriétés

Art. 159. — Sera condamné à une servitude pénale de trois mois à deux ans et à une amende de cinquante a cinq cents francs, ou à l'une de ces peines seulement, celui qui, par écrit anonyme ou signé, aura menacé, avec ordre ou sous condition, d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissable d'au moins cinq années de servitude pénale.

Art. 160. — La menace verbale faite avec ordre ou sous condition ou la menace par gestes ou emblèmes d'un attentat contre les personnes ou les propriétés punissable d'au moins cinq années de servitude pénale, sera punie d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de vingt-cinq à deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

[Section III

De l'évasion des détenus]

– Intitulé ainsi modifié par l'O.-L. 73-012 du 14 février 1973.

Art. 161. — Tout détenu qui se sera évadé ou qui aura tenté de s'évader sera, pour ce seul fait, puni d'une peine de servitude pénale d'un an au maximum.

Sera puni de la même peine tout détenu qui se sera évadé ou aura tenté de s'évader d'un établissement hospitalier ou sanitaire où il avait été transféré ou alors qu'il était employé à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire ou qu'il bénéficiait d'une permission d'en sortir.

Les peines de l'évasion sont également applicables à tout détenu mis à la disposition de la surveillance du conseil exécutif national avec internement en application de l'article 14*d)* du présent Code ou du décret du 23 mai 1896 tout comme aux personnes qui contreviendraient à l'obligation de s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région ou d'habiter dans un lieu déterminé, prévue aux articles 14*a)* et 14*b)* du présent Code.

Art. 161*bis*. — Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence, menaces ou bris de prison, la peine sera la servitude pénale de deux à cinq ans, sans préjudice des plus fortes peines encourues pour d'autres infractions commises dans ces circonstances.

Art. 162. — En cas d'évasion ou de tentative d'évasion de détenus, les personnes préposée à leur conduite ou à leur garde seront punies ainsi qu'il suit:

1) si l'évadé était poursuivi ou condamné du chef d'une infraction punissable au maximum de cinq ans de servitude pénale ou s'il avait été mis à la disposition de la surveillance du conseil exécutif national avec internement, ces préposés seront punis en cas de négligence, d'une servitude pénale de un à six mois et, en cas de connivence, d'une servitude pénale de six mois à deux ans;

2) si l'évadé était poursuivi ou condamné du chef d'une infraction punissable de plus de cinq ans de servitude pénale, des travaux forcés ou de la peine de mort, ces préposés seront punis en cas de négligence, d'une servitude pénale de deux mois à un an, et, en cas de connivence d'une servitude pénale de deux à cinq ans.

Les peines prévues pour le cas de connivence seront également encourues lorsque l'aide à l'évasion n'aura consisté qu'en une abstention volontaire.

Art. 162*bis*. — Ceux qui, n'étant pas chargés de la conduite ou de la garde d'un détenu, auront procuré, facilité ou tenté de procurer ou de faciliter son évasion ou sa fuite une fois l'évasion réalisée, seront punis au cas de l'article 162, 1°, d'une servitude pénale de deux mois à un an et, au cas de l'article 162, 2°n d'une servitude pénale de six mois à deux ans.

Art. 163. — Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence, menaces ou bris de prison, la peine contre ceux qui l'auront favorisée, soit par leur coopération, soit en fournissant des instruments ou armes propres à l'opérer, sera la servitude pénale de deux à cinq ans.

Si l'infraction a été commise par une personne préposée à la conduite ou à la garde des détenus, la peine sera la servitude pénale de cinq à dix ans.

Art. 163*bis*. — Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu aurait eu droit d'obtenir contre lui.

Art. 164. — Seront punis d'une peine de six lois à deux ans de servitude pénale, ceux qui auront recelé ou fait receler des personnes qu'ils savaient être poursuivies ou condamnées du chef d'une infraction que la loi punit de mort, de travaux forcés ou de cinq ans au moins de servitude pénale.

Sont exemptés de la présente disposition, les ascendants ou descendants, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des détenus évadés ou leurs alliés aux mêmes degrés.]

TITRE VI

INFRACTIONS CONTRE L'ORDRE DES FAMILLES

Section I

De l'avortement

Art. 165. [*O.-L. 70-031 du 30 avril 1970.* — Celui qui, par aliments, breuvages, médicaments, violences ou par tout autre moyen, aura fait avorter une femme, sera puni d'une servitude pénale de cinq à quinze ans.]

Art. 166. [*O.-L. 70-031 du 30 avril 1970.* — La femme qui, volontairement, se sera fait avorter, sera punie d'une servitude pénale de cinq à dix ans.]

[Section II

De l'attentat à la pudeur et du viol]

– Section introduite par le Décr. du 18 décembre 1930.

Art. 167. [*O.-L. 78-015 du 4 juillet 1978, art. 2.* — Tout attentat à la pudeur commis sans violence, ruse ou menaces sur la personne ou à l'aide de la personne d'un enfant âgé de moins de 14 ans, sera puni d'une servitude pénale de cinq à quinze ans. L'âge de l'enfant pourra être déterminé notamment par examen médical, à défaut d'état civil.]

Art. 168. [*Décr. du 18 décembre 1930.* — L'attentat à la pudeur commis avec violences, ruse ou menaces sur des personnes de l'un ou de l'autre sexe sera puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans. Si l'attentat a été commis sur les personnes ou à l'aide des personnes désignées à l'article précédent, la peine sera de cinq à vingt ans.]

Art. 169. [*Décr. du 18 décembre 1930.* — L'attentat existe dès qu'il y a commencement d'exécution.]

Art. 170. [*Décr. du 18 décembre 1930.* — Est puni d'une servitude pénale de cinq à vingt ans celui qui aura commis un viol, soit à l'aide de violences ou menaces graves, soit par ruse, soit en abusant d'une personne qui, par l'effet d'une maladie, par l'altération de ses facultés ou par toute autre cause accidentelle, aurait perdu l'usage de ses sens ou en aurait été privée par quelque artifice.

Est réputé viol à l'aide de violences, le seul fait du rapprochement charnel des sexes commis sur les personnes désignées à l'article 167.]

Art. 171. [*Décr. du 18 décembre 1930.* — Si le viol ou l'attentat à la pudeur a causé la mort de la personne sur laquelle il a été commis, le coupable sera puni de mort ou de la servitude pénale à perpétuité.]

Art. 171*bis*. [*Décr. du 12 mai 1944.* — Le minimum des peines portées par les articles 167, 168 et 170, alinéa 1, du Code pénal sera doublé:

1° si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle ou à l'aide de laquelle l'attentat a été commis;

2° s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle;

3° s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages ou les serviteurs des personnes ci-dessus indiquées;

4° si l'attentat a été commis, soit par des fonctionnaires publics ou des ministres d'un culte qui ont abusé de leur position pour le commettre, soit par des médecins, chirurgiens, accoucheurs envers les personnes confiées à leurs soins;

5° si le coupable a été aidé dans l'exécution de l'infraction par une ou plusieurs personnes;

6° si l'infraction a causé à la victime une altération grave de sa santé.]

Section III
Des attentats aux mœurs

Art. 172. [*Décr. du 27 juin 1960, art. 6.* — Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, facilitant ou favorisant pour satisfaire les passions d'autrui, la débauche ou la corruption de personnes de l'un ou de l'autre sexe, âgées ou apparemment âgées de moins de vingt et un ans, sera puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à mille francs.

L'âge des personnes pourra être déterminé notamment par examen médical, à défaut d'état civil.]

Art. 173. [*O.-L. 11-407 du 11 août 1959, art. 2.* — Le fait énoncé à l'article précédent sera puni d'une servitude pénale de cinq à dix ans et d'une amende de cent à deux mille francs s'il a été commis envers un enfant âgé de moins de dix ans accomplis.]

Art. 174. [*O.-L. 11-407 du 11 août 1959, art. 3.* — Si l'attentat a été commis par le père ou la mère, le coupable sera, en outre, privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le décret du 4 mai 1895, chapitre IX, «De la puissance paternelle.»]

Art. 174*bis*. [*Décr. du 27 juin 1960, art. 6.* — Sera puni d'une servitude pénale de trois mois à cinq ans et d'une amende de cinquante à mille francs:

1° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné ou détourné, en vue de la débauche ou de la prostitution, même de son consentement, une personne âgée ou apparemment âgée de plus de vingt et un ans.

L'âge de la personne pourra être déterminé notamment par examen médical, à défaut d'état civil.

2° Quiconque aura tenu une maison de débauche ou de prostitution.

3° Le souteneur.

Le souteneur est celui qui vit, en tout ou en partie, aux dépens d'une personne dont il exploite la prostitution.

4° Quiconque aura habituellement exploité de quelque autre façon, la débauche ou prostitution d'autrui.]

[Section IV
Des outrages publics aux bonnes mœurs]

– Section introduite par le Décr. du 1er avril 1933.

Art. 175. [*Décr. du 1er avril 1933*— Quiconque aura exposé, vendu ou distribué des chansons, pamphlets ou autres écrits, imprimés ou non, des figures, images, emblèmes ou autres objets contraires aux bonnes mœurs, sera condamné à une servitude pénale de huit jours à un an et à une amende de vingt-cinq à mille francs ou à l'une de ces peines seulement.

Sera puni des mêmes peines quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, détenu, importé ou fait importer, transporté ou fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité des chansons, pamphlets, écrits, figures, images, emblèmes ou objets contraires aux bonnes mœurs.

Dans les cas prévus par les alinéas précédents, l'auteur de l'écrit, de la figure, de l'image, celui qui les aura imprimés ou reproduits et le fabricant de l'emblème ou de l'objet seront punis d'une servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à deux mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Quiconque aura chanté, lu, récité, fait entendre ou proféré des obscénités dans des réunions ou lieux publics devant plusieurs personnes et de manière à être entendu de ces personnes, sera puni d'une peine de servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de vingt-cinq à mille francs ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 176. [*Décr. du 1er avril 1933*— Quiconque aura publiquement outragé les mœurs par des actions qui blessent la pudeur, sera puni d'une servitude pénale de huit jours à trois ans et d'une amende de vingt-cinq à mille francs ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 177. [*Décr. du 1er avril 1933* — Ne sont pas punissables les faits prévus par les deux articles précédents si, à raison des circonstances dans lesquelles ils ont été commis, ils ne peuvent avoir pour effet de corrompre les mœurs.]

Art. 178. [*Décr. du 1er avril 1933* — Quiconque aura, soit par l'exposition, la vente ou la distribution d'écrits, imprimés ou non, soit par tout autre moyen de publicité, préconisé l'emploi de moyens quelconques de faire avorter une femme, aura fourni les indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir ou aura fait connaître, dans le but de les recommander, les personnes qui les appliquent;

quiconque aura exposé, vendu, distribué, fabriqué ou fait fabriquer, fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution, annoncé par un moyen quelconque de publicité, les drogues ou engins spécialement destinés à faire avorter une femme ou annoncés comme tels;

quiconque aura exposé ou distribué des objets spécialement destinés à empêcher la conception et aura fait de la réclame pour en favoriser la vente;

quiconque aura, dans un but de lucre, favorisé les passions d'autrui en exposant, vendant ou distribuant des écrits imprimés ou non qui divulguent des moyens d'empêcher la conception, et en préconisant l'emploi ou en fournissant des indications sur la manière de se les procurer ou de s'en servir;

quiconque aura, en vue du commerce ou de la distribution, fabriqué, fait fabriquer, fait importer, fait transporter, remis à un agent de transport ou de distribution ou annoncé par un moyen quelconque de publicité les écrits visés dans l'alinéa précédent,

sera puni d'une servitude pénale de huit jours à un an et d'une amende de vingt-cinq à mille francs ou d'une de ces peines seulement.]

TITRE VII
DES ATTEINTES AUX DROITS GARANTIS AUX PARTICULIERS

Section I
Des atteintes à la liberté des cultes

Art. 179. — Seront punies d'une servitude pénale de huit jours à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, toutes personnes qui, par des violences, outrages ou menaces, par des troubles ou des désordres, auront porté atteinte à la liberté des cultes ou à leur libre exercice public, et à la liberté de conscience.

Section II
Des atteintes portées par des fonctionnaires publics aux droits garantis aux particuliers

Art. 180. — Tout acte arbitraire et attentatoire aux libertés et aux droits garantis aux particuliers par les lois, décrets, ordonnances et arrêtés, ordonné ou exécuté par un fonctionnaire ou officier public, par un dépositaire ou agent de l'autorité ou de la force publique, sera puni d'une servitude pénale de quinze jours à un an et d'une amende de deux cents à mille francs ou d'une de ces peines seulement.

S'il est constitutif d'une infraction punie de peines plus fortes, son auteur sera condamné à ces peines.

[TITRE VIII
DES ATTEINTES À LA SÛRETÉ DE L'ÉTAT

(O.-L. 299 du 16 décembre 1963, art. 5.)

Section I
Des atteintes à la sûreté extérieure de l'État
§ 1er. De la trahison et l'espionnage

Art. 181. — Sera coupable de trahison et puni de mort tout Congolais qui portera les armes contre le Congo.

Art. 182. — Sera coupable de trahison et puni de mort tout Congolais qui:

1° Entretiendra des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents, pour engager cette puissance à entreprendre des hostilités contre le Congo, ou pour lui en procurer les moyens;

2° livrera à une puissance étrangère ou à ses agents, des ouvrages de défense, postes, ports, magasins, matériels, munitions, vaisseaux, bâtiments ou appareils de navigation aérienne appartenant au Congo;

3° en vue de nuire à la défense nationale, détruira ou détériorera un navire, un appareil de navigation aérienne, un matériel, une fourniture, une construction ou une installation quelconque, ou qui dans le même but, y apportera soit avant, soit après leur achèvement, des malfaçons de nature à les endommager ou à provoquer un accident.

Art. 183. — Sera coupable de trahison et puni de mort, tout Congolais qui, en temps de guerre:

1° provoquera des militaires ou des marins à passer au service d'une puissance étrangère, leur en facilitera les moyens ou fera des enrôlements pour une puissance en guerre avec le Congo;

2° entretiendra des intelligences avec une puissance étrangère ou avec ses agents en vue de favoriser les entreprises de cette puissance contre le Congo;

3° aura participé sciemment à une entreprise de démoralisation de l'armée ou de la nation ayant pour objet de nuire à la défense nationale.

Art. 184. — Sera coupable de trahison et puni de mort, tout Congolais qui:

1° livrera à une puissance étrangère ou à ses agents, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, un renseignement, objet, document ou procédé qui doit être tenu secret dans l'intérêt de la défense nationale;

2° s'assurera, par quelque moyen que ce soit, la possession d'un tel renseignement, objet, document ou procédé en vue de le livrer à une puissance étrangère ou à ses agents;

3° détruira ou laissera détruire un tel renseignement, objet, document ou procédé en vue de favoriser une puissance étrangère.

Art. 185. — Sera coupable d'espionnage et puni de mort tout étranger qui commettra l'un des actes visés aux articles 182, 183 et 184.

Art. 186. — Sans préjudice de l'application des articles 21 et 22 du présent Code, seront punies d'une servitude pénale de un à cinq ans:

1° l'offre ou la proposition de commettre l'une des infractions prévues aux articles 181 à 185;

2° l'acceptation de cette offre ou de cette proposition.

§ 2. Des autres atteintes à la sûreté extérieure de l'État

Art. 187. — Sera puni d'une servitude pénale de deux à dix ans, tout Congolais ou étranger qui, sans intention de trahison ou d'espionnage:

1° s'assurera, étant sans qualité, la possession d'un renseignement, objet, document, ou procédé qui doit être tenu secret dans l'intérêt

de la défense nationale ou dont la connaissance pourrait conduire à la découverte d'un secret de la défense nationale;

2° détruira, soustraira, laissera détruire ou soustraire, reproduira ou laissera reproduire un tel renseignement, objet, document ou procédé;

3° portera ou laissera porter à la connaissance d'une personne non qualifiée ou du public un tel renseignement, objet, document ou procédé, ou en aura étendu la divulgation.

Art. 188. — Sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans, tout Congolais ou étranger qui, sans intention de trahison ou d'espionnage, aura porté à la connaissance d'une personne non qualifiée ou du public une information militaire non rendue publique par l'autorité compétente et dont la divulgation est manifestement de nature à nuire à la défense nationale.

Art. 189. — Sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans, tout Congolais ou étranger qui:

1° s'introduira sous un déguisement ou un faux nom, ou en dissimulant sa qualité ou sa nationalité, dans un ouvrage de défense, poste, dépôt ou magasin militaires, dans un bâtiment de guerre ou un bâtiment de commerce employé pour la défense nationale, dans un appareil de navigation aérienne réquisitionné ou affrété par lui, dans un établissement militaire ou dans un établissement ou chantier intéressant la défense nationale;

2° même sans se déguiser, ou sans dissimuler son nom, sa qualité ou sa nationalité, aura organisé d'une manière occulte un moyen quelconque de correspondance ou de transmission à distance de nature à nuire à la défense nationale.

Art. 190. — Sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans, quiconque aura, par des actes hostiles non approuvés par le gouvernement, exposé le Congo à des hostilités de la part d'une puissance étrangère.

Si des hostilités s'en sont suivies, la servitude pénale sera de cinq à vingt ans.

Art. 191. — Sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans, quiconque entretiendra avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique du Congo.

Art. 192. — Sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans quiconque, en temps de guerre:

1° entretiendra, sans autorisation du gouvernement, une correspondance ou des relations avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie;

2° fera, directement ou par intermédiaire, des actes de commerce avec les sujets ou les agents d'une puissance ennemie, au mépris des prohibitions édictées.

Section II

Des atteintes à la sûreté intérieure de l'État

§ 1er. Des attentats et complots contre le chef de l'État

Art. 193. — L'attentat contre la vie ou contre la personne du chef de l'État sera puni de mort.

S'il n'a pas eu pour résultat de porter atteinte à la liberté du chef de l'État, et s'il ne lui a causé ni effusion de sang, ni blessure, ni maladie, l'attentat contre sa personne sera puni de la servitude pénale à perpétuité.

Art. 194. — Le complot contre la vie ou contre la personne du chef de l'État sera puni d'une servitude pénale de dix à quinze ans si quelque acte a été commis pour en préparer l'exécution, et d'une servitude pénale de cinq à dix ans dans le cas contraire.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot contre la vie ou contre la personne du chef de l'État, celui qui aura fait une telle proposition sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans.

§ 2. Des attentats, complots et autres infractions contre l'autorité de l'État et l'intégrité du territoire

Art. 195. — L'attentat dont le but aura été soit de détruire ou de changer le régime constitutionnel, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité de l'État ou à s'armer les uns contre les autres, soit de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, sera puni de la servitude pénale à perpétuité.

Art. 196. — Le complot formé dans l'un des buts mentionnés à l'article 195 sera puni d'une servitude pénale de dix à quinze ans si quelque acte a été commis ou commencé pour en préparer l'exécution, et d'une servitude pénale de cinq à dix ans dans le cas contraire.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver à l'une des fins mentionnées à l'article 195, celui qui aura fait une telle proposition sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans.

Art. 197. — Quiconque, hors les cas prévus aux articles 195 et 196, aura entrepris, par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire national, sera puni d'une servitude pénale de un à cinq ans.

Art. 198. — Seront punis d'une servitude pénale de cinq à vingt ans, ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats, ou leur auront fourni des armes ou munitions, sans ordre ni autorisation du gouvernement.

Art. 199. — Seront punis d'une servitude pénale de cinq à vingt ans:

– ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris un commandement militaire quelconque;

– ceux qui, contre l'ordre du gouvernement, auront retenu un tel commandement;

– les commandants qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblées, après que le licenciement ou la séparation en auront été ordonnés.

Art. 199*bis*. [*L. 75-013 du 14 mai 1975, art. 1er*. — Quiconque, en répandant sciemment de faux bruits de nature à alarmer les populations, à les inquiéter ou les exciter contre les pouvoirs établis, aura porté ou aura cherché à porter le trouble dans l'État, sera puni d'une servitude pénale de deux mois à trois ans et d'une amende de cent à cinq cents zaïres, ou d'une de ces peines seulement.]

Art. 199*ter*. [*L. 75-013 du 14 mai 1975, art. 1er*. — Sera puni de un mois à un an de servitude pénale et d'une amende de 20 à 100 zaïres ou de l'une de ces peines seulement , celui qui, sans intention de porter le trouble dans l'État, aura néanmoins sciemment répandu de

faux bruits de nature à alarmer les populations, à les inquiéter ou à les exciter contre les pouvoirs établis.]

§ 3. Des attentats et complots tendant à porter le massacre, la dévastation ou le pillage

Art. 200. — L'attentat dont le but aura été de porter le massacre, la dévastation ou le pillage sera puni de mort.

Art. 201. — Le complot formé dans l'un des buts mentionnés à l'article 200 sera puni d'une servitude pénale de quinze à vingt ans si quelque acte a été commis ou commencé pour en préparer l'exécution, et d'une servitude pénale de dix à quinze ans dans le cas contraire.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver à l'une des fins mentionnées à l'article 200, celui qui aura fait une telle proposition sera puni d'une servitude pénale de cinq à dix ans.

§ 4. De la participation à des bandes armées

Art. 202. — Sera puni de mort quiconque, en vue de troubler l'État par l'un des attentats prévus aux articles 195 et 200, ou par l'envahissement, le pillage ou le partage des propriétés publiques ou privées, ou encore en faisant attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces infractions, se sera mis à la tête de bandes armées ou y aura exercé une fonction ou un commandement quelconque.

La même peine sera appliquée à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes.

Art. 203. — Les individus faisant partie des bandes visées à l'article 202, sans y exercer aucun commandement ni emploi, et qui auront été saisis sur les lieux de la réunion séditieuse, seront punis d'une servitude pénale de dix à quinze ans.

Art. 204. — Dans le cas où l'un des attentats prévus aux articles 195 et 200 aura été commis par une bande armée, la peine de mort sera appliquée, sans distinction de grades, à tous les individus faisant partie de la bande et qui auront été saisis sur les lieux.

Sera puni de la même peine, quoique non saisi sur les lieux, quiconque aura dirigé la sédition, ou aura exercé dans la bande un emploi ou un commandement quelconque.

Art. 205. — Il ne sera prononcé aucune peine, pour le fait de sédition, contre ceux qui, ayant fait partie d'une bande armée sans y exercer aucun commandement et sans y remplir aucun emploi ni fonction, se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils n'auront été saisis que hors des lieux de la réunion séditeuse, sans opposer de résistance et sans armes.

Ils ne seront punis, dans ce cas, que pour les infractions particulières qu'ils auraient personnellement commises.

§ 5. De la participation à un mouvement insurrectionnel

Art. 206. — Seront punis d'une servitude pénale de deux à dix ans, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel:

1° auront fait ou aidé à faire des barricades, des retranchements, ou tous autres travaux ayant pour objet d'entraver ou d'arrêter l'exercice de la force publique;

2° auront empêché, à l'aide de violences ou de menaces, la convocation ou la réunion de la force publique, ou qui auront provoqué ou facilité le rassemblement des insurgés, soit par la distribution d'ordres ou de proclamations, soit par le port de drapeaux ou autres signes de ralliement, soit par tout autre moyen d'appel;

3° auront, pour faire attaque ou résistance envers la force publique, envahi ou occupé des édifices, postes et autres établissements publics, des maisons habitées ou non habitées. La peine sera la même à l'égard du propriétaire ou du locataire qui, connaissant le but des insurgés, leur aura procuré sans contrainte l'entrée desdites maisons.

Art. 207. — Seront punis d'une servitude pénale de cinq à vingt ans, les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel:

1° se seront emparés d'armes, munitions ou matériels de toutes espèces, soit à l'aide de violences ou de menaces, soit par le pillage de boutiques ou d'établissements publics, soit par le désarmement des agents de la force publique;

2° auront porté des armes apparentes ou cachées, ou des munitions.

Les individus qui auront fait usage de leurs armes seront punis de mort.

Art. 208. — Seront punis de mort ceux qui auront dirigé ou organisé un mouvement insurrectionnel.

§ 6. Des autres atteintes à la sûreté intérieure de l'État

Art. 209. — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois à trois ans et d'une amende de mille à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui, dans un but de propagande, aura distribué, mis en circulation ou exposé aux regards du public, des tracts, bulletins ou papillons d'origine ou d'inspiration étrangère de nature à nuire à l'intérêt national.

Sera puni des mêmes peines celui qui aura détenu de tels tracts, bulletins ou papillons en vue de la distribution, de la circulation ou de l'exposition dans un but de propagande.

Art. 210. — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois à trois ans et d'une amende de mille à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque recevra, d'une personne ou d'une organisation étrangère, directement ou indirectement, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, des dons, présents, prêts ou autres avantages, destinés ou employés en tout ou partie à mener ou à rémunérer au Congo une activité ou une propagande de nature à porter atteinte à l'intégrité, à la souveraineté ou à l'indépendance du Congo, ou à ébranler la fidélité que les citoyens doivent à l'État et aux institutions du peuple congolais.

Art. 211. — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois à trois ans et d'une amende de mille à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement:

– celui qui, en vue de troubler la paix publique, aura sciemment contribué à la publication, à la diffusion ou à la reproduction, par quelque moyen que ce soit, de nouvelles fausses ou de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers;

– celui qui aura exposé ou fait exposer, dans les lieux publics ou ouverts au public, des dessins, affiches, gravures, peintures, photographies, tous objets ou images de nature à troubler la paix publique.

§ 7. Définitions

Art. 212. — L'attentat existe dès qu'il y a tentative punissable.

Art. 213. — Il y a complot dès que la résolution d'agir a été arrêtée entre deux ou plusieurs personnes.

Art. 214. — Sont compris dans le mot «armes», toutes machines, tous instruments, ustensiles ou autres objets tranchants, perçants ou contondants dont on se sera saisi pour tuer, blesser ou frapper, même si on n'en a pas fait usage.

Section III

Dispositions communes aux deux sections précédentes

Art. 215. — Sera puni d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de mille à cinquante mille francs, ou d'une de ces peines seulement, celui qui, ayant connaissance de projets ou d'actes de trahison, d'espionnage ou d'autres activités de nature à nuire à la défense nationale, d'attentats ou de complots contre la sûreté intérieure de l'État, n'en fera pas la déclaration aux autorités militaires, administratives ou judiciaires, dès le moment où il les aura connus.

Art. 216. — Outre les personnes désignées à l'article 22, sera puni comme complice quiconque, autre que l'auteur ou le complice:

1° fournira sans contrainte et en connaissance de leurs intentions, subsides, moyens d'existence, logement, lieu de retraite ou de réunion aux auteurs d'infractions contre la sûreté de l'État;

2° portera sciemment la correspondance des auteurs de telles infractions, ou leur facilitera sciemment de quelque manière que ce soit, la recherche, le recel, le transport ou la transmission de l'objet de l'infraction.

Art. 217. — Outre les personnes désignées à l'article 101, sera puni comme receleur quiconque, autre que l'auteur ou le complice:

1° recèlera sciemment les objets ou instruments ayant servi ou devant servir à commettre l'infraction ou les objets, matériels ou documents obtenus par l'infraction;

2° détruira, soustraira, recèlera, dissimulera ou altérera sciemment un document, public ou privé de nature à faciliter la recherche de l'infraction, la découverte des preuves ou le châtiment de ses auteurs.

Dans les cas prévus au présent article, le tribunal pourra exempter de la peine encourue les parents ou alliés du coupable jusqu'au quatrième degré inclusivement.

Art. 218. — Sera exempté de la peine encourue celui qui, avant toute exécution ou tentative d'une infraction contre la sûreté de l'État, en donnera le premier connaissance aux autorités administratives ou judiciaires.

L'exemption de la peine sera seulement facultative si la dénonciation intervient après la consommation ou la tentative de l'infraction, mais avant l'ouverture des poursuites.

L'exemption de la peine sera également facultative à l'égard du coupable qui, après l'ouverture des poursuites, procurera l'arrestation des auteurs et complices de la même infraction, ou d'autres infractions de même nature ou de même gravité.

Art. 219. — La confiscation de l'objet de l'infraction et des objets ayant servi à la commettre sera toujours prononcée.

La rétribution reçue par le coupable, ou le montant de sa valeur lorsque la rétribution n'a pu être saisie, seront déclarés acquis au Trésor.

Art. 220. — Tout coupable de trahison, d'attentat ou de complot contre la sûreté intérieure de l'État pourra être frappé, pour cinq ans au moins et dix ans au plus, de l'interdiction du droit de vote et du droit d'éligibilité.]

---

26 octobre 1959. – ORDONNANCE 11-542 — Mesures d'exécution du décret du 26 octobre 1959 complétant le Code pénal. (*B.A.*, 1959, p. 2826)

Art. 1er. — Celui qui, par application des articles 14*a* et 14*b* du Code pénal, a été condamné à s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région ou à habiter dans un lieu déterminé, reçoit une feuille de route indiquant l'itinéraire qu'il doit suivre, la durée de son séjour dans chaque lieu de passage et le délai dans lequel il est tenu, à son arrivée, de remettre ce document à l'administrateur de territoire ou au premier bourgmestre du lieu de sa résidence.

Art. 2. — La feuille de route est délivrée, selon le cas, par le ministère public près la juridiction qui a prononcé la condamnation ou par le juge quand celui-ci a siégé sans l'assistance du ministère public.

L'autorité qui a délivré la feuille de route en avise immédiatement l'administrateur de territoire ou le premier bourgmestre du lieu de départ et celui du lieu de destination.

Sur réquisition de ladite autorité, le condamné peut, jusqu'au moment de son départ, être gardé à vue à la prison ou dans un local de la police.

Art. 3. — L'administrateur de territoire ou le premier bourgmestre du lieu de sa résidence peut imposer au condamné de se présenter, selon les modalités qu'il détermine, au contrôle spécial du commissaire de police ou de l'agent du service territorial qu'il désigne.

Art. 4. — Le condamné qui est obligé de s'éloigner de certains lieux ou d'une certaine région ne peut changer sa résidence sans en informer, huit jours au moins à l'avance, l'administrateur de territoire ou le premier bourgmestre. Celui-ci vise la feuille de route pour départ et la restitue au condamné. En outre, il avise immédiatement de ce départ l'autorité administrative du lieu de la nouvelle résidence. Le condamné est tenu de remettre sa feuille de route à cette autorité dès son arrivée.

Art. 5. — Le gouverneur de province qui, en application de l'article 141 du Code pénal, décide la mise en liberté d'un délinquant d'habitude mis à la disposition du gouvernement, peut subordonner cette mise en liberté à des mesures de surveillance dont la nature et l'objet dépendront des circonstances particulières dans lesquelles le condamné se trouvera et des causes de la condamnation. Il peut interdire au condamné de paraître dans telle ou telle localité.

Art. 6. — Le gouverneur de province avise l'administrateur de territoire ou le premier bourgmestre du lieu de la résidence du condamné des mesures de surveillance prises à son égard.

Il charge un auxiliaire du service social ou un agent du service territorial de l'exécution de la surveillance.

La personne à laquelle est confiée cette mission reste en contact avec le délinquant d'habitude, dont elle observe le milieu, les tendances et la conduite. Elle fait, toutes les fois qu'elle le croit utile et au moins une fois tous les trois mois, rapport au gouverneur de province sur la situation morale et matérielle du délinquant d'habitude. Elle propose au gouverneur de province toutes les mesures qu'elle croit avantageuses pour le condamné. Copie de ce rapport est envoyée au procureur général près de la cour d'appel dans le ressort de laquelle siège la juridiction qui a prononcé la mise à la disposition du gouvernement, et au commissaire de district ou au premier bourgmestre du lieu de la résidence de l'intéressé.

Art. 7. — Les délinquants d'habitude mis à la disposition du gouvernement et dont l'internement a été décidé par les autorités visées à l'article 141 du Code pénal, sont internés dans les prisons désignées par le gouverneur de province.

Art. 8. — Le recours prévu à l'article 141 du Code pénal peut être formé par lettre missive dans un délai de huit jours francs à compter de la signification de la décision d'internement. Le recours peut également être formé par une déclaration faite à l'agent qui signifie la décision; dans ce cas, mention en est faite par ledit agent au bas de l'original de l'acte de signification et avis en est immédiatement donné par lui au gouverneur de province.

Le gouverneur de province statue dans les trente jours qui suivent la réception du recours.

Art. 9. — À l'expiration de sa peine, le condamné dont il est question aux articles 1er et 5 de la présente ordonnance est convoqué par l'administrateur de territoire ou le premier bourgmestre, qui lui remet une feuille de route à destination du lieu où il devait être légalement fixé au moment de son arrestation.

L'administrateur de territoire ou le premier bourgmestre avise du départ de tout individu considéré comme dangereux, l'autorité des localités qu'il traversera et celle du lieu de sa destination.

Art. 10. — Les infractions aux mesures prises en vertu des articles 1er, 3, 4, 5 de la présente ordonnance sont punies au maximum de un mois de servitude pénale et d'une amende de 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 11. — La présente ordonnance entrera en vigueur le 26 octobre 1959.

Dispositions particulières

Décr. du 6 août 1922 — Infractions à l'égard desquelles la loi ne détermine pas de peines particulières. 25
O.-L. 25-557 du 6 novembre 1959 — Infraction à des mesures d'ordre général – Peines ... 25
O.-L. 66-269 du 2 mai 1966 — Sanctions pénales des règlements de police et des règlements d'exécution des lois pris par le président de la République 25
Décr. du 30 avril 1912 — Croix Rouge ou Croix de Genève 25

6 août 1922. – DÉCRET — Infractions à l'égard desquelles la loi ne détermine pas de peines particulières. – Sanctions à appliquer. (*B.O.*, 1922, p. 817)

Art. 1er. — Les contraventions aux décrets, ordonnances, arrêtés, règlements d'administration intérieure et de police, à l'égard desquelles la loi ne détermine pas de peines particulières seront punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende n'excédant pas deux mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 2. — Le décret du 11 août 1886 est abrogé.

---

6 novembre 1959. – ORDONNANCE-LOI 25-557 — Peines à appliquer en cas d'infraction à des mesures d'ordre général. (*B.A.*, 1959, p. 2904)

Art. 1er. — Est puni au maximum de sept jours de servitude pénale et d'une amende de deux cents francs ou d'une de ces peines seulement:

1° celui qui commet ou tient en public tout acte, geste ou propos de nature:

a) à marquer ou à provoquer du mépris ou de l'insoumission à l'égard des pouvoirs établis ou des actes qui constituent l'exercice de leurs attributions à moins que le fait, le geste ou le propos constitue une infraction passible de peines plus fortes;

b) à marquer ou à provoquer du mépris à l'égard des emblèmes ou insignes adoptés par les agents de l'autorité pour révéler l'existence d'un mandat public ou à l'égard de documents ou objets remis en exécution des dispositions légales ou réglementaires;

2° celui qui met en circulation ou répand un bruit sciemment mensonger susceptible d'alarmer les populations, de les inquiéter ou de les exciter contre les agents de l'autorité publique ou contre les actes qui constituent l'exercice de leurs attributions, à moins que ce fait ne constitue une infraction passible de peines plus fortes;

3° celui qui refuse de fournir les renseignements demandés par les agents de l'administration, les magistrats ou agents judiciaires, les officiers de police judiciaire ou les agents de la force publique agissant pour l'exécution de leurs fonctions, ou qui, sciemment, donne une réponse mensongère à une demande de cette nature, à moins que le refus ou le mensonge ne forme une infraction passible de peines plus fortes;

4° celui qui, sauf cas de force majeure, ne répond pas à une convocation de service écrite et nominative émanant d'un fonctionnaire ou d'un agent chargé d'un commandement territorial;

5° celui qui recèle ou aide à se soustraire aux recherches des personnes que l'on sait être poursuivies ou condamnées du chef d'une infraction d'atteinte à l'ordre public, à la police de l'immigration ou aux dispositions légales ou réglementaires concernant le droit de résidence.

Art. 2. — L'ordonnance-loi 25-250 du 20 mai 1959 est abrogée.

Art. 3. — La présente ordonnance législative entrera en vigueur le 15 décembre 1959.

---

2 mai 1966. – ORDONNANCE-LOI 66-269 — Sanctions pénales des règlements de police et des règlements d'exécution des lois pris par le président de la République. (*M.C.*, 1966, p. 376)

Art. 1er. — Le président de la République peut sanctionner ses règlements de police de peines ne dépassant pas deux mois de servitude pénale et deux mille francs d'amende.

Il peut sanctionner des mêmes peines les règlements qu'il prend pour assurer l'exécution des lois, à moins que la loi n'ait elle-même déterminé les peines dont seront passibles les infractions aux règlements pris pour son exécution.

Art. 2. — Le décret du 6 août 1922 relatif aux règlements obligatoires de police et d'administration générale du gouverneur général est abrogé.

Art. 3. — La présente ordonnance-loi est immédiatement exécutoire.

---

30 avril 1912. – DÉCRET — Croix Rouge ou Croix de Genève. – Protection. (*B.O.*, 1912, p. 526)

Art. 1er. — L'emploi de l'emblème de la croix rouge sur fond blanc et des mots *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève* est exclusivement réservé au service sanitaire de la Force publique, ainsi qu'au personnel et au matériel des sociétés que y auront droit en vertu de la convention de Genève du 6 juillet 1906 pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne.

Art. 2. — Sans préjudice de l'application des peines prévues par le Code pénal, sera punie d'une amende qui ne sera pas supérieure à 100 francs, toute personne qui sans y avoir droit en vertu de la convention du 6 juillet 1906, se servira de l'emblème ou de la dénomination de *Croix-Rouge* ou *Croix de Genève* ou d'emblèmes ou de dénominations analogues pouvant prêter à confusion, soit pour faire appel à la charité publique, soit dans un but commercial, soit pour toute autre fin.

Les tribunaux pourront, en outre, prononcer la confiscation spéciale des objets marqués contrairement aux dispositions du présent décret.

Art. 3. — Sera punie d'une servitude pénale qui ne sera pas supérieure à trois mois et d'une amende qui ne dépassera pas 200 francs, ou d'une de ces peines seulement, toute personne qui, en temps de guerre, emploiera, sans y avoir droit, le brassard ou le drapeau de la *Croix-Rouge*.

ANIMAUX

Ord. du 24 février 1916 — Animaux domestiques – Hygiène. 27
Ord. du 22 janvier 1918 — Chiens – Divagation 27
Décr. du 27 novembre 1934 — Animaux – Protection. 27
Ord. 54*bis*/Agri du 5 mai 1936 — Animaux sauvages réputés dangereux ou nuisibles – Divagation 27

24 février 1916. – ORDONNANCE — Animaux domestiques. – Hygiène. (*B.A.C.*, 1916, p. 227)

Art. 1er. — Sans préjudice aux dispositions de l'ordonnance-loi du 20 septembre 1915 sur la police sanitaire des animaux domestiques, notamment en ce qui concerne l'incinération des animaux domestiques morts à la suite de certaines maladies contagieuses, seront punis d'une amende de 1 à 200 francs et d'une servitude pénale de un à sept jours ou d'une de ces peines seulement:

1° les propriétaires ou détenteurs d'animaux morts et sans destination utile, qui auront négligé de les enfouir dans les vingt-quatre heures à un mètre cinquante centimètres de profondeur, dans leur terrain ou au lieu qui leur sera désigné par l'autorité territoriale. À défaut d'exécution de la prescription ci-dessus, l'autorité territoriale pourvoira à l'enfouissement aux frais du contrevenant;

2° ceux qui jetteront des bêtes mortes sur les chemins publics ou sur les propriétés d'autrui, dans un cours d'eau, lac ou étang;

3° ceux qui auront déterré, en totalité ou en partie et n'importe pour quel usage, des cadavres ou des débris d'animaux.

Art. 2. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

---

22 janvier 1918. – ORDONNANCE — Chiens. – Divagation. (*B.A.C.*, 1918, p. 94)

Art. 1er. — Ceux qui, sans qu'il en soit résulté aucun mal ou dommage, auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, seront punis d'une amende de 25 à 100 francs et d'une servitude pénale de un à cinq jours ou d'une de ces peines seulement.

Art. 2. — L'ordonnance du 13 septembre 1917 relative au même objet est abrogée.

Art. 3. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

---

27 novembre 1934. – DÉCRET — Protection des animaux. (*B.O.*, 1935, p. 207)

Art. 1er. — Seront punis d'une servitude pénale d'au maximum un mois et d'une amende qui ne dépassera pas 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement:

1° celui qui se rend coupable d'actes de cruauté ou de mauvais traitements excessifs envers un animal;

2° celui qui, abusivement, impose à un animal un travail douloureux ou dépassant manifestement ses forces;

3° celui qui organise des combats d'animaux.

Art. 2. — L'animal peut être mis en fourrière. Sa confiscation peut être ordonnée s'il appartient au condamné.

Art. 3. — Les animaux confisqués sont immédiatement mis à mort, s'il s'agit d'animaux nuisibles ou d'animaux sans valeur.

Art. 4. — Le gouverneur général règle les modes de transport et d'abattage des animaux domestiques, des bêtes de trait ou de monture.

Les contraventions aux dispositions des ordonnances du gouverneur général rendues à cet effet seront punies d'une servitude pénale de sept jours maximum et d'une amende qui ne dépassera pas 100 francs, ou d'une de ces peines seulement, le tout sans préjudice à l'application des articles qui précèdent.

Art. 5. — Sous peine des sanctions prises à l'article 1er du présent décret, les expériences de vivisection poursuivies dans un but de recherches ou de démonstration de faits acquis ne pourront avoir lieu que dans les laboratoires de la Colonie ou les laboratoires assimilés à ceux-ci, sous le contrôle du directeur responsable, et, sauf en cas de nécessité, sur des animaux anesthésiés.

---

5 mai 1936. – ORDONNANCE 54*bis*/Agri — Divagation des animaux et détention des animaux sauvages réputés dangereux ou nuisibles. (*B.A.*, 1936, p. 225)

CHAPITRE I

DIVAGATION DU BÉTAIL, DES ANIMAUX DE TRAIT ET DES ANIMAUX SAUVAGES APPRIVOISÉS, RÉPUTÉS NON DANGEREUX OU NUISIBLES

Art. 1er. — Est interdite dans les circonscriptions urbaines la divagation sur la voie publique et dans la propriété d'autrui des équidés, bovidés, ovidés, capridés et suidés, ainsi que de tous animaux sauvages apprivoisés, non réputés dangereux ou nuisibles.

Toutefois, dans les cités indigènes des circonscriptions urbaines, l'interdiction ne s'applique aux ovidés, capridés et suidés que sur décision de l'administrateur territorial.

[*Ord. 54-379 du 2 novembre 1950.* — Les administrateurs de territoire pourront étendre l'interdiction prévue à l'article 1er à toute localité autre que les circonscriptions urbaines.]

Art. 2. — La circulation de ces animaux, lorsque la divagation en est interdite, est réglementée comme suit:

Les bovidés seront accompagnés par des gardiens dans la proportion d'un gardien pour huit têtes d'animaux.

Le petit bétail sera accompagné par des gardiens à raison d'un gardien pour vingt têtes d'animaux.

Toutefois, le nombre des gardiens ne pourra jamais être inférieur à deux.

Les équidés non attelés seront conduits à la longe.

Les animaux sauvages apprivoisés, réputés non dangereux ou nuisibles, seront tenus a la laisse.

Art. 3. — L'administrateur territorial détermine, s'il y a lieu, les voies qui ne pourront être empruntées pour la circulation des animaux visés à l'article premier, lorsque la divagation en est interdite.

Art. 4. — Tout animal, dont la divagation tombe sous l'application de l'article premier, sera capturé par les soins de l'administration et mis en fourrière où il sera nourri et gardé aux frais du propriétaire ou de toute autre personne responsable de sa divagation.

La mise en fourrière d'un animal divaguant fera l'objet d'un procès-verbal de constat dont une copie, servant d'avis au public, sera sans délai affichée devant les bureaux de l'autorité territoriale. Le propriétaire ou toute autre personne responsable devra, pour rentrer en possession de l'animal mis en fourrière, acquitter le montant des frais de garde et de nourriture de l'animal. Ces frais sont taxés comme suit:

pour les équidés:	[20 francs par jour]
pour les bovidés:	[15 francs par jour]
pour les ovidés:	[10 francs par jour]
pour les capridés:	[6 francs par jour]
pour les suidés:	[6 francs par jour]

– Ainsi modifié par l'Ord. 55-148 du 23 mai 1957, art. 1er.

Les frais à payer ne seront, en aucun cas, inférieurs à ceux d'une journée entière.

La taxe journalière de garde et de nourriture relative aux animaux sauvages apprivoisés, non réputés dangereux et nuisibles, sera fixée par l'autorité territoriale. Ces animaux peuvent toutefois être abattus à n'importe quel moment si l'administration estime leur entretien onéreux ou dangereux.

Aucune indemnité ne pourra, en aucun cas, être réclamée à l'administration pour dépérissement ou mort des animaux mis en fourrière.

Les animaux mis en fourrière, qui ne sont pas réclamés dans un délai de quinze jours pour les équidés et les bovidés et de trois jours pour tous les autres animaux, seront mis en vente publique par l'autorité territoriale suivant avis affiché vingt-quatre heures avant l'expiration du délai précité.

Le montant de la vente, déduction faite des frais de nourriture et de garde fixés plus haut, sera tenu à la disposition du propriétaire pendant un an à dater du jour où la vente a eu lieu. À l'expiration de ce délai, le produit de la vente sera définitivement acquis à la Colonie.

En cas d'impossibilité de vente, les animaux seront abattus. La dépouille sera ou détruite ou employée au profit de la Colonie, de la manière que déterminera l'autorité territoriale.

Art. 5. — Tout animal trouvé divaguant en infraction à la présente ordonnance, pourra être abattu par les soins de l'administration si la capture est difficile ou dangereuse et si, en outre, il y a lieu de craindre qu'il ne nuise aux personnes ou à leurs biens, ou, d'une manière quelconque, à la tranquillité des habitants. Aucune indemnité ne pourra être réclamée à l'administration pour la mort de ces animaux.

CHAPITRE II
DIVAGATION DES CHIENS

Art. 6. — Dans les agglomérations visées à l'article premier de la présente ordonnance, tout propriétaire de chien devra déclarer au commissaire de police ou, à son défaut, au bureau de l'administrateur territorial le plus rapproché de sa résidence, le ou les chiens qui sont en sa possession.

Pour chaque animal, et contre paiement d'une somme de [15 francs], il leur sera remis une médaille numérotée.

– Ainsi modifié par l'Ord. 55-148 du 23 mai 1957, art. 2.

Art. 7. — Dans ces agglomérations, les dispositions des articles 4 et 5 sont applicables à tout chien trouvé divaguant, à l'exception: *a)* des frais de garde et de nourriture qui sont fixés à [10 francs] par jour; *b)* du délai imparti pour réclamer l'animal et qui est fixé à trois jours.

– Ainsi modifié par l'Ord. 55-148 du 23 mai 1957, art. 3.

Art. 8. — Au lieu d'être mis en vente ou abattus, les chiens pourront, sur autorisation écrite de l'autorité territoriale, être mis à la disposition de tout établissement officiel, aux fins de servir à des recherches scientifiques.

CHAPITRE III
DIVAGATION DES ANIMAUX DE BASSE-COUR

Art. 9. — Dans les agglomérations ou partie de ces agglomérations prévues à l'article premier, que déterminera l'administrateur territorial, seront obligatoires les dispositions suivantes:

La divagation sur la voie publique et dans la propriété d'autrui des animaux de basse-cour, à l'exception des pigeons, est interdite.

Toute personne détenant des animaux de basse-cour dont la divagation est interdite devra les enfermer dans un endroit entouré d'une clôture d'une hauteur minimum de 2 mètres.

Les poulaillers et toutes installations destinées à abriter des animaux de basse-cour devront être distants de deux mètres au moins de tout chemin public et se trouver à l'endroit où ils incommoderont le moins les voisins.

Les dispositions des articles 4 et 5 sont applicables à tout animal de basse-cour trouvé divaguant, à l'exception: *a)* des frais de garde et de nourriture qui sont fixés à 1 franc par jour; *b)* du délai imparti pour réclamer l'animal et qui est fixé à trois jours.

CHAPITRE IV
DE LA DÉTENTION DES ANIMAUX SAUVAGES RÉPUTÉS DANGEREUX OU NUISIBLES

Art. 10. — II est interdit de détenir les animaux sauvages réputés dangereux ou nuisibles, notamment les animaux suivants: lions, léopards, hyènes, lycaons ou chiens chasseurs, cynocéphales, crocodiles, serpents venimeux, pythons, cynhyènes ou chiens sauvages, grands oiseaux de proie, chacals, servals, chats sauvages et autres petits félins, etc.

Toutefois, les commissaires de province peuvent autoriser la détention de semblables animaux, dans un but scientifique ou dans un intérêt supérieur d'administration.

Ces autorisations prescriront, dans chaque cas, les mesures de précaution à prendre par les intéressés, dans l'intérêt général, ainsi que toutes autres mesures utiles.

Ces autorisations sont toujours révocables.

Art. 11. — Sans préjudice de. l'application de l'article 42 de l'ordonnance sur la chasse, les animaux, dont question à l'article 10, qui sont l'objet d'une saisie en matière répressive, peuvent être abattus à tout moment par les soins de l'administration.

CHAPITRE V
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 12. — Tout animal, dont la mise en fourrière aura fait l'objet du procès-verbal prévu à l'alinéa 2 de l'article 4, devra être muni, par les soins de l'administration, d'une médaille métallique fixée à l'encolure et portant le numéro du procès-verbal le concernant.

Art. 13. — Toute infraction aux dispositions de l'article 10 sera punie d'une servitude pénale de 7 jours au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas deux cents francs, ou d'une de ces peines seulement.

Toute infraction aux autres dispositions de la présente ordonnance sera punie d'une amende qui ne dépassera pas deux cents francs.

Art. 13*bis*. [*Ord. 21-235 du 14 juillet 1953.* — Les infractions à la présente ordonnance et à ses arrêtés d'exécution peuvent être jugées, dans les limites de leur compétence, par les juridictions indigènes.]

Art. 14. — [*Dispositions abrogatoires*].

ARMES, MUNITIONS ET EXPLOSIFS

Décr. du 3 juin 1913 — Poudres ordinaires, substances explosives et engins meurtriers agissant par explosion. 30
O.-L. 85-035 du 3 septembre 1985 — Armes et munitions – Régime 30
Ord. 85-212 du 3 septembre 1985 — Armes et munitions – Régime – Mesures d'exécution 33
A.M. 97/002 du 2 juillet 1997 — Armes et munitions – Autorisation de port 37

3 juin 1913. – DÉCRET portant législation relative aux poudres ordinaires, aux substances explosives et aux engins meurtriers agissant par explosion. (*B.O.*, 1913, p. 596)

Art. 1. — Le gouvernement de la colonie est autorisé à prescrire, par arrêté royal ou ordonnance du gouverneur général, les mesures nécessaires pour régler, dans l'intérêt de la sécurité publique, la fabrication, le dépôt, le débit, le transport, le mode d'emploi, la détention et le port des poudres ordinaires, de toutes autres substances explosives et d'engins meurtriers agissant par explosion.

Il peut les subordonner à une autorisation dont il fixera les conditions et qui sera toujours révocable. Les autorisations existantes pourront également être révoquées.

Art. 2. — Les infractions aux dispositions prises en vertu de l'article 1er seront punies d'une servitude pénale de quinze jours à deux ans et d'une amende de 100 à 1.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Lorsque le défaut d'autorisation ou l'inobservation des prescriptions réglementaires aura eu pour conséquence la mort d'une personne, le coupable sera puni d'une servitude pénale d'un mois à cinq ans et d'une amende de 500 à 2.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 3. — Si la fabrication, les dépôts, le débit, le transport, l'emploi, la détention et le port des poudres, de toutes autres substances explosives et d'engins meurtriers agissant par explosion ont eu lieu dans l'intention de commettre ou de faire commettre l'une des infractions prévues par les articles 2, 3, 4, 5, 6, 30. 30, 32, 34 du Code pénal, le coupable sera puni d'une servitude pénale de deux mois à dix ans et d'une amende de 500 à 4.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 4. — Les substances ou engins saisis seront confisqués et pourront être détruits. La destruction pourra avoir lieu même avant la condamnation, si l'intérêt de la sécurité publique l'exige.

3 septembre 1985. – ORDONNANCE-LOI 85-035 portant régime des armes et munitions. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1985, p. 7)

CHAPITRE 1er
DU CHAMP D'APPLICATION ET DES DÉFINITIONS

Art. 1er. — Les dispositions de la présente ordonnance-loi s'appliquent à toutes les formes d'acquisition, de détention et de cession d'armes et de munitions de toute nature.

Art. 2. — Au sens de la présente ordonnance-loi, on entend par arme, tout instrument ou tout engin conçu pour blesser ou donner la mort, même si l'instrument ou l'engin concerné paraît momentanément impropre à cet usage.

Art. 3. — Le régime déterminé par la présente ordonnance-loi s'applique également à l'acquisition, à la détention et à la cession de pièces détachées d'armes et de parties détachées de munitions.

Art. 4. — Lorsqu'il est fait état d'agglomération dans le cadre de la présente ordonnance-loi et de ses mesures d'exécution, il sera entendu par ce terme tout groupement d'au moins trois habitations distantes entre elles de moins d'un kilomètre.

CHAPITRE II
DE L'ACQUISITION, DE LA DÉTENTION ET DE LA CESSION DES ARMES ET MUNITIONS

Section 1re
Des armes dont la détention est prohibée

Art. 5. — Nul ne peut détenir, fabriquer, réparer, abandonner, exposer en vente, céder, distribuer, transporter, importer ou tenir en dépôt des armes de guerre ou leurs accessoires ainsi que des munitions conçues pour ces armes, à moins qu'il n'ait reçu une autorisation spéciale du président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, dans les conditions prévues à l'article 10 ci-dessous.

Art. 6. — Nul ne peut détenir, fabriquer, réparer, abandonner, exposer en vente, céder, distribuer, transporter, importer ou tenir en dépôt des cannes à épée, des cannes fusils, des casse-têtes, des fusils

pliants d'un calibre supérieur à six millimètres, des coups de poing américains, des fusils dont le canon ou la crosse se démonte en plusieurs tronçons, des armes à feu silencieuses, des armes à effet toxique et toutes armes offensives et secrètes.

Art. 7. — Nul ne peut fabriquer, détenir ou porter des armes blanches empoisonnées, notamment des lances, javelots, flèches ou piquets.

Art. 8. — Sont assimilés aux armes ou munitions visées aux articles 5 et 6 ci-dessus, tous les engins qui, adaptés à une arme quelconque, la font rentrer dans une des catégories énumérées à ces articles.

Art. 9. — Les interdictions portées ci-dessus ne s'appliquent pas aux membres des forces armées zaïroises ou aux membres des corps de police, lorsque ces armes font partie de l'armement autorisé de ces forces et qu'elles sont détenues ou portées pour des raisons de service et conformément aux règlements et instructions en vigueur.

Art. 10. — L'autorisation de détenir les armes prévues aux articles 5 et 6 ci-dessus ne peut être accordée qu'en faveur des conservateurs des parcs nationaux ou des garde-chasse, à la requête du département ayant la conservation de la nature dans ses attributions. Elle peut aussi être accordée à d'autre personnes dans tous les cas où, en raison des circonstances, le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, juge nécessaire de prendre des mesures spéciales, notamment pour la sauvegarde de la paix publique ou la défense du territoire.

L'ordonnance d'autorisation détermine en même temps le type d'armes, le nombre de ces armes ainsi que la quantité des munitions que les personnes concernées peuvent détenir.

Art. 11. — Par dérogation à l'article 7 ci-dessus, le président du comité populaire de zone et commissaire de zone peut lever sur tout ou partie de sa zone, et pour les personnes et dans les conditions qu'il détermine, l'interdiction portée à cet article, en vue de la lutte contre les fauves.

Art. 12. — L'importation des armes, munitions et engins visés ci-dessus n'est possible que moyennant une autorisation spéciale du président du Mouvement populaire de la Révolution, président de la République, ou, sur sa délégation, du commissaire d'État à la défense nationale et exclusivement lorsque ces armes sont destinées aux forces armées zaïroises, ou aux personnes autorisées à les détenir en vertu de la présente ordonnance-loi ou encore lorsque ces armes sont destinées à être exportées.

L'ordonnance ou l'arrêté d'autorisation détermine les quantités permises à l'importation et fixe les mesures de sécurité à prendre pour leur transport et leur conservation, lorsque d'autres mesures que celles fixées par la présente ordonnance-loi et ses mesures d'exécution paraissent nécessaires.

Art. 13. — La fabrication des armes, munitions et engins énumérés aux articles 5, 6 et 8 ci-dessus, n'est permise que sur autorisation spéciale du président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, donnée uniquement dans le cas ou ces armes et munitions sont destinées à l'armement des forces armées zaïroises ou des personnes autorisées à les détenir en vertu de la présente ordonnance-loi et de ses mesures d'exécution ou réservées à l'exportation.

Art. 14. — La détention des armes visées aux articles 5, 6 et 8 ci-dessus dans un but de collection n'est permise que sur autorisation du président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République ou de son délégué, et à la condition que ces armes ne soient pas détenues en même temps que des munitions utilisables.

Art. 15. — Les détenteurs autres que les membres des forces armées zaïroises, les importateurs et les fabricants des armes et engins visés aux articles 5, 6 et 8 ci-dessus doivent, nonobstant l'autorisation qui leur aura été accordée, se faire enregistrer auprès du président du comité populaire de zone et commissaire de la zone de leur résidence, qui en informera le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région ainsi que l'autorité militaire la plus proche.

Section 2
Des armes dont la détention est permise

Art. 16. — La détention des armes blanches non empoisonnées, notamment des lances, javelots, javelines, flèches et piquets, ainsi que celle des haches et couteaux de chasse est libre, sous réserve de ce qui sera dit ci-dessous.

Art 17. — La détention des armes à feu conçues pour la chasse ou destinées au sport ou à la protection individuelle est soumise à une autorisation préalable constatée par un permis de port d'arme.

Art. 18. — L'importation, l'exportation, la fabrication et le commerce des armes visées aux articles 16 et 17 ci-dessus sont soumis à une autorisation préalable délivrée par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, en ce qui concerne les armes à feu et par le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région pour les autres armes, sans préjudice des dispositions des lois et règlements sur le commerce.

Toutefois, la fabrication artisanale des armes à feu ou des armes blanches visées à ces articles n'est soumise qu'à une autorisation délivrée par le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région pour les armes à feu, et par le président du comité populaire de zone et commissaire de zone pour les armes blanches, lorsque l'arme fabriquée est destinée à l'usage personnel du fabricant ou à celui de sa famille.

Lorsqu'il s'agit d'une arme à feu, cette autorisation ne peut être donnée que si la personne à qui l'arme est destinée n'en détient pas d'autres dans les limites fixées par la présente ordonnnance-loi ou ses mesures d'exécution et si cette personne remplit les conditions requises pour avoir un permis de port d'arme.

Art. 19. — Le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République détermine le stock maximum d'armes et munitions qu'un commerçant est autorisé à importer ainsi que les conditions de leur détention.

Art. 20. — La cession entre vifs ou pour cause de mort, à titre gratuit ou onéreux, d'une des armes visées à l'article 17 ci-dessus est soumise à l'autorisation préalable du président du comité populaire de zone et commissaire de zone. Toutefois le cessionnaire ne pourra entrer en possession de l'arme qui lui aura été cédée qu'à la condition d'apporter la preuve qu'il détient un permis de port d'arme.

Art. 21. — Le permis de port d'arme prévu à l'article 17 ci-dessus est délivré par le commissaire d'État à l'administration du territoire

ou, sur sa délégation, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région.

Toutefois, le permis de port d'arme délivré par le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région n'est valable que sur l'étendue de sa juridiction.

Art. 22. — Le permis de port d'arme est renouvelable tous les cinq ans. Toutefois qu'elle que soit la date de leur délivrance, la validité de tous les permis de port d'arme expire uniformément, chaque année, au 31 décembre, sauf prorogation.

Art. 23. — Le renouvellement des permis de port d'arme est effectué par le commissaire d'État à l'administration du territoire ou, sur sa délégation, par le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région.

La prorogation des permis régulièrement délivrés est effectuée par le président du comité populaire de zone et commissaire de zone.

Art. 24. — Le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République détermine, sur proposition conjointe des commissaires d'État à l'administration du territoire et à la défense nationale, le conseil exécutif entendu, les caractéristiques des armes à feu admises sur le territoire national au titre d'armes à feu de chasse, de sport ou d'autodéfense.

CHAPITRE III

DES DISPOSITIONS COMMUNES À TOUTES LES ARMES ET AUX MUNITIONS

Art. 25. — Les autorisations et permis prévus par la présente ordonnance-loi sont personnels et incessibles. Ils ne peuvent être accordés qu'aux personnes majeures et offrant des garanties d'honorabilité jugées suffisantes.

Art. 26. — Les autorisations et permis dont question à l'article précédent sont révocables à tout moment par l'autorité qui les a délivrés, ou sur décision de justice pour cause d'abus, ou lorsque la sécurité publique est menacée.

En cas de révocation, l'arme ou les armes détenues ainsi que les munitions sont saisies et mises en dépôt au lieu indiqué par l'autorité administrative territoriale.

Lorsque la confiscation est prononcée, la vente des armes et munitions est obligatoirement effectuée de gré à gré et à leur valeur vénale, par le marchand d'armes désigné par le juge.

Art. 27. — Indépendamment de la révocation des autorisations et permis visés ci-dessus, le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région ou, sur sa délégation, le président du comité populaire de zone et commissaire de zone, peut décider que dans tout ou partie de sa circonscription administrative, il est interdit à partir de telle date qu'il détermine, d'importer, de transporter, de vendre, de détenir, de fabriquer ou d'exporter des fusils ou armes quelconques ou de circuler avec ces armes, jusqu'au jour de la levée de cette interdiction. Il peut de même décider, durant une période déterminée, que la détention des armes blanches, notamment des lances, javelots, javelines, arcs, flèches, couteaux de chasse, est soumise à autorisation préalable.

Lorsqu'elle porte interdiction de détenir les armes qu'elle vise, la décision du président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région, ou du président du comité populaire de zone et commissaire de zone, emporte obligation pour leurs détenteurs de les remettre aux fonctionnaires et agents désignés par l'autorité, pour être conservées jusqu'au jour de la levée de l'interdiction.

Art. 28. — Sans préjudice des mesures que nécessitent les exercices de tirs prévus par les instructions militaires, l'organisation de la défense des populations, le maintien de l'ordre par la gendarmerie ou la police, il est interdit de tirer des coups de feu et de transporter des armes chargées dans toutes les agglomérations et dans un rayon d'un kilomètre autour des habitations situées à la limite extrême des agglomérations.

Art. 29. — Nonobstant l'interdiction portée à l'article 28 ci-dessus, les commissaires d'État ayant l'administration du territoire, la défense nationale et les sports dans leurs attributions peuvent, par arrêté conjoint, réglementer le tir sportif de coups de feu.

De même, dans les collectivités, le président du comité populaire de collectivité et chef de collectivité ou, sur sa délégation, le chef de groupement, peut autoriser des tirs à blanc de coups de feu dans le cadre de l'accomplissement de certains rites ou cérémonies à caractère traditionnel reconnus par les coutumes locales.

Art. 30. — Sauf autorisation exceptionnelle délivrée par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, il ne peut être détenu plus de deux armes à feu de chasse ou de sport et plus d'une arme à feu d'autodéfense par personne.

Le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, détermine, sur proposition conjointe des commissaires d'État à l'administration du territoire et à la défense nationale, le conseil exécutif entendu, la quantité maximum de munitions pouvant être détenue en même temps pour chaque arme.

Art. 31. — L'importation des armes à feu et ou des munitions n'est permise qu'aux personnes munies d'un permis de commerce d'armes et ou munitions.

L'autorisation visée ci-dessus détermine, en même temps, le type et la quantité des armes et munitions admises à l'importation. Cette quantité ne peut en aucun cas être supérieure à la différence entre le stock maximum d'armes et munitions que le commerçant est autorisé à détenir et le stock réel détenu au moment de la demande d'autorisation.

Art. 32. — L'octroi des autorisations et permis prévus par la présente ordonnance-loi est soumis au paiement préalable d'une taxe dont le montant est déterminé par le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République.

Art. 33. — Le commissaire d'État à l'administration du territoire, le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région ou chacune des autorités administratives territoriales peuvent ordonner, en tout temps, le recensement de toutes les armes à feu et munitions quelconques destinées au commerce ou détenues à titre individuel, et exiger des justifications quant aux conditions légales de leur fabrication, importation, cession ou détention.

Art. 34. — Le porteur d'un permis de port d'arme peut être requis en tout temps, par les agents compétents de l'administration territoriale, de la police ou de la gendarmerie, de justifier de la possession de l'arme ou des armes mentionnées sur ce permis.

Art. 35. — Le transit à travers le territoire de la République des armes à feu et des munitions est subordonné à la production d'une dé-

claration émanant de l'État dans le territoire duquel ces armes et munitions doivent être utilisées.

Toutefois, le président du Mouvement populaire de la révolution, président de la République, pourra, exceptionnellement et provisoirement, arrêter le transit de ces armes à feu et munitions sur tout ou partie du territoire s'il y a lieu de craindre que ce transit soit de nature à compromettre la sûreté de l'État.

CHAPITRE IV
DES PÉNALITÉS

Art. 36. — Les infractions aux dispositions des articles 5, 6 et 10 alinéas 2, 12, 13, 15, 30 et 31, alinéa 2 de la présente ordonnance-loi sont punies d'une servitude pénale de 5 à 10 ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 zaïres.

Les peines prévues ci-dessus sont portées au double lorsque ces infractions sont commises dans une partie du territoire national où ont lieu des opérations militaires.

Art. 37. — Quiconque détient, importe, exporte, fabrique ou fait le commerce des armes à feu et/ou des munitions sans l'autorisation prévue aux articles 17 et 18, ou contrevient aux dispositions de l'article 27 est puni des peines prévues à l'article 36 ci-dessus.

Les infractions aux dispositions de l'article 18 en ce qui concerne les armes blanches, sont punies d'une servitude pénale d'un mois maximum ou d'une amende de 100 à 250 zaïres.

Art. 38. — Les infractions aux dispositions des articles 7, 14 et 34 de la présente ordonnance-loi sont punies d'une servitude pénale de trois mois au maximum ou d'une amende de 500 à 2.500 zaïres.

Art. 39. — Quiconque viole des dispositions des articles 20, 30 et 35, alinéa 1er est puni d'une servitude pénale d'un an au maximum ou d'une amende de 1000 à 5.000 zaïres.

Art. 40. — Dans tous les cas prévus aux articles 36 à 39 ci-dessus, la confiscation des armes ou munitions sera toujours prononcée par le juge.

CHAPITRE V
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Art. 41. — Toutes les personnes détenant des armes ou des munitions à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi, sont tenues, dans un délai de trois mois à compter d'une date qui sera déterminée par le département de l'Administration du territoire, de se conformer aux dispositions de la présente ordonnance-loi.

Tous les permis et autorisations délivrés antérieurement, et relatifs à l'importation, à l'exportation, à la fabrication, à la détention à quelque titre que ce soit et au commerce des armes et/ou munitions, deviennent caducs à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi.

Art. 42. — Sont abrogés:

– l'ordonnance 82-120 du 24 septembre 1982, portant régime des armes à feu et de leurs munitions;

– le décret du 16 juillet 1918, relatif à la circulation des indigènes porteurs d'armes;

– le décret du 2 mars 1921, relatif aux armes empoisonnées, telle que modifiée par le décret du 23 novembre 1959;

– le décret du 21 février 1950, relatif au régime des armes à feu et de leurs munitions, tel que modifié par le décret du 7 novembre 1955 et l'ordonnance-loi 68-194 du 3 mai 1968;

– l'ordonnance 33-372 du 5 décembre 1956, portant mesures d'exécution du décret du 21 février 1950, telle que modifiée par les ordonnances 33-186 du 5 avril 1958, 33-326 du 4 août 1958 et 33-448 du 24 août 1959;

– l'ordonnance 53/J du 16 juillet 1933 sur les armes prohibées, telle que modifiée par les ordonnances 11-590 du 4 novembre 1959 et 11-43 du 26 janvier 1960;

– l'ordonnance 298/Fin. Dou du 12 octobre 1945, relative à l'interdiction de tirer des coups de feu dans les agglomérations;

– l'ordonnance 05-100 du 3 mars 1959, relatif au contrôle des armes à feu de leurs munitions;

– l'arrêté ministériel 115 du 27 juin 1968, portant mesures d'exécution de l'article 3 du décret du 21 février 1950;

– toutes autres dispositions légales ou réglementaires antérieures contraires à la présente ordonnance-loi.

Art. 43. — Les commissaires d'État ayant l'administration du territoire, la défense nationale, la conservation de la nature et les sports dans leurs attributions, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance-loi qui entre en vigueur à la date de sa promulgation.

---

3 septembre 1985. – ORDONNANCE 85-212 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 85-035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes et munitions. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1985, p. 13)

CHAPITRE Ier
DE L'IMPORTATION, DE LA FABRICATION ET DU COMMERCE DES ARMES ET MUNITIONS

Section 1re
De l'importation

Art. 1er. — Toute personne agréée au titre d'importateur d'armes à feu, de pièces détachées pour ces armes, de munitions ou parties détachées de munitions, est tenue préalablement à chaque importation, d'être autorisée par le commissaire d'État à l'Administration du territoire ou son délégué.

L'autorisation d'importer est conforme au modèle fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire; il comporte une souche et deux volants. Le premier volant est destiné à la douane et le second à l'usage personnel de l'importateur.

Art. 2. — L'importation des armes à feu, des pièces détachées de ces armes, de leurs munitions et des parties détachées de celles-ci, ne peut s'effectuer que par les bureaux officiels des douanes.

Art. 3. — Dès leur entrée sur le territoire national, les armes à feu ou leurs pièces détachées sont dirigées, sous surveillance douanière, sur un entrepôt public ou agréé.

Dès leur entrée sur le territoire national, les munitions ou leurs parties détachées sont dirigées sous surveillance douanière, sur une poudrière de l'État où elles sont emmagasinées.

Art. 4. — Après dédouanement, les armes à feu ou leurs pièces détachées, les munitions ou les parties détachées de celles-ci, sorties d'un entrepôt public ou agréé ou d'une poudrière de l'État, ne peuvent être dirigées que vers les établissements autorisés à en faire le trafic.

Art. 5. — Le commissaire d'État à l'Administration du territoire ou ses délégués sont chargés de délivrer les autorisations d'enlèvement et de transport de l'entrepôt public ou agréé, de la poudrière de l'État, des armes à feu, des pièces détachées pour ces armes, des munitions et parties détachées de munitions dont le dédouanement est accompli.

Ces autorisations sont conformes aux modèles fixés par le commissaire d'État à l'Administration du territoire.

Art. 6. — Sous réserve des dispositions de l'article 24 de l'ordonnance-loi portant régime des armes et munitions, les touristes étrangers qui effectuent un séjour dans la République du Zaïre dont la durée ne dépasse pas 6 mois, sont autorisés à importer sous le régime du transit, des armes à feu, des pièces détachées d'armes à feu, des munitions et parties détachées de munitions, moyennant:

a) emballage et apposition de plomb ou scellés de garantie par le service des douanes;

b) engagement écrit du touriste intéressé de laisser sous douane ces armes, pièces détachées d'armes, munitions et parties détachées de munitions, de les réexporter et de ne pas s'en servir sur le territoire national.

Art. 7. — Si les touristes étrangers désirent se servir de leurs armes sur le territoire national, ils devront se munir d'un permis de port d'armes.

Ce document fera mention du numéro, de la date, du bureau de délivrance et du délai de validité du permis de transit sous le couvert duquel les armes auront été importées.

Mention de sa délivrance est portée sur le permis de transit.

Art. 8. — Les armes que les détenteurs ne désirent pas exporter lors de leur départ du territoire national, doivent être données en dépôt auprès d'un armurier selon le régime du droit commun, à condition que l'arme soit couverte par un permis régulier.

Art. 9. — Après l'expiration de la durée de validité du permis, l'arme est considérée comme abandonnée et vendue au profit du Trésor.

Section 2

De la fabrication et du commerce

Art. 10. — Toute personne autorisée à fabriquer, à réparer toutes armes, pièces détachées d'armes ou à en faire le commerce, à fabriquer des munitions, parties détachées de munitions ou à en faire le commerce est tenue d'en faire la déclaration à l'autorité de la zone du lieu de la fabrique, du magasin ou de l'atelier qui en inscrit la mention dans un registre et en informe la région et le département de l'Administration du territoire.

La déclaration mentionne:

a) les noms, post-noms et prénoms de l'intéressé, dénomination ou la raison sociale, ainsi que son adresse;

b) la nature de l'industrie ou du commerce;

c) le lieu de la fabrique, du magasin ou de l'atelier.

Art. 11. — Le registre est conforme au modèle fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire.

L'autorité de la zone délivre aux intéressés chaque fois qu'ils en fon la demande des certificats d'inscritpion, conformes au modèle fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire.

Art. 12. — Le commerce d'armes à feu, de munitions, de pièces détachées de ces armes ou de parties détachées de munitions, ne peut s'effectuer que dans les établissements prévus à cet effet.

Art. 13. — Les personnes se livrant au commerce d'armes et de pièces d'armes, de munitions et de parties détachées de munitions, tiennent un registre d'inventaire permanent des armes et pièces détachées d'armes, des munitions et parties détachées de munitions.

Ce registre est conforme au modèle fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire. Il est appuyé à l'entrée, des autorisations d'enlèvement, de transport ou d'acquisition prévues par la présente ordonnance, et indique mensuellement les quantités d'armes, de pièces détachées d'armes, de munitions et de parties détachées de munitions, reçues, vendues et restant en stock. Toute sortie d'armes, de pièces détachées d'armes, de munitions ou de parties détachées de munitions doit être justifiée par l'autorisation d'acquisition.

Art. 14. — Tout marchand d'armes à feu et de munitions doit disposer d'une armurerie dans son établissement ainsi que d'une chambre forte comportant des parois en béton armé, une porte métallique blindée équipée d'une serrure de sûreté avec secret, et des alvéoles conditionnées comme prévu au règlement général sur les produits explosifs.

La chambre forte doit en outre présenter toutes les garanties voulues contre les soustractions et être agréée par l'administration avant son utilisation comme dépôt de munitions.

Art. 15. — Les autorisations d'achats de munitions ne sont délivrées qu'aux détenteurs de permis de port d'armes à feu utilisant ces munitions et pour des quantités inscrites sur ces autorisations.

Le délai de validité de ces autorisations expire uniformément au 31 décembre.

Art. 16. — Les négociants de munitions pour armes à feu ne peuvent en aucun cas délivrer les munitions en quantités supérieures ou inférieures à celles inscrites sur les autorisations.

Art. 17. — Les autorisations d'enlèvement, de transport, de vente d'armes et de leurs pièces détachées, les autorisations d'acquisition et d'achat de munitions seront conservées à l'appui de ce registre, pour être présentées à toute réquisition.

Art. 18. — Les agents du service territorial, des finances et des douanes procèdent à la vérification des registres d'inventaire permanent.

Art. 19. — Les registres d'inventaire permanent sont mis en vente par l'administration. Ils doivent, avant leur mise en usage, être cotés sur chaque page et paraphés par première et dernière pages par le service territorial.

Art. 20. — En cas de décès d'un marchand ou d'un fabricant d'armes à feu, de munitions ou parties détachées de celles-ci, l'autorité de la zone de résidence procédera immédiatement au scellé des établissements ou de la fabrique du *de cujus* jusqu'à dévolution successorale de ce dernier.

L'héritier ou éventuellement le tuteur n'accédera à la succession du négoce ou de la fabrique que s'il remplit les conditions prévues par l'ordonnance-loi portant régime des armes et munitions et ses mesures d'exécution.

CHAPITRE II
DE LA DÉTENTION, DE LA CESSION, DE L'ACQUISITION, DE LA REMISE ET DE LA PERTE DES ARMES À FEU ET MUNITIONS

Section 1re
De la détention

Art. 21. — Le permis de port d'armes doit être porté en même temps que l'arme.

Le permis de port d'armes comprend quatre catégories:

a) le permis ordinaire de port d'armes à feu de chasse;

b) le permis temporaire de port d'armes à feu de chasse;

c) le permis de port d'armes à feu d'autodéfense ou de protection individuelle;

d) le permis de port d'armes à feu de sport.

Ces permis sont conformes aux modèles fixés par le commissaire d'État à l'Administration du territoire.

Art. 22. — L'obtention d'un permis de port d'armes à feu de chasse ne dispense pas son titulaire de l'observance des textes légaux ou réglementaires relatifs à la détention d'un permis de chasse.

Art. 23. — Toutes les armes couvertes par un permis de port d'armes doivent être immatriculées.

Il est tenu dans chaque zone un ou plusieurs registres d'immatriculation des armes à feu dont le modèle est fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire.

Il existe pour chaque zone une numérotation unique et distincte. Le cas échéant, il est attribué à chaque registre une série de numéros.

L'immatriculation qui est constatée par une attestation dont le modèle est fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire, s'effectue au lieu de la délivrance du permis de port d'armes.

L'immatriculation comprend:

1. des lettres recognitives attribuées à la zone,

2. un numéro de la série du registre.

Ces lettres recognitives et numéro doivent être poinçonnés sur la crosse de l'arme par un armurier.

Art. 24. — Le commissaire d'État à l'Administration du territoire ou sur sa délégation, le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région, délivre les permis de port d'armes contre remise du second volant de l'autorisation d'acquisition ou sur le vu du permis périmé, sous réserve de ce qui sera dit ci-dessous.

Lorsqu'il s'agit d'armes importées sous le régime du transit, le permis est délivré sur présentation du permis de transit.

Art. 25. — Le commissaire d'État à l'Administration du territoire ou sur sa délégation, le président régional du Mouvement populaire de la révolution et gouverneur de région, délivre aux armuriers et aux commerçants munis d'un permis de commerce d'armes, le permis de port d'armes.

Art. 26. — La délivrance du permis de port d'armes à feu est subordonnée à la présentation notamment des pièces suivantes:

a) pour les nationaux:

1. une demande écrite et signée de permis de port d'armes à feu suivant un formulaire dont le modèle est fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire;

2. une photocopie légalisée de la carte d'identité;

3. une attestation de bonnes conduite, vie et mœurs datant de moins de six mois;

4. un extrait du casier judiciaire;

5. cinq photos passeport récentes.

b) Pour les étrangers:

1. une demande écrite et signée de permis de port d'armes à feu, suivant formulaire dont le modèle est fixé par le commissaire d'État à l'Administration du territoire, visée par le chef de mission diplomatique et approuvée par le département des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale;

2. une photocopie légalisée du passeport;

3. un visa d'établissement au Zaïre en cours de validité, sauf pour les touristes;

4. une photocopie certifiée conforme de la carte de séjour pour étranger en cours de validité;

5. six photos passeport récentes.

Art. 27. — Le permis temporaire de port d'armes à feu de chasse est délivré, à la requête de l'Institut zaïrois de la conservation de la nature ou des organismes agréés de chasse touristique, à des touristes nationaux ou étrangers, désireux de se livrer au tourisme cynégétique dans un domaine de chasse.

Art. 28. — La délivrance du permis temporaire de port d'armes à feu de chasse est soumise à la présentation des pièces prévues au littéra *a)* de l'article 26, points 2 et 5, ci-dessus pour les nationaux et des pièces prévues au littéra *b)* dudit article 26, points 2 et 4, pour les étrangers.

Section 2

De la cession, de l'acquisition et de la remise

Art. 29. — Le président du comité populaire de zone et commissaire de zone autorise:

– la cession et l'acquisition des armes à feu et des pièces détachées de celles-ci, des munitions et pièces détachées de munitions;

– leur remise et leur réception à quelque titre que ce soit, précaire ou non.

Ces autorisations sont conformes aux modèles fixés par le commissaire d'État à l'Administration du territoire.

Elles comportent une souche et deux volants.

Le premier volant, qui vaut autorisation de cession, est remis à la personne qui vend, cède ou remet l'arme, la pièce détachée de l'arme, les munitions ou parties détachées de munitions.

Le second volant est remis à l'autorité qui délivre le premier permis au nouveau détenteur de l'arme; il vaut autorisation d'acquisition s'il s'agit de pièces détachées de munitions.

Art. 30. — Toute personne qui cède son arme est tenue de remettre sans délai le permis de port d'armes au président du comité populaire de zone et commissaire de zone.

Ce permis est transmis, par voie hiérarchique, ensemble avec tout le dossier, à l'autorité compétente pour délivrer un permis de port d'armes au cessionnaire.

Art. 31. — L'autorité compétente ne donne l'autorisation d'acquérir ou de recevoir à quelque titre que ce soit, précaire ou non, une arme à feu ou des pièces détachées de celles-ci, des munitions ou parties détachées de munitions, que lorsqu'elle estime que cette autorisation est entièrement compatible avec les exigences de l'ordre, de la sécurité et de la tranquillité publique.

L'autorité compétente s'assure que le requérant offre toutes garanties, notamment celle que les armes ou pièces détachées d'armes, munitions ou parties détachées de munitions, qu'il sera autorisé à acquérir ou recevoir ne seront pas illégalement cédées ou remises à des tiers, ni abandonnées.

Art. 32. — Les autorités habilitées par la présente ordonnance à délivrer les autorisations ont également pouvoir de réduire les quantités d'armes et pièces détachées de munitions dont l'importation, l'acquisition, la cession, la remise et la réception sont demandées et de subordonner l'octroi de ces autorisations à la production préalable de toutes justifications qu'elles jugent nécessaires.

Art. 33. — Sans préjudice des dispositions de l'ordonnance-loi portant régime des armes et munitions, aucun permis de port d'armes à feu, aucune autorisation de cession, d'acquisition ou de remise d'armes à feu, de munitions pour ces armes, de pièces détachées d'armes à feu, de parties détachées de munitions ne pourront être délivrés:

– aux personnes déchues des droits civiques et politiques et non réhabilitées;

– aux personnes faibles d'esprit, frappées d'interdiction ou ayant été internées pour cause d'aliénation mentale ou de troubles psychiques même passagers, attestés par un médecin;

– aux personnes condamnées pour crimes de sang notamment les vols avec violences, les meurtres, les assassinats, le banditisme de groupe;

– aux personnes condamnées pendant les dix dernières années, du chef d'atteinte à la sûreté de l'État, de braconnage, de menaces de mort graves, de vol et de toutes autres infractions contre les biens ou les personnes, accompagnées de violences caractérisées ou répétées;

– aux personnes condamnées pour infraction à la législation sur les armes et munitions pendant les cinq dernières années;

– à la femme mariée, sauf autorisation du mari ou à défaut celle du juge.

Section 3

Des perte et disparition

Art. 34. — La disparition pour quelque cause que ce soit d'armes à feu, de pièces détachées d'armes à feu, de munitions ou de parties détachées de celles-ci doit être déclarée sans délai à l'autorité de la zone de résidence.

Art. 35. — La perte des autorisation et permis prévus par l'ordonnance-loi portant régime des armes et munitions doit être déclarée sans délai à l'autorité de la zone de résidence.

Après un délai maximum de trois mois, la perte est jugée définitive et un duplicata de l'autorisation ou du permis peut en être délivré par l'autorité compétente moyennant paiement d'une taxe.

CHAPITRE III
DES TAXES ET PÉNALITÉS

Section 1re

Des taxes

Art. 36. [*Ord. 86-078 du 7 mars 1986, art. 1er.* — Le montant de la taxe prévue à l'article 32 de l'ordonnance-loi portant régime des armes et munitions est fixé de la manière suivante :

1. Z. 5.000 (zaïres cinq mille) pour la délivrance du permis de port d'armes à feu de chasse ou de sport;

2. Z. 10.000 (zaïres dix mille) pour la délivrance du permis de port d'armes à feu d'autodéfense;

3. Z. 10.000 (zaïres dix mille) pour la délivrance du permis temporaire de port d'armes à feu de chasse;

4. Z. 120.000 (zaïres cent vingt mille) pour la délivrance du permis de commerce d'armes à feu de chasse ou de sport et de leurs munitions;

5. Z. 150.000 (zaïres cent cinquante mille) pour la délivrance du permis de commerce d'armes à feu d'autodéfense et de leurs munitions;

6. Z. 1.000 (zaïres mille) pour le renouvellement du permis de port d'armes à feu de chasse;

7. Z. 2.000 (zaïres deux mille) pour le renouvellement du permis de port d'armes à feu d'autodéfense;

8. Z. 1.000 (zaïres mille) pour l'autorisation de fabrication artisanale d'armes à feu ou de pièces détachées d'armes à feu;

9. Z. 1.000 (zaïres mille) pour l'autorisation de fabrication artisanale de munitions;

10. Z. 500 (zaïres cinq cents) pour l'autorisation d'achat de munitions d'une arme à feu de chasse ou de sport;

11. Z. 2.000 (zaïres deux mille) pour l'autorisation d'achat de munitions pour une arme à feu d'autodéfense;

12. Z. 500 (zaïres cinq cents) pour l'autorisation d'enlèvement et de transport d'armes à feu de chasse ou de sport;

13. Z. 1.000 (zaïres mille) pour l'autorisation d'enlèvement et de transport d'armes à feu d'autodéfense;

14. Z. 200 (zaïres deux cents) pour l'autorisation de cession d'armes à feu ou de munitions;

15. Z. 200 (zaïres deux cents) pour l'autorisation d'importation par armes à feu de chasse ou de sport;

16. Z. 500 (zaïres cinq cents) pour l'autorisation d'importation par armes à feu d'autodéfense;

17. Z. 100 (zaïres cent) pour le formulaire de demande de permis de port d'armes à feu pour les nationaux;

18. Z. 200 (zaïres deux cents) pour le formulaire de demande de permis de port d'armes à feu pour les étrangers;

19. Z. 200 (zaïres deux cents) pour le formulaire de déclaration, répartition ou de commerce d'armes à feu et munitions;

20. Z. 10.000 (zaïres dix mille) pour le certificat d'agrément d'armurier et de chambre forte;

21. Z. 200 (zaïres deux cents) pour le certificat d'inscription des fabricants, réparateurs et commerçants d'armes et munitions;

22. Z. 200 (zaïres deux cents) pour l'attestation d'immatriculation d'une arme à feu de chasse ou de sport;

23. Z. 500 (zaïres cinq cents) pour l'attestation d'immatriculation d'une arme à feu d'autodéfense;

24. Z. 5.000 (zaïres cinq mille) pour le registre d'inventaire permanent.]

Art. 37. — Le montant de la taxe à payer pour la délivrance des autorisations et certificats d'inscription prévus aux articles 10 et 11 de la présente ordonnance est fixé à 100 zaïres.

Le montant de la taxe à payer pour l'immatriculation d'une arme à feu est fixé à 100 zaïres pour une arme à feu de chasse ou de sport et de 250 zaïres pour une arme à feu d'autodéfense.

[*Ord. 86-078 du 7 mars 1986, art. 2.* Le montant de la taxe à payer pour la délivrance d'un duplicata d'autorisation, permis, certificat ou attestation prévus par l'ordonnance-loi portant régime des armes et munitions et ses mesures d'exécution, est fixé à 75 % du montant dû pour l'obtention de l'original du document concerné.]

Section 2

Des pénalités

Art. 38. — Les infractions aux dispositions des articles 1, 2, 3, 4, 8, 10, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, alinéa 1, 23, 29, 30, 34 et 35 de la présente ordonnance seront punies d'une peine de servitude pénale de six mois au maximum et d'une amende qui ne sera pas supérieure à 5.000 zaïres ou une de ces peines seulement.

CHAPITRE IV

DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 39. — Le commissaire d'État à l'Administration du territoire est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

2 juillet 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 97/002 portant annulation des autorisations de port d'armes et munitions. (*Ministère des Affaires intérieures*)

– Cet arrêté ministériel n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel.

Art. 1er. — Sont devenues caduques à dater de ce jour, toutes les autorisations de port d'armes et munitions délivrées conformément aux articles 17 et 21 de l'ordonnance-loi 85-035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes et munitions.

Art. 2. — Les armes et munitions détenues en vertu des autorisations visées à l'article 1er doivent dans un délai de quinze jours être remises moyennant décharge au ministère des Affaires intérieures pour la ville de Kinshasa et au siège du gouvernorat pour le reste du pays.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté seront sanctionnées avec toute la rigueur de la loi en la matière.

Art. 4. — Les gouverneurs des provinces sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

DISCRIMINATIONS ET RACISME

O.-L. 25-131 du 25 mars 1960 — Racisme et intolérance religieuse 38
Décr. du 13 juin 1960 — Discrimination dans les magasins et autres lieux publics 38
O.-L. 66-342 du 7 juin 1966 — Racisme et tribalisme 38

25 mars 1960. – ORDONNANCE-LOI 25-131 — Répression des manifestations de racisme ou d'intolérance religieuse. (*M.C.*, 1960, p. 946)

Art. 1er. — Les inscriptions murales ou autres, le port d'emblèmes, les gestes, les paroles ou les écrits susceptibles de provoquer, d'entretenir ou d'aggraver la tension entre races, ethnies ou confessions sont punis d'une peine de servitude pénale d'un mois à un an et d'une amende n'excédant pas 3.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 2. — La présente ordonnance législative entrera en vigueur le jour de sa publication.

---

13 juin 1960. – DÉCRET — Discrimination dans les magasins et autres lieux publics. – Approbation de l'ordonnance-loi 25-491 du 1er octobre 1959. (*M.C.*, n°26*ter*, 1960, p. 101 et n°30, 1960, p. 2219)

Art. 1er. — Dans les magasins et lieux publics, il est interdit de maintenir, d'aménager ou de faire maintenir ou aménager toutes installations distinctes, telles que guichets, entrées, comptoirs, etc., réservées à une race ou une ethnie déterminée.

Art. 2. — Il est de même interdit de maintenir, de placer ou de faire maintenir ou placer des inscriptions, dessins ou signes quelconques indiquant les installations distinctes visées à l'article 1er.

Art. 3. — Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne peut dépasser cinq mille francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 4. — En cas de récidive, le juge peut ordonner la fermeture de l'établissement pour une durée déterminée, qui n'excédera pas deux mois.

Art. 5. — La présente ordonnance législative entrera en vigueur le 15 novembre 1959.

---

7 juin 1966. – ORDONNANCE-LOI 66-342 — Répression du racisme et du tribalisme. (*M.C.*, 1966, p. 559)

Art. 1er. — Quiconque, soit par paroles, gestes, écrits, images ou emblèmes, soit par tout autre moyen, aura manifesté de l'aversion ou de la haine raciale, ethnique, tribale ou régionale, ou aura commis un acte de nature à provoquer cette aversion ou cette haine, sera puni d'une servitude pénale d'un mois à deux ans et d'une amende de cinq cents à cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Si l'infraction a été commise par un dépositaire de l'autorité publique dans l'exercice de ses fonctions, la servitude pénale sera de six mois au moins et l'amende de cinq mille francs au moins.

Si l'infraction a causé une désorganisation des pouvoirs publics, des troubles graves, un mouvement sécessionniste ou une rébellion, le coupable sera puni de la servitude pénale à perpétuité.

Art. 2. — Tout jugement ou arrêt condamnant un étranger par application de l'article 1er ci-dessus sera notifié, en forme d'expédition régulière, dès qu'il aura acquis le caractère définitif, au ministre ayant la sûreté nationale dans ses attributions, par le parquet de la juridiction qui a prononcé la condamnation.

Dans les quarante-huit heures suivant la réception de l'expédition du jugement ou de l'arrêt, l'expulsion du condamné sera prononcée par l'autorité compétente en vertu de la législation sur la police des étrangers.

Art. 3. — Seront dissous par ordonnance du président de la République les cercles, clubs, associations ou groupements dont les buts réels, l'activité ou les agissements seraient inspirés par une volonté de discrimination raciale, ethnique, tribale ou régionale.

Art. 4. — Sont interdites les associations tribales à caractère politique.

En conséquence les associations de cette nature existant à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance-loi sont dissoutes de plein droit.

Art. 5. — Seront punis d'une servitude pénale d'un mois à deux ans et d'une amende de cinq cents à cent mille francs, ou d'une de ces peines seulement:

1° ceux qui auront participé au maintien d'un cercle, d'un club, d'une association ou d'un groupement dissous par application de l'article 3;

2° ceux qui, à titre quelconque, assumeront ou continueront d'assumer la direction ou l'administration de l'association visée à l'article 4.

Art. 6. — Toute personne qui, ayant acquis connaissance, dans l'exercice de ses fonctions, d'un fait réprimé par l'article 1er ou l'article 5 ci-dessus, ne l'aura pas dénoncé à l'autorité judiciaire dès le moment où elle l'aura connu, sera punie d'une servitude pénale de quinze jours à un an et d'une amende de deux cent cinquante à cinquante mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Si le coupable est un dépositaire de l'autorité publique, la servitude pénale sera de six mois à deux ans et l'amende de cinq mille à cent mille francs.

Art. 7. — Le décret-loi du 13 mars 1965 portant majoration des amendes pénales ne s'applique pas aux amendes prévues par la présente ordonnance-loi.

Art. 8. — Les infractions prévues par la présente ordonnance-loi seront poursuivies et jugées par priorité.

Art. 9. — L'article 75*bis* du Code pénal est abrogé.

Art. 10. — La présente ordonnance-loi entrera en vigueur dix jours après la date de sa signature

JEUX ET LOTERIES

Arr. Gouv. Gén. du 19 janvier 1901 — Jeux de hasard 40
Décr. du 17 août 1927 — Loteries 40
O.-L. 11-141 du 16 mai 1951 — Concours de pronostics sportifs ou autres 40

19 janvier 1901. – ARRÊTÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL — Jeux de hasard. (*R.M.*, 1901, p. 7; *Rec. Us.*, IV., p. 4)

Art. 1er. — Les jeux de hasard sont interdits dans les lieux publics ou ouverts au public ou dans tout autre lieu non clôturé sur lequel le public peut avoir directement vue.

Art. 2. [*Ord. du 21 avril 1945.* — Sera puni d'une amende de deux mille francs au maximum et d'une servitude pénale qui n'excédera pas deux mois ou d'une de ces peines seulement:

1° tout individu qui aura tenu des jeux de hasard dans un des endroits visés à l'article 1er;

2° tout individu qui aura joué à des jeux de hasard dans ces mêmes endroits.]

Art. 2*bis*. [*Ord. du 28 mars 1942.* — Les infractions à la présente ordonnance peuvent être jugées par les juridictions indigènes dans les limites de leur compétence.]

Art. 3. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

---

17 août 1927. – DÉCRET — Loteries. (*B.O.*, 1927, p. 1487)

Art. 1er. — Les loteries sont prohibées. Sont réputées loteries, toutes opérations offertes au public et destinées à procurer un gain par la voie du sort.

Art. 2. — Les auteurs, entrepreneurs, administrateurs, préposés ou agents de loteries seront punis d'une servitude pénale de huit jours à trois mois et d'une amende de 50 francs à 3.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

Seront confisqués les objets mobiliers mis en loterie, et ceux qui sont employés ou destinés à son service.

Lorsqu'un immeuble a été mis en loterie, la confiscation ne sera pas prononcée; elle sera remplacée par une amende de 100 à 10.000 francs.

Art. 3. — Seront punis d'une servitude pénale de huit jours à un mois et d'une amende de 25 francs à 1000 francs ou d'une de ces peines seulement:

• ceux qui auront placé, colporté ou distribué des billets des loteries;

• ceux qui, par des avis, annonces, affiches, ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence des loteries ou facilité l'émission de leurs billets.

Dans tous les cas, les billets, avis, annonces ou affiches seront saisis et anéantis.

Art. 4. — Seront exempts des peines portées par l'article précédent, les crieurs et les afficheurs qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent les billets ou les écrits ci-dessus mentionnés.

Art. 5. — Seront exceptées des dispositions du présent décret, les loteries exclusivement destinées à des actes de piété ou de bienfaisance, à l'encouragement de l'industrie ou des arts, ou à tout autre but d'utilité publique, lorsqu'elles auront été autorisées:

• par le gouverneur de province, si l'émission des billets n'est faite et annoncée que dans la province et n'est publiée que dans les journaux qui s'y impriment;

• par le gouverneur général, si l'émission des billets est faite et annoncée ou publiée dans plus d'une province.

Art. 6. — Seront également exceptées:

1° les opérations financières de l'État, qu'elles concernent la métropole ou la colonie, faites avec primes ou remboursables par la voie du sort;

2° les opérations financières de même nature, faites par les puissances étrangères, lorsque l'émission des titres relatifs à ces opérations aura été autorisée par le gouverneur général;

3° les opérations financières de même nature faites par les provinces et communes du Royaume ou les districts urbains de la Colonie, ainsi que les opérations des sociétés faisant accessoirement des remboursements avec primes par la voie du sort, lorsqu'elles auront été autorisées par le gouverneur général.

Art. 7. — Les exceptions prévues par les articles précédents cesseront d'avoir leurs effets, si les loteries s'étendent au-delà des limites dans lesquelles elles auront été autorisées.

Les contrevenants seront punis, selon le cas, des peines prévues par le présent décret,

Art. 8. — L'ordonnance législative du vice-gouverneur général du Katanga en date du 28 juin 1919, sur les loteries, est abrogée.

---

16 mai 1951. – ORDONNANCE-LOI 11-141 — Interdiction des concours de pronostics sportifs ou autres. (*B.A.*, 1951, p. 1154)

Art. 1er. — Sera punie d'une servitude pénale de deux mois et d'une amende de 20.000 francs ou d'une de ces peines seulement:

1° toute personne qui aura organisé ou exploité pour son compte ou pour compte d'autrui des concours de pronostics sportifs ou autres;

2° toute personne qui, à titre gratuit ou moyennant rémunération, aura servi d'intermédiaire entre une entreprise de concours de pro-

nostics et des particuliers soit en transférant des fonds, soit en diffusant des bulletins ou réclames de cette entreprise.

Art. 2. — En cas de récidive dans un délai de deux ans, les peines peuvent être portées au double.

Art. 3. — Dans tous les cas, les fonds, enjeux, bulletins, réclames et matériel d'exploitation seront confisqués.

Art. 4. — La présente ordonnance législative, applicable au Congo belge et au Ruanda-Urundi, entre en vigueur le 16 mai 1951.

JUSTICE MILITAIRE

18 novembre 2002. – LOI 024-2002 portant Code pénal militaire (*Présidence de la République*).

LIVRE PREMIER
DES INFRACTIONS ET DE LA RÉPRESSION EN GÉNÉRAL

CHAPITRE 1er
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Sous réserve du présent Code, les dispositions du livre premier du Code pénal ordinaire sont applicables devant les juridictions militaires.

Art. 2. — Nulle infraction ne peut être punie des peines qui n'étaient pas prévues par la loi avant que l'infraction fût commise. Toutefois, les dispositions nouvelles, moins sévères que celles de la loi ancienne, s'appliquent aux infractions commises avant leur entrée en vigueur et n'ayant pas donné lieu à une condamnation passée en force de la chose jugée.

Toutefois, l'application de la loi nouvelle est sans effet sur la validité des actes accomplis conformément à la loi ancienne. La peine cesse néanmoins de recevoir exécution quand elle a été prononcée pour un fait qui, en vertu d'une loi postérieure au jugement, n'a plus le caractère d'une infraction.

Art. 3. — Nul n'est pénalement responsable de son propre fait.

Art. 4. — Il y a tentative punissable lorsque la résolution de commettre l'infraction a été manifestée par des actes extérieurs, qui forment un commencement d'exécution de cette infraction et qui n'ont pas été suspendus ou qui n'ont manqué leur effet que pour des circonstances indépendantes de la volonté de l'auteur.

La tentative est punie de la même peine que l'infraction consommée.

Art. 5. — Sont considérés comme auteurs d'une infraction:

– ceux qui l'auront exécutée ou qui auront coopéré directement à son exécution;

– ceux qui, par un fait quelconque, auront prêté pour l'exécution une aide telle que sans leur assistance, l'infraction n'eut pu être commise;

– ceux qui, par offres, dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront directement provoqué cette infraction;

– ceux qui, soit par des discours tenus dans des réunions ou dans des lieux publics, soit par des placards affichés, soit par des écrits, imprimés ou non et vendus ou distribués, soit par des dessins ou des emblèmes, auront provoqué directement à la commettre, sans préjudice des peines qui pourraient être portées par des décrets ou arrêtés contre les auteurs de provocations à des infractions, même dans le cas où ces provocations ne seraient pas suivies d'effet.

Art. 6. — Seront considérés comme complices d'une infraction:

– ceux qui auront donné des instructions pour la commettre;

– ceux qui auront procuré des armes, des instruments ou tout autre moyen qui a servi à l'infraction sachant qu'ils devaient y servir;

– ceux qui, hormis le cas prévu à l'alinéa 3 de l'article 22 du Code pénal livre premier, auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'infraction dans les faits qui l'ont préparée ou facilitée ou dans ceux qui l'ont consommée;

– ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur auront fourni habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion.

Art. 7. — En cas de concours de plusieurs infractions, la peine la plus forte est seule prononcée.

Lorsqu'une peine principale fait l'objet d'une remise gracieuse, il y a lieu de tenir compte, pour l'application de la confusion des peines, de la peine résultant de la commutation et non de la peine initialement prononcée.

Section 1re
De la prescription des infractions et des peines

Art. 8. — Les dispositions des articles 24 et suivants du Code pénal ordinaire, livre premier, sont applicables devant les juridictions militaires, sous réserve des dispositions particulières du présent Code.

Art. 9. — La prescription de l'action publique résultant de l'insoumission ou de la désertion ne commencera à courir qu'à partir du jour où l'insoumis ou le déserteur aura atteint l'âge de cinquante ans.

Art. 10. — L'action publique est imprescriptible dans les cas suivants:

– désertion à bande armée;

– désertion à l'ennemi ou en présence de l'ennemi;

– lorsqu'un insoumis ou un déserteur s'est réfugié ou est resté à l'étranger pour se soustraire à ses obligations militaires;

– crimes de génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre.

Art. 11. — La prescription des peines prononcées pour insoumission ou désertion ne commencera à courir qu'à partir du jour où l'insoumis ou le déserteur aura atteint l'âge de cinquante ans.

Toutefois, les peines ne se prescrivent pas lorsque la condamnation par défaut est prononcée pour les cas de désertion à bande armée, de désertion à l'ennemi ou en présence de l'ennemi ou lorsqu'un insoumis ou un déserteur s'est réfugié ou est resté à l'étranger, en temps de guerre, pour se soustraire à ses obligations militaires.

Il en est de même des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre.

Section 2

De la libération conditionnelle

Art. 12. — Les condamnés par les juridictions militaires qui subissent une ou plusieurs peines privatives de liberté peuvent être mis en liberté conditionnelle lorsqu'ils ont accompli le quart de ces peines, pourvu que la durée de l'incarcération déjà subie dépasse trois mois.

Les condamnés à la servitude pénale à perpétuité pourront être mis en liberté conditionnelle lorsque la durée de l'incarcération déjà subie par eux dépasse cinq ans.

La durée de l'incarcération prévue ci-dessus pourra être réduite lorsqu'il sera justifié par l'auditeur général qu'une incarcération prolongée pourrait mettre en péril la vie du condamné.

Art. 13. — Le bénéfice de la libération conditionnelle est accordé par arrêté du ministre de la Défense après avis de l'auditeur général.

Art. 14. — Le ministre de la Défense détermine la forme des permis de libération, les conditions auxquelles la libération pourra être soumise et le mode de surveillance des libérés conditionnels.

Art. 15. — Dès que la libération conditionnelle est accordée à un condamné ayant conservé la qualité de militaire, l'intéressé est mis à la disposition effective de l'autorité militaire pour l'exécution de ses obligations militaires.

Tant que le bénéficiaire de la libération conditionnelle est lié à l'armée, il est exclusivement soumis à la surveillance de l'autorité militaire.

Art. 16. — La révocation de la libération conditionnelle peut être prononcée en cas de punition grave, d'inconduite notoire, de nouvelles condamnations encourues avant la libération définitive ou en cas d'inexécution des obligations imposées au bénéficiaire de ladite libération conditionnelle.

Le ministre de la Défense prononce, sur requête motivée de l'auditeur général, la révocation de la libération conditionnelle par voie d'arrêté.

Le ministère public exécute l'arrêté de révocation et ordonne la réincarcération du libéré conditionnel pour l'achèvement du terme de l'incarcération non encore exécutée par le fait de la mise en liberté conditionnelle.

L'arrestation provisoire du libéré conditionnel peut être ordonnée par l'officier du ministère public militaire à charge pour lui d'en informer immédiatement l'auditeur général.

Art. 17. — La libération définitive est acquise au condamné si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration d'un délai égal au double du terme d'incarcération que celui-ci avait encore à subir à la date à laquelle la mise en liberté a été ordonnée en sa faveur.

Art. 18. — La prescription des peines prévues par le présent Code ne court pas pendant que le condamné se trouve en liberté, en vertu d'un ordre de libération qui n'a pas été révoqué.

Art. 19. — Pour les condamnés qui atteignent la date de la libération de leur service militaire dans l'armée active, sans avoir été frappés de la révocation de leur libération conditionnelle, le temps passé par eux en service compte dans la durée de la peine encourue.

Section 3

Du sursis et de la récidive

Art. 20. — En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, la juridiction militaire peut décider qu'il sera sursis à l'exécution dans les conditions prévues par l'article 42 du Code pénal ordinaire, sous réserve des dispositions du présent Code.

Art. 21. — La condamnation à une infraction militaire:

1. ne fait pas perdre au condamné le bénéfice du sursis qui lui a été antérieurement accordé pour une infraction de droit commun;

2. ne met pas obstacle à l'octroi ultérieur du sursis pour une infraction de droit commun.

Art. 22. — La révocation du sursis s'opère de plein droit, sans que le tribunal ait à la prononcer.

Art. 23. — Les condamnations prononcées pour infraction militaire ne peuvent pas constituer le condamné en état de récidive.

Section 4

De la réhabilitation

Art. 24. — Les dispositions du décret du 21 juin 1937 relatives à la réhabilitation sont applicables aux justiciables des juridictions militaires.

Mention de la décision de la juridiction militaire prononçant la réhabilitation est portée par le greffier en marge du jugement de condamnation.

Art. 25. — En cas de réhabilitation, la perte de grade, des décorations nationales et des droits à la pension pour services antérieurs, qui résultait de la condamnation, subsiste pour les militaires ou assimilés de tout grade; mais ceux-ci peuvent, s'ils sont réintégrés dans l'armée, acquérir de nouveaux grades, de nouvelles décorations et de nouveaux droits à la pension.

CHAPITRE 2
DES PEINES ET MESURES DE SÛRETÉ

Art. 26. — Les peines applicables par les juridictions militaires et les mesures de sûreté sont:

1. la mort par les armes;

2. les travaux forcés;

3. la servitude pénale;

4. l'amende;

5. la confiscation spéciale;

6. la dégradation;

7. la destitution;

8. la privation de grade ou la rétrogradation;

9. l'interdiction temporaire de l'exercice des droits politiques et civiques.

Art. 27. — Dans tous les cas punissables de mort, la juridiction militaire pourra prononcer la peine de servitude pénale à perpétuité ou une peine de servitude pénale principale, en précisant une durée minimale de sûreté incompressible, c'est-à-dire la période de temps pendant laquelle le condamné ne peut prétendre à aucune remise de peine.

Art. 28. — Tout condamné à mort en vertu du présent Code sera passé par les armes.

Si la dégradation ou la destitution n'a pas été prononcée contre lui, il pourra porter, lors de l'exécution, les insignes et uniformes de son grade.

Art. 29. — Toute condamnation militaire peut comporter la privation de grade ou la rétrogradation.

Art. 30. — La dégradation pourra aussi être prononcée contre les sous-officiers, ou assimilés, condamnés à plus de cinq ans de servitude pénale.

Art. 31. — Les juridictions militaires pourront prononcer la peine de destitution contre tout officier condamné à plus de cinq ans de servitude pénale.

Art. 32. — Les effets de la dégradation et de la destitution militaire sont:

– la privation du grade et du droit d'en porter les insignes et l'uniforme;

– l'incapacité de servir dans l'armée à quelque titre que ce soit;

– l'interdiction du droit de porter des décorations ou autres insignes de distinction honorifique militaire.

Art. 33. Les juridictions militaires peuvent, dans certains cas prévus par la loi, interdire, pour un temps déterminé, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, politiques ou civils:

1. de vote et d'élection;

2. d'éligibilité;

3. d'être nommé aux fonctions publiques ou aux emplois de l'administration ou d'exercer ces fonctions ou emplois;

4. du port d'armes;

5. d'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille;

6. d'être expert ou employé comme expert dans les actes;

7. de témoigner en justice, autrement que pour y faire des simples déclarations.

Art. 34. Tout militaire, ou assimilé, est d'office renvoyé de l'armée ou de son service en cas de condamnation pour vol ou détournement d'effets militaires.

Art. 35. Quand la peine prévue est la destitution ou la dégradation et si les circonstances atténuantes ont été admises, la juridiction applique la peine de privation de grade.

Art. 36. Pour les prisonniers de guerre et les personnes étrangères à l'armée, la destitution, la dégradation et la privation de grade prévues à titre principal ou complémentaire, sont remplacées par une peine de servitude pénale subsidiaire d'un à six mois.

Art. 37. Lorsque la peine d'amende est prononcée pour une infraction de droit commun contre des militaires ou assimilés n'ayant pas rang d'officier, le tribunal peut décider, par une disposition spéciale, de substituer à cette peine une peine de servitude pénale subsidiaire de deux jours à six mois, le condamné conservant la faculté de payer l'amende en lieu et place de l'emprisonnement.

La peine ainsi infligée conserve le caractère d'une amende, mais elle ne se confond pas avec les autres peines prononcées. Elle est subie indépendamment de celles-ci.

Art. 38. — Lorsqu'il s'agit d'une infraction prévue par le présent Code, et quand les circonstances atténuantes ont été admises, en aucun cas une peine d'amende ne peut être substituée à une peine de servitude pénale.

LIVRE DEUXIÈME
DES INFRACTIONS PUNIES PAR LE PRÉSENT CODE

TITRE Ier
DES DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art. 39. — Sans préjudice des dispositions du Code pénal ordinaire, le présent Code prévoit et réprime deux catégories d'infractions:

1. les infractions d'ordre militaire;

2. les infractions mixtes.

Art. 40. — Les infractions d'ordre militaire sont celles qui ne sont commises que par des militaires ou assimilés. Elles consistent en un manquement au devoir de leur état.

Les infractions mixtes sont des infractions de droit commun aggravées en raison des circonstances de leur perpétration et réprimées à la fois par le Code pénal ordinaire et le présent Code.

TITRE II
DES INFRACTIONS D'ORDRE MILITAIRE

CHAPITRE Ier
DES INFRACTIONS TENDANT À SOUSTRAIRE LEUR AUTEUR DE SES OBLIGATIONS MILITAIRES

Section 1re
De l'insoumission

Art. 41. — Tout citoyen coupable d'insoumission aux termes des lois sur le recrutement des Forces armées est puni, en temps de paix, de deux mois à cinq ans de servitude pénale.

En temps de guerre, la peine est de vingt ans au maximum de servitude pénale.

Le coupable peut en outre être frappé, pour cinq ans au moins et pour vingt ans au plus, de l'interdiction de l'exercice des droits civiques et politiques.

Le tribunal pourra, par ailleurs, prononcer la dégradation ou la destitution selon le cas.

Art. 42. — Tout individu qui, par quelques moyens que ce soit, qu'ils aient été ou non suivis d'effets, provoque ou favorise l'insoumission, est puni, en temps de paix, de deux mois à cinq ans de servitude pénale.

En temps de guerre, la peine prévue est de vingt ans, au maximum de servitude pénale.

Les individus non militaires ou non assimilés aux militaires sont en outre punis d'une peine d'amende de 5.000 à 10.000 francs congolais constants.

Section 2
De l'absence irrégulière

Art. 43. — Est punie de deux ans de servitude pénale au maximum, l'absence non autorisée du corps pendant plus de trois jours.

Section 3
Des désertions

§ 1er. De la désertion simple

Art. 44. — Est réputé déserteur:

1. tout militaire ou assimilé qui, six jours après celui de l'absence constatée, se sera absenté, sans autorisation de son corps ou détachement, de sa base ou formation, de son établissement, d'un hôpital militaire ou civil où il était en traitement, ou qui s'évade d'une maison d'arrêt ou de détention où il était gardé à vue ou détenu préventivement;

2. tout militaire ou assimilé, voyageant isolément, dont la mission, la permission ou le congé est expiré et qui, dans les douze jours suivant celui fixé pour son arrivée ou son retour, ne s'est pas présenté à l'unité, au corps ou détachement, à sa base ou formation ou à son établissement;

3. tout militaire ou assimilé qui, sur le territoire de la République, se trouve absent sans permission au moment du départ pou une destination hors de ce territoire, du navire ou de l'aéronef militaire auquel il appartient ou à bord duquel il est embarqué, encore qu'il se soit présenté à l'autorité avant l'expiration des délais fixés ci-dessus.

En temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, tous les délais prévus par le présent article sont réduits des deux tiers.

Art. 45. — Tout militaire ou assimilé, coupable de désertion simple en temps de paix est puni de deux mois à cinq ans de servitude pénale.

Si la désertion a lieu en temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, la peine de servitude pénale prévue en temps de paix peut être portée à la servitude pénale à perpétuité et même à la peine de mort.

Dans tous les cas, si le coupable est officier, la destitution peut en outre être prononcée.

§ 2. De la désertion avec complot

Art. 46. — Est réputée désertion avec complot toute désertion effectuée de concert par au moins deux individus.

La désertion avec complot est punie, en temps de paix, de deux à dix ans, de servitude pénale et, en temps de guerre ou de circonstances exceptionnelles liées à l'état de siège ou d'urgence ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, la peine peut être portée à la servitude pénale à perpétuité et même à la peine de mort.

§ 3. De la désertion à l'étranger

Art. 47. — Est déclaré déserteur à l'étranger:

1. tout militaire ou assimilé qui, trois jours après celui de l'absence constatée, franchit, sans autorisation, les limites du territoire de la République ou qui, hors de ce territoire, abandonne l'unité ou le détachement, la base ou la formation à laquelle il appartient, le navire ou l'aéronef à bord duquel il est embarqué;

2. tout militaire ou assimilé qui, hors du territoire de la République, à l'expiration du délai fixé au point 1 ci-dessus pour son retour de congé, de mission ou de déplacement, ne se présente pas à l'unité ou au détachement, à la base ou à la formation à laquelle il appartient, au navire ou à l'aéronef à bord duquel il est embarqué.

Art. 48. — Tout militaire ou assimilé, coupable de désertion à l'étranger est puni, en temps de paix, d'un à cinq ans de servitude pénale principale.

Si le coupable a emporté une arme ou du matériel de l'État, ou s'il a déserté étant de service ou avec complot, la peine encourue est de trois à dix ans de servitude pénale.

Si la désertion à l'étranger a lieu en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, la peine peut être portée à la servitude pénale à perpétuité et même à la peine de mort.

§ 4. De la désertion à bande armée

Art. 49. — Par bande armée, il faut entendre un groupe de plus de deux militaires dont l'un, au moins, est porteur d'arme.

Tout militaire ou assimilé, qui déserte à bande armée est puni de dix à vingt ans de servitude pénale principale.

Si le coupable est officier, il est puni du maximum de la peine prévue à l'alinéa 2.

Si la désertion a été commise avec complot, les coupables sont punis de la servitude pénale à perpétuité.

Si la désertion a lieu en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, la peine de mort peut être prononcée.

Les coupables sont punis de la peine de mort s'ils ont emporté une arme ou des munitions.

§ 5. De la désertion à l'ennemi ou en présence de l'ennemi

Art. 50. — Est puni de mort, tout militaire ou assimilé, ou tout individu non militaire faisant partie de l'équipage d'un navire ou d'un aéronef militaire coupable de désertion à l'ennemi.

Art. 51. — Est considéré comme se trouvant en présence de l'ennemi, tout militaire ou assimilé, ou tout individu non militaire faisant partie d'une unité ou d'une formation, de l'équipage du navire ou de l'aéronef militaire pouvant être rapidement aux prises avec l'ennemi ou déjà engagé avec lui ou soumis à ses attaques.

Toute désertion en présence de l'ennemi est punie de mort.

§ 6. Des dispositions communes aux diverses désertions

Art. 52. En temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, toute personne condamnée à une peine de servitude pénale pour désertion peut être frappée pour cinq ans au moins et vingt ans au plus de l'interdiction de l'exercice des droits civiques et politiques.

Section 4

De la provocation à la désertion et du recel de déserteur

§ 1er. De la provocation à la désertion

Art. 53. Tout individu qui, par quelques moyens que ce soit, qu'ils aient été ou non suivis d'effet, provoque ou favorise la désertion est puni, en temps de paix, de deux mois à cinq ans de servitude pénale. En temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, la peine est de cinq à vingt ans de servitude pénale.

Si le coupable est officier, la peine de mort est prononcée.

À l'égard des individus non militaires ou non assimilés aux militaires, une peine d'amende de 5.000 à 10.000 francs congolais constants peut, en outre, être prononcée.

§ 2. Du recel de déserteur

Art. 54. — Tout individu convaincu d'avoir sciemment soit recelé un déserteur, soit soustrait ou tenté de soustraire, d'une manière quelconque, un déserteur aux poursuites ordonnées contre lui par la loi, est puni, en temps de paix, de deux mois à cinq ans et, en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, de cinq à vingt ans de servitude pénale et peut, en outre, s'il n'est ni militaire ni assimilé, être puni d'une amende de 5.000 à 10.000 francs congolais constants.

Sont exemptés de la présente disposition, les ascendants ou descendants, époux ou épouse même divorcés, frères et sœurs des déserteurs ou leurs alliés aux mêmes degrés.

Section 5

De la mutilation volontaire et de la lâcheté

Art. 55. — Tout militaire ou assimilé, convaincu de s'être volontairement rendu impropre ou inapte au service, soit d'une manière temporaire, soit d'une manière permanente, dans le but de se soustraire à ses obligations militaires, est puni:

1. en temps de paix, de dix à vingt ans de servitude pénale et de l'interdiction pour une durée de cinq à dix ans de l'exercice de ses droits civiques et politiques;

2. en temps de guerre, ou en périodes exceptionnelles, de la servitude pénale à perpétuité ou de la peine de mort;

3. de mort, s'il était en présence de bande armée ou en présence de l'ennemi.

Art. 56. — Si les complices sont médecins, pharmaciens, assistants médicaux, infirmiers, guérisseurs, tradi-praticiens ou autres professionnels de santé, la peine encourue peut être la servitude pénale à perpétuité, en temps de paix, et la peine de mort, en temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public.

Pour les individus non militaires ou non assimilés aux militaires, la peine d'amende de 50.000 à 100.000 francs congolais constants est obligatoirement prononcée.

Le tribunal peut en outre prononcer la destitution ou la dégradation et l'interdiction de l'exercice des droits civiques et politiques.

Art. 57. — Est puni de mort tout militaire ou assimilé qui se rend coupable de lâcheté.

Par lâcheté, il faut entendre la fuite devant les forces ennemies ou bandes insurrectionnelles, ou l'emploi de moyens irréguliers pour se soustraire à un danger.

CHAPITRE II

DES INFRACTIONS CONTRE L'HONNEUR OU LE DEVOIR

Section 1re

De la capitulation ou du défaitisme

Art. 58. — Est puni de mort, tout commandant d'une formation, d'une unité, d'une force, d'un aéronef ou d'un navire militaire qui, après avis d'un conseil de discipline, est reconnu coupable d'avoir capitulé devant l'ennemi, ou ordonné de cesser le combat ou amené le pavillon sans avoir épuisé tous les moyens de défense dont il disposait et sans avoir fait tout ce que lui prescrivaient le devoir et l'honneur.

Art. 59. — Tout militaire ou assimilé qui, pendant la guerre ou immédiatement avant celle-ci ou pendant les circonstances exceptionnelles, désarme ou démoralise la troupe en répandant la peur ou en causant la panique, le désordre et la confusion, est puni de cinq à vingt ans de servitude pénale.

Si l'infraction et ses effets sont particulièrement graves, le tribunal peut prononcer la servitude pénale à perpétuité ou la peine de mort.

Dans tous les cas, si le coupable est un officier, le juge prononce en outre la destitution.

Art. 60. — Est puni de mort, tout commandant d'une formation, d'un navire ou d'un aéronef militaire qui, pouvant attaquer et combattre un ennemi égal ou inférieur en force, secourir une troupe, un navire ou un aéronef national poursuivi par l'ennemi ou engagé dans un combat, ne l'a pas fait. A moins d'en avoir été empêché par des instructions générales ou des motifs graves.

Art. 61. — Tout officier, tout commandant d'une formation, d'un navire ou d'un aéronef militaire qui, par négligence, fait exécuter une mission de combat sans avoir pris des dispositions utiles à la réussite de celle-ci, notamment en ce qui concerne l'adéquation entre les armes et les munitions, la dotation nécessaire pour engager les combats ou résister, la qualité et l'état du matériel, est puni d'une peine de vingt ans de servitude pénale.

S'il est établi que cette attitude a été déterminée par la volonté délibérée de l'agent de se débarrasser de la mission, sans y prêter l'attention responsable nécessaire, ou s'il en est résulté des conséquences graves sur les hommes ou sur le matériel, la peine de mort est prononcée.

Section 2

Du complot militaire

Art. 62. — Tout militaire ou assimilé, coupable de complot ayant pour but de porter atteinte à l'autorité du commandant d'une formation militaire, d'un navire ou d'un aéronef militaire, ou à la discipline ou à la sécurité de la formation, du navire ou de l'aéronef, est puni de cinq à dix ans de servitude pénale.

Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs individus.

Le maximum de la peine est appliqué aux militaires les plus élevés en grade et aux instigateurs de l'infraction.

Si le complot a lieu en temps de guerre, en périodes exceptionnelles ou en toutes circonstances pouvant mettre en péril la sécurité de la formation, de l'aéronef ou du navire, ou pour but de peser sur la décision du chef militaire responsable, le coupable est puni de mort.

Section 3

Des pillages

Art. 63. — Sont punis de servitude pénale à perpétuité tous pillages ou dégâts de denrées, marchandises ou effets, commis en bandes par des militaires ou par des individus embarqués, soit avec des armes ou force ouverte, soit avec bris des portes et clôtures extérieures, soit avec violences envers les personnes.

Dans tous les autres cas, le pillage est puni de dix à vingt ans de servitude pénale.

Néanmoins, si dans les cas prévus par le premier alinéa du présent article, il existe parmi les coupables un ou plusieurs instigateurs, un ou plusieurs militaires supérieurs en grade, la peine de servitude pénale à perpétuité n'est infligée qu'aux instigateurs et aux militaires les plus élevés en grade.

Art. 64. — En cas de pillages organisés par des militaires appartenant à une ou à plusieurs unités agissant de concert, la peine de mort sera prononcée.

Si ces pillages ont été commis avec la participation des individus non militaires, les juridictions militaires sont seules compétentes.

Art. 65. — Si les pillages ont été commis en temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, les coupables sont punis de mort.

Section 4

Des destructions

Art. 66. — Est puni de six mois à cinq ans de servitude pénale, tout militaire ou assimilé, tout pilote ou tout commandant, d'un navire ou d'un aéronef militaire ou tout individu embarqué, coupable d'avoir, par négligence, occasionné la destruction, la perte ou la mise hors de service définitive ou temporaire d'un édifice, d'un ouvrage, d'un navire, d'un aéronef ou d'approvisionnements, d'armements, de matériel, d'installation quelconque ou de tous autres objets à l'usage des forces armées ou concourant à la défense.

Si le coupable est officier, il est puni du maximum de la peine prévue à l'alinéa premier.

Art. 67. — Est puni de six mois à dix ans de servitude pénale tout militaire ou assimilé, ou tout individu embarqué coupable d'avoir volontairement occasionné la destruction, la perte ou la mise hors service définitive ou temporaire d'une arme, des munitions ou de tout autre effet affecté au service des forces armées.

La peine est celle de la servitude pénale de dix à vingt ans si l'objet rendu impropre au service intéresse la mise en œuvre d'un navire ou d'un aéronef militaire, ou si le fait a eu lieu soit dans un incendie, un échouage, un abordage ou une manœuvre intéressant la sûreté du navire ou de l'aéronef.

En temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, la peine de mort est encourue.

Art. 68. — Est puni de dix à vingt ans de servitude pénale tout militaire ou assimilé, ou tout individu embarqué, coupable d'avoir volontairement occasionné la perte ou la mise hors de service définitive ou temporaire d'un édifice, d'un ouvrage, d'un navire, d'un aéronef, des approvisionnements, de l'armement, de matériel ou de l'installation quelconque à l'usage des forces armées ou concourant à la défense.

Si la destruction est de nature à entraîner mort d'homme ou à nuire à la défense, la peine est celle de la servitude pénale à perpétuité.

S'il y a eu mort d'homme ou si, par son étendue ou ses effets, la destruction a nui gravement à la défense, la peine de mort est prononcée.

Si les faits ont lieu en temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, la peine de mort est encourue.

Art. 69. — Est puni de cinq à dix ans de servitude pénale, tout militaire ou assimilé, ou tout individu coupable d'emploi abusif d'édifice, d'ouvrage, de navire, d'aéronef, de véhicule, d'approvisionnements, d'armement, de matériel ou d'installation quelconque à l'usage des Forces armées ou concourant à la défense.

Par emploi abusif, il faut entendre, toute utilisation ou gestion non-conforme aux règles techniques ou administratives définies par les lois et règlements de l'un des objets énumérés ci-dessus.

En temps de guerre, la peine est portée à vingt ans de servitude pénale ou à la peine de mort, si les faits portent des préjudices graves.

Art. 70. — Est puni de cinq à dix ans de servitude pénale, tout militaire ou assimilé, tout individu qui, volontairement, détruit lacère des registres, des documents, des minutes ou des actes de l'autorité militaire.

Section 5
Des faux, falsifications, détournements, concussions et corruptions

Art. 71. — Sans préjudice des peines plus fortes prévues par le Code pénal ordinaire, quiconque, militaire ou civil, chargé au sein des Forces armées ou du ministère de la Défense de la tenue d'une comptabilité, des deniers ou matières, commet un faux dans ses comptes ou qui fait usage des actes faux est puni de dix à vingt ans de servitude pénale.

Art. 72. — Lorsque le faux commis porte sur un rapport de commandement ou d'état-major et tend à altérer ou à travestir la situation de l'outil ou des moyens de défense ou sur les données de renseignements opérationnels, le coupable est puni de quinze à vingt ans de servitude pénale. La destitution sera en outre prononcée s'il est officier.

Si le faux commis a eu pour objet de porter atteinte à la défense nationale ou aux intérêts vitaux de la nation en temps de guerre, il est puni de la peine de mort.

Si le faux commis a occasionné des pertes en matériels ou la destruction totale ou partielle d'une unité ou des troupes en opérations, la peine de mort sera prononcée.

Art. 73. — Est puni d'un an à cinq ans de servitude pénale, tout militaire, ou assimilé, qui falsifie ou fait falsifier des documents, des substances, des matières, des denrées ou des boissons confiés à sa garde ou placés à sa surveillance, ou qui, sciemment, les a distribués ou fait distribuer.

Lorsque la falsification est de nature à altérer gravement la santé, elle est punie de dix à vingt ans de servitude pénale, sans préjudice des peines plus graves prévues par le Code pénal ordinaire.

Art. 74. — Est puni d'un an à dix ans de servitude pénale, quiconque dissipe, vole ou détourne des armes, munitions, véhicules, deniers, effets et autres objets à lui remis pour le service ou à l'occasion de service ou appartenant à des militaires ou à l'État.

Le tribunal peut en outre prononcer la confiscation de tous les biens produits du vol, du détournement ou de la dissipation.

Art. 75. — Constitue un détournement de deniers publics, le fait pour un commandant d'unité, un officier chargé des finances ou un préposé à la paie, d'utiliser, à des fins quelconques, des reliquats provenant des fonds de la paie des militaires sans en avoir préalablement obtenu l'autorisation du ministre de la Défense.

Art. 76. — Est puni de servitude pénale de cinq à dix ans, quiconque, en service au sein des Forces armées, du ministère de la Défense, de la Police nationale congolaise et du Service national soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par interposition de personnes, aura exigé, pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises dont il a ou avait, au moment des faits, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance.

La même peine s'applique à quiconque aura pris un intérêt quelconque dans une affaire dont il était chargé d'ordonnancer le paiement ou de faire la liquidation.

Art. 77. — Tout militaire ou assimilé, ou tout individu au service du ministère de la Défense, qui aura reçu, exigé ou ordonné de percevoir, même avec l'autorisation d'une autorité, ce qu'il savait n'être pas légalement dû ou excéder ce qui était dû, sera puni de cinq à dix ans de servitude pénale et d'une amende de 5.000 à 10.000 francs congolais constants.

Les mêmes peines seront applicables aux détenteurs de l'autorité publique qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation de la loi, accordé une perception indue.

Art. 78. — Est puni d'une servitude pénale de cinq à dix ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 francs congolais constants, tout militaire ou assimilé, ou tout individu, au service du ministère de la Défense, chargé à raison même de sa fonction:

1. de la surveillance ou du contrôle d'une entreprise privée;

2. de la passation, au nom de l'État, de marchés ou contrats de toute nature avec une entreprise privée ou toute autre personne privée;

3. de l'expression d'avis sur les marchés ou contrats de toute nature passés avec une entreprise privée ou toute autre personne privée, pendant un délai de cinq ans, à compter de la cessation de la fonction, prendra ou recevra une participation par travail, conseils ou capitaux dans une quelconque des entreprises ou personnes visées ci-dessus.

Art. 79. — Quiconque aura contrefait, falsifié ou altéré des documents délivrés par les autorités militaires en vue de constater un droit, une indemnité ou une qualité, ou d'accorder une autorisation, est puni de dix ans de servitude pénale au maximum et d'une amende qui n'excède pas 15.000 francs congolais constants.

Les mêmes peines seront applicables à celui qui aura fait usage desdits documents contrefaits, falsifiés ou altérés. Il en sera de même de celui qui aura fait usage des mêmes documents lorsque les mentions invoquées par l'intéressé sont devenues incomplètes ou inexactes.

Art. 80. — Quiconque se sera fait délivrer indûment ou aura tenté de se faire délivrer indûment l'un desdits documents, soit en faisant de fausses déclarations, soit en prenant un faux nom ou une fausse

qualité, soit en fournissant de faux renseignements, certificats ou attestations, sera puni de six mois à cinq ans de servitude pénale et d'une amende qui n'excédera pas 5.000 francs congolais constants.

Les mêmes peines seront applicables à celui qui aura fait usage de ces documents, soit obtenus dans les conditions décrites ci-dessus, soit rétablis sous un autre nom que le sien.

Celui qui délivrera ou fera délivrer des documents susvisés à une personne qu'il sait n'y avoir pas droit, sera puni de six mois à dix ans de servitude pénale et d'une amende qui n'excédera pas 10.000 francs congolais constants.

Art. 81. — Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, une fausse carte militaire ou un faux ordre de mission, ou falsifiera l'un de ces documents originairement véritables, ou en fera usage, sera puni:

1. d'une servitude pénale d'un mois à cinq ans, si le faux n'a eu pour effet que de tromper la surveillance de l'autorité publique.

2. de six mois à dix ans, si le Trésor public a payé au porteur du faux document des indemnités de mission ou avantages quelconques qui ne lui étaient pas dus ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins en dessous de 1.000 francs congolais constants;

3. d'une servitude pénale d'un à vingt ans, si les sommes indûment perçues par le porteur du faux document visé au présent article s'élèvent à 1.000 francs congolais constants ou plus.

Art. 82. — Les peines portées à l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont établies, à toute personne qui se sera fait délivrer par l'administration militaire une feuille de route, un ordre de mission ou une carte militaire sous un faux nom ou une fausse qualité ou qui en aura fait usage.

Si l'autorité était instruite de la supposition du nom ou de son caractère faux lorsqu'elle a délivré le faux document, elle sera punie des mêmes peines selon les distinctions établies.

Art. 83. — Tout militaire ou assimilé, ou tout individu au service du ministère de la Défense qui, pour se rédimer lui-même ou affranchir une personne d'un service quelconque, établira, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera puni de servitude pénale d'un à cinq ans.

Art. 84. — Hors le cas de corruption prévu par la loi, tout médecin, chirurgien, dentiste, sage-femme ou autre professionnel de santé qui, dans l'exercice de ses fonctions et pour favoriser un membre des Forces armées, certifiera faussement ou dissimulera l'existence de maladies ou infirmités ou un état de grossesse, ou fournira des indications mensongères sur l'origine d'une maladie ou d'une infirmité ou la cause d'un décès, sera puni d'une servitude pénale d'une année au moins et de cinq ans au plus.

Si le coupable est militaire, il pourra en outre être privé de son grade.

Section 6

De l'usurpation d'uniformes, décorations, signes distinctifs et emblèmes

Art. 85. — Est puni de servitude pénale de deux mois à cinq ans, quiconque porte publiquement des décorations, médailles, insignes, uniformes ou costumes militaires sans en avoir le droit.

La même peine est prononcée contre tout militaire, ou assimilé, ou tout individu employé par le ministère de la Défense qui porte des décorations, médailles, insignes, uniformes ou costumes militaires étrangers sans y avoir été préalablement autorisé.

Art. 86. — Est puni de cinq à dix ans de servitude pénale, quiconque, en temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, en violation des lois et coutumes de la guerre, emploie indûment les insignes distinctifs et emblèmes définis par les conventions internationales pour assurer le respect des personnes, des biens ainsi que des lieux protégés par ces conventions.

Section 7

De l'outrage au drapeau ou à l'armée

Art. 87. — Par outrage au drapeau, il faut entendre:

– le fait pour tout militaire ou assimilé de déchirer, brûler ou détruire par quelque acte que ce soit l'emblème national;

– le fait d'adopter publiquement et volontairement une attitude de mépris en refusant de rendre les honneurs dus à cet emblème ou de proférer des propos désobligeants à son endroit.

Est puni de six mois à cinq ans, tout militaire ou assimilé qui commet un outrage au drapeau national.

Est puni de la même peine, quiconque commet un outrage à l'armée.

Par outrage à l'armée, il faut entendre toute expression injurieuse dirigée contre les officiers, les sous-officiers et hommes du rang des Forces armées sans indiquer les personnes visées.

Si cette absence d'indication a pour conséquence que chacun des militaires de la garnison est touché par ces injures, lesquels atteignent en même temps l'armée tout entière dans la personne de ces officiers, sous-officiers et hommes du rang, l'injure tombe sous l'application de la loi.

Si le coupable est officier, il est en outre puni de la destitution ou de la privation de grade.

Le juge pourra également prononcer la déchéance civique prévue par le présent Code.

Section 8

De l'incitation à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline

Art. 88. — Quiconque, par quelque moyen que ce soit, incite un ou plusieurs militaires à commettre des actes contraires au devoir ou à la discipline, est puni de cinq à vingt ans de servitude pénale.

Si le coupable est d'un grade supérieur à celui des militaires qui ont été incités à commettre lesdits actes, la peine sera le maximum de celle prévue à l'alinéa précédent.

Lorsque les faits sont commis en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles ou dans toutes circonstances pouvant mettre en péril la sécurité d'une formation militaire, d'un navire ou d'un aéronef militaire, la peine de mort est prononcée.

CHAPITRE III

DES INFRACTIONS CONTRE LA DISCIPLINE

Section 1re

De l'insubordination

§ 1er. De la révolte militaire

Art. 89. — Est qualifiée de révolte militaire, toute résistance simultanée aux ordres reçus de leurs chefs par plus de deux militaires réunis, lorsque l'ordre est donné pour le service.

Art. 90. — Tout militaire ou assimilé, coupable de révolte militaire est puni de cinq ans au maximum de servitude pénale.

Si la révolte a eu lieu avec complot, la peine encourue est de dix ans au maximum de servitude pénale.

La peine prévue par le présent article peut être portée à la servitude pénale à perpétuité et même à la peine de mort, si la révolte a été commise en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles.

Si les coupables sont des officiers, la peine de destitution ou de privation de grade pourra être prononcée.

Les instigateurs sont punis de cinq à dix ans de servitude pénale, en temps de paix, et, en temps de guerre, de la peine de mort.

Si la révolte a lieu en présence de l'ennemi ou de bande armée, la peine de mort sera encourue.

§ 2. De la rébellion

Art. 91. — Constitue une rébellion, toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait commises par un militaire ou individu embarqué ou employé par le ministère de la Défense envers les Forces armées ou les agents de l'autorité publique.

Si la rébellion a lieu sans arme, elle est punie de cinq à dix ans de servitude pénale.

Si la rébellion a lieu avec arme, la peine encourue est de dix à vingt ans de servitude pénale.

S'il résulte des actes de rébellion des blessures ou la mort de l'autorité contre laquelle ils sont dirigés, les coupables sont punis de servitude pénale à perpétuité ou de la peine de mort selon le cas.

Art. 92. — Toute rébellion commise par des militaires ou par des individus désignés à l'article précédent, armés et agissant au nombre de trois au moins, est punie de vingt ans de servitude pénale.

La même peine est applicable, quel que soit le nombre d'auteurs de la rébellion, si l'un d'eux au moins porte ostensiblement des armes.

Sont passibles de la servitude pénale à perpétuité, les instigateurs ou chefs de rébellion et le militaire le plus élevé en grade.

Si la rébellion a lieu en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, les coupables sont punis de mort.

§ 3. Du refus d'obéissance

Art. 93. — Quiconque, militaire ou civil, embarqué ou employé par le ministère de la Défense, refuse d'obéir aux ordres de son supérieur, ou s'abstient à dessein de les exécuter ou, hors le cas de force majeure, n'exécute pas l'ordre reçu, est puni e dix ans au maximum de servitude pénale.

Cette peine peut être portée à la servitude pénale à perpétuité et même à la mort, si cette infraction a été commise en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles.

Art. 94. — Est puni de mort, quiconque embarqué ou au service des Forces armées, refuse d'obéir lorsqu'il est commandé pour marcher contre l'ennemi ou pour tout service ordonné par son chef en présence de l'ennemi ou d'une bande armée.

§ 4. Des voies de fait et outrages envers des supérieurs

Art. 95. — Quiconque, civil, militaire ou assimilé, embarqué ou au service des Forces armées, exerce pendant le service ou à l'occasion du service, même hors du bord, les voies de fait envers un supérieur ou une autorité qualifiée, est puni de cinq ans au maximum de servitude pénale.

Si le coupable est officier, la peine peut être portée à dix ans au maximum de servitude pénale et même à la servitude pénale à perpétuité.

Il en est de même si les voies de fait ont été commises par un militaire porteur d'une arme.

Art. 96. — Si les voies de fait n'ont pas été exercées pendant le service ou à l'occasion du service, elles sont punies de six mois à deux ans de servitude pénale.

Si le coupable est officier, il est puni d'un an à cinq ans de servitude pénale.

Art. 97. — Quiconque, embarqué ou au service des Forces armées, outrage son supérieur ou un supérieur, par paroles, écrits, gestes ou menaces, est puni de six mois à cinq ans de servitude pénale.

Si le coupable est officier, il peut en outre encourir la destitution.

Art. 98. — Si, dans les cas prévus aux articles 95 à 97, il résulte des débats que les voies de fait ou outrages ont été commis sans que le subordonné connût la qualité de son supérieur, la peine encourue ne peut dépasser deux ans de servitude pénale.

Art. 99. — L'injure entre militaires, entre militaires et individus au service des Forces armées, s'ils sont tous de même grade, n'est réprimée conformément au présent Code que s'il existe entre eux un lien de subordination résultant de la fonction ou de l'emploi.

Art. 100. — La servitude pénale prévue par les articles 95, 96 et 97 peut être portée à la servitude pénale à perpétuité et même à la peine de mort, si les infractions y prévues ont été commises en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles.

§ 5. Des violences ou insultes à sentinelle

Art. 101. — Quiconque, civil ou militaire, se rend coupable de violence contre une sentinelle est puni de dix mois à cinq ans de servitude pénale.

La peine peut être portée à dix ans de servitude pénale, si les violences ont été commises par plusieurs personnes.

La peine encourue peut être portée à vingt ans de servitude pénale et même à la peine de servitude pénale à perpétuité, si les violences ont été commises à main armée par une ou plusieurs personnes.

Les violences à sentinelle commises en temps de guerre dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public ou en présence de l'ennemi ou d'une bande armée, sont punies de mort.

Art. 102. — Quiconque, civil ou militaire, embarqué ou au service des Forces armées, insulte une sentinelle par paroles, écrits, gestes ou menaces, est puni de deux mois à deux ans de servitude pénale.

§ 6. Des violences envers les populations civiles

Art. 103. — Tout militaire ou assimilé qui se rend coupable des violences ou sévices graves à l'endroit des populations civiles, en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, est puni de mort.

Art. 104. — Tout militaire ou assimilé qui se rend coupable d'acte arbitraire ou attentatoire aux droits et libertés garantis aux particuliers par la loi à l'encontre d'une personne civile sera puni de quatre ans de servitude pénale.

Si le fait est constitutif d'une infraction punie de peines plus fortes, le coupable sera puni à ces peines.

§ 7. Du refus d'un service dû légalement

Art. 105. — Tout commandant d'unité qui, régulièrement saisi d'une réquisition légale de l'autorité civile, a refusé ou s'est abstenu de faire agir les forces de l'ordre est puni de six mois à deux ans de servitude pénale.

Art. 106. — Tout militaire ou assimilé, qui refuse ou qui, sans excuse légitime, s'abstient de se rendre aux audiences des juridictions militaires où il est appelé à siéger, est puni de deux mois à un an de servitude pénale.

En cas de refus, si le coupable est désigné pour présider la juridiction, il peut en outre être puni de la destitution ou privation de grade.

Section 2
Des abus d'autorité

§ 1er. Des voies de fait et outrage à subordonné

Art. 107. — Est puni de deux ans de servitude pénale, tout militaire ou assimilé qui, hors le cas de légitime défense de soi-même ou d'autrui, exerce des violences sur un subordonné.

Toutefois, il n'y a pas d'infraction si les violences ont été commises à l'effet de rallier des fuyards en présence de l'ennemi ou de bande armée ou d'arrêter soit les pillages, dévastation ou destruction, soit le désordre grave.

Si par les circonstances dans lesquelles elles ont été commises ou par leurs conséquences, les violences constituent une infraction sévèrement réprimée par le Code pénal ordinaire, elles sont punies des peines prévues par le présent Code.

Sans préjudice des peines plus fortes visées à l'alinéa précédent, est puni de deux ans de servitude pénale, tout acte arbitraire ou attentatoire aux libertés et aux droits garantis aux militaires par les lois, décrets, arrêtés ou autres actes réglementaires, ordonné ou exécuté par un supérieur ou un officier investi d'un commandement.

Art. 108. — Tout militaire ou assimilé qui, pendant le service ou à l'occasion du service, par paroles, gestes, menaces ou écrits, outrage un subordonné gravement et sans y avoir été provoqué, est puni de quinze jours à un an de servitude pénale.

Si l'infraction n'a pas été commise pendant le service ou à l'occasion du service, la peine est de six mois de servitude pénale.

Art. 109. — Si les faits visés aux articles 107 et 108 ont eu lieu en dehors du service et sans que le supérieur connût la qualité subalterne de la victime, les pénalités appliquées sont celles du Code pénal ordinaire.

§ 2. Des abus du droit de réquisition

Art. 110. — Quiconque, au service des Forces armées, abuse des pouvoirs qui lui sont conférés en matière de réquisition ou refuse de donner reçu des quantités fournies, est puni de deux mois à deux ans de servitude pénale.

Quiconque, au service des Forces armées, exerce une réquisition sans en avoir la qualité, est puni, si cette réquisition est faite sans violence, d'un à trois ans de servitude pénale.

Si la réquisition est exercée avec violence, il est puni de trois ans à cinq ans de servitude pénale. Sans préjudice des peines prévues ci-dessus, le coupable est en outre condamné à la restitution.

§ 3. Du détournement des objets saisis

Art. 111. — Quiconque détourne les objets saisis, mis sous séquestre ou confisqués est puni d'une peine de cinq à dix ans de servitude pénale.

Lorsque le détournement est commis par le saisi, constitué gardien en vertu d'un procès verbal, la peine est de deux à cinq ans de servitude pénale.

§ 4. De la constitution illégale d'une juridiction répressive

Art. 112. — Tout militaire ou assimilé qui, hors les cas prévus par le présent Code, établit et maintient une juridiction répressive, est puni de dix à vingt ans de servitude pénale, sans préjudice des peines plus fortes pouvant être encourues du fait de l'exécution des sentences prononcées.

CHAPITRE V
DES INFRACTIONS AUX CONSIGNES

Art. 113. — Par consigne, il faut entendre notamment toutes mesures prohibitives, interdictions, instructions formelles, données aux membres des Forces armées ou corps assimilés.

Quiconque, au service des Forces armées, de la Police Nationale et du Service National, viole une consigne générale donnée à la troupe ou une consigne qu'il a personnellement reçu mission de faire exécuter ou force une consigne donnée à un militaire, est puni de trois à dix ans de servitude pénale.

L'instigateur sera puni de quinze ans de servitude pénale.

La peine de mort pourra être prononcée lorsque la violation de la consigne a été commise en présence de l'ennemi ou d'une bande armée, en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, ou lorsque la sécurité d'un établissement militaire, d'une formation, d'un aéronef ou d'un navire militaire est menacée.

Art. 114. — En temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé, est puni de mort tout commandant d'une unité ou formation, d'un navire de la force navale militaire ou assimilé ou d'un aéronef militaire ou assimilé, tout militaire, tout individu au service des Forces armées qui, volontairement, n'a pas rempli la mission dont il a été chargé, lorsque cette mission était relative à des opérations de guerre.

Art. 115. — Si la mission a été manquée par négligence, ou si le coupable s'est laissé surprendre par l'ennemi, ou, du fait de sa négligence, s'est séparé de son chef en présence de l'ennemi ou a été la cause de la prise par l'ennemi d'un navire ou aéronef militaire placé sous ses ordres ou à bord duquel il se trouvait, il est puni de cinq à dix ans de servitude pénale.

Si le coupable est officier, il est en outre puni de la destitution.

Art. 116. — Tout militaire ou assimilé qui, en temps de paix, abandonne son poste, est puni de six mois à cinq ans de servitude pénale.

Par poste, il faut entendre l'endroit où le militaire doit se trouver à un moment donné pour l'accomplissement de la mission reçue de ses chefs.

En temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, la peine prévue ci-dessus peut être portée à la servitude pénale à perpétuité et même à la peine de mort.

Art. 117. — Tout militaire ou assimilé qui, étant de faction, en temps de paix, abandonne son poste ou viole sa consigne, est puni de six mois à cinq ans de servitude pénale.

Si, bien qu'à son poste, le militaire est trouvé endormi, il est puni de six mois à trois ans de servitude pénale.

En temps de guerre, sous l'état de siège ou d'urgence ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, la peine encourue est la servitude pénale à perpétuité ou la peine de mort.

Art. 118. — Quiconque embarqué dans un navire ou aéronef militaire ou assimilé l'abandonne, lorsque celui-ci est en danger, sans ordre ou en violation des consignes reçues, est puni d'un à cinq ans de servitude pénale.

S'il est membre de l'équipage, la peine est de cinq ans de servitude pénale.

Si le coupable est officier, il est en outre puni de la destitution.

Art. 119. — Tout pilote d'un navire ou d'un aéronef militaire coupable d'avoir abandonné le navire ou l'aéronef qu'il était chargé de conduire, est puni de six mois à cinq ans de servitude pénale.

Si l'abandon a lieu en présence de l'ennemi ou en cas de danger imminent, la peine de mort est encourue.

Art. 120. — Est puni de mort tout commandant de navire ou tout pilote de l'aéronef militaire en vol qui, volontairement et en violation des consignes reçues, en cas de perte du navire ou de l'aéronef, ne l'abandonne pas le dernier.

Est puni de la même peine, le commandant non pilote d'un aéronef militaire qui, dans les mêmes conditions, abandonne son aéronef avant l'évacuation des autres personnes embarquées, hormis le pilote.

Art. 121. — Tout militaire ou assimilé qui abandonne son poste en présence de l'ennemi ou de bande armée est puni de mort.

Est considéré comme ayant abandonné son poste en présence de l'ennemi ou de bande armée, tout commandant d'une unité ou formation, d'un navire ou aéronef militaire ou assimilé qui, volontairement, en temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, ne maintient pas au combat son unité ou formation, son navire ou aéronef, ou se sépare volontairement de son chef en présence de l'ennemi ou d'une bande armée.

Est également puni de la peine de mort, quiconque embarqué ou au service des Forces armées, volontairement, a provoqué l'un des manquements prévus à l'alinéa précédent.

Art. 122. — Tout commandant d'un navire de commerce ou d'un aéronef convoyé ou réquisitionné et qui, en temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, abandonne volontairement le convoi dont il fait partie ou désobéit aux ordres, est puni de dix à vingt ans de servitude pénale.

Art. 123. — Est puni de six mois à cinq ans de servitude pénale, pour abstention coupable, tout commandant de navire, d'unité ou formation militaire ou assimilée qui, sans motifs légitimes, refuse de porter assistance à un autre navire en détresse.

Art. 124. — Est puni de six mois à cinq ans de servitude pénale, tout capitaine d'un navire de commerce national qui refuse de porter assistance à un navire militaire ou assimilé en détresse.

Art. 125. — Quiconque, en temps d'appel à la mobilisation générale ou de guerre, aura omis de prévenir ou d'avertir son chef, le supérieur ou le commandement militaire d'un évènement ou d'un fait connu de lui exigeant manifestement que des mesures militaires soient prises, sera puni de deux à cinq ans de servitude pénale.

Les mêmes peines sont applicables en cas de défaut d'avertissement d'un danger militaire ou d'un projet de trahison, d'espionnage, de mutinerie ou de désertion.

TITRE III
DES ATTEINTES CONTRE LES INTÉRÊTS FONDAMENTAUX DE LA NATION

Art. 126. — Au sens du présent titre, il faut entendre par intérêts fondamentaux de la Nation:

– son indépendance;

– l'intégrité de son territoire;

– sa sécurité;

– la forme républicaine de ses institutions;

– les moyens de sa défense et de sa diplomatie;

– la sauvegarde de sa population, même à l'étranger;

– l'équilibre de son milieu naturel et de son environnement;

– les éléments essentiels de son potentiel scientifique, économique et de son patrimoine culturel.

CHAPITRE PREMIER
DE LA TRAHISON ET DE L'ESPIONNAGE EN TEMPS DE GUERRE

Section 1re
De la trahison

Art. 127. — Sans préjudice des dispositions des articles 181 à 186 du Code pénal ordinaire livre II, en temps de guerre, la trahison et l'espionnage sont punis conformément aux dispositions du présent Code.

Art. 128. — En temps de guerre, tout Congolais qui se rend coupable de trahison est puni de mort.

Par trahison, il faut entendre:

1. le fait de livrer à une puissance étrangère, à une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents, soit des troupes appartenant aux Forces armées congolaises, soit tout ou partie du territoire national;

2. le fait de livrer à une puissance étrangère, à une entreprise ou une organisation étrangère ou sous-contrôle étranger ou à leurs agents des matériels, constructions, équipements, installations, appareils ou autres matériels affectés à la défense nationale;

3. le fait d'entretenir des intelligences avec une puissance étrangère, avec une entreprise ou une organisation étrangère ou son contrôle étranger ou avec leurs agents, en vue de susciter des hostilités ou des actes d'agression contre la République;

4. le fait de fournir à une puissance étrangère, une entreprise ou à une organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents les moyens d'entreprendre les hostilités ou d'accomplir des actes d'agression contre la République;

5. le fait de livrer ou de rendre accessibles à une puissance étrangère, à une entreprise ou organisation étrangère ou sous contrôle étranger ou à leurs agents des renseignements, procédés, objets, documents, données informatisées ou fichiers dont l'exploitation, la divulgation ou la réunion est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Section 2
De l'espionnage

Art. 129. — Est coupable d'espionnage et puni de mort, tout étranger, auteur des actes énumérés à l'article ci-dessus.

Art. 130. — Si les faits reprochés au prévenu constituent les infractions de trahison, de désertion à l'étranger, de détournement des deniers publics ou des effets appartenant à l'État, ou s'il s'agit d'une insoumission ou d'une désertion pour lesquels les inculpés ne comparaissent pas devant l'officier du ministère public, le magistrat chargé de l'instruction de l'affaire est tenu de mettre sous séquestre l'ensemble des biens de l'inculpé.

Dans ces cas, l'officier du ministère public est tenu de laisser à la disposition du ménage de l'inculpé les biens strictement utiles à la survie de l'épouse et des enfants mineurs.

Art. 131. — En cas de condamnation pour les infractions prévues aux articles 129 et 130 du présent Code, la juridiction militaire saisie est tenue de prononcer d'office les dommages–intérêts en faveur de l'État congolais pour le préjudice subi.

Le montant des dommages-intérêts est récupéré au profit du Trésor public par la commission de gestion des biens séquestrés sur la valeur des biens du condamné.

Art. 132. — L'officier du ministère public ou le membre de la commission des biens séquestrés qui utilise ou détourne les objets saisis, mis sous séquestre ou confisqués, est puni d'une peine de cinq à dix ans de servitude pénale.

Si les faits sont commis en temps de guerre ou sur une partie du territoire où l'état de siège ou d'urgence a été décrété, la peine de mort est encourue.

CHAPITRE II
DES AUTRES ATTEINTES À LA DÉFENSE NATIONALE

Section 1re
Du sabotage

Art. 133. — Est puni de vingt ans de servitude pénale, quiconque sera coupable de sabotage.

Par sabotage, il faut entendre le fait de détruire, de détériorer ou de détourner tout document, matériel, construction, équipement, installation, appareil, dispositif technique ou appareil de traitement automatisé d'informations ou d'y apporter des malfaçons, lorsque ce fait est de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Lorsqu'il est commis dans le but de servir les intérêts d'une puissance étrangère, d'une entreprise ou dans une organisation étrangère ou sous contrôle étranger, le sabotage est puni de mort.

Section 2

De la fourniture de fausses informations

Art. 134. — Est puni de vingt ans de servitude pénale, quiconque aura fourni, en vue de servir les intérêts d'une puissance étrangère, d'une entreprise ou d'une organisation étrangère ou sous contrôle étranger, aux autorités civiles ou militaires de la République des informations fausses de nature à les induire en erreur et à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Section 3

Des atteintes aux institutions de la République ou à l'intégrité du territoire national

§ 1er. De l'attentat

Art. 135. — Constitue un attentat le fait de commettre un ou plusieurs actes de violence de nature à mettre en péril les institutions de la République ou à porter atteinte à l'intégrité du territoire national.

L'attentat est puni de vingt ans de servitude pénale.

La peine de mort est appliquée lorsque l'attentat est commis par une bande armée.

§ 2. Du mouvement insurrectionnel

Art. 136. — Constitue un mouvement insurrectionnel toute violence collective de nature à mettre en péril les institutions de la République ou à porter atteinte à l'intégrité du territoire national.

Art. 137. — Est puni de cinq à vingt ans de servitude pénale, quiconque participe à un mouvement insurrectionnel:

1. en édifiant des barricades, des retranchements ou en faisant tous travaux ayant pour objet d'empêcher ou d'entraver l'action de la force publique;

2. en occupant à force ouverte ou par ruse ou en détruisant tout édifice ou installation;

3. en assurant le transport, la subsistance ou les communications des insurgés;

4. en provoquant des rassemblements des insurgés, par quelque moyen que ce soit;

5. en étant soi-même porteur d'une arme;

6. en se substituant à une autorité légale.

En temps de guerre, lorsque les insurgés sont porteurs d'armes, ils sont punis de mort.

Art. 138. — Est puni de mort, quiconque participe à un mouvement insurrectionnel:

1. en s'emparant d'armes, de munitions, de substances explosives ou dangereuses ou de matériels de toute espèce soit à l'aide de violences ou de menaces, soit par le pillage, soit en désarmant la force publique;

2. en procurant aux insurgés des armes, des munitions ou des substances explosives ou dangereuses ou de matériel de toute espèce.

Art. 139. — Le fait de diriger, d'organiser ou de commander un mouvement insurrectionnel est puni de mort.

§ 3. De l'usurpation de commandement, de la levée de Forces armées et de l'incitation à s'armer illégalement

Art. 140. — Est puni de dix à vingt ans de servitude pénale, quiconque:

1. sans droit ou sans autorisation, prend un commandement militaire quelconque ou le retient contre l'ordre des autorités légales;

2. lève des Forces armées, sans ordre ou sans autorisation des autorités légales.

En temps de guerre ou dans une région où l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, le coupable est puni de mort.

Art. 141. — Le fait d'inciter à s'armer contre l'autorité de l'État ou contre une partie de la population est puni de dix ans de servitude pénale.

Art. 142. — Est puni de dix à vingt ans de servitude pénale, tout militaire, ou assimilé, qui, tombé au pouvoir de l'ennemi, s'est engagé personnellement, pour obtenir sa liberté sous condition, à ne plus porter les armes contre l'ennemi.

Section 4

Des atteintes à la sécurité des Forces armées et aux zones protégées intéressant la défense nationale

Art. 143. — Quiconque, en vue de nuire à la défense nationale, incite des militaires appartenant aux Forces armées congolaises à passer au service d'une puissance étrangère, est puni de mort.

Art. 144. — Tout militaire ou tout individu qui, en vue de nuire à la défense nationale, entrave le fonctionnement normal du matériel militaire est puni de dix à vingt ans de servitude pénale.

Art. 145. — Est puni de dix ans de servitude pénale, tout militaire ou tout individu qui, en vue de nuire à la défense nationale, incite à la désobéissance, par quelque moyen que ce soit, des militaires, des assimilés ou des assujettis affectés à toute forme de service civique.

Art. 146. — Le fait de participer à une entreprise de démoralisation de l'armée en vue de nuire à la défense nationale est puni de dix à vingt ans de servitude pénale.

Lorsque ces faits sont commis en temps de guerre, ils sont punis de mort.

Art. 147. — Est puni de deux ans de servitude pénale, le fait, pour tout individu de s'introduire frauduleusement ou sans autorisation des autorités compétentes, dans un terrain, dans les installations ou dans des engins ou des appareils de toute nature affectés à l'autorité militaire ou placé sous son contrôle pour les intérêts de la défense.

Art. 148. — Tout individu qui se rend coupable de faits destinés à nuire à la défense nationale ou à entraver le fonctionnement normal des services, des établissements ou des entreprises publiques ou privées, intéressant la défense nationale, est puni de cinq à vingt ans de servitude pénale.

En temps de guerre, le coupable est puni de mort.

CHAPITRE III

DES ATTEINTES AU SECRET DE LA DÉFENSE NATIONALE

Art. 149. — Au sens de la présente loi, présentant le caractère de secret de la défense nationale, les renseignements, procédés, objets, documents, données informatisées ou fichiers intéressant la défense nationale qui ont fait l'objet de mesures de protection destinées à restreindre leur diffusion.

Peuvent faire l'objet de telles mesures, les renseignements, procédés, objets, documents, données informatisées ou fichiers classifiés par le ministre de la Défense ou le commandant suprême et dont la divulgation est de nature à nuire à la défense nationale ou à conduire à la découverte d'un secret de la défense.

Art. 150. — Ceux qui se rendent coupables de divulgation, diffusion, publication ou reproduction des informations visées à l'article ci-dessus ou ceux qui en fournissent les moyens, sont punis de vingt ans de servitude pénale, sans préjudice des peines plus fortes qu'ils peuvent encourir par d'autres dispositions légales.

En temps de guerre ou dans une région ou l'état de siège ou d'urgence est proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, les coupables sont punis de mort.

Art. 151. — Est puni de cinq à vingt ans de servitude pénale, quiconque se fait remettre tout document ou écrit qui, de par sa nature, est secret.

Art. 152. — Quiconque, en raison de ses fonctions ou de son service, avait soit la garde ou état en possession des objets, soit pour les mêmes motifs, avait connaissance des renseignements ou exerçait la surveillance des lieux d'intérêt militaire et a rendu possible ou seulement facilité, par négligence, l'exécution de l'infraction prévue par l'article 150, sera puni de cinq ans au maximum de servitude pénale.

Si le fait commis a compromis les préparatifs ou la défenses militaire de l'État, la peine sera de dix à vingt ans de servitude pénale.

En temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, le coupable pourra être puni de la servitude pénale à perpétuité.

Art. 153. — Quiconque incite à commettre l'une des infractions contre le secret de défense militaire ou offre ses services pour les commettre, dans le cas où l'instigation ou l'offre seraient acceptées ou non mais que l'infraction n'aurait pas été commise, sera punie de cinq à dix ans de servitude pénale.

Art. 154. — Quiconque est au courant d'une des infractions contre le secret de la défense militaire et n'en informe pas immédiatement les autorités compétentes, sera puni des mêmes peines que les auteurs ou coauteurs desdites infractions.

Art. 155. — Les peines établies par les dispositions précédentes s'appliquent également lorsque l'infraction a été commise au préjudice d'un État allié ou associé, à des fins de guerre, avec la République.

Art. 156. — Les peines établies pour les infractions prévues par le présent chapitre seront atténuées lorsque le fait se révèle de peu d'importance, soit par la nature, le genre, les moyens, les modalités ou les circonstances de l'acte, soit par le caractère particulièrement insignifiant du dommage ou du danger.

TITRE IV

DU TERRORISME

Art. 157. — Constituent des actes de terrorisme, lorsqu'elles sont en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur, les infractions suivantes:

1. les atteintes volontaires à la vie ou à l'intégrité physique de la personne, l'enlèvement et la séquestration de la personne ainsi que le détournement d'aéronef, de navire ou de tout autre moyen de transport;

2. les vols, extorsions, destructions, dégradations et détériorations;

3. la fabrication, la détention, le stockage, l'acquisition et la cession des machines, engins meurtriers, explosifs ou autres armes biologiques, toxiques ou de guerre.

Constituent également un acte de terrorisme, lorsqu'il est en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur, le fait d'introduire dans l'atmosphère, sur le sol, dans le sous-sol ou dans les eaux de la République, une substance de nature à mettre en péril la santé de l'homme ou des animaux ou le milieu naturel.

Art. 158. — Le terrorisme est puni de vingt ans de servitude pénale.

S'il a entraîné mort d'homme, le coupable est passible de la peine de mort.

Art. 159. — Toute personne qui a tenté de commettre un acte de terrorisme est exempté de peine si, ayant averti l'autorité administrative ou judiciaire, elle a permis d'éviter la réalisation de l'infraction et d'identifier, le cas échéant, les autres coupables.

La peine encourue est réduite de moitié si l'auteur ou le complice, ayant averti les autorités administratives ou judiciaires, a permis de faire cesser les agissements incriminés ou d'éviter que l'infraction n'entraîne mort d'homme ou infirmité permanente et d'identifier, le cas échéant, les autres coupables. Lorsque la peine encourue est la servitude pénale à perpétuité, celle-ci est ramenée à vingt ans de servitude pénale.

Art. 160. — Quiconque est au courant de la préparation d'un acte de terrorisme et n'en informe pas immédiatement les autorités compétentes, sera puni de cinq à dix ans de servitude pénale principale.

TITRE V
DES CRIMES DE GÉNOCIDE, DES CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ ET DES CRIMES DE GUERRE

CHAPITRE PREMIER
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 161. — En cas d'invisibilité ou de connexité d'infractions avec des crimes de génocide, des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité, les juridictions militaires sont seules compétentes.

Art. 162. — Les crimes contre l'humanité sont poursuivis et réprimés dans les mêmes conditions que les crimes de guerre.

Art. 163. — L'immunité attachée à la qualité officielle d'une personne ne l'exonère pas des poursuites pour crimes de guerre ou crimes contre l'humanité.

CHAPITRE II
DES CRIMES DE GÉNOCIDE ET DES CRIMES CONTRE L'HUMANITE

Section 1re
Du crime de génocide

Art. 164. — Le génocide est puni de mort.

Par génocide, il faut entendre l'un des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, politique, racial, ethnique, ou religieux notamment:

1. meurtre des membres du groupe;

2. atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe;

3. soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;

4. mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;

5. transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre groupe.

Section 2
Des crimes contre l'humanité

Art. 165. — Les crimes contre l'humanité sont des violations graves du droit international humanitaire commises contre toutes populations civiles avant ou pendant la guerre.

Les crimes contre l'humanité ne sont pas nécessairement liés à l'état de guerre et peuvent se commettre, non seulement entre personnes de nationalité différente, mais même entre sujets d'un même État.

Art. 166. — Constituent des crimes contre l'humanité et réprimées conformément aux dispositions du présent Code, les infractions graves énumérées ci-après portant atteinte, par action ou par omission, aux personnes et aux biens protégés par les conventions de Genève du 12 août 1949 et les protocoles additionnels du 8 juin 1977, sans préjudice des dispositions pénales plus graves prévues par le Code pénal ordinaire:

1. les tortures ou autres traitements inhumains, y compris les expériences biologiques;

2. le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé;

3. le fait de contraindre à servir dans les Forces armées de la puissance ennemie ou de la partie adverse un prisonnier de guerre ou une personne civile protégée par les conventions ou les protocoles additionnels relatifs à la protection des personnes civiles pendant la guerre;

4. le fait de priver un prisonnier de guerre ou une personne civile protégée par les conventions ou les protocoles additionnels relatifs à la protection des personnes en temps de guerre, de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement selon les prescriptions de ces dispositions;

5. la déportation, le transfert ou le déplacement illicites, la détention illicite d'une personne civile protégée par les conventions ou les protocoles additionnels;

6. la prise d'otages;

7. la destruction ou l'appropriation des biens, non justifiées par des nécessités militaires telles qu'admises par le droit des gens et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire;

8. les actes et omissions non légalement justifiés, qui sont susceptibles de compromettre la santé et l'intégrité physique ou mentale des personnes protégées par des conventions relatives à la protection des blessé, des malades et des naufragés, notamment tout acte médical qui ne serait pas justifié par l'état de santé de ces personnes ou ne serait pas conforme aux règles de l'art médical généralement reconnues;

9. sauf s'ils sont justifiés dans les conditions prévues au point 8, les actes consistant à pratiquer sur les personnes visées au point 8, même avec leur consentement, des mutilations physiques, des expériences médicales ou scientifiques ou des prélèvements de tissus ou d'organes pour des transplantations, à moins qu'il s'agisse de dons de sang en vue de transfusions ou de dons de peau destinée à des greffes, pour autant que ces dons soient volontaires, consentis et destinés à des fins thérapeutiques;

10. le fait de soumettre la population civile ou des personnes civiles à une attaque;

11. le fait de lancer une attaque sans discrimination atteignant la population civile ou des biens de caractère civil, tout en sachant que cette attaque causera des pertes en vies humaines, des blessures aux personnes civiles ou des dommages aux biens de caractère civil, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu, sans préjudice de la criminalité de l'attaque dont les effets dommageables, même proportionnés à l'avantage militaire attendu, seraient incompatibles avec les principes du droit des gens, tels qu'ils résultent des usages établis, des principes de l'humanité et des exigences de la conscience publique;

12. le fait de lancer une attaque contre des ouvrages ou installations contenant des substances dangereuses, tout en sachant que cette attaque causera des pertes en vies humaines, des blessures aux personnes civiles ou des dommages aux biens de caractère civil, qui se-

raient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu;

13. le fait de soumettre à une attaque des localités non défendues ou des zones démilitarisées;

14. le fait de soumettre une personne à une attaque tout en la sachant hors de combat;

15. le transfert dans un territoire occupé d'une partie de la population civile de la puissance occupante, dans le cas d'un conflit armé international, ou de l'autorité occupante dans le cas d'un conflit armé non international;

16. le fait de retarder sans justification le rapatriement des prisonniers de guerre ou des civils;

17. le fait de se livrer aux pratiques de l'apartheid ou à d'autres pratiques inhumaines ou dégradantes fondées sur la discrimination raciale donnant lieu à des outrages à la dignité humaine;

18. le fait de diriger des attaques contre les monuments historiques, les archives, les œuvres d'art ou les lieux de culte clairement reconnus qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples et auxquels une protection spéciale a été accordée en vertu d'un arrangement particulier alors qu'il n'existe aucune preuve de violation par la partie adverse de l'interdiction d'utiliser ces biens à l'appui de l'effort militaire, et que ces biens ne sont pas situés à proximité immédiate des objectifs militaires.

Art. 167. — Les infractions prévues à l'article précédent sont punies de servitude pénale à perpétuité.

Si celles prévues aux points 1, 2, 5, 6, 10 à 14 du même article entraînent la mort ou causent une atteinte grave à l'intégrité physique ou à la santé d'une ou de plusieurs personnes, leurs auteurs sont passibles de la peine de mort.

Art. 168. — Les infractions prévues aux points 8 et 9 de l'article 166 sont punies de mort lorsqu'elles ont eu pour conséquence soit une maladie paraissant incurable, soit une incapacité permanente de travail pour la personne, soit la perte de l'usage absolu d'un organe, soit une mutilation grave.

Les mêmes faits sont punis de la peine de mort lorsqu'ils ont entraîné des conséquences graves pour la santé publique.

Art. 169. — Constitue également un crime contre l'humanité et puni de mort, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, l'un des actes ci-après perpétré dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée sciemment contre la République ou contre la population civile:

1. meurtre;

2. extermination;

3. réduction en esclavage;

4. déportation ou transfert forcé des populations;

5. emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international:

6. torture;

7. viol, esclavage sexuel, prostitution forcé, grossesse forcée, stérilisation forcée et autre forme de violence sexuelle de gravité comparable;

8. persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent article;

9. dévastation grave de la faune, de la flore, des ressources du sol ou du sous-sol;

10. destruction du patrimoine naturel ou culturel universel.

Art. 170. — Tout empoisonnement de seaux ou des denrées consommables, tout dépôt, aspersion ou utilisation de substances nocives destinées à donner la mort, en temps de guerre ou sur une région sur laquelle l'état de siège ou d'urgence aura été proclamé ou à l'occasion d'une opération de police tendant au maintien ou au rétablissement de l'ordre public, sera puni de mort.

Art. 171. — La mise à mort par représailles est assimilée à l'assassinat.

Art. 172. — L'emploi de prisonniers de guerre de civils à des fins de protection contre l'ennemi est puni de quinze à vingt ans de servitude pénale.

En temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, le coupable est puni de mort.

CHAPITRE III

DES CRIMES DE GUERRE

Art. 173. — Par crime de guerre, il faut entendre toutes infractions aux lois de la République commises pendant la guerre et qui ne sont pas justifiées par les lois et coutumes de la guerre.

Art. 174. — Sont poursuivis devant les juridictions militaires, conformément aux dispositions en vigueur et à celles du présent Code, ceux qui, lors de la perpétration des faits, étaient au service de l'ennemi ou d'un allié de l'ennemi, à quelque titre que ce soit, notamment en qualité de fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire, de militaires ou assimilés, d'agents ou préposés d'une administration ou de membres d'une formation quelconque ou qui étaient chargés par eux d'une mission quelconque, et se sont rendus coupables de crimes commis depuis l'ouverture des hostilités soit dans le territoire de la République, ou dans toute zone d'opérations de guerre, soit à l'encontre d'un national, d'un étranger ou d'un réfugié sur le territoire de la République, soit au préjudice des biens de toutes les personnes physiques visées ci-dessus et de toutes les personnes morales nationales, lorsque ces infractions, mêmes accomplies à l'occasion ou sous le prétexte de l'état de guerre, ne sont pas justifiées par les lois et coutumes de guerre.

Art. 175. — Lorsqu'un subordonné est poursuivi comme auteur principal d'un crime de guerre et que ses supérieurs hiérarchiques ne peuvent être recherchés comme co-auteurs, ils sont considérés comme complices dans la mesure où ils ont toléré les agissements criminels de leur subordonné.

TITRE VI

DES EVASIONS DE DÉTENUS OU DE PRISONNIERS DE GUERRE

Art. 176. — Toutes les fois qu'une évasion de détenus ou de prisonniers de guerre aura lieu, le commandant ou le directeur de la prison ou tout militaire, ou assimilé, des Forces armées, servant d'escorte ou garnissant les postes, les gardiens, geôliers ou tous autres préposés à la conduite, au transport ou à la garde des détenus ou prisonniers, seront punis conformément au prescrit des articles suivants.

Les peines portées pour le cas de connivence seront également encourues si les personnes visées à l'alinéa précédent ont tenté de procurer ou de faciliter une évasion, même si celle-ci n'a été ni consommée ni tentée, et quand bien même les préparatifs auraient été menés à l'insu des détenus ou prisonniers.

Elles seront également encourues lorsque l'aide à l'évasion n'aura consisté qu'en une abstention volontaire.

Art. 177. — En cas d'évasion un détenu condamné par des juridictions militaires ou d'un prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis, en cas de négligence, à une peine égale à celle en raison de laquelle l'évadé était détenu, ou, s'il était détenu préventivement, à celle attachée par la loi à l'inculpation qui motivait la détention, sans qu'elle puisse, dans l'un ni l'autre cas, excéder vingt ans de servitude pénale ni être inférieure à six mois de servitude pénale.

Si les détenus ou l'un d'eux sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort, ou s'ils sont condamnés à cette peine, leurs préposés, conducteurs ou gardiens seront punis de la servitude pénale à perpétuité.

Dans tous les cas, en cas de connivence, la maximum de la peine prévue par la loi doit être prononcé.

Art. 178. — Seront punis des peines prévues à l'article précédent, ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré, facilité ou tenté de procurer ou de faciliter leur évasion ou leur fuite.

Le maximum de la peine prévue par la loi sera toujours prononcé une fois l'évasion réalisée ou dans le cas de corruption des préposés.

Il sera en outre prononcé, dans le cas prévu par le présent article, une peine d'amende de 3.000 à 20.000 francs congolais constants.

Art. 179. — Si l'évasion a lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instruments propres à l'opérer, seront punis du double de la peine prévue sans qu'elle puisse excéder vingt ans de servitude pénale.

Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les préposés, gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis de mort.

Art. 180. — Tous ceux qui auront participé à l'évasion d'un détenu ou du prisonnier de guerre seront solidairement condamnés aux dommages-intérêts, et à tout ce que la partie civile aurait eu droit d'obtenir contre l'évadé.

Art. 181. — Les détenus qui se seront évadés, ou qui auront tenté de s'évader, par bris de prison ou avec violence, seront, pour ce seul fait, punis d'une servitude pénale de six mois au moins, laquelle pourra être élevée jusqu'à une peine égale à celle en raison de laquelle ils étaient détenus, ou, s'ils étaient détenus préventivement, à celle attachée par la loi à l'inculpation qui motivait la détention, sans qu'elle puisse, dans l'un ni l'autre cas, excéder vingt ans de servitude pénale; le tout sans préjudice des plus fortes peines qu'ils auraient encourues pour d'autres infractions commises dans leurs violences.

Ils subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour l'infraction en raison de laquelle ils étaient détenus ou immédiatement après la décision judiciaire qui les aura acquittés ou renvoyés absous de ladite infraction.

Art. 182. — Sera puni de la même peine prévue à l'article 181 et qui sera subie dans les mêmes conditions:

– tout détenu transféré dans un établissement sanitaire ou hospitalier et qui, par un moyen quelconque, s'en sera évadé ou aura tenté de s'en évader;

– tout condamné qui se sera évadé ou aura tenté de s'évader alors qu'il était employé à l'extérieur d'un établissement pénitentiaire, soumis au régime de semi-liberté, ou bénéficiaire d'une permission de sortir d'un établissement pénitentiaire.

Art. 183. — Les peines établies ci-dessus contre les conducteurs ou gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés se seront présentés, pourvu que ce soit dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres infractions commises postérieurement.

Art. 184. — Aucune poursuite n'aura lieu contre ceux qui auront tenté de provoquer ou faciliter une évasion si, avant que celle-ci ait été réalisée, ils ont donné connaissance du projet aux autorités administratives ou judiciaires, et leur en ont révélé les auteurs.

Art. 185. — Sans préjudice de l'application, le cas échéant, des peines plus fortes portées aux articles qui précèdent, sera puni d'une servitude pénale de six mois à deux ans, quiconque aura, dans des conditions irrégulières, remis ou fait parvenir ou tenté de faire parvenir ou de remettre à un détenu ou à un prisonnier de guerre, en quelque lieu que ce soit, des sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques.

Quiconque fait sortir ou tente de faire sortir irrégulièrement des sommes d'argent, correspondances ou objets quelconques, sera puni des mêmes peines.

Les actes visés aux alinéas précédents seront considérés comme accomplis dans des conditions irrégulières s'ils ont été commis en violation d'un règlement émanant de la direction du service pénitentiaire ou approuvé par elle.

Si le coupable est l'une des personnes visées à l'article 176, ou une personne habilitée par ses fonctions à approcher à quelque titre que ce soit les détenus, la peine à son égard sera d'un à cinq ans de servitude pénale.

Art. 186. — Quiconque est reconnu coupable d'avoir sciemment recelé ou pris à son service une personne recherchée pour évasion, est puni de dix ans au maximum de servitude pénale et d'une amende qui n'excédera pas 10.000 francs congolais constants.

TITRE VII
DES INFRACTIONS DIVERSES

Art. 187. — Tout militaire ou tout individu embarqué ou au service des Forces armées, qui refuse ou s'abstient volontairement de dénoncer une infraction commise par un individu justiciable des juridictions militaires est puni de dix ans au maximum de servitude pénale.

Art. 188. — Tout militaire ou tout individu embarqué ou au service des Forces armées, qui se rend coupable de non-assistance à personne en danger est puni de dix ans au maximum de servitude pénale.

Art. 189. — Sera punie de quinze à vingt ans de servitude pénale, toute personne qui, pouvant disposer de la force publique, en aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi pour empêcher l'exécution des lois sur le recrutement militaire ou sur la mobilisation.

Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, le coupable sera puni de la servitude pénale à perpétuité.

En temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, la peine de mort sera encourue.

Art. 190. — Tout enrôlement par l'ennemi ou ses agents sera puni de mort.

Art. 191. — Quiconque, en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, se rend coupable d'imposition d'amendes collectives, de réquisitions abusives ou illégales, de confiscations ou spoliations, d'importation ou d'exportation hors du territoire de la République, par tous moyens, des biens de toute nature, y compris les valeurs mobilières et la monnaie, sera puni de dix à vingt ans de servitude pénale.

Si ces faits ont été accompagnés de sévices, tortures ou suivis d'une autre infraction, le coupable sera puni de mort.

Art. 192. — En temps de guerre ou dans les circonstances exceptionnelles, le travail obligatoire des civils ou la déportation, sous quelque motif que ce soit, d'un individu détenu ou interné sans qu'une condamnation régulière, au regard des lois et coutumes de guerre ait été définitivement prononcée, sera puni de quinze à vingt ans de servitude pénale.

SI ces faits ont été accompagnés de sévices, tortures ou suivis d'une autre infraction, le coupable sera puni de mort.

Art. 193. — Quiconque, durant les hostilités, sans ordre des autorités constituées et hormis les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, aura arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques, sera puni de quinze à vingt ans, de servitude pénale.

Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou la séquestration subira la même peine.

Si la détention ou la séquestration a duré plus de quinze jours, la peine sera celle de la servitude pénale à perpétuité.

Art. 194. — Quiconque, durant les hostilités, aura procédé, avec un faux costume, sous un faux nom ou sur un faux ordre de l'autorité publique, à l'arrestation, séquestration ou détention d'un individu ou lorsque l'individu arrêté, détenu ou séquestré a été menacé de mort, sera puni de la peine de servitude pénale à perpétuité.

La peine de mort sera applicable lorsque les victimes d'arrestation, de détention ou de séquestration ont été soumises à des tortures corporelles.

Art. 195. — Est passible des peines prévues pour violation des consignes, tout militaire ou tout individu qui, dans une installation militaire, ou assimilée, se rend coupable de culture, détention, trafic ou commercialisation de la drogue, du chanvre à fumer, des stupéfiants ou d'autres substances narcotiques.

Art. 196. — Constitue une discrimination, toute distinction opérée entre les militaires ou assimilés, en raison de leur origine, de leur appartenance ou de leur non appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une tribu, une région ou une province, à une religion, à une association de fait ou de droit de quelque nature que ce soit.

Art. 197. — Le clientélisme consiste dans toute pratique ou tout procédé d'attribution sélective d'avantages indus, se fondant notamment sur des critères d'origine, d'appartenance ou de non appartenance à une ethnie, une tribu, une région ou à une province, à une religion, à une association de fait ou de droit ou sur tout autre critère discriminatoire.

Il consiste également dans la création ou l'entretien, sur cette base, d'attaches personnelles ayant des incidences manifestes et perverses sur la gestion d'un service ou d'une unité, sur leur organisation ou sur leur fonctionnement.

Art. 198. — Sont punissable de deux à quatre ans de servitude pénale, toute discrimination et tout clientélisme lorsqu'ils consistent à:

– refuser la fourniture d'un bien ou d'un service;

– entraver l'exercice normal d'une activité militaire quelconque;

– refuser d'affecter, de designer à une formation, d'utiliser un militaire;

– sanctionner un militaire;

– subordonner la fourniture d'un bien ou d'un service à une condition fondée sur l'un des éléments visés aux articles 196 et 197;

– subordonner dans les mêmes conditions, une offre d'affectation ou de mutation ou un mouvement du personnel.

Art. 199. — La même peine prévue à l'article précédent sera appliquée à tout militaire qui fera manifestement intervenir d'autres critères que ceux déterminés par les lois et les règlements dans le recrutement de ses collaborateurs, dans l'accomplissement d'une mission qui lui est confiée ou dans la gestion, l'organisation ou le fonctionnement du service ou de l'unité où il assume, à quelque échelon qu'il se trouve, des responsabilités de direction ou de commandement.

Art. 200. — Si les infractions prévues aux articles 196 et 197 ont causé une désorganisation des pouvoirs publics ou de l'armée, des troubles graves, un mouvement sécessionniste ou une rébellion, le militaire coupable sera puni de servitude pénale à perpétuité.

Art. 201. — Le témoin qui, sans motif légitime d'excuse, ne comparaît pas, bien que régulièrement assigné, ou qui comparaît mais refuse de prêter serment ou de déposer quand il en a l'obligation, peut, sans autre formalité ni délai et sans appel, être condamné par le magistrat instructeur militaire à une peine d'un mois au maximum de servitude pénale et à une amende qui n'excédera pas 10.000 francs congolais constants, ou à l'une de ces peines seulement.

La peine de servitude pénale subsidiaire à l'amende et la contrainte par corps, pour le recouvrement des frais de justice, ne peuvent dépasser quatorze jours.

Le témoin condamné pour défaut de comparution qui, sur une seconde assignation ou sur mandat d'amener, produira des excuses légitimes, pourra être déchargé de la peine.

Art. 202. — Le vol, le détournement et la destruction méchante en temps de guerre ou pendant les circonstances exceptionnelles, des armes, munitions, véhicules, effets ou autres objets destinés à des opérations militaires constituent des actes de sabotage.

Ils sont punis de mort.

Art. 203. — Est puni de vingt ans de servitude pénale, tout individu qui détient sans titre ni droit des armes ou des munitions de guerre.

Art. 204. — Sera puni d'une peine de quatre ans, au maximum, de servitude pénale, tout militaire qui aura vendu ou donné en gage des effets militaires d'habillement, d'équipement ou d'armement.

Art. 205. — Est puni d'une peine de servitude pénale de cinq à dix ans, tout militaire ou assimilé, coupable de vol au préjudice de l'habitant chez qui il est logé en vertu d'une réquisition.

Art. 206. — L'apologie ou la propagande des atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation, des actes de terrorisme, des crimes de génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité est punie aux maximum, de la moitié de la peine prévue pour l'une ou l'autre de ces infractions.

TITRE VIII
DES DISPOSITIONS FINALES

Art. 207. — Sous réserve des dispositions des articles 117 et 119 du Code judiciaire militaire, seules les juridictions militaires connaissent des infractions prévues par le présent Code.

Art. 208. — La présente loi entre en vigueur à la date fixée par décret du président de la République.

JUSTICE PÉNALE INTERNATIONALE

Convention du 9 décembre 1948 — Prévention et répression du crime de génocide..... 61
Traité de Rome du 17 juillet 1998 — Statut de la Cour pénale internationale 62
Règlement du 10 septembre 2002 — Règlement de procédure et de preuve..... 94
Règlement du 10 septembre 2002 — Éléments de crime 132

9 décembre 1948. – CONVENTION pour la prévention et la répression du crime de génocide. (*J.O.RDC*, n° spécial, avril 1999, p. 55)

– La Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948 a été approuvée par la République démocratique du Congo par la loi du 26 juin 1951, art. unique. (*B.O.*, 1952, p. 2348).

Les Parties contractantes,

Considérant que l'assemblée générale de l'Organisation des Nations unies, par sa résolution 96 (I) en date du 11 décembre 1946, a déclaré que le génocide est un crime du droit des gens, en contradiction avec l'esprit et les fins des Nations unies et que le monde civilisé condamne,

Reconnaissant qu'à toutes les périodes de l'histoire le génocide a infligé de grandes pertes à l'humanité,

Convaincues que pour libérer l'humanité d'un fléau aussi odieux la coopération internationale est nécessaire,

Conviennent de ce qui suit:

Art. I^er. — Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

Art. II. — Dans la présente convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, ou tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

a) meurtre de membres du groupe;

b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;

c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;

d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;

e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Art. III. — Seront punis les actes suivants:

a) le génocide;

b) l'entente en vue de commettre le génocide;

c) l'incitation directe et publique à commettre le génocide;

d) la tentative de génocide;

e) la complicité dans le génocide.

Art. IV. — Les personnes ayant commis le génocide ou l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront punies, qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.

Art. V. — Les Parties contractantes s'engagent à prendre, conformément à leurs constitutions respectives, les mesures législatives nécessaires pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention, et notamment à prévoir des sanctions pénales efficaces frappant les personnes coupables de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

Art. VI. — Les personnes accusées de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront traduites devant les tribunaux compétents de l'État sur le territoire duquel l'acte a été commis, ou devant la cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des Parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction.

Art. VII. — Le génocide et les autres actes énumérés à l'article III ne seront pas considérés comme des crimes politiques pour ce qui est de l'extradition.

Les Parties contractantes s'engagent en pareil cas à accorder l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur.

Art. VIII. — Toute Partie contractante peut saisir les organes compétents de l'Organisation des Nations unies afin que ceux-ci prennent, conformément à la Charte des Nations unies, les mesures qu'ils jugent appropriées pour la prévention et la répression des actes de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

Art. IX. — Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation, l'application ou l'exécution de la présente convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un État en matière de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III, seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la requête d'une partie au différend.

Art. X. — La présente convention, dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, portera la date du 9 décembre 1948.

Art. XI. — La présente convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1949 à la signature au nom de tout Membre de l'Organisation des Nations unies et de tout État non membre à qui l'assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

À partir du 1^er janvier 1950, il pourra être adhéré à la présente convention au nom de tout Membre de l'Organisation des Nations unies et de tout État non membre qui aura reçu l'invitation susmentionnée.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Art. XII. — Toute Partie contractante pourra, à tout moment, par notification adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, étendre l'application de la présente Convention à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont elle dirige les relations extérieures.

Art. XIII. — Dès le jour où les vingt premiers instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, le secrétaire général en dressera procès-verbal. Il transmettra copie de ce procès-verbal à tous les États membres de l'Organisation des Nations unies et aux États non membres visés par l'article XI.

La présente convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

Toute ratification ou adhésion effectuée ultérieurement à la dernière date prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

Art. XIV. — La présente convention aura une durée de dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Elle restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans, et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

La dénonciation se fera par notification écrite adressée au secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Art. XV. — Si, par suite de dénonciations, le nombre des parties à la présente convention se trouve ramené à moins de seize, la convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

Art. XVI. — Une demande de révision de la présente convention pourra être formulée en tout temps par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au secrétaire général.

L'assemblée générale statuera sur les mesures à prendre, s'il y a lieu, au sujet de cette demande.

Art. XVII. — Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies notifiera ce qui suit à tous les États membres de l'Organisation et aux États non membres visés par l'article XI:

a) les signatures, ratifications et adhésions reçues en application de l'article XI:

b) les notifications reçues en application de l'article XII;

c) la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur, en application de l'article XIII;

d) les dénonciations reçues en application de l'article XIV;

e) l'abrogation de la convention en application de l'article XV;

f) les notifications reçues en application de l'article XVI.

Art. XVIII. — L'original de la présente convention sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations unies.

Une copie certifiée conforme sera adressée à tous les États membres de l'Organisation des Nations unies et aux États non membres visés par l'article XI.

Art. XIX. — La présente convention sera enregistrée par le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies à la date de son entrée en vigueur.

---

17 juillet 1998. – TRAITÉ de Rome portant statut de la Cour pénale internationale.

– Le traité de Rome du 17 juillet 1998 a été ratifié par le Décr.-L. 00/3/2000 du 30 mars 2002.

– Ce traité n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel.

CHAPITRE PREMIER
INSTITUTION DE LA COUR

Art. premier. — *La Cour*

Il est créé une cour pénale internationale («la Cour») en tant qu'institution permanente, qui peut exercer sa compétence à l'égard des personnes pour les crimes les plus graves ayant une portée internationale, au sens du présent statut. Elle est complémentaire des juridictions pénales nationales. Sa compétence et son fonctionnement sont régis par les dispositions du présent statut.

Art. 2. — *Lien de la Cour avec les Nations unies*

La Cour est liée aux Nations unies par un accord qui doit être approuvé par l'Assemblée des États parties au présent statut, puis conclu par le président de la Cour au nom de celle-ci.

Art. 3. — *Siège de la Cour*

1. La Cour a son siège à La Haye, aux Pays-Bas («l'État hôte»).

2. La Cour et l'État hôte conviennent d'un accord de siège qui doit être approuvé par l'Assemblée des États parties, puis conclu par le président de la Cour au nom de celle-ci.

3. Si elle le juge souhaitable, la Cour peut siéger ailleurs selon les dispositions du présent statut.

Art. 4. — *Régime et pouvoirs juridiques de la Cour*

1. La Cour a la personnalité juridique internationale. Elle a aussi la capacité juridique qui lui est nécessaire pour exercer ses fonctions et accomplir sa mission.

2. La Cour peut exercer ses fonctions et ses pouvoirs, comme prévu dans le présent statut, sur le territoire de tout État partie et, par une convention à cet effet, sur le territoire de tout autre État.

CHAPITRE II
COMPÉTENCE, RECEVABILITÉ ET DROIT APPLICABLE

Art. 5. — *Crimes relevant de la compétence de la Cour*

1. La compétence de la Cour est limitée aux crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. En vertu

du présent statut, la Cour a compétence à l'égard des crimes suivants:

a) Le crime de génocide;

b) Les crimes contre l'humanité;

c) Les crimes de guerre;

d) Le crime d'agression.

2. La Cour exercera sa compétence à l'égard du crime d'agression quand une disposition aura été adoptée conformément aux articles 121 et 123, qui définira ce crime et fixera les conditions de l'exercice de la compétence de la Cour à son égard. Cette disposition devra être compatible avec les dispositions pertinentes de la Charte des Nations unies.

Art. 6. — *Crime et génocide*

Aux fins du présent statut, on entend par crime de génocide l'un quelconque des actes ci-après commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel:

a) Meurtre de membres du groupe;

b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;

c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;

d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;

e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

Art. 7. — *Crimes contre l'humanité*

1. Aux fins du présent statut, on entend par crime contre l'humanité l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'il est commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre toute population civile et en connaissance de cette attaque:

a) Meurtre;

b) Extermination;

c) Réduction en esclavage;

d) Déportation ou transfert forcé de population;

e) Emprisonnement ou autre forme de privation grave de liberté physique en violation des dispositions fondamentales du droit international;

f) Torture;

g) Viol, esclavage sexuel, prostitution forcée, grossesse forcée, stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle de gravité comparable;

h) Persécution de tout groupe ou de toute collectivité identifiable pour des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste au sens du paragraphe 3, ou en fonction d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international, en corrélation avec tout acte visé dans le présent paragraphe ou tout crime relevant de la compétence de la Cour;

i) Disparitions forcées de personnes;

j) Crime d'apartheid;

k) Autres actes inhumains de caractère analogue causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale.

2. Aux fins du paragraphe 1:

a) Par «attaque lancée contre une population civile», on entend le comportement qui consiste en la commission multiple d'actes visés au paragraphe 1 à l'encontre d'une population civile quelconque, en application ou dans la poursuite de la politique d'un État ou d'une organisation ayant pour but une telle attaque;

b) Par «extermination», on entend notamment le fait d'imposer intentionnellement des conditions de vie, telles que la privation d'accès à la nourriture et aux médicaments, calculées pour entraîner la destruction d'une partie de la population;

c) Par «réduction en esclavage», on entend le fait d'exercer sur une personne l'un quelconque ou l'ensemble des pouvoirs liés au droit de propriété, y compris dans le cadre de la traite des être humains, en particulier des femmes et des enfants;

d) Par «déportation ou transfert forcé de population», on entend le fait de déplacer de force des personnes, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs, de la région où elles se trouvent légalement, sans motifs admis en droit international;

e) Par «torture», on entend le fait d'infliger intentionnellement une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, à une personne se trouvant sous sa garde ou sous son contrôle; l'acception de ce terme ne s'étend pas à la douleur ou aux souffrances résultant uniquement de sanctions légales, inhérentes à ces sanctions ou occasionnées par elles;

f) Par «grossesse forcée», on entend la détention illégale d'une femme mise enceinte de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international. Cette définition ne peut en aucune manière s'interpréter comme ayant une incidence sur les lois nationales relatives à la grossesse;

g) Par «persécution», on entend le déni intentionnel et grave de droits fondamentaux en violation du droit international, pour des motifs liés à l'identité du groupe ou de la collectivité qui en fait l'objet;

h) Par «crime d'apartheid», on entend des actes inhumains analogues à ceux que vise le paragraphe 1, commis dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou tous autres groupes raciaux et dans l'intention de maintenir ce régime;

i) Par «disparitions forcées de personnes», on entend les cas où des personnes sont arrêtées, détenues ou enlevées par un État ou une organisation politique ou avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment de cet État ou de cette organisation, qui refuse ensuite d'admettre que ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé ou l'endroit où elles se trouvent, dans l'intention de les soustraire à la protection de la loi pendant une période prolongée.

3. Aux fins du présent statut, le terme «sexe» s'entend de l'un et l'autre sexes, masculin et féminin, suivant le contexte de la société. Il n'implique aucun autre sens.

Art. 8. — *Crimes de guerre*

1. La Cour a compétence à l'égard des crimes de guerre, en particulier lorsque ces crimes s'inscrivent dans le cadre d'un plan ou une politique ou lorsqu'ils font partie d'une série de crimes analogues commis sur une grande échelle.

2. Aux fins du statut, on entend par «crimes de guerre»:

a) Les infractions graves aux Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après lorsqu'ils visent des personnes ou des biens protégés par les dispositions des Conventions de Genève:

i) L'homicide intentionnel;

ii) La torture ou les traitements inhumains, y compris les expériences biologiques;

iii) Le fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ou de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé;

iv) La destruction et l'appropriation de biens, non justifiées par des nécessités militaires et exécutées sur une grande échelle de façon illicite et arbitraire;

v) Le fait de contraindre un prisonnier de guerre ou une personne protégée à servir dans les forces d'une puissance ennemie;

vi) Le fait de priver intentionnellement un prisonnier de guerre ou toute autre personne protégée de son droit d'être jugé régulièrement et impartialement;

vii) La déportation ou le transfert illégal ou la détention illégale;

viii) La prise d'otages;

b) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés internationaux dans e cadre établi du droit international, à savoir, l'un quelconque des actes ci-après:

i) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des civils qui ne participent pas directement part aux hostilités;

ii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires;

iii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil;

iv) Le fait de diriger intentionnellement une attaque en sachant qu'elle causera incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu;

v) Le fait d'attaquer ou de bombarder, par quelque moyen que ce soit, des villes, villages, habitations ou bâtiments qui ne sont pas défendus et qui ne sont pas des objectifs militaires;

vi) Le fait de tuer ou de blesser un combattant qui, ayant déposé les armes ou n'ayant plus de moyens de se défendre, s'est rendu à discrétion;

vii) Le fait d'utiliser indûment le pavillon parlementaire, le drapeau ou les insignes militaires et l'uniforme de l'ennemi ou de l'Organisation des Nations unies, ainsi que les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève, et, ce faisant, de causer la perte de vies humaines ou des blessures graves;

viii) Le transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire;

ix) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, à condition qu'ils ne soient pas des objectifs militaires;

x) Le fait de soumettre des personnes d'une partie adverse tombées en son pouvoir à des mutilations ou à des expériences médicales ou scientifiques quelles qu'elles soient qui ne sont ni motivées par un traitement médical, dentaire ou hospitalier, ni effectuées dans l'intérêt de ces personnes, et qui entraînent la mort de celles-ci ou mettent sérieusement en danger leur santé;

xi) Le fait de tuer ou de blesser par traîtrise des individus appartenant à la nation ou à l'armée ennemie;

xii) Le fait de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;

xiii) Le fait de détruire ou de saisir les biens de l'ennemi, sauf dans les cas où ces destructions ou saisies seraient impérieusement commandées par les nécessités de la guerre;

xiv) Le fait de déclarer éteints, suspendus ou non recevables en justice les droits et actions des nationaux de la partie adverse;

xv) Le fait pour un belligérant de contraindre les nationaux de la partie adverse à prendre part aux opérations de guerre dirigées contre leur pays, même s'ils étaient au service de ce belligérant avant le commencement de la guerre;

xvi) Le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut;

xvii) Le fait d'employer du poison ou des armes empoisonnées;

xviii) Le fait d'employer des gaz asphyxiants, toxiques ou similaires, ainsi que tous liquides, matières ou procédés analogues;

xix) Le fait d'utiliser des balles qui s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain, telles que des balles dont l'enveloppe dure ne recouvre pas entièrement le centre ou est percée d'entailles;

xx) Le fait d'employer les armes, projectiles, matières et méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ou à frapper sans discrimination en violation du droit international des conflits armés, à condition que ces armes, projectiles, matières et méthodes de guerre fassent l'objet d'une interdiction générale et qu'ils soient inscrits dans une annexe au présent statut, par voie d'amendement adopté selon les dispositions des articles 121 et 123;

xxi) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants;

xxii) Le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, telle que définie à l'article 7, paragraphe 2, alinéa *f)*, la stérilisation forcée ou toute autre forme de violence sexuelle constituant une infraction grave aux Conventions de Genève;

xxiii) Le fait d'utiliser la présence d'un civil ou d'une autre personne protégée pour éviter que certains points, zones ou forces militaires ne soient la cible d'opérations militaires;

xxiv) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit international, les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève;

xxv) Le fait d'affamer délibérément des civils comme méthode de guerre, en les privant de biens indispensables à leur survie, y compris en empêchant intentionnellement l'envoi des secours prévus par les Conventions de Genève;

xxvi) Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées nationales ou de les faire participer activement à des hostilités;

c) En cas de conflit armé ne présentant pas un caractère international, les violations graves de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949, à savoir l'un quelconque des actes ci-après commis à l'encontre de personnes qui ne participent pas directement aux hostilités, y compris les membres de forces armées qui ont déposé les armes et les personnes qui ont été mises hors de combat par maladie, blessure, détention ou par toute autre cause:

i) Les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle, notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels et la torture;

ii) Les atteintes à la dignité de la personne, notamment les traitements humiliants et dégradants;

iii) Les prises d'otages;

iv) Les condamnations prononcées et les exécutions effectuées sans un jugement préalable, rendu par un tribunal régulièrement constitué, assorti des garanties judiciaires généralement reconnues comme indispensables;

d) L'alinéa *c)* du paragraphe 2 s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire;

e) Les autres violations graves des lois et coutumes applicables aux conflits armés ne présentant pas un caractère international, dans le cadre établi du droit international, à savoir l'un quelconque des actes ci-après:

i) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile en tant que telle ou contre des personnes civiles qui ne participent pas directement aux hostilités;

ii) Le fait de diriger intentionnellement des attaques contre les bâtiments, le matériel, les unités et les moyens de transport sanitaires, et le personnel utilisant, conformément au droit international, les signes distinctifs des Conventions de Genève;

iii) Le fait de lancer des attaques délibérées contre le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations unies, pour autant qu'ils aient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux civils et aux biens de caractère civil;

iv) Le fait de lancer des attaques délibérées contre des bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades et des blessés sont rassemblés, pour autant que ces bâtiments ne soient pas des objectifs militaires;

v) Le pillage d'une ville ou d'une localité, même prise d'assaut;

vi) Le viol, l'esclavage sexuel, la prostitution forcée, la grossesse forcée, telle que définie à l'article 7, paragraphe 2, alinéa *f)*, la stérilisation forcée, ou toute autre forme de violence sexuelle constituant une violation grave de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève;

vii) Le fait de procéder à la conscription ou à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans dans les forces armées ou dans des groupes armés ou de les faire participer activement à des hostilités;

viii) Le fait d'ordonner le déplacement de la population civile pour des raisons ayant trait au conflit, sauf dans les cas où la sécurité des civils ou des impératifs militaires l'exigent;

ix) Le fait de tuer ou de blesser par traîtrise un adversaire combattant;

x) Le fait de déclarer qu'il ne sera pas fait de quartier;

xi) Le fait de soumettre des personnes d'une autre partie au conflit tombées en son pouvoir à des mutilations ou à des expériences médicales ou scientifiques quelles qu'elles soient qui ne sont ni motivées par un traitement médical, dentaire ou hospitalier, ni effectuées dans l'intérêt de ces personnes, et qui entraînent la mort de celles-ci ou mettent sérieusement en danger leur santé;

xii) Le fait de détruire ou de saisir les biens d'un adversaire, sauf si ces destructions ou saisies sont impérieusement commandées par les nécessités du conflit;

f) L'alinéa *e)* du paragraphe 2 s'applique aux conflits armés ne présentant pas un caractère international et ne s'applique donc pas aux situations de troubles et tensions internes telles que les émeutes, les actes isolés et sporadiques de violence ou les actes de nature similaire. Il s'applique aux conflits armés qui opposent de manière prolongée sur le territoire d'un État les autorités du gouvernement de cet État et des groupes armés organisés ou des groupes armés organisés entre eux.

3. Rien dans le paragraphe 2, alinéas *c)* et *e)*, n'affecte la responsabilité d'un gouvernement de maintenir ou rétablir l'ordre public dans l'État ou de défendre l'unité et l'intégrité territoriale de l'État par tous les moyens légitimes.

Art. 9. — *Éléments des crimes*

1. Les éléments des crimes aident la Cour à interpréter et appliquer les articles 6, 7 et 8. Ils doivent être adoptés à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des États parties.

2. Des amendements aux éléments des crimes peuvent être proposés par:

a) Tout État partie;

b) Les juges, statuant à la majorité absolue;

c) Le procureur.

Les amendements doivent être adoptés à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des États parties.

3. Les éléments des crimes et les amendements s'y rapportant sont conformes au présent statut.

Art. 10. — Aucune disposition du présent chapitre ne doit être interprétée comme limitant ou affectant de quelque manière que ce soit les règles du droit international existantes ou en formation qui visent d'autres fins que le présent statut.

Art. 11. — *Compétence ratione temporis*

1. La Cour n'a compétence qu'à l'égard des crimes relevant de sa compétence commis après l'entrée en vigueur du présent statut.

2. Si un État devient Partie au présent statut après l'entrée en vigueur de celui-ci, la Cour ne peut exercer sa compétence qu'à l'égard des crimes commis après l'entrée en vigueur du statut pour cet État, sauf si ledit État fait la déclaration prévue à l'article 12, paragraphe 3.

Art. 12. — 1. Un État qui devient Partie au statut accepte par là même la compétence de la Cour à l'égard des crimes visés à l'article 5.

2. Dans les cas visés à l'article 13, paragraphes *a)* ou *c)*, la Cour peut exercer sa compétence si l'un des États suivants ou les deux sont Parties au présent statut ou ont accepté la compétence de la Cour conformément au paragraphe 3:

a) L'État sur le territoire duquel le comportement en cause a eu lieu ou, si le crime a été commis à bord d'un navire ou d'un aéronef, l'État du pavillon ou l'État d'immatriculation;

b) L'État dont la personne accusée du crime est un ressortissant.

3. Si l'acceptation de la compétence de la Cour par un État qui n'est pas Partie au présent statut est nécessaire aux fins du paragraphe 2, cet État peut, par déclaration déposée auprès du greffier, consentir à ce que la Cour exerce sa compétence à l'égard du crime dont il s'agit. L'État ayant accepté la compétence de la Cour coopère avec celle-ci sans retard et sans exception conformément au chapitre IX.

Art. 13. — *Exercice de la compétence*

La Cour peut exercer sa compétence à l'égard d'un crime visé à l'article 5, conformément aux dispositions du présent statut:

a) Si une situation dans laquelle un ou plusieurs de ces crimes paraissent avoir été commis est déférée au procureur par un État partie, comme prévu à l'article 14;

b) Si une situation dans laquelle un ou plusieurs de ces crimes paraissent avoir été commis est déférée au procureur par le Conseil de sécurité agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies; ou

c) Si le procureur a ouvert une enquête sur le crime en question en vertu de l'article 15.

Art. 14. — *Renvoi d'une situation par un État partie*

1. Tout État partie peut déférer au procureur une situation dans laquelle un ou plusieurs des crimes relevant de la compétence de la Cour paraissent avoir été commis, et prier le procureur d'enquêter sur cette situation en vue de déterminer si une ou plusieurs personnes identifiées devraient être accusées de ces crimes.

2. L'État qui procède au renvoi indique autant que possible les circonstances pertinentes de l'affaire et produit les pièces à l'appui dont il dispose.

Art. 15. — *Le procureur*

1. Le procureur peut ouvrir une enquête de sa propre initiative au vu de renseignements concernant des crimes relevant de la compétence de la Cour.

2. Le procureur vérifie le sérieux des renseignements reçus. À cette fin, il peut rechercher des renseignements supplémentaires auprès d'États, d'organes de l'Organisation des Nations unies, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ou d'autres sources dignes de foi qu'il juge appropriées, et recueillir des dépositions écrites ou orales au siège de la Cour.

3. S'il conclut qu'il y a une base raisonnable pour ouvrir une enquête, le procureur présente à la Chambre préliminaire une demande d'autorisation en ce sens, accompagnée de tout élément justificatif recueilli. Les victimes peuvent adresser des représentations à la Chambre préliminaire, conformément au règlement de procédure et de preuve.

4. Si elle estime, après examen de la demande et des éléments justificatifs qui l'accompagnent, qu'il existe une base raisonnable pour ouvrir une enquête et que l'affaire semble relever de la compétence de la Cour, la Chambre préliminaire donne son autorisation, sans préjudice des décisions que la Cour prendra ultérieurement en matière de compétence et de recevabilité.

5. Une réponse négative de la Chambre préliminaire n'empêche pas le procureur de présenter par la suite une nouvelle demande en se fondant sur des faits ou des éléments de preuve nouveaux ayant trait à la même situation.

6. Si, après l'examen préliminaire visé aux paragraphes 1 et 2, le procureur conclut que les renseignements qui lui ont été soumis ne constituent pas une base raisonnable pour l'ouverture d'une enquête, il en avise ceux qui les lui ont fournis. Il ne lui est pas pour autant interdit d'examiner, à la lumière de faits ou d'éléments de preuve nouveaux, les autres renseignements qui pourraient lui être communiqués au sujet de la même affaire.

Art. 16. — *Sursis à enquêter ou à poursuivre*

Aucune enquête ni aucune poursuite ne peuvent être engagées ni menées en vertu du présent statut pendant les douze mois qui suivent la date à laquelle le Conseil de sécurité a fait une demande en ce sens à la Cour dans une résolution adoptée en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations unies; la demande peut être renouvelée par le Conseil dans les mêmes conditions.

Art. 17. — *Questions relatives à la recevabilité*

1. Eu égard au dixième alinéa du préambule et à l'article premier, une affaire est jugée irrecevable par la Cour lorsque:

a) L'affaire fait l'objet d'une enquête ou de poursuites de la part d'un État ayant compétence en l'espèce, à moins que cet État n'ait pas la volonté ou soit dans l'incapacité de mener véritablement à bien l'enquête ou les poursuites;

b) L'affaire a fait l'objet d'une enquête de la part d'un État ayant compétence en l'espèce et que cet État a décidé de ne pas poursuivre la personne concernée, à moins que cette décision ne soit l'effet du manque de volonté ou de l'incapacité de l'État de mener véritablement à bien des poursuites;

c) La personne concernée a déjà été jugée pour le comportement faisant l'objet de la plainte, et qu'elle ne peut être jugée par la Cour en vertu de l'article 20, paragraphe 3;

d) L'affaire n'est pas suffisamment grave pour que la Cour y donne suite.

2. Pour déterminer s'il y a manque de volonté de l'État dans un cas d'espèce, la Cour considère l'existence, eu égard aux garanties d'un procès équitable reconnues par le droit international, de l'une ou de plusieurs des circonstances suivantes:

a) La procédure a été ou est engagée ou la décision de l'État a été prise dans le dessein de soustraire la personne concernée à sa responsabilité pénale pour les crimes relevant de la compétence de la Cour visés à l'article 5;

b) La procédure a subi un retard injustifié qui, dans les circonstances, est incompatible avec l'intention de traduire en justice la personne concernée;

c) La procédure n'a pas été ou n'est pas menée de manière indépendante ou impartiale mais d'une manière qui, dans les circonstances, est incompatible avec l'intention de traduire en justice la personne concernée.

3. Pour déterminer s'il y a incapacité de l'État dans un cas d'espèce, la Cour considère si l'État est incapable, en raison de l'effondrement de la totalité ou d'une partie substantielle de son propre appareil judiciaire ou de l'indisponibilité de celui-ci, de se saisir de l'accusé, de réunir les éléments de preuve et les témoignages nécessaires ou de mener autrement à bien la procédure.

Art. 18. — *Décision préliminaire sur la recevabilité*

1. Lorsqu'une situation a été déférée à la Cour comme le prévoit l'article 13, alinéa *a)*, et que le procureur a déterminé qu'il y aurait une base raisonnable pour ouvrir une enquête, ou lorsque le procureur a ouvert une enquête au titre des articles 13, paragraphe *c)*, et 15, le procureur le notifie à tous les États parties et aux États qui, selon les renseignements disponibles, auraient normalement compétence à l'égard des crimes dont il s'agit. Il peut le faire à titre confidentiel et, quand il juge que cela est nécessaire pour protéger des personnes, prévenir la destruction d'éléments de preuve ou empêcher la fuite de personnes, il peut restreindre l'étendue des renseignements qu'il communique aux États.

2. Dans le mois qui suit la réception de cette notification, un État peut informer la Cour qu'il ouvre ou a ouvert une enquête sur ses ressortissants ou d'autres personnes placées sous sa juridiction pour des actes criminels qui pourraient être constitutifs des crimes visés à l'article 5 et qui ont un rapport avec les renseignements notifiés aux États. Si l'État le lui demande, le procureur lui défère le soin de l'enquête sur ces personnes, à moins que la Chambre préliminaire ne l'autorise, sur sa demande, à faire enquête lui-même.

3. Ce sursis à enquêter peut être réexaminé par le procureur six mois après avoir été décidé, ou à tout moment où il se sera produit un changement notable de circonstances découlant du manque de volonté ou de l'incapacité de l'État de mener véritablement à bien l'enquête modifie sensiblement les circonstances.

4. L'État intéressé ou le procureur peut relever appel devant la Chambre d'appel de la décision de la Chambre préliminaire, comme le prévoit l'article 82. Cet appel peut être examiné selon une procédure accélérée.

5. Lorsqu'il sursoit à enquêter comme prévu au paragraphe 2, le procureur peut demander à l'État concerné de lui rendre régulièrement compte des progrès de son enquête et, le cas échéant, des poursuites engagées par la suite. Les États parties répondent à ces demandes sans retard injustifié.

6. En attendant la décision de la Chambre préliminaire, ou à tout moment après avoir décidé de surseoir à son enquête comme le prévoit le présent article, le procureur peut, à titre exceptionnel, demander à la Chambre préliminaire l'autorisation de prendre les mesures d'enquête nécessaires pour préserver des éléments de preuve dans le cas où l'occasion de recueillir des éléments de preuve importants ne se représentera pas ou s'il y a un risque appréciable que ces éléments de preuve ne soient plus disponibles par la suite.

7. L'État qui a contesté une décision de la Chambre préliminaire en vertu du présent article peut contester la recevabilité d'une affaire au regard de l'article 19 en invoquant des faits nouveaux ou un changement de circonstances notables.

Art. 19. — *Contestation de la compétence de la Cour ou de la recevabilité d'une affaire*

1. La Cour s'assure qu'elle est compétente pour connaître de toute affaire portée devant elle. Elle peut d'office se prononcer sur la recevabilité de l'affaire conformément à l'article 17.

2. Peuvent contester la recevabilité de l'affaire pour les motifs indiqués à l'article 17 ou contester la compétence de la Cour:

a) L'accusé ou la personne à l'encontre de laquelle a été délivré un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître en vertu de l'article 58;

b) L'État qui est compétent à l'égard du crime considéré du fait qu'il mène ou a mené une enquête, ou qu'il exerce ou a exercé des poursuites en l'espèce; ou

c) L'État qui doit avoir accepté la compétence de la Cour selon l'article 12.

3. Le procureur peut demander à la Cour de se prononcer sur une question de compétence ou de recevabilité. Dans les procédures portant sur la compétence ou la recevabilité, ceux qui ont déféré une situation en application de l'article 13, ainsi que les victimes, peuvent également soumettre des observations à la Cour.

4. La recevabilité d'une affaire ou la compétence de la Cour ne peut être contestée qu'une fois par les personnes ou les États visés au paragraphe 2. L'exception doit être soulevée avant l'ouverture ou à l'ouverture du procès. Dans des circonstances exceptionnelles, la Cour peut autoriser qu'une exception soit soulevée plus d'une fois ou à une phase ultérieure du procès. Les exceptions d'irrecevabilité soulevées à l'ouverture du procès, ou par la suite avec l'autorisation de la Cour, ne peuvent être fondées que sur les dispositions de l'article 17, paragraphe 1, alinéa *c)*.

5. Les États visés au paragraphe 2, alinéas *b)* et *c)*, soulèvent leur exception le plus tôt possible.

6. Avant la confirmation des charges, les exceptions d'irrecevabilité ou d'incompétence sont renvoyées à la Chambre préliminaire. Après la confirmation des charges, elles sont renvoyées à la Chambre de première instance. Il peut être fait appel des décisions portant sur la compétence ou la recevabilité devant la Chambre d'appel conformément à l'article 82.

7. Si l'exception est soulevée par l'État visé au paragraphe 2, alinéas b) ou c), le procureur sursoit à enquêter jusqu'à ce que la Cour ait pris la décision prévue à l'article 17.

8. En attendant qu'elle statue, le procureur peut demander à la Cour l'autorisation:

a) De prendre les mesures d'enquête visées à l'article 18, paragraphe 6;

b) De recueillir la déposition ou le témoignage d'un témoin ou de mener à bien les opérations de rassemblement et d'examen des éléments de preuve commencées avant que l'exception ait été soulevée;

c) D'empêcher, en coopération avec les États concernés, la fuite des personnes contre lesquelles le procureur a déjà requis un mandat d'arrêt conformément à l'article 58.

9. Une exception n'entache en rien la validité de toute action du procureur ou de toute ordonnance rendue ou de tout mandat délivré par la Cour avant que l'exception ait été soulevée.

10. Quand la Cour a jugé une affaire irrecevable au regard de l'article 17, le procureur peut lui demander de reconsidérer sa décision s'il est certain que des faits nouvellement apparus infirment les raisons pour lesquelles l'affaire avait été jugée irrecevable en vertu de l'article 17.

11. Si, eu égard aux questions visées à l'article 17, le procureur sursoit à enquêter, il peut demander à l'État intéressé de lui communiquer des renseignements sur le déroulement de la procédure. Ces renseignements sont tenus confidentiels si l'État le demande. Si le procureur décide par la suite d'ouvrir une enquête, il notifie sa décision à l'État dont la procédure était à l'origine du sursis.

Art. 20. — *Ne bis in idem*

1. Sauf disposition contraire du présent statut, nul ne peut être jugé par la Cour pour des actes constitutifs de crimes pour lesquels il a déjà été condamné ou acquitté par elle.

2. Nul ne peut être jugé par une autre juridiction pour un crime visé à l'article 5 pour lequel il a déjà été condamné ou acquitté par la Cour.

3. Quiconque a été jugé par une autre juridiction pour un comportement tombant aussi sous le coup des articles 6, 7 ou 8 ne peut être jugé par la Cour que si la procédure devant l'autre juridiction:

a) Avait pour but de soustraire la personne concernée à sa responsabilité pénale pour des crimes relevant de la compétence de la Cour; ou

b) N'a pas été au demeurant menée de manière indépendante ou impartiale, dans le respect des garanties d'un procès équitable prévues par le droit international, mais d'une manière qui, dans les circonstances, était incompatible avec l'intention de traduire l'intéressé en justice.

Art. 21. — *Droit applicable*

1. La Cour applique:

a) En premier lieu, le présent statut, les éléments des crimes et le règlement de procédure et de preuve;

b) En second lieu, selon qu'il convient, les traités applicables et les principes et règles du droit international, y compris les principes établis du droit international des conflits armés;

c) À défaut, les principes généraux du droit dégagés par la Cour à partir des lois nationales représentant les différents systèmes juridiques du monde, y compris, selon qu'il convient, les lois nationales des États sous la juridiction desquels tomberait normalement le crime, si ces principes ne sont pas incompatibles avec le présent statut ni avec le droit international et les règles et normes internationales reconnues.

2. La Cour peut appliquer les principes et règles de droit tels qu'elle les a interprétés dans ses décisions antérieures.

3. L'application et l'interprétation du droit prévues au présent article doivent être compatibles avec les droits de l'homme internationalement reconnus et exemptes de toute discrimination fondée sur des considérations telles que l'appartenance à l'un ou l'autre sexe tel que défini à l'article 7, paragraphe 3, l'âge, la race, la couleur, la langue, la religion ou la conviction, les opinions politiques ou autres, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre qualité.

CHAPITRE III
PRINCIPES GÉNÉRAUX DU DROIT PÉNAL

Art. 22. — *Nullum crimen sine lege*

1. Une personne n'est responsable pénalement en vertu du présent statut que si son comportement constitue, au moment où il se produit, un crime relevant de la compétence de la Cour.

2. La définition d'un crime est d'interprétation stricte et ne peut être étendue par analogie. En cas d'ambiguïté, elle est interprétée en faveur de la personne qui fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une condamnation.

3. Le présent article n'empêche pas qu'un comportement soit qualifié de crime au regard du droit international, indépendamment du présent statut.

Art. 23. — *Nulla poena sine lege*

Une personne qui a été condamnée par la Cour ne peut être punie que conformément aux dispositions du présent statut.

Art. 24. — *Non-rétroactivité ratione personae*

1. Nul n'est pénalement responsable, en vertu du présent statut, pour un comportement antérieur à l'entrée en vigueur du statut.

2. Si le droit applicable à une affaire est modifié avant le jugement définitif, c'est le droit le plus favorable à la personne faisant l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une condamnation qui s'applique.

Art. 25. — *Responsabilité pénale individuelle*

1. La Cour est compétente à l'égard des personnes physiques en vertu du présent statut.

2. Quiconque commet un crime relevant de la compétence de la Cour est individuellement responsable et peut être puni conformément au présent statut.

3. Aux termes du présent statut, une personne est pénalement responsable et peut être punie pour un crime relevant de la compétence de la Cour si:

a) Elle commet un tel crime, que ce soit individuellement, conjointement avec une autre personne ou par l'intermédiaire d'une autre personne, que cette autre personne soit ou non pénalement responsable;

b) Elle ordonne, sollicite ou encourage la commission d'un tel crime, dès lors qu'il y a commission ou tentative de commission de ce crime;

c) En vue de faciliter la commission d'un tel crime, elle apporte son aide, son concours ou toute autre forme d'assistance à la commission ou à la tentative de commission de ce crime, y compris en fournissant les moyens de cette commission;

d) Elle contribue de toute autre manière à la commission ou à la tentative de commission d'un tel crime par un groupe de personnes agissant de concert. Cette contribution doit être intentionnelle et, selon le cas:

i) Viser à faciliter l'activité criminelle ou le dessein criminel du groupe, si cette activité ou ce dessein comporte l'exécution d'un crime relevant de la compétence de la Cour; ou

ii) Être faite en pleine connaissance de l'intention du groupe de commettre ce crime;

e) S'agissant du crime de génocide, elle incite directement et publiquement autrui à le commettre;

f) Elle tente de commettre un tel crime par des actes qui, par leur caractère substantiel, constituent un commencement d'exécution mais sans que le crime soit accompli en raison de circonstances indépendantes de sa volonté. Toutefois, la personne qui abandonne l'effort tendant à commettre le crime ou en empêche de quelque autre façon l'achèvement ne peut être punie en vertu du présent statut pour sa tentative si elle a complètement et volontairement renoncé au dessein criminel.

4. Aucune disposition du présent statut relative à la responsabilité pénale des individus n'affecte la responsabilité des États en droit international.

Art. 26. — *Incompétence à l'égard des personnes de moins de 18 ans*

La Cour n'a pas compétence à l'égard d'une personne qui était âgée de moins de 18 ans au moment de la commission prétendue d'un crime.

Art. 27. — *Défaut de pertinence de la qualité officielle*

1. Le présent statut s'applique à tous de manière égale, sans aucune distinction fondée sur la qualité officielle. En particulier, la qualité officielle de chef d'État ou de gouvernement, de membre d'un gouvernement ou d'un parlement, de représentant élu ou d'agent d'un État, n'exonère en aucun cas de la responsabilité pénale au regard du présent statut, pas plus qu'elle ne constitue en tant que telle un motif de réduction de la peine.

2. Les immunités ou règles de procédure spéciales qui peuvent s'attacher à la qualité officielle d'une personne, en vertu du droit interne ou du droit international, n'empêchent pas la Cour d'exercer sa compétence à l'égard de cette personne.

Art. 28. — *Responsabilité des chefs militaires et autres supérieurs hiérarchiques*

Outre les autres motifs de responsabilité pénale au regard du présent statut pour des crimes relevant de la compétence de la Cour:

a) Un chef militaire ou une personne faisant effectivement fonction de chef militaire est pénalement responsable des crimes relevant de la compétence de la Cour commis par des forces placées sous son commandement et son contrôle effectifs, ou sous son autorité et son contrôle effectifs, selon le cas, lorsqu'il ou elle n'a pas exercé le contrôle qui convenait sur ces forces dans les cas où:

i) Ce chef militaire ou cette personne savait, ou, en raison des circonstances, aurait dû savoir, que ces forces commettaient ou allaient commettre ces crimes; et

ii) Ce chef militaire ou cette personne n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites;

b) En ce qui concerne les relations entre supérieur hiérarchique et subordonnés non décrites au paragraphe *a)*, le supérieur hiérarchique est pénalement responsable des crimes relevant de la compétence de la Cour commis par des subordonnés placés sous son autorité et son contrôle effectifs, lorsqu'il ou elle n'a pas exercé le contrôle qui convenait sur ces subordonnés dans les cas où:

i) Le supérieur hiérarchique savait que ces subordonnés commettaient ou allaient commettre ces crimes ou a délibérément négligé de tenir compte d'informations qui l'indiquaient clairement;

ii) Ces crimes étaient liés à des activités relevant de sa responsabilité et de son contrôle effectifs; et

iii) Le supérieur hiérarchique n'a pas pris toutes les mesures nécessaires et raisonnables qui étaient en son pouvoir pour en empêcher ou en réprimer l'exécution ou pour en référer aux autorités compétentes aux fins d'enquête et de poursuites.

Art. 29. — *Imprescriptibilité*

Les crimes relevant de la compétence de la Cour ne se prescrivent pas.

Art. 30. — *Élément psychologique*

1. Sauf disposition contraire, nul n'est pénalement responsable et ne peut être puni à raison d'un crime relevant de la compétence de la Cour que si l'élément matériel du crime est commis avec intention et connaissance.

2. Il y a intention au sens du présent article lorsque:

a) Relativement à un comportement, une personne entend adopter ce comportement;

b) Relativement à une conséquence, une personne entend causer cette conséquence ou est consciente que celle-ci adviendra dans le cours normal des événements.

3. Il y a connaissance, au sens du présent article, lorsqu'une personne est consciente qu'une circonstance existe ou qu'une conséquence adviendra dans le cours normal des événements. «Connaître» et «en connaissance de cause» s'interprètent en conséquence.

Art. 31. — *Motifs d'exonération de la responsabilité pénale*

1. Outre les autres motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus par le présent statut, une personne n'est pas responsable pénalement si, au moment du comportement en cause:

a) Elle souffrait d'une maladie ou d'une déficience mentale qui la privait de la faculté de comprendre le caractère délictueux ou la nature de son comportement, ou de maîtriser celui-ci pour le conformer aux exigences de la loi;

b) Elle était dans un état d'intoxication qui la privait de la faculté de comprendre le caractère délictueux ou la nature de son comportement, ou de maîtriser celui-ci pour le conformer aux exigences de la loi, à moins qu'elle ne se soit volontairement intoxiquée dans des circonstances telles qu'elle savait que, du fait de son intoxication, elle risquait d'adopter un comportement constituant un crime relevant de la compétence de la Cour, ou qu'elle n'ait tenu aucun compte de ce risque;

c) Elle a agi raisonnablement pour se défendre, pour défendre autrui ou, dans le cas des crimes de guerre, pour défendre des biens essentiels à sa survie ou à celle d'autrui ou essentiels à l'accomplissement d'une mission militaire, contre un recours imminent et illicite à la force, d'une manière proportionnée à l'ampleur du danger qu'elle courait ou que couraient l'autre personne ou les biens protégés. Le fait qu'une personne ait participé à une opération défensive menée par des forces armées ne constitue pas en soi un motif d'exonération de la responsabilité pénale au titre du présent alinéa;

d) Le comportement dont il est allégué qu'il constitue un crime relevant de la compétence de la Cour a été adopté sous la contrainte résultant d'une menace de mort imminente ou d'une atteinte grave, continue ou imminente à sa propre intégrité physique ou à celle d'autrui, et si elle a agi par nécessité et de façon raisonnable pour écarter cette menace, à condition qu'elle n'ait pas eu l'intention de causer un dommage plus grand que celui qu'elle cherchait à éviter. Cette menace peut être:

i) Soit exercée par d'autres personnes;

ii) Soit constituée par d'autres circonstances indépendantes de sa volonté.

2. La Cour se prononce sur la question de savoir si les motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus dans le présent statut sont applicables au cas dont elle est saisie.

3. Lors du procès, la Cour peut prendre en considération un motif d'exonération autre que ceux qui sont prévus au paragraphe 1, si ce motif découle du droit applicable indiqué à l'article 21. La procédure d'examen de ce motif d'exonération est fixée dans le règlement de procédure et de preuve.

Art. 32. — *Erreur de fait ou erreur de droit*

1. Une erreur de fait n'est un motif d'exonération de la responsabilité pénale que si elle fait disparaître l'élément psychologique du crime.

2. Une erreur de droit portant sur la question de savoir si un comportement donné constitue un crime relevant de la compétence de la Cour n'est pas un motif d'exonération de la responsabilité pénale. Toutefois, une erreur de droit peut être un motif d'exonération de la responsabilité pénale si elle fait disparaître l'élément psychologique du crime ou si elle relève de l'article 33.

Art. 33. — *Ordre hiérarchique et ordre de la loi*

1. Le fait qu'un crime relevant de la compétence de la Cour a été commis sur ordre d'un gouvernement ou d'un supérieur, militaire ou civil, n'exonère pas la personne qui l'a commis de sa responsabilité pénale, à moins que:

a) Cette personne n'ait eu l'obligation légale d'obéir aux ordres du gouvernement ou du supérieur en question;

b) Cette personne n'ait pas su que l'ordre était illégal; et

c) L'ordre n'ait pas été manifestement illégal.

2. Aux fins du présent article, l'ordre de commettre un génocide ou un crime contre l'humanité est manifestement illégal.

CHAPITRE IV
COMPOSITION ET ADMINISTRATION DE LA COUR

Art. 34. — *Organes de la Cour*

Les organes de la Cour sont les suivants:

a) La Présidence;

b) Une section des appels, une section de première instance et une section préliminaire;

c) Le Bureau du procureur;

d) Le Greffe.

Art. 35. — *Exercice des fonctions des juges*

1. Tous les juges sont élus en tant que membres à plein temps de la Cour et sont disponibles pour exercer leurs fonctions à plein temps dès que commence leur mandat.

2. Les juges qui composent la Présidence exercent leurs fonctions à plein temps dès leur élection.

3. La Présidence peut, en fonction de la charge de travail de la Cour et en consultation avec les autres juges, décider périodiquement de la mesure dans laquelle ceux-ci sont tenus d'exercer leurs fonctions à plein temps. Les décisions prises à cet égard le sont sans préjudice des dispositions de l'article 40.

4. Les arrangements financiers concernant les juges qui ne sont pas tenus d'exercer leurs fonctions à plein temps sont établis conformément à l'article 49.

Art. 36. — *Qualifications, candidature et élection des juges*

1. Sous réserve du paragraphe 2, la Cour se compose de 18 juges.

2. *a)* La Présidence peut au nom de la Cour proposer d'augmenter le nombre des juges fixé au paragraphe 1, en motivant dûment sa proposition. Celle-ci est communiquée sans délai à tous les États parties par le greffier.

b) La proposition est ensuite examinée lors d'une réunion de l'Assemblée des États parties convoquée conformément à l'article 112. Elle est considérée comme adoptée si elle est approuvée à cette réunion à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des États parties. Elle devient effective à la date que fixe l'Assemblée des États parties.

c) i) Quand la proposition d'augmenter le nombre des juges a été adoptée conformément à l'alinéa *b)*, l'élection des juges supplémentaires a lieu à la réunion suivante de l'Assemblée des États parties, conformément aux paragraphes 3 à 8, et à l'article 37, paragraphe 2;

ii) Quand la proposition d'augmenter le nombre des juges a été adoptée et est devenue effective conformément aux alinéas *b)* et *c)*, sous-alinéa *i)*, la Présidence peut proposer à tout moment par la suite, si le travail de la Cour le justifie, de réduire le nombre des juges, mais pas en deçà du nombre fixé au paragraphe 1. La proposition est examinée selon la procédure établie aux alinéas *a)* et *b)*. Si elle est adoptée, le nombre des juges diminue progressivement à mesure que le mandat des juges en exercice vient à expiration, et ainsi jusqu'à ce que le nombre prévu soit atteint.

3. *a)* Les juges sont choisis parmi des personnes jouissant d'une haute considération morale, connues pour leur impartialité et leur intégrité et réunissant les conditions requises dans leurs États respectifs pour l'exercice des plus hautes fonctions judiciaires.

b) Tout candidat à un siège à la Cour doit:

i) Avoir une compétence reconnue dans les domaines du droit pénal et de la procédure pénale ainsi que l'expérience nécessaire du procès pénal, que ce soit en qualité de juge, de procureur ou d'avocat, ou en toute autre qualité similaire; ou

ii) Avoir une compétence reconnue dans des domaines pertinents du droit international, tels que le droit international humanitaire et les droits de l'homme, ainsi qu'une grande expérience dans une profession juridique qui présente un intérêt pour le travail judiciaire de la Cour;

c) Tout candidat à un siège à la Cour doit avoir une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

4. *a)* Les candidats à un siège à la Cour peuvent être présentés par tout État partie au présent statut:

i) Selon la procédure de présentation de candidatures aux plus hautes fonctions judiciaires dans l'État en question; ou

ii) Selon la procédure de présentation de candidatures à la Cour internationale de Justice prévue dans le statut de celle-ci.

Les candidatures sont accompagnées d'un document détaillé montrant que le candidat présente les qualités prévues au paragraphe 3.

b) Chaque État partie peut présenter la candidature d'une personne à une élection donnée. Cette personne n'a pas nécessairement sa nationalité mais doit avoir celle d'un État partie.

c) L'Assemblée des États parties peut décider de constituer, selon qu'il convient, une commission consultative pour l'examen des candidatures. Dans ce cas, la composition et le mandat de cette commission sont définis par l'Assemblée des États parties.

5. Aux fins de l'élection, il est établi deux listes de candidats:

La liste A, qui contient les noms des candidats possédant les compétences visées au paragraphe 3, alinéa *b)*, sous-alinéa *i)*;

La liste B, qui contient les noms des candidats possédant les compétences visées au paragraphe 3, alinéa *b)*, sous-alinéa *ii)*.

Tout candidat possédant les compétences requises pour figurer sur les deux listes peut choisir celle sur laquelle il se présente. À la première élection, neuf juges au moins sont élus parmi les candidats de la liste A et cinq juges au moins parmi ceux de la liste B. Les élections suivantes sont organisées de manière à maintenir la même proportion entre les juges élus sur l'une et l'autre listes.

6. *a)* Les juges sont élus au scrutin secret lors d'une réunion de l'Assemblée des États parties convoquée à cet effet en vertu de l'article 112. Sous réserve du paragraphe 7, sont élus les 18 candidats ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé et la majorité des deux tiers des États parties présents et votants.

b) S'il reste des sièges à pourvoir à l'issue du premier tour de scrutin, il est procédé à des scrutins successifs conformément à la procédure établie à l'alinéa *a)* jusqu'à ce que les sièges restants aient été pourvus.

7. La Cour ne peut comprendre plus d'un ressortissant du même État. À cet égard, celui qui peut être considéré comme le ressortissant de plus d'un État est censé être ressortissant de l'État où il exerce habituellement ses droits civils et politiques.

8. *a)* Dans le choix des juges, les États parties tiennent compte de la nécessité d'assurer, dans la composition de la Cour:

i) La représentation des principaux systèmes juridiques du monde;

ii) Une représentation géographique équitable; et

iii) Une représentation équitable des hommes et des femmes;

b) Les États parties tiennent également compte de la nécessité d'assurer la présence de juges spécialisés dans certaines matières, y compris, mais sans s'y limiter, les questions liées à la violence contre les femmes ou les enfants.

9. *a)* Sous réserve de l'alinéa *b)*, les juges sont élus pour un mandat de neuf ans et, sous réserve de l'alinéa *c)* et de l'article 37, paragraphe 2, ils ne sont pas rééligibles.

b) À la première élection, un tiers des juges élus, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de trois ans; un tiers des juges élus, désignés par tirage au sort, sont nommés pour un mandat de six ans; les autres juges sont nommés pour un mandat de neuf ans.

c) Un juge nommé pour un mandat de trois ans en application de l'alinéa *b)* est rééligible pour un mandat complet.

10. Nonobstant les dispositions du paragraphe 9, un juge affecté à une Chambre de première instance ou d'appel conformément à l'article 39, qui a commencé à connaître devant cette chambre d'une affaire en première instance ou en appel, reste en fonctions jusqu'à la conclusion de cette affaire.

Art. 37. — *Sièges vacants*

1. Il est pourvu par élection aux sièges devenus vacants, selon les dispositions de l'article 36.

2. Un juge élu à un siège devenu vacant achève le mandat de son prédécesseur; si la durée du mandat à achever est inférieure ou égale à trois ans, il est rééligible pour un mandat entier conformément à l'article 36.

Art. 38. — *La présidence*

1. Le président et les premier et second vice-présidents sont élus à la majorité absolue des juges. Ils sont élus pour trois ans, ou jusqu'à l'expiration de leur mandat de juge si celui-ci prend fin avant trois ans. Ils sont rééligibles une fois.

2. Le premier vice-président remplace le président lorsque celui-ci est empêché ou récusé. Le second vice-président remplace le président lorsque celui-ci et le premier vice-président sont tous deux empêchés ou récusés.

3. Le président, le premier vice-président et le second vice-président composent la Présidence, laquelle est chargée:

a) De la bonne administration de la Cour, à l'exception du Bureau du procureur; et

b) Des autres fonctions qui lui sont conférées conformément au présent statut.

4. Dans l'exercice des attributions visées au paragraphe 3, alinéa *a)*, la Présidence agit en coordination avec le procureur, dont elle recherche l'accord pour toutes les questions d'intérêt commun.

Art. 39. — *Les chambres*

1. Dès que possible après l'élection des juges, la Cour s'organise en sections comme le prévoit l'article 34, paragraphe *b)*. La section des appels est composée du président et de quatre autres juges; la section de première instance et la section préliminaire sont composées chacune de six juges au moins. L'affectation des juges aux sections est fondée sur la nature des fonctions assignées à chacune d'elles et sur les compétences et l'expérience des juges élus à la Cour, de telle sorte que chaque section comporte la proportion voulue de spécialistes du droit pénal et de la procédure pénale et de spécialistes du droit international. La section préliminaire et la section de première instance sont principalement composées de juges ayant l'expérience des procès pénaux.

2. *a)* Les fonctions judiciaires de la Cour sont exercées dans chaque section par des Chambres.

b) i) La Chambre d'appel est composée de tous les juges de la section des appels;

ii) Les fonctions de la Chambre de première instance sont exercées par trois juges de la section de première instance;

iii) Les fonctions de la Chambre préliminaire sont exercées soit par trois juges de la section préliminaire soit par un seul juge de cette section conformément au présent statut et au règlement de procédure et de preuve;

c) Aucune disposition du présent paragraphe n'interdit la constitution simultanée de plus d'une chambre de première instance ou chambre préliminaire lorsque le travail de la Cour l'exige.

3. *a)* Les juges affectés à la section préliminaire et à la section de première instance y siègent pendant trois ans; ils continuent d'y siéger au-delà de ce terme, jusqu'au règlement de toute affaire dont ils ont eu à connaître dans ces sections.

b) Les juges affectés à la section des appels y siègent pendant toute la durée de leur mandat.

4. Les juges affectés à la section des appels siègent exclusivement dans cette section. Aucune disposition du présent article n'interdit toutefois l'affectation provisoire de juges de la section de première instance à la section préliminaire, ou inversement, si la Présidence estime que le travail de la Cour l'exige, étant entendu qu'un juge qui a participé à la phase préliminaire d'une affaire n'est en aucun cas autorisé à siéger à la Chambre de première instance saisie de cette affaire.

Art. 40. — *Indépendance des juges*

1. Les juges exercent leurs fonctions en toute indépendance.

2. Les juges n'exercent aucune activité qui pourrait être incompatible avec leurs fonctions judiciaires ou faire douter de leur indépendance.

3. Les juges tenus d'exercer leurs fonctions à plein temps au siège de la Cour ne doivent se livrer à aucune autre activité de caractère professionnel.

4. Toute question qui soulève l'application des paragraphes 2 et 3 est tranchée à la majorité absolue des juges. Un juge ne participe pas à la décision portant sur une question qui le concerne.

Art. 41. — *Décharge et récusation des juges*

1. La Présidence peut décharger un juge, à sa demande, des fonctions qui lui sont attribuées en vertu du présent statut, conformément au règlement de procédure et de preuve.

2. *a)* Un juge ne peut participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle son impartialité pourrait raisonnablement être mise en doute pour un motif quelconque. Un juge est récusé pour une affaire conformément au présent paragraphe notamment s'il est intervenu auparavant, à quelque titre que ce soit, dans cette affaire devant la Cour ou dans une affaire pénale connexe au niveau national dans laquelle la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites était impliquée. Un juge peut aussi être récusé pour les autres motifs prévus par le règlement de procédure et de preuve.

b) Le procureur ou la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites peut demander la récusation d'un juge en vertu du présent paragraphe.

c) Toute question relative à la récusation d'un juge est tranchée à la majorité absolue des juges. Le juge dont la récusation est demandée peut présenter ses observations sur la question mais ne participe pas à la décision.

Art. 42. — *Le bureau du procureur*

1. Le Bureau du procureur agit indépendamment en tant qu'organe distinct au sein de la Cour. Il est chargé de recevoir les communications et tout renseignement dûment étayé concernant les crimes relevant de la compétence de la Cour, de les examiner, de conduire les enquêtes et de soutenir l'accusation devant la Cour. Ses membres ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucune source extérieure.

2. Le Bureau est dirigé par le procureur. Celui-ci a toute autorité sur la gestion et l'administration du Bureau, y compris le personnel, les installations et les autres ressources. Le procureur est secondé par un ou plusieurs procureurs adjoints, habilités à procéder à tous les actes que le présent statut requiert du procureur. Le procureur et les procureurs adjoints sont de nationalités différentes. Ils exercent leurs fonctions à plein temps.

3. Le procureur et les procureurs adjoints doivent jouir d'une haute considération morale et avoir de solides compétences et une grande expérience pratique en matière de poursuites ou de procès dans des affaires pénales. Ils doivent avoir une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

4. Le procureur est élu au scrutin secret par l'Assemblée des États parties, à la majorité absolue des membres de celle-ci. Les procureurs adjoints sont élus de la même façon sur une liste de candidats présentée par le procureur. Le procureur présente trois candidats pour chaque poste de procureur adjoint à pourvoir. À moins qu'il ne soit décidé d'un mandat plus court au moment de leur élection, le procureur et les procureurs adjoints exercent leurs fonctions pendant neuf ans et ne sont pas rééligibles.

5. Ni le procureur ni les procureurs adjoints n'exercent d'activité risquant d'être incompatible avec leurs fonctions en matière de poursuites ou de faire douter de leur indépendance. Ils ne se livrent à aucune autre activité de caractère professionnel.

6. La Présidence peut décharger, à sa demande, le procureur ou un procureur adjoint de ses fonctions dans une affaire déterminée.

7. Ni le procureur, ni les procureurs adjoints ne peuvent participer au règlement d'une affaire dans laquelle leur impartialité pourrait être raisonnablement mise en doute pour un motif quelconque. Ils sont récusés pour une affaire conformément au présent paragraphe si, entre autres, ils sont antérieurement intervenus, à quelque titre que ce soit, dans cette affaire devant la Cour ou dans une affaire pénale connexe au niveau national dans laquelle la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites était impliquée.

8. Toute question relative à la récusation du procureur ou d'un procureur adjoint est tranchée par la Chambre d'appel.

a) La personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites peut à tout moment demander la récusation du procureur ou d'un procureur adjoint pour les motifs énoncés dans le présent article;

b) Le procureur ou le procureur adjoint intéressé, selon le cas, peut présenter ses observations sur la question.

9. Le procureur nomme des conseillers qui sont des spécialistes du droit relatif à certaines questions, y compris, mais s'en s'y limiter, celles des violences sexuelles, des violences à motivation sexiste et des violences contre les enfants.

Art. 43. — *Le greffe*

1. Le Greffe est responsable des aspects non judiciaires de l'administration et du service de la Cour, sans préjudice des fonctions et attributions du procureur définies à l'article 42.

2. Le Greffe est dirigé par le greffier, qui est le responsable principal de l'administration de la Cour. Le greffier exerce ses fonctions sous l'autorité du président de la Cour.

3. Le greffier et le greffier adjoint doivent être des personnes d'une haute moralité et d'une grande compétence, ayant une excellente connaissance et une pratique courante d'au moins une des langues de travail de la Cour.

4. Les juges élisent le greffier à la majorité absolue et au scrutin secret, en tenant compte des recommandations éventuelles de l'Assemblée des États parties. Si le besoin s'en fait sentir, ils élisent de la même manière un greffier adjoint sur recommandation du greffier.

5. Le greffier est élu pour cinq ans, est rééligible une fois et exerce ses fonctions à plein temps. Le greffier adjoint est élu pour cinq ans ou pour un mandat plus court, selon ce qui peut être décidé à la majorité absolue des juges; il est appelé à exercer ses fonctions selon les exigences du service.

6. Le greffier crée, au sein du Greffe, une division d'aide aux victimes et aux témoins. Cette division est chargée, en consultation avec le Bureau du procureur, de conseiller et d'aider de toute manière appropriée les témoins, les victimes qui comparaissent devant la Cour et les autres personnes auxquelles les dépositions de ces témoins peuvent faire courir un risque, ainsi que de prévoir les mesures et les dispositions à prendre pour assurer leur protection et leur sécurité. Le personnel de la Division comprend des spécialistes de l'aide aux victimes de traumatismes, y compris de traumatismes consécutifs à des violences sexuelles.

Art. 44. — *Le personnel*

1. Le procureur et le greffier nomment le personnel qualifié nécessaire dans leurs services respectifs, y compris, dans le cas du procureur, des enquêteurs.

2. Lorsqu'ils recrutent le personnel, le procureur et le greffier veillent à s'assurer les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité, en tenant compte, *mutatis mutandis*, des critères énoncés à l'article 36, paragraphe 8.

3. Le greffier, en accord avec la Présidence et le procureur, propose le statut du personnel, qui comprend les conditions de nomination, de rémunération et de cessation de fonctions. Le statut du personnel est approuvé par l'Assemblée des États parties.

4. La Cour peut, dans des circonstances exceptionnelles, avoir recours à l'expertise de personnel mis à sa disposition à titre gracieux par des États parties, des organisations intergouvernementales ou des organisations non gouvernementales pour aider tout organe de la Cour dans ses travaux. Le procureur peut accepter un tel personnel pour le Bureau du procureur. Les personnes mises à disposition à titre gracieux sont employées conformément aux directives qui seront établies par l'Assemblée des États parties.

Art. 45. — *Engagement solennel*

Avant de prendre les fonctions que prévoit le présent statut, les juges, le procureur, les procureurs adjoints, le greffier et le greffier adjoint prennent en séance publique l'engagement solennel d'exercer leurs attributions en toute impartialité et en toute conscience.

Art. 46. — *Perte de fonctions*

1. Un juge, le procureur, un procureur adjoint, le greffier ou le greffier adjoint est relevé de ses fonctions sur décision prise conformément au paragraphe 2, dans les cas où:

a) Il est établi qu'il a commis une faute lourde ou un manquement grave aux devoirs que lui impose le présent statut, selon ce qui est prévu dans le règlement de procédure et de preuve; ou

b) Il se trouve dans l'incapacité d'exercer ses fonctions, telles que les définit le présent statut.

2. La décision concernant la perte de fonctions d'un juge, du procureur ou d'un procureur adjoint en application du paragraphe 1 est prise par l'Assemblée des États parties au scrutin secret:

a) Dans le cas d'un juge, à la majorité des deux tiers des États parties sur recommandation adoptée à la majorité des deux tiers des autres juges;

b) Dans le cas du procureur, à la majorité absolue des États parties;

c) Dans le cas d'un procureur adjoint, à la majorité absolue des États parties sur recommandation du procureur.

3. La décision concernant la perte de fonctions du greffier ou du greffier adjoint est prise à la majorité absolue des juges.

4. Un juge, un procureur, un procureur adjoint, un greffier ou un greffier adjoint dont le comportement ou l'aptitude à exercer les fonctions prévues par le présent statut sont contestés en vertu du présent article a toute latitude pour produire et recevoir des éléments de preuve et pour faire valoir ses arguments conformément au règlement de procédure et de preuve. Il ne participe pas autrement à l'examen de la question.

Art. 47. — *Sanctions disciplinaires*

Un juge, un procureur, un procureur adjoint, un greffier ou un greffier adjoint qui a commis une faute d'une gravité moindre que celle visée à l'article 46, paragraphe 1, encourt les sanctions disciplinaires prévues par le règlement de procédure et de preuve.

Art. 48. — *Privilèges et immunités*

1. La Cour jouit sur le territoire des États parties des privilèges et immunités nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

2. Les juges, le procureur, les procureurs adjoints et le greffier jouissent, dans l'exercice de leurs fonctions ou relativement à ces fonctions, des privilèges et immunités accordés aux chefs de missions diplomatiques. Après l'expiration de leur mandat, ils continuent à jouir de l'immunité contre toute procédure légale pour les paroles, les écrits et les actes qui relèvent de l'exercice de leurs fonctions officielles.

3. Le greffier adjoint, le personnel du Bureau du procureur et le personnel du Greffe jouissent des privilèges, immunités et facilités nécessaires à l'exercice de leurs fonctions, conformément à l'accord sur les privilèges et immunités de la Cour.

4. Les avocats, experts, témoins ou autres personnes dont la présence est requise au siège de la Cour bénéficient du traitement nécessaire au bon fonctionnement de la Cour, conformément à l'accord sur les privilèges et immunités de la Cour.

5. Les privilèges et immunités peuvent être levés:

a) Dans le cas d'un juge ou du procureur, par décision prise à la majorité absolue des juges;

b) Dans le cas du greffier, par la Présidence;

c) Dans le cas des procureurs adjoints et du personnel du Bureau du procureur, par le procureur;

d) Dans le cas du greffier adjoint et du personnel du Greffe, par le greffier.

Art. 49. — *Traitements, indemnités et remboursement de frais*

Les juges, le procureur, les procureurs adjoints, le greffier et le greffier adjoint perçoivent les traitements, indemnités et remboursements arrêtés par l'Assemblée des États parties. Ces traitements et indemnités ne sont pas réduits en cours de mandat.

Art. 50. — *Langues officielles et langues de travail*

1. Les langues officielles de la Cour sont l'anglais, l'arabe, le chinois, l'espagnol, le français et le russe. Les arrêts de la Cour ainsi que les autres décisions réglant des questions fondamentales qui lui sont soumises sont publiés dans les langues officielles. La Présidence détermine, au regard des critères fixés par le règlement de procédure et de preuve, quelles décisions peuvent être considérées aux fins du présent paragraphe comme réglant des questions fondamentales.

2. Les langues de travail de la Cour sont l'anglais et le français. Le règlement de procédure et de preuve définit les cas dans lesquels d'autres langues officielles peuvent être employées comme langues de travail.

3. À la demande d'une partie à une procédure ou d'un État autorisé à intervenir dans une procédure, la Cour autorise l'emploi par cette partie ou cet État d'une langue autre que l'anglais ou le français si elle l'estime justifié.

Art. 51. — *Règlement de procédure et de preuve*

1. Le règlement de procédure et de preuve entre en vigueur dès son adoption par l'Assemblée des États parties à la majorité des deux tiers de ses membres.

2. Des amendements au règlement de procédure et de preuve peuvent être proposés par:

a) Tout État partie;

b) Les juges agissant à la majorité absolue;

c) Le procureur.

Ces amendements entrent en vigueur dès leur adoption à la majorité des deux tiers des membres de l'Assemblée des États parties.

3. Après l'adoption du règlement de procédure et de preuve, dans les cas urgents où la situation particulière portée devant la Cour n'est pas prévue par le règlement, les juges peuvent, à la majorité des deux tiers, établir des règles provisoires qui s'appliquent jusqu'à ce que l'Assemblée des États parties, à sa réunion ordinaire ou extraordinaire suivante, les adopte, les modifie ou les rejette.

4. Le règlement de procédure et de preuve, les amendements s'y rapportant et les règles provisoires sont conformes aux dispositions du présent statut. Les amendements au règlement de procédure et de preuve ainsi que les règles provisoires ne s'appliquent pas rétroactivement au préjudice de la personne qui fait l'objet d'une enquête, de poursuites ou d'une condamnation.

5. En cas de conflit entre le statut et le règlement de procédure et de preuve, le statut prévaut.

Art. 52. — *Règlement de la Cour*

1. Les juges adoptent à la majorité absolue, conformément au présent statut et au règlement de procédure et de preuve, le règlement nécessaire au fonctionnement quotidien de la Cour.

2. Le procureur et le greffier sont consultés pour l'élaboration du règlement de la Cour et de tout amendement s'y rapportant.

3. Le règlement de la Cour et tout amendement s'y rapportant prennent effet dès leur adoption, à moins que les juges n'en décident autrement. Ils sont communiqués immédiatement après leur adoption aux États parties, pour observation. Ils restent en vigueur si la majorité des États parties n'y fait pas objection dans les six mois.

CHAPITRE V
ENQUÊTE ET POURSUITES

Art. 53. — *Ouverture d'une enquête*

1. Le procureur, après avoir évalué les renseignements portés à sa connaissance, ouvre une enquête, à moins qu'il ne conclue qu'il n'y a pas de base raisonnable pour poursuivre en vertu du présent statut. Pour prendre sa décision, le procureur examine:

a) Si les renseignements en sa possession fournissent une base raisonnable pour croire qu'un crime relevant de la compétence de la Cour a été ou est en voie d'être commis;

b) Si l'affaire est ou serait recevable au regard de l'article 17; et

c) S'il y a des raisons sérieuses de penser, compte tenu de la gravité du crime et des intérêts des victimes, qu'une enquête ne servirait pas les intérêts de la justice.

S'il ou elle conclut qu'il n'y a pas de base raisonnable pour poursuivre et si cette conclusion est fondée exclusivement sur les considérations visées à l'alinéa *c)*, le procureur en informe la Chambre préliminaire.

2. Si, après enquête, le procureur conclut qu'il n'y a pas de base suffisante pour engager des poursuites:

a) Parce qu'il n'y a pas de base suffisante, en droit ou en fait, pour demander un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître en application de l'article 58;

b) Parce que l'affaire est irrecevable au regard de l'article 17; ou

c) Parce que poursuivre ne servirait pas les intérêts de la justice, compte tenu de toutes les circonstances, y compris la gravité du crime, les intérêts des victimes, l'âge ou le handicap de l'auteur présumé et son rôle dans le crime allégué;

il ou elle informe de sa conclusion et des raisons qui l'ont motivée la Chambre préliminaire et l'État qui lui a déféré la situation conformément à l'article 14, ou le Conseil de sécurité s'il s'agit d'une situation visée à l'article 13, paragraphe *b)*.

3. *a)* À la demande de l'État qui a déféré la situation conformément à l'article 14, ou du Conseil de sécurité s'il s'agit d'une situation visée à l'article 13, paragraphe *b)* la Chambre préliminaire peut examiner la décision de ne pas poursuivre prise par le procureur en vertu des paragraphes 1 ou 2 et demander au procureur de la reconsidérer.

b) De plus, la Chambre préliminaire peut, de sa propre initiative, examiner la décision du procureur de ne pas poursuivre si cette décision est fondée exclusivement sur les considérations visées au paragraphe 1, alinéa *c)* et au paragraphe 2, alinéa *c)*. En tel cas, la décision du procureur n'a d'effet que si elle est confirmée par la Chambre préliminaire.

4. Le procureur peut à tout moment reconsidérer sa décision d'ouvrir ou non une enquête ou d'engager ou non des poursuites à la lumière de faits ou de renseignements nouveaux.

Art. 54. — *Devoirs et pouvoirs du procureur en matière d'enquêtes*

1. Le procureur:

a) Pour établir la vérité, étend l'enquête à tous les faits et éléments de preuve qui peuvent être utiles pour déterminer s'il y a responsabilité pénale au regard du présent statut et, ce faisant, enquête tant à charge qu'à décharge;

b) Prend les mesures propres à assurer l'efficacité des enquêtes et des poursuites visant des crimes relevant de la compétence de la Cour. Ce faisant, il a égard aux intérêts et à la situation personnelle des victimes et des témoins, y compris leur âge, leur sexe, tel que défini à l'article 7, paragraphe 3, et leur état de santé; il tient également compte de la nature du crime, en particulier lorsque celui-ci comporte des violences sexuelles, des violences à caractère sexiste ou des violences contre des enfants; et

c) Respecte pleinement les droits des personnes énoncés dans le présent statut.

2. Le procureur peut enquêter sur le territoire d'un État:

a) Conformément aux dispositions du chapitre IX; ou

b) Avec l'autorisation de la Chambre préliminaire en vertu de l'article 57, paragraphe 3, alinéa *d)*.

3. Le procureur peut:

a) Recueillir et examiner des éléments de preuve;

b) Convoquer et interroger des personnes faisant l'objet d'une enquête, des victimes et des témoins;

c) Rechercher la coopération de tout État ou organisation intergouvernementale ou accord intergouvernemental conformément à leurs compétences ou à leur mandat respectif;

d) Conclure tous arrangements ou accords qui ne sont pas contraires aux dispositions du présent statut et qui peuvent être nécessaires pour faciliter la coopération d'un État, d'une organisation intergouvernementale ou d'une personne;

e) S'engager à ne divulguer à aucun stade de la procédure les documents ou renseignements qu'il a obtenus, sous la condition qu'ils demeurent confidentiels et ne servent qu'à obtenir de nouveaux éléments de preuve, à moins que celui qui a fourni l'information ne consente à leur divulgation; et

f) Prendre, ou demander que soient prises, des mesures nécessaires pour assurer la confidentialité des renseignements recueillis, la protection des personnes ou la préservation des éléments de preuve.

Art. 55. — *Droits des personnes dans le cadre d'une enquête*

1. Dans une enquête ouverte en vertu du présent statut, une personne:

a) N'est pas obligée de témoigner contre elle-même ni de s'avouer coupable;

b) N'est soumise à aucune forme de coercition, de contrainte ou de menace, ni à la torture ni à aucune autre forme de peine ou traitement cruel, inhumain ou dégradant;

c) Bénéficie gratuitement, si elle n'est pas interrogée dans une langue qu'elle comprend et parle parfaitement, de l'aide d'un interprète compétent et de toutes traductions que rendent nécessaires les exigences de l'équité; et

d) Ne peut être arrêtée ou détenue arbitrairement; elle ne peut être privée de sa liberté si ce n'est pour les motifs et selon les procédures prévus dans le présent statut.

2. Lorsqu'il y a des motifs de croire qu'une personne a commis un crime relevant de la compétence de la Cour et que cette personne doit être interrogée, soit par le procureur soit par les autorités nationales en vertu d'une demande faite au titre du chapitre IX, cette personne a de plus les droits suivants, dont elle est informée avant d'être interrogée:

a) Être informée avant d'être interrogée qu'il y a des raisons de croire qu'elle a commis un crime relevant de la compétence de la Cour;

b) Garder le silence, sans que ce silence soit pris en considération pour la détermination de sa culpabilité ou de son innocence;

c) Être assistée par le défenseur de son choix ou, si elle n'en a pas, par un défenseur commis d'office chaque fois que les intérêts de la justice l'exigent, sans avoir dans ce cas à verser de rémunération si elle n'en a pas les moyens; et

d) Être interrogée en présence de son conseil, à moins qu'elle n'ait renoncé volontairement à son droit d'être assistée d'un conseil.

Art. 56. — *Rôle de la chambre préliminaire dans le cas où l'occasion d'obtenir des renseignements ne se présenterait plus*

1. *a)* Lorsque le procureur considère qu'une enquête offre l'occasion unique, qui ne se présentera plus par la suite, de recueillir un témoignage ou une déposition, ou d'examiner, recueillir ou vérifier des éléments de preuve aux fins d'un procès, il en avise la Chambre préliminaire;

b) La Chambre préliminaire peut alors, à la demande du procureur, prendre toutes mesures propres à assurer l'efficacité et l'intégrité de la procédure et, en particulier, à protéger les droits de la défense;

c) Sauf ordonnance contraire de la Chambre préliminaire, le procureur informe également de la circonstance visée à l'alinéa *a)* la personne qui a été arrêtée ou a comparu sur citation délivrée dans le cadre de l'enquête, afin que cette personne puisse être entendue.

2. Les mesures visées au paragraphe 1, alinéa *b)*, peuvent consister:

a) À faire des recommandations ou rendre des ordonnances concernant la marche à suivre;

b) À ordonner qu'il soit dressé procès-verbal de la procédure;

c) À nommer un expert;

d) À autoriser l'avocat d'une personne qui a été arrêtée, ou a comparu devant la Cour sur citation, à participer à la procédure ou, lorsque l'arrestation ou la comparution n'a pas encore eu lieu ou que l'avocat n'a pas encore été choisi, à désigner un avocat qui se chargera des intérêts de la défense et les représentera;

e) À charger un de ses membres ou, au besoin, un des juges disponibles de la section préliminaire ou de la section de première instance, de faire des recommandations ou de rendre des ordonnances concernant le rassemblement et la préservation des éléments de preuve et les auditions de personnes;

f) À prendre toute autre mesure nécessaire pour recueillir ou préserver les éléments de preuve.

3. *a)* Lorsque le procureur n'a pas demandé les mesures visées au présent article mais que la Chambre préliminaire est d'avis que ces mesures sont nécessaires pour préserver des éléments de preuve qu'elle juge essentiels pour la défense au cours du procès, elle consulte le procureur pour savoir si celui-ci avait de bonnes raisons de ne pas demander les mesures en question. Si, après consultation, elle conclut que le fait de ne pas avoir demandé ces mesures n'est pas justifié, elle peut prendre des mesures de sa propre initiative.

b) Le procureur peut faire appel de la décision de la Chambre préliminaire d'agir de sa propre initiative en vertu du présent paragraphe. Cet appel est examiné selon une procédure accélérée.

4. L'admissibilité des éléments de preuve préservés ou recueillis aux fins du procès en application du présent article, ou de l'enregistrement de ces éléments de preuve, est régie par l'article 69, leur valeur étant celle que leur donne la Chambre de première instance.

Art. 57. — *Fonctions et pouvoirs de la chambre préliminaire*

1. À moins que le présent statut n'en dispose autrement, la Chambre préliminaire exerce ses fonctions conformément aux dispositions du présent article.

2. *a)* Les décisions rendues par la Chambre préliminaire en vertu des articles 15, 18, 19, 54, paragraphe 2, 61, paragraphe 7, et 72 sont prises à la majorité des juges qui la composent;

b) Dans tous les autres cas, un seul juge de la Chambre préliminaire peut exercer les fonctions prévues dans le présent statut, sauf disposition contraire du règlement de procédure et de preuve ou décision contraire de la Chambre préliminaire prise à la majorité.

3. Indépendamment des autres fonctions qui lui sont conférées en vertu du présent statut, la Chambre préliminaire peut:

a) Sur requête du procureur, rendre les ordonnances et délivrer les mandats qui peuvent être nécessaires aux fins d'une enquête;

b) À la demande d'une personne qui a été arrêtée ou a comparu sur citation conformément à l'article 58, rendre toute ordonnance, y compris des mesures telles que visées à l'article 56, ou solliciter tout concours au titre du chapitre IX qui peuvent être nécessaires pour aider la personne à préparer sa défense;

c) En cas de besoin, assurer la protection et le respect de la vie privée des victimes et des témoins, la préservation des preuves, la protection des personnes qui ont été arrêtées ou ont comparu sur citation, ainsi que la protection des renseignements touchant la sécurité nationale;

d) Autoriser le procureur à prendre certaines mesures d'enquête sur le territoire d'un État partie sans s'être assuré de la coopération de cet État au titre du chapitre IX si, ayant tenu compte dans la mesure du possible des vues de cet État, elle a déterminé qu'en l'espèce celui-ci est manifestement incapable de donner suite à une demande de coopération parce qu'aucune autorité ou composante compétente de son appareil judiciaire national n'est disponible pour donner suite à une demande de coopération au titre du chapitre IX;

e) Lorsqu'un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître a été délivré en vertu de l'article 58, solliciter la coopération des États en vertu de l'article 93, paragraphe 1, alinéa k), en tenant dûment compte de la force des éléments de preuve et des droits des parties concer-

nées, comme prévu dans le présent statut et dans le règlement de procédure et de preuve, pour qu'ils prennent des mesures conservatoires aux fins de confiscation, en particulier dans l'intérêt supérieur des victimes.

Art. 58. — *Délivrance par la chambre préliminaire d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître*

1. À tout moment après l'ouverture d'une enquête, la Chambre préliminaire délivre, sur requête du procureur, un mandat d'arrêt contre une personne si, après examen de la requête et des éléments de preuve ou autres renseignements fournis par le procureur, elle est convaincue:

a) Qu'il y a des motifs raisonnables de croire que cette personne a commis un crime relevant de la compétence de la Cour; et

b) Que l'arrestation de cette personne apparaît nécessaire pour garantir:

i) Que la personne comparaîtra;

ii) Qu'elle ne fera pas obstacle à l'enquête ou à la procédure devant la Cour, ni n'en compromettra le déroulement; ou

iii) Le cas échéant, qu'elle ne poursuivra pas l'exécution du crime dont il s'agit ou d'un crime connexe relevant de la compétence de la Cour et se produisant dans les mêmes circonstances.

2. La requête du procureur contient les éléments suivants:

a) Le nom de la personne visée et tous autres éléments utiles d'identification;

b) Une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour que la personne est censée avoir commis;

c) L'exposé succinct des faits dont il est allégué qu'ils constituent ce crime;

d) Un résumé des éléments de preuve qui donnent des motifs raisonnables de croire que la personne a commis ce crime; et

e) Les raisons pour lesquelles le procureur estime qu'il est nécessaire de procéder à l'arrestation de cette personne.

3. Le mandat d'arrêt contient les éléments suivants:

a) Le nom de la personne visée et tous autres éléments utiles d'identification;

b) Une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour qui justifie l'arrestation; et

c) L'exposé succinct des faits dont il est allégué qu'ils constituent ce crime.

4. Le mandat d'arrêt reste en vigueur tant que la Cour n'en a pas décidé autrement.

5. Sur la base du mandat d'arrêt, la Cour peut demander l'arrestation provisoire ou l'arrestation et la remise de la personne conformément au chapitre IX.

6. Le procureur peut demander à la Chambre préliminaire de modifier le mandat d'arrêt en requalifiant les crimes qui y sont visés ou en y ajoutant de nouveaux crimes. La Chambre préliminaire modifie le mandat d'arrêt si elle a des motifs raisonnables de croire que la personne a commis les crimes requalifiés ou les nouveaux crimes.

7. Le procureur peut demander à la Chambre préliminaire de délivrer une citation à comparaître au lieu d'un mandat d'arrêt. Si la Chambre préliminaire est convaincue qu'il y a des motifs raisonnables de croire que la personne a commis le crime qui lui est imputé et qu'une citation à comparaître suffit à garantir qu'elle se présentera devant la Cour, elle délivre la citation, avec ou sans conditions restrictives de liberté (autres que la détention) si la législation nationale le prévoit. La citation contient les éléments suivants:

a) Le nom de la personne visée et tous autres éléments utiles d'identification;

b) La date de comparution;

c) Une référence précise au crime relevant de la compétence de la Cour que la personne est censée avoir commis; et

d) L'exposé succinct des faits dont il est allégué qu'ils constituent le crime.

La citation est notifiée à la personne qu'elle vise.

Art. 59. — *Procédure d'arrestation dans l'État de détention*

1. L'État partie qui a reçu une demande d'arrestation provisoire ou d'arrestation et de remise prend immédiatement des mesures pour faire arrêter la personne dont il s'agit conformément à sa législation et aux dispositions du chapitre IX.

2. Toute personne arrêtée est déférée aussitôt à l'autorité judiciaire compétente de l'État de détention qui vérifie, conformément à la législation de cet État:

a) Que le mandat vise bien cette personne;

b) Que celle-ci a été arrêtée selon la procédure régulière; et

c) Que ses droits ont été respectés.

3. La personne arrêtée a le droit de demander à l'autorité compétente de l'État de détention sa mise en liberté provisoire en attendant sa remise.

4. Lorsqu'elle se prononce sur cette demande, l'autorité compétente de l'État de détention examine si, eu égard à la gravité des crimes allégués, l'urgence et des circonstances exceptionnelles justifient la mise en liberté provisoire et si les garanties voulues assurent que l'État de détention peut s'acquitter de son obligation de remettre la personne à la Cour. L'autorité compétente de l'État de détention ne peut pas examiner si le mandat d'arrêt a été régulièrement délivré au regard de l'article 58, paragraphe 1, alinéas *a)* et *b)*.

5. La Chambre préliminaire est avisée de toute demande de mise en liberté provisoire et fait des recommandations à l'autorité compétente de l'État de détention. Avant de rendre sa décision, celle-ci prend pleinement en considération ces recommandations, y compris éventuellement celles qui portent sur les mesures propres à empêcher l'évasion de la personne.

6. Si la mise en liberté provisoire est accordée, la Chambre préliminaire peut demander des rapports périodiques sur le régime de la liberté provisoire.

7. Une fois ordonnée la remise par l'État de détention, la personne est livrée à la Cour aussitôt que possible.

Art. 60. — *Procédure initiale devant la Cour*

1. Dès que la personne est remise à la Cour ou dès qu'elle comparaît devant celle-ci, volontairement ou sur citation, la Chambre préliminaire vérifie qu'elle a été informée des crimes qui lui sont imputés et des droits que lui reconnaît le présent statut, y compris le droit de demander sa mise en liberté provisoire en attendant d'être jugée.

2. La personne visée par un mandat d'arrêt peut demander sa mise en liberté provisoire en attendant d'être jugée. Si la Chambre préliminaire est convaincue que les conditions énoncées à l'article 58, paragraphe 1, sont réalisées, la personne est maintenue en détention. Sinon, la Chambre préliminaire la met en liberté, avec ou sans conditions.

3. La Chambre préliminaire réexamine périodiquement sa décision de mise en liberté ou de maintien en détention. Elle peut le faire à tout moment à la demande du procureur ou de l'intéressé. Elle peut alors modifier sa décision concernant la détention, la mise en liberté ou les conditions de celle-ci si elle est convaincue que l'évolution des circonstances le justifie.

4. La Chambre préliminaire s'assure que la détention avant le procès ne se prolonge pas de manière excessive à cause d'un retard injustifiable imputable au procureur. Si un tel retard se produit, la Cour examine la possibilité de mettre l'intéressé en liberté, avec ou sans conditions.

5. Si besoin est, la Chambre préliminaire peut délivrer un mandat d'arrêt pour garantir la comparution d'une personne qui a été mise en liberté.

Art. 61. — *Confirmation des charges avant le procès*

1. Sous réserve du paragraphe 2, dans un délai raisonnable après la remise de la personne à la Cour ou sa comparution volontaire devant celle-ci, la Chambre préliminaire tient une audience pour confirmer les charges sur lesquelles le procureur entend se fonder pour requérir le renvoi en jugement. L'audience se déroule en présence du procureur et de la personne faisant l'objet de l'enquête ou des poursuites, ainsi que du conseil de celle-ci.

2. La Chambre préliminaire peut, à la demande du procureur ou de sa propre initiative, tenir une audience en l'absence de l'intéressé pour confirmer les charges sur lesquelles le procureur entend se fonder pour requérir le renvoi en jugement lorsque la personne:

a) A renoncé à son droit d'être présente; ou

b) A pris la fuite ou est introuvable, et que tout ce qui était raisonnablement possible a été fait pour garantir sa comparution devant la Cour et l'informer des charges qui pèsent contre elle et de la tenue prochaine d'une audience pour confirmer ces charges.

Dans ces cas, la personne est représentée par un conseil lorsque la Chambre préliminaire juge que cela sert les intérêts de la justice.

3. Dans un délai raisonnable avant l'audience, la personne:

a) Reçoit notification écrite des charges sur lesquelles le procureur entend se fonder pour requérir le renvoi en jugement; et

b) Est informée des éléments de preuve sur lesquels le procureur entend se fonder à l'audience.

La Chambre préliminaire peut rendre des ordonnances concernant la divulgation de renseignements aux fins de l'audience.

4. Avant l'audience, le procureur peut poursuivre l'enquête et peut modifier ou retirer des charges. La personne visée reçoit notification de tout amendement ou retrait de charges dans un délai raisonnable avant l'audience. En cas de retrait de charges, le procureur informe la Chambre préliminaire des motifs de ce retrait.

5. À l'audience, le procureur étaye chacune des charges avec des éléments de preuve suffisants pour établir l'existence de motifs substantiels de croire que la personne a commis le crime qui lui est imputé. Il peut se fonder sur des éléments de preuve sous forme de documents ou de résumés et n'est pas tenu de faire comparaître les témoins qui doivent déposer au procès.

6. À l'audience, la personne peut:

a) Contester les charges;

b) Contester les éléments de preuve produits par le procureur; et

c) Présenter des éléments de preuve.

7. À l'issue de l'audience, la Chambre préliminaire détermine s'il existe des preuves suffisantes donnant des motifs substantiels de croire que la personne a commis chacun des crimes qui lui sont imputés. Selon ce qu'elle a déterminé, la Chambre préliminaire:

a) Confirme les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il y avait des preuves suffisantes et renvoie la personne devant une chambre de première instance pour y être jugée sur la base des charges confirmées;

b) Ne confirme pas les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes;

c) Ajourne l'audience et demande au procureur d'envisager:

i) D'apporter des éléments de preuve supplémentaires ou de procéder à de nouvelles enquêtes relativement à une charge particulière; ou

ii) De modifier une charge si les éléments de preuve produits semblent établir qu'un crime différent, relevant de la compétence de la Cour, a été commis.

8. Lorsque la Chambre préliminaire ne confirme pas une charge, il n'est pas interdit au procureur de demander ultérieurement la confirmation de cette charge s'il étaye sa demande d'éléments de preuve supplémentaires.

9. Après confirmation des charges et avant que le procès ne commence, le procureur peut modifier les charges avec l'autorisation de la Chambre préliminaire et après que l'accusé en a été avisé. Si le procureur entend ajouter des charges supplémentaires ou substituer aux charges des charges plus graves, une audience doit se tenir conformément au présent article pour confirmer les charges nouvelles. Après l'ouverture du procès, le procureur peut retirer les charges avec l'autorisation de première instance.

10. Tout mandat déjà délivré cesse d'avoir effet à l'égard de toute charge non confirmée par la Chambre préliminaire ou retirée par le procureur.

11. Dès que les charges ont été confirmées conformément au présent article, la Présidence constitue une chambre de première instance qui, sous réserve du paragraphe 9 et de l'article 64, paragraphe 4, conduit la phase suivante de la procédure et peut remplir à cette fin toute fonction de la Chambre préliminaire utile en l'espèce.

CHAPITRE VI
LE PROCÈS

Art. 62. — *Lieu du procès*

Sauf s'il en est décidé autrement, le procès se tient au siège de la Cour.

Art. 63. — *Procès en présence de l'accusé*

1. L'accusé est présent à son procès.

2. Si l'accusé, présent devant la Cour, trouble de manière persistante le déroulement du procès, la Chambre de première instance peut ordonner son expulsion de la salle d'audience et fait alors en sorte qu'il suive le procès et donne des instructions à son conseil de l'extérieur de la salle, au besoin à l'aide des moyens techniques de communication. De telles mesures ne sont prises que dans des circonstances exceptionnelles, quand d'autres solutions raisonnables se sont révélées vaines et seulement pour la durée strictement nécessaire.

Art. 64. — *Fonctions et pouvoirs de la chambre de première instance*

1. Les fonctions et pouvoirs de la Chambre de première instance énoncés dans le présent article sont exercés conformément au statut et au règlement de procédure et de preuve.

2. La Chambre de première instance veille à ce que le procès soit conduit de façon équitable et avec diligence, dans le plein respect des droits de l'accusé et en ayant pleinement égard à la nécessité d'assurer la protection des victimes et des témoins.

3. Lorsqu'une affaire est renvoyée en jugement conformément au présent statut, la Chambre de première instance à laquelle elle est attribuée:

a) Consulte les parties et adopte toutes procédures utiles à la conduite équitable et diligente de l'instance;

b) Détermine la langue ou les langues du procès; et

c) Sous réserve de toutes autres dispositions applicables du présent statut, assure la divulgation de documents ou de renseignements encore non divulgués, suffisamment tôt avant l'ouverture du procès pour permettre une préparation suffisante de celui-ci.

4. La Chambre de première instance peut, si cela est nécessaire pour assurer son fonctionnement efficace et équitable, soumettre des questions préliminaires à la Chambre préliminaire ou, au besoin, à un autre juge disponible de la section préliminaire.

5. La Chambre de première instance peut, en le notifiant aux parties, ordonner la jonction ou la disjonction, selon le cas, des charges portées contre plusieurs accusés.

6. Dans l'exercice de ses fonctions avant ou pendant un procès, la Chambre de première instance peut, si besoin est:

a) Assumer toutes les fonctions de la Chambre préliminaire visées à l'article 61, paragraphe 11;

b) Ordonner la comparution des témoins et leur audition ainsi que la production de documents et d'autres éléments de preuve, en obtenant au besoin l'aide des États selon les dispositions du présent statut;

c) Assurer la protection des renseignements confidentiels;

d) Ordonner la production d'éléments de preuve en complément de ceux qui ont été recueillis avant le procès ou présentés au procès par les parties;

e) Assurer la protection de l'accusé, des témoins et des victimes; et

f) Statuer sur toute autre question pertinente.

7. Le procès est public. Toutefois, la Chambre de première instance peut, en raison de circonstances particulières, prononcer le huis clos pour certaines audiences aux fins énoncées à l'article 68 ou en vue de protéger des renseignements confidentiels ou sensibles donnés dans les dépositions.

8. *a)* À l'ouverture du procès, la Chambre de première instance fait donner lecture à l'accusé des charges préalablement confirmées par la Chambre préliminaire. La Chambre de première instance s'assure que l'accusé comprend la nature des charges. Elle donne à l'accusé la possibilité de plaider coupable selon ce qui est prévu à l'article 65, ou de plaider non coupable;

b) Lors du procès, le président peut donner des instructions pour la conduite de la procédure, notamment pour qu'elle soit conduite d'une manière équitable et impartiale. Sous réserve de toute instruction du président, les parties peuvent produire des éléments de preuve conformément aux dispositions du présent statut.

9. La Chambre de première instance peut notamment, à la requête d'une partie ou d'office:

a) Statuer sur la recevabilité ou la pertinence des preuves; et

b) Prendre toute mesure nécessaire pour assurer l'ordre à l'audience.

10. La Chambre de première instance veille à ce que le greffier établisse et conserve un procès-verbal intégral du procès relatant fidèlement les débats.

Art. 65. — *Procédure en cas d'aveu de culpabilité*

1. Lorsque l'accusé reconnaît sa culpabilité comme le prévoit l'article 64, paragraphe 8, alinéa a), la Chambre de première instance détermine:

a) Si l'accusé comprend la nature et les conséquences de son aveu de culpabilité;

b) Si l'aveu de culpabilité a été fait volontairement après consultation suffisante avec le défenseur de l'accusé; et

c) Si l'aveu de culpabilité est étayé par les faits de la cause tels qu'ils ressortent:

i) Des charges présentées par le procureur et admises par l'accusé;

ii) De toutes pièces présentées par le procureur qui accompagnent les charges et que l'accusé accepte; et

iii) De tous autres éléments de preuve, tels que les témoignages, présentés par le procureur ou l'accusé.

2. Si la Chambre de première instance est convaincue que les conditions visées au paragraphe 1 sont réunies, elle considère que l'aveu de culpabilité, accompagné de toutes les preuves complémentaires présentées, établit tous les éléments constitutifs du crime sur lequel il porte, et elle peut reconnaître l'accusé coupable de ce crime.

3. Si la Chambre de première instance n'est pas convaincue que les conditions visées au paragraphe 1 sont réunies, elle considère qu'il

n'y a pas eu aveu de culpabilité, auquel cas elle ordonne que le procès se poursuive selon les procédures normales prévues par le présent statut et peut renvoyer l'affaire à une autre chambre de première instance.

4. Si la Chambre de première instance est convaincue qu'une présentation plus complète des faits de la cause serait dans l'intérêt de la justice, en particulier dans l'intérêt des victimes, elle peut:

a) Demander au procureur de présenter des éléments de preuve supplémentaires, y compris des dépositions de témoins; ou

b) Ordonner que le procès se poursuive selon les procédures normales prévues par le présent statut, auquel cas elle considère qu'il n'y a pas eu aveu de culpabilité et peut renvoyer l'affaire à une autre chambre de première instance.

5. Toute discussion entre le procureur et la défense relatives à la modification des chefs d'accusation, à l'aveu de culpabilité ou à la peine à prononcer n'engagent pas la Cour.

Art. 66. — *Présomption d'innocence*

1. Toute personne est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité ait été établie devant la Cour conformément au droit applicable.

2. Il incombe au procureur de prouver la culpabilité de l'accusé.

3. Pour condamner l'accusé, la Cour doit être convaincue de sa culpabilité au-delà de tout doute raisonnable.

Art. 67. — *Droits de l'accusé*

1. Lors de l'examen des charges portées contre lui, l'accusé a droit à ce que sa cause soit entendue publiquement, compte tenu des dispositions du présent statut, équitablement et de façon impartiale. Il a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes:

a) Être informé dans le plus court délai et de façon détaillée de la nature, de la cause et de la teneur des charges dans une langue qu'il comprend et parle parfaitement;

b) Disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et communiquer librement et confidentiellement avec le conseil de son choix;

c) Être jugé sans retard excessif;

d) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 63, être présent à son procès, se défendre lui-même ou se faire assister par le défenseur de son choix; s'il n'a pas de défenseur, être informé de son droit d'en avoir un et, chaque fois que l'intérêt de la justice l'exige, se voir attribuer d'office un défenseur par la Cour, sans frais s'il n'a pas les moyens de le rémunérer;

e) Interroger ou faire interroger les témoins à charge et obtenir la comparution et l'interrogatoire des témoins à décharge dans les mêmes conditions que les témoins à charge. L'accusé a également le droit de faire valoir des moyens de défense et de présenter d'autres éléments de preuve admissibles en vertu du présent statut;

f) Se faire assister gratuitement d'un interprète compétent et bénéficier des traductions nécessaires pour satisfaire aux exigences de l'équité, si la langue employée dans toute procédure suivie devant la Cour ou dans tout document présenté n'est pas une langue qu'il comprend et parle parfaitement;

g) Ne pas être forcé de témoigner contre lui-même ou de s'avouer coupable, et garder le silence sans que ce silence soit pris en considération pour déterminer sa culpabilité ou son innocence;

h) Faire, sans prêter serment, une déclaration écrite ou orale pour sa défense; et

i) Ne pas se voir imposer le renversement du fardeau de la preuve ni la charge de la réfutation.

2. Outre toute autre communication prévue par le présent statut, le procureur communique à la défense, dès que cela est possible, les éléments de preuve en sa possession ou à sa disposition dont il estime qu'ils disculpent l'accusé ou tendent à le disculper ou à atténuer sa culpabilité, ou sont de nature à entamer la crédibilité des éléments de preuve à charge. En cas de doute quant à l'application du présent paragraphe, la Cour tranche.

Art. 68. — *Protection et participation au procès des victimes et des témoins*

1. La Cour prend les mesures propres à protéger la sécurité, le bien-être physique et psychologique, la dignité et le respect de la vie privée des victimes et des témoins. Ce faisant, elle tient compte de tous les facteurs pertinents, notamment l'âge, le sexe tel que défini à l'article 7, paragraphe 3, et l'état de santé, ainsi que la nature du crime, en particulier, mais sans s'y limiter, lorsque celui-ci s'accompagne de violences à caractère sexuel, de violences à caractère sexiste ou de violences contre des enfants. Le procureur prend ces mesures en particulier au stade de l'enquête et des poursuites. Ces mesures ne doivent être ni préjudiciables ni contraires aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial.

2. Par exception au principe de la publicité des débats énoncé à l'article 67, les Chambres de la Cour peuvent, pour protéger les victimes et les témoins ou un accusé, ordonner le huis clos pour une partie quelconque de la procédure ou permettre que les dépositions soient recueillies par des moyens électroniques ou autres moyens spéciaux. Ces mesures sont appliquées en particulier à l'égard d'une victime de violences sexuelles ou d'un enfant qui est victime ou témoin, à moins que la Cour n'en décide autrement compte tenu de toutes les circonstances, en particulier des vues de la victime ou du témoin.

3. Lorsque les intérêts personnels des victimes sont concernés, la Cour permet que leurs vues et préoccupations soient exposées et examinées, à des stades de la procédure qu'elle estime appropriés et d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial. Ces vues et préoccupations peuvent être exposées par les représentants légaux des victimes lorsque la Cour l'estime approprié, conformément au règlement de procédure et de preuve.

4. La Division d'aide aux victimes et aux témoins peut conseiller le procureur et la Cour sur les mesures de protection, les dispositions de sécurité et les activités de conseil et d'aide visées à l'article 43, paragraphe 6.

5. Lorsque la divulgation d'éléments de preuve et de renseignements en vertu du présent statut risque de mettre gravement en danger un témoin ou les membres de sa famille, le procureur peut, dans toute procédure engagée avant l'ouverture du procès, s'abstenir de divulguer ces éléments de preuve ou renseignements et en présenter un résumé. De telles mesures doivent être appliquées

d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial.

6. Un État peut demander que soient prises les mesures nécessaires pour assurer la protection de ses fonctionnaires ou agents et la protection d'informations confidentielles ou sensibles.

Art. 69. — *Preuve*

1. Avant de déposer, chaque témoin, conformément au règlement de procédure et de preuve, prend l'engagement de dire la vérité.

2. Les témoins sont entendus en personne lors d'une audience, sous réserve des mesures prévues à l'article 68 ou dans le règlement de procédure et de preuve. La Cour peut également autoriser un témoin à présenter une déposition orale ou un enregistrement vidéo ou audio, et à présenter des documents ou des transcriptions écrites, sous réserve des dispositions du présent statut et conformément au règlement de procédure et de preuve. Ces mesures ne doivent être ni préjudiciables ni contraires aux droits de la défense.

3. Les parties peuvent présenter des éléments de preuve pertinents pour l'affaire, conformément à l'article 64. La Cour a le pouvoir de demander la présentation de tous les éléments de preuve qu'elle juge nécessaires à la manifestation de la vérité.

4. La Cour peut se prononcer sur la pertinence et l'admissibilité de tout élément de preuve conformément au règlement de procédure et de preuve, en tenant compte notamment de la valeur probante de cet élément de preuve et de la possibilité qu'il nuise à l'équité du procès ou à une évaluation équitable de la déposition d'un témoin.

5. La Cour respecte les règles de confidentialité telles qu'elles sont énoncées dans le règlement de procédure et de preuve.

6. La Cour n'exige pas la preuve des faits qui sont notoires, mais en dresse le constat judiciaire.

7. Les éléments de preuve obtenus par un moyen violant le présent statut ou les droits de l'homme internationalement reconnus ne sont pas admissibles:

a) Si la violation met sérieusement en question la crédibilité des éléments de preuve; ou

b) Si l'admission de ces éléments de preuve serait de nature à compromettre la procédure et à porter gravement atteinte à son intégrité.

8. Lorsqu'elle se prononce sur la pertinence ou l'admissibilité d'éléments de preuve réunis par un État, la Cour ne se prononce pas sur l'application de la législation nationale de cet État.

Art. 70. — *Atteintes à l'administration de la justice*

1. La Cour a compétence pour connaître des atteintes suivantes à son administration de la justice lorsqu'elles sont commises intentionnellement:

a) Faux témoignage d'une personne qui a pris l'engagement de dire la vérité en application de l'article 69, paragraphe 1;

b) Production d'éléments de preuve faux ou falsifiés en connaissance de cause;

c) Subornation de témoin, manœuvres visant à empêcher un témoin de comparaître ou de déposer librement, représailles exercées contre un témoin en raison de sa déposition, destruction ou falsification d'éléments de preuve, ou entrave au rassemblement de tels éléments;

d) Intimidation d'un membre ou agent de la Cour, entrave à son action ou trafic d'influence afin de l'amener, par la contrainte ou la persuasion, à ne pas exercer ses fonctions ou à ne pas les exercer comme il convient;

e) Représailles contre un membre ou un agent de la Cour en raison des fonctions exercées par celui-ci ou par un autre membre ou agent;

f) Sollicitation ou acceptation d'une rétribution illégale par un membre ou un agent de la Cour dans le cadre de ses fonctions officielles.

2. Les principes et les procédures régissant l'exercice par la Cour de sa compétence à l'égard des atteintes à l'administration de la justice en vertu du présent article sont énoncés dans le règlement de procédure et de preuve. Les modalités de la coopération internationale avec la Cour dans la mise en œuvre des dispositions du présent article sont régies par la législation nationale de l'État requis.

3. En cas de condamnation, la Cour peut imposer une peine d'emprisonnement ne pouvant excéder cinq années, ou une amende prévue dans le règlement de procédure et de preuve, ou les deux.

4. *a)* Les États parties étendent les dispositions de leur droit pénal qui répriment les atteintes à l'intégrité de leurs procédures d'enquête ou de leur système judiciaire aux atteintes à l'administration de la justice en vertu du présent article commises sur leur territoire, ou par l'un de leurs ressortissants;

b) À la demande de la Cour, un État partie saisit ses autorités compétentes aux fins de poursuites chaque fois qu'il le juge approprié. Ces autorités traitent les dossiers dont il s'agit avec diligence, en y consacrant les moyens nécessaires à une action efficace.

Art. 71. — *Sanctions en cas d'inconduite à l'audience*

1. La Cour peut sanctionner l'inconduite à l'audience, y compris la perturbation de l'audience ou le refus délibéré de suivre ses instructions, par des mesures administratives autres qu'une peine d'emprisonnement, par exemple l'expulsion temporaire ou permanente de la salle, une amende ou d'autres mesures analogues prévues dans le règlement de procédure et de preuve.

2. Le régime des sanctions indiquées au paragraphe 1 est fixé dans le règlement de procédure et de preuve.

Art. 72. — *Protection de renseignements touchant à la sécurité nationale*

1. Le présent article s'applique dans tous les cas où la divulgation de renseignements ou de documents d'un État porterait atteinte, de l'avis de cet État, aux intérêts de sa sécurité nationale. Ces cas sont, en particulier, ceux qui relèvent de l'article 56, paragraphes 2 et 3, de l'article 61, paragraphe 3, de l'article 64, paragraphe 3, de l'article 67, paragraphe 2, de l'article 68, paragraphe 6, de l'article 87, paragraphe 6, et de l'article 93, ainsi que les cas, à tout autre stade de la procédure, où une telle divulgation peut être en cause.

2. Le présent article s'applique également lorsqu'une personne qui a été invitée à fournir des renseignements ou des éléments de preuve a refusé de le faire ou en a référé à l'État au motif que leur divulgation porterait atteinte aux intérêts d'un État en matière de sécurité nationale et lorsque cet État confirme qu'à son avis la divulgation de ces renseignements porterait atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale.

3. Aucune disposition du présent article ne porte atteinte aux normes de confidentialité applicables en vertu de l'article 54, paragraphe 3, alinéas *e)* et *f)*, ni à l'application de l'article 73.

4. Si un État apprend que des renseignements ou des documents de l'État sont ou seront probablement divulgués à un stade quelconque de la procédure, et s'il estime qu'une telle divulgation porterait atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale, cet État a le droit d'intervenir en vue d'obtenir le règlement de la question selon les dispositions du présent article.

5. Lorsqu'un État estime que la divulgation de renseignements porterait atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale, il prend, en liaison avec le procureur, la défense, la Chambre préliminaire ou la Chambre de première instance, selon le cas, toutes les mesures raisonnablement possibles pour trouver une solution par la concertation. Ces mesures peuvent notamment consister à:

a) Modifier ou préciser la demande;

b) Faire trancher par la Cour la question de la pertinence des renseignements ou éléments de preuve demandés, ou la question de savoir si les éléments de preuve, quoique pertinents, pourraient être ou ont été obtenus d'une source autre que l'État requis;

c) Obtenir les renseignements ou éléments de preuve d'une autre source ou sous une forme différente; ou

d) Trouver un accord sur les conditions auxquelles l'assistance pourrait être fournie, notamment par la communication de résumés ou de versions corrigées, l'imposition de restrictions à la divulgation, le recours à une procédure à huis clos ou *ex parte*, ou l'application d'autres mesures de protection autorisées par le statut ou le règlement de procédure et de preuve.

6. Lorsque toutes les mesures raisonnablement possibles ont été prises pour régler la question par la concertation et que l'État estime qu'il n'existe ni moyens ni conditions qui lui permettraient de communiquer ou de divulguer les renseignements ou les documents sans porter atteinte aux intérêts de sa sécurité nationale, il en avise le procureur ou la Cour en indiquant les raisons précises qui l'ont conduit à cette conclusion, à moins qu'un énoncé précis de ces raisons ne porte nécessairement atteinte aux intérêts de l'État en matière de sécurité nationale.

7. Par la suite, si la Cour détermine que les éléments de preuve sont pertinents et nécessaires pour l'établissement de la culpabilité ou de l'innocence de l'accusé, elle peut prendre les mesures ci-après:

a) Lorsque la divulgation des renseignements ou du document est sollicitée dans le cadre d'une demande de coopération au titre du chapitre IX ou dans les circonstances décrites au paragraphe 2, et que l'État a invoqué le motif de refus visé à l'article 93, paragraphe 4:

i) La Cour peut, avant de tirer la conclusion visée au paragraphe 7, alinéa *a) ii)*, demander la tenue de consultations supplémentaires aux fins d'examiner les observations de l'État, y compris, le cas échéant, la tenue d'audiences à huis clos et *ex parte*;

ii) Si la Cour conclut qu'en invoquant le motif de refus énoncé à l'article 93, paragraphe 4, dans les circonstances de l'espèce, l'État requis n'agit pas conformément aux obligations qui lui incombent en vertu du présent statut, elle peut renvoyer l'affaire conformément à l'article 87, paragraphe 7, en précisant les raisons qui motivent sa conclusion; et

iii) La Cour peut tirer toute conclusion qu'elle estime appropriée en l'espèce, lorsqu'elle juge l'accusé, quant à l'existence ou la non-existence d'un fait; ou

b) Dans toutes les autres circonstances:

i) Ordonner la divulgation; ou

ii) Dans la mesure où elle n'ordonne pas la divulgation, tirer toute conclusion qu'elle estime appropriée en l'espèce, lorsqu'elle juge l'accusé, quant à l'existence ou la non-existence d'un fait.

Art. 73. — *Renseignements ou documents émanant de tiers*

Si un État partie est requis par la Cour de fournir un document ou un renseignement en sa possession, sous sa garde ou sous son contrôle qui lui a été communiqué à titre confidentiel par un État, une organisation intergouvernementale ou une organisation internationale, il demande à celui dont il tient le renseignement ou le document l'autorisation de le divulguer. Si celui qui a communiqué le renseignement ou le document est un État partie, il consent à la divulgation du renseignement ou du document, ou s'efforce de régler la question avec la Cour, sous réserve des dispositions de l'article 72. Si celui qui a communiqué le renseignement ou le document n'est pas un État partie et refuse de consentir à la divulgation, l'État requis informe la Cour qu'il n'est pas en mesure de fournir le document ou le renseignement en raison d'une obligation préexistante de confidentialité à l'égard de celui dont il le tient.

Art. 74. — *Conditions requises pour la décision*

1. Tous les juges de la Chambre de première instance assistent à chaque phase du procès et à l'intégralité des débats. La Présidence peut désigner, au cas par cas un ou plusieurs juges suppléants, en fonction des disponibilités, pour assister également à toutes les phases du procès et remplacer un membre de la Chambre de première instance qui ne pourrait continuer de siéger.

2. La Chambre de première instance fonde sa décision sur son appréciation des preuves et sur l'ensemble des procédures. Sa décision ne peut aller au-delà des faits et des circonstances décrits dans les charges et les modifications apportées à celles-ci. Elle est fondée exclusivement sur les preuves produites et examinées au procès.

3. Les juges s'efforcent de prendre leur décision à l'unanimité, faute de quoi, ils la prennent à la majorité.

4. Les délibérations de la Chambre de première instance sont et demeurent secrètes.

5. La décision est présentée par écrit. Elle contient l'exposé complet et motivé des constatations de la Chambre de première instance sur les preuves et les conclusions. Il n'est prononcé qu'une seule décision. S'il n'y pas unanimité, la décision contient les vues de la majorité et de la minorité. Il est donné lecture de la décision ou de son résumé en audience publique.

Art. 75. — *Réparation en faveur des victimes*

1. La Cour établit des principes applicables aux formes de réparation, telles que la restitution, l'indemnisation ou la réhabilitation, à accorder aux victimes ou à leurs ayants droit. Sur cette base, la Cour peut, sur demande, ou de son propre chef dans des circonstances exceptionnelles, déterminer dans sa décision l'ampleur du dommage, de la perte ou du préjudice causé aux victimes ou à leurs ayants droit, en indiquant les principes sur lesquels elle fonde sa décision.

2. La Cour peut rendre contre une personne condamnée une ordonnance indiquant la réparation qu'il convient d'accorder aux victimes ou à leurs ayants droit. Cette réparation peut prendre notamment la forme de la restitution, de l'indemnisation ou de la réhabilitation.

Le cas échéant, la Cour peut décider que l'indemnité accordée à titre de réparation est versée par l'intermédiaire du Fonds visé à l'article 79.

3. Avant de rendre une ordonnance en vertu du présent article, la Cour peut solliciter, et prend en considération, les observations de la personne condamnée, des victimes, des autres personnes intéressées ou des États intéressés, et les observations formulées au nom de ces personnes ou de ces États.

4. Lorsqu'elle exerce le pouvoir que lui confère le présent article et après qu'une personne a été reconnue coupable d'un crime relevant de sa compétence, la Cour peut déterminer s'il est nécessaire, pour donner effet aux ordonnances qu'elle rend en vertu du présent article, de demander des mesures au titre de l'article 93, paragraphe 1.

5. Les États parties font appliquer les décisions prises en vertu du présent article comme si les dispositions de l'article 109 étaient applicables au présent article.

6. Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice des droits que le droit interne ou le droit international reconnaissent aux victimes.

Art. 76. — *Prononcé de la peine*

1. En cas de verdict de culpabilité, la Chambre de première instance fixe la peine à appliquer en tenant compte des conclusions et éléments de preuve pertinents présentés au procès.

2. Sauf dans les cas où l'article 65 s'applique et avant la fin du procès, la Chambre de première instance peut d'office, et doit à la demande du procureur ou de l'accusé, tenir une audience supplémentaire pour prendre connaissance de toutes nouvelles conclusions et de tous nouveaux éléments de preuve pertinents pour la fixation de la peine conformément au règlement de procédure et de preuve.

3. Lorsque le paragraphe 2 s'applique, la Chambre de première instance entend les observations prévues à l'article 75 au cours de l'audience supplémentaire visée au paragraphe 2 et, au besoin, au cours de toute nouvelle audience.

4. La sentence est prononcée en audience publique et, lorsque cela est possible, en présence de l'accusé.

CHAPITRE VII
LES PEINES

Art. 77. — *Peines applicables*

1. Sous réserve de l'article 110, la Cour peut prononcer contre une personne déclarée coupable d'un crime visé à l'article 5 du présent statut l'une des peines suivantes:

a) Une peine d'emprisonnement à temps de 30 ans au plus; ou

b) Une peine d'emprisonnement à perpétuité, si l'extrême gravité du crime et la situation personnelle du condamné le justifient.

2. À la peine d'emprisonnement, la Cour peut ajouter:

a) Une amende fixée selon les critères prévus par le règlement de procédure et de preuve;

b) La confiscation des profits, biens et avoirs tirés directement ou indirectement du crime, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi.

Art. 78. — *Fixation de la peine*

1. Lorsqu'elle fixe la peine, la Cour tient compte, conformément au règlement de procédure et de preuve, de considérations telles que la gravité du crime et la situation personnelle du condamné.

2. Lorsqu'elle prononce une peine d'emprisonnement, la Cour en déduit le temps que le condamné a passé, sur son ordre, en détention. Elle peut également en déduire toute autre période passée en détention à raison d'un comportement lié au crime.

3. Lorsqu'une personne est reconnue coupable de plusieurs crimes, la Cour prononce une peine pour chaque crime et une peine unique indiquant la durée totale d'emprisonnement. Cette durée ne peut être inférieure à celle de la peine individuelle la plus lourde et ne peut être supérieure à 30 ans ou à celle de la peine d'emprisonnement à perpétuité prévue à l'article 77, paragraphe 1, alinéa *b)*.

Art. 79. — *Fonds au profit des victimes*

1. Un fonds est créé, sur décision de l'Assemblée des États parties, au profit des victimes de crimes relevant de la compétence de la Cour et de leurs familles.

2. La Cour peut ordonner que le produit des amendes et tout autre bien confisqué soient versés au fonds.

3. Le fonds est géré selon les principes fixés par l'Assemblée des États parties.

Art. 80. — *Le statut, l'application des peines par les États et le droit national*

Rien dans le présent chapitre n'affecte l'application par les États des peines que prévoit leur droit interne, ni l'application du droit des États qui ne prévoient pas les peines prévues dans le présent chapitre.

CHAPITRE VIII
APPEL ET RÉVISION

Art. 81. — *Appel d'une décision sur la culpabilité ou la peine*

1. Il peut être fait appel, conformément au règlement de procédure et de preuve, d'une décision rendue en vertu de l'article 74 selon les modalités suivantes:

a) Le procureur peut interjeter appel pour l'un des motifs suivants:

i) Vice de procédure;

ii) Erreur de fait;

iii) Erreur de droit;

b) La personne déclarée coupable, ou le procureur au nom de cette personne, peut interjeter appel pour l'un des motifs suivants:

i) Vice de procédure;

ii) Erreur de fait;

iii) Erreur de droit;

iv) Tout autre motif de nature à compromettre l'équité ou la régularité de la procédure ou de la décision.

2. *a)* Le procureur ou le condamné peut, conformément au règlement de procédure et de preuve, interjeter appel de la peine prononcée au motif d'une disproportion entre celle-ci et le crime;

b) Si, à l'occasion d'un appel contre la peine prononcée, la Cour estime qu'il existe des motifs qui pourraient justifier l'annulation de tout ou partie de la décision sur la culpabilité, elle peut inviter le procureur et le condamné à invoquer les motifs énoncés à l'article 81, paragraphe 1, alinéas *a)* ou *b)*, et se prononcer sur la décision sur la culpabilité conformément à l'article 83;

c) La même procédure s'applique si, à l'occasion d'un appel concernant uniquement la décision sur la culpabilité, la Cour estime qu'il existe des motifs justifiant une réduction de la peine en vertu du paragraphe 2, alinéa *a)*.

3. *a)* À moins que la Chambre de première instance n'en décide autrement, la personne reconnue coupable reste détenue pendant la procédure d'appel;

b) Lorsque la durée de la détention dépasse la durée de la peine prononcée, la personne reconnue coupable est mise en liberté; toutefois, si le procureur fait également appel, la libération peut être subordonnée aux conditions énoncées à l'alinéa *c)* ci-après;

c) En cas d'acquittement, l'accusé est immédiatement mis en liberté, sous réserve des conditions suivantes:

i) Dans des circonstances exceptionnelles, et en fonction, notamment, du risque d'évasion, de la gravité de l'infraction et des chances de voir l'appel aboutir, la Chambre de première instance peut, à la demande du procureur, ordonner le maintien en détention de l'accusé pendant la procédure d'appel;

ii) La décision rendue par la Chambre de première instance en vertu du sous-alinéa *i)* est susceptible d'appel conformément au règlement de procédure et de preuve.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 3, alinéas *a)* et *b)*, il est sursis à l'exécution de la décision sur la culpabilité ou la peine durant le délai consenti pour le recours en appel et durant la procédure d'appel.

Art. 82. — *Appel d'autres décisions*

1. L'une ou l'autre partie peut faire appel, conformément au règlement de procédure et de preuve, de l'une des décisions ci-après:

a) Décision sur la compétence ou la recevabilité;

b) Décision accordant ou refusant la mise en liberté de la personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites;

c) Décision de la Chambre préliminaire d'agir de sa propre initiative en vertu de l'article 56, paragraphe 3;

d) Décision soulevant une question de nature à affecter de manière appréciable le déroulement équitable et rapide de la procédure ou l'issue du procès, et dont le règlement immédiat par la Chambre d'appel pourrait, de l'avis de la Chambre préliminaire ou de la Chambre de première instance, faire sensiblement progresser la procédure.

2. La décision de la Chambre préliminaire visée à l'article 57, paragraphe 3, alinéa *d)*, est susceptible d'appel de la part de l'État concerné ou du procureur, avec l'autorisation de la Chambre préliminaire. Cet appel est examiné selon une procédure accélérée.

3. L'appel n'a d'effet suspensif que si la Chambre d'appel l'ordonne sur requête présentée conformément au règlement de procédure et de preuve.

4. Le représentant légal des victimes, la personne condamnée ou le propriétaire de bonne foi d'un bien affecté par une ordonnance rendue en vertu de l'article 75 peut relever appel de cette ordonnance conformément au règlement de procédure et de preuve.

Art. 83. — *Procédure d'appel*

1. Aux fins des procédures visées à l'article 81 et au présent article, la Chambre d'appel a tous les pouvoirs de la Chambre de première instance.

2. Si la Chambre d'appel conclut que la procédure faisant l'objet de l'appel est viciée au point de porter atteinte à la régularité de la décision ou de la condamnation, ou que la décision ou la condamnation faisant l'objet de l'appel est sérieusement entachée d'une erreur de fait ou de droit, elle peut:

a) Annuler ou modifier la décision ou la condamnation; ou

b) Ordonner un nouveau procès devant une chambre de première instance différente.

À ces fins, la Chambre d'appel peut renvoyer une question de fait devant la Chambre de première instance initialement saisie afin que celle-ci tranche la question et lui fasse rapport, ou elle peut elle-même demander des éléments de preuve afin de trancher. Lorsque seule la personne condamnée, ou le procureur en son nom, a interjeté appel de la décision ou de la condamnation, celle-ci ne peut être modifiée à son détriment.

3. Si, dans le cadre de l'appel d'une condamnation, la Chambre d'appel constate que la peine est disproportionnée par rapport au crime, elle peut la modifier conformément au chapitre VII.

4. L'arrêt de la Chambre d'appel est adopté à la majorité des juges et rendu en audience publique. Il est motivé. Lorsqu'il n'y a pas unanimité, il contient les vues de la majorité et de la minorité, mais un juge peut présenter une opinion individuelle ou une opinion dissidente sur une question de droit.

5. La Chambre d'appel peut prononcer son arrêt en l'absence de la personne acquittée ou condamnée.

Art. 84. — *Révision d'une décision sur la culpabilité ou la peine*

1. La personne déclarée coupable ou, si elle est décédée, son conjoint, ses enfants, ses parents ou toute personne vivant au moment de son décès qu'elle a mandatée par écrit expressément à cette fin, ou le procureur agissant au nom de cette personne, peuvent saisir la Chambre d'appel d'une requête en révision de la décision définitive sur la culpabilité ou la peine pour les motifs suivants:

a) Il a été découvert un fait nouveau qui:

i) N'était pas connu au moment du procès sans que cette circonstance puisse être imputée, en totalité ou en partie, au requérant; et

ii) S'il avait été établi lors du procès, aurait vraisemblablement entraîné un verdict différent;

b) Il a été découvert qu'un élément de preuve décisif, retenu lors du procès et sur la base duquel la culpabilité a été établie, était faux, contrefait ou falsifié;

c) Un ou plusieurs des juges qui ont participé à la décision sur la culpabilité ou qui ont confirmé les charges ont commis dans cette affaire un acte constituant une faute lourde ou un manquement à leurs devoirs d'une gravité suffisante pour justifier qu'ils soient relevés de leurs fonctions en application de l'article 46.

2. La Chambre d'appel rejette la requête si elle la juge infondée. Si elle estime que la requête est fondée sur des motifs valables, elle peut, selon ce qui convient:

a) Réunir à nouveau la Chambre de première instance qui a rendu le jugement initial;

b) Constituer une nouvelle chambre de première instance; ou

c) Rester saisie de l'affaire,

afin de déterminer, après avoir entendu les parties selon les modalités prévues dans le règlement de procédure et de preuve, si le jugement doit être révisé.

Art. 85. — *Indemnisation des personnes arrêtées ou condamnées*

1. Quiconque a été victime d'une arrestation ou mise en détention illégales a droit à réparation.

2. Lorsqu'une condamnation définitive est ultérieurement annulée parce qu'un fait nouveau ou nouvellement révélé prouve qu'il s'est produit une erreur judiciaire, la personne qui a subi une peine en raison de cette condamnation est indemnisée conformément à la loi, à moins qu'il ne soit prouvé que la non-révélation en temps utile du fait inconnu lui est imputable en tout ou partie.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, si la Cour constate, au vu de faits probants, qu'une erreur judiciaire grave et manifeste a été commise, elle peut, à sa discrétion, accorder une indemnité conforme aux critères énoncés dans le règlement de procédure et de preuve à une personne qui avait été placée en détention et a été libérée à la suite d'un acquittement définitif ou parce qu'il a été mis fin aux poursuites pour ce motif.

CHAPITRE IX

COOPÉRATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE JUDICIAIRE

Art. 86. — *Obligation générale de coopérer*

Conformément aux dispositions du présent statut, les États parties coopèrent pleinement avec la Cour dans les enquêtes et poursuites qu'elle mène pour les crimes relevant de sa compétence.

Art. 87. — *Demandes de coopération: dispositions générales*

1. a) La Cour est habilitée à adresser des demandes de coopération aux États parties. Ces demandes sont transmises par la voie diplomatique ou toute autre voie appropriée que chaque État partie choisit au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent statut ou de l'adhésion à celui-ci.

Toute modification ultérieure du choix de la voie de transmission est faite par chaque État partie conformément au règlement de procédure et de preuve.

b) S'il y a lieu, et sans préjudice des dispositions de l'alinéa *a)*, les demandes peuvent être également transmises par l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL) ou par toute organisation régionale compétente.

2. Les demandes de coopération et les pièces justificatives y afférentes sont soit rédigées dans une langue officielle de l'État requis ou accompagnées d'une traduction dans cette langue, soit rédigées dans l'une des langues de travail de la Cour ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues, selon le choix fait par l'État requis au moment de la ratification, de l'acceptation ou de l'approbation du présent statut ou de l'adhésion à celui-ci.

Toute modification ultérieure de ce choix est faite conformément au règlement de procédure et de preuve.

3. L'État requis respecte le caractère confidentiel des demandes de coopération et des pièces justificatives y afférentes, sauf dans la mesure où leur divulgation est nécessaire pour donner suite à la demande.

4. En ce qui concerne les demandes d'assistance présentées au titre du présent chapitre, la Cour peut prendre, notamment en matière de protection des renseignements, les mesures qui peuvent être nécessaires pour garantir la sécurité et le bien-être physique ou psychologique des victimes, des témoins potentiels et des membres de leur famille. La Cour peut demander que tout renseignement fourni au titre du présent chapitre soit communiqué et traité de telle sorte que soient préservés la sécurité et le bien-être physique ou psychologique des victimes, des témoins potentiels et des membres de leur famille.

5. *a)* La Cour peut inviter tout État non partie au présent statut à prêter son assistance au titre du présent chapitre sur la base d'un arrangement ad hoc ou d'un accord conclu avec cet État ou sur toute autre base appropriée.

b) Si, ayant conclu avec la Cour un arrangement ad hoc ou un accord, un État non partie au présent statut n'apporte pas l'assistance qui lui est demandée en vertu de cet arrangement ou de cet accord, la Cour peut en informer l'Assemblée des États parties, ou le Conseil de sécurité lorsque c'est celui-ci qui l'a saisie.

6. La Cour peut demander des renseignements ou des documents à toute organisation intergouvernementale. Elle peut également solliciter d'autres formes de coopération et d'assistance dont elle est convenue avec une organisation intergouvernementale et qui sont conformes aux compétences ou au mandat de celle-ci.

7. Si un État partie n'accède pas à une demande de coopération de la Cour contrairement à ce que prévoit le présent statut, et l'empêche ainsi d'exercer les fonctions et les pouvoirs que lui confère le présent statut, la Cour peut en prendre acte et en référer à l'Assemblée des États parties ou au Conseil de sécurité lorsque c'est celui-ci qui l'a saisie.

Art. 88. — *Procédures disponibles selon la législation nationale*

Les États parties veillent à prévoir dans leur législation nationale les procédures qui permettent la réalisation de toutes les formes de coopération visées dans le présent chapitre.

Art. 89. — *Remise de certaines personnes à la Cour*

1. La Cour peut présenter à tout État sur le territoire duquel une personne est susceptible de se trouver une demande, accompagnée des

pièces justificatives indiquées à l'article 91, tendant à ce que cette personne soit arrêtée et lui soit remise, et sollicite la coopération de cet État pour l'arrestation et la remise de la personne. Les États parties répondent à toute demande d'arrestation et de remise conformément aux dispositions du présent chapitre et aux procédures prévues par leur législation nationale.

2. Lorsque la personne dont la remise est sollicitée saisit une juridiction nationale d'une contestation fondée sur le principe *non bis in idem*, comme prévu à l'article 20, l'État requis consulte immédiatement la Cour pour savoir s'il y a eu en l'espèce une décision sur la recevabilité. S'il a été décidé que l'affaire est recevable, l'État requis donne suite à la demande. Si la décision sur la recevabilité est pendante, l'État requis peut différer l'exécution de la demande jusqu'à ce que la Cour ait statué.

3. *a)* Les États parties autorisent le transport à travers leur territoire, conformément aux procédures prévues par leur législation nationale, de toute personne transférée à la Cour par un autre État, sauf dans le cas où le transit par leur territoire gênerait ou retarderait la remise.

b) Une demande de transit est transmise par la Cour conformément à l'article 87. Elle contient:

i) Le signalement de la personne transportée;

ii) Un bref exposé des faits et de leur qualification juridique; et

iii) Le mandat d'arrêt et de l'ordonnance de remise;

c) La personne transportée reste détenue pendant le transit.

d) Aucune autorisation n'est nécessaire si la personne est transportée par voie aérienne et si aucun atterrissage n'est prévu sur le territoire de l'État de transit.

e) Si un atterrissage imprévu a lieu sur le territoire de l'État de transit, celui-ci peut exiger de la Cour la présentation d'une demande de transit dans les formes prescrites à l'alinéa *b)*. L'État de transit place la personne transportée en détention jusqu'à la réception de la demande de transit et l'accomplissement effectif du transit. Toutefois, la détention au titre du présent alinéa ne peut se prolonger au-delà de 96 heures après l'atterrissage imprévu si la demande n'est pas reçue dans ce délai.

4. Si la personne réclamée fait l'objet de poursuites ou exécute une peine dans l'État requis pour un crime différent de celui pour lequel sa remise à la Cour est demandée, cet État, après avoir décidé d'accéder à la demande de la Cour, consulte celle-ci.

Art. 90. — *Demandes concurrentes*

1. Si un État partie reçoit de la Cour, conformément à l'article 89, une demande de remise et reçoit par ailleurs de tout autre État une demande d'extradition de la même personne pour le même comportement, qui constitue la base du crime pour lequel la Cour demande la remise de cette personne, il en avise la Cour et l'État requérant.

2. Lorsque l'État requérant est un État partie, l'État requis donne la priorité à la demande de la Cour:

a) Si la Cour a décidé, en application des articles 18 ou 19, que l'affaire que concerne la demande de remise est recevable en tenant compte de l'enquête menée ou des poursuites engagées par l'État requérant en relation avec la demande d'extradition de celui-ci; ou

b) Si la Cour prend la décision visée à l'alinéa *a)* à la suite de la notification faite par l'État requis en application du paragraphe 1.

3. Lorsque la Cour n'a pas pris la décision visée au paragraphe 2, alinéa *a)*, l'État requis peut, s'il le souhaite, commencer à instruire la demande d'extradition de l'État requérant en attendant que la Cour se prononce comme prévu à l'alinéa *b)*. Il n'extrade pas la personne tant que la Cour n'a pas jugé l'affaire irrecevable. La Cour se prononce selon une procédure accélérée.

4. Si l'État requérant est un État non partie au présent statut, l'État requis, s'il n'est pas tenu par une obligation internationale d'extrader l'intéressé vers l'État requérant, donne la priorité à la demande de remise de la Cour, si celle-ci a jugé que l'affaire était recevable.

5. Quand une affaire relevant du paragraphe 4 n'a pas été jugée recevable par la Cour, l'État requis peut, s'il le souhaite, commencer à instruire la demande d'extradition de l'État requérant.

6. Dans les cas où le paragraphe 4 s'applique mais que l'État requis est tenu par une obligation internationale d'extrader la personne vers l'État non partie requérant, l'État requis détermine s'il y a lieu de remettre la personne à la Cour ou de l'extrader vers l'État requérant. Dans sa décision, il tient compte de toutes les considérations pertinentes, notamment:

a) L'ordre chronologique des demandes;

b) Les intérêts de l'État requérant, en particulier, le cas échéant, le fait que le crime a été commis sur son territoire et la nationalité des victimes et de la personne réclamée; et

c) La possibilité que l'État requérant procède par la suite à la remise de la personne à la Cour.

7. Si un État partie reçoit de la Cour une demande de remise et reçoit par ailleurs d'un autre État une demande d'extradition de la même personne pour un comportement différent de celui qui constitue le crime pour lequel la Cour demande la remise:

a) L'État requis donne la priorité à la demande de la Cour s'il n'est pas tenu par une obligation internationale d'extrader la personne vers l'État requérant;

b) S'il est tenu par une obligation internationale d'extrader la personne vers l'État requérant, l'État requis soit remet cette personne à la Cour soit l'extrade vers l'État requérant. Dans son choix, il tient compte de toutes les considérations pertinentes, notamment celles qui sont énoncées au paragraphe 6, mais accorde une importance particulière à la nature et à la gravité relative du comportement en cause.

8. Lorsqu'à la suite d'une notification reçue en application du présent article, la Cour a jugé une affaire irrecevable et que l'extradition vers l'État requérant est ultérieurement refusée, l'État requis avise la Cour de cette décision.

Art. 91. — *Contenu de la demande d'arrestation et de remise*

1. Une demande d'arrestation et de remise est faite par écrit. En cas d'urgence, elle peut être faite par tout moyen laissant une trace écrite, à condition d'être confirmée selon les modalités prévues à l'article 87, paragraphe 1, alinéa *a)*.

2. Si la demande concerne l'arrestation et la remise d'une personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt délivré par la Chambre préliminaire en vertu de l'article 58, elle contient ou est accompagnée d'un dossier contenant les pièces justificatives suivantes:

a) Le signalement de la personne recherchée, suffisant pour l'identifier, et des renseignements sur le lieu où elle se trouve probablement;

b) Une copie du mandat d'arrêt; et

c) Les documents, déclarations et renseignements qui peuvent être exigés dans l'État requis pour procéder à la remise; toutefois, les exigences de l'État requis ne doivent pas être plus lourdes dans ce cas que dans celui des demandes d'extradition présentées en application de traités ou arrangements conclus entre l'État requis et d'autres États et devraient même, si possible, l'être moins, eu égard au caractère particulier de la Cour.

3. Si la demande concerne l'arrestation et la remise d'une personne qui a déjà été reconnue coupable, elle contient ou est accompagnée d'un dossier contenant les pièces justificatives suivantes:

a) Une copie de tout mandat d'arrêt visant cette personne;

b) Une copie du jugement;

c) Des renseignements attestant que la personne recherchée est bien celle visée par le jugement; et

d) Si la personne recherchée a été condamnée à une peine, une copie de la condamnation, avec, dans le cas d'une peine d'emprisonnement, indication du temps déjà accompli et du temps restant à accomplir.

4. À la demande de la Cour, un État partie tient avec celle-ci, soit d'une manière générale, soit à propos d'une question particulière, des consultations sur les conditions prévues par sa législation interne qui pourraient s'appliquer selon le paragraphe 2, alinéa *c)*. Lors de ces consultations, l'État partie informe la Cour des exigences particulières de sa législation.

Art. 92. — *Arrestation provisoire*

1. En cas d'urgence, la Cour peut demander l'arrestation provisoire de la personne recherchée en attendant que soient présentées la demande de remise et les pièces justificatives visées à l'article 91.

2. La demande d'arrestation provisoire est faite par tout moyen laissant une trace écrite et contient:

a) Le signalement de la personne recherchée, suffisant pour l'identifier, et des renseignements sur le lieu où elle se trouve probablement;

b) L'exposé succinct des crimes pour lesquels la personne est recherchée et des faits qui seraient constitutifs de ces crimes, y compris, si possible, la date et le lieu où ils se seraient produits;

c) Une déclaration affirmant l'existence à l'encontre de la personne recherchée d'un mandat d'arrêt ou d'un jugement établissant sa culpabilité; et

d) Une déclaration indiquant qu'une demande de remise de la personne recherchée suivra.

3. Une personne provisoirement arrêtée peut être remise en liberté si l'État requis n'a pas reçu la demande de remise et les pièces justificatives visées à l'article 91 dans le délai prescrit par le règlement de procédure et de preuve. Toutefois, cette personne peut consentir à être remise avant l'expiration de ce délai si la législation de l'État requis le permet. Dans ce cas, l'État requis procède aussitôt que possible à sa remise à la Cour.

4. La mise en liberté de la personne recherchée prévu au paragraphe 3, est sans préjudice de son arrestation ultérieure et de sa remise si la demande de remise accompagnée des pièces justificatives est présentée par la suite.

Art. 93. — *Autres formes de coopération*

1. Les États parties font droit, conformément aux dispositions du présent chapitre et aux procédures prévues par leur législation nationale, aux demandes d'assistance de la Cour liées à une enquête ou à des poursuites et concernant:

a) L'identification d'une personne, le lieu où elle se trouve ou la localisation de biens;

b) Le rassemblement d'éléments de preuve, y compris les dépositions faites sous serment, et la production d'éléments de preuve, y compris les expertises et les rapports dont la Cour a besoin;

c) L'interrogatoire des personnes faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites;

d) La signification de documents, y compris les pièces de procédure;

e) Les mesures propres à faciliter la comparution volontaire devant la Cour de personnes déposant comme témoins ou experts;

f) Le transfèrement temporaire de personnes en vertu du paragraphe 7;

g) L'examen de localités ou de sites, notamment l'exhumation et l'examen de cadavres enterrés dans des fosses communes;

h) L'exécution de perquisitions et de saisies;

i) La transmission de dossiers et de documents, y compris les dossiers et les documents officiels;

j) La protection des victimes et des témoins et la préservation des éléments de preuve;

k) L'identification, la localisation, le gel ou la saisie du produit des crimes, des biens, des avoirs et des instruments qui sont liés aux crimes, aux fins de leur confiscation éventuelle, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi; et

l) Toute autre forme d'assistance non interdite par la législation de l'État requis propre à faciliter l'enquête et les poursuites relatives aux crimes relevant de la compétence de la Cour.

2. La Cour est habilitée à fournir à un témoin ou à un expert comparaissant devant elle l'assurance qu'il ne sera ni poursuivi, ni détenu, ni soumis par elle à une restriction quelconque de sa liberté personnelle pour un acte ou une omission antérieurs à son départ de l'État requis.

3. Si l'exécution d'une mesure particulière d'assistance décrite dans une demande présentée en vertu du paragraphe 1 est interdite dans l'État requis en vertu d'un principe juridique fondamental d'application générale, ledit État engage sans tarder des consultations avec la Cour pour tenter de régler la question. Au cours de ces consultations, il est envisagé d'apporter l'assistance demandée sous une autre forme ou sous certaines conditions. Si la question n'est pas réglée à l'issue des consultations, la Cour modifie la demande.

4. Conformément à l'article 72, un État partie ne peut rejeter, totalement ou partiellement, une demande d'assistance de la Cour que si cette demande a pour objet la production de documents ou la divulgation d'éléments de preuve qui touchent à sa sécurité nationale.

5. Avant de rejeter une demande d'assistance visée au paragraphe 1, alinéa *l)*, l'État requis détermine si l'assistance peut être fournie sous certaines conditions, ou pourrait l'être ultérieurement ou sous une autre forme, étant entendu que si la Cour ou le procureur acceptent ces conditions, ils sont tenus de les observer.

6. L'État requis qui rejette une demande d'assistance fait connaître sans retard ses raisons à la Cour ou au procureur.

7. *a)* La Cour peut demander le transfèrement temporaire d'une personne détenue aux fins d'identification ou pour obtenir un témoignage ou d'autres formes d'assistance. Cette personne peut être transférée si les conditions suivantes sont remplies:

i) La personne donne librement et en connaissance de cause son consentement au transfèrement; et

ii) L'État requis donne son accord au transfèrement, sous réserve des conditions dont cet État et la Cour peuvent convenir.

b) La personne transférée reste détenue. Une fois l'objectif du transfèrement atteint, la Cour renvoie sans délai cette personne dans l'État requis.

8. *a)* La Cour préserve le caractère confidentiel des pièces et renseignements recueillis, sauf dans la mesure nécessaire à l'enquête et aux procédures décrites dans la demande.

b) L'État requis peut au besoin communiquer des documents ou des renseignements au procureur à titre confidentiel. Le procureur ne peut alors les utiliser que pour recueillir des éléments de preuve nouveaux.

c) L'État requis peut, soit d'office, soit à la demande du procureur, autoriser par la suite la divulgation de ces documents ou renseignements. Ceux-ci peuvent alors être utilisés comme moyen de preuve conformément aux dispositions des chapitres V et VI et au règlement de procédure et de preuve.

9. *a) i)* Si un État partie reçoit, d'une part, de la Cour et, d'autre part, d'un autre État dans le cadre d'une obligation internationale, des demandes concurrentes ayant un autre objet que la remise ou l'extradition, il s'efforce, en consultation avec la Cour et cet autre État, de faire droit aux deux demandes, au besoin en différant l'une ou l'autre ou en la subordonnant à certaines conditions.

ii) À défaut, la concurrence des demandes est résolue conformément aux principes établis à l'article 90.

b) Toutefois, lorsque la demande de la Cour concerne des renseignements, des biens ou des personnes qui se trouvent sous l'autorité d'un État tiers ou d'une organisation internationale en vertu d'un accord international, l'État requis en informe la Cour et celle-ci adresse sa demande à l'État tiers ou à l'organisation internationale.

10. *a)* Si elle reçoit une demande en ce sens, la Cour peut coopérer avec l'État Partie qui mène une enquête ou un procès concernant un comportement qui constitue un crime relevant de la compétence de la Cour ou un crime grave au regard du droit interne de cet État, et prêter assistance à cet État.

b) i) Cette assistance comprend notamment:

a. La transmission de dépositions, documents et autres éléments de preuve recueillis au cours d'une enquête ou d'un procès menés par la Cour; et

b. L'interrogatoire de toute personne détenue par ordre de la Cour;

ii) Dans le cas visé au point *a.* du sous-alinéa *b), i) a.*:

a. La transmission des documents et autres éléments de preuve obtenus avec l'assistance d'un État requiert le consentement de cet État;

b. La transmission des dépositions, documents et autres éléments de preuve fournis par un témoin ou par un expert se fait conformément aux dispositions de l'article 68.

c) La Cour peut, dans les conditions énoncées au présent paragraphe, faire droit à une demande d'assistance émanant d'un État qui n'est pas partie au présent statut.

Art. 94. — *Sursis à exécution d'une demande à raison d'une enquête ou de poursuites en cours*

1. Si l'exécution immédiate d'une demande devait nuire au bon déroulement de l'enquête ou des poursuites en cours dans une affaire différente de celle à laquelle se rapporte la demande, l'État requis peut surseoir à l'exécution de celle-ci pendant un temps fixé d'un commun accord avec la Cour. Toutefois, ce sursis ne dure pas plus qu'il n'est nécessaire pour mener à bien l'enquête ou les poursuites en question dans l'État requis. Avant de décider de surseoir à l'exécution de la demande, l'État requis examine si l'assistance peut être fournie immédiatement sous certaines conditions.

2. Si la décision est prise de surseoir à l'exécution de la demande en application du paragraphe 1, le procureur peut toutefois demander l'adoption de mesures pour préserver les éléments de preuve, en vertu de l'article 93, paragraphe 1, alinéa *j)*.

Art. 95. — *Sursis à exécution d'une demande en raison d'une exception d'irrecevabilité*

Lorsque la Cour examine une exception d'irrecevabilité conformément aux articles 18 ou 19, l'État requis peut surseoir à l'exécution d'une demande faite au titre du présent chapitre en attendant que la Cour ait statué, à moins que la Cour n'ait expressément décidé que le procureur pouvait continuer de rassembler des éléments de preuve en application des articles 18 ou 19.

Art. 96. — *Contenu d'une demande portant sur d'autres formes de coopération visées à l'article 93*

1. Une demande portant sur d'autres formes de coopération visées à l'article 93 est faite par écrit. En cas d'urgence, elle peut être faite par tout moyen laissant une trace écrite, à condition d'être confirmée selon les modalités indiquées à l'article 87, paragraphe 1, alinéa *a)*.

2. La demande contient ou est accompagnée d'un dossier contenant les éléments suivants:

a) L'exposé succinct de l'objet de la demande et de la nature de l'assistance demandée, y compris les fondements juridiques et les motifs de la demande;

b) Des renseignements aussi détaillés que possible sur la personne ou le lieu qui doivent être identifiés ou localisés, de manière que l'assistance demandée puisse être fournie;

c) L'exposé succinct des faits essentiels qui justifient la demande;

d) L'exposé des motifs et l'explication détaillée des procédures ou des conditions à respecter;

e) Tout renseignement que peut exiger la législation de l'État requis pour qu'il soit donné suite à la demande; et

f) Tout autre renseignement utile pour que l'assistance demandée puisse être fournie.

3. À la demande de la Cour, un État partie tient avec celle-ci, soit d'une manière générale, soit à propos d'une question particulière, des consultations sur les conditions prévues par sa législation qui pourraient s'appliquer comme prévu au paragraphe 2, alinéa *e)*. Lors de ces consultations, l'État partie informe la Cour des exigences particulières de sa législation.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent aussi, le cas échéant, à une demande d'assistance adressée à la Cour.

Art. 97. — *Consultations*

Lorsqu'un État partie est saisi d'une demande au titre du présent chapitre et constate qu'elle soulève des difficultés qui pourraient en gêner ou en empêcher l'exécution, il consulte la Cour sans tarder en vue de régler la question. Ces difficultés peuvent prendre notamment les formes suivantes:

a) Les informations ne sont pas suffisantes pour donner suite à la demande;

b) Dans le cas d'une demande de remise, la personne réclamée reste introuvable en dépit de tous les efforts, ou les recherches ont permis d'établir que la personne se trouvant dans l'État requis n'est manifestement pas celle que vise le mandat; ou

c) L'État requis serait contraint, pour donner suite à la demande sous sa forme actuelle, de violer une obligation conventionnelle qu'il a déjà à l'égard d'un autre État.

Art. 98. — *Coopération en relation avec la renonciation à l'immunité et le consentement à la remise*

1. La Cour ne peut poursuivre l'exécution d'une demande de remise ou d'assistance qui contraindrait l'État requis à agir de façon incompatible avec les obligations qui lui incombent en droit international en matière d'immunité des États ou d'immunité diplomatique d'une personne ou de biens d'un État tiers, à moins d'obtenir au préalable la coopération de cet État tiers en vue de la levée de l'immunité.

2. La Cour ne peut poursuivre l'exécution d'une demande de remise qui contraindrait l'État requis à agir de façon incompatible avec les obligations qui lui incombent en vertu d'accords internationaux selon lesquels le consentement de l'État d'envoi est nécessaire pour que soit remise à la Cour une personne relevant de cet État, à moins que la Cour ne puisse au préalable obtenir la coopération de l'État d'envoi pour qu'il consente à la remise.

Art. 99. — *Exécution des demandes présentées au titre des articles 93 et 96*

1. L'État requis donne suite aux demandes d'assistance conformément à la procédure prévue par sa législation et, à moins que cette législation ne l'interdise, de la manière précisée dans la demande, y compris en appliquant toute procédure indiquée dans celle-ci ou en autorisant les personnes qu'elle précise à être présentes et à participer à l'exécution de la demande.

2. En cas de demande urgente, les documents ou éléments de preuve produits pour y répondre sont, à la requête de la Cour, envoyés d'urgence.

3. Les réponses de l'État requis sont communiquées dans leur langue et sous leur forme originales.

4. Sans préjudice des autres articles du présent chapitre, lorsque cela est nécessaire pour exécuter efficacement une demande à laquelle il peut être donné suite sans recourir à des mesures de contrainte, notamment lorsqu'il s'agit d'entendre ou de faire déposer une personne agissant de son plein gré, y compris hors de la présence des autorités de l'État partie requis quand cela est déterminant pour la bonne exécution de la demande, ou lorsqu'il s'agit d'inspecter un site public ou un autre lieu public sans le modifier, le procureur peut réaliser l'objet de la demande directement sur le territoire de l'État, selon les modalités suivantes:

a) Lorsque l'État requis est l'État sur le territoire duquel il est allégué que le crime a été commis et qu'il y a eu une décision sur la recevabilité comme prévu aux articles 18 ou 19, le procureur peut exécuter directement la demande, après avoir mené avec l'État requis des consultations aussi étendues que possible;

b) Dans les autres cas, le procureur peut exécuter la demande après consultations avec l'État partie requis et eu égard aux conditions ou préoccupations raisonnables que cet État a éventuellement fait valoir. Lorsque l'État requis constate que l'exécution d'une demande relevant du présent alinéa soulève des difficultés, il consulte aussitôt la Cour en vue d'y remédier.

5. Les dispositions autorisant la personne entendue ou interrogée par la Cour au titre de l'article 72 à invoquer les restrictions prévues pour empêcher la divulgation d'informations confidentielles touchant à la sécurité nationale s'appliquent également à l'exécution des demandes d'assistance relevant du présent article.

Art. 100. — *Dépenses*

1. Les dépenses ordinaires afférentes à l'exécution des demandes sur le territoire de l'État requis sont à la charge de cet État, à l'exception des frais suivants, qui sont à la charge de la Cour:

a) Frais liés aux voyages et à la protection des témoins et des experts ou au transfèrement des détenus en vertu de l'article 93;

b) Frais de traduction, d'interprétation et de transcription;

c) Frais de déplacement et de séjour des juges, du procureur, des procureurs adjoints, du greffier, du greffier adjoint et des membres du personnel de tous les organes de la Cour;

d) Coût des expertises ou rapports demandés par la Cour;

e) Frais liés au transport des personnes remises à la Cour par l'État de détention; et

f) Après consultation, tous frais extraordinaires que peut entraîner l'exécution d'une demande.

2. Les dispositions du paragraphe 1 s'appliquent, selon qu'il convient, aux demandes adressées à la Cour par les États parties. Dans ce cas, la Cour prend à sa charge les frais ordinaires de l'exécution.

Art. 101. — *Règle de la spécialité*

1. Une personne remise à la Cour en application du présent statut-présent statut ne peut être poursuivie, punie ou détenue à raison de comportements antérieurs à sa remise, à moins que ceux-ci ne soient constitutifs des crimes pour lesquels elle a été remise.

2. La Cour peut solliciter de l'État qui lui a remis une personne une dérogation aux conditions posées au paragraphe 1. Elle fournit au besoin des renseignements supplémentaires conformément à

l'article 91. Les États parties sont habilités à accorder une dérogation à la Cour et doivent s'efforcer de le faire.

Art. 102. — *Emploi des termes*

Aux fins du présent statut:

a) On entend par «remise» le fait pour un État de livrer une personne à la Cour en application du présent statut.

b) On entend par «extradition» le fait pour un État de livrer une personne à un autre État en application d'un traité, d'une convention ou de la législation nationale.

CHAPITRE X
EXÉCUTION

Art. 103. — *Rôle des États dans l'exécution des peines d'emprisonnement*

1. a) Les peines d'emprisonnement sont accomplies dans un État désigné par la Cour sur la liste des États qui lui ont fait savoir qu'ils étaient disposés à recevoir des condamnés.

b) Lorsqu'il déclare qu'il est disposé à recevoir des condamnés, un État peut assortir son acceptation de conditions qui doivent être agréées par la Cour et être conformes aux dispositions du présent chapitre.

c) L'État désigné dans une affaire donnée fait savoir promptement à la Cour s'il accepte ou non sa désignation.

2. *a)* L'État chargé de l'exécution avise la Cour de toute circonstance, y compris la réalisation de toute condition convenue en application du paragraphe 1, qui serait de nature à modifier sensiblement les conditions ou la durée de la détention. La Cour est avisée au moins 45 jours à l'avance de toute circonstance de ce type connue ou prévisible. Pendant ce délai, l'État chargé de l'exécution ne prend aucune mesure qui pourrait être contraire à ses obligations en vertu de l'article 110;

b) Si la Cour ne peut accepter les circonstances visées à l'alinéa *a)*, elle en avise l'État chargé de l'exécution et procède conformément à l'article 104, paragraphe 1.

3. Quand elle exerce son pouvoir de désignation conformément au paragraphe 1, la Cour prend en considération:

a) Le principe selon lequel les États parties doivent partager la responsabilité de l'exécution des peines d'emprisonnement conformément aux principes de répartition équitable énoncés dans le règlement de procédure et de preuve;

b) Les règles conventionnelles du droit international généralement acceptées qui régissent le traitement des détenus;

c) Les vues de la personne condamnée;

d) La nationalité de la personne condamnée;

e) Toute autre circonstance relative au crime, à la situation de la personne condamnée ou à l'exécution effective de la peine, susceptible de guider le choix de l'État chargé de l'exécution.

4. Si aucun État n'est désigné comme prévu au paragraphe 1, la peine d'emprisonnement est accomplie dans un établissement pénitentiaire fourni par l'État hôte, dans les conditions définies par l'accord de siège visé à l'article 3, paragraphe 2. Dans ce cas, les dépenses afférentes à l'exécution de la peine sont à la charge de la Cour.

Art. 104. — *Modification de la désignation de l'État chargé de l'exécution*

1. La Cour peut décider à tout moment de transférer un condamné dans une prison d'un autre État.

2. La personne condamnée par la Cour peut à tout moment demander à celle-ci son transfert hors de l'État chargé de l'exécution.

Art. 105. — *Exécution de la peine*

1. Sous réserve des conditions qu'un État a éventuellement formulées comme le prévoit l'article 103, paragraphe 1, alinéa *b)*, la peine d'emprisonnement est exécutoire pour les États parties, qui ne peuvent en aucun cas la modifier.

2. La Cour a seule le droit de se prononcer sur une demande de révision de sa décision sur la culpabilité ou la peine. L'État chargé de l'exécution n'empêche pas le condamné de présenter une telle demande.

Art. 106. — *Contrôle de l'exécution de la peine et conditions de détention*

1. L'exécution d'une peine d'emprisonnement est soumise au contrôle de la Cour. Elle est conforme aux règles conventionnelles internationales largement acceptées en matière de traitement des détenus.

2. Les conditions de détention sont régies par la législation de l'État chargé de l'exécution. Elles sont conformes aux règles conventionnelles internationales largement acceptées en matière de traitement des détenus. Elles ne peuvent en aucun cas être ni plus ni moins favorables que celles que l'État chargé de l'exécution réserve aux détenus condamnés pour des infractions similaires.

3. Les communications entre le condamné et la Cour sont libres et confidentielles.

Art. 107. — *Transfèrement du condamné qui a accompli sa peine*

1. Une fois sa peine purgée, une personne qui n'est pas un ressortissant de l'État chargé de l'exécution peut être transférée, conformément à la législation de l'État chargé de l'exécution, dans un autre État qui accepte ou est tenu de l'accueillir ou dans un autre État qui accepte de l'accueillir en réponse au souhait qu'elle a formulé d'être transférée dans cet État, à moins que l'État chargé de l'exécution n'autorise cette personne à demeurer sur son territoire.

2. Les dépenses afférentes au transfèrement du condamné dans un autre État en application du paragraphe 1 sont supportées par la Cour si aucun État ne les prend à sa charge.

3. Sous réserve des dispositions de l'article 108, l'État de détention peut également, en application de sa législation, extrader ou remettre de quelque autre manière la personne à un État qui a demandé son extradition ou sa remise aux fins de jugement ou d'exécution d'une peine.

Art. 108. — *Limites en matière de poursuites ou de condamnations pour d'autres infractions*

1. Le condamné détenu par l'État chargé de l'exécution ne peut être poursuivi, condamné ou extradé vers un État tiers pour un comportement antérieur à son transfèrement dans l'État chargé de l'exécution, à moins que la Cour n'ait approuvé ces poursuites, cette con-

damnation ou cette extradition à la demande de l'État chargé de l'exécution.

2. La Cour statue sur la question après avoir entendu le condamné.

3. Le paragraphe 1 cesse de s'appliquer si le condamné demeure volontairement plus de 30 jours sur le territoire de l'État chargé de l'exécution après avoir accompli la totalité de la peine prononcée par la Cour, ou s'il retourne sur le territoire de cet État après l'avoir quitté.

Art. 109. — *Exécution des peines d'amende et des mesures de confiscation*

1. Les États parties font exécuter les peines d'amende et les mesures de confiscation ordonnées par la Cour en vertu du chapitre VII, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi et conformément à la procédure prévue par leur législation interne.

2. Lorsqu'un État partie n'est pas en mesure de donner effet à l'ordonnance de confiscation, il prend des mesures pour récupérer la valeur du produit, des biens ou des avoirs dont la Cour a ordonné la confiscation, sans préjudice des droits des tiers de bonne foi.

3. Les biens, ou le produit de la vente de biens immobiliers ou, le cas échéant, d'autres biens, obtenus par un État partie en exécution d'un arrêt de la Cour sont transférés à la Cour.

Art. 110. — *Examen par la Cour de la question d'une réduction de peine*

1. L'État chargé de l'exécution ne peut libérer la personne détenue avant la fin de la peine prononcée par la Cour.

2. La Cour a seule le droit de décider d'une réduction de peine. Elle se prononce après avoir entendu le condamné.

3. Lorsque la personne a purgé les deux tiers de sa peine ou accompli 25 années d'emprisonnement dans le cas d'une condamnation à perpétuité, la Cour réexamine la peine pour déterminer s'il y a lieu de la réduire. Elle ne procède pas à ce réexamen avant ce terme.

4. Lors du réexamen prévu au paragraphe 3, la Cour peut réduire la peine si elle constate qu'une ou plusieurs des conditions suivantes sont réalisées:

a) La personne a, dès le début et de façon continue, manifesté sa volonté de coopérer avec la Cour dans les enquêtes et poursuites de celle-ci;

b) La personne a facilité spontanément l'exécution des décisions et ordonnances de la Cour dans d'autres cas, en particulier en l'aidant à localiser des avoirs faisant l'objet de décisions ordonnant leur confiscation, le versement d'une amende ou une réparation et pouvant être employés au profit des victimes; ou

c) D'autres facteurs prévus dans le règlement de procédure et de preuve attestent un changement de circonstances manifeste aux conséquences appréciables de nature à justifier la réduction de la peine.

5. Si, lors du réexamen prévu au paragraphe 3, la Cour détermine qu'il n'y a pas lieu de réduire la peine, elle réexamine par la suite la question de la réduction de peine aux intervalles prévus dans le règlement de procédure et de preuve et en appliquant les critères qui y sont énoncés.

Art. 111. — *Évasion*

Si un condamné s'évade de son lieu de détention et fuit l'État chargé de l'exécution de la peine, cet État peut, après avoir consulté la Cour, demander à l'État dans lequel se trouve le condamné de le lui remettre en application des accords bilatéraux ou multilatéraux en vigueur, ou demander à la Cour de solliciter la remise de cette personne au titre du chapitre IX. Lorsque la Cour sollicite la remise d'une personne, elle peut demander que cette personne soit livrée à l'État dans lequel elle accomplissait sa peine ou à un autre État qu'elle désigne.

CHAPITRE XI
ASSEMBLÉE DES ÉTATS PARTIES

Art. 112. — *Assemblée des États parties*

1. Il est constitué une Assemblée des États parties au présent statut. Chaque État partie y dispose d'un représentant, qui peut être secondé par des suppléants et des conseillers. Les autres États qui ont signé le présent statut ou l'Acte final peuvent y siéger à titre d'observateurs.

2. L'Assemblée:

a) Examine et adopte, s'il y a lieu, les recommandations de la Commission préparatoire;

b) Donne à la Présidence, au procureur et au greffier des orientations générales pour l'administration de la Cour;

c) Examine les rapports et les activités du Bureau établi en vertu du paragraphe 3 et prend les mesures qu'ils appellent;

d) Examine et arrête le budget de la Cour;

e) Décide s'il y a lieu, conformément à l'article 36, de modifier le nombre des juges;

f) Examine, conformément à l'article 87, paragraphes 5 et 7, toute question relative à la non-coopération des États;

g) S'acquitte de toute autre fonction compatible avec les dispositions du présent statut et du règlement de procédure et de preuve.

3. *a)* L'Assemblée est dotée d'un bureau, composé d'un président, de deux vice-présidents et de 18 membres élus par elle pour trois ans.

b) Le Bureau a un caractère représentatif, eu égard, en particulier, au principe de la répartition géographique équitable et à la nécessité d'assurer une représentation adéquate des principaux systèmes juridiques du monde.

c) Le Bureau se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par an. Il aide l'Assemblée à s'acquitter de ses responsabilités.

4. L'Assemblée crée les autres organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires, notamment un mécanisme de contrôle indépendant qui procède à des inspections, évaluations et enquêtes afin que la Cour soit administrée de la manière la plus efficace et la plus économique possible.

5. Le président de la Cour, le procureur et le greffier ou leurs représentants participent, selon qu'il convient, aux réunions de l'Assemblée et du Bureau.

6. L'Assemblée se réunit une fois par an et, lorsque les circonstances l'y engagent, elle tient des sessions extraordinaires, au siège de la Cour ou au siège de l'Organisation des Nations unies. À moins que le présent statut n'en dispose autrement, les sessions extraordinaires

sont convoquées par le Bureau soit d'office soit à la demande du tiers des États parties.

7. Chaque État partie dispose d'une voix. L'Assemblée et le Bureau s'efforcent dans toute la mesure possible d'adopter leurs décisions par consensus. Si le consensus n'est pas possible, et à moins que le statut n'en dispose autrement:

a) Les décisions sur les questions de fond sont prises à la majorité des deux tiers des présents et votants, la majorité absolue des États parties constituant le quorum pour le scrutin;

b) Les décisions sur les questions de procédure sont prises à la majorité simple des États parties présents et votants.

8. Un État partie en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de la Cour ne peut participer au vote ni à l'Assemblée ni au Bureau si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée peut néanmoins autoriser cet État à participer au vote à l'Assemblée et au Bureau si elle constate que son manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

9. L'Assemblée adopte son propre règlement intérieur.

10. Les langues officielles et les langues de travail de l'Assemblée des États parties sont celles de l'Assemblée générale des Nations unies.

CHAPITRE XII
FINANCEMENT

Art. 113. — *Règlement financier et règles de gestion financière*

Sauf disposition contraire expresse, toutes les questions financières qui se rapportent à la Cour et aux réunions de l'Assemblée des États parties, y compris le Bureau et les organes subsidiaires de celle-ci, sont régis par le présent statut, le règlement financier et règles de gestion financière adoptés par l'Assemblée des États parties.

Art. 114. — *Règlement des dépenses*

Les dépenses de la Cour et de l'Assemblée des États parties, y compris le Bureau et les organes subsidiaires de celle-ci, sont réglées par prélèvement sur les ressources financières de la Cour.

Art. 115. — *Ressources financières de la Cour et de l'assemblée des États parties*

Les dépenses de la Cour et de l'Assemblée des États parties, y compris le Bureau et les organes subsidiaires de celle-ci, inscrites au budget arrêté par l'Assemblée des États parties, sont financées par les sources suivantes:

a) Les contributions des États parties;

b) Les ressources financières fournies par l'Organisation des Nations unies, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, en particulier dans le cas des dépenses liées à la saisine de la Cour par le Conseil de sécurité.

Art. 116. — *Contributions volontaires*

Sans préjudice de l'article 115, la Cour peut recevoir et utiliser à titre de ressources financières supplémentaires les contributions volontaires des gouvernements, des organisations internationales, des particuliers, des entreprises et d'autres entités, selon les critères fixés en la matière par l'Assemblée des États parties.

Art. 117. — *Calcul des contributions*

Les contributions des États parties sont calculées selon un barème des quotes-parts convenu, fondé sur le barème adopté par l'Organisation des Nations unies pour son budget ordinaire, et adapté conformément aux principes sur lesquels ce barème est fondé.

Art. 118. — *Vérification annuelle des comptes*

Les rapports, livres et comptes de la Cour, y compris ses états financiers annuels, sont vérifiés chaque année par un contrôleur indépendant.

CHAPITRE XIII
CLAUSES FINALES

Art. 119. — *Règlement des différends*

1. Tout différend relatif aux fonctions judiciaires de la Cour est réglé par décision de la Cour.

2. Tout autre différend entre deux ou plusieurs États parties concernant l'interprétation ou l'application du présent statut qui n'est pas résolu par la voie de négociations dans les trois mois après le début de celles-ci est renvoyé à l'Assemblée des États parties. L'Assemblée peut chercher à résoudre elle-même le différend ou faire des recommandations sur d'autres moyens de le régler, y compris le renvoi à la Cour internationale de Justice en conformité avec le statut de celle-ci.

Art. 120. — *Réserves*

Le présent statut n'admet aucune réserve.

Art. 121. — *Amendements*

1. À l'expiration d'une période de sept ans commençant à la date d'entrée en vigueur du présent statut, tout État partie peut proposer des amendements à celui-ci. Le texte des propositions d'amendement est soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui le communique sans retard à tous les États parties.

2. Trois mois au plus tôt après la date de cette communication, l'Assemblée des États parties, à la réunion suivante, décide, à la majorité de ses membres présents et votants, de se saisir ou non de la proposition. L'Assemblée peut traiter cette proposition elle-même ou convoquer une conférence de révision si la question soulevée le justifie.

3. L'adoption d'un amendement lors d'une réunion de l'Assemblée des États parties ou d'une conférence de révision requiert, s'il n'est pas possible de parvenir à un consensus, la majorité des deux tiers des États parties.

4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 5, un amendement entre en vigueur à l'égard de tous les États parties un an après que les sept huitièmes d'entre eux ont déposé leurs instruments de ratification ou d'acceptation auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

5. Un amendement aux articles 5, 6, 7 et 8 du présent statut entre en vigueur à l'égard des États parties qui l'ont accepté un an après le dépôt de leurs instruments de ratification ou d'acceptation. La Cour

n'exerce pas sa compétence à l'égard d'un crime faisant l'objet de cet amendement lorsque ce crime a été commis par un ressortissant d'un État partie qui n'a pas accepté l'amendement ou sur le territoire de cet État.

6. Si un amendement a été accepté par les sept huitièmes des États parties conformément au paragraphe 4, tout État partie qui ne l'a pas accepté peut se retirer du présent statut avec effet immédiat, nonobstant l'article 127, paragraphe 1, mais sous réserve de l'article 127, paragraphe 2, en donnant notification de son retrait au plus tard un an après l'entrée en vigueur de cet amendement.

7. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies communique à tous les États parties les amendements adoptés lors d'une réunion de l'Assemblée des États parties ou d'une conférence de révision.

Art. 122. — *Amendements aux dispositions de caractère institutionnel*

1. Tout État partie peut proposer, nonobstant l'article 121, paragraphe 1, des amendements aux dispositions du présent statut de caractère exclusivement institutionnel, à savoir les articles 35, 36, paragraphes 8 et 9, 37, 38, 39, paragraphes 1 (deux premières phrases), 2 et 4, 42, paragraphes 4 à 9, 43, paragraphes 2 et 3, 44, 46, 47 et 49. Le texte de tout amendement proposé est soumis au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies ou à toute autre personne désignée par l'Assemblée des États parties, qui le communique sans retard à tous les États parties et aux autres participants à l'Assemblée.

2. Les amendements relevant du présent article pour lesquels il n'est pas possible de parvenir à un consensus sont adoptés par l'Assemblée des États parties ou par une conférence de révision à la majorité des deux tiers des États parties. Ils entrent en vigueur à l'égard de tous les États parties six mois après leur adoption par l'Assemblée ou, selon le cas, par la conférence de révision.

Art. 123. — *Révision du statut*

1. Sept ans après l'entrée en vigueur du présent statut, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies convoquera une conférence de révision pour examiner tout amendement au présent statut. L'examen pourra porter notamment, mais pas exclusivement, sur la liste des crimes figurant à l'article 5. La conférence sera ouverte aux participants à l'Assemblée des États parties, selon les mêmes conditions.

2. À tout moment par la suite, à la demande d'un État partie et aux fins énoncées au paragraphe 1, le Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, avec l'approbation de la majorité des États parties, convoque une conférence de révision.

3. L'adoption et l'entrée en vigueur de tout amendement au statut examiné lors d'une conférence de révision sont régies par les dispositions de l'article 121, paragraphes 3 à 7.

Art. 124. — *Disposition transitoire*

Nonobstant les dispositions de l'article 12, paragraphes 1 et 2, un État qui devient partie au présent statut peut déclarer que, pour une période de sept ans à partir de l'entrée en vigueur du statut à son égard, il n'accepte pas la compétence de la Cour en ce qui concerne la catégorie de crimes visée à l'article 8 lorsqu'il est allégué qu'un crime a été commis sur son territoire ou par ses ressortissants. Il peut à tout moment retirer cette déclaration. Les dispositions du présent article seront réexaminées à la conférence de révision convoquée conformément à l'article 123, paragraphe 1.

Art. 125. — *Signature, ratification, acceptation, approbation ou adhésion*

1. Le présent statut est ouvert à la signature de tous les États le 17 juillet 1998, au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, à Rome. Il reste ouvert à la signature jusqu'au 17 octobre 1998, au Ministère des affaires étrangères de l'Italie, à Rome, et, après cette date, jusqu'au 31 décembre 2000, au siège de l'Organisation des Nations unies, à New York.

2. Le présent statut est soumis à ratification, acceptation ou approbation par les États signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

3. Le présent statut est ouvert à l'adhésion de tous les États. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

Art.126. — *Entrée en vigueur*

1. Le présent statut entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le soixantième jour après la date de dépôt du soixantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies.

2. À l'égard de chaque État qui ratifie, accepte ou approuve le présent statut ou y adhère après le dépôt du soixantième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, le statut entre en vigueur le premier jour du mois suivant le soixantième jour après le dépôt par cet État de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

Art. 127. — *Retrait*

1. Tout État partie peut, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, se retirer du présent statut. Le retrait prend effet un an après la date à laquelle la notification a été reçue, à moins que celle-ci ne prévoie une date postérieure.

2. Son retrait ne dégage pas l'État des obligations mises à sa charge par le présent statut alors qu'il y était Partie, y compris les obligations financières encourues, et n'affecte pas non plus la coopération établie avec la Cour à l'occasion des enquêtes et procédures pénales à l'égard desquelles l'État avait le devoir de coopérer et qui ont été commencées avant la date à laquelle le retrait a pris effet; le retrait n'affecte en rien la poursuite de l'examen des affaires que la Cour avait déjà commencé à examiner avant la date à laquelle il a pris effet.

Art. 128. — *Textes faisant foi*

L'original du présent statut, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies, qui en fera tenir copie certifiée conforme à tous les États.

EN FOI DE QUOI les soussignés, à ce dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent statut.

FAIT à Rome ce dix-septième jour de juillet de l'an mil neuf cent quatre-vingt-dix-huit.

10 septembre 2002. – RÈGLEMENT de procédure et de preuve

– Ce règlement n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel. La version présentée ci-après est celle du texte original tel que publié sur le site officiel de la Cour pénale internationale.

– Le règlement du 10 septembre 2002 a été adopté à New York le 10 septembre 2002.

Note explicative

Le règlement de procédure et de preuve est un instrument d'application du statut de la Cour pénale internationale (statut de Rome), auquel il est subordonné dans tous les cas. Lors de l'élaboration du règlement, on a veillé à ne pas paraphraser les dispositions du statut et, dans la mesure du possible, à ne pas les répéter. Quand il y a lieu, le règlement renvoie explicitement au statut, afin de mettre en relief le rapport existant entre les deux textes, comme le prévoit l'article 51, notamment aux paragraphes 4 et 5.

Dans tous les cas, le règlement de procédure et de preuve doit être lu en regard des dispositions du statut, auxquelles il est subordonné.

Le règlement de procédure et de preuve n'affecte en rien les règles de procédure qu'applique tout tribunal ou système juridique national dans le cadre de poursuites nationales.

S'agissant de la règle 41, la Commission préparatoire s'est demandée si l'application en serait facilitée par l'incorporation, dans le règlement de la Cour, d'une disposition selon laquelle, dans une affaire donnée, au moins un des juges de la Chambre concernée doit connaître la langue officielle utilisée comme langue de travail. L'Assemblée des États parties est invitée à examiner plus avant cette question.

Table des matières

(*Les chiffres renvoient à la numérotation des règles*)

Chapitre premier. Dispositions générales
Emploi des termes 1
Textes faisant foi 2
Amendements 3
Chapitre 2. Composition et administration de la Cour
Section première. Dispositions générales relatives à la composition et à l'administration de la Cour
Sessions plénières 4
Engagement solennel prévu à l'article 45 5
Engagement solennel pris par le personnel du bureau du procureur, le personnel du greffe, les interprètes et les traducteurs 6
Désignation d'un juge unique selon l'alinéa b) iii) du paragraphe 2 de l'article 7
Code de conduite professionnelle 8
Section II. Le bureau du procureur
Fonctionnement du bureau du procureur 9
Conservation des informations et des preuves 10
Délégation des fonctions du procureur 11
Section III. Le greffe
Sous-section première. Dispositions générales relatives au greffe
Qualifications et élection du greffier et du greffier adjoint 12
Fonctions du greffier 13
Fonctionnement du greffe 14
Dossiers 15
Sous-section 2. Responsabilité du greffe à l'égard des victimes et des témoins
Responsabilités du greffier à l'égard des victimes et des témoins 16
Fonctions de la division 17
Responsabilités de la division 18
Spécialistes attachés à la division 19
Sous-section 3. Conseil de la défense
Responsabilités du greffier en ce qui concerne les droits de la défense 20
Commission d'office d'un conseil 21
Nomination et qualifications du conseil de la défense 22
Section IV. Situations pouvant nuire au fonctionnement de la Cour
Sous-section première. Révocation et sanctions disciplinaires
Principe général 23
Définition de la faute lourde et du manquement grave aux devoirs de la charge 24
Définition de la faute d'une gravité moindre 25
Réception des plaintes 26
Dispositions communes sur les droits de la défense 27
Suspension 28
Procédure en cas de demande de révocation 29
Procédure en cas de demande de mesures disciplinaires 30
Révocation 31
Mesures disciplinaires 32
Sous-section 2. Décharge, récusation, décès et démission
Décharge des juges, du procureur ou des procureurs adjoints. 33
Récusation des juges, du procureur ou des procureurs adjoints 34
Obligation qu'ont les juges, le procureur ou les procureurs adjoints de demander leur décharge 35
Décès d'un juge, du procureur, d'un procureur adjoint, du greffier ou d'un greffier adjoint 36
Démission d'un juge, du procureur, d'un procureur adjoint, du greffier ou d'un greffier adjoint 37
Sous-section 3. Remplacements et juge suppléant
Remplacements 38
Juge suppléant 39
Section V. Publications, langues, traductions
Publication des décisions dans les langues officielles de la Cour 40
Langues de travail de la Cour 41
Services de traduction et d'interprétation 42
Procédure à suivre pour la publication des documents de la Cour 43
Chapitre 3. Compétence et recevabilité
Section première. Déclarations et renvois relatifs 11 aux articles 11, 12, 13 et 14
Déclaration prévue au paragraphe 3 de l'article 12 44
Renvoi d'une situation au procureur 45
Section II. Ouverture des enquêtes selon l'article 15
Renseignements fournis au procureur au titre des paragraphes 1 et 2 de l'article 15 46
Dépositions selon le paragraphe 2 de l'article 15 47
Détermination de l'existence d'une base raisonnable justifiant l'ouverture d'une enquête selon le paragraphe 3 de l'article 15 48

Décision et notification selon le paragraphe 6 de l'article 15 . 49
Procédure par laquelle la Chambre préliminaire autorise l'ouverture d'une enquête en vertu de l'article 15 50
Section III. Exceptions et décisions préliminaires visées aux articles 17, 18 et 19
Informations fournies au titre de l'article 17 51
Notification prévue au paragraphe 1er de l'article 18 52
Déférement en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 53
Demande présentée par le procureur en vertu du paragraphe 2 de l'article 18. 54
Procédure concernant le paragraphe 2 de l'article 18. 55
Demande déposée par le procureur après le réexamen prévu au paragraphe 3 de l'article 18. 56
Mesures conservatoires prévues au paragraphe 6 de l'article 18 57
Procédure au titre de l'article 19. 58
Participation aux procédures selon le paragraphe 3 de l'article 19 59
Organe compétent en matière d'exceptions 60
Mesures conservatoires prises au titre du paragraphe 8 de l'article 19 61
Procédure au titre du paragraphe 10 de l'article 19 62
Chapitre 4. Dispositions applicables aux diverses phases de la procédure
Section première. Preuve
Dispositions générales en matière d'administration de la preuve. 63
Procédure relative à la pertinence ou à l'admissibilité des preuves 64
Obligation de témoigner 65
Engagement solennel 66
Témoignages en direct présentés par liaison audio ou vidéo . 67
Témoignages préalablement enregistrés 68
Accords en matière de preuve. 69
Principes applicables à l'administration de la preuve en matière de violences sexuelles 70
Preuves du comportement sexuel d'une victime ou d'un témoin 71
Examen à huis clos de la pertinence ou de l'admissibilité des éléments de preuve. 72
Confidentialité 73
Témoignages incriminant leur auteur 74
Témoignages de proches incriminant l'accusé 75
Section II. Divulgation
Divulgation de renseignements concernant les témoins à charge au stade préliminaire 76
Inspection des pièces en la possession ou sous le contrôle du procureur. 77
Inspection des pièces en la possession ou sous le contrôle de la défense. 78
Divulgation de certains éléments par la défense 79
Procédure à suivre pour invoquer un motif d'exonération de la responsabilité pénale en application du paragraphe 3 de l'article 31 80
Restrictions à l'obligation de communiquer des éléments de preuve 81
Restrictions à l'obligation de communiquer les pièces et les renseignements couverts par l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 54 82
Décision concernant les éléments de preuve à décharge conformément au paragraphe 2 de l'article 67. 83
Divulgation et moyens de preuve supplémentaires en vue du procès. 84
Section III. Victimes et témoins
Sous-section première. Définition et principe général applicables aux victimes
Définition des victimes 85
Principe général 86
Sous-section 2. Protection des victimes et des témoins
Mesures de protection 87
Mesures spéciales 88
Sous-section 3. Participation des victimes à la procédure
Demandes relatives à la participation des victimes à la procédure 89
Représentation légale des victimes. 90
Participation du représentant légal à la procédure. 91
Notification aux victimes et à leurs représentants légaux. 92
Avis des victimes ou de leurs représentants légaux 93
Sous-section 4. Réparation en faveur des victimes
Procédure à suivre en cas de demandes présentées par les victimes 94
Procédure à suivre lorsque la Cour agit de son propre chef . . . 95
Publicité donnée aux procédures en réparation 96
Évaluation de la réparation 97
Fonds au profit des victimes. 98
Coopération et mesures conservatoires aux fins de confiscation en vertu de l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 57 et du paragraphe 4 de l'article 75. 99
Section IV. Dispositions diverses
Lieu où se déroule le procès 100
Délais. 101
Communications non écrites. 102
Amicus curiae et autres formes de déposition 103
Chapitre 5. Enquête et poursuites
Section première. Décision du procureur sur l'ouverture d'une enquête selon les paragraphes 1 et 2 de l'article 53
Évaluation des renseignements par le procureur 104
Notification de la décision du procureur de ne pas ouvrir d'enquête 105
Notification de la décision du procureur de ne pas poursuivre 106
Section II. Procédure dans les cas visés au paragraphe 3 de l'article 53
Demande de réexamen au titre de l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 53. 107
Décision de la Chambre préliminaire au titre de l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 53. 108
Réexamen d'une décision du procureur par la Chambre préliminaire en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 53 109
Décision de la Chambre préliminaire au titre de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 53. 110
Section III. Rassemblement des éléments de preuve
Procès-verbal des interrogatoires 111
Enregistrement de certains interrogatoires 112
Rassemblement de renseignements sur l'état de santé de la personne concernée 113
Occasion d'obtenir des renseignements qui ne se présentera plus, prévue à l'article 56 114
Rassemblement des éléments de preuve sur le territoire d'un État partie au titre de l'alinéa *d)* du paragraphe 3 de l'article 57 115
Rassemblement des éléments de preuve à la demande de la défense au titre de l'alinéa *b)* du paragraphe 3 de l'article 57 . 116
Section IV. Procédures applicables en cas de mesures privatives ou restrictives de liberté

Détention dans l'État d'arrestation. 117
Détention au siège de la Cour 118
Mise en liberté sous condition. 119
Instruments de contrainte 120
Section V. Procédure de confirmation des charges selon l'article 61
Procédure applicable avant l'audience de confirmation des charges. 121
Audience de confirmation des charges en présence de l'accusé 122
Mesures prises en vue d'assurer la présence de la personne concernée à l'audience de confirmation des charges 123
Renonciation au droit d'être présent à l'audience de confirmation des charges 124
Décision de tenir une audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée 125
Audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée 126
Section VI. Clôture de la phase préliminaire
Procédure à suivre en cas de décisions différentes sur des charges multiples. 127
Modification des charges66. 128
Notification de la décision relative à la confirmation des charges 129
Constitution de la Chambre de première instance 130
Chapitre 6. Le procès
Transmission du dossier de la procédure par la Chambre préliminaire. 131
Conférences de mise en état 132
Exceptions d'incompétence ou d'irrecevabilité 133
Requêtes se rapportant à la procédure 134
Examen médical de l'accusé. 135
Jonction et disjonction d'instances 136
Procès-verbal du procès 137
Conservation des preuves. 138
Décision en cas d'aveu de culpabilité 139
Instructions pour la conduite des débats et les dépositions . . . 140
Clôture de la présentation des moyens de preuve et conclusions 141
Délibéré 142
Audiences supplémentaires sur des questions se rapportant à la peine ou aux réparations. 143
Prononcé des décisions de la Chambre de première instance . 144
Chapitre 7. Les peines
Fixation de la peine 145
Amendes imposées en vertu de l'article 77 146
Ordonnances de confiscation 147
Ordonnances de transfert du produit des amendes et des confiscations 148
Chapitre 8. Appel et révision
Section première. Dispositions générales
Règles applicables à la procédure de la Chambre d'appel 149
Section II. Appels des décisions portant sur la culpabilité ou sur la peine ainsi que sur les ordonnances concernant les réparations
Appel. 150
Procédure d'appel. 151
Désistement d'appel 152
Arrêt dans les cas d'appel des ordonnances de réparation. . . . 153
Section III. Appels d'autres décisions
Appels n'exigeant pas l'autorisation de la Cour 154
Appels exigeant l'autorisation de la Cour. 155
Procédure d'appel. 156
Désistement d'appel. 157
Arrêt. 158
Section IV. Révision d'une décision sur la culpabilité ou la peine
Requête en révision 159
Transfèrement aux fins de la révision. 160
Décision concernant la révision. 161
Chapitre 9. Atteintes à l'administration de la justice et inconduite devant la Cour
Section première. Atteintes à l'administration de la justice définies à l'article 70
Exercice de la compétence 162
Application du statut et du règlement. 163
Prescription 164
Enquête, poursuites et procès 165
Peines prononcées en application de l'article 70. 166
Coopération internationale et assistance judiciaire 167
Ne bis in idem. 168
Arrestation immédiate. 169
Section II. Inconduite à l'audience selon l'article 71
Perturbation de l'audience 170
Refus d'obtempérer à un ordre de la Cour 171
Comportement tombant sous le coup à la fois de l'article 70 et de l'article 71 172
Chapitre 10. Indemnisation des personnes arrêtées ou condamnées
Demande d'indemnisation. 173
Présentation des demandes d'indemnisation. 174
Montant d'indemnisation 175
Chapitre 11. Coopération internationale et assistance judiciaire
Section première. Demandes de coopération au titre de l'article 87
Organes de la Cour compétents pour transmettre et recevoir les communications en matière de coopération internationale et d'assistance judiciaire. 176
Voies de transmission. 177
Langue choisie par les États parties en vertu du paragraphe 2 de l'article 87 178
Langue des demandes adressées aux États non parties au statut. 179
Modification des choix. 180
Section II. Remise à la Cour, transit et demandes concurrentes visées aux articles 89 et 90
Contestation de la recevabilité d'une affaire devant une juridiction nationale 181
Demande de transit en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 89. 182
Possibilité de remise à titre temporaire 183
Dispositions pour la remise 184
Mise en liberté d'une personne détenue par la Cour pour une raison autre que celle de l'exécution de sa peine 185
Demandes concurrentes dans le cadre d'une contestation de la recevabilité d'une affaire. 186
Section III. Documents relatifs aux demandes d'arrestation et de remise, selon les articles 91 et 92
Traduction des documents accompagnant les demandes de remise 187
Délai de production des documents après l'arrestation provisoire 188
Transmission des documents à l'appui de la demande 189
Section IV. Coopération au titre de l'article 93

Instruction concernant les témoignages incriminant leur auteur jointe aux citations. 190
Assurance donnée par la Cour en vertu du paragraphe 2 de l'article 93 191
Transfèrement des détenus 192
Transfèrement temporaire hors de l'État chargé de l'exécution de la peine. 193
Coopération demandée à la Cour 194
Section V. Coopération au titre de l'article 98
Communication de renseignements 195
Section VI. Règle de la spécialité énoncée à l'article 101
Présentation d'observations relatives au paragraphe 1er de l'article 101 196
Extension de la remise 197
Chapitre 12. Exécution
Section première. Rôle des États dans l'exécution des peines d'emprisonnement et modification de la désignation de l'État chargé de l'exécution selon les articles 103 et 104
Communications entre la Cour et les États 198
Organe responsable pour l'application du chapitre X. 199
Liste des États chargés de l'exécution 200
Principes de répartition équitable 201
Moment du transfèrement de la personne condamnée à l'État chargé de l'exécution 202
Observations de la personne condamnée 203
Renseignements concernant la désignation 204
Rejet de la désignation dans une affaire donnée 205
Transfèrement de la personne condamnée à l'État chargé de l'exécution. 206
Transit. 207
Dépenses 208
Changement de l'État chargé de l'exécution 209
Procédure applicable en cas de changement de l'État chargé de l'exécution 210
Section II. Exécution, contrôle et transfèrement selon les articles 105, 106 et 107
Contrôle de l'exécution de la peine et conditions de détention 211
Renseignements concernant la localisation de la personne aux fins de l'exécution des peines d'amende et de confiscation et des mesures de réparation. 212
Procédure applicable dans le cas prévu au paragraphe 3 de l'article 107 213
Section III. Limites en matière de poursuites ou de condamnation pour d'autres infractions en application de l'article 108
Demande présentée aux fins de l'ouverture de poursuites ou de l'exécution d'une peine pour un comportement antérieur 214
Décision concernant une demande présentée aux fins de l'ouverture de poursuites ou de l'exécution d'une peine . . . 215
Renseignements concernant l'exécution 216
Section IV. Paiement des amendes et exécution des mesures de confiscation et des ordonnances de réparation
Coopération et mesures aux fins de l'exécution des peines d'amende, des mesures de confiscation ou des ordonnances de réparation 217
Ordonnances de confiscation et de réparation. 218
Non-modification des ordonnances de réparation 219
Non-modification des jugements imposant des amendes 220
Décision concernant la disposition ou l'affectation de biens ou avoirs 221
Assistance en matière de notification ou pour toute autre mesure d'exécution. 222
Section V. Examen de la question d'une réduction de peine envisagé à l'article 110
Critères pour l'examen de la question de la réduction de la peine 223
Procédure applicable pour l'examen de la question d'une réduction de peine. 224
Section VI. Évasion
Mesures au titre de l'article 111 en cas d'évasion 225

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règle 1re. — *Emploi des termes*

Dans le présent document:

– le terme «article» désigne les articles du statut de Rome;

– le terme «Chambre» désigne les chambres de la Cour;

– le terme «chapitre» désigne les chapitres du statut de Rome;

– le terme «juge président» désigne le juge qui préside une chambre;

– le terme «président» désigne le président de la Cour;

– le terme «règlement de la Cour» désigne le règlement de la Cour;

– le terme «règlement» désigne le règlement de procédure et de preuve.

Règle 2. — *Textes faisant foi*

Le règlement a été adopté dans les langues officielles de la Cour telles qu'énoncées au paragraphe 1 er de l'article 50. Tous les textes font également foi.

Règle 3. — *Amendements*

1. Les amendements qu'il est proposé d'apporter au règlement en application du paragraphe 2 de l'article 51 sont adressés au président du bureau de l'assemblée des États parties.

2. Le président du bureau de l'assemblée des États parties veille à ce que tous les projets d'amendement soient traduits dans les langues officielles de la Cour et transmis aux États parties.

3. La procédure visée dans les dispositions 1 et 2 ci-dessus s'applique également aux règles provisoires envisagées au paragraphe 3 de l'article 51.

CHAPITRE 2
COMPOSITION ET ADMINISTRATION DE LA COUR

Section première
Dispositions générales relatives à la composition et à l'administration de la Cour

Règle 4. — *Sessions plénières*

1. Les juges se réunissent en session plénière deux mois au plus tard après leur élection. Lors de cette première session, après avoir pris l'engagement solennel visé à la règle 5, les juges:

a) Élisent le président et les vice-présidents;

b) Affectent les juges aux sections.

2. Les juges se réunissent par la suite en session plénière au moins une fois par an pour exercer les fonctions qui leur incombent en vertu du statut, du règlement et du règlement de la Cour, et, en session plénière extraordinaire, que le président convoque, en cas de besoin, de sa propre initiative ou à la demande de la moitié des juges.

3. La Cour peut valablement délibérer en session plénière si les deux tiers des juges sont présents.

4. À moins que le statut ou le règlement n'en disposent autrement, la Cour se prononce en session plénière à la majorité des juges présents. En cas de partage égal des voix, le président ou le juge assumant la présidence a voix prépondérante.

5. Le règlement de la Cour est adopté aussitôt que possible en séance plénière.

Règle 5. — *Engagement solennel prévu à l'article 45*

1. Comme prévu à l'article 45, avant de prendre les fonctions que prévoit le statut:

a) Les juges prennent l'engagement solennel suivant:

«Je déclare solennellement que je remplirai mes devoirs et exercerai mes attributions de juge de la Cour pénale internationale en tout honneur et dévouement, en toute impartialité et en toute conscience, et que je respecterai le caractère confidentiel des enquêtes et des poursuites et le secret des délibérations.»;

b) Le procureur, les procureurs adjoints, le greffier et le greffier adjoint prennent l'engagement solennel suivant:

«Je déclare solennellement que je remplirai mes devoirs et exercerai mes attributions (titre) de la Cour pénale internationale en tout honneur et dévouement, en toute impartialité et en toute conscience, et que je respecterai le caractère confidentiel des enquêtes et des poursuites.»

2. Le texte de l'engagement, signé par l'intéressé en présence du président ou d'un vice-président du bureau de l'assemblée des États parties, est classé au greffe et versé aux archives de la Cour.

Règle 6. — *Engagement solennel pris par le personnel du bureau du procureur, le personnel du greffe, les interprètes et les traducteurs*

1. Avant de prendre ses fonctions, chaque membre du personnel du bureau du procureur ou du greffe prend l'engagement suivant:

«Je déclare solennellement que je remplirai mes devoirs et exercerai mes attributions de (titre) de la Cour pénale internationale en tout honneur et dévouement, en toute impartialité et en toute conscience, et que je respecterai le caractère confidentiel des enquêtes et des poursuites.»

Le texte de l'engagement signé par l'intéressé en présence selon le cas du procureur, du procureur adjoint, du greffier ou du greffier adjoint, est classé au greffe et versé aux archives de la Cour.

2. Avant de prendre ses fonctions, chaque interprète et chaque traducteur prend l'engagement suivant:

«Je déclare solennellement que j'accomplirai ma tâche avec dévouement, en toute impartialité et en respectant pleinement le secret professionnel.»

Le texte de l'engagement signé par l'intéressé en présence du président ou de son représentant est classé au greffe et versé aux archives de la Cour.

Règle 7. — *Désignation d'un juge unique selon l'alinéa b) iii) du paragraphe 2 de l'article 39*

1. Lorsque la Chambre préliminaire désigne un juge comme juge unique selon l'alinéa *b) iii)* du paragraphe 2 de l'article 39, elle le fait au regard de critères objectifs préétablis.

2. Le juge désigné prend les décisions appropriées aux circonstances dans les domaines pour lesquels il n'est pas expressément prévu dans le statut ou le règlement que la Chambre préliminaire se prononce en séance plénière.

3. La Chambre préliminaire peut décider d'office ou à la demande d'une partie d'assumer elle-même en séance plénière les fonctions du juge unique.

Règle 8. — *Code de conduite professionnelle*

1. Le président, sur proposition du greffier, élabore un projet de code de conduite professionnelle des conseils après avoir pris l'avis du procureur. Au moment de préparer sa proposition, le greffier mène des consultations comme le prévoit la disposition 3 de la règle 20.

2. Le projet de code de conduite est communiqué à l'Assemblée des États parties aux fins d'adoption, conformément au paragraphe 7 de l'article 112.

3. La procédure d'amendement du code de conduite est définie par celui-ci.

Section II

Le bureau du procureur

Règle 9. — *Fonctionnement du bureau du procureur*

Dans le cadre des responsabilités qui lui incombent en ce qui concerne la gestion et l'administration de son bureau, le procureur établit le règlement qui en régit l'activité. Lorsqu'il établit ce règlement et lorsqu'il le modifie, le procureur prend l'avis du greffier sur toute question susceptible d'affecter le fonctionnement du greffe.

Règle 10. — *Conservation des informations et des preuves*

Le procureur est responsable de la conservation, de la garde et de la sûreté des informations et des pièces à conviction recueillies au cours des enquêtes menées par son bureau.

Règle 11. — *Délégation des fonctions du procureur*

Le procureur ou un procureur adjoint peut autoriser des membres du bureau du procureur, sauf ceux qui sont visés au paragraphe 4 de l'article 44, à le re-présenter dans l'exercice de ses fonctions, à l'exception de celles qui lui sont propres au regard du statut, à savoir, entre autres, celles décrites aux articles 15 et 53 de celui-ci.

Section III
Le greffe

Sous-section première
Dispositions générales relatives au greffe

Règle 12. — *Qualifications et élection du greffier et du greffier adjoint*

1. Dès qu'elle est élue, la présidence établit une liste de candidats répondant aux critères énoncés au paragraphe 3 de l'article 43; elle la communique à l'Assemblée des États parties en sollicitant ses recommandations.

2. Dès qu'il reçoit les recommandations éventuelles de l'Assemblée des États parties, le président transmet sans délai la liste et les recommandations à la Cour réunie en session plénière.

3. Comme le prévoit le paragraphe 4 de l'article 43, la Cour réunie en session plénière élit aussitôt que possible le greffier à la majorité absolue, en tenant compte des recommandations éventuelles de l'Assemblée des États parties. Si aucun candidat n'obtient la majorité absolue au premier tour, il est procédé à de nouveaux scrutins jusqu'à ce qu'un candidat obtienne la majorité absolue.

4. Si le besoin d'un greffier adjoint se fait sentir, le greffier peut faire une recommandation en ce sens au président. Le président convoque une session plénière pour trancher. Si la Cour ainsi réunie décide à la majorité absolue qu'un greffier adjoint doit être élu, le greffier lui présente une liste de candidats.

5. Le greffier adjoint est élu de la même manière que le greffier par la Cour réunie en session plénière.

Règle 13. — *Fonctions du greffier*

1. Sans préjudice des pouvoirs que le statut confère au bureau du procureur en matière de réception, d'obtention et de diffusion des informations et d'établissement à cette fin de voies de transmission, le greffier est chargé de toute communication émanant de la Cour ou adressée à celle-ci.

2. Le greffier est également chargé de la sécurité interne de la Cour, en consultation avec la présidence et le procureur, ainsi qu'avec l'État hôte.

Règle 14. — *Fonctionnement du greffe*

1. Dans le cadre des responsabilités qui lui incombent en ce qui concerne l'organisation et l'administration du greffe, le greffier établit le règlement qui en régit l'activité. Lorsqu'il établit ce règlement et lorsqu'il le modifie, le greffier prend l'avis du procureur sur toute question susceptible d'affecter le fonctionnement du bureau de celui-ci. Le règlement du greffe est approuvé par la présidence.

2. Le règlement du greffe doit prévoir que les conseils de la défense bénéficient de l'assistance administrative du greffe dans les limites du raisonnable et selon les modalités appropriées aux circonstances.

Règle 15. — *Dossiers*

1. Le greffier tient une base de données contenant toutes les informations se rapportant à chaque affaire portée devant la Cour, sous réserve des ordonnances de non-divulgation qu'un juge ou une chambre pourrait rendre à l'égard d'un certain document ou d'une certaine information, et en veillant à protéger les renseignements personnels délicats. Le public a accès aux informations versées dans la base de données dans les langues de travail de la Cour.

2. Le greffier tient également les autres dossiers de la Cour.

Sous-section 2
Responsabilité du greffe à l'égard des victimes et des témoins

Règle 16. — *Responsabilités du greffier à l'égard des victimes et des témoins*

1. En ce qui concerne les victimes, le greffier assume les fonctions suivantes conformément au statut et au règlement:

a) Leur faire parvenir avis et notifications, ou les faire parvenir à leurs représentants légaux;

b) Les aider à obtenir des avis juridiques et à se faire représenter, et fournir à leurs représentants légaux l'aide, le soutien et les informations appropriés, y compris les installations dont ils peuvent avoir besoin pour exercer directement leurs fonctions, en vue de protéger leurs droits à toutes les phases de la procédure conformément aux règles 89 à 91;

c) Les aider à participer aux différentes phases de la procédure conformément aux règles 89 à 91;

d) Dans le cas de victimes de violences sexuelles, prendre des mesures sexospécifiques pour faciliter leur participation à toutes les phases de la procédure.

2. En ce qui concerne les victimes, les témoins et toute personne à laquelle la déposition de ces témoins peut faire courir un risque, le greffier assume les fonctions suivantes conformément au statut et au règlement:

a) Les informer des droits que leur reconnaissent le statut et le règlement, et de l'existence, des fonctions et de la disponibilité de la division d'aide aux victimes et aux témoins;

b) S'assurer qu'ils sont informés en temps utile des décisions de la Cour qui peuvent affecter leurs intérêts, sans préjudice des règles de confidentialité.

3. Aux fins de l'accomplissement de ces fonctions, le greffier peut tenir un registre spécial des victimes qui ont manifesté l'intention de participer à la procédure relative à une affaire donnée.

4. Des accords concernant la réinstallation et le soutien sur le territoire d'un État de personnes traumatisées ou menacées, qu'il s'agisse de victimes, de témoins ou de toute autre personne à laquelle la déposition de ces témoins peut faire courir un risque, peuvent être négociés avec les États par le greffier au nom de la Cour. Ces accords peuvent rester confidentiels.

Règle 17. — *Fonctions de la division*

1. La division d'aide aux victimes et aux témoins exerce ses fonctions conformément au paragraphe 6 de l'article 43.

2. La division exerce notamment les fonctions suivantes, conformément au statut et au règlement et, s'il y a lieu, en consultation avec la Chambre, le procureur et la défense:

a) Dans le cas de tous les témoins, des victimes qui comparaissent devant la Cour et de toute autre personne à laquelle la déposition de ces témoins peut faire courir un risque, et compte tenu de leurs besoins propres et de leur situation particulière:

*i) A*ssurer leur protection et leur sécurité par des mesures adéquates et établir des plans de protection à court et à long terme;

ii) Recommander aux organes de la Cour d'adopter des mesures de protection et en aviser les États concernés;

iii) Les aider à obtenir les soins médicaux, psychologiques ou autres dont ils ont besoin;

iv) Mettre à la disposition de la Cour et des parties une formation en matière de traumatismes, de violences sexuelles, de sécurité et de confidentialité;

v) Recommander, en consultation avec le bureau du procureur, l'élaboration d'un code de conduite insistant sur l'importance vitale de la sécurité et du secret professionnel à l'intention des enquêteurs de la Cour et de la défense, et de toutes les organisations intergouvernementales et non gouvernementales agissant au nom de la Cour, le cas échéant;

vi) Coopérer au besoin avec les États pour prendre les mesures visées par la présente règle;

b) Dans le cas des témoins:

i) Les conseiller sur les moyens d'obtenir un avis juridique pour protéger leurs droits, notamment à l'occasion de leur déposition;

ii) Les aider quand ils sont appelés à déposer devant la Cour;

iii) Prendre des mesures sexospécifiques pour faciliter la déposition, à toutes les phases de la procédure, des victimes de violences sexuelles.

3. Dans l'accomplissement de ses fonctions, la division prête dûment attention aux besoins particuliers des enfants, des personnes âgées et des handicapés. Pour faciliter la participation et assurer la protection des enfants témoins, la division désigne s'il y a lieu, avec l'accord des parents ou du tuteur légal, un accompagnateur qui aide l'enfant à toutes les phases de la procédure.

Règle 18. — *Responsabilités de la division*

Pour pouvoir s'acquitter utilement et efficacement de ses fonctions, la division d'aide aux victimes et aux témoins:

a) Veille à ce que son personnel respecte en toute circonstance le secret professionnel;

b) Tout en tenant compte des intérêts propres du bureau du procureur, de la défense et des témoins, respecte les intérêts des témoins, éventuellement en séparant ses services entre témoins à charge et témoins à décharge, agit avec impartialité dans sa coopération avec toutes les parties et conformément aux décisions rendues par les Chambres;

c) Met à toutes les phases de la procédure et par la suite, dans la limite du raisonnable, une aide administrative et technique à la disposition des témoins, des victimes qui comparaissent devant la Cour et de toute autre personne à laquelle la déposition de ces témoins peut faire courir un risque;

d) Assure la formation de son personnel dans les matières concernant la sécurité, l'intégrité et la dignité des victimes et des témoins, y compris les sexospécificités et les particularités culturelles;

e) Le cas échéant, coopère avec les organisations intergouvernementales et non gouvernementales.

Règle 19. — *Spécialistes attachés à la division*

En sus du personnel indiqué au paragraphe 6 de l'article 43 et sous réserve de l'article 44, la division d'aide aux victimes et aux témoins peut comprendre notamment, selon les besoins, des spécialistes des domaines suivants:

a) protection et sécurité des témoins;

b) questions juridiques et administratives, y compris les aspects relatifs au droit humanitaire et au droit pénal;

c) logistique;

d) aspects psychologiques des procédures pénales;

e) sexospécificités et diversité culturelle;

f) les enfants, en particulier les enfants traumatisés;

g) les personnes âgées, en particulier celles victimes d'un traumatisme lié à la guerre et à l'exil;

h) les personnes handicapées;

i) assistance sociale;

j) soins médicaux;

k) interprétation et traduction.

Sous-section 3

Conseil de la défense

Règle 20. — *Responsabilités du greffier en ce qui concerne les droits de la défense*

1. En application du paragraphe 1er de l'article 43, le greffier organise le travail du greffe de façon à faire valoir les droits de la défense conformément au principe du procès équitable fixé par le statut. À cette fin, il s'acquitte notamment des fonctions suivantes:

a) Faciliter la protection de la confidentialité telle que définie à l'alinéa *b)* du paragraphe 1er de l'article 67;

b) Fournir aide et assistance ainsi que des informations à tous les conseils de la défense comparaissant devant la Cour et apporter au besoin son appui quand les services d'enquêteurs professionnels sont nécessaires pour la conduite effective et efficace de la défense;

c) Aider les personnes arrêtées, les personnes auxquelles s'appliquent les dispositions du paragraphe 2, de l'article 55 ainsi que les accusés à obtenir des avis juridiques ainsi que l'assistance d'un conseil;

d) Conseiller, au besoin, le procureur et les Chambres sur les questions concernant la défense;

e) Mettre à la disposition de la défense les installations dont elle peut avoir besoin pour exercer directement ses fonctions;

f) Faciliter la diffusion des informations et de la jurisprudence de la Cour auprès des conseils de la défense et, s'il y a lieu, coopérer avec les ordres nationaux d'avocats ou avec toute instance indépendante représentative d'associations d'avocats ou de conseillers juridiques visées à la disposition 3 ci-dessous, pour encourager des juristes à se

perfectionner et se spécialiser dans le droit du statut et du règlement.

2. Le greffier exerce les fonctions énoncées dans la disposition 1 ci-dessus, y compris les fonctions d'administration financière du greffe, de façon à garantir l'indépendance professionnelle des conseils de la défense.

3. Aux fins de l'organisation de l'aide judiciaire en application de la règle 21 et de l'élaboration d'un code de conduite professionnelle en application de la règle 8, le greffier prend selon que de besoin l'avis de toute instance indépendante représentative d'associations d'avocats ou de conseillers juridiques, notamment de toute instance dont la création peut être facilitée par l'Assemblée des États parties.

Règle 21. — *Commission d'office d'un conseil*

1. Sous réserve de l'alinéa c) du paragraphe 2 de l'article 55 et de l'alinéa d) du paragraphe 1er de l'article 67, les critères et les procédures pour la commission d'office d'un conseil aux indigents sont fixés dans le règlement de la Cour, sur proposition, présentée par le greffier, après consultation de toute instance indépendante représentative d'associations d'avocats ou de conseillers juridiques dont il est question dans la disposition 3 de la règle 20.

2. Le greffier dresse et tient à jour une liste de conseils répondant aux critères énoncés dans la règle 22 et dans le règlement de la Cour. L'intéressé choisit librement son conseil sur cette liste ou un autre conseil répondant aux critères en question et acceptant d'être inscrit sur la liste.

3. Si la commission d'office d'un conseil est refusée, l'intéressé peut porter la question devant la présidence, dont la décision est définitive. Si sa requête est rejetée, l'intéressé peut en présenter une autre au greffier s'il établit qu'il y a des circonstances nouvelles.

4. La personne qui choisit de se représenter elle-même en avise le greffier par écrit dès que possible.

5. S'il s'avère qu'une personne soi-disant indigente ne l'est pas, la Chambre saisie de l'affaire à ce moment-là peut rendre une ordonnance de mise à contribution pour recouvrer les frais de la commission d'office.

Règle 22. — *Nomination et qualifications du conseil de la défense*

1. Le conseil de la défense doit être d'une compétence reconnue en droit international ou en droit pénal et en matière de procédures, et avoir acquis l'expérience nécessaire du procès pénal en exerçant des fonctions de juge, de procureur, d'avocat, ou quelque autre fonction analogue. Il doit avoir une excellente connaissance de l'une au moins des langues de travail de la Cour et la parler couramment. Il peut se faire seconder par d'autres personnes ayant des connaissances spécialisées utiles en l'espèce, notamment des professeurs de droit.

2. Le conseil de la défense retenu par une personne exerçant le droit que lui reconnaît le statut de faire appel au défenseur de son choix fait enregistrer dès que possible sa procuration par le greffier.

3. Dans l'accomplissement de leurs devoirs, les conseils de la défense sont soumis aux dispositions du statut, du règlement, du règlement de la Cour, du code de conduite professionnelle des conseils adopté en application de la règle 8 et de tout autre instrument adopté par la Cour ayant un rapport avec leurs fonctions.

Section IV

Situations pouvant nuire au fonctionnement de la Cour

Sous-section première

Révocation et sanctions disciplinaires

Règle 23. — *Principe général*

Les juges, le procureur, les procureurs adjoints, le greffier et le greffier adjoint sont relevés de leurs fonctions ou sanctionnés par des mesures disciplinaires dans les cas et sous réserve des garanties prévues dans le statut et dans le présent règlement.

Règle 24. — *Définition de la faute lourde et du manquement grave aux devoirs de la charge*

1. Aux fins de l'alinéa *a)* du paragraphe 1er de l'article 46, on entend par «faute lourde»:

a) Le comportement qui, s'inscrivant dans l'exercice de fonctions officielles, est incompatible avec lesdites fonctions et nuit ou risque de nuire gravement à la bonne administration de la justice devant la Cour ou au bon fonctionnement interne de celle-ci, par exemple:

i) Le fait de divulguer des faits ou des informations dont l'intéressé a eu connaissance dans l'exercice de ses fonctions ou qui ont trait à une question pendante, quand cette divulgation nuit gravement aux procédures judiciaires ou à une personne quelconque;

ii) Le fait de taire des informations ou des circonstances d'une importance telle qu'elles l'auraient empêché d'être élu à sa charge;

iii) Le fait d'abuser de sa charge judiciaire pour obtenir indûment des faveurs d'autorités, d'officiels ou de professionnels; ou

b) Le comportement qui, ne s'inscrivant pas dans l'exercice de fonctions officielles, est d'une gravité telle qu'il nuit ou risque de nuire gravement au prestige de la Cour.

2. Aux fins de l'alinéa *a)* du paragraphe 1er de l'article 46, il y a «manquement grave aux devoirs de la charge» lorsque l'intéressé a fait preuve de négligence grave dans l'exercice de ses fonctions ou agi consciemment en contravention des devoirs de sa charge. Ceci peut inclure, entre autres, des situations dans lesquelles l'intéressé:

a) Ne respecte pas l'obligation de demander à être dessaisi d'une affaire alors qu'il sait qu'il y a des motifs pour faire une telle demande;

b) Provoque de manière répétée des retards injustifiés dans l'ouverture des enquêtes, la conduite des poursuites ou des procès ou dans l'exercice de pouvoirs judiciaires.

Règle 25. — *Définition de la faute d'une gravité moindre*

1. Aux fins de l'article 47, on entend par «faute d'une gravité moindre»:

a) Le comportement qui, s'inscrivant dans l'exercice de fonctions officielles, nuit ou risque de nuire à la bonne administration de la justice devant la Cour ou au bon fonctionnement interne de celle-ci, par exemple:

i) S'immiscer dans l'exercice des fonctions d'une personne visée à l'article 47;

ii) Ne pas exécuter ou ignorer de façon répétée les demandes formulées par le juge président ou par la présidence dans l'exercice de leurs attributions légitimes;

iii) Ne pas faire appliquer les sanctions disciplinaires dont sont passibles le greffier, un greffier adjoint ou les autres fonctionnaires de la Cour, alors qu'un juge sait ou devrait savoir qu'ils ont manqué gravement aux devoirs de leur charge;

b) Un comportement ne s'inscrivant pas dans l'exercice de fonctions officielles qui nuit ou risque de nuire au prestige de la Cour.

2. Rien dans la présente règle n'exclut que le comportement visé par la disposition 1 *a)* constitue «une faute lourde» ou «un manquement grave aux devoirs de la charge» aux fins de l'alinéa *a)* du paragraphe 1er de l'article 46 du statut.

Règle 26. — *Réception des plaintes*

1. Aux fins du paragraphe 1er de l'article 46 et de l'article 47, toute plainte concernant l'un des comportements visés dans les règles 24 et 25, doit indiquer les motifs sur lesquels elle se fonde, l'identité du plaignant, et présenter tout élément de preuve disponible. Les plaintes restent confidentielles.

2. Toutes les plaintes seront transmises à la présidence, qui peut également agir d'office, et qui écarte, conformément au règlement de la Cour, les plaintes anonymes ou manifestement non fondées et transmet les autres plaintes à l'organe compétent. La présidence est assistée dans cette tâche par un ou plusieurs juges selon un roulement automatique, conformément au règlement de la Cour.

Règle 27. — *Dispositions communes sur les droits de la défense*

1. Lorsqu'il est envisagé de relever quelqu'un de ses fonctions en application de l'article 46 ou de prendre contre lui des mesures disciplinaires en application de l'article 47, l'intéressé en est informé par écrit.

2. L'intéressé a toute latitude de présenter et de recevoir des éléments de preuve, de faire valoir ses arguments et de répondre aux questions qui lui sont posées.

3. Il peut être représenté par un conseil pendant le déroulement de la procédure établie en application de la présente règle.

Règle 28. — *Suspension*

Lorsque les allégations portées contre une personne faisant l'objet d'une plainte sont suffisamment sérieuses, l'intéressé peut être suspendu de ses fonctions en attendant que l'organe compétent se prononce.

Règle 29. — *Procédure en cas de demande de révocation*

1. La question de la révocation d'un juge, du greffier ou du greffier adjoint est mise aux voix en séance plénière.

2. La présidence informe par écrit le président du bureau de l'assemblée des États parties de toute recommandation adoptée dans le cas d'un juge et de toute décision adoptée dans le cas du greffier ou d'un greffier adjoint.

3. Le procureur informe par écrit le président du bureau de l'assemblée des États parties de toute recommandation qu'il fait au sujet d'un procureur adjoint.

4. Lorsqu'il apparaît que le comportement en cause ne constitue ni une faute lourde ni un manquement grave aux devoirs de la charge, il peut être décidé, en application de l'article 47, que l'intéressé a commis une faute d'une moindre gravité et une sanction disciplinaire peut alors être prononcée.

Règle 30. — *Procédure en cas de demande de mesures disciplinaires*

1. Dans le cas d'un juge, du greffier ou d'un greffier adjoint, la décision d'imposer une mesure disciplinaire est prise par la présidence.

2. Dans le cas du procureur, la décision d'imposer une mesure disciplinaire est prise à la majorité absolue du bureau de l'assemblée des États parties.

3. Dans le cas d'un procureur adjoint:

a) La décision de prononcer un blâme est prise par le procureur;

b) La décision d'imposer une amende est prise à la majorité absolue du bureau de l'assemblée des États parties sur recommandation du procureur.

4. Le blâme est consigné par écrit et transmis au président du bureau de l'assemblée des États parties.

Règle 31. — *Révocation*

Une fois prononcée, la révocation prend effet immédiatement. L'intéressé cesse de faire partie de la Cour, y compris pour les affaires en cours auxquelles il participait.

Règle 32. — *Mesures disciplinaires*

Peuvent être infligées les mesures disciplinaires suivantes:

a) Le blâme; ou

b) L'amende, d'un montant maximum équivalant à six mois du traitement versé par la Cour à l'intéressé.

Sous-section 2

Décharge, récusation, décès et démission

Règle 33. — *Décharge des juges, du procureur ou des procureurs adjoints*

1. Lorsqu'un juge, le procureur ou un procureur adjoint souhaite être déchargé de ses fonctions, il en fait la demande par écrit à la présidence en indiquant les raisons pour lesquelles il devrait être déchargé.

2. La présidence considère la demande comme confidentielle et ne fait pas connaître publiquement les raisons de sa décision sans le consentement de l'intéressé.

Règle 34. — *Récusation des juges, du procureur ou des procureurs adjoints*

1. Outre les motifs prévus au paragraphe 2 de l'article 41 et au paragraphe 7 de l'article 42, les motifs de récusation d'un juge, du procureur ou d'un procureur adjoint sont, notamment, les suivants:

a) L'existence d'un intérêt personnel dans l'affaire dont il s'agit, notamment le fait d'être le conjoint, le père ou la mère de l'une des parties, ou d'avoir avec elle des liens familiaux, personnels ou professionnels étroits, ou une relation de subordination;

b) La participation à titre privé à toute action en justice, engagée avant que l'intéressé ne participe à l'affaire, ou engagée par celui-ci alors qu'il participe déjà à l'affaire, dans laquelle la personne faisant l'objet d'une enquête ou de poursuites était ou est une partie adverse;

c) Le fait d'avoir eu, avant de prendre des fonctions à la Cour, des attributions qui donnent à penser que l'intéressé s'est formé sur l'affaire, sur les parties ou sur leurs représentants légaux une opinion qui risque objectivement de nuire à l'impartialité à laquelle il est tenu;

d) L'expression, par le canal des organes d'information, par des écrits ou par des actes publics, d'opinions qui risquent objectivement de contredire l'impartialité à laquelle il est tenu.

2. Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 41 et du paragraphe 8 de l'article 42, les requêtes en récusation sont présentées dès que sont connus les motifs sur lesquels elles sont fondées; ces requêtes contiennent les motifs invoqués, accompagnés de tout élément de preuve pertinent. Elles sont communiquées à l'intéressé qui peut présenter ses observations par écrit.

3. Toute question relative à la récusation du procureur ou d'un procureur adjoint est tranchée à la majorité absolue des juges de la Chambre d'appel.

Règle 35. — *Obligation qu'ont les juges, le procureur ou les procureurs adjoints de demander leur décharge*

Lorsqu'un juge, le procureur ou un procureur adjoint a des raisons de croire qu'il existe dans son cas un motif de récusation, il demande à être déchargé sans attendre qu'une demande soit présentée selon le paragraphe 2 de l'article 41, le paragraphe 7 de l'article 42 et la règle 34. Il présente sa demande de décharge, et la présidence l'examine, conformément à la règle 33.

Règle 36. — *Décès d'un juge, du procureur, d'un procureur adjoint, du greffier ou d'un greffier adjoint*

Si un juge, le procureur, un procureur adjoint, le greffier ou un greffier adjoint décède, la présidence en informe par écrit le président du bureau de l'assemblée des États parties.

Règle 37. — *Démission d'un juge, du procureur, d'un procureur adjoint, du greffier ou d'un greffier adjoint*

1. Si un juge, le procureur, un procureur adjoint, le greffier ou un greffier adjoint décide de démissionner, il en informe par écrit la présidence. La présidence en informe par écrit le président du bureau de l'assemblée des États parties.

2. Le juge, le procureur, le procureur adjoint, le greffier ou le greffier adjoint démissionnaire s'efforce de donner un préavis d'au moins six mois. Avant que la démission d'un juge ne prenne effet, l'intéressé fait tout pour mener à terme les responsabilités dont il lui reste à s'acquitter.

Sous-section 3

Remplacements et juge suppléant

Règle 38. — *Remplacements*

1. Un juge peut être remplacé pour des raisons objectives et justifiées, notamment les suivantes:

a) démission;

b) décharge;

c) récusation;

d) révocation;

e) décès.

2. La procédure de remplacement est régie par le statut, le règlement et le règlement de la Cour.

Règle 39. — *Juge suppléant*

Le juge suppléant qui est affecté par la présidence à une chambre de première instance en application du paragraphe 1er de l'article 74 doit assister à chaque phase du procès et à l'intégralité des débats, mais ne peut y prendre part et n'exerce aucune des fonctions des membres de la Chambre saisie de l'affaire tant qu'il n'est pas appelé à remplacer un de ces membres empêché de siéger. Le juge suppléant est désigné conformément à une procédure préétablie par la Cour.

Section V

Publications, langues, traductions

Règle 40. — *Publication des décisions dans les langues officielles de la Cour*

1. Aux fins du paragraphe 1er de l'article 50, les décisions ci-après sont considérées comme réglant des questions fondamentales:

a) toutes les décisions de la section des appels;

b) toutes les décisions de la Cour relatives à sa compétence ou à la recevabilité d'une affaire, prises en vertu des articles 17, 18, 19 ou 20;

c) toutes les décisions d'une chambre de première instance relatives à la culpabilité ou à l'innocence, à la peine et à la réparation à accorder aux victimes, prises en vertu des articles 74, 75 ou 76;

d) toutes les décisions prises par une chambre préliminaire en vertu de l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 57.

2. Toutes les décisions relatives à la confirmation des charges, prises en vertu du paragraphe 7 de l'article 61, ou relatives aux atteintes à l'administration de la justice, prises en vertu du paragraphe 3 de l'article 70, sont publiées dans toutes les langues officielles de la Cour lorsque, de l'avis de la présidence, elles règlent des questions fondamentales.

3. La présidence peut décider de publier dans toutes les langues officielles d'autres décisions touchant à de grandes questions d'interprétation ou d'application du statut ou à de grandes questions d'intérêt général.

Règle 41. — *Langues de travail de la Cour*

1. Aux fins du paragraphe 2 de l'article 50, la présidence autorise l'emploi d'une langue officielle comme langue de travail lorsque:

a) cette langue est comprise et parlée par la majorité des personnes en cause dans une affaire dont la Cour est saisie et que l'une des parties à la procédure en fait la demande; ou

b) le procureur et la défense en font la demande.

2. La présidence peut autoriser l'emploi d'une langue officielle de la Cour comme langue de travail si cela est à son avis propre à améliorer l'efficacité de la procédure.

Règle 42. — *Services de traduction et d'interprétation*

La Cour s'assure les services de traduction et d'interprétation nécessaires pour garantir l'exécution des obligations qui lui incombent en vertu du statut et du règlement.

Règle 43. — *Procédure à suivre pour la publication des documents de la Cour*

La Cour veille à ce que tous les documents qui doivent être publiés conformément au statut et au règlement respectent l'obligation de protéger la confidentialité de la procédure et la sécurité des victimes et des témoins.

CHAPITRE 3
COMPÉTENCE ET RECEVABILITÉ

Section première
Déclarations et renvois relatifs aux articles 11, 12, 13 et 14

Règle 44. — *Déclaration prévue au paragraphe 3 de l'article 12*

1. Le greffier peut, à la demande du procureur, s'informer confidentiellement auprès d'un État qui n'est pas partie au statut ou qui est devenu partie au statut après l'entrée en vigueur de celui-ci, si cet État a l'intention de faire la déclaration prévue au paragraphe 3 de l'article 12.

2. Lorsqu'un État dépose auprès du greffier ou fait savoir à celui-ci qu'il a l'intention de déposer la déclaration prévue au paragraphe 3 de l'article 12, ou lorsque le greffier agit selon la disposition 1 ci-dessus, le greffier informe l'État concerné que sa déclaration emporte acceptation de la compétence de la Cour à l'égard des crimes visés à l'article 5 auxquels renvoie la situation considérée, et que les dispositions du chapitre IX du statut ainsi que toutes les règles qui en découlent concernant les États parties lui sont applicables.

Règle 45. — *Renvoi d'une situation au procureur*

Le renvoi d'une situation au procureur se fait par écrit.

Section II
Ouverture des enquêtes selon l'article 15

Règle 46. — *Renseignements fournis au procureur au titre des paragraphes 1 et 2 de l'article 15*

Lorsque des renseignements sont fournis comme prévu au paragraphe 1er de l'article 15 ou que des dépositions écrites ou orales sont recueillies au siège de la Cour comme prévu au paragraphe 2 dudit article, le procureur protège la confidentialité de ces informations et dépositions ou prend toute autre mesure nécessaire en exécution de ses obligations en vertu du statut.

Règle 47. — *Dépositions selon le paragraphe 2 de l'article 15*

1. Les règles 111 et 112 s'appliquent *mutatis mutandis* aux dépositions recueillies par le procureur selon le paragraphe 2 de l'article 15.

2. Lorsque le procureur considère qu'il y a de fortes chances qu'une déposition soit impossible à recueillir par la suite, il peut demander à la Chambre préliminaire de prendre toute mesure utile pour garantir l'efficacité et l'intégrité des procédures et, en particulier, de désigner un conseil ou un juge de la Chambre préliminaire qui sera présent lors de la déposition pour veiller aux droits de la défense. Si la déposition est par la suite présentée dans la procédure, son admissibilité est régie par l'article 69, paragraphe 4, et sa valeur est celle qui lui est donnée par la chambre compétente.

Règle 48. — *Détermination de l'existence d'une base raisonnable justifiant l'ouverture d'une enquête selon le paragraphe 3 de l'article 15*

Pour déterminer s'il y a une base raisonnable pour ouvrir une enquête en application du paragraphe 3 de l'article 15, le procureur se fonde sur les considérations visées aux alinéas *a)* à *c)* du paragraphe 1er de l'article 53.

Règle 49. — *Décision et notification selon le paragraphe 6 de l'article 15*

1. Lorsqu'une décision est prise en application du paragraphe 6 de l'article 15, le procureur la fait connaître sans retard, ainsi que les raisons qui la motivent, d'une manière qui ne porte pas atteinte à la sécurité, au bien-être ou à la vie privée de ceux qui lui ont fourni des renseignements conformément aux paragraphes 1er et 2 de l'article 15, ni à l'intégrité des enquêtes ou des procédures.

2. La notification doit indiquer qu'il est possible de soumettre de nouveaux renseignements sur la même situation à la lumière de faits ou d'éléments de preuve nouveaux.

Règle 50. — *Procédure par laquelle la Chambre préliminaire autorise l'ouverture d'une enquête en vertu de l'article 15*

1. Lorsque le procureur a l'intention de demander, en application de l'article 15, paragraphe 3, à la Chambre préliminaire l'autorisation d'ouvrir une enquête, il en informe les victimes qu'il connaît ou qui sont connues de la division d'aide aux victimes et aux témoins, ou leurs représentants légaux, à moins qu'il ne détermine qu'il mettrait ce faisant en péril l'intégrité de l'enquête ou la vie ou le bien-être de victimes ou de témoins. Le procureur peut aussi annoncer son intention par des moyens de diffusion générale afin d'atteindre des groupes de victimes s'il estime qu'en l'espèce cela ne mettra pas en péril l'intégrité et l'efficacité de l'enquête ni la sécurité et le bien-être de victimes ou de témoins. À ces fins, le procureur peut solliciter en tant que de besoin l'assistance de la division d'aide aux victimes et aux témoins.

2. Le procureur présente par écrit la demande d'autorisation.

3. Ayant été informées conformément à la disposition 1 ci-dessus, les victimes peuvent faire des représentations par écrit à la Chambre préliminaire dans le délai fixé dans le règlement de la Cour.

4. La Chambre préliminaire, en décidant de la procédure à suivre, peut demander de plus amples renseignements au procureur et aux victimes qui ont fait des représentations et tenir une audience si elle l'estime approprié.

5. La Chambre préliminaire fait connaître sa décision, qu'elle motive, d'autoriser ou non l'ouverture d'une enquête selon le paragraphe 4 de l'article 15, en ce qui concerne la totalité ou une partie de la demande du procureur. Elle communique cette décision aux victimes qui ont fait des représentations.

6. La procédure ci-dessus s'applique aussi à toute nouvelle demande présentée à la Chambre préliminaire en application du paragraphe 5 de l'article 15.

Section III

Exceptions et décisions préliminaires visées aux articles 17, 18 et 19

Règle 51. — *Informations fournies au titre de l'article 17*

Lorsqu'elle examine les questions visées au paragraphe 2 de l'article 17, la Cour peut, au vu des circonstances de l'espèce, tenir compte, entre autres considérations, des informations que l'État visé au paragraphe 1er de l'article 17, pourrait avoir portées à son attention pour attester que ses tribunaux satisfont aux normes internationales en matière d'indépendance et d'impartialité des poursuites en cas de comportement similaire, ou de la confirmation par l'État, adressée par écrit au procureur, qu'une enquête a été ouverte sur l'affaire dont il s'agit ou que des poursuites ont été engagées.

Règle 52. — *Notification prévue au paragraphe 1er de l'article 18*

1. Sous réserve des restrictions prévues au paragraphe 1er de l'article 18, la notification contient les renseignements relatifs aux actes susceptibles de constituer des crimes visés à l'article 5 qui sont pertinents aux fins de l'application du paragraphe 2 de l'article 18.

2. Un État peut demander au procureur de plus amples renseignements pour l'aider dans l'application du paragraphe 2 de l'article 18. Cette demande n'affecte pas le délai d'un mois fixé au paragraphe 2 de l'article 18 et le procureur y répond dans les meilleurs délais.

Règle 53. — *Défèrement en vertu du paragraphe 2 de l'article 18*

L'État qui demande un défèrement en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 doit le faire par écrit et fournir des renseignements sur l'enquête qu'il mène, en tenant compte dudit paragraphe. Le procureur peut lui demander de plus amples renseignements.

Règle 54. — *Demande présentée par le procureur en vertu du paragraphe 2 de l'article 18*

1. La demande présentée par le procureur à la Chambre préliminaire en vertu du paragraphe 2 de l'article 18 est faite par écrit; elle est motivée. Le procureur communique à la Chambre préliminaire les informations fournies par l'État en application de la règle 53.

2. Le procureur avise par écrit l'État qu'il a fait une demande à la Chambre préliminaire en vertu du paragraphe 2 de l'article 18, en exposant brièvement ses motifs.

Règle 55. — *Procédure concernant le paragraphe 2 de l'article 18*

1. La Chambre préliminaire arrête la procédure à suivre et peut prendre les mesures utiles au bon déroulement de l'instance. Elle peut tenir une audience.

2. La Chambre préliminaire examine la demande du procureur et les observations éventuellement présentées par l'État qui a demandé que le soin de l'enquête lui soit déféré conformément au paragraphe 2 de l'article 18; elle prend en considération les circonstances énumérées à l'article 17 pour décider d'autoriser ou non l'enquête.

3. La décision de la Chambre préliminaire et ses attendus sont communiqués dès que possible au procureur et à l'État qui a demandé que le soin de l'enquête lui soit déféré.

Règle 56. — *Demande déposée par le procureur après le réexamen prévu au paragraphe 3 de l'article 18*

1. Après le réexamen prévu au paragraphe 3 de l'article 18, le procureur peut demander à la Chambre préliminaire l'autorisation visée au paragraphe 2 dudit article. Sa demande est présentée par écrit; elle est motivée.

2. Le procureur transmet à la Chambre préliminaire toute information supplémentaire fournie par l'État en application du paragraphe 5 de l'article 18.

3. L'instance est conduite selon la disposition 2 de la règle 54 et selon la règle 55.

Règle 57. — *Mesures conservatoires prévues au paragraphe 6 de l'article 18*

La Chambre préliminaire examine *ex parte* et à huis clos les demandes que lui présente le procureur dans les cas envisagés au paragraphe 6 de l'article 18. Elle rend sa décision selon une procédure accélérée.

Règle 58. — *Procédure au titre de l'article 19*

1. Les requêtes ou demandes prévues à l'article 19 sont présentées par écrit; elles sont motivées.

2. Lorsqu'une chambre de la Cour est saisie d'une requête ou d'une demande contenant une contestation ou une question relative à sa compétence ou à la recevabilité d'une affaire au titre des paragraphes 2 ou 3 de l'article 19, ou lorsqu'elle agit d'office comme le prévoit le paragraphe 1er dudit article, elle arrête la procédure à suivre et peut prendre les mesures utiles au bon déroulement de l'instance. Elle peut tenir une audience. Elle peut examiner la contestation ou la question dans le cadre d'une audience de confirmation des charges ou d'un procès, à condition qu'il n'en résulte pas de retard excessif; dans ce cas, elle entend et statue d'abord sur la contestation ou la question.

3. La Cour transmet la requête ou la demande présentée au titre de la disposition 2 au procureur ainsi qu'à la personne visée au paragraphe 2 de l'article 19 lorsque cette personne a été remise à la Cour ou a comparu devant celle-ci volontairement ou sur citation, et les autorise à présenter des observations écrites au sujet de la requête ou de la demande dans le délai que fixe la Chambre.

4. La Cour statue d'abord sur toute contestation ou question relative à sa compétence, ensuite sur toute contestation ou question se rapportant à la recevabilité.

Règle 59. — *Participation aux procédures selon le paragraphe 3 de l'article 19*

1. Aux fins du paragraphe 3 de l'article 19, le greffier informe de toute question ou contestation relevant des alinéas 1, 2 et 3 de l'article 19 concernant la compétence ou la recevabilité:

a) ceux qui ont déféré une situation en application de l'article 13;

b) les victimes qui ont déjà communiqué avec la Cour à l'occasion de l'affaire dont il s'agit, ou leurs représentants légaux.

2. Le greffier fournit à tous ceux qui sont visés à la disposition 1 ci-dessus, selon des modalités compatibles avec l'obligation qu'a la Cour de tenir les informations confidentielles, de protéger les per-

sonnes et de préserver les preuves, un résumé des motifs pour lesquels la compétence de la Cour ou la recevabilité de l'affaire a été contestée.

3. Tous ceux qui sont informés comme prévu à la disposition 1 ci-dessus peuvent faire par écrit des représentations à la Chambre compétente dans le délai que fixe celle-ci.

Règle 60. — *Organe compétent en matière d'exceptions*

Les exceptions d'incompétence ou d'irrecevabilité qui sont soulevées après la confirmation des charges mais avant la constitution ou la désignation de la Chambre de première instance sont adressées à la présidence, qui les renvoie à la Chambre de première instance dès que celle-ci est constituée ou désignée conformément à la règle 130.

Règle 61. — *Mesures conservatoires prises au titre du paragraphe 8 de l'article 19*

La règle 57 est applicable aux demandes adressées par le procureur à la Chambre compétente en application de l'article 19, paragraphe 8.

Règle 62. — *Procédure au titre du paragraphe 10 de l'article 19*

1. Si le procureur forme la demande prévue au paragraphe 10 de l'article 19, il l'adresse à la Chambre qui a rendu la décision la plus récente concernant la recevabilité. Les règles 58, 59 et 61 s'appliquent.

2. L'État ou les États dont la contestation de la recevabilité d'une affaire en application du paragraphe 2 de l'article 19 a provoqué la décision d'irrecevabilité visée au paragraphe 10 de l'article 19 sont informés de la demande du procureur et il leur est accordé un délai pour présenter leurs observations.

CHAPITRE 4
DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DIVERSES PHASES DE LA PROCÉDURE

Section première
Preuve

Règle 63. — *Dispositions générales en matière d'administration de la preuve*

1. Les règles d'administration de la preuve énoncées dans le présent chapitre ainsi qu'à l'article 69 s'appliquent aux procédures devant toutes les Chambres.

2. Les Chambres sont habilitées, en vertu du pouvoir discrétionnaire visé au paragraphe 9 de l'article 64, à évaluer librement tous les moyens de preuve présentés en vue d'en déterminer la pertinence ou l'admissibilité comme le prévoit l'article 69.

3. Les Chambres statuent en matière d'admissibilité à la requête d'une partie ou d'office, conformément à l'alinéa *a)* du paragraphe 9 de l'article 64, lorsque la requête se fonde sur les motifs visés au paragraphe 7 de l'article 69.

4. Sans préjudice du paragraphe 3 de l'article 66, les Chambres n'imposent pas l'obligation juridique de corroborer la preuve des crimes relevant de la compétence de la Cour, en particulier des crimes de violences sexuelles.

5. Les Chambres n'appliquent pas les règles de droit interne régissant l'administration de la preuve, si ce n'est au sens de l'article 21.

Règle 64. — *Procédure relative à la pertinence ou à l'admissibilité des preuves*

1. Toute question touchant à la pertinence ou à l'admissibilité des preuves doit être soulevée lors de la présentation de celles-ci à une Chambre. Exceptionnellement, une question qui n'était pas connue lors de cette présentation peut être soulevée dès le moment où elle est connue. La Chambre concernée peut exiger une requête écrite à cet effet. La Cour transmet la requête écrite à tous ceux qui participent à la procédure, sauf si elle en décide autrement.

2. Les décisions prises par les Chambres en matière d'administration de la preuve sont motivées; les motifs sont consignés dans le procès-verbal, s'ils ne l'ont pas été au cours du procès conformément au paragraphe 10 de l'article 64 et de la disposition 1 de la règle 137.

3. Les éléments de preuve déclarés non pertinents ou non admissibles ne sont pas pris en considération par les Chambres.

Règle 65. — *Obligation de témoigner*

1. Un témoin qui comparaît devant la Cour peut être contraint par elle à déposer, sauf disposition contraire du statut ou du règlement, en particulier des règles 73, 74 et 75.

2. La règle 171 s'applique aux témoins qui comparaissent devant la Cour et peuvent être contraints par elle à déposer conformément à la disposition 1 ci-dessus.

Règle 66. — *Engagement solennel*

1. Sous réserve de la disposition 2 ci-dessous, les témoins prennent, avant de déposer, l'engagement solennel suivant, conformément au paragraphe 1er de l'article 69:

«Je déclare solennellement que je dirai la vérité, toute la vérité, rien que la vérité.»

2. Toute personne âgée de moins de 18 ans ou dont le discernement est altéré et qui, de l'avis de la Chambre, ne comprend pas la signification d'un engagement solennel peut être autorisée à témoigner sans engagement solennel si la Chambre l'estime capable de décrire les faits dont elle a connaissance et de comprendre le sens de l'obligation de dire la vérité.

3. L'attention du témoin est appelée, avant qu'il ne dépose, sur l'infraction définie au paragraphe 1er *a)* de l'article 70.

Règle 67. — *Témoignages en direct présentés par liaison audio ou vidéo*

1. Conformément au paragraphe 2 de l'article 69, les Chambres de la Cour peuvent autoriser un témoin à présenter une déposition orale par liaison audio ou vidéo, pour autant que la technique utilisée permette au procureur, à la défense, ainsi qu'à la Chambre elle-même, d'interroger le témoin pendant qu'il dépose.

2. L'interrogatoire des témoins envisagé dans la présente règle est mené selon les dispositions pertinentes du présent chapitre.

3. La Chambre s'assure, avec le concours du greffe, que le lieu choisi pour la présentation d'un témoignage par liaison audio ou vidéo se prête à une déposition franche et sincère ainsi qu'au respect de la sécurité, du bien-être physique et psychologique, de la dignité et de la vie privée du témoin.

Règle 68. — *Témoignages préalablement enregistrés*

Lorsque la Chambre préliminaire n'a pas pris les mesures prévues à l'article 56, la Chambre de première instance peut, conformément au paragraphe 2 de l'article 69, autoriser la présentation de témoignages déjà enregistrés sur support audio ou vidéo, ainsi que de transcriptions ou d'autres preuves écrites de ces témoignages, pour autant que:

a) Si le témoin dont le témoignage a été enregistré ne comparaît pas en personne devant la Chambre de première instance, le procureur et la défense aient eu la possibilité de l'interroger pendant l'enregistrement; ou

b) Si le témoin dont le témoignage a été enregistré comparaît en personne devant la Chambre de première instance, il ne s'oppose pas à la présentation de son témoignage enregistré et que le procureur, la défense, et la Chambre elle-même, aient eu la possibilité de l'interroger au cours de la procédure.

Règle 69. — *Accords en matière de preuve*

Le procureur et la défense peuvent convenir que des faits invoqués dans les charges, la teneur d'un document, le témoignage attendu d'un témoin ou d'autres éléments de preuve ne sont pas contestés; les Chambres peuvent alors considérer les faits allégués comme établis, à moins qu'elles n'estiment qu'ils doivent être exposés de façon plus complète dans l'intérêt de la justice et, en particulier, dans l'intérêt des victimes.

Règle 70. — *Principes applicables à l'administration de la preuve en matière de violences sexuelles*

Dans le cas de crimes de violences sexuelles, la Cour suit et, le cas échéant, applique les principes suivants:

a) Le consentement ne peut en aucun cas être inféré des paroles ou de la conduite d'une victime lorsque la faculté de celle-ci de donner librement un consentement véritable a été altérée par l'emploi de la force, de la menace ou de la contrainte, ou à la faveur d'un environnement coercitif;

b) Le consentement ne peut en aucun cas être inféré des paroles ou de la conduite d'une victime lorsque celle-ci est incapable de donner un consentement véritable;

c) Le consentement ne peut en aucun cas être inféré du silence ou du manque de résistance de la victime de violences sexuelles présumées;

d) La crédibilité, l'honorabilité ou la disponibilité sexuelle d'une victime ou d'un témoin ne peut en aucun cas être inférée de leur comportement sexuel antérieur ou postérieur.

Règle 71. — *Preuves du comportement sexuel d'une victime ou d'un témoin*

Étant donné la définition et la nature des crimes relevant de la compétence de la Cour et sous réserve des dispositions du paragraphe 4 de l'article 69, les Chambres n'admettent aucune preuve relative au comportement sexuel antérieur ou postérieur d'une victime ou d'un témoin.

Règle 72. — *Examen à huis clos de la pertinence ou de l'admissibilité des éléments de preuve*

1. Si des éléments de preuve doivent être produits ou obtenus, y compris en interrogeant la victime ou le témoin, pour établir la réalité du consentement de la victime de violences sexuelles présumées, ou pour établir les paroles, la conduite, le silence ou le manque de résistance de la victime ou du témoin, eu égard aux principes *a)* à *d)* de la règle 70, une notification doit être adressée à la Cour précisant la nature de ces éléments de preuve et expliquant leur pertinence en l'espèce.

2. Lorsqu'elles se prononcent sur la pertinence ou l'admissibilité des preuves visées par la disposition 1 ci-dessus, les Chambres entendent à huis clos le procureur, la défense, le témoin, la victime ou, le cas échéant, le représentant légal de celle-ci; elles s'assurent que les éléments produits ont une valeur probante suffisante eu égard à la question considérée et tiennent compte du préjudice qu'ils peuvent causer, comme le prévoit le paragraphe 4 de l'article 69. À cette fin, les Chambres prennent en considération le paragraphe 3 de l'article 21 ainsi que les articles 67 et 68, et sont guidées par les principes *a)* à *d)* de la règle 70, particulièrement en ce qui concerne l'interrogatoire proposé des victimes.

3. Lorsqu'elles déterminent l'admissibilité des éléments de preuve visés par la disposition 2 ci-dessus, les Chambres indiquent au procès-verbal à quelles fins précises ils sont admissibles. Pour apprécier les éléments de preuve, les Chambres appliquent les principes *a)* à *d)* de la règle 70.

Règle 73. — *Confidentialité*

1. Sans préjudice de l'alinéa *b)* du paragraphe 1er de l'article 67, les communications entre une personne et son conseil sont couvertes par le secret professionnel; en conséquence, la divulgation de leur contenu ne peut être ordonnée, que si:

a) L'intéressé y consent par écrit; ou que si

b) L'intéressé a volontairement divulgué ce contenu à un tiers, qui le révèle par la suite.

2. Eu égard à la disposition 5 de la règle 63, les autres communications faites dans le cadre d'une certaine catégorie de relations professionnelles ou d'autres relations confidentielles sont considérées comme couvertes par le secret professionnel, et ne peuvent donc faire l'objet d'une divulgation qu'aux mêmes conditions que celles que fixent les dispositions 1 *a)* et 1 *b)* ci-dessus, si une des Chambres détermine que:

a) Ces communications relèvent d'une certaine catégorie de relations professionnelles et s'inscrivent dans des rapports confidentiels dont on pouvait raisonnablement déduire qu'elles demeureraient privées et ne seraient pas révélées;

b) La confidentialité est un aspect essentiel de la nature et de la qualité des relations existant entre l'intéressé et la personne à laquelle il s'est confié; et

c) La reconnaissance du secret de ces communications servirait les fins du statut et du règlement.

3. Lorsqu'elle procède à cette détermination, la Cour accorde une attention particulière à ce que le secret professionnel soit étendu aux communications s'inscrivant dans des relations professionnelles entre une personne et son médecin, son psychiatre, son psychologue ou son conseiller, en particulier lorsque les communications concernent ou impliquent des victimes, ou entre une personne et un membre du clergé; dans ce dernier cas, la Cour considère comme couvertes par le secret professionnel les informations divulguées au cours

d'une confession religieuse lorsque celle-ci fait partie intégrante des rites de la religion considérée.

4. La Cour considère comme couverts par le secret professionnel et ne pouvant donc être divulgués, y compris dans le cadre du témoignage d'une personne travaillant ou ayant travaillé en qualité de représentant ou d'employé pour le Comité international de la Croix-Rouge, tous renseignements, documents ou autres éléments de preuve qui seraient tombés en la possession du Comité dans l'exercice ou en conséquence des fonctions que celui-ci assume conformément aux statuts du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, à moins:

a) Qu'après les consultations prévues par la disposition 6 ci-dessous, le Comité n'ait indiqué par écrit qu'il ne s'opposait pas à leur divulgation ou n'ait renoncé de quelque autre façon à ce secret; ou

b) Que ces renseignements, documents ou autres éléments de preuve ne figurent dans des déclarations ou des documents du Comité déjà rendus publics.

5. La disposition 4 ci-dessus n'affecte en rien l'admissibilité d'éléments de preuve semblables obtenus par des sources autres que le Comité international de la Croix-Rouge, ses représentants ou employés, lorsque ces éléments ont été recueillis par ces sources, indépendamment du Comité, de ses représentants et de ses employés.

6. Si la Cour détermine qu'un certain renseignement, document ou élément de preuve émanant du Comité international de la Croix-Rouge est d'une grande importance dans un cas d'espèce, elle mène des consultations avec le Comité pour résoudre la question par la concertation, eu égard aux circonstances de l'affaire, à la pertinence de l'élément de preuve demandé, à la disponibilité de cet élément de preuve auprès d'une autre source, à l'intérêt de la justice et à celui des victimes, et à l'exercice par la Cour et le Comité de leur fonctions respectives.

Règle 74. — *Témoignages incriminant leur auteur*

1. À moins que le témoin n'ait reçu l'instruction prévue à la règle 190, la Chambre lui notifie les dispositions de la présente règle avant de l'entendre.

2. Lorsqu'elle détermine qu'elle doit donner à un certain témoin des garanties en matière de non-incrimination, la Cour donne les garanties prévues à l'alinéa *c)* de la disposition 3 avant que l'intéressé ne comparaisse, soit directement soit en réponse à la demande envisagée à l'alinéa *e)* du paragraphe 1er de l'article 93.

3. *a)* Un témoin peut refuser de faire toute déclaration qui risquerait de l'incriminer.

b) Lorsqu'un témoin comparaît après avoir reçu les garanties prévues à la disposition 2 ci-dessus, la Cour peut lui enjoindre de répondre à la question ou aux questions.

c) Dans les autres cas, la Chambre peut ordonner au témoin de répondre à la question ou aux questions après lui avoir garanti que les éléments de preuve contenus dans sa déposition:

i) Resteront confidentiels et ne seront pas révélés au public ou à un État; et

ii) Ne seront pas utilisés directement ou indirectement contre lui dans le cadre de poursuites ultérieures devant la Cour, sauf en application des articles 70 et 71.

4. Avant de donner une telle garantie, et pour s'assurer qu'elle est opportune dans le cas de ce témoin, la Chambre prend l'avis du procureur *ex parte*.

5. Lorsqu'elle doit statuer sur le point de savoir si elle doit ordonner au témoin de répondre, la Chambre tient compte des considérations ci-après:

a) L'importance des éléments de preuve attendus;

b) Le caractère unique de ces éléments de preuve;

c) La nature, si elle est connue, de l'incrimination éventuelle; et

d) La qualité des mesures de protection du témoin dans les circonstances.

6. Si la Chambre détermine qu'il n'est pas opportun de donner au témoin une telle garantie, elle ne lui ordonne pas de répondre aux questions. Dans ce cas, elle peut néanmoins poursuivre l'interrogatoire sur d'autres points.

7. Afin de donner effet à la garantie qu'elle donne, la Chambre:

a) Ordonne que la déposition se fera à huis clos;

b) Ordonne que l'identité du témoin et le contenu de sa déposition ne seront divulgués d'aucune façon, et dispose que tout manquement à cet égard est passible des sanctions prévues à l'article 71;

c) Appelle expressément l'attention du procureur, de l'accusé, du conseil de la défense, du représentant légal des victimes et de tout membre du personnel de la Cour présent, sur les conséquences du manquement visé au point *b)* ci-dessus;

d) Ordonne la mise sous scellés des procès-verbaux; et

e) Met en oeuvre les mesures de protection qu'appelle une décision prise par la Cour pour garantir que l'identité du témoin et le contenu de sa déposition ne sont pas divulgués.

8. Si le procureur se rend compte que la déposition d'un témoin risque d'incriminer son auteur, il demande une audience à huis clos et en informe la Chambre avant que le témoin ne dépose. La Chambre peut ordonner les mesures envisagées dans la disposition 7 ci-dessus pour la totalité ou une partie de la déposition de ce témoin.

9. L'accusé, le conseil de la défense ou le témoin peut signaler au procureur ou à la Chambre, avant qu'un témoin ne dépose, que cette déposition soulèvera des problèmes en ce qui concerne l'incrimination de son auteur; la Chambre peut prendre les mesures envisagées dans la disposition 7 ci-dessus.

10. Si la question de l'incrimination de soi-même se pose en cours d'instance, la Chambre suspend l'audition du témoin et donne à celui-ci la possibilité d'obtenir, s'il le demande, un avis juridique aux fins de l'application de la présente règle.

Règle 75. — *Témoignages de proches incriminant l'accusé*

1. Un témoin comparaissant devant la Cour qui est le conjoint, l'enfant ou le père ou la mère d'un accusé ne peut être contraint par les Chambres à faire aucune déclaration qui risquerait d'incriminer l'accusé. Le témoin peut toutefois choisir de faire une telle déclaration.

2. Lorsqu'elles apprécient un témoignage, les Chambres peuvent tenir compte du fait que le témoin visé à la disposition 1 ci-dessus a refusé de répondre à une question tendant à ce qu'il contredise une de ses déclarations précédentes et du fait qu'il a choisi de répondre à certaines questions mais pas à d'autres.

Section II

Divulgation

Règle 76. — *Divulgation de renseignements concernant les témoins à charge au stade préliminaire*

1. Le procureur communique à la défense le nom des témoins qu'il entend appeler à déposer et une copie de leurs déclarations. Il le fait suffisamment tôt pour que la défense ait le temps de se préparer convenablement.

2. Par la suite, le procureur communique à la défense le nom et une copie des déclarations de tous les témoins à charge supplémentaires lorsqu'il est décidé de les citer.

3. Les déclarations des témoins à charge sont communiquées à l'intéressé dans leur texte original et dans une langue qu'il comprend et parle parfaitement.

4. La présente règle s'entend sous réserve des restrictions prévues par le statut et les règles 81 et 82 en ce qui concerne la protection des victimes et des témoins et le respect de leur vie privée ainsi que la protection des renseignements confidentiels.

Règle 77. — *Inspection des pièces en la possession ou sous le contrôle du procureur*

Sous réserve des restrictions applicables à la communication de pièces et à la divulgation de renseignements en vertu du statut et des règles 81 et 82, le procureur permet à la défense de prendre connaissance des livres, documents, photographies et autres objets se trouvant en sa possession ou sous son contrôle qui sont nécessaires à la préparation de la défense de l'accusé, qui seront utilisés par le procureur comme moyens de preuve à l'audience de confirmation des charges ou au procès, ou qui ont été obtenus de l'accusé ou lui appartiennent.

Règle 78. — *Inspection des pièces en la possession ou sous le contrôle de la défense*

La défense permet au procureur de prendre connaissance des livres, documents, photographies et autres objets se trouvant en sa possession ou sous son contrôle, qui seront utilisés par la défense comme moyens de preuve à l'audience de confirmation des charges ou au procès.

Règle 79. — *Divulgation de certains éléments par la défense*

1. La défense informe le procureur de son intention d'invoquer:

a) L'existence d'un alibi, auquel cas doivent être précisés le lieu ou les lieux où l'accusé prétend s'être trouvé au moment des faits incriminés, le nom des témoins et tous les autres éléments de preuve sur lesquels l'accusé a l'intention de se fonder pour établir son alibi;

b) Un des motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus au paragraphe 1er de l'article 31, auquel cas doivent être précisés dans la notification le nom des témoins et tous autres éléments de preuve que l'accusé a l'intention d'invoquer pour établir son moyen de défense.

2. Compte dûment tenu des délais fixés dans d'autres règles, la notification visée dans la disposition 1 ci-dessus doit être donnée suffisamment à l'avance pour que le procureur puisse se préparer convenablement et y répondre. La Chambre saisie de l'affaire peut autoriser un ajournement pour donner le temps au procureur d'examiner le point soulevé par la défense.

3. Le fait que la défense manque à l'obligation d'information prévue dans la présente règle ne limite pas son droit d'invoquer les circonstances visées dans la disposition 1 ci-dessus et de présenter des éléments de preuve.

4. La présente règle s'entend sans préjudice du pouvoir qu'ont les Chambres d'ordonner la divulgation de tout autre élément de preuve.

Règle 80. — *Procédure à suivre pour invoquer un motif d'exonération de la responsabilité pénale en application du paragraphe 3 de l'article 31*

1. La défense doit notifier à la Chambre de première instance et au procureur son intention d'invoquer un motif d'exonération de la responsabilité pénale en application du paragraphe 3 de l'article 31. Cette notification doit être faite suffisamment tôt avant l'ouverture du procès pour que le procureur ait le temps de préparer convenablement celui-ci.

2. Une fois reçue la notification prévue par la disposition 1 ci-dessus, la Chambre de première instance entend le procureur et la défense avant de déterminer si la défense peut invoquer le motif d'exonération de la responsabilité pénale.

3. Si la défense est autorisée à invoquer le motif d'exonération de la responsabilité pénale, la Chambre de première instance peut autoriser l'ajournement du procès pour donner au procureur le temps d'examiner le motif en question.

Règle 81. — *Restrictions à l'obligation de communiquer des éléments de preuve*

1. Les rapports, mémoires et autres documents internes établis par une partie, ses assistants ou ses représentants dans le cadre de l'enquête ou de la mise en état de l'affaire n'ont pas à être communiqués.

2. Lorsqu'il est en possession ou qu'il a sous son contrôle des pièces ou renseignements qui doivent être divulgués selon le statut, mais dont la communication peut être préjudiciable à des enquêtes en cours ou à venir, le procureur peut demander à la Chambre saisie de l'affaire de déterminer si ces pièces ou ces renseignements doivent être communiqués à la défense. La Chambre entend le procureur *ex parte*. Néanmoins, le procureur ne peut par la suite produire ces pièces ou ces renseignements comme éléments de preuve à l'audience de confirmation des charges ou au procès sans que l'accusé en ait eu préalablement connaissance.

3. Lorsque des mesures ont été prises pour préserver des renseignements confidentiels conformément aux articles 54, 57, 64, 72 et 93, et assurer la sécurité des témoins, des victimes et des membres de leur famille conformément à l'article 68, les informations y relatives ne sont pas communiquées, si ce n'est dans les conditions prévues dans lesdits articles. Lorsque la communication de ces renseignements peut présenter un risque pour la sécurité du témoin, la Cour prend des mesures pour en aviser à l'avance ce témoin.

4. La Chambre saisie de l'affaire prend, d'office ou à la demande du procureur, de l'accusé ou de tout État, les mesures nécessaires pour préserver le caractère confidentiel des renseignements conformément aux articles 54, 72 et 93, et assurer la sécurité des témoins, des victimes et des membres de leur famille conformément à l'article 68, notamment en autorisant la non-divulgation de l'identité de ces personnes avant le début du procès.

5. Lorsque des pièces ou des renseignements en la possession ou sous le contrôle du procureur n'ont pas été communiqués en appli-

cation du paragraphe 5 de l'article 68, ces pièces ou ces renseignements ne peuvent par la suite être produits comme éléments de preuve à l'audience de confirmation des charges ou au procès sans que l'accusé en ait eu préalablement connaissance.

6. Lorsque des pièces ou des renseignements en la possession ou sous le contrôle de la défense doivent être communiqués, la défense peut s'abstenir de le faire quand les circonstances sont analogues à celles qui permettent au procureur d'invoquer le paragraphe 5 de l'article 68, et les remplacer par un résumé. Ces pièces et ces renseignements ne peuvent par la suite être produits comme éléments de preuve à l'audience de confirmation des charges ou au procès sans que le procureur en ait eu préalablement connaissance.

Règle 82. — *Restrictions à l'obligation de communiquer les pièces et les renseignements couverts par l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 54*

1. Lorsque des pièces ou des renseignements en la possession ou sous le contrôle du procureur sont couverts par l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 54, le procureur ne peut les produire par la suite comme éléments de preuve sans le consentement préalable de celui qui les a fournis et sans que l'accusé en ait eu préalablement connaissance.

2. Si le procureur présente comme éléments de preuve des pièces ou des renseignements couverts par l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 54, les Chambres ne peuvent pas ordonner la présentation d'éléments de preuve additionnels reçus de celui qui a fourni les pièces ou renseignements originels; elles ne peuvent pas non plus citer ce dernier ou ses représentants comme témoins ni ordonner leur comparution pour obtenir ces éléments de preuve additionnels.

3. Si le procureur cite un témoin à comparaître pour qu'il communique comme élément de preuve une pièce ou un renseignement couvert par l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 54, les Chambres ne peuvent obliger ce témoin à répondre à aucune question relative à ces pièces ou ces renseignements ou à leur origine, si l'intéressé refuse de le faire en invoquant la confidentialité.

4. Le droit qu'a l'accusé de contester les éléments de preuve couverts par l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 54, reste entier, soumis uniquement aux limites fixées par les dispositions 2 et 3 ci-dessus.

5. Les Chambres peuvent ordonner, à la demande de la défense, que, dans l'intérêt de la justice, les dispositions 1, 2 et 3 ci-dessus s'appliquent *mutatis mutandis* aux pièces et aux renseignements que l'accusé a en sa possession, qui lui ont été fournis dans les mêmes conditions que celles qu'envisage l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 54 et qui doivent être présentés comme éléments de preuve.

Règle 83. — *Décision concernant les éléments de preuve à décharge conformément au paragraphe 2 de l'article 67*

Le procureur peut demander à être entendu *ex parte* dès que les circonstances le permettent par la Chambre saisie de l'affaire, afin que celle-ci prenne la décision envisagée au paragraphe 2 de l'article 67.

Règle 84. — *Divulgation et moyens de preuve supplémentaires en vue du procès*

Afin de permettre aux parties de préparer le procès et pour faciliter le déroulement équitable et diligent de la procédure, la Chambre de première instance, conformément aux alinéas 3 *c)* et 6 *d)* de l'article 64 et au paragraphe 2 de l'article 67, mais sous réserve du paragraphe 5 de l'article 68, prend toutes les décisions nécessaires pour la communication de pièces ou de renseignements non encore divulgués et la production d'éléments de preuve supplémentaires. Pour éviter les retards et faire en sorte que le procès s'ouvre à la date prévue, ces décisions sont assorties de délais stricts, que la Chambre de première instance peut reconsidérer.

Section III
Victimes et témoins

Sous-section première
Définition et principe général applicables aux victimes

Règle 85. — *Définition des victimes*

Aux fins du statut et du règlement:

a) Le terme «victime» s'entend de toute personne physique qui a subi un préjudice du fait de la commission d'un crime relevant de la compétence de la Cour;

b) Le terme «victime» peut aussi s'entendre de toute organisation ou institution dont un bien consacré à la religion, à l'enseignement, aux arts, aux sciences ou à la charité, un monument historique, un hôpital ou quelque autre lieu ou objet utilisé à des fins humanitaires a subi un dommage direct.

Règle 86. — *Principe général*

Les Chambres, lorsqu'elles donnent un ordre ou une instruction, et les autres organes de la Cour, lorsqu'ils s'acquittent des fonctions qui leur sont dévolues par le statut et le règlement, tiennent compte des besoins des victimes et des témoins conformément à l'article 68, en particulier s'il s'agit d'enfants, de personnes âgées, de personnes handicapées et de victimes de violences sexuelles ou sexistes.

Sous-section 2
Protection des victimes et des témoins

Règle 87. — *Mesures de protection*

1. Les Chambres peuvent, soit sur requête du procureur ou de la défense soit à la demande d'un témoin, d'une victime ou, le cas échéant, du représentant légal de celle-ci, soit d'office et après avoir consulté, selon que de besoin, la division d'aide aux victimes et aux témoins, ordonner des mesures destinées à assurer la protection d'une victime, d'un témoin ou d'une autre personne à laquelle la déposition d'un témoin peut faire courir un risque, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 68. Avant d'ordonner une mesure de protection, la Chambre cherche autant que possible à obtenir le consentement de la personne qui en fera l'objet.

2. Les requêtes ou demandes prévues par la disposition 1 ci-dessus sont régies par la règle 134, étant entendu que:

a) Ces requêtes ou demandes ne peuvent être présentées *ex parte*;

b) Toute demande émanant d'un témoin, d'une victime ou, le cas échéant, du représentant légal de celle-ci doit être notifiée au procureur et à la défense, qui ont la possibilité d'y répondre;

c) Une requête ou une demande qui concerne un certain témoin ou une certaine victime doit être notifiée à ce témoin, à cette victime ou,

le cas échéant, au représentant légal de celle-ci ainsi qu'à l'autre partie, qui ont la possibilité d'y répondre;

d) Lorsque la Chambre agit d'office, elle avise le procureur et la défense, ainsi que les témoins et les victimes ou, le cas échéant, les représentants légaux de celles-ci, qui feraient l'objet des mesures de protection envisagées; elle leur donne la possibilité de répondre;

e) ne requête ou une demande peut être déposée sous pli scellé; elle demeure alors scellée tant qu'une chambre n'en décide pas autrement. Les réponses faites à des requêtes ou à des demandes déposées sous pli scellé sont également déposées sous pli scellé.

3. Saisies d'une requête ou une demande présentée conformément à la disposition 1 ci-dessus, les Chambres peuvent tenir une audience à huis clos pour déterminer s'il y a lieu d'ordonner des mesures propres à empêcher que soient révélés au public, à la presse ou à des agences d'information l'identité d'une victime, d'un témoin ou d'une autre personne à laquelle la déposition d'un témoin peut faire courir un risque, ou le lieu où se trouve l'intéressé; elles peuvent notamment ordonner:

a) Que le nom de la victime, du témoin ou de toute autre personne à laquelle la déposition d'un témoin peut faire courir un risque et toute autre indication qui pourrait permettre l'identification de l'intéressé soient supprimés des procès-verbaux de la Chambre rendus publics;

b) Qu'il soit fait interdiction au procureur, à la défense ou à toute autre personne participant à la procédure de révéler de telles informations à un tiers;

c) Que des dépositions soient recueillies par des moyens électroniques ou autres moyens spéciaux, y compris des moyens techniques permettant l'altération de l'image ou de la voix, des techniques audiovisuelles, en particulier la vidéoconférence et la télévision en circuit fermé, et le recours à des moyens exclusivement acoustiques;

d) Qu'un pseudonyme soit employé pour désigner une victime, un témoin ou une autre personne à laquelle la déposition d'un témoin peut faire courir un risque; ou

e) Que la procédure devant elles se déroule partiellement à huis clos.

Règle 88. — *Mesures spéciales*

1. Les Chambres peuvent soit d'office, soit sur requête du procureur ou de la défense, soit à la demande d'un témoin, d'une victime ou, le cas échéant, du représentant légal de celle-ci, et après avoir consulté, selon que de besoin, la division d'aide aux victimes et aux témoins, ordonner, en tenant compte des vues de l'intéressé, des mesures spéciales, notamment des mesures visant à faciliter la déposition d'une victime ou d'un témoin traumatisé, d'un enfant, d'une personne âgée ou d'une victime de violences sexuelles, conformément aux paragraphes 1 et 2 de l'article 68. Avant d'ordonner une mesure spéciale, elles cherchent autant que possible à obtenir le consentement de la personne qui en fait l'objet.

2. Les Chambres peuvent, sur requête ou sur demande comme prévu par la disposition 1 ci-dessus, tenir une audience, au besoin à huis clos ou *ex parte*, pour déterminer s'il y a lieu d'ordonner une mesure spéciale, notamment la présence d'un conseil, d'un représentant, d'un psychologue ou d'un membre de la famille de l'intéressé pendant la déposition d'une victime ou d'un témoin.

3. Les dispositions 2. *b)* à 2. *d)* de la règle 87 s'appliquent *mutatis mutandis* aux demandes et requêtes présentées au titre de la présente règle.

4. Une requête ou une demande présentée au titre de la présente règle peut être déposée sous pli scellé; elle demeure scellée tant qu'une chambre n'en décide pas autrement. Les réponses faites à des requêtes ou à des demandes déposées sous pli scellé sont également déposées sous pli scellé.

5. Les atteintes à la vie privée des victimes et des témoins risquant de mettre les intéressés en danger, les Chambres doivent contrôler avec vigilance la manière dont l'interrogatoire de ces personnes est mené pour éviter tout harcèlement et toute intimidation, en veillant particulièrement à la protection des victimes de violences sexuelles.

Sous-section 3
Participation des victimes à la procédure

Règle 89. — *Demandes relatives à la participation des victimes à la procédure*

1. Les victimes qui veulent exposer leurs vues et leurs préoccupations adressent une demande écrite au greffier, qui la communique à la Chambre compétente. Sous réserve des dispositions du statut, en particulier du paragraphe 14 de l'article 68, le greffier communique une copie de la demande au procureur et à la défense, qui ont toujours le droit d'y répondre dans le délai fixé par la Chambre. Sous réserve de la disposition 2 ci-dessous, celle-ci arrête les modalités de la participation des victimes à la procédure, modalités qui peuvent inclure la possibilité de faire des déclarations au début et à la fin des audiences devant la Cour.

2. Les Chambres peuvent rejeter une demande, d'office ou à la demande du procureur ou de la défense, si elles considèrent que son auteur n'est pas une victime ou que les conditions fixées au paragraphe 3 de l'article 68 ne sont pas remplies. La victime dont la demande a été rejetée peut en déposer une nouvelle à une phase ultérieure de la procédure.

3. Les demandes visées par la présente règle peuvent aussi être introduites par une personne agissant avec le consentement de la victime, ou au nom de celle-ci lorsque celle-ci est un enfant ou que son invalidité rend ce moyen nécessaire.

4. Lorsque plusieurs demandes sont introduites, les Chambres peuvent les examiner d'une manière propre à assurer l'efficacité des procédures et rendre une décision unique.

Règle 90. — *Représentation légale des victimes*

1. Les victimes sont libres de choisir leur représentant légal.

2. Lorsqu'il y a plusieurs victimes, les Chambres peuvent, afin d'assurer l'efficacité des procédures, demander aux victimes ou à un groupe particulier de victimes de choisir, au besoin avec l'assistance du greffe, un ou plusieurs représentants légaux communs. En vue de faciliter la représentation coordonnée des victimes, le greffe peut leur prêter son concours, par exemple en leur communiquant la liste de conseils qu'il tient à jour, ou en leur proposant un ou plusieurs représentants légaux communs.

3. Si les victimes ne sont pas en mesure de choisir un ou plusieurs représentants légaux communs dans le délai imparti par la Chambre,

celle-ci peut demander au greffier de désigner un ou plusieurs représentants légaux.

4. Lorsqu'un représentant légal commun est choisi, les Chambres et le greffe prennent toutes les précautions raisonnables pour que les intérêts propres de chaque victime, tels qu'ils sont notamment envisagés au paragraphe 1er de l'article 68, soient représentés et que tout conflit d'intérêts soit évité.

5. Une victime ou un groupe de victimes qui n'a pas les moyens de rémunérer un représentant légal commun choisi par la Cour peut bénéficier de l'assistance du greffe, y compris, le cas échéant, de son aide financière.

6. Les représentants légaux d'une victime ou de plusieurs victimes doivent avoir les qualifications fixées dans la disposition 1 de la règle 22.

Règle 91. — *Participation du représentant légal à la procédure*

1. Les Chambres peuvent modifier des décisions prises précédemment en vertu de la règle 89.

2. Le représentant légal d'une victime a le droit d'assister et de participer à toute la procédure, dans les conditions fixées dans la décision de la Chambre et toute modification ultérieure de celle-ci en application des règles 89 et 90. Il participe à toutes les audiences sauf si la chambre concernée juge que, dans les circonstances de l'espèce, son intervention doit se limiter au dépôt d'observations et de conclusions écrites. Le procureur et la défense doivent avoir la possibilité de répondre à toute intervention orale et écrite du représentant légal de la victime.

3. *a)* Si un représentant légal qui assiste et participe à une audience en vertu de la présente règle souhaite interroger un témoin, y compris selon la procédure prévue aux règles 67 et 68, un expert ou l'accusé, il en fait la demande à la Chambre. Celle-ci peut le prier de formuler par écrit ses questions, qui sont alors communiquées au procureur et, au besoin, à la défense; ceux-ci peuvent formuler des observations dans le délai fixé par la Chambre.

b) La Chambre statue alors sur la demande en prenant en considération la phase à laquelle en est la procédure, les droits de l'accusé, les intérêts des témoins, les exigences d'un procès équitable, impartial et diligent et la nécessité de donner effet au paragraphe 3 de l'article 68. Elle peut joindre à sa décision des instructions quant à la forme et à l'ordre des questions et quant à la production de pièces, en exerçant les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 64. Si elle le juge nécessaire, elle peut interroger un témoin, un expert ou un accusé au nom du représentant légal de la victime.

4. Dans le cas d'une audience uniquement consacrée aux réparations conformément à l'article 75, les restrictions prévues à la disposition 3 ci-dessus concernant l'interrogatoire effectué par un représentant légal des victimes ne sont pas applicables. Le représentant légal peut alors, avec l'autorisation de la chambre concernée, interroger les témoins, les experts et la personne en cause.

Règle 92. — *Notification aux victimes et à leurs représentants légaux*

1. La présente règle s'applique à toutes les procédures devant la Cour, à l'exception des procédures relevant du chapitre II.

2. Pour leur permettre de demander à participer à la procédure en application de la règle 89, la Cour notifie aux victimes la décision du procureur de ne pas ouvrir d'enquête ou de ne pas engager de poursuites en vertu de l'article 53. Cette notification est adressée aux victimes ou à leurs représentants légaux qui ont déjà participé à la procédure et, dans la mesure du possible, à celles qui ont communiqué avec la Cour au sujet de la situation ou de l'affaire en cause. La Cour peut ordonner les mesures prévues dans la disposition 8 ci-dessous si les circonstances de l'espèce l'y engagent.

3. Pour leur permettre de demander à participer à la procédure en application de la règle 89, la Cour notifie aux victimes sa décision de tenir une audience de confirmation des charges en application de l'article 61. Cette notification est adressée aux victimes ou à leurs représentants légaux qui ont déjà participé à la procédure et, dans la mesure du possible, à celles qui ont communiqué avec la Cour au sujet de l'affaire en cause.

4. Lorsqu'il y a eu notification aux fins de participation comme prévu dans les dispositions 2 et 3 ci-dessus, les notifications ultérieures prévues par les dispositions 5 et 6 ci-dessous ne sont adressées qu'aux victimes ou à leurs représentants légaux qui peuvent participer à la procédure dans les conditions fixées par une décision de la Chambre prise en application de la règle 89 et de toute modification de cette décision.

5. Selon des modalités compatibles avec toute décision prise en vertu des règles 89 à 91, les victimes ou leurs représentants légaux qui participent à la procédure sont informés en temps voulu par le greffier:

a) Du déroulement de la procédure, notamment de la date des audiences et de leur éventuel report, ainsi que de la date à laquelle les décisions seront rendues;

b) Des demandes, conclusions, requêtes et autres pièces relatives à ces demandes, conclusions ou requêtes.

6. Lorsque des victimes ou des représentants légaux ont participé à une certaine phase de la procédure, le greffier leur notifie aussitôt que possible les décisions rendues par la Cour au cours de cette phase.

7. Les notifications prévues dans les dispositions 5 et 6 ci-dessus sont faites par écrit ou, lorsque cela n'est pas possible, sous toute autre forme appropriée. Le greffier conserve la trace de toutes les notifications. Il peut au besoin solliciter la coopération des États parties en invoquant les alinéas *d)* et *l)* du paragraphe 1er de l'article 93.

8. Aux fins des notifications prévues dans les dispositions 2 à 7 ci-dessus ou à la demande d'une chambre, le greffier prend les mesures nécessaires pour assurer une publicité adéquate à la procédure. Il peut pour cela solliciter la coopération des États parties concernés, au titre du chapitre IX, et demander l'assistance d'organisations intergouvernementales.

Règle 93. — *Avis des victimes ou de leurs représentants légaux*

Les Chambres peuvent solliciter les vues des victimes ou de leurs représentants légaux qui participent à la procédure conformément aux règles 89 à 91 sur toutes questions, notamment celles visées aux règles 107, 109, 125, 128, 136, 139 et 191. Les Chambres peuvent également solliciter les vues d'autres victimes, le cas échéant.

Sous-section 4

Réparation en faveur des victimes

Règle 94. — *Procédure à suivre en cas de demandes présentées par les victimes*

1. Les demandes en réparation présentées par les victimes en vertu de l'article 75 sont déposées par écrit auprès du greffier. Elles doivent contenir les indications ou éléments suivants:

a) Les nom, prénoms et adresse du requérant;

b) La description du dommage, de la perte ou du préjudice;

c) Le lieu et la date de l'incident et, dans la mesure du possible, les nom et prénoms de la personne ou des personnes que la victime tient pour responsables du dommage, de la perte ou du préjudice;

d) Le cas échéant, la description des avoirs, biens ou autres biens mobiliers corporels dont la restitution est demandée;

e) Une demande d'indemnisation;

f) Une demande de réhabilitation ou de réparation sous d'autres formes;

g) Dans la mesure du possible, toutes pièces justificatives, notamment les noms et adresses des témoins.

2. À l'ouverture du procès et sous réserve des mesures de protection qu'elle peut ordonner, la Cour demande au greffier de notifier la demande en réparation à la personne ou aux personnes qui y sont nommées ou qui sont nommées dans les charges et, dans la mesure du possible, à toute personne ou tout État intéressé. Les destinataires de cette notification peuvent déposer des observations auprès du greffe en vertu du paragraphe 3 de l'article 75.

Règle 95. — *Procédure à suivre lorsque la Cour agit de son propre chef*

1. Lorsqu'elle entend procéder d'office en vertu du paragraphe 1er de l'article 75, la Cour demande au greffier de notifier son intention à la personne ou aux personnes contre lesquelles elle envisage de statuer et, dans la mesure du possible, aux victimes, à toute personne et à tout État intéressés. Les destinataires de cette notification peuvent déposer des observations auprès du greffe en vertu du paragraphe 3 de l'article 75.

2. Si, à la suite de la notification prévue dans la disposition 1 ci-dessus:

a) Une victime dépose une demande en réparation, il est statué sur cette demande comme si elle avait été déposée conformément à la règle 94;

b) Une victime demande que la Cour ne rende pas d'ordonnance de réparation, la Cour ne rend pas d'ordonnance individuelle pour cette victime.

Règle 96. — *Publicité donnée aux procédures en réparation*

1. Sans préjudice d'aucune autre règle relative à la notification des procédures, le greffier adresse dans la mesure du possible une notification aux victimes ou à leurs représentants légaux et à la personne ou aux personnes concernées. Il prend aussi, en tenant compte des renseignements que le procureur peut lui avoir fournis, toute mesure nécessaire pour donner une publicité adéquate aux procédures en réparation devant la Cour, afin, autant que possible, que les autres victimes, les personnes et États intéressés en soient convenablement informés.

2. Lorsqu'elle prend les mesures prévues dans la disposition 1 ci-dessus, la Cour peut, conformément au chapitre IX, solliciter la coopération des États parties concernés, et l'assistance d'organisations intergouvernementales pour que soit donnée par tous les moyens la plus large publicité possible aux procédures en réparation qui se déroulent devant elle.

Règle 97. — *Évaluation de la réparation*

1. Compte tenu de l'ampleur du dommage, de la perte ou du préjudice, la Cour peut accorder une réparation individuelle ou, lorsqu'elle l'estime appropriée, une réparation collective, ou les deux.

2. La Cour peut soit d'office, soit à la demande des victimes ou de leurs représentants légaux, soit à la demande de la personne reconnue coupable, désigner des experts compétents pour l'aider à déterminer l'ampleur du dommage, de la perte ou du préjudice causé aux victimes ou à leurs ayants droit et pour suggérer diverses options en ce qui concerne les types et modalités appropriés de réparation. Le cas échéant, la Cour invite les victimes ou leurs représentants légaux et la personne reconnue coupable ainsi que les personnes et États intéressés à faire des observations sur les expertises.

3. Dans tous les cas, la Cour respecte les droits des victimes et de la personne reconnue coupable.

Règle 98. — *Fonds au profit des victimes*

1. Les ordonnances accordant réparation à titre individuel sont rendues directement contre la personne reconnue coupable.

2. La Cour peut ordonner que le montant de la réparation mise à la charge de la personne reconnue coupable soit déposé au Fonds au profit des victimes si, au moment où elle statue, il lui est impossible d'accorder un montant à chaque victime prise individuellement. Le montant de la réparation ainsi déposé est séparé des autres ressources du Fonds et est remis à chaque victime dès que possible.

3. La Cour peut ordonner que le montant de la réparation mise à la charge de la personne reconnue coupable soit versé par l'intermédiaire du Fonds au profit des victimes lorsqu'en raison du nombre des victimes et de l'ampleur, des formes et des modalités de la réparation, une réparation à titre collectif est plus approprié.

4. À l'issue de consultations avec les États intéressés et le Fonds au profit des victimes, la Cour peut ordonner que la réparation soit versée par l'intermédiaire du Fonds à une organisation intergouvernementale, internationale ou nationale agréée par le Fonds.

5. D'autres ressources du Fonds peuvent être utilisées au profit des victimes sous réserve des dispositions de l'article 79.

Règle 99. — *Coopération et mesures conservatoires aux fins de confiscation en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 57 et du paragraphe 4 de l'article 75*

1. La Chambre préliminaire, en application de l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 57, ou la Chambre de première instance, en application du paragraphe 4 de l'article 75, peut, déterminer d'office, à la demande du procureur ou à la demande des victimes ou de leurs représentants légaux qui ont présenté une demande de réparation ou se sont engagés par écrit à le faire, s'il convient de solliciter l'adoption de certaines mesures.

2. Il n'y a pas lieu à notification à moins que la Cour ne juge qu'en l'espèce la notification ne risque pas de nuire à l'efficacité des mesures demandées. Ce cas échéant, le greffier notifie la procédure à la personne contre laquelle une demande est formée et, dans la mesure du possible, aux personnes ou aux États intéressés.

3. Lorsqu'une ordonnance est rendue sans notification préalable, la Chambre compétente demande au greffier de la notifier à ceux contre qui la demande a été présentée et, dans la mesure du possible, aux personnes ou États intéressés dès que cela est possible sans nuire à l'efficacité des mesures demandées; elle les invite à présenter des observations sur le point de savoir si l'ordonnance doit être rapportée ou autrement modifiée.

4. La Cour peut rendre des ordonnances concernant le calendrier et la conduite des procédures pouvant être nécessaires pour statuer sur ces questions.

Section IV
Dispositions diverses

Règle 100. — *Lieu où se déroule le procès*

1. Si elle estime que cela peut servir les intérêts de la justice, la Cour peut décider, dans un cas d'espèce, de siéger dans un État autre que l'État hôte.

2. Après l'ouverture d'une enquête, le procureur, la défense ou la majorité des juges peuvent à tout moment demander ou recommander que la Cour siège dans un autre État que l'État hôte. Ils doivent adresser leur demande ou leur recommandation par écrit à la présidence en indiquant l'État où la Cour pourrait siéger. La présidence prend l'avis de la chambre saisie de l'affaire.

3. La présidence consulte l'État où la Cour a l'intention de siéger. Si celui-ci consent à ce que la Cour siège sur son territoire, la décision de siéger dans un État autre que l'État hôte est prise par les juges en séance plénière, à la majorité des deux tiers.

Règle 101. — *Délais*

1. Dans les ordonnances dans lesquelles elle fixe des délais de procédure, la Cour tient compte de la nécessité de promouvoir l'équité et la diligence des procédures en ayant particulièrement à l'esprit les droits de la défense et des victimes;

2. Compte tenu des droits de la défense, en particulier ceux qui sont visés à l'alinéa *c)* du paragraphe 1er de l'article 67, les parties auxquelles une ordonnance est adressée s'efforcent d'agir aussi rapidement que possible, dans le délai imparti par la Cour.

Règle 102. — *Communications non écrites*

Lorsqu'une personne ne peut, en raison d'une incapacité ou parce qu'elle est analphabète, présenter une requête, une demande, une observation ou une autre communication écrite à la Cour, elle a la faculté de le faire sur un support audio ou vidéo ou sous toute autre forme électronique.

Règle 103. — *Amicus curiae et autres formes de déposition*

1. À n'importe quelle phase de la procédure, toute chambre de la Cour peut, si elle le juge souhaitable en l'espèce pour la bonne administration de la justice, inviter ou autoriser tout État, toute organisation ou toute personne à présenter par écrit ou oralement des observations sur toute question qu'elle estime appropriée.

2. Le procureur et la défense ont la possibilité de répondre aux observations présentées en vertu de la disposition 1 ci-dessus.

3. Les observations présentées par écrit en vertu de la disposition 1 ci-dessus sont déposées au greffe, qui en fournit copie au procureur et à la défense. La Chambre fixe le délai de dépôt des observations.

CHAPITRE 5
ENQUÊTE ET POURSUITES

Section première
Décision du procureur sur l'ouverture d'une enquête selon les paragraphes 1 et 2 de l'article 53

Règle 104. — *Évaluation des renseignements par le procureur*

1. Lorsque, agissant en application du paragraphe 1er de l'article 53, il évalue les renseignements portés à sa connaissance, le procureur en vérifie le sérieux.

2. Aux fins de la disposition 1 ci-dessus, le procureur peut rechercher des renseignements supplémentaires auprès d'États, d'organes de l'Organisation des Nations unies, d'organisations intergouvernementales et non gouvernementales, ou d'autres sources dignes de foi qu'il juge appropriées, et recueillir des dépositions écrites ou orales au siège de la Cour. Les dispositions de la règle 47 s'appliquent dans ce cas.

Règle 105. — *Notification de la décision du procureur de ne pas ouvrir d'enquête*

1. Lorsqu'il décide en vertu du paragraphe 1er de l'article 53 de ne pas ouvrir d'enquête, le procureur en informe par écrit et sans retard l'État ou les États qui lui ont déféré la situation dont il s'agit en vertu de l'article 14, ou le Conseil de sécurité s'il s'agit d'une situation visée au paragraphe *b)* de l'article 13.

2. Lorsque le procureur décide de ne pas présenter de demande d'autorisation à la Chambre préliminaire, la règle 49 s'applique.

3. Les notifications prévues dans la disposition 1 ci-dessus contiennent la conclusion du procureur et, compte tenu du paragraphe 1er de l'article 68, indiquent les motifs sur lesquels elle repose.

4. Dans tous les cas où il décide de ne pas enquêter sur le seul fondement de l'alinéa *c)* du paragraphe 1er de l'article 53, le procureur en informe par écrit et sans retard la Chambre préliminaire.

5. Cette notification contient la conclusion du procureur et indique les motifs sur lesquels elle repose.

Règle 106. — *Notification de la décision du procureur de ne pas poursuivre*

1. Lorsqu'il détermine en vertu du paragraphe 2 de l'article 53 qu'il n'y a pas de motifs suffisants pour engager des poursuites, le procureur en informe par écrit et sans retard la Chambre préliminaire, ainsi que l'État ou les États qui lui ont déféré la situation dont il s'agit en vertu de l'article 14, ou le Conseil de sécurité s'il s'agit d'une situation visée au paragraphe *b)* de l'article 13.

2. Les notifications prévues dans la disposition 1 ci-dessus contiennent la conclusion du procureur et, compte tenu du paragraphe 1er de l'article 68, indiquent les motifs sur lesquels elle repose.

Section II

Procédure prévue au paragraphe 3 de l'article 53

Règle 107. — *Demande de réexamen au titre de l'alinéa a) du paragraphe 3de l'article 53*

1. Les demandes de réexamen d'une décision du procureur de ne pas ouvrir d'enquête ou de ne pas engager de poursuites, telles qu'elles sont envisagées au paragraphe 3 de l'article 53, sont soumises par écrit dans les 90 jours suivant la notification donnée en application des règles 105 ou 106, elles sont motivées.

2. La Chambre préliminaire peut demander au procureur de lui communiquer, éventuellement sous forme de résumés, les informations ou les documents qu'il détient et qu'elle estime nécessaires au réexamen demandé.

3. La Chambre préliminaire prend les mesures envisagées aux articles 54, 72 et 93 qui sont nécessaires à la protection des informations et des documents visés par la disposition 2 ci-dessus et à la sécurité des témoins et des victimes, et des membres de leur famille, conformément à l'article 68.

4. Lorsqu'un État ou le Conseil de sécurité fait la demande prévue par la disposition 1 ci-dessus, la Chambre préliminaire peut lui demander des explications supplémentaires.

5. Lorsqu'une question relative à la compétence de la Cour ou à la recevabilité de l'affaire est soulevée, la règle 59 s'applique.

Règle 108. — *Décision de la Chambre préliminaire au titre de l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 53*

1. La décision de la Chambre préliminaire visée à l'alinéa *a)* du paragraphe 3 de l'article 53 est prise à la majorité des juges qui la composent; elle est motivée. Elle est communiquée à tous ceux qui ont participé à la procédure de réexamen.

2. Si la Chambre préliminaire lui demande de reconsidérer, en tout ou en partie, sa décision de ne pas ouvrir d'enquête ou de ne pas engager de poursuites, le procureur le fait dans les meilleurs délais.

3. Lorsqu'il a pris sa décision définitive, le procureur en informe la Chambre préliminaire par écrit. Cette notification contient la conclusion du procureur et indique les motifs sur lesquels elle repose. Elle est communiquée à tous ceux qui ont participé à la procédure de réexamen.

Règle 109. — *Réexamen d'une décision du procureur par la Chambre préliminaire en vertu de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 53*

1. La Chambre préliminaire peut d'office examiner une décision prise par le procureur sur le seul fondement des sous-alinéas 1 *c)* ou 2 *c)* de l'article 53, dans les 180 jours suivant la notification prévue aux règles 105 ou 106. Elle informe le procureur de son intention de réexaminer sa décision et lui fixe un délai pour la présentation éventuelle d'observations et d'autres éléments d'information.

2. Lorsque la Chambre préliminaire a été saisie par un État ou par le Conseil de sécurité, ceux-ci sont également informés et peuvent présenter des observations conformément à la règle 107.

Règle 110. — *Décision de la Chambre préliminaire au titre de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 53*

1. La décision de la Chambre préliminaire de confirmer ou non une décision prise par le procureur sur le seul fondement des sous-alinéas 1 *c)* ou 2 *c)* de l'article 53, est prise à la majorité des juges qui composent la Chambre; elle est motivée. Elle est notifiée à tous ceux qui ont participé à la procédure de réexamen.

2. Lorsque la Chambre préliminaire ne confirme pas la décision du procureur visée à la disposition 1 ci-dessus, celui-ci procède à l'enquête ou aux poursuites.

Section III

Rassemblement des éléments de preuve

Règle 111. — *Procès-verbal des interrogatoires*

1. Il est dressé procès-verbal de la déposition de toute personne entendue dans le cadre d'une enquête ou de poursuites. Le procès-verbal est signé par la personne qui l'établit et qui conduit l'interrogatoire et par la personne interrogée et son conseil, si celui-ci est présent, ainsi que, le cas échéant, par le procureur ou le juge présent. La date, l'heure et le lieu de l'interrogatoire sont consignés dans le procès-verbal, qui mentionne toutes les personnes présentes. Si l'une d'elles n'a pas signé le procès-verbal, il en est fait mention et les raisons en sont consignées.

2. Lorsque le procureur ou les autorités nationales procèdent à un interrogatoire, il est dûment tenu compte de l'article 55. Lorsqu'une personne est informée de ses droits conformément au paragraphe 2 de l'article 55, le fait que cette information a été donnée est mentionné dans le procès-verbal.

Règle 112. — *Enregistrement de certains interrogatoires*

1. Lorsque le procureur procède à l'interrogatoire d'une personne à qui s'appliquent les dispositions du paragraphe 2 de l'article 55, ou d'une personne contre laquelle un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître ont été décernés en vertu du paragraphe 7 de l'article 58, l'interrogatoire est conservé sous forme d'enregistrement sonore ou vidéo selon les modalités suivantes:

a) La personne interrogée est informée, dans une langue qu'elle comprend et parle parfaitement, que l'interrogatoire va être enregistré sur support audio ou vidéo et qu'elle peut s'y opposer si elle le souhaite. Le fait que cette information a été donnée et la réponse de l'intéressé sont consignés dans le procès-verbal. La personne peut, avant de donner sa réponse, s'entretenir en privé avec son conseil si celui-ci est présent. Si elle refuse l'enregistrement sonore ou vidéo, il est procédé conformément à la règle 111;

b) La déclaration par laquelle la personne interrogée renonce à la présence de son conseil au cours de l'interrogatoire est consignée et, si possible, enregistrée sur support audio ou vidéo;

c) Si l'interrogatoire est interrompu, l'heure de la suspension et celle de la reprise sont mentionnées dans l'enregistrement, au moment même où l'une et l'autre interviennent;

d) À la fin de l'interrogatoire, la personne interrogée doit avoir la possibilité de préciser ou de compléter toutes ses déclarations. L'heure de la fin de l'interrogatoire est consignée;

e) L'enregistrement est transcrit dès que possible après la fin de l'interrogatoire et une copie de la transcription est remise à la personne interrogée, ainsi qu'une copie de la bande magnétique ou, s'il a été utilisé un appareil multibandes, l'une des bandes magnétiques originales;

f) La bande magnétique originale ou l'une des bandes magnétiques originales portant la signature du procureur et de la personne interrogée, et du conseil de celle-ci s'il est présent, sont mises sous scellés, en présence de la personne interrogée et, le cas échéant, de son conseil.

2. Le procureur s'efforce autant que possible de faire enregistrer l'interrogatoire conformément à la disposition 1 ci-dessus. Lorsque les circonstances ne s'y prêtent pas, les interrogatoires peuvent, à titre exceptionnel, ne faire l'objet d'aucun enregistrement audio ou vidéo. Les raisons en sont consignées par écrit et il est procédé conformément à la règle 111.

3. Lorsque, en application des dispositions 1 *a)* ou 2 ci-dessus, l'interrogatoire n'est pas enregistré sur support audio ou vidéo, il est remis copie de sa déposition à la personne interrogée.

4. Le procureur peut décider d'appliquer les dispositions de la présente règle à l'interrogatoire de personnes autres que celles visées par la disposition 1 ci-dessus, en particulier lorsque de telles procédures aideraient à éviter aux victimes de violences sexuelles ou sexistes, aux enfants et aux personnes handicapées de subir un traumatisme ultérieur lors de leur déposition. Le procureur peut adresser une demande à cet effet à la Chambre concernée.

5. La Chambre préliminaire peut ordonner, en vertu du paragraphe 2 de l'article 56, que la procédure fixée dans la présente règle soit appliquée à n'importe quel interrogatoire.

Règle 113. — *Rassemblement de renseignements sur l'état de santé de la personne concernée*

1. La Chambre préliminaire peut, d'office ou à la demande du procureur, de la personne concernée ou du conseil de celle-ci, ordonner qu'une personne bénéficiant des droits visés au paragraphe 2 de l'article 55 subisse un examen médical, psychologique ou psychiatrique. Pour rendre sa décision, la Chambre préliminaire prend alors en considération la nature et l'objet de l'examen et le fait que l'intéressé y consent ou non.

2. La Chambre préliminaire désigne l'un ou plusieurs des experts inscrits sur la liste agréée par le greffier, ou un expert qu'elle a elle-même agréé à la demande d'une partie.

Règle 114. — *Occasion d'obtenir des renseignements qui ne se présentera plus prévue à l'article 56*

1. Dès qu'elle reçoit du procureur l'avis prévu à l'alinéa *a)* du paragraphe 1er de l'article 56, la Chambre préliminaire tient sans retard des consultations avec le procureur et, sous réserve de l'alinéa *c)* du paragraphe 1er de l'article 56, avec la personne arrêtée ou qui a comparu sur citation et le conseil de celle-ci, afin de déterminer les mesures à prendre et les modalités de leur application, y compris des mesures visant à protéger le droit de communiquer en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 1er de l'article 67.

2. Les décisions par lesquelles la Chambre préliminaire ordonne des mesures en vertu du paragraphe 3 de l'article 56 sont prises à la majorité des juges qui la composent, après consultations avec le procureur. Au cours de ces consultations, le procureur peut aviser la Chambre préliminaire que les mesures qu'elle envisage risquent de nuire au bon déroulement de l'enquête.

Règle 115. — *Rassemblement des éléments de preuve sur le territoire d'un État partie au titre de l'alinéa d) du paragraphe 3 de l'article 57*

1. Lorsqu'il estime qu'il y a lieu d'appliquer l'alinéa *d)* du paragraphe 3 de l'article 57, le procureur peut demander par écrit à la Chambre préliminaire l'autorisation de prendre certaines mesures sur le territoire de l'État partie dont il s'agit. Après avoir reçu une telle demande, la Chambre préliminaire informe l'État partie concerné et sollicite ses vues chaque fois que possible.

2. Lorsqu'elle détermine si la requête est fondée, la Chambre préliminaire tient compte des vues exprimées par l'État partie. Elle peut, d'office ou à la demande du procureur ou de l'État partie, décider de tenir une audience.

3. L'autorisation prévue à l'alinéa *d)* du paragraphe 3 de l'article 57 est donnée sous forme d'ordonnance. Elle est motivée au regard des critères définis dans ledit alinéa. Elle peut indiquer les procédures à suivre pour recueillir les éléments de preuve.

Règle 116. — *Rassemblement des éléments de preuve à la demande de la défense au titre de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 57*

1. La Chambre préliminaire rend une ordonnance ou sollicite un concours en application de l'alinéa *b)* du paragraphe 3 de l'article 57 lorsqu'elle estime:

a) Que son ordonnance facilitera le rassemblement d'éléments de preuve qui pourraient être pertinents en l'espèce ou nécessaires pour préparer la défense; et

b) S'il s'agit d'un cas de coopération relevant du chapitre IX, que des renseignements suffisants ont été fournis pour satisfaire aux prescriptions prévues au paragraphe 2 de l'article 96.

2. Avant de décider de rendre ou non une ordonnance en application de l'alinéa *b)* du paragraphe 3 de l'article 57, la Chambre préliminaire peut prendre l'avis du procureur.

Section IV

Procédures applicables en cas de mesures privatives ou restrictives de liberté

Règle 117. — *Détention dans l'État d'arrestation*

1. La Cour prend des mesures pour s'assurer qu'elle est informée de toute arrestation opérée à la suite d'une demande faite par elle en vertu des articles 89 ou 92. Ayant été ainsi informée, elle s'assure que l'intéressé reçoit copie du mandat d'arrêt que la Chambre préliminaire a délivré en vertu de l'article 58 et des dispositions pertinentes du statut. Les documents sont communiqués à l'intéressé dans une langue qu'il comprend et parle parfaitement.

2. Après son arrestation, l'intéressé peut à tout moment adresser une demande à la Chambre préliminaire pour que celle-ci lui commette un conseil qui l'assistera dans toute la procédure devant la Cour; la Chambre préliminaire statue au sujet de la demande.

3. En cas de contestation de la régularité du mandat d'arrêt au regard des alinéas *a)* ou *b)* du paragraphe 1er de l'article 58, une demande écrite est adressée à la Chambre préliminaire; elle est motivée. Après avoir pris l'avis du procureur, la Chambre préliminaire statue sans retard.

4. Lorsqu'elle est avisée par l'autorité compétente de l'État de détention qu'une demande de mise en liberté a été formée par la personne arrêtée conformément au paragraphe 5 de l'article 59, la Chambre préliminaire fait ses recommandations dans le délai fixé par l'État de détention.

5. Dans le cas où elle est avisée de la remise en liberté provisoire de l'intéressé par l'autorité compétente de l'État de détention, la Chambre préliminaire fait connaître à cet État les modalités et la périodicité selon lesquelles il devra l'informer du régime de la liberté provisoire.

Règle 118. — *Détention au siège de la Cour*

1. Si la personne remise à la Cour demande sa mise en liberté provisoire avant le procès, soit lors de sa première comparution conformément à la règle 121, soit par la suite, la Chambre préliminaire prend l'avis du procureur puis statue sans retard.

2. La Chambre préliminaire réexamine sa décision de mise en liberté ou de maintien en détention comme le prévoit le paragraphe 3 de l'article 60, au moins tous les 120 jours; elle peut le faire à tout moment à la demande du détenu ou du procureur.

3. Après la première comparution, toute demande de mise en liberté provisoire doit être faite par écrit. Le procureur en est avisé. La Chambre préliminaire statue après avoir reçu les observations écrites du procureur et du détenu. Elle peut, d'office ou à la demande du procureur ou du détenu, décider de tenir une audience. Elle tient une audience au moins chaque année.

Règle 119. — *Mise en liberté sous condition*

1. La Chambre préliminaire peut imposer à la personne mise en liberté une ou plusieurs conditions restrictives, notamment les suivantes:

a) Ne pas sortir des limites territoriales déterminées par la Chambre préliminaire sans l'accord explicite de celle-ci;

b) Éviter certains lieux et certaines personnes désignés par la Chambre préliminaire;

c) S'abstenir d'entrer directement ou indirectement en rapport avec les victimes et les témoins;

d) Ne pas se livrer à certaines activités professionnelles;

e) Résider à l'adresse déterminée par la Chambre préliminaire;

f) Répondre aux convocations de toute autorité ou de toute personne qualifiée habilitée par la Chambre préliminaire;

g) Fournir une caution ou constituer des sûretés réelles ou personnelles, dont le montant, les délais et les modalités de règlement sont fixés par la Chambre préliminaire;

h) Remettre au greffier tous documents justificatifs de son identité, notamment son passeport.

2. À la demande de l'intéressé ou du procureur, ou de sa propre initiative, la Chambre préliminaire peut à tout moment modifier les conditions restrictives imposées en application de la disposition 1 ci-dessus.

3. Avant d'imposer ou de modifier des conditions restrictives de liberté, la Chambre préliminaire demande au procureur, à l'intéressé, aux États concernés et aux victimes qui ont communiqué avec la Cour au sujet de l'affaire en cause et auxquelles, de l'avis de la Chambre, la mise en liberté ou les conditions imposées pourraient faire courir un risque, de lui présenter leurs observations.

4. Si la Chambre préliminaire est convaincue que l'intéressé a enfreint une ou plusieurs des obligations qui lui étaient imposées, elle peut, pour ce motif, délivrer contre lui un mandat d'arrêt à la demande du procureur ou de sa propre initiative.

5. Lorsque la Chambre préliminaire délivre une citation à comparaître en application du paragraphe 7 de l'article 58 et qu'elle souhaite imposer à l'intéressé une ou plusieurs conditions restrictives de liberté, elle s'assure des dispositions de la législation nationale de l'État concerné par la citation. Dans le cadre fixé par cette législation, la Chambre préliminaire procède conformément aux dispositions 1, 2 et 3 ci-dessus. Si elle est informée que la personne concernée n'a pas respecté les conditions qui lui étaient imposées, elle procède conformément à la disposition 4.

Règle 120. — *Instruments de contrainte*

Les instruments de contrainte ne sont pas utilisés si ce n'est pour éviter un risque d'évasion, pour protéger la personne détenue par la Cour ou d'autres personnes ou pour d'autres raisons de sécurité; ils sont retirés lorsque l'intéressé comparaît devant une chambre.

Section V

Procédure de confirmation des charges selon l'article 61

Règle 121. — *Procédure applicable avant l'audience de confirmation des charges*

1. Toute personne ayant fait l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître en vertu de l'article 58 comparaît devant la Chambre préliminaire en présence du procureur aussitôt après son arrivée à la Cour. Sous réserve des dispositions des articles 60 et 61, elle jouit des droits énoncés à l'article 67. Lors de cette première comparution, la Chambre préliminaire fixe la date à laquelle elle entend tenir l'audience de confirmation des charges. Elle veille à ce que cette date et ses éventuels reports en application de la disposition 7 ci-dessus soient rendus publics.

2. En application du paragraphe 3 de l'article 61, la Chambre préliminaire prend les décisions nécessaires pour que le procureur et la personne ayant fait l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître se communiquent réciproquement leurs moyens de preuve; pendant cette communication:

a) La personne concernée peut être assistée ou représentée par le conseil de son choix ou par le conseil qui lui a été commis d'office;

b) La Chambre préliminaire tient des conférences de mise en état pour que l'échange d'informations se déroule dans de bonnes conditions. Pour chaque affaire, un juge de la Chambre préliminaire est désigné pour organiser ces conférences soit d'office soit à la demande du procureur ou de la personne concernée;

c) Tous les moyens de preuve ayant fait l'objet d'un échange entre le procureur et la personne concernée aux fins de l'audience de confirmation des charges sont communiqués à la Chambre préliminaire.

3. Le procureur remet à la Chambre préliminaire et à la personne concernée, 30 jours au plus tard avant la date de l'audience, un état détaillé des charges et l'inventaire des preuves qu'il entend produire à l'audience.

4. Lorsqu'il entend modifier les charges en vertu du paragraphe 4 de l'article 61, le procureur informe la Chambre préliminaire et la personne concernée des charges modifiées et de l'inventaire des preuves qu'il entend produire à l'audience au plus tard 15 jours avant la date de l'audience.

5. Lorsqu'il entend présenter de nouveaux éléments de preuve à l'audience, le procureur en remet l'inventaire à la Chambre préliminaire et à la personne concernée au plus tard 15 jours avant la date de l'audience.

6. Si elle entend présenter des éléments de preuve en vertu du paragraphe 6 de l'article 61, la personne concernée en remet l'inventaire à la Chambre préliminaire 15 jours au plus tard avant la date de l'audience. La Chambre préliminaire communique sans retard cet inventaire au procureur. La personne concernée remet l'inventaire des preuves qu'elle entend produire pour contester les charges lorsque celles-ci ont été modifiées ou pour répliquer à un nouvel inventaire du procureur.

7. Le procureur et la personne concernée peuvent demander à la Chambre préliminaire le report de l'audience de confirmation des charges. La Chambre préliminaire peut aussi reporter l'audience d'office.

8. La Chambre préliminaire ne tient pas compte des charges et des éléments de preuve présentés après l'expiration du délai, extensions éventuelles comprises.

9. Le procureur et la personne concernée peuvent présenter à la Chambre préliminaire des conclusions écrites sur des éléments de fait et de droit, y compris sur les motifs d'exonération de la responsabilité pénale prévus au paragraphe 1er de l'article 31, au plus tard trois jours avant la date de l'audience. Une copie de ces conclusions est transmise immédiatement au procureur ou à la personne concernée, suivant le cas.

10. Le greffe constitue et tient à jour le dossier de la procédure devant la Chambre préliminaire, auquel sont versées toutes les pièces transmises à celle-ci en application de la présente règle. Sous réserve, le cas échéant, des restrictions assurant la confidentialité et la protection de renseignements touchant à la sécurité nationale, le dossier peut être consulté par le procureur, la personne concernée et les victimes ou leurs représentants légaux qui participent à la procédure conformément aux règles 89 à 91.

Règle 122. — *Audience de confirmation des charges en présence de l'accusé*

1. Le juge président de la Chambre préliminaire demande au greffier d'audience de donner lecture des charges telles qu'elles sont présentées par le procureur. Il détermine les modalités du déroulement de l'audience et peut notamment fixer les conditions et l'ordre dans lesquels il entend que les preuves versées au dossier de la procédure soient présentées.

2. Si une question ou une contestation relative à la compétence de la Cour ou à la recevabilité d'une affaire est soulevée, la règle 58 s'applique.

3. Avant d'en venir au fond, le juge président de la Chambre préliminaire demande au procureur et à la personne concernée s'ils entendent soulever des exceptions ou présenter des observations au sujet d'une question touchant à la régularité des procédures qui ont précédé l'audience.

4. Les exceptions qui sont soulevées ou les observations qui sont présentées en application de la disposition 3 ci-dessus ne peuvent plus l'être par la suite ni lors de la procédure de confirmation, ni lors du procès.

5. Si les exceptions ou observations envisagées dans la disposition 3 ci-dessus sont soulevées ou présentées, le juge président de la Chambre préliminaire invite les personnes visées par la disposition 3 à faire valoir leurs moyens dans l'ordre qu'il définit. La personne concernée a le droit d'y répondre.

6. Si les exceptions soulevées ou les observations présentées sont celles qu'envisage la disposition 3 ci-dessus, la Chambre préliminaire décide soit d'en joindre l'examen à celui des charges et des éléments de preuve, soit de l'en disjoindre; dans ce dernier cas, elle statue à leur sujet après avoir ajourné l'audience de confirmation des charges.

7. Lors de l'examen au fond, le procureur et la personne concernée présentent leurs moyens comme le prévoient les paragraphes 5 et 6 de l'article 61.

8. La Chambre préliminaire autorise le procureur et la personne concernée à présenter dans cet ordre leurs observations finales.

9. Sous réserve des dispositions de l'article 61, l'article 69 s'applique *mutatis mutandis* à l'audience de confirmation des charges.

Règle 123. — *Mesures prises en vue d'assurer la présence de la personne concernée à l'audience de confirmation des charges*

1. Lorsque la Chambre préliminaire a décerné un mandat d'arrêt ou une citation à comparaître conformément au paragraphe 7 de l'article 59, et que la personne concernée est arrêtée ou reçoit notification de la citation, la Chambre préliminaire veille à ce que cette personne soit informée des dispositions du paragraphe 2 de l'article 61.

2. La Chambre préliminaire peut tenir des consultations avec le procureur, à la demande de celui-ci ou de sa propre initiative, afin de déterminer si une audience de confirmation des charges peut se tenir dans les conditions fixées à l'alinéa *b)* du paragraphe 2 de l'article 61. Lorsque la personne concernée est assistée d'un conseil connu de la Cour, les consultations se tiennent en présence de celui-ci, sauf si la Chambre préliminaire en décide autrement.

3. La Chambre préliminaire s'assure qu'un mandat d'arrêt a été délivré contre la personne concernée et, si le mandat d'arrêt n'a pas été exécuté dans un délai normal, que toutes les mesures raisonnables ont été prises pour localiser cette personne et la faire arrêter.

Règle 124. — *Renonciation au droit d'être présent à l'audience de confirmation des charges*

1. Si la personne concernée est à la disposition de la Cour mais souhaite renoncer à son droit d'être présente à l'audience de confirmation des charges, elle en fait la demande par écrit à la Chambre pré-

liminaire, qui peut alors tenir des consultations avec le procureur et la personne concernée, assistée ou représentée par son conseil.

2. Une audience de confirmation des charges ne peut se tenir, comme le prévoit l'alinéa *a)* du paragraphe 2 de l'article 61, que si la Chambre préliminaire s'est assurée que la personne concernée sait qu'elle a le droit d'être présente à l'audience et connaît les conséquences de sa renonciation à ce droit.

3. La Chambre préliminaire peut autoriser la personne concernée à suivre l'audience de l'extérieur de la salle, au besoin par l'intermédiaire d'un dispositif technique de communication, et prend des dispositions à cet effet.

4. Le fait que la personne concernée a renoncé à être présente à l'audience n'empêche pas la Chambre préliminaire de recevoir de cette personne des observations écrites sur les questions dont elle est saisie.

Règle 125. — *Décision de tenir une audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée*

1. Après avoir tenu les consultations prévues par les règles 123 et 124, la Chambre préliminaire détermine s'il y a lieu de tenir une audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée et, dans l'affirmative, si cette personne peut être représentée par son conseil. Le cas échéant, elle fixe la date de l'audience et la rend publique.

2. La décision de la Chambre préliminaire est notifiée au procureur et, si possible, à la personne concernée ou à son conseil.

3. Si la Chambre préliminaire décide de ne pas tenir d'audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée et si celle-ci n'est pas à la disposition de la Cour, la confirmation des charges ne peut avoir lieu tant que l'intéressé n'est pas à la disposition de la Cour. La Chambre préliminaire peut reconsidérer sa décision à tout moment, à la demande du procureur ou de sa propre initiative.

4. Si la Chambre préliminaire décide de ne pas tenir d'audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée et si celle-ci est à la disposition de la Cour, la Chambre ordonne sa comparution.

Règle 126. — *Audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée*

1. Les dispositions des règles 121 et 122 s'appliquent *mutatis mutandis* à la préparation et au déroulement de l'audience de confirmation des charges en l'absence de la personne concernée.

2. Si la Chambre préliminaire a décidé que la personne concernée sera représentée par un conseil, celui-ci doit avoir la possibilité d'exercer tous les droits de cette personne.

3. Lorsqu'une personne qui a pris la fuite est arrêtée et que la Cour a confirmé les charges sur lesquelles le procureur entend poursuivre le procès, cette personne est renvoyée à la Chambre de première instance constituée en application du paragraphe 11 de l'article 61. Si cela est nécessaire pour assurer le fonctionnement efficace et équitable de cette Chambre, l'intéressé peut lui demander par écrit de soumettre des questions à la Chambre préliminaire, conformément au paragraphe 4 de l'article 64.

Section VI

Clôture de la phase préliminaire

Règle 127. — *Procédure à suivre en cas de décisions différentes sur des charges multiples*

Dans l'hypothèse où la Chambre préliminaire est prête à confirmer certaines charges mais ajourne l'audience sur d'autres charges, comme prévu à l'alinéa *c)* du paragraphe 7 de l'article 61, elle peut décider que le renvoi de l'intéressé devant la Chambre de première instance du chef des charges qu'elle est prête à confirmer sera différé dans l'attente de la poursuite de l'audience. Elle peut alors fixer un délai au procureur pour que celui-ci puisse procéder conformément aux sous-alinéas *c) i)* ou *ii)* du paragraphe 7 de l'article 61.

Règle 128. — *Modification des charges*

1. Si le procureur entend modifier des charges déjà confirmées avant l'ouverture du procès en vertu de l'article 61, il en fait la demande par écrit à la Chambre préliminaire, qui en avise l'accusé.

2. Avant de statuer sur cette modification, la Chambre préliminaire peut demander à l'accusé et au procureur, des observations écrites sur certaines questions de fait ou de droit.

3. Si la Chambre préliminaire estime que les modifications proposées par le procureur peuvent être considérées comme des charges nouvelles ou comme des charges plus graves, elle procède conformément aux règles 121 et 122 ou 123 à 126, selon le cas.

Règle 129. — *Notification de la décision relative à la confirmation des charges*

La décision prise par la Chambre préliminaire quant à la confirmation des charges et au renvoi de l'accusé devant la Chambre de première instance est notifiée, si possible, au procureur, à l'intéressé et à son conseil. La décision et le dossier de la procédure devant la Chambre préliminaire sont transmis à la présidence.

Règle 130. — *Constitution de la Chambre de première instance*

Lorsqu'elle constitue la Chambre de première instance et lui renvoie l'affaire, la présidence lui transmet la décision de la Chambre préliminaire et le dossier de la procédure. Elle peut également renvoyer l'affaire devant une chambre de première instance déjà constituée.

CHAPITRE 6

LE PROCÈS

Règle 131. — *Transmission du dossier de la procédure par la Chambre préliminaire*

1. Le greffier tient à jour le dossier de la procédure transmis par la Chambre préliminaire, conformément à la disposition 10 de la règle 121.

2. Sous réserve, le cas échéant, des restrictions assurant la confidentialité et la protection de renseignements touchant à la sécurité nationale, le dossier peut être consulté par le procureur, la défense, les représentants des États qui participent à la procédure et les victimes ou leurs représentants légaux qui y participent conformément aux règles 89 à 91.

Règle 132. — *Conférences de mise en état*

1. Aussitôt après sa constitution, la Chambre de première instance tient une conférence de mise en état pour fixer la date du procès. Elle peut, d'office ou à la demande du procureur ou de la défense, repousser cette date. Elle notifie la date du procès à tous ceux qui participent à la procédure. Elle veille à ce que cette date et tout report éventuel soient rendus publics.

2. Pour faciliter le déroulement équitable et diligent de la procédure, la Chambre de première instance peut consulter les parties lors de conférences de mise en état tenues selon que de besoin.

Règle 133. — *Exceptions d'incompétence ou d'irrecevabilité*

Les exceptions d'incompétence ou d'irrecevabilité soulevées à l'ouverture du procès, ou par la suite avec l'autorisation de la Cour, sont examinées par le juge président et la Chambre de première instance, conformément à la règle 58.

Règle 134. — *Requêtes se rapportant à la procédure*

1. Avant l'ouverture du procès, la Chambre de première instance peut, d'office ou à la demande du procureur ou de la défense, statuer sur toute question concernant le déroulement de la procédure. Toute requête du procureur ou de la défense est présentée par écrit et, à moins qu'elle n'ait pour objet une procédure *ex parte*, elle est communiquée à l'autre partie. L'autre partie a la possibilité de présenter une réponse à toute requête n'ayant pas pour objet une procédure *ex parte*.

2. À l'ouverture du procès, la Chambre de première instance demande au procureur et à la défense s'ils ont des exceptions à soulever ou des observations à présenter concernant le déroulement de la procédure postérieure à l'audience de confirmation. Ces exceptions ne peuvent être soulevées et ces observations ne peuvent être présentées par la suite au cours du procès sans l'autorisation de la Chambre de première instance chargée de l'affaire.

3. Après l'ouverture du procès, la Chambre de première instance peut, d'office ou à la demande du procureur ou de la défense, statuer sur toute question qui se pose pendant le déroulement du procès.

Règle 135. — *Examen médical de l'accusé*

1. La Chambre de première instance peut, pour répondre à l'obligation fixée à l'alinéa *a)* du paragraphe 8 de l'article 64, ou pour toute autre raison, ou à la demande d'une partie, ordonner un examen médical, psychiatrique ou psychologique de l'accusé, dans les conditions fixées à la règle 113.

2. La Chambre doit consigner par écrit les motifs de cette décision.

3. La Chambre désigne un ou plusieurs experts parmi ceux qui figurent sur la liste des experts agréés par le greffier, ou un expert agréé par la Chambre de première instance à la demande d'une partie.

4. Lorsque la Chambre de première instance estime que l'accusé n'est pas en état de passer en jugement, elle ordonne l'ajournement du procès. Elle peut, d'office ou à la demande du procureur ou de la défense, réexaminer le cas de l'accusé. En tout état de cause, elle doit le faire tous les 120 jours, sauf raisons contraires. La Chambre peut, selon que de besoin, ordonner un nouvel examen de l'accusé. Après s'être assurée que l'accusé est en état de passer en jugement, la Chambre procède conformément à la règle 132.

Règle 136. — *Jonction et disjonction d'instances*

1. Les accusés dont les charges ont été jointes sont jugés ensemble, à moins que la Chambre de première instance n'ordonne, d'office ou à la demande du procureur ou de la défense, des procès séparés pour éviter de causer un préjudice grave aux accusés, dans l'intérêt de la justice ou parce qu'un accusé, dont les charges avaient été jointes à d'autres, a fait un aveu de culpabilité et peut être poursuivi conformément au paragraphe 2 de l'article 65.

2. Lorsque les accusés sont jugés ensemble, chacun d'eux a les mêmes droits que s'il était jugé séparément.

Règle 137. — *Procès-verbal du procès*

1. Conformément au paragraphe 10 de l'article 64, le greffier fait établir et conserver un procès-verbal intégral et fidèle de l'ensemble des procédures, y compris les transcriptions, les enregistrements sonores et vidéo et les autres supports du son ou de l'image.

2. Une chambre de première instance peut ordonner la divulgation d'une partie ou de la totalité du procès-verbal de procédures à huis clos si les motifs de la décision de la non-divulgation ont disparu.

3. La Chambre de première instance peut autoriser d'autres personnes que le greffier à prendre des photographies, à procéder à des enregistrements sonores ou vidéo ou à utiliser d'autres supports du son ou de l'image au procès.

Règle 138. — *Conservation des preuves*

Le greffier assure, selon que de besoin, la conservation et la garde de tous les éléments de preuve et autres pièces produits au procès, sous réserve de toute ordonnance de la Chambre de première instance.

Règle 139. — *Décision en cas d'aveu de culpabilité*

1. Après avoir procédé conformément au paragraphe 1er de l'article 65, la Chambre de première instance peut, pour déterminer s'il convient de procéder conformément au paragraphe 4 de l'article 65, solliciter l'avis du procureur et de la défense.

2. La Chambre de première instance statue ensuite sur l'aveu de culpabilité; elle indique les motifs de sa décision, qui sont consignés au procès-verbal.

Règle 140. — *Instructions pour la conduite des débats et les dépositions*

1. Lorsque le juge président de la Chambre de première instance ne donne pas les instructions qu'envisage le paragraphe 8 de l'article 64, le procureur et la défense conviennent de l'ordre et des modalités de la présentation des moyens de preuve devant la Chambre. Faute d'un tel accord, le juge président donne des instructions.

2. Dans tous les cas, sous réserve des paragraphes 8 *b)* et 9 de l'article 64, du paragraphe 4 de l'article 69 et de la disposition 5 de la règle 88, les témoins peuvent être interrogés comme suit:

a) Toute partie qui, dans la présentation de ses moyens de preuve en vertu du paragraphe 3 de l'article 69, fait appel à un témoin a le droit d'interroger ce témoin;

b) Le procureur et la défense ont le droit d'interroger ce témoin sur des points pertinents concernant son témoignage et la fiabilité de celui-ci, ainsi que sur sa propre crédibilité et d'autres questions pertinentes;

c) La Chambre de première instance peut interroger un témoin avant ou après tout interrogatoire fait conformément à la disposition 2 *a)* ou *b)*;

d) La défense a le droit d'interroger le témoin en dernier.

3. Sauf décision contraire de la Chambre de première instance, le témoin qui n'est ni un expert ni un enquêteur et qui n'a pas encore déposé ne doit pas assister à la déposition d'un autre témoin. Toutefois, s'il a entendu un autre témoignage, le sien n'est pas pour autant inadmissible. Lorsqu'un témoin dépose après avoir entendu d'autres témoignages, ce fait est consigné au procès-verbal et la Chambre en tient compte dans son appréciation des moyens de preuve.

Règle 141. — *Clôture de la présentation des moyens de preuve et conclusions*

1. Le juge président déclare, le moment venu, que la présentation des moyens de preuve est close.

2. Le juge président invite le procureur et la défense à présenter leurs conclusions orales. La défense a toujours la possibilité de parler en dernier.

Règle 142. — *Délibéré*

1. Après les conclusions orales, la Chambre de première instance se retire pour délibérer à huis clos. Elle informe tous ceux qui ont participé à la procédure de la date à laquelle elle rendra sa décision. Le prononcé a lieu dans un délai raisonnable après que la Chambre s'est retirée pour délibérer.

2. Lorsqu'il y a plusieurs charges, la Chambre se prononce séparément sur chacune d'elles. Lorsqu'il y a plusieurs accusés, la Chambre se prononce séparément sur les charges pesant sur chacun d'eux.

Règle 143. — *Audiences supplémentaires sur des questions se rapportant à la peine ou aux réparations*

Lorsqu'une nouvelle audience sur des questions se rapportant à la peine et, le cas échéant, aux réparations, doit être tenue conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 76, le juge président en fixe la date. Dans des circonstances exceptionnelles, la Chambre de première instance peut reporter l'audience, agissant d'office ou à la demande du procureur, de la défense ou des représentants légaux des victimes qui participent à la procédure conformément aux règles 89 à 91 ou, pour ce qui est des audiences se rapportant aux réparations, des victimes qui ont fait une demande conformément à la règle 94.

Règle 144. — *Prononcé des décisions de la Chambre de première instance*

1. Les décisions de la Chambre de première instance concernant la recevabilité de l'affaire, la compétence de la Cour, la responsabilité pénale de l'accusé, la peine ou les réparations sont prononcées en audience publique et, si possible, en présence de l'accusé, du procureur, des victimes ou des représentants légaux des victimes qui participent à la procédure conformément aux règles 89 à 91 et des représentants des États qui ont participé à la procédure.

2. Des copies de toutes les décisions susmentionnées sont fournies le plus rapidement possible:

a) À toux ceux qui ont participé à la procédure, dans une langue de travail de la Cour;

b) À l'accusé dans une langue qu'il comprend et parle parfaitement, pour satisfaire si besoin est aux exigences de l'équité conformément au paragraphe 1er *f)* de l'article 67.

CHAPITRE 7
LES PEINES

Règle 145. — *Fixation de la peine*

1. Lorsqu'elle fixe la peine conformément au paragraphe 1er de l'article 78, la Cour:

a) Garde à l'esprit que la peine prononcée en vertu de l'article 77, emprisonnement ou amende selon le cas, doit être au total proportionnée à la culpabilité;

b) Évalue le poids relatif de toutes les considérations pertinentes, y compris les facteurs atténuants et les facteurs aggravants, et tient compte à la fois de la situation de la personne condamnée et des circonstances du crime;

c) Tient compte, notamment, en plus des considérations mentionnées au paragraphe 1er de l'article 78, de l'ampleur du dommage causé, en particulier le préjudice causé aux victimes et aux membres de leur famille, de la nature du comportement illicite et des moyens qui ont servi au crime; du degré de participation de la personne condamnée; du degré d'intention; des circonstances de temps, de lieu et de manière; de l'âge; du niveau d'instruction et de la situation sociale et économique de la personne condamnée.

2. Outre les considérations susmentionnées, la Cour tient compte, selon qu'il convient:

a) De l'existence de circonstances atténuantes telles que:

i) Circonstances qui, tout en s'en approchant, ne constituent pas des motifs d'exonération de la responsabilité pénale, comme une altération substantielle du discernement ou la contrainte;

ii) Comportement de la personne condamnée postérieurement aux faits, y compris les efforts qu'elle peut avoir faits pour indemniser les victimes et son attitude coopérative à l'égard de la Cour;

b) De l'existence de circonstances aggravantes telles que:

i) Condamnations pénales antérieures pertinentes pour des crimes relevant de la compétence de la Cour ou de nature comparable;

ii) Abus de pouvoir ou de fonctions officielles;

iii) Vulnérabilité particulière de la victime;

iv) Cruauté particulière du crime ou victimes nombreuses;

v) Mobile ayant un aspect discriminatoire fondé sur l'une des considérations énumérées au paragraphe 3 de l'article 21;

vi) Autres circonstances de nature comparable.

3. La peine d'emprisonnement à perpétuité peut être prononcée lorsqu'elle est justifiée par l'extrême gravité du crime et la situation personnelle de la personne condamnée, attestées par l'existence d'une ou de plusieurs circonstances aggravantes.

Règle 146. — *Amendes imposées en vertu de l'article 77*

1. Lorsqu'elle décide d'imposer une amende en vertu de l'alinéa *a)* du paragraphe 2 de l'article 77 et qu'elle en fixe le montant, la Cour détermine si l'emprisonnement est une peine suffisante. Elle tient dûment compte des moyens financiers de la personne condamnée, sous réserve des confiscations prononcées en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 2 de l'article 77 et, le cas échéant, des réparations accordées en vertu de l'article 75. Outre les considérations indiquées à la règle 145, la Cour tient compte du fait que le profit personnel était ou non un mobile du crime et, si oui, dans quelle mesure.

2. Les amendes imposées en vertu de l'alinéa *a)* du paragraphe 2 de l'article 77 sont fixées à un montant approprié. La Cour tient particulièrement compte, en plus des considérations susmentionnées, des dommages et des préjudices causés et du profit relatif qu'en a tiré l'auteur. En aucun cas ce montant ne peut au total dépasser les trois quarts de la valeur des avoirs identifiables, liquides ou réalisables et des biens de la personne condamnée, déduction faite d'un montant suffisant pour répondre à ses besoins financiers et à ceux des personnes à sa charge.

3. Lorsqu'elle impose une amende, la Cour accorde à la personne condamnée un délai de paiement raisonnable. Elle peut décider que l'amende sera payée en une seule fois ou par versements échelonnés avant l'expiration du délai.

4. Lorsqu'elle impose une amende, la Cour a la faculté de la calculer suivant un système de jours-amende. Dans ce cas, la durée est au minimum de 30 jours et au maximum de cinq ans. La Cour fixe le montant total conformément aux dispositions 1 et 2 ci-dessus. Elle détermine le montant de l'amende journalière en fonction de la situation personnelle de la personne condamnée, notamment des besoins financiers des personnes à sa charge.

5. Si la personne condamnée ne paie pas l'amende imposée dans les conditions susindiquées, la Cour prend des mesures en vertu des règles 217 à 222 et conformément à l'article 109. En cas de refus persistant de payer, si la présidence, agissant d'office ou à la demande du procureur, estime que toutes les mesures d'exécution utiles ont été épuisées, elle peut en dernier recours allonger la peine d'emprisonnement au maximum du quart de la durée d'origine et sans dépasser cinq ans. Pour fixer la durée de cet allongement, la présidence tient compte de la proportion de l'amende qui a déjà été payée. Il n'y a pas d'allongement en cas de détention à perpétuité. L'allongement ne peut pas avoir pour effet de porter la durée totale de la détention à plus de 30 ans.

6. Pour déterminer s'il y a lieu d'ordonner un allongement de la peine et, le cas échéant, en fixer la durée, la présidence siège à huis clos et entend la personne condamnée et le procureur. La personne condamnée a le droit de se faire assister par un conseil.

7. Lorsqu'elle impose une amende, la Cour avertit la personne condamnée que le non-paiement de l'amende selon les conditions indiquées ci-dessus peut entraîner un allongement de la peine d'emprisonnement comme le prévoit la présente règle.

Règle 147. — *Ordonnances de confiscation*

1. Conformément aux paragraphes 2 et 3 de l'article 76, à la disposition 1 de la règle 63 et à la règle 143, lorsqu'au cours d'une audience une chambre vient à envisager une confiscation, elle prend connaissance des éléments de preuve permettant de déterminer et de localiser les profits, biens ou avoirs tirés directement ou indirectement du crime.

2. Si, avant ou pendant l'audience, une chambre découvre l'existence d'un tiers de bonne foi qui pourrait avoir un droit sur les profits, biens ou avoirs en question, elle avise ce tiers.

3. Le procureur, la personne condamnée et tout tiers de bonne foi ayant un droit sur les profits, biens ou avoirs en question peuvent soumettre des éléments de preuve pertinents.

4. Après avoir examiné les éléments de preuve qui lui ont été soumis, la Chambre peut rendre une ordonnance de confiscation des profits, biens ou avoirs si elle est convaincue qu'ils dérivent directement ou indirectement du crime.

Règle 148. — *Ordonnances de transfert du produit des amendes et des confiscations*

Avant de rendre une ordonnance selon le paragraphe 2 de l'article 79, les Chambres peuvent inviter les représentants du Fonds au profit des victimes à leur soumettre des observations écrites ou orales.

CHAPITRE 8
APPEL ET RÉVISION

Section première
Dispositions générales

Règle 149. — *Règles applicables à la procédure de la Chambre d'appel*

Les chapitres V et VI et les règles applicables à la procédure et à l'administration de la preuve devant la Chambre préliminaire et la Chambre de première instance s'appliquent *mutatis mutandis* aux procédures devant la Chambre d'appel.

Section II
Appels des décisions portant sur la culpabilité ou sur la peine ainsi que sur les ordonnances concernant les réparations

Règle 150. — *Appel*

1. Sous réserve de la disposition 2 ci-dessous, il peut être fait appel des décisions portant condamnation ou acquittement rendues en vertu de l'article 74, des peines prononcées en vertu de l'article 74, des peines prononcées en vertu de l'article 76 ou des ordonnances de réparation rendues en vertu de l'article 75, dans un délai de 30 jours à compter de la date à laquelle la décision portant condamnation ou acquittement, la peine ou l'ordonnance de réparation a été portée à la connaissance de l'appelant.

2. La Chambre d'appel peut proroger le délai visé à la disposition 1 ci-dessus, pour un motif valable, à la demande de l'appelant.

3. L'acte d'appel est déposé au greffe.

4. S'il n'est pas fait appel conformément aux dispositions 1 à 3 ci-dessus, la décision de la Chambre de première instance portant con-

damnation ou acquittement, la peine prononcée ou l'ordonnance de réparation devient définitive.

Règle 151. — *Procédure d'appel*

1. Dès qu'un appel a été formé en vertu de la règle 150, le greffier transmet à la Chambre d'appel le dossier de la procédure.

2. Le greffier avise du dépôt de l'acte d'appel tous ceux qui ont participé à la procédure devant la Chambre de première instance.

Règle 152. — *Désistement d'appel*

1. L'appelant peut se désister à tout moment tant qu'un arrêt n'a pas été rendu. En pareil cas, l'intéressé dépose auprès du greffier un acte écrit de désistement. Le greffier en informe les autres parties.

2. Si c'est le procureur qui a fait appel au nom d'une personne déclarée coupable comme le prévoit l'alinéa *b)* du paragraphe 1er de l'article 81, il doit, avant de déposer un acte de désistement, informer l'intéressé de son intention d'interrompre la procédure afin de lui donner la possibilité de la poursuivre.

Règle 153. — *Arrêt dans les cas d'appel des ordonnances de réparation*

1. La Chambre d'appel peut confirmer, infirmer ou modifier une ordonnance de réparation prise conformément à l'article 75.

2. L'arrêt de la Chambre d'appel est rendu conformément aux paragraphes 4 et 5 de l'article 83.

Section III
Appels d'autres décisions

Règle 154. — *Appels n'exigeant pas l'autorisation de la Cour*

1. Dans le cas visé à l'alinéa *c) ii)* du paragraphe 3 de l'article 81 ou à l'alinéa *a)* ou *b)* du paragraphe 1er de l'article 82, il peut être fait appel d'une décision dans les cinq jours suivant la date à laquelle cette décision a été portée à la connaissance de l'appelant.

2. Dans le cas visé à l'alinéa *c)* du paragraphe 1er de l'article 82, il peut être fait appel dans un délai de deux jours à compter de la date à laquelle la décision attaquée a été portée à la connaissance de l'appelant.

3. Les dispositions 3 et 4 de la règle 150 sont applicables aux appels visés dans les dispositions 1 et 2 ci-dessus.

Règle 155. — *Appels exigeant l'autorisation de la Cour*

1. Lorsqu'une partie souhaite faire appel d'une décision visée à l'alinéa *d)* du paragraphe 1er ou au paragraphe 2 de l'article 82, elle doit, dans un délai de cinq jours à compter de la date à laquelle la décision a été portée à sa connaissance, présenter à la Chambre qui a rendu cette décision une requête écrite exposant les motifs pour lesquels elle sollicite l'autorisation d'interjeter appel.

2. La Chambre rend sa décision, qui est notifiée à tous ceux qui ont participé à la procédure ayant donné lieu à la décision visée à la disposition 1 ci-dessus.

Règle 156. — *Procédure d'appel*

1. Dès qu'il est saisi d'un acte d'appel conformément à la règle 154, ou dès que l'autorisation d'interjeter appel a été donnée conformément à la règle 155, le greffier transmet à la Chambre d'appel le dossier de la procédure devant la Chambre qui a rendu la décision attaquée.

2. Le greffier avise du dépôt de l'acte d'appel tous ceux qui ont participé à la procédure devant la Chambre qui a rendu la décision attaquée, à moins qu'ils n'en aient été avisés par la Chambre en vertu de la disposition 2 de la règle 155.

3. La procédure d'appel est écrite, sauf décision contraire de la Chambre d'appel.

4. L'appel est entendu le plus rapidement possible.

5. Au moment du dépôt de l'acte d'appel, la partie appelante peut demander que l'appel ait un effet suspensif, conformément au paragraphe 3 de l'article 82.

Règle 157. — *Désistement d'appel*

Quiconque a formé un appel relevant de la règle 154, ou a été autorisé à interjeter appel par une Chambre conformément à la règle 155, peut se désister à tout moment tant qu'un arrêt n'a pas été rendu. En pareil cas, l'intéressé dépose auprès du greffier un acte écrit de désistement. Le greffier en informe les autres parties.

Règle 158. — *Arrêt*

1. La Chambre d'appel saisie d'un appel relevant de la présente section confirme, infirme ou modifie la décision attaquée.

2. La Chambre d'appel rend son arrêt conformément au paragraphe 4 de l'article 83.

Section IV
Révision d'une décision sur la culpabilité ou la peine

Règle 159. — *Requête en révision*

1. Toute requête en révision introduite conformément au paragraphe 1er de l'article 84 est présentée par écrit; elle est motivée. Dans la mesure du possible, elle est accompagnée de pièces justificatives.

2. La Chambre d'appel détermine à la majorité des juges si la requête est fondée; elle motive sa décision par écrit.

3. La décision est notifiée au requérant et, dans la mesure du possible, à tous ceux qui ont participé à la procédure dans laquelle a été prise la décision initiale.

Règle 160. — *Transfèrement aux fins de la révision*

1. Pour organiser l'audience prévue à la règle 161, la Chambre compétente communique sa décision suffisamment à l'avance pour permettre, le cas échéant, le transfèrement de la personne condamnée au siège de la Cour.

2. La décision de la Cour est communiquée sans délai à l'État chargé de l'exécution de la peine.

3. La disposition 3 de la règle 206 s'applique.

Règle 161. — *Décision concernant la révision*

1. À une date qu'elle détermine et communique au requérant et à tous ceux auxquels a été notifiée la décision visée à la disposition 3 de la règle 159, la Chambre compétente tient une audience pour déterminer s'il y a lieu de réviser la décision sur la culpabilité ou la peine.

2. Pour la conduite des débats, la Chambre compétente exerce, *mutatis mutandis*, tous les pouvoirs de la Chambre de première instance, conformément au chapitre VI et aux règles applicables à la procédure et à l'administration de la preuve devant les chambres préliminaire et de première instance.

3. La décision est prise conformément aux dispositions du paragraphe 4 de l'article 83.

CHAPITRE 9

ATTEINTES À L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE ET INCONDUITE DEVANT LA COUR

Section première

Atteintes à l'administration de la justice définies à l'article 70

Règle 162. — *Exercice de la compétence*

1. Avant de décider d'exercer ou non sa compétence, la Cour peut consulter des États parties qui peuvent avoir compétence pour connaître de l'infraction.

2. Lorsqu'elle décide d'exercer ou non sa compétence, la Cour prend notamment en considération:

a) La disponibilité et l'efficacité des moyens de poursuite dans l'État partie;

b) La gravité de l'atteinte commise;

c) La possibilité de joindre les charges visées à l'article 70 avec celles qui sont visées aux articles 5 à 8;

d) La nécessité de diligenter la procédure;

e) Les liens avec une enquête en cours ou un procès porté devant la Cour; et

f) Les questions relatives à l'administration de la preuve.

3. La Cour considère avec bienveillance toute demande que lui adresse l'État hôte afin qu'elle renonce à son droit d'exercer sa compétence dans les cas où cet État estime particulièrement important qu'elle y renonce.

4. Si la Cour décide de ne pas exercer sa compétence, elle peut demander à un État partie d'exercer lui-même sa compétence conformément au paragraphe 4 de l'article 70.

Règle 163. — *Application du statut et du règlement*

1. Sauf indication contraire des dispositions 2 et 3 ci-dessus, de la règle 162 ou des règles 164 à 169, le statut et le règlement s'appliquent *mutatis mutandis* aux enquêtes, poursuites et peines ordonnées par la Cour pour sanctionner une atteinte définie à l'article 70.

2. Les dispositions du chapitre II et les règles qui en découlent ne sont pas applicables, à l'exception de l'article 21.

3. Les dispositions du chapitre X et les règles qui en découlent ne sont pas applicables, à l'exception des articles 103, 107, 109 et 111.

Règle 164. — *Prescription*

1. Si la Cour exerce sa compétence comme le prévoit la règle 162, les délais de prescription sont ceux qu'indique la présente règle.

2. Le délai de prescription pour les atteintes définies à l'article 70 est de cinq années à compter de la date de l'infraction s'il n'y a eu ni enquête ni poursuites pendant cette période. La prescription s'interrompt si une enquête ou des poursuites sont ouvertes pendant cette période soit devant la Cour, soit par un État partie compétent pour connaître de l'infraction en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 4 de l'article 70.

3. Les peines imposées en cas d'atteinte définie à l'article 70 se prescrivent par dix années à compter de la date à laquelle elles deviennent définitives. La prescription s'interrompt pendant que la personne condamnée se trouve en détention ou en dehors du territoire des États parties.

Règle 165. — *Enquête, poursuites et procès*

1. Le procureur peut de son propre chef engager et conduire des enquêtes sur les atteintes définies à l'article 70 sur la base des renseignements communiqués par une chambre ou toute autre source digne de foi.

2. Les articles 53 et 59 et les règles qui en découlent ne sont pas applicables.

3. Aux fins de l'article 61, la Chambre préliminaire peut trancher toute question visée dans ledit article, sur la base de conclusions écrites et sans tenir d'audience, à moins que l'intérêt de la justice n'exige qu'il en soit autrement.

4. Les Chambres de première instance peuvent, au besoin et compte tenu des droits de la défense, ordonner la jonction des charges relevant de l'article 70 avec les charges relevant des articles 5 à 8.

Règle 166. — *Peines prononcées en application de l'article 70*

1. Si la Cour prononce une peine en application de l'article 70, les dispositions de la présente règle sont applicables.

2. L'article 77 et les règles qui en découlent ne sont pas applicables, à l'exception de toute confiscation ordonnée en vertu de l'alinéa *b)* du paragraphe 2 de l'article 77 qui peut s'ajouter à une peine d'emprisonnement, à une amende ou aux deux.

3. Chaque atteinte est passible d'une amende distincte; ces amendes peuvent se cumuler. En aucun cas, leur total ne peut dépasser la moitié de la valeur des avoirs identifiables, liquides ou réalisables, et des biens de la personne condamnée, déduction faite d'un montant suffisant pour répondre à ses besoins financiers et à ceux des personnes à sa charge.

4. Lorsqu'elle impose une amende, la Cour accorde à la personne condamnée un délai de paiement raisonnable. Elle peut décider que l'amende sera payée en une seule fois ou par versements échelonnés avant l'expiration du délai.

5. Si la personne condamnée ne paie pas l'amende imposée dans les conditions fixées, selon la disposition 4 ci-dessus, la Cour prend des mesures appropriées en vertu des règles 217 à 222 et conformément à l'article 109. En cas de refus persistant de payer, si la Cour, agissant d'office ou à la demande du procureur, estime que toutes les mesures d'exécution utiles ont été épuisées, elle peut, en dernier recours, prononcer une peine d'emprisonnement en vertu du paragraphe 3

de l'article 70. Lorsqu'elle fixe cette peine d'emprisonnement, la Cour tient compte du montant de l'amende qui a déjà été payée.

Règle 167. — *Coopération internationale et assistance judiciaire*

1. En cas d'atteinte définie à l'article 70, la Cour peut solliciter la coopération et l'assistance judiciaire d'un État sous l'une des formes que prévoit le chapitre IX. Elle indique alors qu'elle agit au titre d'une enquête ou de poursuites concernant une telle atteinte.

2. Les conditions dans lesquelles la coopération internationale ou l'assistance judiciaire sont fournies dans le cas des atteintes définies à l'article 70 sont celles qu'énonce le paragraphe 2 dudit article.

Règle 168. — *Ne bis in idem*

Dans le cas des atteintes définies à l'article 70, nul ne peut être jugé par la Cour pour un comportement qui constituait une infraction pour laquelle il a déjà été condamné ou acquitté par elle ou par une autre juridiction.

Règle 169. — *Arrestation immédiate*

S'il est allégué qu'une atteinte définie à l'article 70 a été commise à l'audience, le procureur peut demander oralement à la Chambre concernée d'ordonner l'arrestation immédiate de l'intéressé.

Section II

Inconduite à l'audience selon l'article 71

Règle 170. — *Perturbation de l'audience*

Compte tenu de l'article 63, paragraphe 2, le juge président de la Chambre saisie de l'affaire peut, après avertissement:

a) Ordonner à la personne qui trouble le déroulement de la procédure de quitter la salle d'audience, ou l'expulser; ou

b) En cas de récidive, interdire à cette personne d'assister aux audiences.

Règle 171. — *Refus d'obtempérer à un ordre de la Cour*

1. Lorsque l'inconduite consiste à refuser délibérément d'obtempérer à un ordre oral ou écrit de la Cour qui n'est pas relatif à la règle 170 et que cet ordre s'accompagne d'une menace de sanctions en cas de refus d'obtempérer, le juge président de la Chambre saisie de l'affaire peut interdire à l'intéressé d'assister aux audiences pendant une période ne pouvant excéder 30 jours ou, en cas d'inconduite plus grave, lui imposer une amende.

2. Si la personne visée par la disposition 1 ci-dessus est un membre du personnel de la Cour, un conseil de la défense ou un représentant légal des victimes, le juge président de la Chambre saisie de l'affaire peut également lui interdire d'exercer ses fonctions devant la Cour pendant une période ne pouvant excéder 30 jours.

3. Dans les cas envisagés dans les dispositions 1 et 2 ci-dessus, si le juge président considère qu'une suspension plus longue est appropriée, il en réfère à la présidence, qui peut tenir une audience pour déterminer s'il y a lieu d'ordonner une suspension plus longue ou une suspension définitive.

4. Une amende imposée en application de la disposition 1 ci-dessus ne peut excéder 2 000 euros ou l'équivalent en une autre monnaie, mais, en cas de récidive, une nouvelle amende peut être imposée chaque jour que persiste l'inconduite; ces amendes peuvent se cumuler.

5. L'intéressé doit pouvoir se faire entendre avant que l'une des peines sanctionnant l'inconduite décrites dans la présente règle ne lui soit imposée.

Règle 172. — *Comportement tombant sous le coup à la fois de l'article 70 et de l'article 71*

Si la Cour juge qu'un comportement tombant sous le coup de l'article 71 constitue également l'une des infractions définies à l'article 70, elle procède conformément à l'article 70 et aux règles 162 à 169 ci-dessus.

CHAPITRE 10
INDEMNISATION DES PERSONNES ARRÊTÉES OU CONDAMNÉES

Règle 173. — *Demande d'indemnisation*

1. Quiconque réclame une indemnisation pour l'un des motifs visés à l'article 85 doit en faire la demande par écrit à la présidence, qui charge une chambre de trois juges de l'examiner. Ces juges ne doivent pas avoir été associés à une décision antérieure de la Cour concernant le requérant.

2. La demande d'indemnisation doit être présentée six mois au plus tard à compter de la date à laquelle le requérant a été avisé de la décision de la Cour concernant:

a) L'illégalité de l'arrestation ou de la mise en détention, envisagée au paragraphe 1er de l'article 85;

b) L'annulation d'une condamnation envisagée au paragraphe 2 de l'article 85;

c) L'existence d'une erreur judiciaire grave et manifeste envisagée au paragraphe 3 de l'article 85.

3. La demande indique les motifs et le montant de l'indemnisation demandée.

4. Le requérant a le droit de bénéficier des services d'un conseil.

Règle 174. — *Présentation des demandes d'indemnisation*

1. La demande d'indemnisation et toute autre observation écrite formulée par le requérant sont transmises au procureur, qui doit avoir la possibilité d'y répondre par écrit. Toute observation du procureur est communiquée au requérant.

2. La Chambre constituée selon la disposition 1 de la règle 173 tient une audience ou se prononce sur la base de la demande et des observations écrites du procureur et du requérant. Elle doit tenir une audience si le procureur ou le requérant en font la demande.

3. La décision est prise à la majorité des juges. Elle est communiquée au procureur et au requérant.

Règle 175. — *Montant de l'indemnisation*

Lorsqu'elle fixe le montant de l'indemnisation visée au paragraphe 3 de l'article 85, la Chambre constituée selon la disposition 1 de la règle 173 prend en considération les conséquences de l'erreur judiciaire grave et manifeste sur la situation personnelle, familiale, sociale et professionnelle du requérant.

CHAPITRE 11
COOPÉRATION INTERNATIONALE ET ASSISTANCE JUDICIAIRE

Section première
Demandes de coopération au titre de l'article 87

Règle 176. — *Organes de la Cour compétents pour transmettre et recevoir les communications en matière de coopération internationale et d'assistance judiciaire*

1. Une fois la Cour établie, le greffier se procure auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies toutes les communications qu'ont faites les États au titre des paragraphes 1er *a)* et 2 de l'article 87.

2. Le greffier transmet les demandes de coopération émanant des chambres et assure la réception des réponses, des renseignements et des documents provenant des États requis. Le bureau du procureur assure la transmission des demandes de coopération du procureur et la réception des réponses, des renseignements et des documents provenant des États requis.

3. Le greffier reçoit les communications par lesquelles les États font savoir qu'ils ont modifié leur choix quant à la voie de transmission utilisée sur le plan national pour recevoir les demandes de coopération ou quant à la langue dans laquelle ces demandes doivent leur être adressées; il communique ces informations, selon qu'il convient, aux États qui en font la demande.

4. La disposition 2 de la présente règle s'applique *mutatis mutandis* lorsque la Cour demande des informations et des documents à une organisation intergouvernementale ou fait appel à sa coopération et à son assistance sous quelque autre forme.

5. Le greffier transmet, selon qu'il convient, les communications visées par les dispositions 1 et 3 ci-dessus et la disposition 2 de la règle 177 à la présidence ou au bureau du procureur, ou aux deux.

Règle 177. — *Voies de transmission*

1. Les communications faites lors de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion pour désigner l'autorité nationale chargée de recevoir les demandes de coopération contiennent tous renseignements utiles sur cette autorité.

2. Lorsque la Cour sollicite l'assistance d'une organisation intergouvernementale en vertu du paragraphe 6 de l'article 87, le greffier s'enquiert lorsque cela est nécessaire de la voie de transmission désignée par cette organisation et obtient tous renseignements utiles à ce sujet.

Règle 178. — *Langue choisie par les États parties en vertu du paragraphe 2 de l'article 87*

1. Si l'État partie requis a plus d'une langue officielle, il peut préciser, lors de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, que les demandes de coopération et les pièces justificatives y afférentes peuvent être rédigées dans l'une quelconque de ses langues officielles.

2. Si l'État partie requis n'a pas choisi de langue de communication avec la Cour lors de la ratification, de l'acceptation, de l'approbation ou de l'adhésion, la demande de coopération est rédigée dans l'une des langues de travail de la Cour ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues, comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article 87.

Règle 179. — *Langue des demandes adressées aux États non parties au statut*

Si un État non partie au statut a accepté de prêter assistance à la Cour au titre du paragraphe 5 de l'article 87 et n'a pas choisi la langue dans laquelle les demandes de coopération doivent lui être adressées, celles-ci sont rédigées dans l'une des langues de travail de la Cour ou accompagnées d'une traduction dans l'une de ces langues.

Règle 180. — *Modification des voies de transmission ou des langues utilisées pour les demandes de coopération*

1. Toute modification du choix de la voie de transmission ou de la langue qu'un État a désignée selon le paragraphe 2 de l'article 87 est communiquée au greffier par écrit dès que possible.

2. Ces modifications prennent effet à l'égard des demandes de coopération faites par la Cour à une date convenue entre la Cour et l'État ou, faute d'un accord à ce sujet, 45 jours après que la Cour a reçu la communication et, dans tous les cas, sans préjudice des demandes déjà formulées ou en cours.

Section II
Remise à la Cour, transit et demandes concurrentes visées aux articles 89 et 90

Règle 181. — *Contestation de la recevabilité d'une affaire devant une juridiction nationale*

Lorsque se présente la situation décrite au paragraphe 2 de l'article 89, et sans préjudice des dispositions de l'article 19 et des règles 58 à 62 concernant la procédure applicable en cas de contestation de la compétence de la Cour ou de la recevabilité d'une affaire, la Chambre chargée de l'affaire, si la décision sur la recevabilité est toujours pendante, prend des mesures pour obtenir de l'État requis tous les renseignements pertinents au sujet de la contestation soulevée par la personne qui invoque le principe *ne bis in idem*.

Règle 182. — *Demande de transit en vertu de l'alinéa e) du paragraphe 3 de l'article 89*

1. Dans la situation décrite à l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 89, la Cour peut communiquer la demande de transit par tout moyen laissant une trace écrite.

2. Si le délai prévu à l'alinéa *e)* du paragraphe 3 de l'article 89 expire et que la personne concernée est libérée, sa mise en liberté est sans préjudice de son arrestation ultérieure dans les conditions prévues à l'article 89 ou à l'article 92.

Règle 183. — *Possibilité de remise à titre temporaire*

À la suite des consultations visées au paragraphe 4 de l'article 89, l'État requis peut remettre la personne recherchée à titre temporaire dans les conditions convenues entre l'État requis et la Cour. Dans ce cas, l'intéressé est placé en détention pour la durée de sa présence devant la Cour et transféré à l'État requis lorsque sa présence devant la Cour n'est plus nécessaire, au plus tard lorsque la procédure s'est achevée.

Règle 184. — *Dispositions pour la remise*

1. Lorsque la personne recherchée par la Cour peut être remise, l'État requis en informe immédiatement le greffier.

2. L'intéressé est remis à la Cour à la date et suivant les modalités convenues entre les autorités de l'État requis et le greffier.

3. Si les circonstances rendent la remise impossible à la date convenue, les autorités de l'État requis et le greffier conviennent d'une nouvelle date et des modalités de la remise.

4. Le greffier se tient en rapport avec les autorités de l'État hôte au sujet des dispositions à prendre pour la remise de la personne à la Cour.

Règle 185. — *Mise en liberté d'une personne détenue par la Cour pour une raison autre que celle de l'exécution de sa peine*

1. Sous réserve de la disposition 2 ci-dessous lorsqu'une personne remise à la Cour est libérée parce que la Cour n'est pas compétente, que l'affaire est irrecevable au regard des alinéas *b)*, *c)* ou *d)* du paragraphe 1er de l'article 17, que les charges n'ont pas été confirmées au regard de l'article 61, que la personne a été acquittée lors du procès ou en appel, ou pour toute autre raison, la Cour prend, aussitôt que possible, les dispositions qu'elle juge appropriées pour le transfèrement de l'intéressé, en tenant compte de son avis, dans un État qui est tenu de le recevoir, ou dans un autre État qui accepte de le recevoir, ou dans un État qui a demandé son extradition avec l'assentiment de l'État qui l'a remis initialement. En l'espèce, l'État hôte facilite le transfèrement conformément à l'accord visé au paragraphe 2 de l'article 3 et aux arrangements y relatifs.

2. Lorsqu'elle juge une affaire irrecevable au sens de l'alinéa *a)* du paragraphe 1er de l'article 17, la Cour prend les dispositions qu'elle juge appropriées pour faire transférer l'intéressé dans l'État dont l'enquête ou les poursuites ont fourni les motifs de l'irrecevabilité, sauf si l'État qui avait initialement remis la personne à la Cour en demande le retour.

Règle 186. — *Demandes concurrentes dans le cadre d'une contestation de la recevabilité d'une affaire*

Dans la situation décrite au paragraphe 8 de l'article 90, l'État requis communique sa décision au procureur pour que celui-ci puisse agir selon le paragraphe 10 de l'article 19.

Section III

Documents relatifs aux demandes d'arrestation et de remise selon les articles 91 et 92

Règle 187. — *Traduction des documents accompagnant les demandes de remise*

Aux fins de l'alinéa *a)* du paragraphe 1er de l'article 67, et conformément à la disposition 1 de la règle 117, les demandes présentées en vertu de l'article 91 sont accompagnées d'une traduction du mandat d'arrêt ou du jugement de condamnation, selon le cas, et d'une traduction de toutes les dispositions pertinentes du statut dans une langue que la personne comprend et parle parfaitement.

Règle 188. — *Délai de production des documents après l'arrestation provisoire*

Aux fins du paragraphe 3 de l'article 92, le délai de réception par l'État requis de la demande de remise et des pièces justificatives est de 60 jours à compter de la date de l'arrestation provisoire.

Règle 189. — *Transmission des documents à l'appui de la demande*

Si une personne a consenti à être remise à la Cour comme le prévoit le paragraphe 3 de l'article 92 et que l'État requis procède à sa remise, la Cour n'est pas tenue de fournir les documents visés à l'article 91, sauf indication contraire de l'État requis.

Section IV

Coopération au titre de l'article 93

Règle 190. — *Instruction concernant les témoignages incriminant leur auteur jointe aux citations*

Lorsqu'elle fait la demande envisagée à l'alinéa *e)* du paragraphe 1er de l'article 93, la Cour y joint une instruction concernant la règle 74 relative aux témoignages incriminant leur auteur, instruction adressée au témoin concerné et rédigée dans une langue que celui-ci comprend et parle parfaitement.

Règle 191. — *Assurance donnée par la Cour en vertu du paragraphe 2 de l'article 93*

La Chambre chargée de l'affaire peut décider, d'office ou à la demande du procureur, de la défense ou du témoin ou expert concerné, de donner l'assurance prévue au paragraphe 2 de l'article 93, après avoir entendu les observations du procureur et du témoin ou de l'expert concerné.

Règle 192. — *Transfèrement des détenus*

1. Le transfèrement des détenus à la Cour en application du paragraphe 7 de l'article 93 est organisé par les autorités nationales concernées en liaison avec le greffier et les autorités de l'État hôte.

2. Le greffier veille au bon déroulement du transfèrement, y compris la surveillance du détenu lorsqu'il est sous la garde de la Cour.

3. Une personne détenue par la Cour a le droit de soulever devant la Chambre compétente des questions relatives aux conditions de sa détention.

4. Conformément à l'alinéa *b)* du paragraphe 7 de l'article 93, une fois réalisées les fins du transfèrement, le greffier organise le retour des intéressés à la garde de l'État requis.

Règle 193. — *Transfèrement temporaire de l'État chargé de l'exécution de la peine*

1. La Chambre saisie de l'affaire à ce moment-là peut ordonner le transfèrement temporaire, de l'État chargé de l'exécution de la peine au siège de la Cour, de toute personne que la Cour a condamnée et dont le témoignage ou quelque autre assistance lui est nécessaire. Les dispositions du paragraphe 7 de l'article 93 ne s'appliquent pas.

2. Le greffier veille au bon déroulement du transfèrement en liaison avec les autorités de l'État chargé de l'exécution de la peine ainsi qu'avec les autorités de l'État hôte. Une fois réalisées les fins du

transfèrement, la Cour renvoie la personne condamnée dans l'État chargé de l'exécution de la peine.

3. La personne transférée est maintenue en détention tout le temps que sa présence devant la Cour est requise. La durée de la détention au siège de la Cour est intégralement déduite de la peine à accomplir.

Règle 194. — *Coopération demandée à la Cour*

1. Conformément au paragraphe 10 de l'article 93 et, *mutatis mutandis*, de l'article 96, un État peut transmettre à la Cour une demande de coopération ou d'assistance rédigée dans l'une des deux langues de travail de la Cour ou accompagnée d'une traduction dans l'une de ces langues.

2. Les demandes visées dans la disposition 1 ci-dessus sont adressées au greffier qui les transmet, selon le cas, au procureur ou à la Chambre concernée.

3 Si des mesures de protection ont été prises au titre de l'article 68, le procureur ou la Chambre, selon le cas, tient compte des observations de la Chambre qui a ordonné ces mesures ainsi que des observations de la victime ou du témoin concerné avant de se prononcer.

4. Si la demande a trait à des documents ou des éléments de preuve visés à l'alinéa b) ii) du paragraphe 10 de l'article 93, le procureur ou la Chambre, selon le cas, obtient le consentement écrit de l'État concerné avant de donner suite à la demande.

5. Si la Cour décide de faire droit à la demande de coopération ou d'assistance émanant d'un État, elle procède dans la mesure du possible suivant la procédure indiquée par l'État requérant dans sa demande et en présence des personnes désignées dans celle-ci.

Section V

Coopération au titre de l'article 98

Règle 195. — *Communication de renseignements*

1. Un État requis, qui fait savoir à la Cour qu'une demande de remise ou d'assistance soulève un problème d'exécution au regard de l'article 98, lui fournit tous les renseignements utiles pour l'aider dans l'application de l'article 98. Tout État tiers ou État d'envoi concerné peut fournir des renseignements supplémentaires pour aider la Cour.

2. La Cour ne peut poursuivre l'exécution d'une demande de remise sans le consentement d'un État d'envoi si, en vertu du paragraphe 2 de l'article 98, la demande de remise est incompatible avec les obligations résultant d'accords internationaux selon lesquels le consentement de l'État d'envoi est nécessaire pour qu'une personne relevant de cet État soit remise à la Cour.

Section VI

Règle de la spécialité énoncée à l'article 101

Règle 196. — *Présentation d'observations relatives au paragraphe 1er de l'article 101*

Toute personne remise à la Cour peut présenter des observations sur ce qu'elle estime être une violation des dispositions du paragraphe 1er de l'article 101.

Règle 197. — *Extension de la remise*

Si la Cour a demandé une dérogation aux conditions posées au paragraphe 1er de l'article 101, l'État requis peut la prier de recueillir et de lui communiquer les observations présentées par la personne remise.

CHAPITRE 12
EXÉCUTION

Section première

Rôle des États dans l'exécution des peines d'emprisonnement et modification de la désignationde l'État chargé de l'exécution selon les articles 103 et 104

Règle 198. — *Communications entre la Cour et les États*

Sauf si le contexte l'exclut, l'article 87 et les règles 176 à 180 s'appliquent selon qu'il convient aux communications entre la Cour et un État au sujet de l'exécution des peines.

Règle 199. — *Organe responsable pour l'application du chapitre X*

Sauf disposition contraire du présent règlement, les fonctions de la Cour en vertu du chapitre X du statut sont exercées par la présidence.

Règle 200. — *Liste des États chargés de l'exécution*

1. La liste des États qui se sont déclarés disposés à recevoir des personnes condamnées est établie et tenue par le greffier.

2. La présidence n'inscrit pas un État sur la liste visée au paragraphe 1er *a)* de l'article 103, si elle n'approuve pas les conditions dont cet État assortit son acceptation. La présidence peut demander un complément d'information à cet État avant de prendre une décision.

3. Un État qui a assorti son acceptation de conditions peut retirer ces conditions à tout moment. Toute modification et tout ajout doivent être confirmés par la présidence.

4. Un État peut à tout moment aviser le greffier qu'il ne souhaite plus figurer sur la liste. Le retrait est sans effet sur l'exécution des peines des personnes que l'État a déjà accepté de recevoir.

5. La Cour peut conclure des arrangements bilatéraux avec les États en vue d'établir un cadre pour la réception des personnes qu'elle a condamnées. Ces arrangements sont conformes au statut.

Règle 201. — *Principes de répartition équitable*

Les principes de répartition équitable mentionnés au paragraphe 3 de l'article 103 comprennent:

a) Le principe de la répartition géographique équitable:

b) La nécessité de donner à chaque État inscrit sur la liste la possibilité de recevoir des personnes condamnées;

c) Le nombre de personnes condamnées déjà reçues par cet État et par d'autres États chargés de l'exécution de peines prononcées par la Cour;

d) Tous autres facteurs pertinents.

Règle 202. — *Moment du transfèrement de la personne condamnée à l'État chargé de l'exécution*

Le transfèrement d'une personne condamnée de la Cour à l'État chargé de l'exécution désigné n'a lieu qu'une fois que la décision sur la condamnation et la décision sur la peine sont devenues définitives.

Règle 203. — *Observations de la personne condamnée*

1. La présidence avise par écrit la personne condamnée qu'elle est en voie de désigner un État chargé de l'exécution. La personne condamnée lui soumet par écrit ses observations sur la question dans le délai qu'elle lui prescrit.

2. La présidence peut autoriser la personne condamnée à faire des représentations oralement.

3. La présidence doit permettre à la personne condamnée:

a) De se faire assister, au besoin, par un interprète compétent et de bénéficier de toute traduction nécessaire à la présentation de ses observations;

b) De disposer des délais et des moyens nécessaires pour préparer la présentation de ses observations.

Règle 204. — *Renseignements concernant la désignation*

Lorsque la présidence notifie sa décision à l'État désigné, elle lui transmet les renseignements et documents suivants:

a) Le nom, la nationalité, la date et le lieu de naissance de la personne condamnée;

b) La copie du jugement définitif de condamnation et de la peine prononcée;

c) La durée et la date du début de la peine et la durée de la peine restant à accomplir;

d) Après consultation de la personne condamnée, tout renseignement utile sur l'état de santé de celle-ci, y compris les traitements qu'elle suit.

Règle 205. — *Rejet de la désignation dans une affaire donnée*

Si, dans une certaine affaire, l'État désigné se désiste, la présidence peut désigner un autre État.

Règle 206. — *Transfèrement de la personne condamnée à l'État chargé de l'exécution*

1. Le greffier informe le procureur et la personne condamnée du nom de l'État désigné pour l'exécution de la peine.

2. La personne condamnée est transférée dans l'État chargé de l'exécution aussitôt que possible après l'acceptation de ce dernier.

3. Le greffier veille au bon déroulement du transfèrement en consultation avec les autorités de l'État chargé de l'exécution et de l'État hôte.

Règle 207. — *Transit*

1. Aucune autorisation n'est nécessaire si la personne condamnée est transportée par voie aérienne et qu'aucun atterrissage n'est prévu sur le territoire d'un État de transit. Si un atterrissage imprévu a lieu sur le territoire de l'État de transit, cet État, dans la mesure où son droit national le permet, place la personne condamnée en détention jusqu'à réception de la demande de transit prévue à la disposition 2 ci-dessous ou d'une demande de remise en vertu du paragraphe 1er de l'article 89, ou de l'article 92.

2. Pour autant que les dispositions du droit national le permettent, les États parties autorisent le transit d'une personne condamnée par leur territoire et les dispositions des alinéas *b)* et *c)* du paragraphe 3 de l'article 89, et des articles 105 et 108 et de toutes règles y relatives s'appliquant selon qu'il convient. Copie du jugement de condamnation définitif et de la sentence prononcée est jointe à la demande de transit.

Règle 208. — *Dépenses*

1. Les dépenses ordinaires relatives à l'exécution de la peine sur le territoire de l'État chargé de l'exécution sont à la charge de cet État.

2. Les autres dépenses, notamment les frais de transport de la personne condamnée et les dépenses visées aux alinéas *c)*, *d)* et *e)* du paragraphe 1er de l'article 100, sont à la charge de la Cour.

Règle 209. — *Changement de l'État chargé de l'exécution*

1. La présidence peut agir à tout moment d'office ou à la demande de la personne condamnée ou du procureur, comme prévu au paragraphe 1er de l'article 104.

2. La demande de la personne condamnée ou du procureur est faite par écrit et contient les motifs pour lesquels le transfert est sollicité.

Règle 210. — *Procédure applicable en cas de changement de l'État chargé de l'exécution*

1. Avant de décider de désigner un autre État chargé de l'exécution, la présidence peut:

a) Solliciter les observations de l'État chargé de l'exécution;

b) Examiner les observations écrites ou orales de la personne condamnée et du procureur;

c) Examiner un rapport d'expertise écrit ou oral, notamment au sujet de la personne condamnée;

d) Obtenir tous autres renseignements pertinents de toute source digne de foi.

2. La disposition 3 de la règle 203 s'applique selon que de besoin.

3. Si la présidence refuse de désigner un autre État chargé de l'exécution, elle communique sa décision dans les plus brefs délais à la personne condamnée, au procureur et au greffier; sa décision est motivée. Elle informe aussi l'État chargé de l'exécution.

Section II

Exécution, contrôle et transfèrement selon les articles 105, 106 et 107

Règle 211. — *Contrôle de l'exécution de la peine et conditions de détention*

1. Afin de contrôler l'exécution des peines d'emprisonnement, la présidence:

a) Veille, en consultation avec l'État chargé de l'exécution de la peine, au respect des dispositions du paragraphe 3 de l'article 106 lorsque des arrangements sont pris pour permettre à la personne condamnée d'exercer son droit de communiquer avec la Cour au sujet des conditions de sa détention;

b) Peut demander tout renseignement, rapport ou expertise dont elle a besoin à l'État chargé de l'exécution de la peine ou à toute autre source digne de foi;

c) Peut, selon qu'il convient, déléguer un juge ou un membre du personnel de la Cour en le chargeant de rencontrer la personne condamnée, après en avoir avisé l'État chargé de l'exécution de la peine, et de l'entendre hors la présence des autorités du pays;

d) Peut, selon qu'il convient, donner à l'État d'exécution la possibilité de présenter des observations sur les vues exprimées par la personne condamnée, conformément à l'alinéa *c)* ci-dessus.

2. Lorsqu'une personne condamnée peut dûment prétendre au bénéfice d'un programme ou d'un avantage offert par la prison en vertu de la législation de l'État chargé de l'exécution de la peine, et que des activités en dehors des locaux de la prison peuvent être prévues à ce titre, l'État chargé de l'exécution de la peine en avise la présidence et lui communique en même temps toute autre information ou observation de nature à permettre à la Cour d'exercer son contrôle.

Règle 212. — *Renseignements concernant la localisation de la personne aux fins de l'exécution des peines d'amende et de confiscation et des mesures de réparation*

Aux fins de l'exécution des peines d'amende et de confiscation et des mesures de réparation prononcées par la Cour, la présidence peut, à tout moment, ou 30 jours au moins avant le terme prévu de la peine exécutée par la personne condamnée, demander à l'État chargé de l'exécution de lui communiquer tout renseignement utile quant à son intention d'autoriser l'intéressée à rester sur son territoire ou quant à la destination vers laquelle il envisage de la transférer.

Règle 213. — *Procédure applicable dans le cas prévu au paragraphe 3 de l'article 107*

Dans le cas prévu au paragraphe 3 de l'article 107, la procédure établie aux règles 214 et 215 s'applique selon qu'il convient.

Section III

Limites en matière de poursuites ou de condamnation pour d'autres infractions en application de l'article 108

Règle 214. — *Demande présentée aux fins de l'ouverture de poursuites ou de l'exécution d'une peine pour un comportement antérieur*

1. Aux fins de l'application de l'article 108, lorsque l'État chargé de l'exécution souhaite poursuivre la personne condamnée ou lui faire exécuter une peine pour un comportement antérieur à son transfèrement, il en informe la présidence en lui communiquant les pièces suivantes:

a) Un exposé des faits, accompagnés de leur qualification juridique;

b) Une copie de toutes dispositions légales applicables, y compris en matière de prescription et de peines applicables;

c) Une copie de toute décision prononçant une peine, de tout mandat d'arrêt ou autre document ayant la même force, ou de tout autre acte de justice dont l'État entend poursuivre l'exécution;

d) Un protocole contenant les observations de la personne condamnée recueillies après que l'intéressé a été suffisamment informé de la procédure.

2. En cas de demande d'extradition émanant d'un autre État, l'État chargé de l'exécution communique cette demande à la présidence sous sa forme intégrale, accompagnée des observations de la personne condamnée recueillies après que celle-ci a été suffisamment informée de la demande d'extradition.

3. La présidence peut, dans tous les cas, solliciter toute pièce ou tout renseignement complémentaire de l'État chargé de l'exécution ou de l'État qui requiert l'extradition.

4. Si la personne a été remise à la Cour par un État autre que l'État d'exécution ou que l'État demandant l'extradition, la présidence consulte l'État qui a remis la personne et prend ses vues en considération.

5. Les pièces et renseignements communiqués à la présidence en application des dispositions 1 à 4 ci-dessus sont communiqués au procureur, qui peut formuler des observations.

6. La présidence peut décider de tenir une audience.

Règle 215. — *Décision concernant une demande présentée aux fins de l'ouverture de poursuites ou de l'exécution d'une peine*

1. La présidence rend sa décision aussitôt que possible. Cette décision est notifiée à tous ceux qui ont participé à la procédure.

2. Si la demande soumise en application des dispositions 1 ou 2 de la règle 214 concerne l'exécution d'une peine, la personne condamnée ne peut accomplir cette peine dans l'État chargé par la Cour de faire exécuter la peine prononcée par elle ou être extradée vers un État tiers qu'après avoir accompli la totalité de la peine prononcée par la Cour, sous réserve des dispositions de l'article 110.

3. La présidence n'autorise l'extradition temporaire de la personne condamnée vers un État tiers aux fins de poursuites qu'à la condition d'avoir obtenu des assurances qu'elle juge suffisantes que la personne condamnée sera maintenue en détention dans l'État tiers et transférée de nouveau à l'État chargé de l'exécution de la peine prononcée par la Cour à l'issue des poursuites.

Règle 216. — *Renseignements concernant l'exécution*

La présidence demande à l'État chargé de l'exécution de l'informer de tout événement important concernant la personne condamnée et de toutes poursuites engagées contre celle-ci pour des faits postérieurs à son transfèrement.

Section IV

Paiement des amendes et exécution des mesures de confiscation et des ordonnances de réparation

Règle 217. — *Coopération et mesures aux fins de l'exécution des peines d'amende, des mesures de confiscation ou des ordonnances de réparation*

Aux fins de l'exécution des peines d'amende, des mesures de confiscation ou des ordonnances de réparation, la présidence sollicite, selon le cas, une coopération et des mesures d'exécution conformément aux dispositions du chapitre IX; elle communique copie des

décisions pertinentes à tout État avec lequel la personne condamnée semble avoir un lien direct en raison de sa nationalité, de son domicile, de sa résidence habituelle ou du lieu de ses avoirs et de ses biens, ou avec lequel la victime a un lien de ce type. La présidence, selon qu'il convient, informe l'État de toute demande présentée par un tiers ou du fait que les personnes qui ont reçu notification de procédures conduites en application de l'article 75 n'ont présenté aucune demande.

Règle 218. — *Ordonnances de confiscation et de réparation*

1. Pour permettre aux États de lui donner suite, une ordonnance de confiscation indique:

a) L'identité de la personne contre laquelle elle est émise;

b) Les revenus, biens et avoirs que la Cour ordonne de confisquer; et

c) Que si un État partie n'est pas en mesure de donner effet à l'ordonnance de confiscation relative aux produits, biens ou avoirs spécifiés, il doit prendre des mesures pour en récupérer la valeur.

2. Quand elle demande aux États leur coopération ou l'adoption de mesures d'exécution, la Cour leur fournit également les informations dont elle dispose sur le lieu où se trouvent les produits, biens et avoirs visés par l'ordonnance de confiscation.

3. Pour permettre aux États de lui donner suite, une ordonnance de réparation indique:

a) L'identité de la personne contre laquelle elle est émise;

b) S'agissant de réparations de caractère financier, l'identité des victimes à qui sont accordées des réparations à titre individuel ou, si le montant des réparations doit être versé au Fonds en faveur des victimes, les coordonnées du compte du Fonds où il doit être déposé; et

c) L'ampleur et la nature des réparations ordonnées par la Cour, y compris, le cas échéant, les biens et avoirs dont la restitution a été ordonnée.

4. Quand la Cour accorde des réparations à titre individuel, une copie de l'ordonnance est remise à la victime.

Règle 219. — *Non-modification des ordonnances de réparation*

Lorsqu'elle transmet copie des ordonnances de réparation aux États parties en vertu de la règle 217, la présidence les informe qu'au moment de donner effet à une ordonnance de réparation, leurs autorités nationales ne peuvent modifier les réparations fixées par la Cour, ni la nature ou l'ampleur des dommages, pertes ou préjudices telles que la Cour les a déterminées, ni les principes énoncés dans la décision, et qu'elles doivent en faciliter l'exécution.

Règle 220. — *Non-modification des jugements imposant des amendes*

Lorsqu'elle transmet aux États parties, aux fins d'exécution conformément à l'article 109 et à la règle 217, copie de jugements imposant des amendes, la présidence les informe que leurs autorités nationales ne peuvent pas modifier les amendes imposées au moment où elles font exécuter le jugement.

Règle 221. — *Décision concernant la disposition ou l'affectation de biens ou avoirs*

1. La présidence, après avoir consulté selon qu'il convient le procureur, la personne condamnée, les victimes ou leurs représentants légaux, les autorités nationales de l'État chargé de l'exécution, tout tiers concerné ou les représentants du Fonds au profit des victimes prévu à l'article 79, se prononce sur toutes les questions concernant la liquidation ou l'affectation des biens ou avoirs réalisés en exécution d'une décision de la Cour.

2. Lorsqu'elle décide de la liquidation ou de l'affectation de biens, d'avoirs ou de sommes d'argent appartenant à la personne condamnée, la présidence donne dans tous les cas la priorité aux mesures de réparation prononcées en faveur des victimes.

Règle 222. — *Assistance en matière de notification ou pour toute autre mesure d'exécution*

La présidence aide l'État chargé de l'exécution des peines d'amende, des mesures de confiscation ou des ordonnances de réparation qui en fait la demande à faire notifier à la personne condamnée ou à toute autre personne concernée tout acte pertinent et lui prête assistance pour toute autre mesure nécessaire en application de la procédure prévue par le droit national de l'État chargé de l'exécution, à l'exécution de la décision.

Section V

Examen de la question d'une réduction de peine envisagé à l'article 110

Règle 223. — *Critères pour l'examen de la question de la réduction de la peine*

Lorsqu'ils examinent la question de la réduction d'une peine en vertu des paragraphes 3 et 5 de l'article 110, les trois juges de la Chambre d'appel prennent en considération les critères énumérés aux alinéas *a)* et *b)* du paragraphe 4 de l'article 110, ainsi que les critères suivants:

a) Le fait que le comportement de la personne condamnée en détention montre que l'intéressée désavoue son crime;

b) Les possibilités de resocialisation et de réinsertion réussie de la personne condamnée;

c) La perspective que la libération anticipée de la personne condamnée ne risque pas d'être une cause d'instabilité sociale significative;

d) Toute action significative entreprise par la personne condamnée en faveur des victimes et les répercussions que la libération anticipée peut avoir sur les victimes et les membres de leur famille;

e) La situation personnelle de la personne condamnée, notamment l'aggravation de son état de santé physique ou mentale ou son âge avancé.

Règle 224. — *Procédure applicable pour l'examen de la question d'une réduction de peine*

1. Aux fins de l'application du paragraphe 3 de l'article 110, trois juges de la Chambre d'appel, nommés par cette chambre, tiennent une audience, sauf s'ils en décident autrement, à titre exceptionnel. L'audience a lieu en présence de la personne condamnée, qui peut être assistée par son conseil et par un interprète si besoin est. Les trois juges de la Chambre d'appel invitent le procureur, l'État chargé de l'exécution d'une peine prononcée en vertu de l'article 77 ou d'une ordonnance de réparation rendue en vertu de l'article 75, ainsi que, dans la mesure du possible, les victimes ou leurs représentants légaux qui ont participé à la procédure, à participer à l'audience ou à soumettre des observations écrites. Dans des circonstances exceptionnelles, l'audience peut avoir lieu par voie de vidéoconférence ou

être tenue dans l'État chargé de l'exécution de la peine par un juge délégué par la Chambre d'appel.

2. Les trois mêmes juges communiquent dès que possible leur décision et leurs attendus à tous ceux qui ont participé à la procédure d'examen.

3. Aux fins de l'application du paragraphe 5 de l'article 110, trois juges de la Chambre d'appel, nommés par cette chambre, examinent la question de la réduction de peine tous les trois ans, sauf si la Chambre a fixé un intervalle inférieur dans une décision prise en application du paragraphe 3 de l'article 110. Si les circonstances se trouvent sensiblement modifiées, ces trois juges peuvent autoriser la personne condamnée à demander un réexamen pendant cette période de trois ans ou à tout intervalle plus court qu'ils auraient fixé.

4. Aux fins d'un réexamen au titre du paragraphe 5 de l'article 110, trois juges de la Chambre d'appel, nommés par cette chambre, sollicitent des observations écrites de la personne condamnée ou de son conseil, du procureur, de l'État chargé de l'exécution d'une peine prononcée en vertu de l'article 77 ou d'une ordonnance de réparation rendue en vertu de l'article 75, ainsi que, dans la mesure du possible, des victimes ou de leurs représentants légaux qui ont participé à la procédure. Les trois juges peuvent également décider de tenir une audience.

5. La décision et les attendus des trois juges sont communiqués, dès que possible, à tous ceux qui ont participé à la procédure d'examen.

Section VI
Évasion

Règle 225. — *Mesures au titre de l'article 111 en cas d'évasion*

1. Si la personne condamnée s'est évadée, l'État chargé de l'exécution de la peine en informe le greffier, dans les meilleurs délais, par tout moyen laissant une trace écrite. La présidence procède alors conformément au chapitre IX.

2. Toutefois, si l'État dans lequel se trouve la personne condamnée accepte de la remettre à l'État chargé de l'exécution de la peine, soit en application d'accords internationaux, soit en application de sa législation nationale, l'État chargé de l'exécution de la peine en avise le greffier par écrit. Il est procédé dans les meilleurs délais à la remise de l'intéressée à l'État chargé de l'exécution de la peine, au besoin en consultation avec le greffier, qui prête toute assistance nécessaire, en présentant au besoin les demandes de transit aux États concernés, conformément à la règle 207. Si aucun État ne les prend à sa charge, les frais liés à la remise de la personne condamnée sont à la charge de la Cour.

3. Si la personne condamnée est remise à la Cour en application du chapitre IX, celle-ci procède à son transfèrement vers l'État chargé de l'exécution de la peine. La présidence peut toutefois, conformément à l'article 103 et aux règles 203 à 206, désigner, d'office ou à la demande du procureur ou de l'État chargé initialement de l'exécution de la peine, un autre État, qui peut être l'État dans lequel la personne condamnée s'est enfuie.

4. Dans tous les cas, la détention subie sur le territoire de l'État où la personne condamnée a été emprisonnée après son évasion et, lorsque la disposition 3 ci-dessus s'applique, la détention subie au siège de la Cour après la remise de l'intéressée est intégralement déduite de la peine restant à accomplir.

10 septembre 2002. – RÈGLEMENT – Éléments de crime

– Ce règlement n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel. La version présentée ci-après est celle du texte original tel que publié sur le site officiel de la Cour pénale internationale.

– Le règlement du 10 septembre 2002 a été adopté à New York le 10 septembre 2002.

Note explicative

La structure des éléments des crimes de génocide, des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre suit celle des dispositions correspondantes des articles 6, 7 et 8 du Statut de Rome. Certains paragraphes desdits articles énumèrent des crimes multiples. En pareil cas, les éléments des crimes figurent dans des paragraphes distincts qui correspondent à chacun des crimes en question pour faciliter l'identification de leurs éléments respectifs.

Table des matières

Introduction générale
Article 6. Génocide
Introduction
Génocide par meurtre ..... 6 a)
Génocide par atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale 6 b)
Génocide par soumission intentionnelle à des conditions d'existence devant entraîner la destruction physique totale ou partielle d'un groupe ..... 6 c)
Génocide par imposition de mesures visant à entraver les naissances ..... 6 d)
Génocide par transfert forcé d'enfants ..... 6 e)
Article 7. Crimes contre l'humanité
Introduction
Meurtre ..... 7 1) a)
Extermination ..... 7 1) b)
Réduction en esclavage ..... 7 1) c)
Déportation ou transfert forcé de populations ..... 7 1) d)
Emprisonnement ou autres formes de privation grave de liberté physique ..... 7 1) e)
Torture ..... 7 1) f)
Viol ..... 7 1) g)-1
Esclavage sexuel ..... 7 1) g)-2
Prostitution forcée ..... 7 1) g)-3
Grossesse forcée ..... 7 1) g)-4
Stérilisation forcée ..... 7 1) g)-5
Autres formes de violences sexuelles ..... 7 1 g)-6
Persécution ..... 7 1) h)
Disparition forcée ..... 7 1) i)
Apartheid ..... 7 1) j)
Autres actes inhumains ..... 7 1) k)
Article 8. Crimes de guerre
Introduction
Article 8 2) a)
Homicide intentionnel ..... 8 2) a) i)
Torture ..... 8 2) a) ii)-1
Traitement inhumain ..... 8 2) a) ii)-2
Expériences biologiques ..... 8 2) a) ii)-3
Fait de causer intentionnellement de grandes souffrances ..... 8 2) a) iii)

Destruction et appropriation de biens ..... 8 2) a) iv)
Contrainte de servir dans les forces d'une puissance ennemie 8 2) a) v)
Violation du droit à un procès équitable ..... 8 2) a) vi)
Déportation ou transfert illégal ..... 8 2) a) vii)-1
Détention illégale..... 8 2) a) vii)-2
Prise d'otages ..... 8 2) a) viii)
Article 8 2) b)
Attaque contre des personnes civiles..... 8 2) b) i)
Attaque contre des biens de caractère civil ..... 8 2) b) ii)
Attaque contre le personnel ou des biens employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix . 8 2) b) iii)
Attaque causant incidemment des pertes en vies humaines, des blessures et des dommages excessifs..... 8 2) b) iv)
Attaque contre des localités non défendues ..... 8 2) b) v)
Fait de tuer ou de blesser une personne hors de combat..... 8 2) b) vi)
Utilisation indue d'un pavillon parlementaire ..... 8 2) b) vii)-1
Utilisation indue du drapeau, des insignes ou de l'uniforme de l'ennemi..... 8 2) b) vii)-2
Utilisation indue du drapeau, des insignes ou de l'uniforme des Nations unies ..... 8 2) b) vii)-3
Utilisation indue des signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève ..... 8 2) b) vii)-4
Transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe, ou déportation ou transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire ..... 8 2) b) viii)
Attaque contre des biens protégés..... 8 2) b) ix)
Mutilation ..... 8 2) b) x)-1
Expériences médicales ou scientifiques ..... 8 2) b) x)-2
Fait de tuer ou de blesser par traîtrise..... 8 2) b) xi)
Déni de quartier..... 8 2) b) xii)
Destruction ou saisie des biens de l'ennemi ..... 8 2) b) xiii)
Déni de droits ou d'action à des ressortissants de la partie adverse 8 2) b) xiv)
Fait de contraindre à participer à des opérations militaires... 8 2) b) xv)
Pillage..... 8 2) b) xvi)
Emploi de poison ou d'armes empoisonnées ..... 8 2) b) xvii)
Emploi de gaz, liquides, matières ou procédés prohibés ..... 8 2) b) xviii)
Emploi de balles prohibées ..... 8 2) b) xix)
Emploi d'armes, de projectiles ou matériels ou de méthodes de combat énumérés à l'annexe au Statut ..... 8 2) b) xx)
Atteintes à la dignité de la personne..... 8 2) b) xxi)
Viol ..... 8 2) b) xxii)-1
Esclavage sexuel..... 8 2) b) xxii)-2
Prostitution forcée..... 8 2) b) xxii)-3
Grossesse forcée..... 8 2) b) xxii)-4
Stérilisation forcée..... 8 2) b) xxii)-5
Autres formes de violences sexuelles..... 8 2) b) xxii)-6
Utilisation de boucliers humains ..... 8 2) b) xxiii)
Attaque contre des biens ou des personnes utilisant les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève ..... 8 2) b) xxiv)
Fait d'affamer des civils comme méthode de guerre ..... 8 2) b) xxv)
Utilisation, conscription ou enrôlement d'enfants..... 8 2) b) xxvi)
Article 8 2) c)
Meurtre..... 8 2) c) i)-1
Mutilation ..... 8 2) c) i)-2
Traitements cruels..... 8 2) c) i)-3
Torture ..... 8 2) c) i)-4
Atteintes à la dignité de la personne..... 8 2) c) ii)
Prise d'otages ..... 8 2) c) iii)
Condamnations ou exécutions en dehors de toute procédure régulière..... 8 2) c) iv)
Article 8 2) e)
Attaque contre des civils..... 8 2) e) i)
Attaque contre des biens ou des personnes utilisant les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève..... 8 2) e) ii)
Attaque contre le personnel ou des biens employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix. 8 2) e) iii)
Attaque contre des biens protégés ..... 8 2) e) iv)
Pillage ..... 8 2) e) v)
Viol..... 8 2) e) vi)-1
Esclavage sexuel ..... 8 2) e) vi)-2
Prostitution forcée ..... 8 2) e) vi)-3
Grossesse forcée ..... 8 2) e) vi)-4
Stérilisation forcée ..... 8 2) e) vi)-5
Autres formes de violences sexuelles..... 8 2) e) vi)-6
Utilisation, conscription ou enrôlement d'enfants..... 8 2) e) vii)
Déplacement de personnes civiles ..... 8 2) e) viii)
Fait de tuer ou de blesser par traîtrise ..... 8 2) e) ix)
Déni de quartier ..... 8 2) e) x)
Mutilation..... 8 2) e) xi)-1
Expériences médicales ou scientifiques..... 8 2) e) xi)-2
Destruction ou saisie des biens de l'ennemi..... 8 2) e) xii)

ÉLÉMENTS DES CRIMES

Introduction générale

1. Comme le prévoit l'article 9, les éléments des crimes ci-après aident la Cour à interpréter et appliquer les articles 6, 7 et 8 conformément au Statut. Les dispositions du Statut, y compris l'article 21 et les principes généraux énoncés au chapitre III, sont applicables aux éléments des crimes.

2. Comme le prévoit l'article 30, sauf disposition contraire, une personne n'est pénalement responsable et ne peut être punie à raison d'un crime relevant de la compétence de la Cour que si l'élément matériel du crime est commis avec intention et connaissance. Lorsqu'il n'est pas fait mention, dans les éléments des crimes, d'un élément psychologique pour un comportement, une conséquence ou une circonstance particulière, il est entendu que l'élément psychologique pertinent, c'est-à-dire l'intention ou la connaissance ou l'une et l'autre, visé à l'article 30 s'applique. Les exceptions à la règle de l'article 30 fondées sur le Statut, y compris le droit applicable en vertu de ses dispositions pertinentes, sont énoncées ci-après.

3. L'existence de l'intention et de la connaissance peut être déduite de faits et de circonstances pertinents.

4. Pour ce qui est des éléments psychologiques associés aux éléments faisant intervenir un jugement de valeur, comme ceux qui utilisent les mots «inhumains» ou «graves», il n'est pas utile que l'auteur ait lui-même porté un jugement de valeur, sauf indication contraire.

5. Les motifs d'exonération de la responsabilité pénale ou l'absence de tels motifs ne sont généralement pas mentionnés dans les éléments énumérés pour chaque crime.

– Ce paragraphe est sans préjudice de l'obligation qui incombe au procureur en vertu du paragraphe 1 de l'article 54 du Statut de Rome.

6. La condition d'«illicéité» prévue dans le Statut ou ailleurs dans le droit international, en particulier le droit international humanitaire, n'est généralement pas mentionnée dans les éléments des crimes.

7. Les éléments des crimes reposent généralement sur une structure fondée sur les principes suivants:

– Comme les éléments des crimes envisagent le comportement, les conséquences ou les circonstances associés à chaque infraction, ceux-ci sont généralement énumérés dans cet ordre;

– Si nécessaire, un élément psychologique particulier est mentionné après le comportement, les conséquences ou les circonstances auxquels il se rapporte;

– Les circonstances contextuelles sont mentionnées en dernier.

8. Tel qu'il est utilisé dans les présents Éléments des crimes, le terme «auteur» est neutre quant à la culpabilité ou à l'innocence; les éléments, y compris les éléments psychologiques appropriés, sont applicables, *mutatis mutandis*, à toutes les personnes dont la responsabilité pénale peut relever des articles 25 et 28 du Statut.

9. Un comportement donné peut constituer un ou plusieurs crimes.

10. L'utilisation d'intitulés abrégés pour les crimes est sans effet juridique.

Article 6.
Génocide

Introduction

En ce qui concerne le dernier élément de chaque crime:

– L'expression «dans le cadre d'» devrait comprendre les actes initiaux d'une série en train de se faire jour;

– Le terme «manifeste» est une qualification objective;

– Bien que l'article 30 exige normalement un élément psychologique, et compte tenu du fait que la connaissance des circonstances sera généralement envisagée lorsqu'il faudra prouver l'intention de commettre un génocide, l'exigence appropriée éventuelle d'un élément psychologique en ce qui concerne cette circonstance devra être considérée par la Cour dans chaque cas d'espèce.

Article 6 a).
Génocide par meurtre

Éléments

1. L'auteur a tué une ou plusieurs personnes.

– Le terme «tué» est interchangeable avec l'expression «causé la mort de».

2. Cette personne ou ces personnes appartenaient à un groupe national, ethnique, racial ou religieux particulier.

3. L'auteur avait l'intention de détruire, en tout ou en partie, ce groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.

4. Le comportement s'est inscrit dans le cadre d'une série manifeste de comportements analogues dirigés contre ce groupe, ou pouvait en lui-même produire une telle destruction.

Article 6 b).
Génocide par atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale

Éléments

1. L'auteur a porté gravement atteinte à l'intégrité physique ou mentale d'une personne ou de plusieurs personnes.

– Le terme «tué» est interchangeable avec l'expression «causé la mort de».

2. Cette personne ou ces personnes appartenaient à un groupe national, ethnique, racial ou religieux particulier.

3. L'auteur avait l'intention de détruire, en tout ou en partie, ce groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.

4. Le comportement s'est inscrit dans le cadre d'une série manifeste de comportements analogues dirigés contre ce groupe, ou pouvait en lui-même produire une telle destruction.

Article 6 c).
Génocide par soumission intentionnelle à des conditions d'existence devant entraîner la destruction physique totale ou partielle d'un groupe

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à certaines conditions d'existence.

2. Cette personne ou ces personnes appartenaient à un groupe national, ethnique, racial ou religieux particulier.

3. L'auteur avait l'intention de détruire, en tout ou en partie, ce groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.

4. Les conditions d'existence devaient entraîner la destruction physique totale ou partielle de ce groupe.

– L'expression «conditions d'existence» peut recouvrir, mais sans s'y limiter nécessairement, la privation délibérée des moyens indispensables à la survie, tels que nourriture ou services médicaux, ou expulsion systématique des logements.

5. Le comportement s'est inscrit dans le cadre d'une série manifeste de comportements analogues dirigés contre ce groupe, ou pouvait en lui-même produire une telle destruction.

Article 6 d).
Génocide par imposition de mesures visant à entraver les naissances

Éléments

1. L'auteur a imposé certaines mesures à une ou plusieurs personnes.

2. Cette personne ou ces personnes appartenaient à un groupe national, ethnique, racial ou religieux particulier.

3. L'auteur avait l'intention de détruire, en tout ou en partie, ce groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.

4. Les mesures imposées visaient à entraver les naissances au sein du groupe.

5. Le comportement s'est inscrit dans le cadre d'une série manifeste de comportements analogues dirigés contre ce groupe, ou pouvait en lui-même produire une telle destruction.

Article 6 e).

Génocide par transfert forcé d'enfants

Éléments

1. L'auteur a transféré de force une ou plusieurs personnes.

– Le terme «de force» ne se limite pas à la force physique et peut comprendre un acte commis en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un climat coercitif.

2. Cette personne ou ces personnes appartenaient à un groupe national, ethnique, racial ou religieux particulier.

3. L'auteur avait l'intention de détruire, en tout ou en partie, ce groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel.

4. Le transfert a été effectué de ce groupe à un autre groupe.

5. La personne ou les personnes étaient âgées de moins de 18 ans.

6. L'auteur savait ou aurait dû savoir que la personne ou les personnes étaient âgées de moins de 18 ans.

7. Le comportement s'est inscrit dans le cadre d'une série manifeste de comportements analogues dirigés contre ce groupe, ou pouvait en lui-même produire une telle destruction.

Article 7.

Crimes contre l'humanité

Introduction

1. Comme l'article 7 relève du droit pénal international, ses dispositions, conformément à l'article 22, doivent être interprétées strictement, compte tenu du fait que les crimes contre l'humanité tels qu'ils y sont définis sont parmi les crimes les plus graves qui concernent l'ensemble de la communauté internationale, qu'ils engagent la responsabilité pénale individuelle et supposent une conduite inadmissible au regard du droit international général applicable tel qu'il est reconnu par les principaux systèmes juridiques du monde.

2. Les deux derniers éléments de chaque crime contre l'humanité décrivent le contexte dans lequel les actes doivent avoir été commis. Ces éléments clarifient le degré de participation et de connaissance requis de l'attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile. Toutefois, le dernier élément ne doit pas être interprété comme exigeant qu'il soit prouvé que l'auteur avait connaissance de toutes les caractéristiques de l'attaque ou des détails précis du plan ou de la politique de l'État ou de l'organisation. Dans le cas où une attaque généralisée ou systématique contre une population civile est dans sa phase initiale, l'intention visée dans le dernier élément indique que l'élément psychologique est présent dès lors que l'auteur avait l'intention de mener une telle attaque.

3. Par «attaque lancée contre une population civile» on entend, dans l'élément de contexte, le comportement qui consiste en la commission multiple d'actes visés au paragraphe 1 de l'article 7 du Statut à l'encontre d'une population civile quelle qu'elle soit, en application ou dans la poursuite de la politique d'un État ou d'une organisation ayant pour but une telle attaque. Les actes ne doivent pas nécessairement constituer une attaque militaire. Il est entendu que pour qu'il y ait «politique ayant pour but une telle attaque», il faut que l'État ou l'organisation favorise ou encourage activement une telle attaque contre une population civile.

– La politique qui a pour but une attaque contre la population civile en tant que telle se manifeste par l'action d'un État ou d'une organisation. Dans des circonstances exceptionnelles, une telle politique peut prendre la forme d'une abstention délibérée d'agir, par laquelle l'État ou l'organisation entend consciemment encourager une telle attaque. On ne peut inférer l'existence d'une telle politique du seul fait que l'État ou l'organisation s'abstienne de toute action.

Article 7 1) a).

Meurtre

Éléments

1. L'auteur a tué une ou plusieurs personnes.

– Le terme «tué» est interchangeable avec l'expression «causé la mort de». La présente note s'applique à tous les éléments qui utilisent l'une de ces deux expressions.

2. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

3. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) b).

Extermination

Éléments

1. L'auteur a tué une ou plusieurs personnes, notamment en les soumettant à des conditions d'existence propres à entraîner la destruction d'une partie d'une population.

– Ces actes pourraient impliquer différentes méthodes de meurtre, directes ou indirectes.

– Ces conditions pourraient être infligées par la privation d'accès à la nourriture ou aux médicaments.

2. Les actes constituaient un massacre de membres d'une population civile ou en faisaient partie.

– Les termes «en faisaient partie» comprendraient l'acte initial dans un massacre.

3. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

4. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) c).

Réduction en esclavage

Éléments

1. L'auteur a exercé l'un quelconque ou l'ensemble des pouvoirs liés au droit de propriété sur une ou plusieurs personnes, par exemple en achetant, vendant, prêtant ou troquant ladite ou lesdites personnes, ou en leur imposant une privation de liberté similaire.

– Il est entendu qu'une telle privation de liberté peut, dans certaines circonstances, inclure des travaux forcés ou d'autres moyens de réduire une personne à l'état de servitude, tel qu'il est défini dans la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. Il est aussi entendu que le comportement décrit dans cet élément inclut la traite d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants.

2. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

3. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) d).

Déportation ou transfert forcé de populations

Éléments

1. L'auteur a déporté ou transféré de force, sans motif admis en droit international, une ou plusieurs personnes dans un autre État ou un autre lieu, en les expulsant ou par d'autres moyens coercitifs.

– Le terme «de force» ne se limite pas à la force physique et peut comprendre un acte commis en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un climat coercitif.

– Dans le texte anglais, l'expression «déporté ou transféré de force» est interchangeable avec «déplacé de force».

2. Les personnes concernées étaient légalement présentes dans la région d'où elles ont été ainsi déportées ou déplacées.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant la légalité de cette présence.

4. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

5. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) e).

Emprisonnement ou autres formes de privation grave de liberté physique

Éléments

1. L'auteur a emprisonné une ou plusieurs personnes ou autrement soumis ladite ou lesdites personnes à une privation grave de leur liberté physique.

2. La gravité du comportement était telle qu'il constituait une violation de règles fondamentales du droit international.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant la gravité de son comportement.

4. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

5. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) f).

Torture

– Il est entendu qu'aucune intention spécifique n'a besoin d'être établie pour ce crime.

Éléments

1. L'auteur a infligé à une ou plusieurs personnes une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient sous la garde ou sous le contrôle de l'auteur.

3. Les douleurs ou souffrances ne résultaient pas uniquement de sanctions légales et n'étaient pas inhérentes à de telles sanctions ni occasionnées par elles.

4. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

5. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) g)-1.

Viol

Éléments

1. L'auteur a pris possession du corps d'une personne de telle manière qu'il y a eu pénétration, même superficielle, d'une partie du corps de la victime ou de l'auteur par un organe sexuel, ou de l'anus ou du vagin de la victime par un objet ou toute partie du corps.

– L'expression «possession» se veut suffisamment large pour être dénuée de connotation sexospécifique.

2. L'acte a été commis par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité de ladite personne de donner son libre consentement.

– Il est entendu qu'une personne peut être incapable de donner un libre consentement si elle souffre d'une incapacité innée, acquise ou liée à l'âge. La présente note vaut aussi pour les éléments correspondants des articles 7 1) g)-3, 5 et 6.

3. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

4. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) g)-2.

Esclavage sexuel

– Vu la nature complexe de ce crime, il est entendu que sa commission pourrait impliquer plusieurs auteurs ayant une intention criminelle commune.

Éléments

1. L'auteur a exercé l'un quelconque ou l'ensemble des pouvoirs associés au droit de propriété sur une ou plusieurs personnes, par exemple en achetant, vendant, prêtant ou troquant ladite ou lesdites personnes concernées, ou en leur imposant une privation similaire de liberté.

– Il est entendu qu'une telle privation de liberté peut, dans certaines circonstances, inclure des travaux forcés ou d'autres moyens de réduire une personne à l'état de servitude, tel qu'il est défini dans la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. Il est aussi entendu que le comportement décrit dans cet élément inclut la traite d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants.

2. L'auteur a contraint ladite ou lesdites personnes à accomplir un acte ou plusieurs actes de nature sexuelle.

3. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

4. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) g)-3.

Prostitution forcée

Éléments

1. L'auteur a amené une ou plusieurs personnes à accomplir un ou plusieurs actes de nature sexuelle par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité desdites personnes de donner leur libre consentement.

2. L'auteur ou une autre personne a obtenu ou espérait obtenir un avantage pécuniaire ou autre en échange des actes de nature sexuelle ou en relation avec ceux-ci.

3. Ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

4. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) g)-4.

Grossesse forcée

Éléments

1. L'auteur a détenu une ou plusieurs femmes rendues enceintes de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international.

2. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

3. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) g)-5.

Stérilisation forcée

Éléments

1. L'auteur a privé une ou plusieurs personnes de la capacité biologique de se reproduire.

– Cela ne vise pas les mesures de régulation des naissances qui ont un effet non permanent dans la pratique

2. De tels actes n'étaient ni justifiés par un traitement médical ou hospitalier des personnes concernées ni effectués avec leur libre consentement.

– Il est entendu que le terme «libre consentement» ne comprend pas le consentement obtenu par la tromperie.

3. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

4. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) g)-6.

Autres formes de violences sexuelles

Éléments

1. L'auteur a commis un acte de nature sexuelle sur une ou plusieurs personnes ou a contraint ladite ou lesdites personnes à accomplir un tel acte par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité desdites personnes de donner leur libre consentement.

2. Les actes étaient d'une gravité comparable à celle des autres infractions visées à l'article 7, paragraphe 1) *g)*, du Statut.

Article 7 1) h).

Persécution

Éléments

1. L'auteur a gravement porté atteinte, en violation du droit international, aux droits fondamentaux d'une ou plusieurs personnes.

– Cette condition est sans préjudice du paragraphe 6 de l'introduction générale aux Éléments des crimes.

2. L'auteur a pris pour cible la ou les personnes en raison de leur appartenance à un groupe ou à une collectivité identifiable ou a ciblé le groupe ou la collectivité en tant que tel.

3. Un tel ciblage était fondé sur des motifs d'ordre politique, racial, national, ethnique, culturel, religieux ou sexiste au sens du paragraphe 3 de l'article 7 du Statut, ou à d'autres critères universellement reconnus comme inadmissibles en droit international.

4. Le comportement était commis en corrélation avec tout acte visé à l'article 7, paragraphe 1, du Statut ou avec tout crime relevant de la compétence de la Cour.

– Il est entendu qu'aucun élément psychologique additionnel n'est nécessaire ici, hormis celui qui est inhérent à l'élément 6.

5. Le comportement faisait partie d'une campagne généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

6. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une campagne généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) i).

Disparition forcée

– Vu la nature complexe de ce crime, il est entendu que sa commission impliquera normalement plusieurs auteurs ayant une intention criminelle commune.

– Ce crime ne relève de la compétence de la Cour que si l'attaque visée aux éléments 7 et 8 intervient après l'entrée en vigueur du Statut.

Éléments

1. L'auteur:

a) A arrêté, détenu, ou enlevé une ou plusieurs personnes; ou

– Celui qui, sans avoir procédé à la mise en détention, a maintenu une détention existante est aussi considéré comme auteur.

– Il est entendu que, dans certaines circonstances, l'arrestation ou la détention peuvent avoir été légales.

b) A refusé de reconnaître que cette ou ces personnes avaient été arrêtées, détenues ou enlevées, ou de révéler le sort qui leur a été réservé ou l'endroit où elles se trouvent.

2. *a)* L'arrestation, la détention ou l'enlèvement ont été suivis ou accompagnés d'un refus d'admettre que cette ou ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé ou l'endroit où elles se trouvent; ou

b) Ce refus était précédé ou accompagné de cette privation de liberté.

3. L'auteur savait que:

– Cet élément, qui a été inclus en raison de la complexité du crime, est sans préjudice de l'introduction générale aux éléments des crimes.

a) L'arrestation, la détention ou l'enlèvement serait suivi, dans le cours normal des événements, d'un refus d'admettre que cette ou ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé ou l'endroit où elles se trouvent; ou que

– Il est entendu que, dans le cas d'un auteur qui a maintenu une détention existante, cet élément devrait/pourrait être satisfait si l'auteur savait qu'un tel refus avait déjà été opposé.

b) Ce refus était précédé ou accompagné d'une privation de liberté.

4. L'arrestation, la détention ou l'enlèvement a été exécuté par ou avec l'autorisation, l'appui ou l'assentiment d'un État ou d'une organisation politique.

5. Le refus d'admettre que cette ou ces personnes sont privées de liberté ou de révéler le sort qui leur est réservé ou l'endroit où elles se trouvent a été opposé par cet État ou cette organisation politique ou avec son autorisation ou son appui.

6. L'auteur avait l'intention de soustraire ladite ou lesdites personnes à la protection de la loi pendant une période prolongée.

7. Le comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

8. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) j).

Apartheid

Éléments

1. L'auteur a commis un acte inhumain contre une ou plusieurs personnes.

2. Cet acte était un des actes visés à l'article 7, paragraphe 1, du Statut ou était un acte d'un caractère similaire à l'un quelconque de ces actes.

– Il est entendu que «caractère» ou caractéristique se réfère à la nature et la gravité de l'acte.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant les caractéristiques de l'acte.

4. Le comportement s'inscrivait dans le cadre d'un régime institutionnalisé d'oppression et de domination systématiques par un groupe racial à l'encontre d'un ou d'autres groupes raciaux.

5. L'auteur avait, par son comportement, l'intention de maintenir ce régime.

6. Ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

7. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 7 1) k).

Autres actes inhumains

Éléments

1. L'auteur a, par un acte inhumain, infligé de grandes souffrances ou porté gravement atteinte à l'intégrité corporelle ou à la santé physique ou mentale de ses victimes.

2. Cet acte avait un caractère similaire à l'un quelconque des actes visés à l'article 7, paragraphe 1, du Statut.

– Il est entendu que «caractère» ou caractéristique se réfère à la nature et la gravité de l'acte

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant les caractéristiques de l'acte.

4. Ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile.

5. L'auteur savait que ce comportement faisait partie d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile ou entendait qu'il en fasse partie.

Article 8.

Crimes de guerre

Introduction

Les éléments relatifs aux crimes de guerre visés aux alinéas c) et e) du paragraphe 2 de l'article 8 sont soumis aux limitations mentionnées aux alinéas d) et f) du paragraphe 2 dudit article, qui ne constituent pas des éléments des crimes.

Les éléments des crimes de guerre visés au paragraphe 2 de l'article 8 du Statut doivent être interprétés dans le cadre établi du droit international des conflits armés, y compris, le cas échéant, le droit international des conflits armés applicable aux conflits armés sur mer.

En ce qui concerne les deux derniers éléments de chaque crime:

– Il n'est pas nécessaire d'établir que l'auteur a déterminé sur le plan juridique l'existence d'un conflit armé ou le caractère international ou non international du conflit;

– À cet égard, il n'est pas nécessaire d'établir que l'auteur a eu connaissance des faits établissant le caractère international ou non international du conflit;

– Il faut seulement que l'auteur ait eu la connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé, qui est implicite dans les termes «a eu lieu dans le contexte de et était associé à».

Article 8 2) a).

Article 8 2) a) i).

Homicide intentionnel

Éléments

1. L'auteur a tué une ou plusieurs personnes.

– Le terme «tué» est interchangeable avec l'expression «causé la mort de». La présente note s'applique à tous les éléments qui utilisent l'une ou l'autre de ces expressions.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée,.

– Cet élément psychologique exprime la relation entre l'article 30 et l'article 32. La présente note s'applique aussi à l'élément correspondant de tous les crimes visés à l'article 8 2) a) et à l'élément des autres crimes visés à l'article 8 2) qui concerne la connaissance des circonstances de fait établissant le statut de personnes ou de biens protégés par un instrument du droit international des conflits armés.

– En ce qui concerne la nationalité, il est entendu que l'auteur devait uniquement savoir que la victime appartenait à la partie ennemie dans le conflit. La présente note s'applique aussi à l'élément correspondant de tous les crimes visés à l'article 8 2) a).

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

– L'expression «conflit armé international» englobe l'occupation militaire. La présente note s'applique aussi à l'élément correspondant de tous les crimes visés à l'article 8 2) a).

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) ii)-1.

Torture

Éléments

– Comme l'élément 3 exige que toutes les victimes soient des «personnes protégées» par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949, ces éléments ne comprennent pas, à la différence des éléments de l'article 7 2) e), l'exigence de la garde ou du contrôle.

1. L'auteur a infligé une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales, à une ou plusieurs personnes.

2. L'auteur a infligé cette douleur ou ces souffrances afin, notamment, d'obtenir des renseignements ou des aveux, de punir, d'intimider ou de contraindre; ou pour tout autre motif fondé sur une forme de discrimination, quelle qu'elle soit.

3. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) ii)-2.

Traitement inhumain

Éléments

1. L'auteur a infligé à une ou plusieurs personnes une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) ii)-3.

Expériences biologiques

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à une expérience biologique particulière.

2. Cette expérience a porté gravement atteinte à la santé ou à l'intégrité, physique ou mentale, de ladite ou desdites personnes.

3. L'expérience n'avait pas un but thérapeutique et n'était ni justifiée par des raisons médicales ni effectuée dans l'intérêt de ladite ou desdites personnes.

4. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) iii).

Fait de causer intentionnellement de grandes souffrances

Éléments

1. L'auteur a causé de grandes douleurs ou souffrances, physiques ou mentales, ou a porté gravement atteinte à l'intégrité physique ou à la santé d'une ou de plusieurs personnes.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) iv).

Destruction et appropriation de biens

Éléments

1. L'auteur a détruit ou s'est approprié certains biens.

2. La destruction ou l'appropriation n'était pas justifiée par des nécessités militaires.

3. La destruction ou l'appropriation a été exécutée sur une grande échelle et de façon arbitraire.

4. Les biens étaient protégés par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de biens protégés.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) v).

Contrainte de servir dans les forces d'une puissance ennemie

Éléments

1. L'auteur a contraint une ou plusieurs personnes, par un acte ou sous la menace, à prendre part à des opérations militaires contre le pays ou les forces du pays dont ces personnes étaient ressortissantes ou à servir de toute autre manière dans les forces d'une puissance ennemie.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) vi).

Violation du droit à un procès équitable

Éléments

1. L'auteur a dénié à une ou plusieurs personnes le droit d'être jugées régulièrement et impartialement en leur refusant les garanties judiciaires définies, en particulier, dans les troisième et quatrième Conventions de Genève de 1949.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) vii)-1.

Déportation ou transfert illégal

Éléments

1. L'auteur a déporté ou transféré une ou plusieurs personnes dans un autre État ou un autre lieu.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) vii)-2.

Détention illégale

Éléments

1. L'auteur a détenu ou maintenu en détention une ou plusieurs personnes dans un lieu déterminé.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) a) viii).

Prise d'otages

Éléments

1. L'auteur s'est emparé, a détenu ou autrement pris en otage une ou plusieurs personnes.

2. L'auteur a menacé de tuer, blesser ou continuer à maintenir en détention ladite ou lesdites personnes.

3. L'auteur avait l'intention de contraindre un État, une organisation internationale, une personne physique ou morale ou un groupe de personnes à agir ou à s'abstenir d'agir en subordonnant expressément ou implicitement la sécurité ou la mise en liberté de ladite ou desdites personnes à une telle action ou abstention.

4. Ladite ou lesdites personnes étaient protégées par une ou plusieurs des Conventions de Genève de 1949.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut de personne protégée.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b).

Article 8 2) b) i).

Attaque contre des personnes civiles

Éléments

1. L'auteur a dirigé une attaque.

2. L'objectif de l'attaque était une population civile en tant que telle ou des personnes civiles ne participant pas directement aux hostilités.

3. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque ladite population civile ou ces personnes civiles ne participant pas directement aux hostilités.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) ii).

Attaque contre des biens de caractère civil

Éléments

1. L'auteur a dirigé une attaque.

2. L'objectif de l'attaque était des biens de caractère civil, c'est-à-dire des biens qui ne sont pas des objectifs militaires.

3. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque des biens de caractère civil.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) iii).

Attaque contre le personnel ou des biens employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix

Éléments

1. L'auteur a lancé une attaque.

2. L'objectif de l'attaque était le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations unies.

3. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque lesdits personnel, installations, matériel, unités ou véhicules.

4. Lesdits personnel, installations, matériel, unités ou véhicules avaient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux personnes civiles et aux biens de caractère civil.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant cette protection.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) iv).

Attaque causant incidemment des pertes en vies humaines, des blessures et des dommages excessifs

Éléments

1. L'auteur a lancé une attaque.

2. Cette attaque était telle qu'elle allait causer incidemment des pertes en vies humaines ou des blessures parmi la population civile, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu.

– L'expression «l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu» désigne un avantage militaire que l'auteur pouvait prévoir avant de lancer l'attaque. Cet avantage peut ou non avoir un rapport temporel ou géographique avec l'objet de l'attaque. Le fait que la commission de ce crime peut entraîner, de façon licite, des blessures incidentes et des dommages collatéraux, ne justifie en aucune façon quelque violation que ce soit du droit applicable dans les conflits armés. L'expression n'a pas trait à la justification de la guerre ou aux règles du *jus ad bellum*, mais reflète l'exigence de proportionnalité inhérente à la détermination du caractère licite de toute activité militaire entreprise dans le contexte d'un conflit armé.

3. L'auteur savait que l'attaque causerait incidemment des pertes en vies humaines ou des blessures parmi la population civile, des dommages aux biens de caractère civil ou des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel qui seraient manifestement excessifs par rapport à l'ensemble de l'avantage militaire concret et direct attendu.

– Contrairement à la règle générale énoncée au paragraphe 4 de l'introduction générale, cet élément requiert que l'auteur effectue le jugement de valeur ici décrit. Toute évaluation de ce jugement de valeur doit reposer sur les informations nécessaires dont disposait alors l'auteur.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) v).

Attaque contre des localités non défendues

– La présence dans une localité de personnes spécialement protégées par les Conventions de Genève de 1949 et de forces de police qui ne s'y trouvent qu'à seule fin de maintenir l'ordre ne suffit pas pour faire de cette localité un objectif militaire.

Éléments

1. L'auteur a attaqué une ou plusieurs villes, villages, habitations ou bâtiments.

2. Ces villes, villages, habitations ou bâtiments étaient ouverts à l'occupation sans opposer de résistance.

3. Ces villes, villages, habitations ou bâtiments ne constituaient pas des objectifs militaires.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) vi).

Fait de tuer ou de blesser une personne hors de combat

Éléments

1. L'auteur a tué ou blessé une ou plusieurs personnes.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient hors de combat.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant cet état.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) vii)-1.

Utilisation indue d'un pavillon parlementaire

Éléments

1. L'auteur a utilisé un pavillon parlementaire.

2. L'auteur a procédé à cette utilisation pour feindre l'intention de négocier alors que telle n'était pas son intention.

3. L'auteur savait ou aurait dû savoir qu'une telle utilisation est interdite.

– Cet élément mental rend compte de l'interaction entre l'article 30 et l'article 32. Le mot «interdite» dénote l'illégalité du comportement.

4. Le comportement a causé la mort ou des blessures graves.

5. L'auteur savait que son comportement pouvait provoquer la mort ou des blessures graves.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) vii)-2.

Utilisation indue du drapeau, des insignes ou de l'uniforme de l'ennemi

Éléments

1. L'auteur a utilisé un drapeau, des insignes ou un uniforme de l'ennemi.

2. L'auteur a procédé à cette utilisation, au cours d'une attaque, d'une façon interdite par le droit international des conflits armés.

3. L'auteur savait ou aurait dû savoir qu'une telle utilisation est interdite.

– Cet élément mental rend compte de l'interaction entre l'article 30 et l'article 32. Le mot «interdite» dénote l'illégalité du comportement.

4. Le comportement a causé la mort ou des blessures graves.

5. L'auteur savait que son comportement pouvait causer la mort ou des blessures graves.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) vii)-3.

Utilisation indue du drapeau, des insignes ou de l'uniforme des Nations unies

Éléments

1. L'auteur a utilisé le drapeau, les insignes ou l'uniforme des Nations unies.

2. L'auteur a procédé à cette utilisation au cours d'une attaque, d'une façon interdite par le droit international des conflits armés.

3. L'auteur savait qu'une telle utilisation est interdite.

– Cet élément mental rend compte de l'interaction entre l'article 30 et l'article 32. Le critère «ou aurait dû savoir» qui apparaît dans la définition des éléments des autres crimes énumérés sous la rubrique 8 2) b) vii) n'est pas applicable ici du fait de la variété et du caractère réglementaire des interdictions pertinentes.

4. Le comportement a causé la mort ou des blessures graves.

5. L'auteur savait que son comportement pouvait causer la mort ou des blessures graves.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) vii)-4.

Utilisation indue des signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève

Éléments

1. L'auteur a utilisé les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève.

2. L'auteur a procédé à cette utilisation à des fins combattantes d'une façon interdite par le droit international des conflits armés.

– «Fins combattantes» s'entend, dans les circonstances, des fins liées directement aux hostilités et non d'activités médicales, religieuses ou analogues.

3. L'auteur savait ou aurait dû savoir qu'une telle utilisation est interdite.

– Cet élément mental rend compte de l'interaction entre l'article 30 et l'article 32. Le mot «interdite» dénote l'illégalité de l'action.

4. Le comportement a causé la mort ou des blessures graves.

5. L'auteur savait que son comportement pouvait causer la mort ou des blessures graves.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) viii).

Transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile dans le territoire qu'elle occupe, ou déportation ou transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire

Éléments

1. L'auteur:

a) A transféré, directement ou indirectement, une partie de la population de la puissance occupante dans le territoire qu'elle occupe; ou

– Le terme «transféré» doit être interprété conformément aux dispositions pertinentes du droit international humanitaire.

b) A déporté ou transféré la totalité ou une partie de la population du territoire occupé à l'intérieur ou hors de ce territoire.

2. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) ix).

Attaque contre des biens protégés

– La présence dans la localité de personnes spécialement protégées par les Conventions de Genève de 1949 et de forces de police qui s'y trouvent à seule fin de maintenir l'ordre ne suffit pas pour faire de cette localité un objectif militaire.

Éléments

1. L'auteur a lancé une attaque.

2. L'objectif de l'attaque était un ou plusieurs bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, qui n'étaient pas des objectifs militaires.

3. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque lesdits bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, qui n'étaient pas des objectifs militaires.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) x)-1.

Mutilation

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à une mutilation, en particulier en les défigurant de façon définitive, en les rendant invalides de façon permanente ou en procédant à l'ablation définitive d'un de leurs organes ou appendices.

2. Le comportement a causé la mort ou gravement mis en danger la santé physique ou mentale de ladite ou desdites personnes.

3. Les actes n'étaient ni justifiés par un traitement médical, dentaire ou hospitalier de la ou les personnes concernées ni accomplis dans son ou leur intérêt.

– Le consentement ne peut pas être invoqué comme moyen de défense en ce qui concerne ce crime. Est interdite toute procédure médicale qui n'est pas dictée par l'état de santé de l'intéressé et qui n'est pas conforme aux normes médicales généralement acceptées qui seraient appliquées dans des conditions analogues médicales aux nationaux de la partie procédant à l'opération qui ne seraient en aucune façon privés de liberté. Cette note vaut également pour le même élément de l'article 8 2) b) x)-2.

4. Ladite ou lesdites personnes étaient au pouvoir d'une partie adverse.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) x)-2.

Expériences médicales ou scientifiques

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à une expérience médicale ou scientifique.

2. L'expérience a causé la mort ou gravement mis en danger la santé ou l'intégrité physiques ou mentales de ladite ou desdites personnes.

3. Les actes n'étaient ni justifiés par un traitement médical, dentaire ou hospitalier de la ou les personnes concernées ni accomplis dans leur intérêt.

4. Ladite ou lesdites personnes étaient au pouvoir d'une partie adverse.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xi).

Fait de tuer ou de blesser par traîtrise

Éléments

1. L'auteur a fait appel à la bonne foi d'une ou de plusieurs personnes ou leur a fait croire qu'elles avaient le droit de recevoir ou l'obligation d'accorder la protection prévue par les règles du droit international applicables dans les conflits armés.

2. L'auteur avait l'intention de tromper cette bonne foi ou cette confiance.

3. L'auteur a tué ou blessé ladite ou lesdites personnes.

4. L'auteur a usé de la bonne foi ou de ce qu'il avait fait croire à ladite ou auxdites personnes pour les tuer ou les blesser.

5. Ladite ou lesdites personnes appartenaient à une partie adverse.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xii).

Déni de quartier

Éléments

1. L'auteur a déclaré qu'il n'y aurait pas de survivants ou ordonné qu'il n'y en ait pas.

2. Cette déclaration ou cet ordre a été émis pour menacer un adversaire ou pour conduire les hostilités sur la base qu'il n'y aurait pas de survivants.

3. L'auteur était dans une position de commandement ou de contrôle effectif des forces qui lui étaient subordonnées auxquelles la déclaration ou l'ordre s'adressait.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xiii).

Destruction ou saisie des biens de l'ennemi

Éléments

1. L'auteur a détruit ou saisi certains biens.

2. Ces biens étaient la propriété de l'ennemi.

3. Lesdits biens étaient protégés contre la destruction ou saisie par le droit international des conflits armés.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant le statut des biens.

5. La destruction ou la saisie n'était pas justifiée par des nécessités militaires.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xiv).

Déni de droits ou d'action à des ressortissants de la partie adverse

Éléments

1. L'auteur a prononcé l'extinction, la suspension ou la non-recevabilité en justice de certains droits ou recours.

2. L'extinction, la suspension ou la décision de non-recevabilité visait les ressortissants d'une partie adverse.

3. L'auteur entendait que cette extinction, suspension ou décision de non-recevabilité vise les ressortissants d'une partie adverse.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xv).

Fait de contraindre à participer à des opérations militaires

Éléments

1. L'auteur a contraint une ou plusieurs personnes, par l'action ou par la menace, à prendre part aux opérations militaires dirigées contre leur propre pays ou les forces de leur propre pays.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient des ressortissants d'une partie adverse.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xvi).

Pillage

Éléments

1. L'auteur s'est approprié certains biens.

2. L'auteur avait l'intention de spolier le propriétaire des biens et de se les approprier à des fins privées ou personnelles.

– Comme l'indiquent les termes «à des fins privées ou personnelles», les appropriations justifiées par les nécessités militaires ne constituent pas un crime de pillage.

3. L'appropriation s'est faite sans le consentement du propriétaire.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xvii).

Emploi de poison ou d'armes empoisonnées

Éléments

1. L'auteur a employé une substance toxique ou a fait usage d'une arme qui dégage une telle substance lorsqu'elle est employée.

2. La substance employée était de nature à causer la mort ou à porter gravement atteinte à la santé dans le cours normal des événements du fait de ses propriétés toxiques.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xviii).

Emploi de gaz, liquides, matières ou procédés prohibés

Éléments

1. L'auteur a employé un gaz, une substance ou un procédé analogue.

2. Le gaz, la substance ou le procédé était de nature à causer la mort ou à porter gravement atteinte à la santé dans le cours normal des événements du fait de ses propriétés asphyxiantes ou toxiques.

– Rien dans cet élément ne doit être interprété comme limitant ou portant préjudice en aucune manière aux normes de droit international existantes ou en cours d'élaboration concernant la mise au point, la production, le stockage et l'emploi d'armes chimiques.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xix).

Emploi de balles prohibées

Éléments

1. L'auteur a employé certaines balles.

2. Les balles étaient telles que leur emploi constitue une violation du droit international des conflits armés parce qu'elles s'épanouissent ou s'aplatissent facilement dans le corps humain.

3. L'auteur avait connaissance du fait que la nature de ces balles était telle que leur emploi aggraverait inutilement les souffrances ou les blessures infligées.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xx).

Emploi d'armes, de projectiles ou matériels ou de méthodes de combat énumérés à l'annexe au Statut

Éléments

[Les éléments de ce crime seront élaborés une fois que la liste des armes, projectiles ou matériels ou méthodes de combat visés aura été incluse en annexe au Statut.]

Article 8 2) b) xxi).

Atteintes à la dignité de la personne

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à un traitement humiliant ou dégradant ou autrement porté atteinte à leur dignité.

– Le mot «personnes» vise également ici les personnes décédées. Il est entendu qu'il n'est pas nécessaire que la victime ait personnellement été consciente de l'existence de l'humiliation ou de la dégradation ou autre violation. Cet élément tient compte des aspects pertinents du contexte culturel de la victime.

2. L'humiliation ou la dégradation ou autre violation était d'une gravité suffisante pour être reconnue généralement comme une atteinte à la dignité de la personne.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxii)-1.

Viol

Éléments

1. L'auteur a pris possession du corps d'une personne de telle manière qu'il y a eu pénétration, même superficielle, d'une partie du corps de la victime ou de l'auteur par un organe sexuel, ou de l'anus ou du vagin de la victime par un objet ou toute autre partie du corps.

– L'expression «prendre possession» se veut suffisamment large pour être dénuée de connotation sexospécifique.

2. L'acte a été commis par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité de ladite personne de donner son libre consentement.

– Il est entendu qu'une personne peut être incapable de donner son libre consentement si elle souffre d'une incapacité innée, acquise ou liée à l'âge. Cette note s'applique également aux éléments correspondants visés aux articles 8 2) b) xxii)-3, 5 et 6.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxii)-2.

Esclavage sexuel

– Vu la nature complexe de ce crime, il est entendu que sa perpétration pourrait impliquer plusieurs auteurs ayant une intention criminelle commune.

Éléments

1. L'auteur a exercé l'un quelconque ou la totalité des pouvoirs découlant du droit de propriété sur une ou plusieurs personnes, par exemple en achetant, vendant, prêtant ou troquant ladite ou lesdites personnes, ou en leur imposant une privation similaire de liberté.

– Il est entendu qu'une telle privation de liberté peut, dans certaines circonstances, inclure des travaux forcés ou d'autres moyens de réduire une personne à l'état de servitude, tel qu'il est défini dans la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. Il est aussi entendu que le comportement décrit dans cet élément inclut la traite d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants.

2. L'auteur a contraint ladite ou lesdites personnes à accomplir un ou plusieurs actes de nature sexuelle.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxii)-3.

Prostitution forcée

Éléments

1. L'auteur a amené une ou plusieurs personnes à accomplir un ou plusieurs actes de nature sexuelle par la force, ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité desdites personnes de donner leur libre consentement.

2. L'auteur ou une autre personne a obtenu ou espérait obtenir un avantage pécuniaire ou autre en échange des actes de nature sexuelle ou en en relation avec ceux-ci.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxii)-4.

Grossesse forcée

Éléments

1. L'auteur a détenu une ou plusieurs femmes mises enceintes de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international.

2. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxii)-5.

Stérilisation forcée

Éléments

1. L'auteur a privé une ou plusieurs personnes de la capacité biologique de se reproduire.

– Cela ne vise pas les mesures de régulation des naissances qui ont un effet non permanent dans la pratique.

2. Les actes n'étaient ni justifiés par un traitement médical ou hospitalier de la ou les personnes concernées ni accomplis avec son ou leur libre consentement.

– Il est entendu que le terme «libre consentement» ne comprend pas le consentement obtenu par la tromperie.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxii)-6.

Autres formes de violences sexuelles

Éléments

1. L'auteur a commis un acte de nature sexuelle sur une ou plusieurs personnes ou a contraint ladite ou lesdites personnes à accomplir un tel acte par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité desdites personnes de donner leur libre consentement.

2. Les actes étaient d'une gravité comparable à celle d'une infraction grave aux Conventions de Genève.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant la gravité du comportement.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxiii).

Utilisation de boucliers humains

Éléments

1. L'auteur a déplacé une ou plusieurs personnes civiles ou autres personnes protégées par le droit international des conflits armés ou a tiré parti de l'endroit où elles se trouvaient.

2. L'auteur entendait mettre un objectif militaire à l'abri d'attaques ou couvrir, favoriser ou gêner des opérations militaires.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxiv).

Attaque contre des biens ou des personnes utilisant les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève

Éléments

1. L'auteur a attaqué une ou plusieurs personnes, un ou plusieurs bâtiments, unités ou moyens de transport sanitaires ou autres biens utilisant, conformément au droit international, des signes distinctifs ou autres moyens d'identification indiquant qu'ils sont protégés par les Conventions de Genève.

2. L'auteur entendait prendre pour cible ces personnes, bâtiments, unités ou moyens de transport, ou autres biens utilisant lesdits signes distinctifs.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxv).

Fait d'affamer des civils comme méthode de guerre

Éléments

1. L'auteur a privé des civils de biens indispensables à leur survie.

2. L'auteur entendait affamer des civils comme méthode de guerre.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) b) xxvi).

Utilisation, conscription ou enrôlement d'enfants

Éléments

1. L'auteur a procédé à la conscription, à l'enrôlement d'une ou plusieurs personnes dans les forces armées nationales ou les a fait participer activement aux hostilités.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.

3. L'auteur savait ou aurait dû savoir que ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) c).

Article 8 2) c) i)-1.

Meurtre

Éléments

1. L'auteur a tué une ou plusieurs personnes.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient hors de combat ou des personnes civiles ou des membres du personnel sanitaire ou religieux ne prenant pas activement part aux hostilités.

– L'expression «personnel religieux» vise également le personnel militaire, non professionnel, non combattant, qui remplit une fonction religieuse.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) c) i)-2.

Mutilation

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à une mutilation, en particulier en les défigurant de façon définitive, en les rendant infirmes de façon permanente ou en procédant à l'ablation définitive d'un de leurs organes ou appendices.

2. Les actes n'étaient motivés ni par un traitement médical, dentaire ou hospitalier de la ou les personnes concernées ni accomplis dans son ou leur intérêt.

3. Ladite ou lesdites personnes avaient été mises hors de combat ou étaient des civils ou des membres du personnel médical ou religieux ne prenant pas activement part aux hostilités.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) c) i)-3.

Traitements cruels

Éléments

1. L'auteur a infligé à une ou plusieurs personnes une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales.

2. Ladite ou lesdites personnes avaient été mises hors de combat ou étaient des civils ou des membres du personnel médical ou religieux ne prenant pas activement part aux hostilités.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) c) i)-4.

Torture

Éléments

1. L'auteur a infligé à une ou plusieurs personnes une douleur ou des souffrances aiguës, physiques ou mentales.

2. L'auteur a infligé cette douleur ou ces souffrances afin, notamment, d'obtenir des renseignements ou des aveux, de punir, d'intimider ou de contraindre, ou pour une raison fondée sur une discrimination, quelle qu'elle soit.

3. Ladite ou lesdites personnes avaient été mises hors de combat ou étaient des civils ou des membres du personnel médical ou religieux ne prenant pas activement part aux hostilités.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) c) ii).

Atteintes à la dignité de la personne

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à des traitements humiliants ou dégradants ou autrement porté atteinte à leur dignité.

– Le mot «personnes» vise également ici les personnes décédées. Il est entendu que les victimes ne doivent pas être personnellement conscientes du caractère humiliant ou dégradant des traitements et autres violations. Cet élément tient compte des aspects pertinents du contexte culturel de la victime.

2. Les traitements humiliants ou dégradants ou autres violations étaient d'une gravité telle qu'on pouvait généralement les considérer comme des atteintes à la dignité de la personne.

3. Ladite ou lesdites personnes avaient été mises hors de combat ou étaient des civils ou des membres du personnel médical ou religieux ne prenant pas activement part aux hostilités.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) c) iii).

Prise d'otages

Éléments

1. L'auteur a capturé, détenu ou autrement pris en otage une ou plusieurs personnes.

2. L'auteur a menacé de tuer, blesser ou maintenir en détention ladite ou lesdites personnes.

3. L'auteur avait l'intention de contraindre un État, une organisation internationale, une personne physique ou morale ou un groupe de personnes à agir ou à s'abstenir d'agir en subordonnant explicitement ou implicitement la sécurité ou la mise en liberté de ladite ou desdites personnes à une telle action ou abstention.

4. Ladite ou lesdites personnes avaient été mises hors de combat ou étaient des civils ou des membres du personnel médical ou religieux ne prenant pas activement part aux hostilités.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) c) iv).

Condamnations ou exécutions en dehors de toute procédure régulière

Éléments

1. L'auteur a prononcé une condamnation ou fait exécuter une ou plusieurs personnes.

– Les éléments énoncés dans le présent document le sont sans égard aux différentes formes de responsabilité pénale individuelle visées aux articles 25 et 28 du Statut.

2. Ladite ou lesdites personnes avaient été mises hors de combat ou étaient des civils, ou des membres du personnel médical ou religieux ne prenant pas activement part aux hostilités.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant ce statut.

4. Il n'y a pas eu de jugement préalable rendu par un tribunal, ou le tribunal qui a rendu le jugement n'était pas «régulièrement constitué», en ce sens qu'il n'offrait pas les garanties essentielles en matière d'indépendance et d'impartialité, ou le tribunal n'a pas assorti son jugement des garanties judiciaires généralement reconnues comme indispensables en droit international.

– En ce qui concerne les éléments 4 et 5, la Cour devra examiner si, à la lumière de toutes les circonstances pertinentes, l'effet cumulatif des facteurs concernant les garanties équivaut à un déni du droit des personnes visées d'être jugées régulièrement.

5. L'auteur savait qu'il n'y avait pas eu de jugement préalable ou qu'il y avait eu déni des garanties pertinentes et que ces éléments étaient essentiels ou indispensables à un jugement régulier.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e).

Article 8 2) e) i).

Attaque contre des civils

Éléments

1. L'auteur a lancé une attaque.

2. L'objectif de l'attaque était une population civile en général ou des civils ne prenant pas directement part aux hostilités.

3. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque ladite population civile ou des civils ne prenant pas directement part aux hostilités.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) ii).

Attaque contre des biens ou des personnes utilisant les signes distinctifs prévus par les Conventions de Genève

Éléments

1. L'auteur a attaqué une ou plusieurs personnes, un ou plusieurs bâtiments, unités ou moyens de transport sanitaires ou autres biens utilisant, conformément au droit international, des signes distinctifs ou d'autres moyens les identifiant comme étant protégés par les Conventions de Genève.

2. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque ladite ou lesdites personnes, ledit ou lesdits bâtiments, unités ou moyens de transport ou autres biens utilisant ces signes distinctifs.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

4. L'hauteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) iii).

Attaque contre le personnel ou des biens employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix

Éléments

1. L'auteur a lancé une attaque.

2. L'objectif de l'attaque était le personnel, les installations, le matériel, les unités ou les véhicules employés dans le cadre d'une mission d'aide humanitaire ou de maintien de la paix conformément à la Charte des Nations unies.

3. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque lesdits personnel, installations, matériel, unités ou véhicules.

4. Lesdits personnel, installations, matériel, unités ou véhicules avaient droit à la protection que le droit international des conflits armés garantit aux personnes civiles et aux biens de caractère civil.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant cette protection.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) iv).

Attaque contre des biens protégés

– La présence dans la localité de personnes spécialement protégées par les Conventions de Genève de 1949 et de forces de police qui s'y trouvent à seule fin d'y maintenir l'ordre ne suffit pas à faire de cette localité un objectif militaire.

Éléments

1. L'auteur a lancé une attaque.

2. L'objectif de l'attaque était un ou plusieurs bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, qui n'étaient pas des objectifs militaires.

3. L'auteur entendait prendre pour cible de son attaque ledit ou lesdits bâtiments consacrés à la religion, à l'enseignement, à l'art, à la science ou à l'action caritative, des monuments historiques, des hôpitaux et des lieux où des malades ou des blessés sont rassemblés, qui n'étaient pas des objectifs militaires.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) v).

Pillage

Éléments

1. L'auteur s'est approprié certains biens.

2. L'auteur entendait spolier le propriétaire et s'approprier les biens en question à des fins privées ou personnelles.

– Comme l'indiquent les termes «à des fins privées ou personnelles», les appropriations justifiées par les nécessités militaires ne constituent pas un crime de pillage.

3. L'appropriation s'est faite sans le consentement du propriétaire.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) vi)-1.

Viol

Éléments

1. L'auteur a pris possession du corps d'une personne de telle manière qu'il y a eu pénétration, même superficielle, d'une partie du corps de la victime ou de l'auteur par un organe sexuel, ou de l'anus ou du vagin de la victime par un objet ou toute autre partie du corps.

– L'expression «prendre possession» se veut suffisamment large pour être dénuée de connotation sexospécifique.

2. L'acte a été commis par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité de ladite personne de donner son libre consentement.

– Il est entendu qu'une personne peut être incapable de donner son libre consentement si elle souffre d'une incapacité innée, acquise ou liée à l'âge. Cette note s'applique également aux éléments correspondants visés aux articles 8 2) e) vi-3, 5 et 6.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) vi)-2.

Esclavage sexuel

– Vu la nature complexe de ce crime, il est entendu que sa perpétration pourrait impliquer plusieurs auteurs ayant une intention criminelle commune.

Éléments

1. L'auteur a exercé l'une quelconque ou la totalité des pouvoirs découlant du droit de propriété sur une ou plusieurs personnes, par exemple en achetant, vendant, prêtant ou troquant ladite ou lesdites personnes, ou en leur imposant une privation similaire de liberté.

– Il est entendu qu'une telle privation de liberté peut, dans certaines circonstances, inclure des travaux forcés ou d'autres moyens de réduire une personne à l'état de servitude, tel qu'il est défini dans la Convention supplémentaire de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. Il est aussi entendu que le comportement décrit dans cet élément inclut la traite d'êtres humains, en particulier de femmes et d'enfants.

2. L'auteur a contraint ladite ou lesdites personnes à accomplir un ou plusieurs actes de nature sexuelle.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) vi)-3.

Prostitution forcée

Éléments

1. L'auteur a amené une ou plusieurs personnes à accomplir un ou plusieurs actes de nature sexuelle par la force, en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité desdites personnes de donner leur libre consentement.

2. L'auteur ou une autre personne a obtenu ou espérait obtenir un avantage pécuniaire ou autre en échange des actes de nature sexuelle ou en relation avec ceux-ci.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) vi)-4.

Grossesse forcée

Éléments

1. L'auteur a détenu une femme ou plusieurs femmes rendues enceintes de force, dans l'intention de modifier la composition ethnique d'une population ou de commettre d'autres violations graves du droit international.

2. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) vi)-5.

Stérilisation forcée

Éléments

1. L'auteur a privé une ou plusieurs personnes de la capacité biologique de reproduction.

– Ceci ne vise pas les mesures de régulation des naissances qui ont un effet non permanent dans la pratique.

2. Les actes n'étaient ni justifiés par un traitement médical ou hospitalier des personnes concernées ni accomplis avec leur libre consentement.

– Il est entendu que le terme «libre consentement» n'englobe pas le consentement obtenu par la tromperie.

3. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) vi)-6.

Autres formes de violences sexuelles

Éléments

1. L'auteur a commis un acte de nature sexuelle sur une ou plusieurs personnes ou a contraint ladite ou lesdites personnes à accomplir un tel acte par la force ou en usant à l'encontre de ladite ou desdites ou de tierces personnes de la menace de la force ou de la coercition, telle que celle causée par la menace de violences, contrainte, détention, pressions psychologiques, abus de pouvoir, ou bien à la faveur d'un environnement coercitif, ou encore en profitant de l'incapacité desdites personnes de donner leur libre consentement.

2. Les actes étaient d'une gravité comparable à celle d'une violation grave de l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève.

3. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant la gravité du comportement.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) vii).

Utilisation, conscription ou enrôlement d'enfants

Éléments

1. L'auteur a procédé à la conscription ou à l'enrôlement d'une ou plusieurs personnes dans une force ou un groupe armés ou les a fait participer activement aux hostilités.

2. Ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.

3. L'auteur savait ou aurait dû savoir que ladite ou lesdites personnes étaient âgées de moins de 15 ans.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) viii).

Déplacement de personnes civiles

Éléments

1. L'auteur a donné l'ordre de déplacer une population civile.

2. L'ordre n'était justifié ni par la sécurité des personnes civiles concernées ni par des nécessités militaires.

3. L'auteur occupait une fonction lui permettant de faire effectuer ce déplacement en en donnant l'ordre.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) ix).

Fait de tuer ou de blesser par traîtrise

Éléments

1. L'auteur a fait appel à la bonne foi d'un ou de plusieurs adversaires combattants ou leur a fait croire qu'ils avaient le droit de recevoir ou l'obligation d'accorder la protection prévue par les règles du droit international applicables dans les conflits armés.

2. L'auteur entendait tromper cette bonne foi ou cette confiance.

3. L'auteur a tué ou blessé ladite ou lesdites personnes.

4. L'auteur a usé de la bonne foi de ladite ou desdites personnes ou de ce qu'il leur avait fait croire pour les tuer ou les blesser.

5. Ladite ou lesdites personnes appartenaient à la partie adverse.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) x).

Déni de quartier

Éléments

1. L'auteur a déclaré qu'il n'y aurait pas de survivants ou ordonné qu'il n'y en ait pas.

2. Cette déclaration ou cet ordre a été émis pour menacer un adversaire ou pour conduire les hostilités sur la base qu'il n'y aurait pas de survivants.

3. L'auteur était dans une position de commandement ou de contrôle effectif des forces qui lui étaient subordonnées auxquelles la déclaration ou l'ordre s'adressait.

4. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

5. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) xi)-1.

Mutilation

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à une mutilation, en particulier en les défigurant de façon définitive, en les rendant infirmes de façon permanente ou en procédant à l'ablation définitive d'un de leurs organes ou membres.

2. Les actes ont causé la mort ou compromis gravement la santé physique ou mentale de ladite ou desdites personnes.

3. Les actes n'étaient ni justifiés par un traitement médical, dentaire ou hospitalier de la ou les personnes concernées ni accomplis dans son ou leur intérêt.

– Le consentement ne peut pas être invoqué comme moyen de défense pour ce crime. La définition du crime interdit toute procédure médicale qui n'est pas rendue nécessaire par l'état de santé de la personne concernée et qui n'est pas conforme aux normes médicales généralement acceptées qui seraient appliquées dans des conditions médicales analogues à des personnes ayant la nationalité de la partie procédant à l'opération et qui ne seraient en aucune manière privées de leur liberté. Cette note s'applique également à l'élément analogue visé par l'article 8 2) e) xi)-2.

4. Ladite ou lesdites personnes étaient au pouvoir d'une autre partie au conflit.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) xi)-2.

Expériences médicales ou scientifiques

Éléments

1. L'auteur a soumis une ou plusieurs personnes à une expérience médicale ou scientifique.

2. L'expérience a causé la mort ou compromis gravement la santé physique ou mentale ou l'intégrité corporelle de ladite ou desdites personnes.

3. Les actes n'étaient ni justifiés par un traitement médical, dentaire ou hospitalier de la ou les personnes concernées ni accomplis dans son ou leur intérêt.

4. Ladite ou lesdites personnes étaient au pouvoir d'une autre partie au conflit.

5. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

6. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

Article 8 2) e) xii).

Destruction ou saisie des biens de l'ennemi

Éléments

1. L'auteur a détruit ou saisi certains biens.

2. Ces biens étaient la propriété de l'adversaire.

3. Lesdits biens étaient protégés contre la destruction ou la saisie par le droit international des conflits armés.

4. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant le statut de ces biens.

5. La destruction ou la saisie n'était pas requise par des nécessités militaires.

6. Le comportement a eu lieu dans le contexte de et était associé à un conflit armé ne présentant pas un caractère international.

7. L'auteur avait connaissance des circonstances de fait établissant l'existence d'un conflit armé.

OFFENSES À CHEF D'ÉTAT

O.-L. 300 du 16 décembre 1963 — Offenses envers le chef de l'État 154
O.-L. 301 du 16 décembre 1963 — Offenses envers les chefs d'État étrangers et outrages dirigés contre les agents diplomatiques étrangers 154

16 décembre 1963. – ORDONNANCE-LOI 300 — Répression des offenses envers le chef de l'État. (*M.C.*, 1964, p. 7)

Art. 1er. — L'offense commise publiquement envers la personne du chef de l'État est punie d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de deux mille à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 2. — La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa promulgation.

---

16 décembre 1963. – ORDONNANCE-LOI 301 — Répression des offenses envers les chefs d'État étrangers et outrages dirigés contre les agents diplomatiques étrangers. (*M.C.*, 1964, p. 8)

Art. 1er. — L'offense commise publiquement envers les chefs d'État ou chefs de gouvernements étrangers est punie d'une servitude pénale de trois mois à deux ans et d'une amende de deux mille à dix mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 2. — L'outrage commis publiquement et dirigé, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, contre les agents diplomatiques accrédités près le gouvernement congolais, est puni d'une servitude pénale de quinze jours à six mois et d'une amende de deux cent cinquante à six mille francs, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 3. — La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa promulgation.

ORDRE PUBLIC ET BONNE MŒURS

Ord. du 10 octobre 1910 — Voies ferrées – Jet de débris 155
Ord. du 27 mars 1911 — Voie publique – Jet de bouteilles et fragments de verre 155
Ord. 64/Cont. du 16 septembre 1925 — Tapage nocturne 155
Ord. 57/APAJ du 10 juin 1939 — Ivresse publique 155
Ord. 11-2 du 14 février 1959 — Voie publique – Désordres 155
Ord. 21-84 du 14 février 1959 — Interdiction de retenir certaines pièces ou documents officiels 156
Ord. 23-216 du 4 mai 1959 — Protection de l'enfance – Projections cinématographiques publiques 156
O.-L. 11-130 du 25 mars 1960 — Milices privées 157
Décr. du 16 juin 1960 — Collectes 158
D.-L. du 14 janvier 1961 — Propagandes subversives 159
Ord. 75-153 du 31 mai 1975 — Heures d'ouverture des débits de boissons et interdiction des night-clubs 159

10 octobre 1910. – ORDONNANCE — Jet de débris le long des voies ferrées. – Défense. (*B.O.,* 1911, p. 545)

Art. 1er. — Seront punis d'une amende de 10 à 100 francs et d'une servitude pénale de un à quatre jours ou d'une de ces peines seulement: ceux qui, le long d'une voie ferrée, auront, sans y avoir été autorisés par l'administration du chemin de fer, jeté, déposé, ou abandonné ou fait jeter, déposer ou abandonner des boîtes, bouteilles vides et autres objets quelconques de nature à blesser toute personne longeant la voie ferrée.

Art. 2. — La présente ordonnance entrera immédiatement en vigueur.

Art. 3. — Le directeur de la justice est...

---

27 mars 1911. – ORDONNANCE — Jet de bouteilles et fragments de verre sur la voie publique. – Défense. (*B.O.*, 1911, p. 546)

Art. 1er. — Quiconque aura jeté ou déposé sur ou à côté des voies de communication, ou en général aux endroits non réservés à cet effet, des bouteilles vides et tous autres objets en verre et fragments de verre pouvant causer des blessures aux piétons ou aux animaux domestiques, sera passible d'une peine de 25 à 200 francs d'amende et d'une servitude pénale de un à sept jours, ou d'une de ces peines seulement.

Art. 2. — La présente ordonnance entrera en vigueur ce jour.

Art. 3. — Le directeur de la justice est chargé, etc.

---

16 septembre 1925. – ORDONNANCE 64/Cont. — Tapage nocturne. (*B.A.C.*, 1925, p. 552)

Art. 1er. — Sera puni d'une amende de 10 à 200 francs, quiconque se sera rendu coupable de bruits et tapages nocturnes de nature à troubler la tranquillité des habitants.

Art. 2. — En cas de récidive dans l'année qui suit une condamnation encourue en vertu des présentes dispositions, l'infraction sera punie d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Art. 2*bis*. [*Ord. du 28 mars 1942.* — Les infractions à la présente ordonnance peuvent être jugées par les juridictions indigènes dans les limites de leur compétence.]

Art. 3. — L'arrêté du 7 mars 1893 sur le tapage nocturne, est abrogé.

---

10 juin 1939. – ORDONNANCE 57/APAJ — Ivresse publique. – Répression. (*B.A.*, 1939, p. 491)

Art. 1er. — Sera puni d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas deux mille francs ou d'une de ces peines seulement, quiconque sera trouvé dans un état apparent d'ivresse dans les rues, places, chemins, débits de boissons, salles de spectacles et autres lieux publics ainsi que dans les lieux non clôturés sur lesquels le public peut avoir directement vue.

Art. 2. — Seront punis des mêmes peines les débitants de boissons, ainsi que leurs préposés, qui auront servi, dans l'exercice de leur commerce, des boissons enivrantes à des personnes manifestement ivres.

Art. 3. — Les infractions à la présente ordonnance peuvent être jugées par des juridictions indigènes, dans les limites de leur compétence.

Art. 4. — L'ordonnance du 8 mai 1923 sur l'ivresse publique est abrogée.

---

14 février 1959. – ORDONNANCE 11-2 — Désordres sur la voie publique. (*B.A.*, 1959, p. 530)

Art. 1er. — Tous ceux qui seront trouvés sur la voie publique causant du désordre par des cris, des chants, des querelles, attroupe-

ments ou de quelque autre manière, pourront être détenus, pendant le temps nécessaire et durant vingt-quatre heures au maximum, sur ordre de l'autorité administrative du lieu ou de ses délégués.

Art. 2. — L'arrêté du 6 septembre 1898 est abrogé.

---

14 février 1959. – ORDONNANCE 21-84 — Interdiction de retenir certaines pièces ou documents officiels. (*B.A.*, 1959, p. 531)

Art. 1er. — Tout certificat, document ou reçu officiel prouvant qu'une personne a satisfait à une obligation légale ou réglementaire vis-à-vis de l'autorité et dont l'absence peut l'exposer personnellement ou exposer l'agent de l'autorité ayant l'obligation de le délivrer à des poursuites, doit rester en sa possession; il en est de même de toute attestation ou autorisation remise par un agent de l'autorité constatant dans le chef de son titulaire, l'exercice d'un droit.

Art. 2. — Quiconque aura retenu l'une ou l'autre de ces pièces contre le gré de celui qui en est porteur, ou sans motif légal ou plausible, sera puni d'une peine de deux mois au maximum de servitude pénale et d'une amende de 2.000 francs au maximum ou d'une de ces peines seulement.

Art. 3. — L'ordonnance 60/A.I.M.O. du 2 avril 1935 est abrogée.

---

4 mai 1959. – ORDONNANCE 23-216 — Protection de l'enfance en matière de projections cinématographiques publiques. (*B.A.*, 1959, p. 1157)

Art. 1er. — Il est interdit aux mineurs, âgés de moins de dix-huit ans accomplis, d'assister aux spectacles cinématographiques ouverts au public.

Toutefois cette interdiction ne s'applique pas aux spectacles où sont exclusivement projetés des films autorisés par une commission de contrôle siégeant à Kinshasa, dont le président et les membres sont nommés par ordonnance du président de la République ou par arrêté du ministre de la Justice.

Art. 2. — Les bandes de lancement ne peuvent être projetées devant des mineurs de moins de dix-huit ans que si elles ont été autorisées par la commission mentionnée à l'article 1er, à moins qu'elles ne concernent un film déjà admis.

Art. 3. — Les représentations cinématographiques doivent être annoncées au public; la mention «enfants admis» ou «enfants non admis» est obligatoirement inscrite de manière très apparente à l'entrée de l'établissement cinématographique et sur toute affiche, annonce et programme.

Art. 4. — Les films dont la projection devant des mineurs de moins de dix-huit ans n'a pas été autorisée par la commission de contrôle ne peuvent être présentés que dans des locaux aménagés de manière à ce que le spectacle ne puisse pas être vu de l'extérieur.

Dans les locaux ne répondant pas à ce critère, seuls pourront être projetés des films admis par la commission de contrôle.

Art. 5. — La commission chargée de délivrer les autorisations pour la projection de films devant les mineurs siège normalement au nombre fixe de cinq membres.

En cas de défaillance d'un des membres dûment convoqués, la commission pourra siéger au nombre de quatre membres, avec voix prépondérante du président en cas de partage des voix.

Un délégué de l'industrie cinématographique, agréé par le ministre de la Justice, est autorisé à assister, à titre consultatif, aux réunions de la commission.

La commission se réunit sur convocation du président ou de son remplaçant. Le ministre de la Justice désigne les personnes qui remplacent le président en cas d'absence ou d'empêchement.

Art. 6. — Le ministère de l'information est chargée de la conservation des archives de la commission. Le ministre désigne l'agent placé sous ses ordres qui remplit les fonctions de secrétaire de la commission.

Art. 7. — Les personnes qui sollicitent l'autorisation de projeter un film devant les mineurs de moins de dix-huit ans, présentent à la commission le film complet ainsi que le scénario en double exemplaire.

Le président de la commission peut néanmoins, s'il le juge opportun, dispenser de présenter le scénario.

La commission prend sa décision soit sur le seul examen du scénario, soit après vision du film.

Les films peuvent être acceptés moyennant coupures. Celles-ci sont indiquées avec précision par la commission.

Les coupures restent en dépôt au siège de la commission jusqu'au moment où le déposant du film restitue la carte qui lui a été délivrée.

Art. 8. — Un film refusé peut, après modification, être représenté à la commission, à condition que la demande formulée à cet effet soit accompagnée d'une indication précise des modifications qui y ont été apportées.

L'autorisation préalable du président est requise pour pouvoir représenter le film devant la commission après un second refus.

Art. 9. — La présentation d'un film à la commission de contrôle est assujettie au paiement, par la personne ou l'organisme qui le présente, d'une redevance fixée à 5 francs par minute de projection.

La redevance est réduite de moitié pour toute présentation effectuée dans les conditions prévues par l'article 8, c'est-à-dire après refus.

Sont exemptés du paiement de cette redevance:

1° les films présentés à la commission de contrôle par des services officiels qui en assurent eux-mêmes la distribution;

2° les films documentaires ou didactiques.

Art. 10. — La commission statue avec toute la rapidité possible et communique les décisions aux déposants; ces décisions ne doivent pas être motivées.

Le secrétaire tient registre de toutes les décisions intervenues.

Art. 11. — Les décisions de la commission sont sans appel.

Art. 12. — La mention de l'autorisation, avec sa date, son numéro, la signature du président de la commission et le sceau de celle-ci,

sont apposés sur une carte spéciale délivrée par la commission, ainsi que sur l'un des exemplaires du scénario si la présentation de celui-ci a été exigée.

Ce scénario et la carte sont remis au déposant; ces documents doivent accompagner le film dans tous ses déplacements et être- présentés à toute réquisition de l'autorité ainsi que des membres de la commission ou des délégués de celle-ci.

Le second exemplaire du scénario reste en dépôt dans les archives de la commission.

Art. 13. — Les films agréés doivent être munis d'une bande placée en tête du film et mentionnant l'autorisation accordée ainsi que son numéro. Cette bande est délivrée par la commission aux frais du déposant.

Art. 14. — L'autorisation de représenter un film devant des mineurs de moins de dix-huit ans n'est valable que pour autant que les prescriptions des articles 12 et 13 soient observées.

En cas d'inobservation des dispositions qui précèdent, l'autorisation peut être suspendue par la commission.

Art. 15. — Les membres de la commission et les délégués régionaux de celle-ci ont libre accès à tout spectacle cinématographique public.

Ils sont munis à cet effet d'une carte spéciale annuelle délivrée par le président. Cette carte est personnelle et incessible.

Les administrateurs de territoire ou leurs remplaçants ont d'office la qualité de délégués régionaux de la commission.

Art. 16. — Il est interdit:

1° de soumettre à nouveau, sous un autre titre, à la commission, un film qui a déjà fait l'objet d'un examen antérieur;

2° de laisser en circulation des films dont l'autorisation a été révoquée par la commission. Dès qu'ils ont été avisés de cette révocation, les loueurs sont tenus de restituer immédiatement le scénario visé ainsi que la carte d'autorisation qui leur ont été livrés;

3° de faire subir des modifications quelconques aux films tels qu'ils ont été autorisés, aussi longtemps qu'ils sont destinés aux spectacles pour familles et enfants.

Art. 17. — Une autorisation permanente de projeter tous ou certains films d'actualité, sans obligation de les soumettre au préalable à la commission, pourra être accordée aux propriétaires, distributeurs ou exploitants de ces films à charge pour ceux-ci de procéder éventuellement eux-mêmes à certaines coupures suivant les directives qui leur seront données par la commission. Cette autorisation peut être révoquée à tout moment et sans préavis.

Art. 18. — Les films qui ont été, antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, admis ou validés par la commission de contrôle pour la protection de l'enfance créée par l'ordonnance 13-243 du 5 juillet 1955 sont assimilés, sans autre formalité, aux films dont la projection en présence de mineurs âgés de moins de 18 ans est autorisée en exécution de la présente ordonnance.

Toutefois, la commission prévue à l'article 1er peut, lorsqu'elle le juge utile, révoquer l'autorisation antérieure et faire soumettre à son contrôle les films visés à l'alinéa précédent.

Art. 19. — Les exploitants ou gérants des établissements cinématographiques et leurs préposés sont tenus de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution des prescriptions de la présente ordonnance et l'observation des décisions des commissions de contrôle dans leur établissement.

Ils ne peuvent admettre aux spectacles qui y sont représentés que les personnes autorisées à y assister.

En cas d'inexécution de leurs obligations, ils sont passibles des peines comminées à l'article suivant.

De plus la fermeture de l'établissement où l'infraction a été commise pourra être prononcée par le tribunal pour un terme de trois mois au maximum.

Art. 20. — Toute infraction aux dispositions de la présente ordonnance est punissable d'une peine de servitude pénale d'un mois au maximum et d'une amende qui ne pourra dépasser deux mille francs, ou de l'une de ces peines seulement.

Art. 21. — Les ordonnances 13-243 du 5 juillet 1955, 13-333 du 27 octobre 1955, et 13-249 du 16 août 1956 sont abrogées.

Art. 22. — La présente ordonnance entrera en vigueur le 4 mai 1959.

---

25 mars 1960. – ORDONNANCE-LOI 11-130 — Mesures intéressant la sécurité publique (Milices privées). (*M.C.*, 1960, p. 944)

Art. 1er. — Sont interdites toutes milices privées ou toute autre organisation de particuliers dont l'objet est de recourir à la force, ou de suppléer l'armée ou la police, de s'immiscer dans leur action ou de se substituer à elles.

Des exceptions à cette interdiction peuvent être autorisées par le gouvernement au profit d'organisations non politiques.

Art. 2. — Sont aussi interdites les exhibitions en public de particuliers en groupe qui, soit par les exercices auxquels ils se livrent, soit par l'uniforme ou les pièces d'équipement qu'ils portent, ont l'apparence de forces militaires.

Des exceptions à cette interdiction peuvent être autorisées par le gouvernement au profit d'organisations ou de groupements non politiques.

Art. 3. — Sont punis d'une servitude pénale de quinze jours à six mois et d'une amende de 100 à 2.000 francs ou d'une de ces peines seulement, ceux qui créent une milice ou une organisation en violation de l'article 1er, ceux qui organisent une exhibition en violation de l'article 2, ceux qui leur prêtent un concours quelconque et ceux qui en font partie.

Les uniformes et insignes distinctifs de ceux qui font partie de groupements illicites ou de ceux qui s'exhibent en public, sont saisis ainsi que leurs armes, leurs véhicules, leur matériel et tous objets leur servant ou destinés à leur servir. Le tribunal ordonne la confiscation des objets visés par le présent article, même s'ils n'appartiennent pas au condamné.

Art. 4. — Sont punis d'une servitude pénale de huit jours à six mois et d'une amende qui peut être portée à cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, au cours d'une manifestation ou

à l'occasion d'une manifestation, au cours d'une réunion ou à l'occasion d'une réunion sont trouvés porteurs d'un objet dangereux pour la sécurité publique.

Si l'objet est une arme, la servitude pénale sera de deux mois à un an et l'amende de deux cents à trois mille francs.

L'objet est saisi et la confiscation en est prononcée, même s'il n'appartient pas au condamné.

Art. 5. — Par mesure transitoire, un délai de deux mois est accordé pour l'introduction des demandes d'autorisation faites, en application de l'alinéa 2 des articles 1er et 2, au profit d'organisations ou de groupements non politiques existant à la date d'entrée en vigueur de la présente ordonnance législative.

Art. 6. — La présente ordonnance législative entrera en vigueur le 1er avril 1960.

---

16 juin 1960. – DÉCRET – Collectes. — Approbation de l'ordonnance-loi 11-906 du 1er décembre 1959. (*M.C.*, 1960, p. 2033)

Art. 1er. — La présente ordonnance législative s'applique aux collectes de fonds ou d'objets quelconques qui se font à domicile, sur la voie publique ou en tout autre lieu public, à l'exception des édifices du culte.

Art. 2. — Les collectes sont soumises à l'autorisation préalable:

a) de l'administrateur de territoire, du premier bourgmestre ou du bourgmestre, si elles n'ont lieu que dans un territoire, dans une ville ou dans une commune;

b) du gouverneur de province ou de son délégué quand elles se font dans plus d'un territoire ou d'une ville;

c) du gouverneur général ou de son délégué quand elles s'étendent sur plus d'une province.

Art. 3. — Ne peuvent être autorisées que les collectes dont le produit est exclusivement destiné, à des actes de piété ou de bienfaisance, à l'encouragement des sciences, des arts ou des lettres, ou à tout autre but d'utilité publique.

Art. 4. — La demande d'autorisation est signée par la ou les personnes qui organisent la collecte. Elle mentionne:

a) l'identité et la résidence des organisateurs;

b) le caractère de la collecte: collecte à domicile, sur la voie publique ou en tout autre lieu public;

c) les limites territoriales dans lesquelles elle doit avoir lieu;

d) le temps pendant lequel elle doit se faire;

e) la destination des fonds ou des objets à recueillir.

Si elle est adressée à l'administrateur de territoire, au premier bourgmestre ou au bourgmestre, la demande spécifie en outre l'identité et la résidence des personnes appelées à faire la collecte.

Art. 5. — L'acte portant autorisation d'organiser la collecte spécifie:

a) les noms des organisateurs;

b) le caractère et la limite territoriale de la collecte;

c) le temps pendant lequel il peut y être procédé;

d) la destination des fonds ou des objets à recueillir.

Si la collecte doit se produire sur la voie publique ou en tout autre lieu public, l'acte spécifie en outre les conditions que l'autorité compétente aura jugé utile d'imposer pour assurer la tranquillité et l'ordre publics.

Art. 6. — § 1er. Aucune personne ne peut faire la collecte si elle n'a préalablement été agréée par l'administrateur du territoire, le premier bourgmestre de la ville ou le bourgmestre de la commune où elle doit collecter.

Si la collecte, a été autorisée par l'une des autorités visées aux lettres *b* et *c* de l'article 2, les organisateurs produiront à l'administrateur de territoire, au premier bourgmestre ou au bourgmestre compétent une liste des personnes à agréer, avec mention de la résidence et de l'identité de chacune d'elles ainsi qu'une copie certifiée conforme de l'acte d'autorisation.

§ 2. L'agréation peut être refusée à toute personne qui ne présente pas des garanties morales suffisantes.

§ 3. Il est établi un acte d'agréation pour chaque collecteur. Cet acte mentionne:

a) l'identité du collecteur;

b) l'acte portant autorisation de collecter;

c) le temps pendant lequel la collecte peut être faite;

d) la destination des fonds ou des objets à recueillir.

§ 4. Tout collecteur est tenu d'exhiber, à la réquisition de tout agent de l'autorité, l'acte par lequel il a été agréé à ce titre.

§ 5. L'agréation peut être retirée au collecteur qui aura contrevenu à la disposition du paragraphe 4 ou qui aura transgressé les conditions imposées en vertu du deuxième alinéa de l'article 5, ou qui serait sous le coup de poursuites pour une infraction commise, à l'occasion de la collecte.

Art. 7. — Quelle que soit l'autorité qui a autorisé la collecte, l'administrateur de territoire, le premier bourgmestre ou le bourgmestre peut, lorsque la collecte provoque du désordre, ou que les organisateurs sont sous le coup de poursuites pour une infraction commise à l'occasion de la collecte, interdire provisoirement ou définitivement de continuer à y procéder.

Art. 8. — L'autorité qui a autorisé la collecte peut, afin de s'assurer que l'intégralité des fonds ou des objets recueillis a bien reçu l'affectation indiquée à l'acte d'autorisation, exiger des organisateurs, ou de ceux qui leur ont succédé dans leurs fonctions, la production des comptes relatifs à la collecte et des pièces témoignant de la destination donnée au produit de celle-ci.

Ce droit peut s'exercer pendant un an à compter de l'expiration du terme pendant lequel la collecte pouvait être faite.

Art. 9. — § 1er. Seront punis d'une servitude pénale de deux mois au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas deux mille francs ou d'une de ces peines seulement:

a) ceux qui auront fait une collecte non autorisée;

b) ceux qui auront contrevenu à l'interdiction formulée en vertu de l'article 7;

c) ceux qui auront employé le produit ou une partie du produit d'une collecte à une fin autre que celle indiquée dans l'acte d'autorisation.

§ 2. Seront punis d'une servitude pénale de quinze jours au maximum et d'une amende qui ne dépassera pas cinq cents francs, ou d'une de ces peines seulement:

a) ceux qui auront fait une collecte autorisée sans avoir été agréés comme collecteurs ou après que l'agréation leur ait été retirée;

b) ceux qui auront refusé de produire les comptes et les pièces dont il est question à l'article 8.

§ 3. Sans, préjudice de l'application des articles 21 et 22 du Code pénal, seront punis des peines prévues au paragraphe précédent, ceux qui auront proposé à quelqu'un de faire une collecte non autorisée.

Art. 10. — La présente ordonnance législative entrera en vigueur le 15 décembre 1959.

---

14 janvier 1961. – DÉCRET-LOI — Propagandes subversives. — Répression. (*M.C.*, 1961, p. 32)

Art. 1er. — Quiconque sera convaincu d'avoir, par des moyens quelconques, fait acte de propagande subversive, en préconisant le recours à la violence pour transformer l'ordre politique ou l'ordre social établis, sera puni d'une servitude pénale de six mois à cinq ans et d'une amende de deux cents à deux mille francs.

Art. 2. — Les associations ou groupements de fait qui, par des moyens quelconques, font acte de propagande subversive au sens de l'article précédent, sont dissous de plein droit.

La nullité de ces associations ou groupements est constatée par ordonnance du président de la République.

Art. 3. — Quiconque aura participé au maintien ou à la reconstitution directe ou indirecte d'une association ou d'un groupement dissous, aura assisté à ses réunions ou aura prêté assistance à ses opérations, sera puni d'une servitude pénale de six mois à deux ans et d'une amende de deux cents à deux mille francs.

Art. 4. — Le présent décret-loi entrera en vigueur le jour de sa publication.

---

31 mai 1975. – ORDONNANCE 75-153 réglementant les heures d'ouverture des débits de boissons et portant interdiction des night-clubs sur toute l'étendue de la République. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1975, p. 927)

Art. 1er. [*Ord. 75-154 du 23 juin 1975, art 1er.* — Les heures d'ouverture de tous débits de boissons quelconques, sont fixées comme suit sur tout le territoire de la République:

1) de 18 heures à 23 heures, du lundi au vendredi, la vente de boissons devant cependant prendre fin dès 22 heures;

2) le samedi et veille des jours fériés légaux à partir de 18 heures jusqu'au lendemain à 6 heures du matin;

3) le dimanche et jours fériés légaux à partir de 11 heures du matin jusqu'à 24 heures, la vente de boisson devant cependant prendre fin dès 23 heures.]

Art. 2. — Pour l'application de la présente ordonnance et des mesures prises pour son exécution, on entend par:

1) boissons alcooliques: toutes boissons distillées fermentées ou de préparation coutumière;

2) boissons distillées: toutes boissons contenant de l'alcool de distillation et alcool éthylique non rénaturé (alcool bon goût) titrant moins de 80°;

3) boissons fermentées: toutes boissons contenant exclusivement de l'alcool de fermentation à l'exclusion des boissons de préparation coutumière définies ci-dessous.

Il est fait abstraction des minimes quantités d'alcool de distillation qui sont ajoutées à des boissons fermentées pour en assurer la conservation;

4) boissons de préparation coutumière: toutes boissons fermentées récoltées, préparées ou fabriquées selon les méthodes coutumières telles que: vin de palme, bière de bananes, d'éleusine, de maïs, d'ananas, de sucre de canne, de riz, etc.;

5) débiter: vendre au détail pour la consommation sur place des boissons alcooliques.

Art. 3. — Sont considérés comme débits de boissons au sens de l'article 2 ci-dessus, tous les cafés, bars, bars-dancings, buvettes, brasseries, bars d'hôtel, bars de restaurant et assimilés, bars de cantines, de mess, de casino, de clubs privés même constitués en A.S.B.L. La présente énumération n'est pas limitative.

Art. 4. — Les bars destinés aux voyageurs dans les aérodromes et installations portuaires à l'usage des voyageurs ne tombent pas sous le coup de la présente ordonnance, mais restent toutefois soumis à l'interdiction de débit de boissons alcooliques avant 18 heures du lundi au vendredi et avant les heures indiquées à l'article premier, 2, les samedis, dimanches et jours fériés légaux.

Art. 5. — Par dérogation aux dispositions précédentes, le débit et la consommation des boissons alcooliques sont autorisés chaque jour;

1) dans les restaurants et snack-bars entre 12 heures et 15 heures et entre 18 heures et 24 heures;

2) dans les bars-dancings attenant aux établissements hôteliers et aux restaurants de classe internationale ou semi-internationale au-delà des heures réglementaires.

Dans les cas exceptionnels, le débit et la consommation des boissons alcooliques peuvent être autorisés au-delà des heures réglementaires dans les autres bars-dancings par le commissaire de zone dans les zones urbaines ou par le chef de collectivité dans les autres zones.

Art. 6. — Les night-clubs (boîtes de nuit) et les maisons de passe et de tolérance sont interdits sur tout le territoire de la République.

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

1) night-clubs (boîtes de nuit): tous les établissements de plaisir ouverts la nuit où l'on débite et consomme les boissons alcooliques et où l'on danse et assiste à des spectacles de tous genres;

2) maisons de passe ou de tolérance: tous les établissements aménagés pour la prostitution.

Art. 7. — Dans tous les cas, les gérants ou débitants doivent, au-delà de minuit, se conformer à la législation sur le tapage nocturne.

Art. 8. — Les gérants ou débitants qui contreviennent aux dispositions de la présente ordonnance ou de ses mesures d'exécution sont punis d'une peine de servitude pénale de 6 mois à 5 ans et d'une amende de 100 à 500 zaïres (taux fixé compte tenu de la majoration des amendes pénales prévue par le décret-loi du 13 mars 1965) ou d'une de ces peines seulement.

Indépendamment de la peine, l'autorité territoriale peut procéder au retrait de la licence d'exploitation.

Art. 9. — La présente ordonnance entre en vigueur à la date du 1er juin 1975.

ROULAGE

SOMMAIRE

Code de la route 161
Dispositions particulières. 244
Permis de conduire 247
Prévention et sécurité routières 250

Code de la route

30 août 1978. – LOI 78-022 portant nouveau Code de la route. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1979, p. 5)

LIVRE PREMIER
DE LA RÉGLEMENTATION SUR LA CIRCULATION ROUTIÈRE

TITRE Ier
DES DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art. 1er. — *Champ d'application*

1.1. La présente loi régit la circulation sur la voie publique, des piétons, des véhicules, ainsi que des animaux de trait, de charge ou de selle et des bestiaux.

1.2. Les véhicules sur rails empruntant la voie publique ne tombent pas sous l'application de la présente loi.

Art. 2. — *Définitions*

2.1. Le terme «véhicule en circulation internationale» signifie que ce véhicule:

1. appartient à une personne physique ou morale qui a sa résidence hors du territoire zaïrois;

2. n'est pas immatriculé en République du Zaïre;

3. y est temporairement importé.

Toutefois, tout véhicule appartenant à une personne physique ou morale, qui a sa résidence transférée au Zaïre, même temporairement, n'est pas considéré comme étant en «circulation internationale» et doit, par conséquent, être immatriculé en République du Zaïre.

2.2. Un ensemble de véhicules est dit en «circulation internationale» si l'un au moins des véhicules qui le composent répond à la définition.

2.3. Le terme «agglomération» désigne un espace qui comprend des immeubles bâtis et dont les entrées et les sorties sont spécialement désignées comme telles.

2.4. Le terme «route» désigne toute l'emprise de tout chemin ou rue ouvert à la circulation publique.

2.5. Le terme «chaussée» désigne la partie de la route normalement utilisée pour la circulation des véhicules; une route peut comporter plusieurs chaussées nettement séparées l'une de l'autre, notamment par un terre-plein central ou une différence de niveau.

2.6. Sur les chaussées où une voie latérale ou une piste ou des voies latérales ou des pistes sont réservées à la circulation de certains véhicules, le terme «bord de la chaussée» désigne, pour les autres usagers de la route, le bord du reste de la chaussée.

2.7. Le terme «voie» désigne l'une quelconque des bandes longitudinales, matérialisées ou non par des marques routières longitudinales, mais ayant une largeur suffisante pour permettre l'écoulement d'une file d'automobiles autres que des motocycles, en lesquelles peut être subdivisée la chaussée.

2.8. Le terme «intersections» ou «carrefour» désigne toute croisée à niveau, jonction ou bifurcation de routes, y compris les places formées par de telles croisées, jonctions ou bifurcations.

2.9. Le terme «place» désigne tout espace étendu où aboutissent plusieurs voies publiques et dans lequel la disposition des lieux est telle que la circulation se fait normalement en tout sens. La place est une voie publique distincte de celles qui y aboutissent.

2.10. Le terme «sentier» désigne une voie publique étroite qui ne permet que la circulation de piétons et de véhicules n'exigeant pas un espace plus large que celui nécessaire aux piétons.

2.11. Le terme «chemin de terre» désigne une voie publique plus large qu'un sentier et qui n'est pas aménagée pour la circulation des véhicules en général.

2.12. Le terme «voie piétonnière» désigne une voie réservée exclusivement à la circulation des piétons.

2.13. Le terme «passage à niveau» désigne tout croisement à niveau d'une route et d'une voie de chemin de fer ou de tramway à plateforme indépendante.

2.14. Le terme «autoroute» désigne une route qui est spécialement conçue et construite pour la circulation automobile, qui ne dessert pas les propriétés riveraines et qui:

1. sauf en des points singuliers ou à titre temporaire, comporte, pour les deux sens de la circulation, des chaussées distinctes séparées l'une de l'autre par une bande de terrain non destinée à la circulation ou, exceptionnellement, par d'autres moyens;

2. ne croise à niveau ni route, ni voie de chemin de fer ou de tramway, ni chemin pour la circulation des piétons;

3. est spécialement signalée comme étant une autoroute.

2.15. Un véhicule est dit:

1. «à l'arrêt» lorsqu'il est immobilisé pendant le temps nécessaire pour prendre ou déposer des personnes ou charger ou décharger des choses;

2. «en stationnement» lorsqu'il est immobilisé pour une raison autre que la nécessité d'éviter un conflit avec un autre usager de la route ou un obstacle ou d'obéir aux prescriptions de la réglementation de la circulation et que son immobilisation ne se limite pas au temps nécessaire pour prendre ou déposer des personnes ou des choses.

Tout véhicule en stationnement dans les conditions définies au 2° ci-dessus, dont la durée ne dépasse pas 2 minutes, est considéré comme étant «à l'arrêt».

2.16. Le terme «cycle» désigne tout véhicule qui a deux roues au moins et qui est propulsé exclusivement par l'énergie musculaire des personnes se trouvant sur ce véhicule, notamment à l'aide de pédales ou de manivelles.

2.17. Le terme «cyclomoteur» désigne tout véhicule à deux ou trois roues qui est pourvu d'un moteur thermique de propulsion de cylindrée au plus égale à 50 cm^3 et dont la limite de vitesse, par construction, n'excède pas 50 km à l'heure.

2.18. Le terme «motocycle» désigne tout véhicule à deux roues, avec ou sans side-car, pourvu d'un moteur de propulsion. Les véhicules à trois roues dont le poids à vide n'excède pas 400 kg sont considérés comme «motocycles».

2.19. Le terme «véhicule à moteur» désigne, à l'exception des cyclomoteurs et des véhicules qui se déplacent sur rails, tout véhicule pourvu d'un moteur de propulsion et circulant sur route par ses moyens propres.

2.20. Le terme «automobile» désigne ceux des véhicules à moteur qui servent normalement au transport sur route de personnes ou de choses ou à la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de choses. Il n'englobe pas les véhicules, tels que les tracteurs agricoles, dont l'utilisation pour le transport sur route de personnes ou de choses ou à la traction sur route de véhicules utilisés pour le transport de personnes ou de choses n'est qu'accessoire.

2.21. Le terme «remorque» désigne tout véhicule destiné à être attelé à un véhicule à moteur; ce terme englobe les semi-remorques.

2.22. Le terme «semi-remorques» désigne toute remorque destinée à être accouplée à une automobile de telle manière qu'elle repose en partie sur celle-ci et qu'une partie appréciable de son poids et du poids de son chargement soit supportée par ladite automobile.

2.23. Le terme «remorque légère» désigne toute remorque dont le poids maximal autorisé n'excède pas 750 Kg;

2.24. Le terme «ensemble de véhicules» désigne des véhicules couplés qui participent à la circulation routière comme une unité.

2.25. Le terme «véhicule articulé» désigne l'ensemble de véhicules constitué par une automobile et une semi-remorque accouplée à cette automobile.

2.26. Le terme «conducteur» désigne toute personne qui assume la direction d'un véhicule, automobile ou autre (cycle compris), ou qui, sur une route, guide des bestiaux, isolés ou en troupeaux, ou des animaux de trait, de charge ou de selle.

2.27. Le terme «poids maximal autorisé» désigne le poids maximal du véhicule chargé, déclaré admissible conformément aux dispositions du règlement technique des véhicules automobiles.

2.28. Le terme «poids à vide» désigne le poids du véhicule sans équipage, passagers, ni chargement, mais avec son plein de carburant et son outillage normal de bord.

2.29. Le terme «poids en charge» désigne le poids effectif du véhicule tel qu'il est chargé, l'équipage et les passagers restant à bord.

2.30. Les termes «sens de la circulation» et «correspondant au sens de la circulation» désignent la droite lorsque le conducteur d'un véhicule doit croiser un autre véhicule en laissant ce véhicule à sa gauche.

2.31. L'obligation pour le conducteur d'un véhicule de «céder le passage» à d'autres véhicules signifie que ce conducteur ne doit pas continuer sa marche ou sa manœuvre ou la reprendre si cela risque d'obliger les conducteurs d'autres véhicules à modifier brusquement la direction ou la vitesse de leurs véhicules.

2.32. Le terme «règlement technique des véhicules automobiles» désigne le règlement général qui fixe les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.

2.33. Le terme «règlement technique des cyclomoteurs et motocyclettes» désigne le règlement général qui fixe les conditions techniques auxquelles doivent répondre les cyclomoteurs, les motocyclettes ainsi que leurs remorques.

Art. 3. — *Valeur de la signalisation et des règles de circulation*

3.1. Les usagers de la route doivent se conformer aux prescriptions indiquées par les signaux routiers, les signaux lumineux de circulation ou les marques routières, lorsque ceux-ci sont réguliers en la forme, suffisamment visibles et placés conformément aux prescriptions de la présente loi.

3.2. La signalisation routière prévaut sur les règles de circulation.

3.3. Le fonctionnement des signaux lumineux de circulation à un endroit déterminé y rend sans effet les signaux routiers relatifs à la priorité qui sont placés sur la même voie, excepté le feu jaune-orange clignotant.

Art. 4. — *Agents qualifiés*

Les agents qualifiés pour veiller à l'exécution des lois relatives à la police de la circulation routière ainsi que des règles prises en exécution de celle-ci sont:

1. le personnel de la brigade routière ou de la gendarmerie;

2. les fonctionnaires et agents de certaines administrations dûment investis d'un mandat de police judiciaire, dans la limite de leur compétence territoriale et dans l'exercice de leurs fonctions;

3. le personnel de la police militaire lorsqu'il est requis pour régler la circulation ou lorsqu'il règle le mouvement des colonnes militaires.

Art. 5. — *Injonctions des agents réglant la circulation*

5.1. Les agents réglant la circulation doivent être facilement reconnaissables et visibles à distance, de nuit comme de jour.

5.2. Sont notamment considérées comme injonctions des agents réglant la circulation:

1. le bras levé verticalement:

ce geste, qui peut être accompagné d'un coup de sifflet prolongé mais non strident, signifie «attention, arrêt» pour tous les usagers de la route, sauf pour les conducteurs qui ne pourraient plus s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisante.

Si ce geste est fait dans une intersection, il n'impose pas l'arrêt aux conducteurs déjà engagés dans l'intersection;

2. le bras ou les bras tendus horizontalement: ce geste signifie «arrêt» pour tous les usagers de la route qui viennent, quel que soit le sens de leur marche, de directions coupant celle qui est indiquée par le ou les bras tendus.

Après avoir fait ce geste, l'agent réglant la circulation pourra abaisser le bras ou les bras. Pour les conducteurs se trouvant en face de l'agent ou derrière, ce geste signifie également «arrêt»;

3. le balancement transversal d'un feu rouge: ce geste signifie «arrêt» pour les conducteurs vers lesquels le feu est dirigé.

Art. 6. — *Force obligatoire des injonctions des agents réglant la circulation*

6.1. Les usagers de la route doivent obtempérer immédiatement à toute injonction des agents réglant la circulation.

6.2. Les injonctions des agents réglant la circulation prévalent sur les prescriptions indiquées par les signaux routiers, les signaux lumineux de circulation ou les marques routières, ainsi que sur les règles de circulation.

6.3. Tout conducteur d'un véhicule à l'arrêt ou en stationnement est tenu de le déplacer dès qu'il en est requis par un agent réglant la circulation. En cas de refus du conducteur ou si celui-ci est absent, l'agent peut pourvoir d'office au déplacement du véhicule, aux risques et frais du conducteur et des personnes civilement responsables. Cette faculté ne peut, dans les mêmes conditions, être exercée par un usager de la route sans l'intervention d'un agent qualifié.

TITRE II
DE LA CIRCULATION ROUTIÈRE

Art. 7. — *Règles générales*

7.1. Tout usager de la route est tenu d'éviter tout comportement susceptible de constituer un danger ou un obstacle pour la circulation, de mettre en danger des personnes ou de causer un dommage à des propriétés publiques ou privées.

Constituent notamment des obstacles, les cas de panne mécanique ou technique de quelque nature que ce soit, les motifs étrangers à la circulation tels que causerie, vente ou achat d'articles ou de marchandises nécessitant l'arrêt ou le stationnement sur la chaussée.

7.2. Il est défendu de gêner la circulation ou de risquer de la rendre dangereuse en jetant, en déposant ou en abandonnant sur la route des objets ou matières, ou en créant quelque autre obstacle sur la route.

7.3. Le conducteur doit prendre toute mesure en vue d'éviter de causer des dégâts à la voirie, soit en modérant son allure ou en allégeant le chargement de son véhicule, soit en empruntant une autre voie.

7.4. Tout conducteur doit prendre les mesures nécessaires de sécurité pour signaler suffisamment à temps aux autres usagers de la route tout obstacle qu'il ne peut faire disparaître immédiatement.

Art. 8. — *Les conducteurs*

8.1. Tout véhicule en mouvement ou tout ensemble de véhicules en mouvement doit avoir un conducteur.

8.2. Les animaux de trait, de charge ou de selle et les bestiaux, isolés ou en troupeaux, doivent avoir un conducteur.

8.3. Tout conducteur doit posséder les qualités physiques et psychiques nécessaires et être en état physique et mental de conduire.

8.4. Tout conducteur de véhicule à moteur doit avoir les connaissances et l'habileté nécessaires à la conduite du véhicule.

8.5. Tout conducteur de véhicule à moteur doit avoir le contrôle de son véhicule. Il doit se tenir constamment en position d'exécuter commodément et sans délai toutes manœuvres qui lui incombent, notamment ses possibilités de mouvement et son champ de vision ne doivent pas être réduits par le nombre ou la position des passagers, par les objets transportés ou par l'apposition d'objets non transparents sur les vitres.

8.6. Tout conducteur d'animaux doit pouvoir guider les animaux qu'il conduit.

8.7. L'apprentissage de la conduite et des règles de circulation est obligatoire. Cet apprentissage a lieu dans les auto-écoles.

Art. 9. — *Troupeaux*

En vue de faciliter les migrations, les troupeaux doivent être fractionnés en tronçons de longueur modérée et séparés les uns des autres par des intervalles suffisamment grands pour la commodité de la circulation.

Art. 10. — *Place sur la chaussée*

10.1. Le sens de la circulation est à droite, réserve faite, le cas échéant, des routes servant exclusivement ou principalement au transit.

10.2. Tout conducteur circulant sur la chaussée doit, autant que le lui permettent les circonstances, maintenir son véhicule ou ses animaux près du bord droit de la chaussée, sauf sur les places ou s'il s'agit de se conformer aux indications imposées par des signaux.

10.3. Quand la voie publique comporte une chaussée, les conducteurs doivent emprunter celle-ci.

10.4. Quand la voie publique comporte une piste cyclable, les cyclistes et les conducteurs de cyclomoteurs à deux roues doivent emprunter celle-ci.

10.5. Dans les agglomérations, les conducteurs peuvent emprunter la voie qui convient mieux à leur destination:

1. sur les chaussées à sens unique divisées en bandes de circulation;

2. sur les chaussées à deux sens de circulation divisées en quatre bandes de circulation ou plus, dont deux au moins sont affectées à chaque sens de la circulation.

10.6. Quand la voie publique comporte deux ou trois chaussées, aucun conducteur ne doit emprunter la chaussée située à gauche, sauf réglementation locale.

10.7. Lorsque la densité de la circulation le justifie, celle-ci peut s'effectuer en plusieurs files:

1. sur les chaussées à deux sens de la circulation divisées en quatre bandes de circulation ou plus, à condition de ne pas emprunter les voies situées tout entières sur la moitié de la chaussée par rapport au sens de la circulation;

2. sur les chaussées à deux sens de la circulation divisées en trois bandes, à condition de ne pas emprunter la voie située au bord gauche de la chaussée par rapport au sens de la circulation.

Art. 11. — *Refuges sur la chaussée*

Tout conducteur doit laisser à sa gauche les refuges, bornes et autres dispositifs établis sur la chaussée à laquelle il circule, à l'exception des cas suivants:

1. lorsqu'un signal d'obligation impose le passage sur l'un des côtés du refuge, de la borne ou du dispositif;

2. lorsque le refuge, la borne ou le dispositif est dans l'axe d'une chaussée où la circulation se fait dans les deux sens. Dans ce dernier cas, le conducteur doit laisser le refuge, la borne ou le dispositif du côté droit de la circulation.

Art. 12. — *Prescriptions générales pour les manœuvres*

12.1. Tout conducteur qui veut exécuter une manœuvre, telle que sortir d'une file de véhicules en stationnement ou y entrer, se déporter à droite ou à gauche sur la chaussée, tourner à gauche ou à droite pour emprunter une autre route ou pour entrer dans une propriété riveraine, ne doit commencer à exécuter cette manœuvre qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans risquer de constituer un danger pour les autres usagers de la route qui le suivent, le précèdent ou vont le croiser, compte tenu de leur position, de leur direction et de leur vitesse.

12.2. Tout conducteur qui veut effectuer un demi-tour ou une marche arrière ne doit commencer à exécuter cette manœuvre qu'après s'être assuré qu'il peut le faire sans constituer un danger ou un obstacle pour les autres usagers de la route.

12.3. Avant de tourner ou d'accomplir une manœuvre impliquant un déplacement latéral, tout conducteur doit annoncer son intention clairement et suffisamment à l'avance au moyen de l'indicateur ou des indicateurs de direction de son véhicule, ou à défaut, en faisant si possible un signe approprié avec le bras. L'indication donnée par le ou les indicateurs de direction doit continuer à être donnée pendant toute la durée de la manœuvre. L'indication doit cesser dès que la manœuvre est accomplie.

Art. 13. — *Dépassement et circulation en files*

13.1. Le dépassement n'est à considérer qu'à l'égard des conducteurs en mouvement.

13.2. Le dépassement s'effectue à gauche. Toutefois, le dépassement doit se faire à droite dans le cas où le conducteur à dépasser, après avoir indiqué son intention de se diriger à gauche, a porté son véhicule ou ses animaux vers ce côté en vue soit de tourner à gauche pour emprunter une autre route ou entrer dans une propriété riveraine, soit de s'arrêter à gauche.

13.3. Avant de dépasser par la gauche, tout conducteur doit:

1. s'assurer qu'aucun conducteur qui le suit n'a commencé une manœuvre de le dépasser;

2. que celui qui le précède sur la même voie n'a pas signalé son intention de dépasser un tiers;

3. que la voie qu'il va emprunter est libre sur une distance suffisante pour que, compte tenu de la différence entre la vitesse de son véhicule au cours de la manœuvre et celle des usagers de la route à dépasser, sa manœuvre ne soit pas de nature à gêner la circulation ou à provoquer un accident;

4. que, sauf s'il emprunte une voie interdite à la circulation venant en sens inverse, il pourra, sans inconvénient pour l'usager ou les usagers de la route dépassés, reprendre sa place normale, conformément à l'article 10 de la présente loi;

5. s'il est suivi par un autre conducteur qui n'a signalé son intention de dépasser, indiquer suffisamment à temps son intention de se porter à gauche au moyen des feux indicateurs de direction ou par un geste du bras.

Cette indication doit cesser lorsque le dépassement latéral a été effectué.

13.4. Tout conducteur qui effectue un dépassement doit s'écarter de l'usager ou des usagers de la route dépassés, de façon à laisser libre une distance suffisante de sécurité.

13.5.

1. Sur les chaussées ayant au moins deux voies réservées à la circulation dans le sens qu'il suit, un conducteur qui serait amené à entreprendre une nouvelle manœuvre de dépassement aussitôt ou peu après avoir regagné sa place, peut, pour effectuer cette manœuvre et à condition de s'assurer que cela n'apporte pas de gêne notable à des conducteurs de véhicules plus rapides survenant derrière le sien, rester sur la voie qu'il a empruntée pour le premier dépassement;

2. cette disposition n'est pas applicable aux conducteurs de cycles, de cyclomoteurs et de motocyclettes, ainsi qu'aux conducteurs d'automobiles dont le poids maximal autorisé excède 3.500 kg ou dont la vitesse par construction ne peut excéder 40 km à l'heure.

13.6. Lorsque les dispositions du paragraphe 13.5 ne sont pas applicables et que la densité de la circulation est telle que les véhicules, non seulement occupent toute la largeur de la chaussée, mais encore ne circulent qu'à une vitesse dépendant de la vitesse du véhicule qui les précède dans la file qu'ils suivent:

1. le fait que les véhicules d'une file circulent plus vite que les véhicules d'une autre file n'est pas considéré comme un dépassement au sens du présent article;

2. un conducteur ne se trouvant pas sur le bord droit de la chaussée ne doit changer de file que pour se préparer à tourner à droite ou à gauche ou à stationner.

13.7. 1. Lorsque la chaussée comporte des voies matérialisées par des lignes continues, le conducteur suivant ou abordant une telle voie ne doit franchir ni chevaucher ces lignes.

2. Lorsque la chaussée comporte des voies matérialisées par des lignes discontinues, le conducteur doit, en marche normale, emprunter la voie la plus à droite et ne franchir ces lignes qu'en cas de dépassement dans les conditions fixées au paragraphe 13.3 du présent article ou lorsqu'il est nécessaire de traverser la chaussée.

3. Lorsqu'une voie est délimitée par une ligne discontinue accolée à une ligne continue, le conducteur peut franchir cette dernière si, au début de sa manœuvre, la ligne discontinue se trouve la plus proche de son véhicule.

Art. 14. — *Interdiction de dépasser*

14.1. Le dépassement par la gauche est interdit lorsque le conducteur ne peut apercevoir les usagers venant en sens inverse à une distance suffisante pour effectuer le dépassement sans risque de danger ou d'accident.

14.2. Le dépassement par la gauche d'un véhicule attelé ou d'un véhicule de plus de deux roues est interdit:

1. sur un passage à niveau signalé sauf si celui-ci est muni de barrières ou si la circulation y est réglée par des signaux lumineux;

2. dans les carrefours où la priorité de droite est applicable;

3. dans les autres carrefours, pour les conducteurs qui doivent céder le passage.

14.3. Sur les chaussées où la circulation se fait dans les deux sens, le dépassement à gauche est interdit:

1. à l'approche et sur les sommets d'une côte;

2. dans les virages;

3. lorsque la visibilité est insuffisante, sauf si le dépassement peut se faire sans franchir la ligne blanche continue délimitant la partie de la chaussée affectée à la circulation.

14.4. Aucun conducteur de véhicule ne doit dépasser un véhicule autre qu'un cycle à deux roues, cyclomoteur à deux roues ou un motocycle à deux roues sans side-car:

1. immédiatement avant et dans une intersection autre qu'un carrefour à sens giratoire, sauf:

a) dans le cas prévu au paragraphe 15.2 de l'article précédent;

b) dans le cas où la route où a lieu le dépassement bénéficie de la priorité à l'intersection;

c) dans le cas où la circulation est réglée à l'intersection par un agent de la circulation ou par des signaux lumineux de circulation;

2. immédiatement avant et sur des passages à niveau non munis de barrières ou de demi-barrières. Toutefois, ce dépassement est permis aux passages à niveau où la circulation routière est réglée par des signaux lumineux de circulation comportant un signal positif qui donne aux véhicules l'autorisation de passer.

14.5. Un véhicule ne doit dépasser un autre véhicule s'approchant d'un passage pour piétons, délimité par des marques sur la chaussée ou signalé comme tel, ou arrêté à l'aplomb de celui-ci qu'à allure suffisamment réduite pour pouvoir s'arrêter sur place si un piéton se trouve sur le passage.

14.6. Tout conducteur qui constate qu'un conducteur qui le suit désire le dépasser, doit, sauf dans le cas prévu au paragraphe 21.1.2 de l'article 21 de la présente loi, serrer le bord droit de la chaussée et ne doit pas accélérer son allure.

14.7. Lorsque l'insuffisance de largeur, le profil ou l'état de la chaussée ne permettent pas, compte tenu de la densité de la circulation en sens inverse de dépasser avec facilité et sans danger un véhicule lent, encombrant ou tenu de respecter une limite de vitesse, le conducteur de ce dernier véhicule doit ralentir et, au besoin, se ranger dès que possible pour laisser passer les véhicules qui le suivent.

Art. 15. — *Croisement*

15.1. Le croisement s'effectue à droite.

15.2. Pour croiser, tout conducteur doit laisser libre une distance latérale suffisante et au besoin, serrer vers le bord droit de la chaussée. Si ce faisant, sa progression se trouve entravée par un obstacle ou par la présence d'autres usagers de la route, il doit ralentir et au besoin s'arrêter pour laisser l'usager ou les usagers venant en sens inverse.

15.3. Sur les routes de montagne et sur les routes à forte pente qui ont des caractéristiques similaires, où le croisement est impossible ou difficile, il incombe au conducteur du véhicule descendant de ranger son véhicule pour laisser passer tout véhicule montant sauf dans le cas où la façon dont sont disposés le long de la chaussée, des refuges pour permettre aux véhicules de se ranger est telle que, compte tenu de la vitesse et de la position des véhicules, le véhicule montant dispose d'un refuge devant lui et qu'une marche arrière d'un des véhicules serait nécessaire si le véhicule montant ne se rangeait pas sur ce refuge. Dans le cas où l'un des deux véhicules qui vont se croiser doit faire marche arrière pour permettre le croisement, c'est le conducteur du véhicule descendant qui doit faire cette manœuvre, sauf si celle-ci est manifestement plus facile pour le conducteur du véhicule montant.

Art. 16. — *Vitesse*

16.1. Tout conducteur de véhicule doit rester, en toutes circonstances, maître de son véhicule, de façon à pouvoir se conformer aux exigences de la prudence et à être constamment en mesure d'effectuer les manœuvres qui lui incombent.

16.2. Il doit, en réglant la vitesse de son véhicule, tenir constamment compte des circonstances, notamment de la disposition des lieux, de l'état de la route, de l'état et du chargement de son véhicule, des conditions atmosphériques et de l'intensité de la circulation, de manière à pouvoir arrêter son véhicule dans les limites de son champ de visibilité vers l'avant ainsi que devant tout obstacle prévisible.

16.3. Il doit ralentir et, au besoin, s'arrêter toutes les fois que les circonstances l'exigent,. notamment lorsque la visibilité n'est pas bonne.

16.4. Aucun conducteur ne doit gêner la marche normale des autres véhicules en circulant, sans raison valable, à une vitesse anormalement réduite.

16.5. Tout conducteur d'animaux doit constamment rester maître de la vitesse et mener avec prudence ses animaux.

Art. 17. — *Distance entre véhicules*

17.1. Le conducteur d'un véhicule circulant derrière un autre véhicule doit laisser libre, derrière celui-ci, une distance de sécurité suffisante pour pouvoir éviter une collision en cas de ralentissement brusque ou d'arrêt subit du véhicule qui le précède.

17.2. En dehors des agglomérations, en vue de faciliter les dépassements, les conducteurs de véhicules ou d'ensembles de véhicules de plus de 5.500 kg de poids maximal autorisé, ou de plus de 10 m de longueur hors tout, doivent, sauf lorsqu'ils dépassent ou s'apprêtent à dépasser, adapter l'intervalle d'au moins 70 m entre leurs véhicules et les véhicules à moteur les précédant de façon que les véhicules les dépassant puissent sans danger se rabattre dans l'intervalle laissé devant le véhicule dépassé.

Cette disposition n'est toutefois applicable ni lorsque la circulation est très encombrée ni lorsque le dépassement est interdit.

17.3. En dehors des agglomérations, les conducteurs de véhicules automobiles circulant en convoi en vue d'un trajet à faire de concert doivent maintenir entre eux un intervalle de 50 mètres au moins.

17.4. La disposition prévue au 17.3 n'est pas applicable aux véhicules militaires circulant en convoi:

1. entre la tombée et le lever du jour;

2. par temps de brouillard intense ou de forte pluie;

Ces convois sont signalés de la façon suivante:

1. le premier véhicule porte un fanion rouge ou bleu;

2. le dernier véhicule porte un fanion vert. Les fanions sont fixés sur le côté gauche des véhicules. En outre, les véhicules militaires circulant en convoi utilisent, tant de jour que de nuit, leurs feux de croisement.

Art. 18. — *Limitation de vitesse*

18.1. Dans les agglomérations, la vitesse est limitée, pour tout véhicule, à 60 km à l'heure. Toutefois, sur certaines voies publiques, une limitation de vitesse inférieure ou supérieure peut être imposée ou permise par le signal approprié. La vitesse supérieure ne peut en aucun cas dépasser 80 km à l'heure.

18.2. En dehors des agglomérations, la vitesse est limitée:

1. à 120 km à l'heure sur les autoroutes et sur les voies publiques divisées en trois bandes de circulation ou plus dont deux au moins sont affectées à chaque sens de circulation.

Toutefois, la vitesse des autobus, des autocars et des autres véhicules dont le poids maximal autorisé dépasse 7,5 T y est limitée à 90 km à l'heure;

2. à 90 km à l'heure sur les autres voies publiques.

La vitesse des autobus et des autocars est limitée à 75 km à l'heure.

18.3. Les prescriptions du paragraphe 18.1 ne sont pas applicables aux conducteurs de véhicules des services de gendarmerie, de lutte contre l'incendie ou des douanes, lorsqu'ils se rendent sur les lieux où leur intervention urgente est nécessaire, ni à ceux des ambulances lorsqu'elles circulent pour effectuer ou effectuent un transport urgent de malade ou de blessé.

Art. 19. — *Ralentissement*

19.1. Aucun conducteur de véhicule ne doit procéder à un freinage brusque non exigé par des raisons de sécurité.

19.2. Tout conducteur qui veut ralentir de façon notable l'allure de son véhicule doit, à moins que ce ralentissement ne soit motivé par un danger imminent, s'assurer au préalable qu'il peut le faire sans danger ni gêne excessive pour d'autres conducteurs. Il doit, en outre, sauf lorsqu'il s'est assuré qu'il n'est suivi par aucun véhicule ou ne l'est qu'à une distance très éloignée, indiquer son intention clairement et suffisamment à l'avance en faisant avec le bras un signe approprié.

Cette disposition ne s'applique pas si l'indication de ralentissement est donnée par l'allumage sur le véhicule des feux-stop mentionnés au chapitre II, paragraphe 13 de l'annexe 1 au livre I.

Art. 20. — *Intersections et obligations de céder le passage*

20.1. Tout conducteur abordant une intersection doit faire preuve d'une prudence accrue, appropriée aux conditions locales. Le conducteur d'un véhicule doit, en particulier, conduire à une vitesse telle qu'il ait la possibilité de s'arrêter pour laisser passer les véhicules ayant la priorité de passage.

20.2. Tout conducteur débouchant d'un sentier ou d'un chemin de terre sur une route qui n'est ni sentier ni un chemin de terre est tenu de céder le passage aux véhicules circulant sur cette route.

20.3. Tout conducteur débouchant d'une propriété riveraine sur une route est tenu de céder le passage aux véhicules circulant sur cette route.

20.4. Sous réserve des dispositions du paragraphe 20.7 du présent article, aux intersections autres que celles qui sont visées au paragraphe 20.3 du présent article et 30.1 et 30.2 de l'article 30 du présent Code, le conducteur d'un véhicule est tenu de céder le passage aux véhicules venant sur sa droite.

20.5. Même si les signaux lumineux lui en donnent l'autorisation, un conducteur ne doit pas s'engager dans une intersection si l'encombrement de la circulation est tel qu'il serait vraisemblablement immobilisé dans l'intersection, gênant ou empêchant ainsi la circulation transversale.

20.6. Tout conducteur engagé dans une intersection où la circulation est réglée par des signaux lumineux de circulation peut évacuer l'intersection sans attendre que la circulation soit ouverte dans le sens où il va s'engager, mais à condition de ne pas gêner la circulation des autres usagers de la route qui avancent dans le sens où la circulation est ouverte.

20.7. Aux intersections, les conducteurs de véhicules ne se déplaçant pas sur rails ont l'obligation de céder le passage aux véhicules se déplaçant sur rails.

Art. 21. — *Changement de direction*

21.1. Avant de tourner à droite ou à gauche pour s'engager sur une autre route ou entrer dans une propriété riveraine, tout conducteur doit, sans préjudice des dispositions du paragraphe 7.1 de l'article 7 et de celles de l'article 12 de la présente loi:

1. s'il veut quitter la route du côté droit, serrer le plus possible le bord droit de la chaussée et exécuter sa manœuvre dans un espace aussi restreint que possible;

2. s'il veut quitter la route du côté gauche, serrer le plus possible l'axe de la chaussée où la circulation se fait dans les deux sens, ou le bord gauche, s'il s'agit d'une chaussée à sens unique, et s'il veut s'engager sur une autre route où la circulation se fait dans les deux sens, exécuter sa manœuvre de manière à aborder la chaussée de cette autre route par le côté droit.

21.2. Pendant sa manœuvre de changement de direction, le conducteur doit, sans préjudice des dispositions de l'article 32 en ce qui concerne les piétons, laisser passer les véhicules venant en sens inverse sur la chaussée qu'il s'apprête à quitter et les cycles et cyclomoteurs circulant sur les pistes cyclables qui traversent la chaussée sur laquelle il va s'engager.

Art. 22. — *Arrêt et stationnement*

22.1. En dehors des agglomérations, les véhicules et animaux à l'arrêt ou en stationnement doivent être autant que possible placés hors de la chaussée.

22.2. 1. Les animaux et véhicules à l'arrêt ou en stationnement sur la chaussée doivent être placés aussi près que possible du bord de la chaussée.

2. Tout véhicule ne doit être à l'arrêt ou en stationnement sur une chaussée que du côté droit par rapport au sens de sa marche.

Toutefois, cet arrêt ou stationnement est autorisé du côté gauche lorsque celui-ci n'est pas possible du côté droit par suite de la présence des voies ferrées.

3. Tout véhicule rangé totalement ou partiellement sur la chaussée doit être placé:

a) à la plus grande distance possible de l'axe de la chaussée;

b) parallèlement au bord de la chaussée, sauf aménagement particulier des lieux;

c) en une seule file.

22.3. Ne sont pas interdits:

1. l'arrêt et le stationnement de l'un ou de l'autre côté dans certaines conditions, notamment si les signaux routiers interdisent l'arrêt du côté droit;

2. sur les chaussées à sens unique, l'arrêt et le stationnement du côté gauche, simultanément ou non avec l'arrêt et le stationnement du côté droit;

3. l'arrêt et le stationnement au milieu de la chaussée en des emplacements spécialement indiqués.

22.4. Les véhicules autres que les cycles à deux roues, les cyclomoteurs à deux roues ou les motocycles à deux roues sans side-car ne doivent pas être à l'arrêt ou en stationnement en doubla file sur la chaussée.

Art. 23. — *Interdiction de l'arrêt et du stationnement*

23.1. 1. Tout arrêt et tout stationnement d'un véhicule sont interdits sur la chaussée:

a) sur les passages pour piétons, sur les passages pour cyclistes et sur les passages à niveau;

b) sur les voies de tramways ou de trains sur route ou si près de ces voies que la circulation de ces tramways ou de ces trains pourrait se trouver entravée, ainsi que sur les trottoirs et les pistes cyclables.

2. Tout arrêt et tout stationnement d'un véhicule sont interdits en tout endroit où ils constitueront un danger, en particulier:

a) sur les passages supérieurs et dans les tunnels, sauf éventuellement à des emplacements spécialement indiqués;

b) sur les ponts;

c) sur la chaussée, à proximité des côtes et dans les virages lorsque la visibilité est insuffisante pour que le dépassement du véhicule puisse se faire en toute sécurité, compte tenu de la vitesse sur la section de route en cause;

d) sur la chaussée à hauteur de la ligne continue, lorsque l'alinéa 2, c) du présent paragraphe ne s'applique pas, mais que la largeur de la chaussée entre la marque est telle que son franchissement est interdit aux véhicules qui l'aborderaient du même côté.

23.2. Dans les agglomérations, il est interdit d'arrêter ou de stationner abusivement les véhicules.

Art. 24. — *Interdiction de stationnement*

24.1. Tout stationnement d'un véhicule sur la chaussée est interdit:

1. aux abords du passage à niveau;

2. à moins de 10 mètres des intersections;

3. à moins de 20 mètres des arrêts d'autobus ou de véhicules sur rails;

4. devant les entrées carrossables des propriétés;

5. devant les parkings réservés spécialement aux taxis;

6. devant les parkings réservés, signalés comme tels au moyen d'un petit piquet placé en vue de faciliter le stationnement, pendant les heures de travail, en face des bâtiments de service ou des lieux de travail. En dehors des heures de travail, le stationnement peut être autorisé;

7. à tout emplacement où le véhicule en stationnement empêcherait l'accès à un autre véhicule régulièrement stationné ou le dégagement d'un tel véhicule;

8. sur la chaussée centrale des routes à trois bandes et, en dehors des agglomérations, sur les chaussées de routes indiquées comme prioritaires par une signalisation appropriée;

9. aux emplacements tels que le véhicule en stationnement masquerait des signaux lumineux de circulation à la vue des usagers de la route;

10. sur la chaussée, à moins de 5 m en deçà des passages pour piétons;

11. sur la chaussée, le long d'une ligne discontinue de couleur jaune;

12. sur les chaussées à deux sens de la circulation, du côté opposé à celui où un autre véhicule est déjà à l'arrêt ou en stationnement, lorsque le croisement de deux autres véhicules en serait rendu malaisé;

13. aux endroits où les piétons doivent emprunter la chaussée pour contourner un obstacle;

14. lorsque la largeur du passage libre sur la chaussée serait réduite à moins de 3 mètres.

24.2. Un conducteur ne doit pas quitter son véhicule ou ses animaux sans avoir pris toutes les précautions utiles pour éviter tout accident et dans le cas d'une automobile, pour éviter qu'elle ne soit utilisée sans autorisation.

24.3. Tout véhicule à moteur autre qu'un cyclomoteur à deux roues ou un motocycle à deux roues sans side-car, ainsi que toute remorque attelée ou non, qui est immobilisé sur la chaussée hors d'une agglomération, doit être signalé à distance, au moyen d'au moins un dispositif approprié, placé à l'endroit le mieux indiqué pour avertir suffisamment à temps les autres conducteurs qui s'approchent:

1. lorsque le véhicule est immobilisé de nuit sur la chaussée dans des conditions telles que les conducteurs qui s'approchent ne peuvent se rendre compte de l'obstacle qu'il constitue;

2. lorsque le conducteur, dans d'autres cas, a été contraint d'immobiliser son véhicule à un endroit où l'arrêt est interdit.

Art. 25. — *Stationnement alterné semi-mensuel dans toute une agglomération*

25.1. Le stationnement alterné semi-mensuel est obligatoire sur toutes les chaussées d'une agglomération lorsque le signal approprié est placé au-dessus des signaux marquant le commencement de cette agglomération.

25.2. Le stationnement sur la chaussée n'est alors autorisé du 1er au 15 du mois que du côté des immeubles portant des numéros impairs et du 16 à la fin du mois que du côté des immeubles portant des numéros pairs. L'absence de numérotation d'un côté de la chaussée équivaut à une numérotation impaire si les immeubles de l'autre côté portent des numéros pairs et à une numérotation paire si les immeubles de l'autre côté portent des numéros impairs.

25.3. Le changement de côté de la chaussée doit se faire le dernier jour de chaque période entre 19 heures 30 et 20 heures.

25.4. Dans ces agglomérations, le stationnement alterné semi-mensuel n'est pas applicable aux endroits où les véhicules sont mis en stationnement en dehors de la chaussée, soit de l'un, soit des deux côtés de celle-ci, ainsi qu'aux endroits où une réglementation locale prévoit d'autres règles.

Art. 26. — *Stationnement à durée limitée*

26.1. Aux emplacements munis de parcomètres, la durée du stationnement est limitée suivant les modalités de leur utilisation.

Le véhicule doit avoir quitté l'emplacement au plus tard à l'expiration de cette durée.

26.2. Il est interdit de mettre en stationnement pendant plus de 24 heures consécutives sur la voie publique:

1. des véhicules à moteur hors d'état de circuler, des remorques ou des véhicules publicitaires;

2. des véhicules destinés à la vente ou à la location;

3. dans les agglomérations, des véhicules automobiles et ensembles de véhicules lorsque le poids maximal autorisé dépasse 7,5 tonnes.

Art. 27. — *Ouverture des portières*

II est interdit d'ouvrir la portière d'un véhicule, de la laisser ouverte ou de descendre du véhicule sans s'être assuré qu'il ne peut en résulter de danger pour d'autres usagers de la route.

Art. 28. — *Véhicules sur rails*

Lorsqu'une voie ferrée emprunte une chaussée, tout usager de la route doit, à l'approche d'un tramway ou d'un autre véhicule sur rails, dégager celle-ci dès que possible pour laisser le passage au véhicule sur rails.

Art. 29. — *Passage à niveau*

29.1. Tout usager de la route doit faire preuve d'une prudence accrue à l'approche et au franchissement des passages à niveau.

29.2. En particulier:

1. tout conducteur de véhicule doit circuler à une allure modérée;

2. sans préjudice de l'obligation d'obéir aux indications d'arrêt données par un signal lumineux ou un signal acoustique, aucun usager de la route ne doit s'engager sur un passage à niveau dont les barrières ou les demi-barrières sont en travers de la route ou en mouvement pour se placer en travers de la route ou dont les demi-barrières sont en train de se relever;

3. si un passage à niveau n'est muni ni de barrières, ni de demi-barrières, ni de signaux lumineux, aucun usager de la route ne doit s'y engager sans s'être assuré qu'aucun véhicule sur rails n'approche;

4. aucun usager de la rente ne doit prolonger indûment le franchissement d'un passage à niveau; en cas d'immobilisation forcée d'un véhicule, son conducteur doit s'efforcer de l'amener hors de l'emprise des voies ferrées et, s'il ne peut le faire, prendre immédiatement toutes mesures en son pouvoir pour que les mécaniciens des véhicules sur rails soient prévenus suffisamment à temps de l'existence du danger.

Art. 30. — *Circulation sur autoroutes et routes similaires*

30.1. Sur les autoroutes et sur les routes spéciales d'accès aux autoroutes et de sortie des autoroutes:

1. la circulation est interdite aux piétons, aux animaux, aux cycles, aux cyclomoteurs et à tous les véhicules autres que les automobiles et leurs remorques, ainsi qu'aux automobiles ou à leurs remorques qui ne seraient pas, par construction, susceptibles d'atteindre en palier une vitesse de 60 km à l'heure.

2. Il est interdit aux conducteurs:

a) d'arrêter leurs véhicules ou de stationner ailleurs qu'aux places de stationnement signalées; en cas d'immobilisation forcée d'un véhicule, son conducteur doit s'efforcer de l'amener hors de la chaussée et aussi hors de la bande d'urgence et, s'il ne peut le faire, signaler immédiatement à distance la présence du véhicule, pour avertir suffisamment à temps les autres conducteurs qui s'approchent;

b) de faire demi-tour ou marche arrière ou de pénétrer sur la bande de terrain centrale, y compris les raccordements transversaux reliant entre elles les deux chaussées.

30.2. Les conducteurs débouchant sur une autoroute doivent:

1. s'il n'existe pas de voie d'accélération prolongeant la route d'accès, céder le passage aux véhicules circulant sur l'autoroute;

2. s'il existe une voie d'accélération, l'emprunter et s'insérer dans la circulation de l'autoroute en respectant les prescriptions des paragraphes 12.1 et 12.3 de l'article 12 de la présente loi.

30.3. Le conducteur qui quitte l'autoroute doit, suffisamment à temps, emprunter la voie de circulation correspondant à la sortie de l'autoroute et s'engager au plus tôt sur la voie de décélération si une telle voie existe.

30.4. Pour l'application des paragraphes 30.1., 30.2. et 30.3. du présent article, sont assimilées aux autoroutes, les autres routes réservées à la circulation automobile dûment signalées comme telles et ne desservant pas les propriétés riveraines.

30.5. Il est interdit sur les autoroutes:

1. les cortèges, manifestations et rassemblements;

2. les défilés publicitaires;

3. les essais techniques de prototypes de véhicules;

4. les épreuves sportives, notamment les courses ou concours de vitesse, de régularité ou d'adresse;

5. les leçons de conduite automobile.

Art. 31. — *Prescriptions applicables aux piétons*

31.1. S'il existe, en bordure de la chaussée, des trottoirs ou des accotements praticables par les piétons, ceux-ci doivent les emprunter.

Toutefois, en prenant les précautions nécessaires:

1. les piétons qui poussent ou qui portent des objets encombrants peuvent emprunter la chaussée si leur circulation sur le trottoir ou l'accotement devait causer une gêne importante aux autres piétons;

2. les groupes de piétons conduits par un moniteur, ou formant un cortège, peuvent circuler sur la chaussée.

31.2. S'il n'est pas possible d'utiliser les trottoirs ou les accotements ou en l'absence de ceux-ci, les piétons peuvent circuler sur la chaussée; lorsqu'il existe une piste cyclable et lorsque la densité de la circulation le leur permet, ils peuvent circuler sur cette piste cyclable, mais sans gêner le passage des cyclistes et des cyclomotoristes.

31.3. Lorsque des piétons circulent sur la chaussée en application des paragraphes 31.1 et 31.2 du présent article, ils doivent se tenir le plus près possible du bord de la chaussée.

31.4. Lorsque des piétons circulent sur la chaussée, ils doivent se tenir, sauf si cela est de nature à compromettre leur sécurité, du côté gauche.

Toutefois, les personnes qui poussent à la main un cycle, un cyclomoteur ou un motocycle doivent toujours se tenir du côté droit et il en est de même des groupes de piétons conduits par un moniteur ou formant un cortège. Sauf s'ils forment un cortège, les piétons circulant sur la chaussée doivent, de nuit ou par mauvaise visibilité, ainsi que de jour si la densité de la circulation des véhicules l'exige, marcher autant qu'il leur est possible en une seule file.

35.5.

1. Les piétons ne doivent s'engager sur une chaussée pour la traverser qu'en faisant preuve de prudence; ils doivent emprunter le passage pour piétons lorsqu'il en existe un à proximité.

2. Pour traverser à un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée:

a) si le passage est équipé de signaux lumineux pour les piétons, ceux-ci doivent obéir aux prescriptions indiquées par ces feux;

b) si le passage n'est pas équipé de tels signaux, mais si la circulation des véhicules est réglée par des signaux lumineux de circulation ou par un agent de la circulation, les piétons ne doivent pas, tant que le signal lumineux ou le geste de l'agent de la circulation indique que les véhicules peuvent passer sur la chaussée, s'engager sur celle-ci si cela risque d'amener des conducteurs de véhicule à modifier la direction ou la vitesse de leurs véhicules;

c) aux autres passages pour piétons, les piétons ne doivent pas s'engager sur la chaussée sans tenir compte de la distance et de la vitesse des véhicules qui s'en approchent.

3. Pour traverser en dehors d'un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée, les piétons ne doivent pas s'engager sur la chaussée avant de s'être assurés qu'ils peuvent le faire sans gêner la circulation des véhicules.

4. Une fois engagés dans la traversée d'une chaussée, les piétons ne doivent pas y allonger leur parcours, s'y attarder ou s'y arrêter sans nécessité.

Art. 32. — *Comportement des conducteurs à l'égard des piétons*

32.1. Lorsqu'il existe sur la chaussée un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée:

1. si la circulation des véhicules est réglée à ce passage par des signaux lumineux de circulation ou par un agent de la circulation, les conducteurs doivent, lorsqu'il leur est interdit de passer, s'arrêter avant de s'engager sur le passage et, lorsqu'il leur est permis de passer, ne pas entraver ni gêner la traversée des piétons qui se sont engagés sur le passage et le traversent dans les conditions prévues à l'article 31 de la présente loi.

Si les conducteurs tournent pour s'engager sur une autre route à l'entrée de laquelle se trouve un passage pour piétons, ils ne doivent le faire qu'à l'allure lente et en laissant passer, quitte à s'arrêter à cet effet, les piétons qui se sont engagés ou qui s'engagent sur le passage dans les conditions prévues au paragraphe 31.5 de l'article 31 de la présente loi.

2. Si la circulation des véhicules n'est réglée à ce passage ni par des signaux lumineux de circulation ni par un agent de la circulation, les conducteurs ne doivent s'approcher de ce passage qu'à allure suffisamment modérée pour ne pas mettre en danger les piétons qui s'y sont engagés et/ou qui s'y engagent. Au besoin, ils doivent s'arrêter pour les laisser passer.

32.2. Les conducteurs ayant l'intention de dépasser, du côté droit, un véhicule de transport public à un arrêt signalé comme tel, doivent réduire leur vitesse et, au besoin, s'arrêter pour permettre aux voyageurs de monter dans ce véhicule ou d'en descendre.

32.3. 1. Les conducteurs de véhicules sont tenus de marquer l'arrêt chaque fois que les piétons se sont engagés ou s'engagent sur un passage pour piétons signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée dans les conditions prévues à l'article 31 de la présente loi.

2. Ils sont également tenus de ne pas empêcher ou de gêner la marche des piétons qui traversent la chaussée à une intersection ou tout près d'une intersection, même si aucun passage pour piétons n'est à cet endroit signalé comme tel ou délimité par des marques sur la chaussée.

Art. 33. — *Prescriptions particulières applicables aux cyclistes, aux cyclomotoristes et aux motocyclistes*

33.1. 1. Il est interdit aux cyclistes de rouler sans tenir le guidon au moins d'une main;

2. il est interdit aux cyclistes de traîner ou de pousser des objets gênants pour les autres usagers de la route;

3. les mêmes dispositions sont applicables aux cyclomotoristes et motocyclistes, mais, de plus, ceux-ci doivent tenir le guidon des deux mains, sauf éventuellement pour donner l'indication de la manœuvre en cas de changement de direction.

33.2. Il est interdit aux cyclistes:

1. de se faire remorquer;

2. de tenir en laisse un animal;

3. de dépasser la vitesse de 40 km à l'heure;

4. de rouler à deux de front, sauf en dehors des agglomérations où, à l'approche d'un véhicule, ils doivent se mettre en file.

33.3. Il est interdit aux cyclistes et aux cyclomotoristes de transporter des passagers sur leur véhicule, sauf si le ou les sièges supplémentaires ont été aménagés sur le cycle. Il n'est permis aux motocyclistes de transporter des passagers que dans le side-car, s'il en existe un, et sur le siège supplémentaire éventuellement aménagé derrière le conducteur.

33.4. 1. Lorsqu'il existe une piste cyclable, les cyclistes sont tenus d'emprunter cette piste et de ne pas circuler sur le reste de la chaussée.

2. Dans le même cas, les cyclomotoristes sont tenus de circuler sur la piste cyclable et de ne pas circuler sur le reste de la chaussée.

Art. 34. — *Prescriptions applicables aux cortèges aux infirmes et aux courses cyclistes*

34.1. Il est interdit aux usagers de la route de couper:

1. les colonnes militaires constituées par une troupe en marche ou en convoi de véhicules;

2. un groupe d'enfants ou d'écoliers:

• soit en rang sous la conduite d'un moniteur;

• soit en traversant la chaussée, sous la surveillance d'une patrouille scolaire;

3. un cortège ou une manifestation publique autorisée;

4. un groupe de concurrents participant à une course cycliste.

34.2. À l'approche d'un groupe de concurrents participant à une course, tout conducteur doit immédiatement se ranger et s'arrêter, et obéir aux indications formulées par des signaleurs ou des agents chargés d'assurer la sécurité des courses cyclistes.

Art. 35. — *Comportement à l'égard des véhicules prioritaires*

35.1. Les véhicules prioritaires sont munis d'un ou de plusieurs feux bleus ou jaune-orange clignotants et d'un avertisseur spécial.

35.2. Les feux clignotants doivent être utilisés lorsque le véhicule prioritaire accomplit une mission urgente ou exécute toute autre mission.

35.3. Dès que l'approche d'un véhicule prioritaire est signalée par les avertisseurs spéciaux, lumineux et sonores de ce véhicule, tout usager de la route doit dégager le passage sur la chaussée et, au besoin, s'arrêter.

35.4. Lorsque la circulation est réglée par des signaux lumineux de circulation, le véhicule prioritaire utilisant l'avertisseur sonore spécial peut franchir le feu rouge après avoir marqué l'arrêt et à la condition qu'il n'en résulte pas de danger pour les autres usagers.

35.5. Le personnel travaillant à la construction, à la réparation ou à l'entretien de la route, y compris les conducteurs des engins employés pour lesdits travaux, n'est pas tenu, sous réserve d'observer toutes précautions utiles, de respecter pendant son travail toutes les dispositions du présent titre II.

35.6. Pour dépasser ou croiser les engins visés au paragraphe 35.5 du présent article, les conducteurs des autres véhicules peuvent, à condition de prendre toutes précautions utiles, ne pas observer les règles concernant le dépassement et le croisement prescrites par la présente loi.

Art. 36. — *Comportement à l'égard des véhicules des services réguliers de transport en commun*

36.1. Dans les agglomérations, les conducteurs des autres véhicules qui suivent la même direction que les autobus des services réguliers de transport en commun doivent permettre aux conducteurs de ces autobus d'effectuer, au départ des arrêts signalés, la manœuvre nécessaire pour se remettre en mouvement. Dans ce cas, les conducteurs des autres véhicules doivent ralentir et, au besoin, s'arrêter.

36.2. Les conducteurs de ces autobus sont toutefois tenus de prendre toutes précautions nécessaires pour éviter tout risque d'accident, en indiquant leur intention de quitter l'arrêt signalé au moyen d'indicateurs de direction.

Art. 37. — *Comportement à l'égard des véhicules de transport en commun affectés au transport des écoliers*

37.1. Dans les agglomérations, les conducteurs des autres véhicules qui suivent ou, s'il s'agit d'une chaussée à deux sens, qui croisent les autobus scolaires, portant un écriteau «attention, école» bien visible à l'avant et à l'arrière, doivent s'arrêter jusqu'au départ de ces bus, afin de permettre aux enfants et écoliers de monter en sécurité ou d'en descendre, et éventuellement, de traverser la chaussée.

37.2. Les conducteurs de ces autobus ne doivent pas se mettre en mouvement aussi longtemps que les enfants ne sont pas encore montés à bord ou n'ont pas encore quitté la chaussée après la descente.

Art. 38. — *Prescriptions relatives aux passagers*

38.1. Les passagers ne doivent être transportés ni en nombre ni de manière qu'ils constituent un danger ou qu'ils gênent la manœuvre ou la visibilité du conducteur.

38.2. Il est interdit au conducteur de laisser des enfants de moins de 12 ans prendre place à l'avant d'un véhicule automobile lorsque d'autres places sont disponibles dans ce véhicule.

Art. 39. — *Aménagement des véhicules automobiles et remorques et notamment des véhicules de transport de personnes*

39.1. Les véhicules automobiles et leurs remorques doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible, en cas de collision, les risques d'accidents corporels, aussi bien pour les occupants du véhicule que pour les autres usagers de la route.

39.2. Les véhicules destinés normalement ou employés exceptionnellement au transport de personnes doivent être aménagés de manière à assurer la sécurité et la commodité des voyageurs.

À cet effet, le commissaire d'État aux Transports et Communications doit fixer des règles auxquelles seront soumis la construction et l'équipement de tout véhicule automobile, conformément aux dispositions du chapitre III, paragraphe 14, 4 de l'annexe 1 au livre 1er de la présente loi.

39.3. Dans tous les cas, les automobiles doivent remplir les conditions techniques prescrites par l'annexe 1 au livre 1er de la présente loi.

Art. 40. — *Comportement en cas d'accident*

40.1. Tout conducteur ou tout usager de la route, impliqué dans un accident de la circulation, doit:

1. s'arrêter aussitôt que cela lui est possible sans créer un danger supplémentaire pour la circulation, en se conformant notamment aux dispositions de l'article 41 de la présente loi;

2. porter secours aux blessés ou alerter les secours;

3. si d'autres personnes impliquées dans l'accident le lui demandent, leur communiquer son identité.

40.2. Toute personne impliquée dans un accident ayant provoqué exclusivement des dommages matériels doit:

1. s'efforcer d'assurer la sécurité de la circulation au lieu de l'accident;

2. rester sur place afin de faire en commun les constatations nécessaires en remplissant les imprimés de constat à l'amiable ou, à défaut d'accord entre les parties, de permettre à la gendarmerie de procéder à ces constatations. Si aucun agent de la gendarmerie n'a pu être touché dans un délai raisonnable, il est loisible aux personnes impliquées de faire la déclaration de l'accident dès que possible.

Toutefois, si une partie qui a subi un dommage n'est pas présente, les personnes impliquées dans l'accident doivent, autant que possible, fournir sur place, l'indication de leurs nom et adresse, et en tout cas, produire ces renseignements au plus tôt, directement ou par l'intermédiaire de la gendarmerie.

40.3. Toute personne impliquée dans un accident ayant provoqué des dommages corporels doit:

1. porter secours aux blessés ou alerter les secours;

2. éviter, dans la mesure où cela n'affecte pas la sécurité de la circulation, la modification de l'état des lieux et la disparition des traces qui peuvent être utiles pour établir les responsabilités;

3. avertir la gendarmerie et rester ou revenir sur le lieu de l'accident jusqu'à l'arrivée de celle-ci, à moins qu'elle n'ait été autorisée à quitter les lieux ou qu'elle doive être elle-même soignée.

Toutefois, si aucun agent de la gendarmerie n'a pu être touché dans un délai raisonnable, les personnes impliquées sont tenues de faire la déclaration de l'accident dans les 24 heures au plus tard au bureau de la gendarmerie le plus proche.

Art. 41. — *Prescriptions relatives aux véhicules en panne et au chargement tombé sur la voie publique*

41.1. Le conducteur d'un véhicule en panne, telle que de pneus, d'essence ou autre, doit prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de la circulation.

Il est tenu de le déplacer rapidement de la chaussée. À défaut, il doit le ranger de la même manière qu'un véhicule en stationnement.

41.2. Il est interdit de faire réparer une partie quelconque d'un véhicule sur la voie publique, sauf en cas de force majeure.

41.3. Lorsqu'un véhicule automobile ou une remorque tirée par ce véhicule ne peut être déplacé ou rangé qu'à un endroit où l'arrêt et le stationnement sont interdits, le conducteur doit signaler ce véhicule à distance, au moyen de triangle de danger ou de pré-signalisation.

41.4. Le conducteur dont le véhicule est en panne dans les conditions du paragraphe 41. 3 du présent article peut faire usage d'autres moyens de pré-signalisation, notamment en faisant fonctionner simultanément tous les indicateurs de direction du véhicule ou en plaçant un feu portatif clignotant de couleur jaune-orange. Ce dernier moyen est obligatoire pour tous les véhicules dont le poids maximal autorisé excède 3.500 kg, lorsqu'ils sont tombés en panne la nuit ou pendant le brouillard.

41.5. Le triangle de pré-signalisation est placé en deçà du véhicule dans une position sensiblement verticale, à une distance minimale de 30 mètres hors des agglomérations et dans les courbes, de façon à être visible à une distance de 100 mètres par les conducteurs qui s'en approchent. Dans les agglomérations, ce triangle peut être placé à une distance moindre ou sur les carrosseries de voitures.

41.6. Lorsque tout ou partie d'un chargement tombe sur la voie publique sans pouvoir être immédiatement relevé, le conducteur doit également prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité de la circulation et signaler l'obstacle comme prévu ci-dessus.

Art. 42. — *Chargement des véhicules: prescriptions générales*

42.1. Pour tout véhicule dont le poids maximal autorisé est fixé, le poids en charge ne doit jamais dépasser ce poids maximal autorisé.

42.2. Tout chargement d'un véhicule doit être disposé et au besoin arrimé de telle manière qu'il ne puisse:

1. nuire à la visibilité du conducteur;

2. compromettre la stabilité ou la conduite du véhicule;

3. mettre en danger des personnes;

4. causer des dommages à des propriétés publiques ou privées;

5. provoquer un bruit, des poussières ou d'autres incommodités qui peuvent être évitées;

6. masquer les feux, y compris les feux stop et les indicateurs de direction, les catadioptres, le numéro d'immatriculation et le signe distinctif de l'État d'immatriculation.

42.3. Tous les accessoires, tels que câbles, bâches, chaînes, servant à arrimer ou à protéger le chargement, doivent serrer celui-ci et être fixés.

42.4. Tous les accessoires, mobiles ou flottants, servant à protéger le chargement, doivent satisfaire aux conditions prévues pour le chargement au paragraphe 42.2. du présent article.

Art. 43. — *Chargement des véhicules: signalisation*

43.1. Les chargements dépassant à l'extrémité du véhicule vers l'avant, vers l'arrière ou sur les côtés, doivent être signalés de façon bien visible dans tous les cas où leurs contours risquent de n'être pas perçus des conducteurs des autres véhicules.

43.2. La nuit ou lorsque l'éclairage est requis, cette signalisation doit être faite à l'avant par un feu rouge blanc ou un dispositif réfléchissant rouge, placé à la plus forte saillie du chargement.

Ce dispositif peut être un panneau carré, peint en bandes alternées de couleur rouge et blanche.

Les bandes rouges doivent être munies de produits réfléchissants.

43.3. Tout véhicule à moteur doit être toujours signalé:

1. lorsque les chargements dépassent à l'extrémité du véhicule de plus d'un mètre à l'arrière ou vers l'avant;

2. lorsque les chargements dépassent latéralement le gabarit du véhicule de telle sorte que leur extrémité latérale se trouve à plus de 0,40 m du bord extérieur du feu-position;

3. lorsque les chargements dépassent latéralement le gabarit du véhicule de telle sorte que leur extrémité latérale se trouve à plus de 0,40 m du bord extérieur du feu-position arrière rouge.

43.4. S'il s'agit d'un véhicule qui doit être muni de catadioptres latéraux en vertu du règlement technique des véhicules automobiles, un ou des catadioptres latéraux supplémentaires, de couleur orange, doivent être placés sur le chargement lorsque la distance entre le bord extérieur du catadioptre signalant la plus forte saillie du chargement et le bord extérieur du catadioptre le plus en arrière du véhicule est supérieure à 3 m.

43.5. S'il s'agit d'un véhicule qui ne doit pas être muni de catadioptres latéraux en vertu du règlement technique des véhicules automobiles, un ou des catadioptres latéraux de couleur orange peuvent être placés sur le chargement.

Art. 44. — *Chargement des véhicules: dimensions*

44.1. La largeur d'un véhicule chargé, mesurée toutes saillies comprises, ne peut excéder les limites suivantes:

1. véhicule automobile, véhicule à traction animale ou leur remorque: 2,50 m. Toutefois:

a) si le chargement est constitué de céréales, coton non égrené, paille, herbes, branchages ou fourrage en vrac, à l'exclusion de balles comprimées, sa largeur peut atteindre 2,75 m;

b) si le chargement est constitué comme ci-dessus et transporté dans un rayon maximum de 25 km du lieu de chargement, sa largeur peut atteindre 3 mètres.

Dans les cas prévus sous a) et b) ci-dessus, aucun support rigide ne peut être placé de manière qu'une quelconque de ses parties se trouve à une distance supérieure à 1,25 m du plan longitudinal de symétrie du véhicule.

2. cyclomoteur à trois roues, motocyclette à trois roues:

la largeur du chargement ne peut excéder de plus de 0,30 m la largeur du véhicule non chargé avec maximum absolu de 2,50 m;

3. charrette à bras, pousse-pousse: 2,50 m.

4. bicyclette, cyclomoteur à deux roues ou leur remorque: 0,75 m.

44.2. En aucun cas, le chargement ne peut dépasser à l'avant, l'extrémité des véhicules ou, s'il s'agit d'un véhicule à traction animale, la tête de l'attelage.

44.3. Le chargement des autres véhicules ne peut dépasser l'extrémité arrière du véhicule de plus d'un mètre.

Toutefois, lorsqu'un de ces véhicules est chargé de pièces indivisibles de grande longueur, le dépassement peut atteindre 3 mètres.

44.4. La hauteur d'un véhicule chargé ne peut dépasser 4 mètres. Tout conducteur d'un véhicule dont la hauteur, chargement compris, dépasse 4 mètres, doit s'assurer en permanence qu'il peut circuler sans causer du fait de cette hauteur aucun dommage aux ouvrages d'art, aux plantations ou aux installations aériennes situées au-dessus des voies publiques.

Art. 45. — *Transports exceptionnels*

45.1. Le transport des objets indivisibles et la circulation des véhicules ou des remorques utilisés pour le transport de ces objets, et dont les dimensions, le poids maximal autorisé ou le poids en charge excèdent les limites maximales fixées par la présente loi ou par le règlement technique des véhicules automobiles, sont autorisés par le commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire ou son délégué aux conditions qu'il détermine.

45.2. L'autorisation mentionne la durée de validité et l'itinéraire à suivre. Elle prescrit les dispositions qui doivent être prises pour assurer la facilité et la sécurité de la circulation et pour empêcher tout dégât à la voie publique, à ses dépendances, aux ouvrages qui y sont établis et aux propriétés riveraines.

45.3. Dans le cas de transports dont la nature présente du point de vue de l'économie générale un intérêt réel, des autorisations valables pour plusieurs voyages peuvent être délivrées.

45.4. Le commissaire d'État aux Travaux publics et à l'Aménagement du territoire ou son délégué peut, préalablement à la délivrance de l'autorisation, exiger le dépôt d'un cautionnement.

45.5. Le fait de faire usage d'une autorisation implique que l'utilisateur s'engage à supporter le paiement des dommages et des frais pouvant résulter du transport.

45.6. Les autorisations doivent définir la signalisation spéciale dont seront dotés les véhicules circulant de jour, ainsi qu'éventuellement de nuit.

45.7. Le transport, sur véhicules routiers, de wagons de chemin de fer vides ou chargés, entre la gare et certains établissements industriels ou commerciaux, peut faire l'objet d'autorisations valables soit pour un transport unique, soit pour plusieurs transports.

45.8. En cas de contravention aux dispositions du présent article, le conducteur est tenu de décharger, de dételer ou de garer son véhicule dans la localité la plus proche, à défaut de quoi, le véhicule sera mis en fourrière.

Art. 46. — *Ensemble de véhicules*

46.1. Un véhicule à moteur ou un véhicule à traction animale ne peut tirer qu'un seul véhicule.

Toutefois, une motocyclette avec side-car ne peut tirer de remorque.

46.2. Cette disposition n'est pas applicable aux ensembles de véhicules énumérés ci-après, pour autant qu'ils ne circulent pas à plus de 25 km à l'heure:

1. ensemble de véhicules forains y compris les roulottes;

2. ensemble de véhicules employés par les entrepreneurs de travaux et se déplaçant soit entre le garage, la gare ou le chantier, soit d'un chantier à l'autre;

3. ensemble de véhicules agricoles circulant dans un rayon de 25 km de la ferme;

4. ensemble de véhicules miniatures circulant à l'intérieur des localités touristiques;

5. ensemble de véhicules de matériel publicitaire. La longueur de ces ensembles de véhicules ne peut dépasser 25 mètres.

46.3. Il est interdit de remorquer un véhicule à moteur, sauf si celui-ci ne peut plus se déplacer par ses propres moyens ou ne présente pas toute garantie de sécurité.

46.4. Dès que la distance entre la face avant d'une remorque et la face arrière du véhicule qui la tire dépasse 3 mètres, l'attache doit être signalée:

– le jour ou lorsque l'éclairage du véhicule n'est pas requis: par un morceau d'étoffe de couleur rouge de 50 cm minimum de côté;

– la nuit ou lorsque l'éclairage du véhicule est requis:

par un feu de couleur orange visible latéralement, à moins que l'attache ne soit éclairée.

46.5. Les attaches constituées de chaînes ou de câbles et les attaches de fortune ne peuvent être utilisées qu'en cas de force majeure et exclusivement pour amener un véhicule jusqu'au lieu de réparation, à une vitesse ne pouvant en aucun cas dépasser 25 km à l'heure. Pour l'application de la présente disposition, les dispositifs spéciaux dont certains véhicules sont munis en vue de dépannages ne sont pas considérés comme attaches de fortune.

Art. 47. — *Véhicules attelés*

47.1. Un attelage ne peut comporter plus de quatre animaux en file et plus de trois de front.

47.2. Les dispositifs de conduite ou d'attelage doivent permettre au conducteur de rester maître de ses animaux attelés et de diriger son véhicule avec sûreté et précision.

47.3. Les véhicules attelés doivent être accompagnés de convoyeurs en nombre suffisant pour assurer la sécurité de la circulation. En tout cas, dès que le nombre des animaux attelés est supérieur à 5, un convoyeur sera adjoint au conducteur du véhicule.

47.4. Lorsqu'un véhicule attelé en remorque un autre et que la longueur de l'ensemble de véhicules dépasse 16 mètres, timon du premier véhicule non compris, un convoyeur doit accompagner le second véhicule.

47.5. Lorsque la longueur du chargement d'un triqueballe dépasse 12 m, un convoyeur doit suivre à pied le chargement.

Art. 48. — *Charrettes à bras et pousse-pousse*

48.1. Lorsqu'une charrette à bras ou un pousse-pousse, ou son chargement ne laisse pas au conducteur une visibilité suffisante vers l'avant, le conducteur doit tirer son véhicule.

48.2. Les conducteurs de charrette à bras et pousse-pousse ne peuvent emprunter la chaussée que quand il n'existe pas de partie de la route réservée aux cyclistes et cyclomotoristes;

Dans ce cas, ils sont tenus de circuler le plus près possible du bord de la chaussée.

48.3. En aucun cas, ils ne peuvent gêner la marche normale des véhicules à moteur par des manœuvres désordonnées, notamment, en circulant de front sur la chaussée.

Il leur est interdit de circuler entre la tombée de la nuit et le lever du jour.

Art. 49. — *Animaux*

49.1. Le conducteur d'animaux de trait, de charge ou de selle, ainsi que de bestiaux doit, le cas échéant, être assisté de convoyeurs en nombre suffisant.

49.2. Le conducteur et les convoyeurs doivent constamment se tenir à proximité des animaux et être en état de les maîtriser et d'empêcher qu'ils n'entravent la circulation et ne provoquent l'accident.

49.3. Dans les agglomérations, il est interdit de laisser galoper les animaux attelés ou montés.

Art. 50. — *Circulation dans les ports, aéroports et gares ferroviaires*

50.1. Le commissaire d'État ayant les transports et communications dans ses attributions fixe les règles particulières sur la circulation dans les ports, aéroports et gares ferroviaires.

50.2. Les règlements particuliers qui auront été arrêtés devront être affichés, à chaque issue donnant accès aux zones auxquelles ils se rapportent.

Art. 51. — *Avertissements sonores et lumineux*

51.1. Il peut seulement être fait usage des avertissements sonores:

1. pour donner les avertissements utiles en vue d'éviter un accident;

2. en dehors des agglomérations, lorsqu'il y a lieu d'avertir un conducteur qu'il va être dépassé. L'émission de sons par les avertisseurs sonores ne doit pas se prolonger plus qu'il n'est nécessaire.

51.2. Il est interdit d'utiliser d'autres avertisseurs sonores que ceux prévus par la présente loi ou par les règlements techniques des véhicules automobiles ou des cyclomoteurs et motocyclettes.

51.3. Entre la tombée de la nuit et le lever du jour, les conducteurs peuvent donner les avertissements lumineux de feux de croisement ou de feux de route, courts et alternés, au lieu des avertissements sonores.

Art. 52. — *Emploi des miroirs rétroviseurs*

Le conducteur doit régler les miroirs rétroviseurs de telle manière qu'il puisse, de son siège, surveiller la circulation vers l'arrière et sur la gauche et apercevoir un autre véhicule ayant commencé un dépassement par la gauche.

Art. 53. — *Ceinture de sécurité*

53.1. Le conducteur et le passager de la place latérale avant des voitures doivent porter la ceinture de sécurité.

53.2. Toutefois, sont dispensés du port obligatoire de la ceinture de sécurité:

1. les conducteurs qui effectuent une marche arrière:

2. les conducteurs de taxis, lorsqu'ils transportent un client assis à l'avant ou à l'arrière;

3. les livreurs, lorsqu'ils chargent ou déchargent des marchandises successivement à des endroits situés à courte distance l'un de l'autre;

4. les femmes enceintes qui sont en possession d'un certificat médical; ce certificat doit mentionner la date d'expiration de la dispense.

Art. 54. — *Casques de protection*

Les conducteurs et passagers de cyclomoteurs et motocyclettes avec ou sans side-car, doivent porter un casque de protection.

Art. 55. — *Éclairage: Prescriptions générales*

55.1. Il est interdit d'utiliser d'autres feux que ceux qui sont prescrits par la présente loi ou par les règlements techniques des véhicules automobiles.

55.2. Le terme «nuit» désigne l'intervalle entre la tombée de la nuit et le lever du jour, ainsi que les autres moments où la visibilité est insuffisante du fait, par exemple, de brouillard, de forte pluie ou de passage dans un tunnel.

55.3. Tout véhicule à moteur autre qu'un cyclomoteur ou un motocycle à deux roues sans side-car se trouvant, de nuit. sur une route, doit montrer:

1. vers l'avant: au moins deux feux blancs ou jaune sélectif;

2. vers l'arrière: un nombre pair de feux rouges. Les dispositions du présent alinéa s'appliquent aux ensembles formulés d'un véhicule à moteur et d'une ou plusieurs remorques, les feux rouges devant alors se trouver à l'arrière de la dernière remorque.

3. les remorques auxquelles sont applicables les dispositions du chapitre II, paragraphe 12, de l'annexe 1 au livre 1er de la présente loi doivent montrer à l'avant, les deux feux blancs dont elles doivent être munies.

55.4. Tout véhicule ou ensemble de véhicules auquel ne s'appliquent pas les dispositions de l'alinéa 55.3 du présent article et qui se trouve, de nuit, sur une route, doit avoir:

1. à l'avant: au moins un feu blanc ou jaune sélectif;

2. à l'arrière: au moins un feu rouge.

Lorsqu'il n'y a qu'un feu à l'avant ou qu'un feu à l'arrière, ce feu doit être placé sur l'axe du véhicule ou du côté gauche.

55.5. Pour les véhicules à traction animale:

1. à l'avant: un feu blanc ou jaune;

2. à l'arrière: un feu rouge. Le dispositif émettant ces feux peut être porté par le conducteur ou un convoyeur marchant de ce côté du véhicule.

55.6. Les feux prévus au paragraphe 55.5 du présent article doivent être tels qu'ils signalent effectivement le véhicule aux autres usagers de la route.

Le feu avant et le feu arrière ne doivent être émis par la même lampe ou le même dispositif que si les caractéristiques du véhicule, notamment sa faible longueur, sont telles que cette prescription peut être satisfaite dans ces conditions.

Art. 56. — *Emploi des feux à l'arrêt ou en stationnement*

56.1. Les dispositions du paragraphe 55.5 de l'article 55 ne s'appliquent pas aux véhicules à l'arrêt ou en stationnement sur une route éclairée de telle façon qu'ils sont distinctement visibles à une distance suffisante.

56.2. Les véhicules à moteur dont la longueur et la largeur n'excèdent pas respectivement, 6 m et 2 m et auxquels aucun véhicule n'est attelé, peuvent, lorsqu'ils sont à l'arrêt ou en stationnement sur une route à l'intérieur d'une agglomération, ne montrer qu'un feu placé sur le côté du véhicule opposé au bord de la chaussée le long duquel le véhicule est à l'arrêt ou en stationnement.

Ce feu sera blanc ou jaune-auto vers l'avant et rouge ou jaune-auto vers l'arrière.

56.3. Les dispositions de l'alinéa 55.4 de l'article 55 ne s'appliquent pas:

1. aux cycles à deux roues;

2. aux cyclomoteurs à deux roues;

3. aux motocycles à deux roues sans side-car non munis de batterie lorsqu'ils sont à l'arrêt ou stationnement dans une agglomération tout au bord de la chaussée.

56.4. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas:

1. aux véhicules à l'arrêt ou stationnés à des emplacements spéciaux hors de la chaussée;

2. aux véhicules à l'arrêt ou stationnés dans des rues résidentielles où la circulation est très faible.

56.5. En aucun cas, un véhicule ne devra montrer:

1. vers l'avant: des feux, des dispositifs réfléchissants ou des matériaux réfléchissants rouges;

2. vers l'arrière: des feux, des dispositifs réfléchissants ou des matériaux réfléchissants blancs ou jaune sélectif.

Cette disposition ne s'applique pas:

a) à l'emploi de feux blancs ou jaune sélectif de marche arrière;

b) à la réflectorisation des chiffres ou lettres de couleur claire des plaques arrière d'immatriculation, des signes distinctifs ou d'autres marques distinctives;

c) à la réflectorisation du fond clair de ces plaques ou signes;

d) aux feux rouges tournants ou à éclats de certains véhicules prioritaires.

56.6. En vue d'accroître la sécurité des piétons, et plus spécialement des écoliers rentrant à pied de nuit, ceux-ci peuvent porter des vêtements ou articles réfléchissants, sous forme de brassards de tissus à coudre, permettant de les visualiser à une distance suffisante par les phares des véhicules.

Art. 57. — *Conditions d'emploi des feux prévus à l'annexe 1 au livre 1er de la présente loi*

57.1. Le conducteur d'un véhicule équipé de feux-route, de feux-croisement ou de feux de position définis à l'annexe 1 au livre 1er de la présente loi, doit faire usage de ces feux dans les conditions suivantes:

1. Les feux-route ne doivent être allumés:

a) dans les agglomérations lorsque la route est suffisamment éclairée;

b) en dehors des agglomérations lorsque la chaussée est éclairée de façon continue et que cet éclairage est suffisant pour permettre au conducteur de voir distinctement jusqu'à 100 mètres;

c) lorsque le véhicule est arrêté.

2. Les feux-route ne doivent être allumés ou leur fonctionnement doit être modifié de façon à éviter l'éblouissement:

a) lorsqu'un conducteur va croiser un autre véhicule.

S'ils sont utilisés, ces feux doivent être éteints ou leur fonctionnement doit être modifié de façon à éviter l'éblouissement à la distance nécessaire pour que le conducteur de cet autre véhicule puisse continuer sa marche aisément et sans danger;

b) lorsqu'un véhicule en suit un autre à faible distance.

Toutefois, les feux-route peuvent être utilisés pour indiquer l'intention de dépasser dans les conditions prévues à l'article 51 de la présente loi;

c) dans toute autre circonstance où il est nécessaire de ne pas éblouir les autres usagers de la route ou les usagers d'une voie d'eau ou d'une voie ferrée qui longe la route.

3. Les feux-croisement doivent être allumés quand l'usage des feux-route est interdit. Ils peuvent être utilisés à la place des feux-route lorsque les feux-croisement permettent au conducteur de voir distinctement jusqu'à 100 m et aux autres usagers de la route d'apercevoir le véhicule à une distance suffisante.

4. Les feux de position doivent être utilisés en même temps que les feux-route, les feux-croisement ou les feux-brouillard. Ils peuvent être utilisés seuls lorsque le véhicule est à l'arrêt ou en stationnement ou lorsque, sur des routes autres que les autoroutes et les routes similaires, les conditions d'éclairage sont telles que le conducteur peut voir distinctement jusqu'à 100 m ou que les autres usagers peuvent apercevoir le véhicule à une distance suffisante.

57.2. Lorsqu'un véhicule est équipé de feux-brouillard, il ne doit être fait usage de ces feux qu'en cas de brouillard, de forte pluie ou sur des routes étroites et comportant de nombreux virages.

57.3. Dans les agglomérations, l'emploi des feux-croisement est obligatoire.

57.4. Les avertissements lumineux visés au paragraphe 51.2 de l'article 51 de la présente loi consistent en l'allumage intermittent à des courts intervalles des feux-croisement ou en l'allumage intermittent des feux-route ou en l'allumage alterné à de courts intervalles des feux-croisement et des feux-route.

Art. 58. — *Emploi des feux particuliers*

58.1. Les feux chercheurs et les projecteurs de travail ne peuvent être utilisés que dans la mesure strictement nécessaire. Ces feux, de même que les feux de marche arrière, ne peuvent en aucun cas, gêner les autres conducteurs.

58.2. Les feux jaune-orange clignotants ne peuvent être utilisés que pendant le temps où les véhicules sont réellement affectés aux tâches en raison desquelles ils peuvent en être munis conformément au règlement technique des véhicules automobiles.

Les feux jaune-orange clignotants des dépanneuses doivent être utilisés sur les lieux du dépannage et pendant le remorquage.

Ils ne peuvent l'être en dehors de ces circonstances.

TITRE III

DE L'ADMISSION EN CIRCULATION NATIONALE DES AUTOMOBILES ET DE LEURS REMORQUES

Art. 59. — *Immatriculation*

59.1. Pour bénéficier des dispositions de la présente loi, toute automobile en circulation nationale et toute remorque, autre qu'une remorque légère, attelée à une automobile, doivent être immatriculées en République du Zaïre. Le conducteur de l'automobile ainsi immatriculée doit être porteur d'un certificat valable délivré pour attester cette immatriculation, par le service compétent des contributions du département des Finances.

59.2. Le certificat, dit certificat d'immatriculation, porte au moins:

– un numéro d'ordre, dit numéro d'immatriculation, dont la composition est indiquée à l'article 66 de la présente loi;

– l'année de fabrication;

– le nom complet et le domicile du titulaire du certificat;

– le nom ou la marque de fabrique du constructeur du véhicule;

– le numéro d'ordre du châssis (numéro de fabrication ou numéro de série du constructeur);

– s'il s'agit d'un véhicule destiné au transport de marchandises, le poids maximal autorisé. Les indications portées sur le certificat sont uniquement en caractères latins.

59.3. Par dérogation aux dispositions du paragraphe 59.1, du présent article, un véhicule articulé non dissocié pendant qu'il est en circulation nationale bénéficiera des dispositions du présent Code, même s'il ne fait l'objet que d'une seule immatriculation et d'un seul certificat pour le tracteur et la semi-remorque qui le constituent.

59.4. Dans le cas d'un véhicule en circulation internationale ou nationale qui n'est pas immatriculé au nom d'une personne se trouvant à bord, la justification du droit du conducteur à la détention du véhicule pourra être exigée par l'agent qualifié.

59.5. Il sera créé, au sein du département des Finances, un service chargé, à l'échelon national ou régional, d'enregistrer les automobiles mises en circulation et de centraliser, par véhicule, les renseignements portés sur chaque certificat d'immatriculation, de façon à détenir les statistiques réelles et globales des véhicules, notamment:

– nouvelles immatriculations, uniquement pour les véhicules neufs;

– véhicules déclassés;

– véhicules utilitaires, individuels;

– etc.

59.6. Aucun véhicule en circulation nationale, immatriculé dans les conditions fixées au paragraphe 59.2 du présent article, ne doit être réimmatriculé.

Art. 60. — *Numéro d'immatriculation*

60.1. Toute automobile en circulation nationale doit porter à l'avant et à l'arrière son numéro d'immatriculation.

Les motocycles ne sont tenus de porter ce numéro qu'à l'arrière.

60.2. Toute remorque immatriculée doit, en circulation nationale, porter à l'arrière son numéro d'immatriculation. Dans le cas d'une automobile tractant une ou plusieurs remorques, la remorque unique ou la dernière remorque doit être immatriculée.

60.3. La composition et les modalités d'apposition du numéro d'immatriculation visé au présent article doivent être conformes aux dispositions de l'article 66 de la présente loi.

Art. 61. — *Signe distinctif d'immatriculation*

61.1. Toute automobile en circulation nationale doit porter à l'arrière, en plus de son numéro d'immatriculation, le signe distinctif de l'État zaïrois. Ce signe est: «ZRE».

61.2. Toute remorque attelée à une automobile et devant, en vertu de l'article 60 de la présente loi, porter à l'arrière un numéro d'immatriculation, doit porter à l'arrière le signe distinctif.

Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent même si la remorque est immatriculée dans un État autre que l'État zaïrois.

61.3. La composition et les modalités d'apposition du signe distinctif visé au présent article doivent être conformes aux dispositions de l'article 67 de la présente loi.

Art. 62. — *Marques d'identification*

Toute automobile et toute remorque en circulation nationale doivent porter les marques d'identification définies à l'article 68 de la présente loi.

Art. 63. — *Prescriptions techniques*

Toute automobile, toute remorque et tout ensemble de véhicules en circulation nationale doivent satisfaire aux dispositions de l'annexe 1 au livre 1er de la présente loi. Ils doivent, en outre, être en bon état de marche.

TITRE IV

DE L'ADMISSION EN CIRCULATION NATIONALE DES CYCLES ET DES CYCLOMOTEURS

Art. 64. — *Conditions techniques*

64.1. Les cycles sans moteur en circulation nationale doivent:

1. avoir un frein efficace;

2. être munis d'un timbre susceptible d'être entendu à une distance suffisante et ne porter aucun autre avertisseur sonore;

3. être munis d'un dispositif réfléchissant rouge vers l'arrière et de dispositifs permettant de montrer un feu blanc ou jaune sélectif vers l'avant et un feu rouge vers l'arrière.

64.2. Les cyclomoteurs en circulation nationale doivent:

1. avoir deux freins indépendants;

2. être munis d'un timbre, ou d'un autre avertisseur sonore, susceptible d'être entendu à une distance suffisante;

3. être munis d'un dispositif d'échappement silencieux efficace;

4. être munis de dispositifs permettant de montrer un feu blanc ou jaune sélectif à l'avant, ainsi qu'un feu rouge et un dispositif réfléchissant rouge à l'arrière.

TITRE V

DES DÉROGATIONS À L'OBLIGATION D'ADMETTRE EN CIRCULATION INTERNATIONALE LES AUTOMOBILES ET LES REMORQUES

Art. 65. — 65.1. Il ne sera pas admis en circulation internationale, sur le territoire zaïrois, des automobiles, remorques et ensembles de véhicules dont les poids, totaux ou par essieux, ou dont les dimensions excèdent les limites fixées pour les véhicules immatriculés au Zaïre, sauf dans le cas d'accords conclu entre la République du Zaïre et l'État dans lequel lesdits véhicules ont été immatriculés.

65.2. Pour l'application du paragraphe 65.1. du présent article, ne sera pas considérée comme dépassement de la largeur maximale autorisée, la saillie:

1. des pneumatiques au voisinage de leur point de contact avec le sol, et des connexions des indicateurs de pression des pneumatiques;

2. des dispositifs antipatinants qui seraient montés sur les roues;

3. des miroirs rétroviseurs construits de façon à pouvoir, sous l'effet d'une pression modérée, céder dans les deux sens de telle façon qu'ils ne dépassent plus la largeur maximale autorisée:

4. des indicateurs de direction latéraux et des feux d'encombrement, à condition que la saillie en cause ne dépasse pas quelques centimètres;

5. des scellements douaniers apposés sur le chargement et des dispositifs de fixation et de protection de ces scellements.

65.3. Il ne sera pas admis en circulation internationale, sur le territoire zaïrois, des cyclomoteurs et des motocycles dont le conducteur et, le cas échéant, le passager ne seraient pas munis d'un casque de protection.

65.4. Il peut être subordonné l'admission en circulation internationale, sur certaines routes difficiles ou dans certaines régions à relief difficile, des automobiles dont le poids maximal autorisé dépasse 3.500 kg, au respect des prescriptions spéciales imposées pour l'admission sur ces routes ou dans ces régions des véhicules de même poids maximal autorisé se trouvant en circulation nationale.

65.5. Il ne sera pas admis en circulation internationale, sur le territoire zaïrois, toute automobile munie de feux-croisement à faisceau asymétrique lorsque le réglage des faisceaux n'est pas adapté au sens de la circulation.

65.6. Il ne sera pas admis en circulation internationale, sur le territoire zaïrois, toute automobile ou toute remorque attelée à une automobile qui porterait un signe distinctif autre que celui qui est prévu pour ce véhicule.

TITRE VI

NUMÉRO D'IMMATRICULATION, SIGNE DISTINCTIF ET MARQUES D'IDENTIFICATION DES AUTOMOBILES ET DES REMORQUES

Art. 66. — *Numéro d'immatriculation des automobiles et des remorques*

66.1. Le numéro d'immatriculation doit être composé soit de chiffres, soit de chiffres et de lettres. Les chiffres doivent être des chiffres arabes et les lettres doivent être en caractères latins majuscules. Il peut, toutefois, être employé d'autres chiffres ou caractères, mais le numéro d'immatriculation doit alors être répété en chiffres arabes et en caractères latins majuscules.

66.2. Le numéro d'immatriculation doit être composé et apposé de façon à être lisible de jour par temps clair à une distance minimale de 40 m par un observateur placé dans l'axe du véhicule et le véhicule étant arrêté.

66.3. Dans le cas où le numéro d'immatriculation est apposé sur une plaque spéciale, cette plaque doit être plate et fixée dans une position verticale ou sensiblement verticale et perpendiculairement au plan longitudinal médian du véhicule.

66.4. La plaque spéciale sur laquelle est apposé le numéro d'immatriculation doit être en matériaux réfléchissants.

Art. 67. — *Signe distinctif des automobiles et des remorques*

67.1. Le signe distinctif doit être composé d'une à trois lettres en caractères latins majuscules. Les lettres auront au minimum une hauteur de 0,08 m et leurs traits une épaisseur d'au moins 0,01 m. Les lettres seront peintes en noir sur un fond blanc ayant la forme d'une ellipse dont le grand axe est horizontal.

67.2. Lorsque le signe distinctif ne comporte qu'une lettre, le grand axe de l'ellipse peut être vertical.

67.3. Le signe distinctif ne doit pas être incorporé dans le numéro d'immatriculation, ni apposé de façon telle qu'il puisse créer une confusion avec ce dernier ou nuire à sa lisibilité.

67.4. Sur les motocycles et sur leurs remorques, les dimensions des axes de l'ellipse seront d'au moins 0,175 m et 0,115 m. Sur les autres automobiles et sur leurs remorques, les dimensions des axes de l'ellipse seront d'au moins:

1. 0,24 m et 0,145 m si le signe distinctif comporte 3 lettres;

2. 0,175 m et 0,115 m si le signe distinctif comporte moins de 3 lettres.

Art. 68. — *Marques d'identification des automobiles et des remorques*

68.1. Les marques d'identification comprennent:

1. Pour les automobiles:

a) le nom ou la marque du constructeur du véhicule;

b) sur le châssis, ou, à défaut de châssis, sur la carrosserie, le numéro de fabrication ou le numéro de série du constructeur;

c) sur le moteur, le numéro de fabrication du moteur lorsqu'un tel numéro est apposé par le constructeur;

2. Pour les cyclomoteurs, l'indication de la cylindrée et la marque «CM».

68.2. Les marques mentionnées au paragraphe 68.1 du présent article, doivent être placées à des endroits accessibles et être facilement lisibles; de plus, elles doivent être telles qu'il soit difficile de les modifier ou de les supprimer.

Les lettres et les chiffres compris dans les marques seront uniquement en caractères latins et en chiffres arabes.

TITRE VII
DES PERMIS DE CONDUIRE

Art. 69. — *Validité des permis de conduire*

69.1. Il sera reconnu:

1. tout permis national rédigé dans la langue officielle: le français;

2. tout permis national conforme aux dispositions de l'annexe 2 au livre 1er de la présente loi;

3. tout permis international conforme aux dispositions de l'annexe 3 au livre 1er de la présente loi, comme valable pour la conduite, sur le territoire zaïrois, d'un véhicule qui rentre dans les catégories couvertes par le permis, à condition que ledit permis soit en cours de validité et qu'il ait été délivré par la commission nationale ou régionale de délivrance des permis de conduire.

69.2. Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent:

1. Lorsque la validité du permis de conduire est subordonnée, par une mention spéciale, au port par l'intéressé de certains appareils ou à certains aménagements du véhicule pour tenir compte de l'invalidité du conducteur, le permis ne sera reconnu comme valable que si ces prescriptions sont observées.

2. Il ne sera pas reconnu la validité sur le territoire zaïrois, de tout permis de conduire dont le titulaire n'a pas dix-huit ans révolus.

3. Il ne sera pas reconnu la validité sur le territoire zaïrois, pour la conduite des automobiles ou des ensembles de véhicules des catégories C, D et E visées aux annexes 2 et 3 au livre 1er de la présente loi, de tout permis de conduire dont le titulaire n'a pas vingt-et-un ans révolus.

69.3. Pour l'application du paragraphe 69.1. et du paragraphe 69.2.3 du présent article:

1. aux automobiles de la catégorie B visée aux annexes 2 et 3 au livre 1er, peut être attelée une remorque légère; peut y être attelée également une remorque dont le poids maximal autorisé excède 750 kg, mais n'excède pas le poids à vide de l'automobile, si le total des poids maximaux autorisés des véhicules ainsi couplés n'excède pas 5.500 kg;

2. aux automobiles des catégories C et D visées aux annexes 2 et 3 au livre 1er de la présente loi, peut être attelée une remorque légère sans que l'ensemble ainsi constitué cesse d'appartenir à la catégorie C ou à la catégorie D.

69.4. Le permis international ne pourra être délivré qu'au détenteur d'un permis national pour la délivrance duquel auront été remplies les conditions minimales fixées par l'article 70 de la présente loi. Il ne devra pas être valable plus longtemps que le permis national correspondant, dont le numéro devra figurer sur le permis international.

69.5. Il sera reconnu:

1. la validité des permis, nationaux ou internationaux, qui auraient été délivrés, sur le territoire d'un État ayant ratifié ou adhéré à la Convention internationale de Vienne du 8 novembre 1968 sur la circulation et la signalisation routières, à des personnes qui avaient leur résidence normale ou dont la résidence normale a été transférée sur le territoire zaïrois depuis cette délivrance:

2. la validité des permis précités qui auraient été délivrés à des conducteurs dont la résidence normale de la délivrance ne se trouvait pas sur le territoire dans lequel le permis a été délivré ou dont la résidence a été transférée depuis cette délivrance dans un autre territoire.

Art. 70. — *Des conditions minimales fixées pour la délivrance et la validité des permis de conduire*

70. 1 Les permis nationaux de conduire ne seront délivrés qu'à des conducteurs ayant subi avec succès un examen théorique et pratique de conduire et possédant des notions essentielles sur la conduite économique.

70.2. Le permis de conduire est délivré par une commission *ad hoc*. Il a une durée de validité de 5 ans.

70.3. Le permis de conduire est renouvelé sur présentation d'un certificat médical délivré par une commission médicale d'au moins deux médecins, dans les conditions prévues à l'article 71.

70.4. L'examen théorique sera composé de façon à permettre de s'assurer que le candidat possède des connaissances raisonnées des règles de la circulation et des règles particulières applicables dans l'utilisation des véhicules de la catégorie correspondant au type de permis sollicité.

70.5. L'examen pratique portera sur:

– la connaissance du maniement du véhicule et de ses équipements;

– le comportement du conducteur en circulation;

– la connaissance de la signalisation routière. La durée de l'épreuve et la distance à parcourir doivent être suffisantes pour les vérifications nécessaires. Cette durée ne pourra être inférieure à 30 minutes. L'examen pratique aura lieu soit sur un terrain spécialement aménagé à cet effet, soit sur des routes situées en dehors des agglomérations.

70.6. Les examens théoriques et pratiques sont donnés par des examinateurs, aux candidats ayant suivi les cours dans une auto-école, en présence et suivant le calendrier des examens établi par la commission nationale, régionale ou sous-régionale de délivrance des permis de conduire.

Art. 71. — *Normes minimales concernant l'aptitude physique et mentale*

71.1. Les conducteurs sont classés en deux groupes:

1. Groupe 1: Conducteurs de véhicules des catégories A et B.

2. Groupe 2: Conducteurs de véhicules des catégories C, D et E.

71.2. Le certificat médical est basé sur:

1. les examens médicaux;

2. la capacité visuelle;

3. l'audition;

4. l'état général et incapacités physiques;

5. les affections cardio-vasculaires;

6. les troubles endocriniens;

7. les maladies du système nerveux;

8. les troubles mentaux;

9. l'alcool, le chanvre;

10. les drogues et médicaments;

11. les maladies du sang;

12. les maladies de l'appareil génito-urinaire.

Art. 72. — *Retrait et suspension de la validité des permis de conduire*

72.1. Il sera retiré, après jugement, à un conducteur qui commet une infraction grave susceptible d'entraîner le retrait du permis de conduire, le droit de faire usage sur le territoire national du permis de conduire, national ou international, dont il est titulaire. En pareil cas, la juridiction compétente qui a retiré le droit de faire usage du permis, pourra:

a) se faire remettre le permis et le conserver jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel le droit de faire usage du permis est retiré ou jusqu'à ce que le conducteur quitte le territoire national, si ce départ intervient avant l'expiration de ce délai;

b) aviser du retrait du droit de faire usage du permis la commission de délivrance des permis de conduire;

c) s'il s'agit d'un permis international, porter à l'emplacement prévu à cet effet la mention que le permis n'est plus valable sur le territoire zaïrois;

d) dans le cas où elle n'a pas fait application de la procédure visée à l'alinéa a) du présent paragraphe, compléter la communication mentionnée à l'alinéa b) en demandant à la commission de délivrance des permis de conduire, d'aviser l'intéressé de la décision prise à son encontre.

72.2. Il sera empêché à tout conducteur titulaire d'un permis de conduire, national ou international, de conduire s'il est évident ou prouvé que son état ne lui permet pas de conduire en sécurité ou si le droit de conduire lui a été retiré dans l'État où il a sa résidence normale.

Art. 73. — *Commission de délivrance des permis de conduire*

Pour l'application des dispositions des articles 71 et 72 de la présente loi, le commissaire d'État ayant les transports et communications dans ses attributions organise, au niveau des régions, sous-régions et zones rurales, les commissions de délivrance des permis de conduire.

Art. 74. — *Disposition transitoire*

Les permis nationaux de conduire, conformes aux dispositions de la Convention sur la circulation routière, faite à Genève le 19 septembre 1949, et délivrés sur base du Code de la route du 17 janvier 1957, perdent leur validité un an après la promulgation de la présente loi.

LIVRE II
DE LA SIGNALISATION ROUTIÈRE

CHAPITRE I^er
SIGNAUX ROUTIERS

Art. 75. — *Dispositions générales*

Le système prescrit dans la présente loi distingue les catégories suivantes de signaux routiers:

1. signaux d'avertissement de danger: ces signaux ont pour objet d'avertir les usagers de la route de l'existence d'un danger sur la route et de leur en indiquer la nature;

2. signaux de réglementation: ces signaux ont pour objet de notifier aux usagers de la route les obligations, limitations ou interdictions spéciales qu'ils doivent observer; ils se subdivisent en:

a) signaux de priorité;

b) signaux d'interdiction ou de restriction;

c) signaux d'obligation;

3. signaux d'indication: ces signaux ont pour objet de guider les usagers de la route au cours de leurs déplacements ou de leur fournir d'autres indications pouvant leur être utiles; ils se subdivisent en:

a) signaux de présignalisation;

b) signaux de direction;

c) signaux d'identification des routes;

d) signaux de localisation;

e) signaux de confirmation;

f) autres signaux donnant des indications utiles pour la conduite des véhicules;

g) autres signaux indiquant des installations qui peuvent être utiles aux usagers de la route.

Art. 76. — *Placement des signaux*

76.1. Les signaux seront placés de manière à pouvoir être reconnus aisément et à temps par les conducteurs auxquels ils s'adressent. Habituellement, ils seront placés du côté droit. Toutefois, ils pourront être placés ou être répétés au-dessus de la chaussée. Tout signal placé du côté droit devra être répété au-dessus ou de l'autre côté de la chaussée lorsque les conditions locales sont telles qu'il risquerait de ne pas être aperçu à temps par les conducteurs auxquels il s'adresse.

76.2. Tout signal sera valable sur toute la largeur de la chaussée ouverte à la circulation pour les conducteurs auxquels il s'adresse. Toutefois, il pourra ne s'appliquer qu'à une ou à plusieurs voies de la chaussée matérialisées par des marques longitudinales.

76.3. Lorsqu'un signal placé sur l'accotement d'une route à chaussées séparées serait inefficace, il pourra être implanté sur le terre-plein sans avoir à être répété sur l'accotement.

76.4. 1. Les signaux seront placés de manière à ne pas gêner la circulation des véhicules sur la chaussée et, pour ceux qui sont implantés sur les accotements, à gêner les piétons le moins possible. La différence de niveau entre la chaussée du côté du signal et le bord inférieur du signal sera autant que possible, pour les signaux de même catégorie, sensiblement uniforme sur un même itinéraire;

2. les dimensions des panneaux de signalisation seront telles que le signal soit facilement visible de loin et facilement compréhensible quand on s'en approche;

3. les dimensions des signaux d'avertissement de danger et celles des signaux de réglementation seront normalisées. En règle générale, il y aura quatre catégories de dimensions pour chaque type de signal: petites, normales, grandes et très grandes dimensions. Les signaux de petites dimensions seront employés lorsque les conditions ne permettent pas l'emploi de signaux de dimensions normales ou lorsque la circulation ne peut se faire qu'à allure lente; ils pourront aussi être employés pour répéter un signal antérieur. Les signaux de grandes dimensions seront employés sur les routes de grande largeur à circulation rapide. Les signaux de très grandes dimensions seront employés sur les routes à circulation très rapide, notamment sur les autoroutes.

Art. 77. — *Inscriptions dans un panneau*

77.1. Pendant cinq ans à dater de l'entrée en vigueur de la présente loi, en vue de faciliter l'interprétation des signaux, il pourra être ajoutée une inscription dans un panneau rectangulaire placé au-dessous des signaux ou à l'intérieur d'un panneau rectangulaire englobant le signal.

Une telle inscription peut également être placée sur le signal lui-même dans le cas où la compréhension de celui-ci n'en est pas gênée pour les conducteurs incapables de comprendre l'inscription.

77.2. Les inscriptions visées au paragraphe 77.1. du présent article seront apposées dans la langue française.

Art. 78. — *Signaux d'avertissement de danger*

78.1. Les signaux d'avertissement de danger ne seront pas multipliés, mais il en sera placé pour annoncer les passages dangereux de la route qu'il est difficile à un conducteur observant la prudence requise d'apercevoir à temps.

78.2. Les signaux d'avertissement de danger seront placés à une distance de l'endroit dangereux telle que leur efficacité soit la meilleure, de jour comme de nuit, compte tenu des conditions de la route et de la circulation, notamment de la vitesse usuelle des véhicules et de la distance à laquelle le signal est visible.

78.3. La distance entre le signal et le début du passage dangereux peut être indiquée dans un panneau additionnel du modèle 1 de l'annexe 7 au livre II, et placé conformément aux dispositions de ladite annexe. Cette indication doit être donnée lorsque la distance entre le signal et le début du passage dangereux ne peut être appréciée par les conducteurs et n'est pas celle à laquelle ils peuvent s'attendre normalement.

78.4. Si un signal d'avertissement de danger est employé pour annoncer un danger sur une section de route d'une certaine longueur (par exemple, succession de virages dangereux, section de chaussée en mauvais état) et s'il est jugé souhaitable d'indiquer la longueur de cette section, cette indication sera donnée sur un panneau additionnel et placé conformément aux dispositions de l'annexe 7 au livre II.

Art. 79. — *Signaux de priorité*

79.1. Les signaux destinés à notifier ou à porter à la connaissance des usagers de la route des règles particulières de priorité à des intersections sont les signaux B1, B2, B3 et B4 décrits à la section A de l'annexe 2 au livre II. Les signaux destinés à porter à la connaissance des usagers une règle de priorité aux passages étroits sont les signaux B5 et B6 décrits à la section C de l'annexe 2 au livre II.

79.2. Le signal B1 «CÉDEZ LE PASSAGE» sera employé pour notifier que les conducteurs doivent, à l'intersection où est placé le signal, céder le passage aux véhicules circulant sur la route dont ils s'approchent.

79.3. Le signal B2 «ARRÊT» sera employé pour notifier que les conducteurs doivent, à l'intersection où est placé le signal, marquer l'arrêt avant de s'engager dans l'intersection et céder le passage aux véhicules circulant sur la route dont ils s'approchent.

79.4. Les signaux B1 et B2 seront placés à proximité immédiate de l'intersection, autant que possible sensiblement à l'aplomb de l'endroit où les véhicules doivent marquer l'arrêt ou que, pour céder le passage, ils ne doivent pas franchir.

79.5. La présignalisation du signal B1 se fera à l'aide du même signal complété par un panneau additionnel du modèle 1 indiqué à l'annexe 7 au livre II.

La présignalisation du signal B2a se fera à l'aide du signal B1 complété par un panneau rectangulaire qui portera le symbole «STOP» et un chiffre indiquant à quelle distance se trouve le signal B2a.

79.6. Le signal B3 «ROUTE À PRIORITÉ» sera employé pour indiquer aux usagers d'une route qu'aux intersections de ladite route avec d'autres routes, les conducteurs de véhicules circulant sur ces autres routes, ou venant de ces autres routes, ont l'obligation de céder le passage aux véhicules circulant sur ladite route. Ce signal pourra être placé au début de la route et répété après chaque intersection.

Il peut, en outre, être placé avant l'intersection ou à l'intersection. Si le signal B3 a été placé sur une route, le signal B4 «FIN DE PRIORITÉ» sera placé à l'approche de l'endroit où la route cesse de bénéficier de la priorité par rapport aux autres routes. Le signal B4 pourra être répété à une ou plusieurs reprises avant l'endroit où la priorité cesse. Le ou les signaux placés avant cet endroit porteront alors un panneau additionnel conforme au modèle 1 de l'annexe 7 au livre II.

79.7. Si, sur une route, l'approche d'une intersection est annoncée par un signal d'avertissement de danger portant l'un des symboles A22 ou si la route est, à l'intersection, une route à priorité qui a été signalée comme telle par des signaux B3 conformément aux dispositions du paragraphe 79.6 du présent article, il devra être placé sur toutes les autres routes à l'intersection, un signal B1 ou un signal B2a.

Art. 80. — *Signaux d'interdiction ou de restriction*

La section A de l'annexe 4 au livre II décrit les signaux d'interdiction ou de restriction, à l'exception de ceux qui ont trait à l'arrêt ou au stationnement, et donne leur signification. Cette section décrit également les signaux notifiant la fin de ces interdictions et restrictions ou de l'une d'entre elles.

La section B de l'annexe 4 au livre II décrit les signaux d'obligation et donne leur signification.

Art. 81. — *Prescriptions communes aux signaux décrits à l'annexe 4 au livre II.*

81.1. Les signaux d'interdiction ou de restriction et les signaux d'obligation seront placés dans le voisinage immédiat de l'endroit où commence l'obligation, la restriction ou l'interdiction et pourront être répétés si l'autorité compétente l'estime nécessaire. Toutefois, ils pourront, pour des raisons de visibilité ou pour avertir les usagers à l'avance, être placés à une distance appropriée avant l'endroit où l'obligation, la restriction ou l'interdiction s'applique.

Sous les signaux placés avant l'endroit où l'obligation, la restriction ou l'interdiction s'impose, il sera placé un panneau additionnel conforme au modèle 1 de l'annexe 7 au livre II.

81.2. Les signaux de réglementation placés à l'aplomb d'un signal indiquent le nom de l'agglomération, sauf dans la mesure où une autre réglementation serait notifiée par d'autres signaux sur certaines sections de la route dans l'agglomération.

Art. 82. — *Signaux d'indications utiles*

L'annexe 5 au présent livre décrit les signaux donnant des indications utiles aux usagers de la route, à l'exception des signaux relatifs au stationnement, ou en donne des exemples. Elle donne aussi certaines prescriptions pour leur emploi.

Art. 83. — *Signaux de présignalisation*

1. Les signaux de présignalisation seront placés à une distance de l'intersection telle que leur efficacité soit la meilleure de jour comme de nuit, compte tenu des conditions de la route et de la circulation, notamment de la vitesse usuelle des véhicules et de la distance à laquelle le signal est visible.

2. Cette distance peut ne pas être supérieure à une cinquantaine de mètres dans les agglomérations, mais doit être d'au moins 500 mètres sur les autoroutes et les routes à circulation rapide.

3. Les signaux peuvent être répétés.

4. Un panneau additionnel placé au-dessous du signal peut indiquer la distance entre le signal et l'intersection. L'inscription de cette distance peut également être portée au bas du signal lui-même.

Art. 84. — *Signaux de direction*

84.1. Un même signal de direction peut porter le nom de plusieurs localités; ces noms doivent alors être inscrits sur le signal les uns au-dessous des autres. Il ne peut être employé, pour le nom d'une localité, des caractères plus grands que pour les autres noms que si la localité en cause est la plus importante.

84.2. Lorsque des distances sont données, les chiffres les indiquant doivent figurer à la même hauteur que le nom de la localité. Sur les signaux de direction qui ont la forme d'une flèche, ces chiffres seront placés entre le nom de la localité et la pointe de la flèche. Sur les signaux de forme rectangulaire, ils seront placés après le nom de la localité.

Art. 85. — *Signaux d'identification des routes*

Les signaux destinés à identifier les routes soit par leur numéro, composé de chiffres, de lettres ou d'une combinaison de chiffres et de lettres, soit par leur nom, seront constitués par ce numéro ou ce nom encadré dans un rectangle ou dans un écusson.

Art. 86. — *Signaux de localisation*

86.1. Les signaux de localisation peuvent être utilisés pour indiquer la frontière entre deux pays ou la limite entre deux divisions administratives du même pays ou le nom d'une agglomération, d'une rivière, d'un col, d'un site...

86.2. Les signaux E9a et E9c, conformes aux modèles qui figurent à l'annexe 5 du présent livre, notifient aux usagers de la route que la réglementation générale de la circulation en vigueur dans les agglomérations situées sur le territoire de l'État est applicable à partir des signaux E9a jusqu'aux signaux E9c, sauf dans la mesure où une autre réglementation serait notifiée sur certaines sections des routes des agglomérations. Ils montrent des inscriptions de couleur foncée sur fond blanc ou de couleur claire et sont placés respectivement aux entrées et aux sorties des agglomérations. Toutefois, le signal B4 devra toujours être placé, pour autant que la priorité cesse à la traversée de l'agglomération, sur les routes à priorité signalées par le signal B3.

Art. 87. — *Signaux de confirmation*

Les signaux de confirmation sont destinés à confirmer, par exemple à la sortie d'agglomérations importantes, la direction de la route. Ils portent les noms d'une ou plusieurs localités dans les conditions fixées par le paragraphe 84.1. de l'article 84 de la présente loi. Lorsque des distances sont mentionnées, les chiffres les indiquant sont portés après le nom de la localité.

Art. 88. — *Signal aux passages pour piétons*

Le signal E11a est placé aux passages pour piétons.

Art. 89. — *Prescriptions communes aux divers signaux d'indication*

89.1. Les signaux d'indication visés aux articles 84 et 88 de la présente loi sont placés où ils peuvent être utiles. Les autres signaux d'indication ne sont placés que là où ils seront indispensables. En particulier, les signaux F2 à F7 ne sont placés que sur les routes où les possibilités de dépannage, de ravitaillement en carburant, d'hébergement et de restauration sont rares.

89.2. Les signaux d'indication peuvent être répétés. Un panneau additionnel placé au-dessous du signal peut indiquer la distance entre le signal et l'endroit ainsi signalé. Cette distance peut également figurer au bas du signal lui-même.

Art. 90. — *Signaux relatifs à l'arrêt et au stationnement*

L'annexe 6 du présent livre décrit dans sa section A, les signaux interdisant ou limitant l'arrêt ou le stationnement et, dans sa section B, les autres signaux donnant des indications utiles ainsi que certaines prescriptions pour leur emploi.

CHAPITRE II
SIGNAUX LUMINEUX DE CIRCULATION

Art. 91. — *Signaux destinés à régler la circulation des véhicules*

91.1. Les seuls feux qui puissent être employés comme signaux lumineux réglementant la circulation des véhicules, autres que ceux qui sont destinés exclusivement aux véhicules de transport en commun, sont les suivants et ont la signification ci-après:

1. feux non clignotants:

a) le feu vert signifie autorisation de passer. Toutefois, un feu vert destiné à régler la circulation à une intersection ne donne pas aux conducteurs l'autorisation de passer si, dans la direction qu'ils vont emprunter, l'encombrement de la circulation est tel que s'ils s'engageaient dans l'intersection, ils ne pourraient vraisemblablement pas l'avoir dégagée lors du changement de phase;

b) le feu rouge signifie interdiction de passer; les véhicules ne doivent pas franchir la ligne d'arrêt ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt, l'aplomb du signal ou, si le signal est placé au milieu ou de l'autre côté d'une intersection, ils ne doivent pas s'engager dans l'intersection ou sur un passage pour piétons à l'intersection;

c) le feu jaune, qui doit apparaître seul ou en même temps que le feu rouge. Lorsqu'il apparaît seul, il signifie qu'aucun véhicule ne doit franchir la ligne d'arrêt ou l'aplomb du signal, à moins qu'il ne s'en trouve si près, lorsque le feu s'allume, qu'il ne puisse plus s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisantes avant d'avoir franchi la ligne d'arrêt ou l'aplomb du signal. Si le signal est placé au milieu ou de l'autre côté d'une intersection, le feu jaune signifie qu'aucun véhicule ne doit s'engager dans l'intersection, à moins qu'il ne s'en trouve si près, lorsque le feu s'allume, qu'il ne puisse plus s'arrêter dans des conditions de sécurité suffisantes avant de s'engager dans l'intersection ou le passage pour piétons. Lorsqu'il est montré en même temps que le feu rouge, il signifie que le signal est sur le point de changer, mais il ne modifie pas l'interdiction de passer signifiée par le feu rouge;

2. feux clignotants:

a) un feu rouge clignotant ou deux feux rouges, clignotant alternativement, dont l'un apparaît quand l'autre s'éteint, montés sur le même support à la même hauteur et orientés dans la même direction signifient que les véhicules ne doivent pas franchir la ligne d'arrêt ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt, l'aplomb du signal; ces feux ne peuvent être employés qu'aux passages à niveau ainsi que pour indiquer l'interdiction de passer à cause de voitures de pompiers débouchant sur la route ou de l'approche d'un aéronef dont la trajectoire coupe à faible hauteur la direction de la route;

b) un feu jaune clignotant ou deux feux jaunes clignotant alternativement signifient que les conducteurs peuvent passer, mais avec une prudence particulière.

91.2. Les signaux du système tricolore se composent de trois feux, respectivement rouge, jaune et vert, non clignotants. Le feu vert ne doit être allumé que lorsque les feux rouge et jaune sont éteints.

91.3. Les signaux du système bicolore se composent d'un feu rouge et d'un feu vert, non clignotants. Le feu rouge et le feu vert ne doivent pas s'allumer simultanément. Les signaux du système bicolore ne seront utilisés que dans des installations provisoires.

91.4. Les signaux lumineux de circulation aux intersections seront placés avant l'intersection ou au milieu et au-dessus de celle-ci; ils peuvent être répétés de l'autre côté de l'intersection.

En outre, les signaux lumineux de circulation:

a) seront placés de manière à ne pas gêner la circulation des véhicules sur la chaussée et, pour ceux qui sont implantés sur les accotements, à gêner les piétons le moins possible;

b) seront facilement visibles de loin et facilement compréhensibles quand on s'en approche;

c) seront normalisés sur l'ensemble du territoire national.

91.5. Les feux du système tricolore et bicolore mentionnés aux paragraphes 91.2. et 91.3. du présent article doivent être placés soit verticalement, soit horizontalement.

91.6. Lorsque les feux sont placés verticalement, le feu rouge doit être en haut; lorsqu'ils sont placés horizontalement, le feu rouge doit être placé du côté gauche.

91.7. Pour le système tricolore, le feu jaune doit être placé au milieu.

91.8. Dans les signaux des systèmes tricolore et bicolore mentionnés aux paragraphes 91.2. et 91.3. du présent article, tous les feux doivent être circulaires. Les feux clignotants rouges mentionnés au paragraphe 91.1. du présent article doivent également être circulaires.

91.9. Un feu jaune clignotant peut être placé seul; un tel feu peut aussi remplacer, aux heures de faible circulation, les feux du système tricolore.

91.10. Lorsque le feu vert d'un système tricolore a la forme d'une ou de plusieurs flèches vertes sur un fond circulaire noir, l'allumage de cette flèche ou de ces flèches signifie que les véhicules ne peuvent prendre que la direction ou les directions ainsi indiquées. Les flèches signifiant l'autorisation d'aller tout droit auront leur pointe dirigée vers le haut.

91.11. 1. Lorsqu'un signal du système tricolore comporte un ou plusieurs feux verts supplémentaires sous la forme d'une ou de plusieurs flèches vertes sur un fond circulaire noir, l'allumage de cette flèche ou de ces flèches supplémentaires signifie, quelle que soit à ce moment-là, la phase en cours du système tricolore, autorisation pour les véhicules de poursuivre leur marche dans la direction ou les directions indiquées par la flèche ou les flèches.

Il signifie aussi que, lorsque des véhicules se trouvent sur une voie réservée à la circulation dans la direction qui est indiquée par la flèche ou que cette circulation doit emprunter, leurs conducteurs doivent, sous réserve de laisser passer les véhicules du courant de circulation dans lequel ils s'insèrent et sous réserve de ne pas mettre en danger les piétons, avancer dans la direction indiquée pour autant

que leur immobilisation bloquerait la circulation de véhicules se trouvant derrière eux sur la même voie. Ces feux verts supplémentaires doivent être placés de préférence au même niveau que le feu vert normal.

2. Lorsque le feu rouge ou le feu jaune porte le contour d'une ou de plusieurs flèches, l'indication donnée par ces feux est limitée à la direction ou aux directions montrées par la flèche ou les flèches.

91.12. 1. Lorsqu'au-dessus des voies matérialisées par des marques longitudinales d'une chaussée à plus de deux voies, il est placé des feux verts ou rouges, le feu rouge signifie l'interdiction d'emprunter la voie au-dessus de laquelle il se trouve et le feu vert signifie l'autorisation de l'emprunter. Le feu rouge ainsi placé doit avoir la forme de deux barres inclinées croisées et le feu vert la forme d'une flèche dont la pointe est dirigée vers le bas.

2. Dans des cas spéciaux, lorsqu'il n'est pas nécessaire d'utiliser des signaux lumineux en permanence, il peut être utilisé un signal composé d'un feu rouge non clignotant précédé d'un feu jaune non clignotant. Ce dernier peut être précédé d'un feu jaune clignotant.

91.13. Lorsque les signaux lumineux de circulation ne sont destinés qu'aux cyclistes, la restriction sera signalée, si cela est nécessaire, pour éviter toute confusion, par la silhouette d'un cycle représenté dans le signal lui-même ou par un signal de petites dimensions complété par une plaque rectangulaire où figurera un cycle.

Art. 92. — *Signaux à l'intention des seuls piétons*

92.1. Les seuls feux qui puissent être employés comme signaux lumineux s'adressant aux seuls piétons sont les suivants et ont la signification ci-après:

1. Feux non clignotants:

a) le feu vert signifie aux piétons autorisation de passer;

b) le feu jaune signifie aux piétons interdiction de passer, mais permet à ceux qui sont déjà engagés sur la chaussée d'achever de traverser;

c) le feu rouge signifie aux piétons interdiction de s'engager sur la chaussée.

2. Feux clignotants:

Le feu vert clignotant signifie que le laps de temps pendant lequel les piétons peuvent traverser la chaussée est sur le point de se terminer et que le feu rouge va s'allumer.

92.2. Les signaux lumineux destinés aux piétons seront du système bicolore comportant deux feux, respectivement rouge et vert.

Il ne sera jamais allumé deux feux simultanément.

92.3. Les feux seront disposés verticalement, le feu rouge étant toujours en haut et le feu vert toujours en bas. Le feu rouge aura la forme d'un piéton immobile, ou de piétons immobiles, et le feu vert la forme d'un piéton en marche, ou des piétons en marche.

92.4. Les signaux lumineux pour piétons doivent être conçus et placés de manière à exclure toute possibilité d'être interprétés par les conducteurs comme étant des signaux lumineux destinés à régler la circulation des véhicules.

CHAPITRE III
MARQUES ROUTIÈRES

Art. 93. — Les marques sur la chaussée (marques routières) sont employées lorsque c'est nécessaire, pour régler la circulation, avertir ou guider les usagers de la route. Elles peuvent être employées soit seules, soit avec d'autres moyens de signalisation qui en renforcent ou en précisent les indications.

Art. 94. 1. — Une marque longitudinale consistant en une ligne continue apposée sur la surface de la chaussée signifie qu'il est interdit à tout véhicule de la franchir ou de la chevaucher, ainsi que, lorsque la marque sépare les deux sens de circulation, de circuler de celui des côtés de cette marque qui est, pour le conducteur, opposé au bord droit.

Une marque longitudinale constituée par deux lignes continues a la même signification.

94.2. 1. Une marque longitudinale consistant en une ligne discontinue apposée sur la surface de la chaussée n'a pas de signification d'interdiction, mais est destinée:

a) soit à délimiter les voies en vue de guider la circulation;

b) soit à annoncer l'approche d'une ligne continue, et l'interdiction notifiée par celle-ci, ou l'approche d'un autre passage présentant un risque particulier.

2. Le rapport entre la longueur de l'intervalle entre traits et la longueur du trait sera nettement plus faible dans les lignes discontinues qui sont utilisées pour les buts visés à l'alinéa 94.2.1. b) du présent paragraphe que dans celles qui sont utilisées pour les buts visés à l'alinéa 94.2.1. a) dudit paragraphe.

94.3. Lorsqu'une marque longitudinale consiste en une ligne continue accolée sur la surface de la chaussée à une ligne discontinue, les conducteurs ne doivent tenir compte que de la ligne qui est située de leur côté. Cette disposition n'empêche par les conducteurs qui ont effectué un dépassement autorisé de reprendre leur place normale sur la chaussée.

94.4. Au sens du présent article, ne sont pas des marques longitudinales les lignes longitudinales qui délimitent, pour les rendre plus visibles, les bords de la chaussée ou qui, reliées à des lignes transversales, délimitent sur la surface de la chaussée des emplacements de stationnement.

Art. 95. 1. — Une marque transversale consistant en une ligne continue ou en deux lignes continues adjacentes apposées sur la largeur d'une ou de plusieurs voies de circulation indique la ligne de l'arrêt imposé par le signal B2a «ARRÊT».

Une telle marque peut aussi être employée pour indiquer la ligne de l'arrêt éventuellement imposé par un signal lumineux, par un signal donné par l'agent chargé de la circulation ou devant un passage à niveau. Avant des marques accompagnant un signal B2a, il peut être apposé sur la chaussée le mot «STOP».

95.2. À moins que ce ne soit pas techniquement possible, la marque transversale décrite à l'article 98 sera apposée chaque fois qu'il est placé un signal B2a.

95.3. Une marque transversale consistant en une ligne discontinue apposée sur la largeur d'une ou de plusieurs voies de circulation, indique la ligne que les véhicules ne doivent pas normalement fran-

chir lorsqu'ils ont à céder le passage en vertu du signal B1 «CÉDEZ LE PASSAGE». Avant une telle marque, il peut être dessiné sur la chaussée, pour symboliser le signal B1 un triangle à bordure large, dont un côté est parallèle à la marque et dont le sommet opposé est dirigé vers les véhicules qui approchent.

95.4. Pour marquer les passages prévus pour la traversée de la chaussée par les piétons, il sera apposé de préférence des bandes assez larges, parallèles à l'axe de la chaussée.

95.5. Pour marquer les passages prévus pour la traversée de la chaussée par les cyclistes, il sera employé des lignes discontinues constituées par des carrés ou des parallélogrammes.

Art. 96. 1. — D'autres marques sur la chaussée, telles que des flèches, des raies parallèles ou obliques ou des inscriptions, peuvent être employées pour répéter les indications des signaux ou pour donner aux usagers de la route des indications qui ne peuvent leur être fourmes de façon appropriée par des signaux. De telles marques seront notamment utilisées pour indiquer les limites des zones ou bandes de stationnement, les arrêts d'autobus où le stationnement est interdit, ainsi que la présélection avant les intersections.

Toutefois, lorsqu'une flèche est apposée sur une chaussée divisée en voies de circulation au moyen de marques longitudinales, les conducteurs doivent suivre la direction ou l'une des directions indiquées sur la voie où ils se trouvent.

96.2. Le marquage d'une zone de la chaussée ou d'une zone faisant légèrement saillie au-dessus du niveau de la chaussée par des raies obliques parallèles encadrées par une bande continue ou par des bandes discontinues signifie, si la bande est continue, que les véhicules ne doivent pas entrer dans cette zone et, si les bandes sont discontinues, que les véhicules ne doivent pas entrer dans la zone à moins que cette manœuvre ne présente manifestement aucun danger ou qu'elle ait pour but de rejoindre une rue transversale située de l'autre côté de la chaussée.

96.3. Une ligne en zigzag sur le côté de la chaussée signifie qu'il est interdit de stationner du côté en cause de la chaussée sur la longueur de cette ligne.

96.4. Une ligne continue sur la bordure du trottoir ou sur le bord de la chaussée signifie que, sur toute la longueur de cette ligne et du côté de la chaussée où elle est apposée, le stationnement et l'arrêt sont interdits.

96.5. Une ligne discontinue sur la bordure du trottoir ou sur le bord de la chaussée signifie que, sur toute la longueur de cette ligne et du côté de la chaussée où elle est apposée, le stationnement est interdit.

96.6. Le marquage d'une voie par une ligne continue ou discontinue accompagnée de signaux ou d'inscriptions sur la chaussée désignant certaines catégories de véhicules tels qu'autobus, taxis, ambulances, signifie que l'utilisation de cette voie est réservée aux véhicules indiqués.

Art. 97. — 97.1. Les marques sur la chaussée peuvent être peintes sur la chaussée ou apposées de toute autre manière, pourvu que celle-ci soit aussi efficace.

97.2. Les marques routières doivent être blanches. Le terme «blanche» couvre les nuances argent ou gris clair. Toutefois:

– les marques indiquant les emplacements où le stationnement est permis ou limité pourront être de couleur bleue;

– les lignes en zigzag indiquant les emplacements où le stationnement est interdit seront de couleur jaune;

– la ligne continue ou discontinue apposée sur la bordure du trottoir ou sur le bord de la chaussée pour indiquer une interdiction ou des restrictions à l'arrêt ou au stationnement sera de couleur jaune.

Pour rendre mieux visibles les marques routières temporaires, on utilisera de préférence des plots.

97.3. Dans le tracé des inscriptions, des symboles et des flèches que comportent les marques, il sera tenu compte de la nécessité d'allonger considérablement les dimensions dans la direction de la circulation en raison de l'angle très faible sous lequel ces inscriptions, ces symboles et ces flèches sont vus par les conducteurs.

97.4. Les marques routières destinées aux véhicules en mouvement peuvent être réflectorisées si l'intensité de la circulation l'exige et si l'éclairage est mauvais ou inexistant.

Art. 98. — L'annexe 8 du présent livre constitue un ensemble des recommandations relatives aux schémas et dessins des marques routières.

CHAPITRE IV
DIVERS

Art. 99. — *Signalisation des chantiers*

99.1. Les limites des chantiers sur la chaussée seront nettement signalées.

99.2. Lorsque l'importance des chantiers et de la circulation le justifie, il sera disposé, pour signaler les limites des chantiers sur la chaussée, des barrières, intermittentes ou continues, peintes en bandes alternées blanches et rouges, jaunes et rouges, noires et blanches ou noires et jaunes, et, en outre, de nuit si les barrières ne sont pas réflectorisées, des feux et des dispositifs réfléchissants.

Les dispositifs réfléchissants et les feux fixes seront de couleur rouge ou jaune foncé et les feux clignotants de couleur jaune foncé. Toutefois:

1. pourront être blancs, les feux et les dispositifs qui sont visibles seulement dans un sens de circulation et qui signalent les limites du chantier opposées à ce sens de circulation;

2. pourront être blancs ou jaune clair, les feux et les dispositifs qui signalent les limites d'un chantier séparant les deux sens de la circulation.

Art. 100. — *Marquage lumineux ou réfléchissant*

100.1. La présence sur la chaussée de bornes ou de refuges sera signalée au moyen de feux ou de dispositifs réfléchissants blancs ou jaunes.

100.2. Lorsque les bords de la chaussée sont signalés au moyen de feux ou de dispositifs réfléchissants, ceux-ci seront:

1. soit tout blancs ou jaune clair;

2. soit blancs ou jaune clair pour signaler le bord de la chaussée correspondant au sens de la circulation.

Art. 101. — *Passages à niveau*

101.1. 1. Si une signalisation est installée à l'aplomb d'un passage à niveau pour annoncer l'approche des trains ou l'imminence de la fermeture des barrières ou demi-barrières, elle sera constituée par un feu rouge clignotant ou par des feux rouges clignotant alternativement ainsi qu'il est prévu au paragraphe 91.1.1 de l'article 91 de la présente loi. Toutefois:

a) les feux rouges clignotants peuvent être complétés ou remplacés par un signal lumineux du système tricolore rouge-jaune-vert, décrit au paragraphe 91.2 de l'article 91 de la présente loi, ou par un tel signal dans lequel manque le feu vert, si d'autres signaux lumineux tricolores se trouvent sur la route peu avant le passage à niveau ou si le passage à niveau est muni de barrières;

b) sur les chemins de terre où la circulation est très faible et sur les chemins pour piétons, il peut n'être employé qu'un signal sonore.

2. Dans tous les cas, la signalisation lumineuse peut être complétée par un signal sonore.

101.2. Les signaux lumineux seront implantés au bord droit de la chaussée; lorsque les circonstances l'exigent, par exemple les conditions de visibilité des signaux ou l'intensité de la circulation, les signaux seront répétés de l'autre côté de la route.

Toutefois, si les conditions locales le font juger préférable, les feux pourront être répétés au-dessus de la chaussée ou sur un refuge sur la chaussée.

101.3. Le signal B2a «ARRÊT» peut être placé à un passage à niveau sans barrières, ni demi-barrières, ni signalisation lumineuse, avertissant de l'approche des trains; aux passages à niveau munis de ce signal, le conducteur doit marquer l'arrêt à hauteur de la ligne d'arrêt ou, en l'absence de celle-ci, à l'aplomb du signal, et ne repartir qu'après s'être assuré qu'aucun train n'approche.

Art. 102. — 102.1. Aux passages à niveau équipés de barrières. ou de demi-barrières placées en chicane de chaque côté de la voie ferrée, la présence de ces barrières ou demi-barrières en travers de la route signifie qu'aucun usager de la route n'a le droit de franchir l'aplomb de la barrière ou demi-barrière la plus proche; le mouvement des barrières pour se placer en travers de la route et le mouvement des demi-barrières ont la même signification.

102.2. La présentation du ou des feux rouges mentionnés à l'alinéa 101.1. de l'article 101 de la présente loi, ou la mise en action du signal sonore mentionné audit paragraphe, signifie également qu'aucun usager de la route n'a le droit de franchir la ligne d'arrêt ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt, l'aplomb du signal.

La présentation du feu jaune du système tricolore signifie qu'aucun usager de la route n'a le droit de franchir la ligne d'arrêt, ou, s'il n'y a pas de ligne d'arrêt, l'aplomb du signal, sauf pour les véhicules qui s'en trouveraient si près lorsque le feu jaune s'allume qu'ils ne pourraient plus s'arrêter dans les conditions de sécurité suffisantes avant l'aplomb de ce signal.

Art. 103. — 103.1. Les barrières et les demi-barrières des passages à niveau seront marquées distinctement en bandes alternées de couleurs rouge et blanche, rouge et jaune, noire et blanche ou jaune et noire. Elles pourront, toutefois, n'être colorées qu'en blanc ou jaune à condition d'être munies au centre d'un grand disque rouge.

103.2. À tout passage à niveau sans barrières ni demi-barrières, il sera placé au voisinage immédiat de la voie ferrée, le signal B7. S'il existe une signalisation lumineuse de l'approche des trains ou un signal B2a «ARRÊT», le signal B7 sera placé sur le même support que cette signalisation ou le signal B2a.

L'apposition du signal B7 n'est pas obligatoire:

1. aux croisements des routes et des voies ferrées où à la fois la circulation ferroviaire est très lente et la circulation routière est réglée par un convoyeur de véhicules ferroviaires faisant avec le bras les signaux nécessaires;

2. aux croisements de voies ferrées et de chemins de terre où la circulation est très faible ou de chemins pour piétons.

103.3. Au-dessous de tout signal d'avertissement de danger portant un des symboles A26 ou A27, il peut être placé un panneau rectangulaire à grand côté vertical portant trois barres obliques rouges sur fond blanc ou jaune, mais alors il sera placé, approximativement au tiers et aux deux tiers de la distance entre le signal et la voie ferrée, des signaux supplémentaires constitués par des panneaux de forme identique et portant respectivement une ou deux barres obliques rouges sur fond blanc ou jaune.

Ces signaux peuvent être répétés sur le côté opposé de la chaussée. La section C de l'annexe 3 du présent livre précise la description des panneaux mentionnés dans le présent paragraphe.

LIVRE III

DES CONTRAVENTIONS DE POLICE EN MATIÈRE DE CIRCULATION ROUTIÈRE

TITRE Ier

DES INFRACTIONS AUX RÈGLES CONCERNANT LA CONDUITE DES VÉHICULES ET DES ANIMAUX

Art. 104. 1. — Toute personne qui aura conduit un véhicule alors qu'elle se trouvait, même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste, sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 1,00 gramme pour mille sans que ce taux atteigne 1,50 gramme pour mille, sera punie d'une amende de 20 Z. à 100 Z.

En cas de récidive, l'amende sera doublée.

104.2. Toute personne qui aura conduit un véhicule alors qu'elle se trouvait, même en l'absence de tout signe d'ivresse manifeste, sous l'empire d'un état alcoolique caractérisé par la présence dans le sang d'un taux d'alcool pur égal ou supérieur à 1,50 gramme pour mille, sera punie d'une amende de 50 Z. à 200 Z.

104.3. Les officiers de police judiciaire et les agents habilités à régler la circulation soumettront à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré l'auteur présumé de l'une des infractions énumérées ci-dessus ou le conducteur impliqué dans un accident de la circulation ayant occasionné un dommage corporel. Ils pourront soumettre aux mêmes épreuves tout conducteur qui sera impliqué dans un accident quelconque de la circulation.

104.4. Lorsque les épreuves de dépistage permettront de présumer l'existence d'un état alcoolique ou lorsque le conducteur aura refusé de les subir, les officiers de police judiciaire et les agents habilités à constater les infractions par procès-verbaux feront procéder aux vérifications médicales, cliniques et biologiques destinées à établir la preuve de l'état alcoolique.

104.5. Sera punie des peines prévues par l'article 104.1. ci-dessus toute personne qui aura refusé de se soumettre aux vérifications médicales, cliniques et biologiques.

104.6. Toute personne qui aura conduit un véhicule alors qu'elle se trouvait en état d'ivresse manifeste sera punie d'une amende de 100 Z. à 500 Z. En cas de récidive, une peine de 5 mois de servitude pénale principale lui sera appliquée. Les épreuves de dépistage ainsi que les vérifications médicales, cliniques et biologiques, ou ces dernières vérifications seulement, seront utilisées à l'égard de l'auteur présumé de l'infraction de conduite en état d'ivresse manifeste.

104.7. Un règlement d'administration déterminera les conditions dans lesquelles seront effectuées les opérations de dépistage et les vérifications médicales, cliniques et biologiques prévues au présent article.

Art. 105. — Tout conducteur d'un véhicule qui, sachant que ce véhicule vient de causer ou d'occasionner un accident, ne se sera pas arrêté et aura ainsi tenté d'échapper à la responsabilité pénale ou civile qu'il peut avoir encourue, sera puni d'une amende de 100 Z. à 500 Z., sans préjudice des peines afférentes aux infractions qui se seront jointes à celui-ci.

Art. 106. — Sera puni d'une amende de 5 Z. à 50 Z. tout conducteur qui aura contrevenu aux dispositions du livre 1er concernant:

1. les sens opposés à la circulation;

2. la vitesse et la distance entre véhicules à moteur;

3. le croisement;

4. le dépassement;

5. l'obligation de céder le passage;

6. la priorité aux intersections;

7. le non-respect du signal «STOP»;

8. le non-respect des signaux routiers;

9. le non-respect des signaux lumineux;

10. le non-respect des marques routières;

11. l'arrêt et le stationnement dans les agglomérations. En cas de récidive, l'amende sera doublée.

Art. 107. — Sera punie d'une amende de 1 Z. à 5 Z. toute personne qui aura contrevenu aux dispositions du livre 1er concernant:

1. la conduite des véhicules et des animaux, telle que prévue dans la présente loi;

2. la vitesse des animaux et des véhicules autres que les véhicules à moteur, avec ou sans remorque ou semi-remorque.

En cas de récidive, l'amende sera doublée.

TITRE II

DES INFRACTIONS AUX RÈGLES CONCERNANT L'USAGE DES VOIES OUVERTES À LA CIRCULATION PUBLIQUE

Art. 108. — Sera punie d'une amende de 5 Z. à 50 Z. toute personne qui, par son imprudence, sa faute ou sa négligence, aura causé un dommage à une voie publique ou à ses dépendances, sans préjudice, le cas échéant, des peines plus graves de violation des dispositions concernant les barrières et les ponts. Elle sera, en outre, condamnée au remboursement des frais de réparation.

Art. 109. — Sera punie d'une amende de 5 Z. à 50 Z. toute personne qui, ayant placé sur une voie ouverte à la circulation publique ou à ses dépendances immédiates un objet ou un dispositif de nature à apporter un trouble à la circulation, ou qui, ayant exposé des articles et objets en vue de la vente aux alentours immédiats de la voie publique de nature à distraire l'attention des conducteurs, n'aura pas obtempéré aux injonctions adressées en vue de l'enlèvement desdits objets, dispositifs ou articles par un des agents habilités à constater par procès-verbaux les contraventions en matière de circulation routière.

Art. 110. — Quiconque aura, en vue d'entraver ou de gêner la circulation, placé ou tenté de placer, sur une voie ouverte à la circulation publique, un objet faisant obstacle au passage des véhicules ou qui aura employé ou tenté d'employer un moyen quelconque pour y mettre obstacle, sera puni d'une amende de 20 Z. à 100 Z.

Art. 111. — Ceux qui auront contrevenu aux dispositions spéciales du livre 1er concernant la circulation des piétons, seront punis d'une amende de 10 Z. à 50 Z.

Art. 112. — Ceux qui auront organisé des courses de véhicules à moteur mécanique sur une voie ouverte à la circulation publique sans autorisation de l'autorité administrative compétente, seront punis d'une amende de 200 Z. à 1.000 Z.

TITRE III

DES INFRACTIONS CONCERNANT LES VÉHICULES EUX-MÊMES ET LEUR ÉQUIPEMENT

Art. 113. — Sera punie d'une amende de 2 Z. à 30 Z. toute personne qui aura contrevenu aux dispositions du livre 1er concernant:

1. Les conditions techniques relatives aux automobiles et aux remorques, notamment:

a) les freins des véhicules;

b) les freins de véhicules affectés aux transports en commun;

c) les freins des remorques et des ensembles de véhicules;

d) les freins des motocycles;

e) l'éclairage, la signalisation et les dispositifs réfléchissants;

f) l'avertisseur sonore;

g) les organes de manœuvre, de direction et de visibilité:

• le miroir rétroviseur

• l'essuie-glace

• le pare-brise et les vitres

• le dispositif antivol

• l'indicateur de vitesse;

h) les dispositifs d'échappement silencieux;

i) la forme et la nature des bandages;

j) le dispositif de signalisation à bord des automobiles;

2. le gabarit des véhicules et leur signalisation;

3. les dimensions et l'entretien des plaques d'immatriculation et du signe distinctif;

4. l'incommodation des usagers de la route par du bruit, de la poussière, de la fumée ou du gaz nocif;

5. l'abandon sur la voie des véhicules en panne;

6. le défaut de ceinture de sécurité ou du casque de protection;

7. le chargement des véhicules, dimensions et signalisations.

En cas de récidive, l'amende sera doublée.

Art. 114. — Sera punie d'une amende de 100 Z. à 500 Z.:

1. Toute personne qui aura volontairement fait usage d'une plaque ou d'une inscription, apposée sur un véhicule à moteur ou remorque, portant un numéro, un nom ou un domicile faux ou supposé tel.

2. Toute personne qui aura volontairement mis en circulation un véhicule à moteur ou remorqué muni d'une plaque ou d'une inscription ne correspondant pas à la qualité de ce véhicule ou à celle de l'utilisateur.

Dans tous les cas prévus au présent article, le tribunal pourra, en outre, prononcer la confiscation du véhicule.

Art. 115. — Toute personne qui aura fait circuler sur les voies ouvertes à la circulation publique un véhicule à moteur ou remorqué sans que ce véhicule soit muni de plaques réglementaires sera punie d'une amende de 30 Z. à 100 Z. En cas de récidive, l'amende sera doublée.

TITRE IV

DES INFRACTIONS AUX RÈGLES CONCERNANT LES CONDITIONS ADMINISTRATIVES DE CIRCULATION DES VÉHICULES ET DE LEURS CONDUCTEURS

Art. 116. — Toute personne qui aura contrevenu aux dispositions du livre 1er concernant la justification de la possession des autorisations et pièces administratives régulièrement obtenues, sera punie d'une amende de 10 Z. à 50 Z.

Art. 117. — Toute personne qui aura fait usage d'autorisations et de pièces administratives exigées pour la circulation d'un véhicule à moteur ou remorqué, qu'elle savait fausses ou altérées, sera punie d'une amende de 100 Z. à 500 Z.

TITRE V

DES DISPOSITIONS CONCERNANT LE PERMIS DE CONDUIRE

Art. 118. — Toute personne qui aura conduit un véhicule avec ou sans remorque ou semi-remorque sans avoir obtenu le permis de conduire valable pour la catégorie du véhicule considéré, sera punie d'une amende de 50 Z. à 500 Z. En cas de récidive, l'amende sera doublée.

Art. 119. — Les peines prévues à l'article 118 ci-dessus sont applicables à tout conducteur de véhicule automobile qui, contrairement aux dispositions des articles 69, 70 et 71 de la présente loi, aura continué à conduire sans avoir demandé la prorogation de son permis de conduire.

Art. 120. — La suspension et l'annulation du permis de conduire, ainsi que l'interdiction de délivrance d'un permis de conduire, peuvent constituer des peines complémentaires qui pourront être prononcées par les tribunaux.

Art. 121. — La suspension du permis de conduire pendant trois ans au plus peut être ordonnée par le jugement, en cas de condamnation prononcée à l'occasion de la conduite d'un véhicule pour l'une des infractions suivantes:

1. Infractions prévues par les articles 104, 105 et 125 du présent Code.

2. Infraction d'homicide ou blessures involontaires.

Art. 122. — Lorsque le conducteur d'un véhicule fait l'objet d'une condamnation à la suite d'une infraction au présent Code, et qu'il résulte des éléments ayant motivé cette condamnation qu'il ne possède plus les aptitudes physiques ou les connaissances nécessaires pour la conduite du véhicule considéré, le tribunal compétent prononce l'annulation du permis de conduire. Le jugement fixe un délai n'excédant pas trois ans après lequel l'intéressé pourra solliciter un nouveau permis, dans les conditions prévues à l'article 70.

Art. 123. — Toute personne qui, malgré la notification qui lui aura été faite d'une décision prononçant à son encontre la suspension ou l'annulation du permis de conduire ou l'interdiction d'obtenir la délivrance d'un permis de conduire, continuera à conduire un véhicule à moteur pour la conduite duquel une telle pièce est nécessaire ou qui, par une fausse déclaration, obtiendra ou tentera d'obtenir un permis de conduire, sera punie d'une amende de 100 Z. à 500 Z.

Sera punie des mêmes peines toute personne qui, ayant reçu la notification d'une décision prononçant à son égard la suspension ou l'annulation du permis de conduire, refusera de restituer le permis suspendu ou annulé à l'agent chargé de l'exécution de cette décision.

TITRE VI

DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 124. — Le conducteur d'un véhicule est responsable pénalement des infractions commises par lui dans la conduite dudit véhicule.

Art. 125. — Par dérogations aux dispositions du Code pénal, la récidive des contraventions de police en matière de police de la circu-

lation routière est indépendante du lieu où la première contravention a été commise.

Art. 126. — Toutes les infractions aux lois et règlements concernant la police de la circulation sur les voies ouvertes à la circulation publique sont portées devant les tribunaux compétents.

Art. 127. — Tout conducteur d'un véhicule qui aura refusé d'obtempérer à une sommation de s'arrêter émanant d'un officier de police judiciaire ou d'un agent chargé de régler la circulation ou de constater les infractions et muni des insignes extérieurs et apparents de sa qualité, ou qui aura refusé de se soumettre à toutes vérifications prescrites concernant le véhicule ou la personne, sera puni d'une amende de 10 Z. à 50 Z.

Art. 128. — Sera punie d'une amende de 10 Z. à 50 Z. toute personne qui aura mis en vente ou vendu un dispositif ou un équipement non conforme à un type homologué, lorsque l'agrément de ce dispositif ou équipement est imposé par la présente loi.

Art. 129. — Sera punie d'une amende de 1 Z. à 5 Z. toute personne qui aura fait usage d'un dispositif ou d'un équipement non conforme à un type homologué, lorsque l'agrément de ce dispositif ou équipement est imposé par les conditions techniques de la présente loi.

LIVRE IV
DES CONSTATATIONS DES INFRACTIONS ET SANCTIONS DIVERSES

*TITRE I^er^*
DE LA SUSPENSION DU PERMIS DE CONDUIRE

Art. 130. — La suspension du permis de conduire peut être prononcée par le tribunal dans les conditions prévues à l'article 120 de la présente loi, à l'encontre des conducteurs de véhicules qui ont commis les contraventions mentionnées à l'article 131 ci-après.

Art. 131. — Peuvent donner lieu à la suspension du permis de conduire les contraventions aux articles ci-dessous énumérés du présent Code de la route lorsqu'elles présentent les caractères indiqués dans l'analyse sommaire qui accompagne la désignation de chaque article.

1. article 10: Circulation sur la partie gauche de la chaussée en marche normale;

2. articles 12 et 13: Dépassement dangereux contraire aux prescriptions de ces articles;

3. article 10.7. : Chevauchement ou franchissement d'une ligne continue seule ou, si elle est doublée d'une ligne discontinue dans les cas où cette manœuvre est interdite;

4. article 13.6. : Accélération d'allure par le conducteur d'un véhicule sur le point d'être dépassé;

5. articles 15 et 17: Vitesse excessive dans les cas où elle doit être réduite en vertu desdits articles;

6. article 18: Changement important de direction sans que le conducteur se soit assuré que la manœuvre est sans danger pour les autres usagers de la route et sans qu'il ait averti ceux-ci de son intention;

7. article 19.1.: Freinage brusque non exigé par des raisons de sécurité;

8. article 20: Non-respect à la priorité aux intersections et à l'obligation de céder le passage;

9. articles 26 et 27: Arrêt ou stationnement dangereux;

10. article 26.2.: Stationnement sur la chaussée, la nuit, en un lieu dépourvu d'éclairage public, d'un véhicule sans éclairage ni signalisation;

11. article 34.1.: Non-respect aux prescriptions applicables aux cortèges;

12. article 37: Non-respect aux prescriptions applicables aux véhicules de transports en commun des écoliers;

13. article 38: Transports sans sécurité des passagers et surcharge;

14. article 55.3.: Circulation de nuit d'un véhicule sans éclairage ni signalisation;

15. article 57.1.: Maintien des feux de route dans les agglomérations lorsque l'éclairage est suffisant ou lorsque le véhicule est à l'arrêt;

16. article 57.2.: Maintien des feux de route et des feux de brouillard à l'encontre des véhicules dont les conducteurs manifestent par des appels de projecteurs la gêne que leur cause le maintien de ces feux;

17. articles 85.3. et 91.1.: Non-respect de l'arrêt imposé par le panneau «STOP» ou par le feu rouge fixe ou clignotant;

18. article 104: Conduite sous l'empire d'un état alcoolique.

TITRE II
IMMOBILISATION, MISE EN FOURRIÈRE ET RETRAIT DE LA CIRCULATION DE CERTAINS VÉHICULES

CHAPITRE I^er^
DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

Art. 132. — 132.1. L'immobilisation, la mise en fourrière et le retrait de la circulation de certains véhicules, peuvent être décidés dans les cas et les conditions prévus aux articles 134, 142 et 156 de la présente loi.

132.2. Sans préjudice des saisies ordonnées par des autorités judiciaires, ces mesures prévues ne s'appliquent pas aux participants à des opérations de maintien de l'ordre.

132.3. En outre, les dispositions concernant la mise en fourrière ne s'appliquent pas aux véhicules militaires.

Art. 133. — 133.1. Les véhicules dont la circulation ou le stationnement, en infraction aux dispositions du présent Code ou aux règlements de police, compromettent la sécurité des usagers de la route, la tranquillité ou l'hygiène publique, l'esthétique des sites et paysages classés, à la conservation ou l'utilisation normale des voies ouvertes à la circulation publique et de leurs dépendances, notamment par des véhicules de transport en commun, peuvent être immobilisés, mis en fourrière, retirés de la circulation et, le cas échéant, aliénés ou livrés à la destruction.

133.2. Les véhicules laissés en stationnement en un même point de la voie publique ou ses dépendances pendant une durée excédant sept jours consécutifs peuvent être mis en fourrière.

CHAPITRE II
IMMOBILISATION

Art. 134. — 134.1. L'immobilisation est l'obligation faite au conducteur d'un véhicule, en cas d'infraction prévue à l'article 136 de la présente loi, de maintenir ce véhicule sur place ou à proximité du lieu de constatation de l'infraction, en se conformant aux règles relatives au stationnement.

134.2. Pendant tout le temps de l'immobilisation, le véhicule demeure sous la garde juridique de son conducteur.

Art. 135. — L'immobilisation peut être prescrite par des officiers de police judiciaire ou agents verbalisateurs lorsqu'ils constatent la nécessité de faire cesser sans délai une des infractions prévues à l'article 136 ci-après.

Art. 136. — L'immobilisation peut être prescrite:

1. lorsque le conducteur est présumé en état d'ivresse, sous l'empire d'un état alcoolique ou sous l'effet des stupéfiants;

2. lorsque le conducteur n'est pas titulaire du permis exigé pour la conduite du véhicule;

3. lorsque le mauvais état du véhicule, l'absence, la non-conformité ou la défectuosité de son équipement réglementaire en ce qui concerne la pression sur le sol, le poids du véhicule, la forme et la nature des bandages, les freins, l'éclairage ou le chargement crée un danger important pour les autres usagers de la route ou constitue une menace pour l'intégrité de la chaussée;

4. lorsque le conducteur ne peut justifier d'une autorisation pour un transport exceptionnel prévu à l'article 45 de la présente loi;

5. lorsque le véhicule ou son chargement provoque des détériorations à la route ou à ses dépendances;

6. lorsque les dispositifs destinés à empêcher les véhicules d'être exagérément bruyants ont été altérés ou supprimés;

7. lorsque le conducteur est en infraction avec les dispositions de l'article 8 de la présente loi.

Art. 137. — 137.1. Lorsque la décision d'immobilisation résulte de l'une des situations visées à l'article 136. 1, 2 et 4 ci-dessus, le véhicule peut poursuivre sa route dès qu'un conducteur qualifié, proposé par le conducteur ou éventuellement par le propriétaire du véhicule, peut assurer la conduite de celui-ci.

137.2. À défaut, les officiers de police judiciaire et agents habilités à prescrire l'immobilisation peuvent prendre toute mesure destinée à placer le véhicule en stationnement régulier au lieu qu'ils désignent en faisant notamment appel à un conducteur qualifié.

Art. 138. — 138.1. Lorsque la décision d'immobilisation résulte d'une infraction aux règles concernant l'état ou l'équipement du véhicule, elle peut n'être rendue effective que dans un lieu où le conducteur du véhicule sera susceptible de trouver les moyens de faire cesser l'infraction.

138.2. Il ne peut être fait usage de cette faculté que dans la mesure où l'accompagnement du véhicule jusqu'à ce lieu peut être assuré dans des conditions de sécurité satisfaisantes.

138.3. Le conducteur peut également être autorisé à faire appel à un professionnel qualifié pour la mise en remorque de son véhicule en vue de sa réparation. L'immobilisation devient alors effective au lieu de réparation.

Art. 139. — 139.1. Lorsque l'infraction qui a motivé l'immobilisation n'a pas cessé au moment où l'agent quitte le lieu où le véhicule est immobilisé, l'agent verbalisateur saisit l'officier de police judiciaire en lui remettant la carte rose du véhicule et une fiche d'immobilisation. Un double de cette fiche est remis au contrevenant.

139.2. La fiche d'immobilisation énonce les dates, heure et lieu de l'immobilisation, l'infraction qui l'a motivée, les éléments d'identification du véhicule et de la carte rose, les noms et adresse du contrevenant, les noms, qualité et affectations des agents qui la rédigent, et précise la résidence et le lieu de service de l'officier de police judiciaire qualifié pour lever la mesure.

Art. 140. — Le procès-verbal de l'infraction qui a motivé l'immobilisation d'un véhicule est transmis dans les plus brefs délais aux autorités judiciaires compétentes. Il relate, de façon sommaire, les circonstances et les conditions dans lesquelles la mesure a été prise.

Art. 141. — 141.1. L'immobilisation ne peut être maintenue après que la circonstance qui l'a motivée a cessé.

141.2. Elle est levée:

1. par l'agent qui l'a prescrite s'il est encore présent lors de la cessation de l'infraction;

2. par l'officier de police judiciaire saisi dans les conditions prévues à l'article 139, dès que le conducteur justifie de la cessation de l'infraction. L'officier de police judiciaire restitue alors la carte rose au conducteur et transmet aux autorités judiciaires destinatrices du procès-verbal un exemplaire de la fiche d'immobilisation ou une copie conforme de cette fiche, comportant la mention de la levée de la mesure.

141.3. Lorsque le conducteur du véhicule n'a pas justifié de la cessation de l'infraction dans un délai de quarante-huit heures, l'officier de police judiciaire peut transformer l'immobilisation en une mise en fourrière; il joint alors à chacun des exemplaires de la procédure de mise en fourrière qu'il adresse aux autorités judiciaires, un exemplaire ou une copie conforme de la fiche d'immobilisation.

141.4. Dans tous les cas, dès la cessation de l'infraction qui a motivé l'immobilisation, le véhicule peut circuler entre le lieu d'immobilisation, la résidence et le lieu de service de l'autorité désignée pour lever la mesure, sous couvert du double de la fiche d'immobilisation remise au conducteur.

141.5. Tout véhicule transportant des vivres frais, des animaux ou des marchandises périssables ne peut faire l'objet de mesure d'immobilisation que si le conducteur ou l'état du véhicule constitue un danger imminent pour les autres usagers de la route. Même dans ce cas, l'immobilisation ne peut excéder 24 heures.

CHAPITRE III
MISE EN FOURRIÈRE

Art. 142. — 142.1. La mise en fourrière est le transfert d'un véhicule en un lieu désigné par l'autorité administrative en vue d'y être retenu jusqu'à décision de celle-ci, aux frais du propriétaire.

142.2. Elle est prescrite par l'officier de police judiciaire compétent, soit à la suite d'une immobilisation dans les cas prévus à l'article 136 de la présente loi, soit dans les cas suivants:

1. stationnement d'un véhicule à proximité d'une intersection de routes, du sommet d'une côte ou dans un virage lorsque la visibilité est insuffisante ou lorsque le conducteur est absent ou refuse, sur injonctions des agents verbalisateurs, de faire cesser le stationnement irrégulier;

2. stationnement d'un véhicule dont la présence compromet l'utilisation normale de la chaussée ou de ses dépendances, ou entrave l'accès des immeubles riverains, si le conducteur est absent ou refuse de faire cesser le stationnement irrégulier;

3. abandon d'un véhicule pendant quinze jours au moins sur une voie publique ou ses dépendances, lorsque le propriétaire ne peut être atteint ou lorsqu'il n'obéit pas dans un délai de huit jours à la mise en demeure qui lui est faite par l'autorité administrative de retirer son véhicule;

4. défaut de soumission à un contrôle technique obligatoire ou non-exécution des réparations ou aménagements prescrits en conséquence de la visite;

5. circulation d'un véhicule de transports en commun de personnes sans autorisation de mise en circulation.

142.3. Dans les cas prévus au présent article, l'agent verbalisateur saisit l'officier de police judiciaire compétent. Il peut le faire, le cas échéant, après l'immobilisation dans les conditions prévues par la présente loi.

Art. 143. — 143.1. Dans les cas visés à l'article 142.2. 1, 2 et 4 de la présente loi, une injonction est faite par lettre recommandée avec demande d'avis de réception envoyée à l'adresse indiquée lors de l'établissement ou de la modification de la carte rose.

143.2. L'autorité administrative peut mettre le véhicule en fourrière si, dans le délai notifié au propriétaire, celui-ci n'a pas procédé à l'enlèvement.

143.3. En cas d'urgence, l'injonction par lettre est supprimée. Dans la mesure du possible, une injonction orale est faite au propriétaire ou au conducteur.

Art. 144. 1. — Les intéressés peuvent contester, auprès de l'autorité judiciaire compétente du lieu de l'infraction, la décision de mise en fourrière.

144.2. Cette autorité est tenue de confirmer la mesure ou d'en donner mainlevée dans le délai maximum de cinq jours.

Art. 145. 1. — Le transfert d'un véhicule de son lieu de stationnement au lieu de mise en fourrière peut être opéré:

1. en vertu d'une réquisition adressée au conducteur ou au propriétaire du véhicule;

2. par les soins de l'Administration compétente;

3. en vertu d'une réquisition adressée à un tiers.

145.2. Les propriétaires des véhicules sont tenus de rembourser les frais de transport d'office et de mise en fourrière.

Ces remboursements constituent des recettes budgétaires lorsqu'il y a utilisation de véhicules publics ou de fourrières publiques.

145.3. Les taux de l'enlèvement et des opérations préalables sont fixés par arrêté du commissaire d'État aux Finances en tenant compte de la catégorie des véhicules. Ce même arrêté détermine les conditions selon lesquelles sont fixés les tarifs des frais de garde.

145.4. Lorsque les opérations de transfert du véhicule ont reçu commencement d'exécution, elles ne peuvent être interrompues. Le véhicule ne peut être restitué à son propriétaire que dans les conditions indiquées à l'article 147 de la présente loi.

145.5. Lorsque le propriétaire du véhicule frappé d'une mesure de mise en fourrière est domicilié ou réside dans le ressort de l'officier de police judiciaire qui a pris la mesure, celui-ci peut décider que le véhicule soit gardé par le propriétaire. La carte rose est alors retirée et reçoit la destination prévue.

Art. 146. 1. — Le procès-verbal de l'infraction qui a motivé la mise en fourrière d'un véhicule relate de façon sommaire les circonstances et les conditions dans lesquelles la mesure a été prise.

146.2. Il est transmis, dans un délai de 48 heures, aux autorités judiciaires compétentes.

146.3. La carte rose du véhicule est transmise dans tous les cas à l'autorité qualifiée pour donner mainlevée.

146.4. À moins que le conducteur ne soit le propriétaire et n'ait été présent lors de l'établissement du procès-verbal, la mesure de mise en fourrière doit être notifiée au propriétaire par l'officier de police judiciaire.

146.5. Cette notification précise l'autorité qualifiée pour donner mainlevée de la mesure.

146.6. Si, à l'examen de la procédure, l'autorité judiciaire compétente estime qu'il n'a pas été commis d'infraction, elle en avise l'autorité qualifiée qui donne immédiatement mainlevée de la mesure de mise en fourrière.

Art. 147. — La mainlevée de la mise en fourrière est donnée:

1. par l'officier de police judiciaire qui a pris la mesure, lorsque celle-ci a été motivée par l'une des infractions relatives au stationnement;

2. lorsque la mise en fourrière a été motivée par une infraction relative à l'état ou à l'équipement du véhicule.

Art. 148. — L'officier de police judiciaire peut autoriser une sortie provisoire de fourrière en vue de permettre au propriétaire de faire procéder, dans un établissement de son choix, aux réparations nécessaires. L'autorisation provisoire tient lieu de pièce de circulation; elle peut prescrire un itinéraire et des conditions de sécurité; sa durée de validité est limitée au temps des parcours et de la réparation.

Art. 149. — La mainlevée de la mise en fourrière donne lieu, de la part de l'autorité qualifiée, à la restitution de la carte rose, si celle-ci a été retirée, et à la délivrance d'une autorisation définitive de sortie de fourrière. La restitution du véhicule est subordonnée au paiement des frais dans les conditions prévues à l'article 145 de la présente loi.

Art. 150. 1. — Les véhicules dont l'état ne permet pas la circulation dans des conditions normales de sécurité ne peuvent être retirés de la fourrière que par des réparateurs chargés par les propriétaires d'effectuer les travaux reconnus indispensables.

150.2. Ils ne peuvent ensuite être restitués à leurs propriétaires qu'après vérification de la bonne exécution des travaux.

150.3. En cas de désaccord sur l'état du véhicule, un expert est désigné. S'il constate que le véhicule n'est pas en état de circuler dans des conditions normales de sécurité, il détermine les travaux à effectuer avant sa remise au propriétaire.

Art. 151. — 151.1. Sont réputés abandonnés les véhicules laissés en fourrière à l'expiration d'un délai de quarante-cinq jours à compter de la mise en demeure faite au propriétaire d'avoir à retirer son véhicule.

151.2. La notification est valablement faite à l'adresse indiquée au répertoire des immatriculations. Dans le cas où le véhicule fait l'objet d'un gage régulièrement inscrit, cette notification est également faite au créancier gagiste.

151.3. Si le propriétaire ne peut être identifié, le délai précité court à partir du jour où cette impossibilité a été constatée.

151.4. Le délai prévu à l'alinéa 151.1 du présent article est réduit à dix jours en ce qui concerne les véhicules qu'un expert désigné aura estimés d'une valeur marchande inférieure à un montant fixé par arrêté pris conjointement par les commissaires d'État aux Finances, à l'Économie et aux Transports et Communications, et classés hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité

151.5. Les véhicules visés à l'alinéa 151.4 du présent article sont, à l'expiration du délai de dix jours, livrés à la destruction.

Art. 152. — 152.1. Les frais d'enlèvement, de garde en fourrière d'expertise et de vente ou de destruction du véhicule sont à la charge du propriétaire.

152.2. Le produit de la vente, sous déduction des frais énumérés à l'alinéa 152.1. du présent article, est tenu à la disposition du propriétaire ou de ses ayants droit, ou le cas échéant du créancier gagiste pouvant justifier de ses droits, pendant un délai de deux ans. À l'expiration de ce délai, ce produit est acquis à l'État.

152.3. Lorsque le produit de la vente est inférieur au montant des frais visés ci-dessus, le propriétaire ou ses ayants droit restent débiteurs de la différence. Celle-ci est recouvrée dans les conditions normales fixées par arrêté du commissaire d'État aux Finances.

Art. 153. — La collectivité publique intéressée n'est pas responsable des dommages subis par les véhicules visés à l'alinéa 151.4 de l'article 151 de la présente loi, placés dans une fourrière non clôturée et non gardée.

Art. 154. — Un arrête conjoint. pris par les commissaires d'État à l'Administration du territoire, aux Finances, à l'Économie et aux Transports et Communications, détermine notamment les clauses devant obligatoirement figurer dans le contrat type susceptible d'être passé entre les collectivités publiques intéressées et les entreprises aptes à effectuer la démolition des véhicules automobiles.

Art. 155. — Lorsque l'auteur d'une infraction se trouve hors d'état de justifier d'un domicile ou d'un emploi sur le territoire national ou d'une caution agréée par l'administration habilitée à percevoir les amendes garantissant le paiement éventuel des condamnations pécuniaires encourues, le véhicule ayant servi à commettre l'infraction pourra être retenu jusqu'à ce qu'ait été versée à un comptable de recettes une consignation dont le montant est fixé par l'autorité judiciaire compétente. Cette dernière est tenue de statuer dans le délai maximum de cinq jours qui suit la constatation de l'infraction.

Si aucune de ces garanties n'est fournie par l'auteur de l'infraction, le véhicule pourra être mis en fourrière et les frais en résultant seront mis à sa charge.

CHAPITRE IV
RETRAIT DE LA CIRCULATION

Art. 156. — 156.1. Lorsque le rapport de l'expert constate un état de vétusté tel que la circulation du véhicule compromettrait gravement la sécurité des usagers, l'autorité administrative compétente peut prendre une décision de retrait définitif de la circulation.

156.2. Toutefois, le propriétaire peut demander une contre-expertise.

156.3. Dans le cas de retrait définitif, le véhicule est rendu, en vue de destruction, à son propriétaire sous réserve de paiement par celui-ci, des frais de fourrière. La carte rose est retenue par l'Administration compétente et annulée.

MISE EN VIGUEUR

Art. 157. — Le présent Code de la Route entre en vigueur le 25 juillet 1979.

ANNEXES AU LIVRE PREMIER

ANNEXE 1
CONDITIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX AUTOMOBILES ET AUX REMORQUES

CHAPITRE I^{er}

A. Définition

Aux fins du présent chapitre:

1. le terme «roues d'un essieu» désigne les roues symétriques ou sensiblement symétriques, par rapport au plan longitudinal médian du véhicule, même si elles ne sont pas placées sur un même essieu (un essieu tandem est compté pour deux essieux);

2. le terme «frein de service» désigne le dispositif normalement utilisé pour ralentir et arrêter le véhicule;

3. le terme «frein de stationnement» désigne le dispositif utilisé pour maintenir, en l'absence du conducteur, le véhicule immobile ou, dans le cas d'une remorque, la remorque lorsque celle-ci est désaccouplée;

4. le terme «frein de secours» désigne le dispositif destiné à ralentir et à arrêter le véhicule en cas de défaillance du frein de service.

B. Freinage des automobiles autres que les motocycles

— 1. Toute automobile autre qu'un motocycle doit être munie de freins pouvant être actionnés facilement par le conducteur installé à sa place de conduite. Ces freins devront permettre d'assurer les trois fonctions de freinage ci-après:

1) un frein de service permettant de ralentir le véhicule et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient ses conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante de la voie sur laquelle il circule;

2) un frein de stationnement permettant de maintenir le véhicule immobile, quelles que soient ses conditions de chargement, sur une déclivité ascendante ou descendante de 16 %, les surfaces actives du frein restant maintenues en position de serrage au moyen d'un dispositif à action purement mécanique;

3) un frein de secours permettant de ralentir et d'arrêter le véhicule, quelles que soient ses conditions de chargement, sur une distance raisonnable, même en cas de défaillance du frein de service.

2. Sous réserve des dispositions prévues au B.1., 2), de la présente annexe, les dispositions assurant les trois fonctions de freinage peuvent avoir des parties communes; la combinaison des commandes n'est admise qu'à condition qu'il reste au moins deux commandes distinctes.

3. Le frein de service doit agir sur toutes les roues du véhicule; toutefois, sur les véhicules ayant plus de deux essieux, les roues d'un essieu peuvent n'être pas freinées.

4. Le frein de secours doit pouvoir agir sur une roue au moins de chaque côté du plan longitudinal médian du véhicule; la même disposition s'applique au frein de stationnement.

5. Le frein de service et le frein de stationnement doivent agir sur des surfaces freinées liées aux roues de façon permanente par l'intermédiaire de pièces suffisamment robustes.

6. Aucune surface freinée ne doit pouvoir être désaccouplée des roues. Toutefois, un tel désaccouplement est admis pour certaines des surfaces freinées, à condition:

1) qu'il soit seulement momentané, par exemple pendant un changement des rapports de transmission;

2) qu'en tant qu'il porte sur le frein de stationnement, il ne soit pas possible sans l'action du conducteur et qu'en tant qu'il porte sur le frein de service ou le frein de secours, l'action de freinage continue de pouvoir s'exercer avec l'efficacité prescrite conformément au point B, paragraphe 1, de la présente annexe.

C. Freinage des remorques

1. Sans préjudice des dispositions prévues au point D.3) de la présente annexe, toute remorque autre qu'une remorque légère doit être munie de freins, à savoir:

1) un frein de service permettant de ralentir le véhicule et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient ses conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante de la voie sur laquelle il circule:

2) un frein de stationnement permettant de maintenir le véhicule immobile, quelles que soient ses conditions de chargement, sur une déclivité ascendante ou descendante de 16 %, les surfaces actives du frein restant maintenues en position de serrage au moyen d'un dispositif à action purement mécanique. La présente disposition n'est pas applicable aux remorques qui ne peuvent être désaccouplées du véhicule tracteur sans l'aide d'outils, à condition que les exigences relatives au freinage de stationnement soient respectées pour l'ensemble de véhicules.

2. Les dispositifs assurant les deux fonctions de freinage peuvent avoir des parties communes.

3. Le frein de service doit agir sur toutes les roues de la remorque.

4. Le frein de service doit pouvoir être mis en action par la commande de freinage de service du véhicule tracteur; toutefois, si le poids maximal autorisé de la remorque n'excède pas 3.500 kg, le frein peut être conçu pour n'être mis en action, pendant la marche, que par le simple rapprochement de la remorque et du véhicule tracteur (freinage par inertie).

5. Le frein de service et le frein de stationnement doivent agir sur des surfaces freinées liées aux roues de façon permanente par l'intermédiaire de pièces suffisamment robustes.

6. Les dispositifs de freinage doivent être tels que l'arrêt de la remorque soit assuré automatiquement en cas de rupture du dispositif d'accouplement pendant la marche. Toutefois, cette prescription ne s'applique pas aux remorques à un seul essieu ou à deux essieux distants l'un de l'autre de moins d'un mètre, à condition que leur poids maximal autorise n'excède pas 1.500 kg et, à l'exception des semi-remorques, qu'elles soient munies, en plus du dispositif d'accouplement, de l'attache secondaire prévue au chapitre IV de la présente annexe.

D. Freinage des ensembles de véhicules

Outre les dispositions des parties A et B du présent chapitre relatives aux véhicules isolés (automobiles et remorques), les dispositions ci-après s'appliqueront aux ensembles de ces véhicules:

1) les dispositifs de freinage montés sur chacun des véhicules composant l'ensemble doivent être compatibles;

2) l'action du frein de service doit être convenablement répartie et synchronisée entre les véhicules composant l'ensemble;

3) le poids maximal autorisé d'une remorque non munie d'un frein de service ne doit pas excéder la moitié de la somme du poids à vide du véhicule tracteur et du poids du conducteur.

E. Freinage des motocycles

1) Tout motocycle doit être muni de deux dispositifs de freinage, agissant l'un au moins sur la ou les roues arrière, et l'autre au moins sur la ou les roues avant; si un side-car est adjoint à un motocycle, le freinage de la roue du side-car n'est pas exigé. Ces dispositifs de freinage doivent permettre de ralentir le motocycle et de l'arrêter d'une façon sûre, rapide et efficace, quelles que soient ses conditions de chargement et la déclivité ascendante ou descendante de la route sur laquelle il circule.

2) Outre les dispositifs prévus à l'alinéa 1er du présent paragraphe, les motocycles à trois roues symétriques par rapport au plan longitudinal médian du véhicule doivent être munis d'un frein de stationnement répondant aux conditions énoncées au point B, paragraphe 1er de la présente annexe.

CHAPITRE II
FEUX ET DISPOSITIFS RÉFLÉCHISSANTS

1. Aux fins du présent chapitre, le terme:

«feu-route» désigne le feu du véhicule servant à éclairer la route sur une grande distance en avant de ce véhicule;

«feu-croisement» désigne le feu du véhicule servant à éclairer la route en avant de ce véhicule sans éblouir ni gêner indûment les conducteurs venant en sens inverse et les autres usagers de la route;

«feu-position avant» désigne le feu du véhicule servant à indiquer la présence et la largeur de ce véhicule vu de l'avant;

«feu-position arrières» désigne le feu du véhicule servant à indiquer la présence et la largeur de ce véhicule vu de l'arrière;

«feu-stop» désigne le feu du véhicule servant à indiquer aux autres usagers de la route qui se trouvent derrière ce véhicule que son conducteur actionne le frein de service;

«feu-brouillard» désigne le feu du véhicule servant à améliorer l'éclairage de la route en cas de brouillard, d'orage ou de nuage de poussière;

«feu-marche arrière» désigne le feu du véhicule servant à éclairer la route à l'arrière de ce véhicule et à avertir les autres usagers de la route que le véhicule fait marche arrière ou est sur le point de faire marche arrière;

«feu-indicateur de direction» désigne le feu du véhicule servant à indiquer aux autres usagers de la route que le conducteur a l'intention de changer de direction vers la droite ou vers la gauche;

«catadioptre» désigne un dispositif servant à indiquer la présence d'un véhicule par réfection de la lumière émanant d'une source lumineuse non reliée à ce véhicule, l'observateur étant placé près de ladite source lumineuse;

«plage éclairante» désigne pour les feux la surface apparente de sortie de la lumière émise et pour les catadioptres la surface visible réfléchissante.

2. Les couleurs des feux visés au présent chapitre doivent être autant que possible, conformes aux définitions données dans l'appendice de la présente annexe.

3. À l'exception des motocycles, toute automobile susceptible de dépasser en palier la vitesse de 40 km à l'heure doit être munie à l'avant d'un nombre pair de feux-route blancs ou jaune sélectif capables d'éclairer efficacement la route la nuit par temps clair sur une distance d'au moins 100 m en avant de ce véhicule. Les bords extérieurs de la plage éclairante des feux-route ne doivent en aucun cas être situés plus près de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule que les bords extérieurs de la plage éclairante des feux-croisement.

4. À l'exception des motocycles, toute automobile susceptible de dépasser en palier la vitesse de 10 km à l'heure doit être munie à l'avant de deux feux-croisement blancs ou jaune sélectif, capables d'éclairer efficacement la route la nuit par temps clair sur une distance d'au moins 40 m en avant du véhicule. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule. Une automobile ne doit pas être munie de plus de deux feux-croisement. Les feux-croisement doivent être réglés de façon à être conformes à la définition du chapitre II, paragraphe 1er de la présente annexe.

5. Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues sans side-car doit être munie à l'avant de deux feux-position avant blancs; toutefois, le jaune sélectif est admis pour les feux-route ou des feux-croisement émettant des faisceaux de lumière jaune sélectif. Ces feux-position avant, lorsqu'ils sont les seuls feux allumés à l'avant du véhicule, doivent être visibles de nuit par temps clair à une distance d'au moins 300 m sans éblouir ni gêner indûment les autres usagers de la route. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule.

6. 1) Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues sans side-car doit être munie à l'arrière d'un nombre pair de feux-position arrière rouges visibles de nuit par temps clair à une distance d'au moins 300 m sans éblouir ni gêner indûment les autres usagers de la route. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule.

2) Toute remorque doit être munie à l'arrière d'un nombre pair de feux-position arrière rouges visibles de nuit par temps clair à une distance d'au moins 300 m sans éblouir ni gêner indûment les autres usagers de la route. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian de la remorque ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout de la remorque. Toutefois, les remorques dont la largeur hors tout ne dépasse pas 0,80 m peuvent n'être munies que d'un seul de ces feux si elles sont attelées à un motocycle à deux roues sans side-car.

7. Toute automobile ou remorque portant à l'arrière un numéro d'immatriculation doit être équipée d'un dispositif d'éclairage de ce numéro tel que celui-ci, lorsqu'il est éclairé par le dispositif, soit lisible de nuit par temps clair, le véhicule étant arrêté, à une distance de 20 m de l'arrière du véhicule.

8. Sur toute automobile (y compris les motocycles) et sur tout ensemble constitué par un véhicule automobile et une ou plusieurs remorques, les connexions électriques doivent être telles que les feux-route, feux-croisement, feux-brouillard, feux-position avant de l'automobile et le dispositif visé au chapitre II, paragraphe 7, ci-dessus ne puissent être mis en service que lorsque les feux-position arrière de l'automobile ou de l'ensemble de véhicules, situés le plus à l'arrière le sont eux aussi.

Cependant, cette condition n'est pas imposée pour les feux-route ou les feux-croisement lorsqu'ils sont utilisés pour donner les avertissements lumineux visés au paragraphe 51.3. de l'article 51 de la présente loi.

En outre, les connexions électriques doivent être telles que les feux-position avant de l'automobile soient toujours allumés lorsque les feux-croisement. Les feux-route ou les feux-brouillard le sont.

9. Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues sans side-car doit être munie à l'arrière d'au moins deux catadioptres rouges de forme non triangulaire. De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule. Les catadioptres doivent être visibles pour le conducteur d'un véhicule la nuit par temps clair à une distance d'au moins 150 m lorsqu'ils sont éclairés par les feux-route de ce véhicule.

10. Toute remorque doit être munie à l'arrière d'au moins deux catadioptres rouges. Ces catadioptres doivent avoir la forme d'un triangle équilatéral dont un sommet est en haut et un côté est horizontal et dont les côtés ont au moins 0,15 m et au plus 0,20 m: aucun feu de signalisation ne doit être placé à l'intérieur du triangle. Ces catadioptres doivent satisfaire à la condition de visibilité fixée au chapitre II, paragraphe 6, ci-dessus.

De chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian de la remorque ne doit pas se trouver à plus de 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout de la remorque. Toutefois, les remorques dont la largeur hors tout ne dépasse pas 0,80 m peuvent n'être munies que d'un seul catadioptre si elles sont attelées à un motocycle à deux roues sans side-car.

11. Toute remorque doit être munie à l'avant de deux catadioptres blancs, de forme non triangulaire. Ces catadioptres doivent satisfaire aux conditions d'emplacement et de visibilité fixées au chapitre II, paragraphe 9, ci-dessus.

12. Une remorque doit être munie à l'avant de deux feux-position avant blancs, lorsque sa largeur excède 1,60 m. Les feux-position ainsi prescrits doivent être placés le plus près possible de l'extrémité de la largeur hors tout de la remorque et en tout cas de telle façon que le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian de la remorque ne se trouve pas à plus de 0,15 m de ces extrémités.

13. À l'exception des motocycles à deux roues avec ou sans side-car, toute automobile capable de dépasser en palier la vitesse de 25 km à l'heure doit être munie à l'arrière de deux feux-stop de couleur rouge dont l'intensité lumineuse est nettement supérieure à celle des feux-position arrière. La même disposition s'applique à toute remorque constituant le dernier véhicule d'un ensemble de véhicule; toutefois, aucun feu-stop n'est exigé sur les petites remorques dont les dimensions sont telles que les feux-stop du véhicule tracteur restent visibles.

14. 1) Tout motocycle à deux roues, avec ou sans side-car, doit être muni d'un feu-croisement satisfaisant aux dispositions de couleur et de visibilité fixées au chapitre II, paragraphe 3, ci-dessus;

2) tout motocycle à deux roues, avec ou sans side-car, susceptible de dépasser en palier la vitesse de 40 km à l'heure doit être muni, en plus de feu-croisement, d'au moins un feu-route satisfaisant aux dispositions de couleur et de visibilité fixées au chapitre II, paragraphe 3, ci-dessus. Si le motocycle comporte plusieurs feux-route, ces feux doivent être situés le plus près possible l'un de l'autre;

3) un motocycle à deux roues, avec ou sans side-car, ne doit être muni ni de plus d'un feu-croisement ni de plus de deux feux-route.

15. Tout motocycle à deux roues sans side-car peut être muni à l'avant d'un ou de deux feux-position avant satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au chapitre II, paragraphe 5, ci-dessus. Si ce motocycle comporte deux feux-position avant, ceux-ci doivent être situés le plus près possible l'un de l'autre. Un motocycle à deux roues sans side-car ne doit pas être muni de plus de deux feux-position avant.

16. Tout motocycle à deux roues sans side-car doit être muni à l'arrière d'un feu-position arrière satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au chapitre II, paragraphe 6, ci-dessus.

17. Tout motocycle à deux roues sans side-car doit être muni à l'arrière d'un catadioptre satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au chapitre II, paragraphe 8, ci-dessus.

18. Tout motocycle à deux roues, avec ou sans side-car, doit être muni d'un feu-stop satisfaisant aux dispositions du chapitre II, paragraphe 13, ci-dessus.

19. Sans préjudice des dispositions relatives aux feux et dispositifs exigés pour les cyclomoteurs sans side-car, tout side-car attaché à un motocycle à deux roues doit être muni à l'avant d'un feu-position avant satisfaisant aux conditions de couleur et de visibilité fixées au chapitre II, paragraphe 8, ci-dessus.

20. Les automobiles à trois roues symétriques par rapport au plan longitudinal médian du véhicule, assimilées aux motocycles en application de l'alinéa 2.18 de l'article 2 de la présente loi, doivent être munies des dispositifs prescrits au chapitre II, paragraphes 3, 4, 5, 6, 8, et 13 ci-dessus.

Toutefois, lorsque la largeur d'un tel véhicule ne dépasse pas 1,30 m, un seul feu-route et un seul feu-croisement sont suffisants. Les prescriptions relatives à la distance des plages éclairantes par rapport à l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule ne sont pas applicables dans ces cas.

21. Toute automobile, à l'exception de celles dont le conducteur peut signaler à bras des changements de direction visibles en tous azimuts par les autres usagers de la route, doit être munie de feux-indicateurs de direction à position fixe et à lumière clignotante jaune-auto, disposés en nombre pair sur le véhicule et visibles de jour et de nuit par les usagers de la route intéressés au mouvement du véhicule. La cadence du clignotement de la lumière doit être de 90 par minute avec tolérance de ± 30.

22. Si des feux-brouillard sont installés sur une automobile autre qu'un motocycle à deux roues avec ou sans side-car, ils doivent être blancs ou jaune sélectif, être au nombre de deux et être placés de telle façon qu'aucun point de leur plage éclairante ne se trouve au-dessus du point le plus haut de la plage éclairante des feux-croisement et que, de chaque côté, le point de la plage éclairante le plus éloigné du plan longitudinal médian du véhicule ne se trouve à plus de 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule.

23. Aucun feu-marche arrière ne doit éblouir ou gêner indûment les autres usagers de la route. Si un feu-marche arrière est installé sur une automobile, il doit émettre une lumière blanche, jaune-auto ou jaune sélectif. La commande d'allumage de ce feu doit être telle qu'il ne puisse s'allumer que lorsque le dispositif de marche arrière est enclenché.

24. Aucun feu, autre que les feux-indicateurs de direction, monté sur une automobile ou une remorque, ne doit être clignotant, à l'exception de ceux qui sont utilisés pour signaler les véhicules ou ensembles de véhicules qui ne sont pas tenus de respecter les règles générales de circulation ou dont la présence sur la route impose aux autres usagers de la route des précautions particulières, notamment les véhicules prioritaires, les convois de véhicules, les véhicules de dimensions exceptionnelles et les véhicules ou engins de construction ou d'entretien des routes.

25. Pour l'application des dispositions de la présente annexe, sera considéré:

1. comme un seul feu toute combinaison de deux ou plusieurs feux, identiques ou non, mais ayant la même fonction et la même couleur, dont les projections des plages éclairantes sur un plan vertical perpendiculaire au plan longitudinal médian du véhicule occupent au moins 50 % de la surface du plus petit rectangle circonscrit aux projections des plages éclairantes précitées;

2. comme deux ou comme un nombre pair de feux, une seule plage éclairante ayant la forme d'une bande lorsque celle-ci est située symétriquement par rapport au plan longitudinal médian du véhicule et qu'elle s'étend au moins jusqu'à 0,40 m de l'extrémité de la largeur hors tout du véhicule de chaque côté de celui-ci, en ayant une longueur minimale de 0,80 m. L'éclairage de cette plage devra être assuré par au moins deux sources lumineuses situées le plus près possible de ses extrémités. La plage éclairante peut être constituée par un ensemble d'éléments juxtaposés pour autant que les projections des diverses plages éclairantes élémentaires sur un plan vertical perpendiculaire au plan longitudinal médian du véhicule occupent au moins 50 % de la surface du plus petit rectangle circonscrit aux projections des plages éclairantes élémentaires précitées.

26. Sur un même véhicule, les feux ayant la même fonction et orientés vers la même direction, doivent être de même couleur. Les feux et les catadioptres qui sont en nombre pair doivent être placés symétriquement par rapport au plan longitudinal médian du véhicule, sauf sur les véhicules dont la forme extérieure est dissymétrique. Les feux de chaque paire doivent avoir sensiblement la même intensité.

27. Des feux de nature différente et, sous réserve des dispositions des autres paragraphes du présent chapitre, des feux et des catadioptres peuvent être groupés ou incorporés dans un même dispositif, à condition que chacun de ces feux et de ces catadioptres réponde aux dispositions de la présente annexe qui lui sont applicables.

CHAPITRE III
AUTRES PRESCRIPTIONS

1. Appareil de direction

Toute automobile doit être munie d'un appareil de direction robuste permettant au conducteur de changer facilement, rapidement et sûrement la direction de son véhicule.

2. Miroir rétroviseur

Toute automobile autre qu'un motocycle à deux roues avec ou sans side-car doit être munie d'un ou plusieurs miroirs rétroviseurs; le nombre, les dimensions et la disposition de ces miroirs doivent être tels qu'ils permettent au conducteur de voir la circulation vers l'arrière de son véhicule.

3. Avertisseur sonore

Toute automobile doit être munie d'au moins un avertisseur sonore d'une puissance suffisante. Le son émis par l'avertisseur doit être continu, uniforme et non strident. Les véhicules prioritaires et les véhicules de service public de transport de voyageurs peuvent avoir des avertisseurs sonores supplémentaires qui ne sont pas soumis à ces exigences.

4. Essuie-glace

Toute automobile pourvue d'un pare-brise de dimensions et de forme telles que le conducteur ne puisse normalement de sa place de conduite voir vers l'avant la route qu'à travers les éléments transparents de ce pare-brise, doit être munie d'au moins un essuie-glace efficace et robuste, placé en une position appropriée et dont le fonctionnement ne requiert pas l'intervention constante du conducteur.

5. Lave-glace

Toute automobile soumise à l'obligation d'être munie d'au moins un essuie-glace doit également être munie d'un lave-glace.

6. Pare-brise et vitres

Sur toute automobile et sur toute remorque:

1) les substances transparentes constituant des éléments de paroi extérieure du véhicule, y compris le pare-brise, ou de paroi intérieure de séparation, doivent être telles que, en cas de bris, le danger de lésions corporelles soit réduit dans toute la mesure du possible;

2) les vitres du pare-brise doivent être faites d'une substance dont la transparence ne s'altère pas et être telles qu'elles ne provoquent aucune déformation notable des objets vus par transparence et qu'en cas de bris, le conducteur puisse voir encore suffisamment la route.

7. Dispositif de marche arrière

Toute automobile doit être munie d'un dispositif de marche arrière manœuvrable de la place de conduite. Toutefois, ce dispositif n'est obligatoire sur les motocycles et sur les automobiles à trois roues symétriques par rapport au plan longitudinal médian du véhicule que si leur poids maximal autorisé excède 400 kg.

8. Silencieux

Tout moteur thermique de propulsion d'une automobile doit être muni d'un dispositif d'échappement silencieux efficace; ce dispositif doit être tel qu'il ne puisse être rendu inopérant par le conducteur de sa place de conduite.

9. Bandages

Les roues des automobiles et de leurs remorques doivent être munies de bandages pneumatiques et l'état de ces bandages doit être tel que la sécurité soit assurée, y compris l'adhérence, même sur chaussée mouillée.

10. Indicateur de vitesse

Toute automobile susceptible de dépasser en palier la vitesse de 40 km à l'heure doit être munie d'un indicateur de vitesse.

11. Dispositif de signalisation à bord des automobiles

Le dispositif de signalisation doit être:

1) soit un panneau consistant en un triangle équilatéral de 0,40 m au moins de côté à bords rouges de 0,05 m au moins de largeur et à fond évidé ou de couleur claire; les bords rouges doivent être éclairés par transparence ou être munis d'une bande réflectorisée; le panneau doit être tel qu'il puisse être placé en position verticale stable;

2) soit un autre dispositif également efficace.

12. Dispositif antivol

Toute automobile doit être munie d'un dispositif antivol permettant, à partir du moment où le véhicule est laissé en stationnement, la mise en panne ou le blocage d'un organe essentiel du véhicule même.

13. Dispositif d'attache des remorques légères

À l'exception des semi-remorques, les remorques qui ne sont pas équipées du frein automatique visé au chapitre 1er, point C., paragraphe 6, de la présente annexe, doivent être munies, en plus du dispositif d'accouplement, d'une attache secondaire (chaîne, câble, etc.) qui, en cas de rupture du dispositif d'accouplement, puisse empêcher le timon de toucher le sol et assurer un certain guidage résiduel de la remorque.

14. Dispositions générales

1) Dans toute la mesure du possible, les organes mécaniques et les équipements des automobiles ne doivent pas comporter des risques d'incendie ou d'explosion; ils ne doivent pas non plus donner lieu à des émissions excessives de gaz nocifs, de fumées opaques, d'odeurs ou de bruits.

2) Dans toute la mesure du possible, le dispositif d'allumage à haute tension du moteur des automobiles ne doit pas donner lieu à une émission excessive de parasites radioélectriques sensiblement incommodants.

3) Toute automobile doit être construite de telle manière que, vers l'avant, vers la droite et vers la gauche, le champ de visibilité du conducteur soit suffisant pour lui permettre de conduire avec sécurité.

4) Dans toute la mesure du possible, les automobiles et les remorques doivent être construites et équipées de façon à réduire, pour leurs occupants et pour les autres usagers de la route, le danger en cas d'accident. En particulier, il ne doit y avoir, ni à l'intérieur ni à l'extérieur, d'ornement ou autres objets qui, présentant des arrêtes ou des saillies non indispensables, soient susceptibles de constituer un danger pour les occupants et pour les autres usagers de la route.

CHAPITRE IV

DÉROGATIONS

Sur le plan national, sont dérogés aux dispositions de la présente annexe:

1) les automobiles et les remorques dont, par construction, la vitesse ne peut dépasser en palier 25 km à l'heure;

2) les voitures d'infirme, c'est-à-dire les petites automobiles spécialement conçues et construites — et non pas seulement adaptées — à l'usage d'une personne atteinte d'une infirmité ou d'une incapacité physique et n'étant normalement utilisées que par cette seule personne;

3) les véhicules destinés à des expériences ayant pour but de suivre le progrès de la technique et d'améliorer la sécurité;

4) les véhicules d'une forme ou d'un type particuliers, ou qui sont utilisés à des fins particulières dans des conditions spéciales.

Pour la vérification des caractéristiques calorimétriques de ces filtres, il sera employé une source lumineuse à température de couleur de 2854° K (correspondant à l'illuminant A de la Commission internationale de l'Éclairage CIE).

Appendice
Définitions des filtres colorés pour l'obtention des couleurs visées à la présente annexe. (Coordonnées trichromatiques).

Rouge	limite vers le jaune(1)	Y 0,335
	limite vers le pourpre	Z 0,008
Blanc	limite vers le bleu	X 0,310
	limite vers le jaune	X 0,500
	limite vers le vert	Y 0,150 + 0,640 X
	limite vers le vert	Y 0,440
	limite vers le pourpre	Y 0,050 + 0,750 X
	limite vers le route	Y 0,382
Jaune-auto(2)	limite vers le jaune(1)	Y 0,429
	limite vers le rouge(1)	Y 0,398
	limite vers le blanc(1)	Z 0,007
Jaune sélectif(3)	limite vers le rouge(1)	Y 0,138 + 0,580 X
	limite vers le vert(1)	Y 1,29 X — 0,100
	limite vers le blanc(1)	Y — X + 0,966
	val. spectrale(1)	Y — X + 0,992

1. Dans les cas, il a été adopté des limites différentes de celles qui sont recommandées par la CIE, car les tensions d'alimentation aux bornes des lampes équipant les feux varient dans de très larges limites.

2. S'applique à la couleur des signaux automobiles couramment appelée jusqu'à présent «orange» ou «jaune-orange», correspondant à une partie bien déterminée de la zone «jaune» du triangle des couleurs CIE.

3. S'applique uniquement aux feux-croisement et feux-route. Dans le cas particulier des feux-brouillard, la sélectivité de la couleur sera reconnue satisfaisante pour autant que le facteur de pureté soit au moins égal à 0,820, la limite vers le blanc Y — X + 0,966, étant alors Y — X + 0,940 et Y = 0,400

ANNEXE 2

PERMIS NATIONAL DE CONDUIRE

1. Le permis national de conduire est un feuillet de format A 7 (74 x 105 mm) ou un feuillet pliable à ce format et double (148 x 105 mm) ou triple (222 x 105) dudit format. Il est de couleur rose.

2. Le permis est imprimé par la Commission nationale de délivrance des permis de conduire. Il porte, en français, le titre «Permis de conduire».

3. Les indications manuscrites ou dactylographiées portées sur le permis sont uniquement en caractères latins.

4. Deux des pages du permis sont conformes aux pages modèles n°1 et 2 ci-après.

PAGE MODELE

N° 1	N° 2		N° 3
PERMIS DE CONDUIRE 1/	**REPUBLIQUE DU ZAIRE** 2/ Catégories de véhicules pour lesquels le permis est valable		
1. Noms : ..... 2. (Prénoms) 3/ ..... 3. Date 4/ et lieu 5/ de naissance ..... 4. Domicile .... Signature du titulaire 6/ Photographie 35 x 45 mm 5. Délivré par ..... 6. A ..... le ..... 7. Valable jusqu'au 7/ .... N° ..... Signature, etc. 8/	A Motocycles	9/	Valable jusqu'au : ..... Renouvelé jusqu'au : ..... 9/ délivré le ..... le .....
	B Automobiles, autres que celles de la catégorie A, dont le poids maximal autorisé n'excède pas 3,500 kg et dont le nombre de places assises, outre le siège du conducteur, n'excède pas huit.	9/	Valable jusqu'au : ..... Renouvelé jusqu'au : ..... 9/ délivré le ..... le .....
	C Automobiles affectees au transport de marchandises et dont le poids maximal autorisé excède 3.500 kg	9/	Valable jusqu'au ..... Renouvelé jusqu'au ..... 9/ délivré le ..... le .....
	D Automobiles affectées au transport de personnes ayant plus de huit places assises, outre le siège du conducteur.	9/	Valable jusqu'au ..... Renouvelé jusqu'au ..... 9/ délivré le ..... le .....
	E Ensemble de véhicules dont le tracteur rentre dans la ou les catégories B, C ou D pour lesquelles le conducteur est habilité, mais qui ne rentrent pas eux-mêmes dans cette catégorie ou ces catégories.	9/	Valable jusqu'au ..... Renouvelé jusqu'au ..... 9/ délivré le ..... le .....
		10/	10/
	11/		

(1) Cette indication peut figurer sur la première page.

(2) La remarque 1 ci-dessus s'applique aussi à cette rubrique.

(3) Les noms du père ou du mari peuvent être inscrits à cette place.

(4) Si la date de naissance n'est pas connue, on indiquera l'âge approximatif à la date de la délivrance du permis.

(5) Ne rien indiquer si le lieu de naissance n'est pas connu.

(6) «À défaut, empreinte du pouce».

(7) Facultatif.

(8) Signature et/ou sceau ou cachet de la Commission de délivrance des permis de conduire. Le sceau ou le cachet peuvent être apposés sur la première page de couverture.

(9) Sceau ou cachet de la Commission de délivrance des permis de conduire et, éventuellement, date d'apposition du sceau ou du cachet. Ce sceau ou cachet sera apposé dans la colonne de droite de la page modèle n°2 en face des cases relatives aux définitions des catégories de véhicules pour lesquels le permis est valable et seulement en face de ces cases; les mêmes dispositions s'appliquent aux mentions à apporter dans la colonne de droite modèle n°3 au sujet des renouvellements accordés.

(10) Espace réservé pour d'autres catégories de véhicules.

(11) Espace réservé pour les observations complémentaires que la Commission de délivrance des permis de conduire souhaiterait, le cas échéant, consigner sur celui-ci, y compris des conditions restrictives d'utilisation (par exemple, «Port de verres correcteurs». «Valable seulement pour la conduite du véhicule n° .....», «Sous réserve de l'aménagement du véhicule pour conduite par un amputé d'une jambe»). D'autres observations peuvent être consignées sur des pages qui ne sont pas des pages modèles.

ANNEXE 3

PERMIS INTERNATIONAL DE CONDUIRE

1. Le permis est un livret de format A 6 (148 x 105 mm). Sa couverture est grise; ses pages intérieures sont blanches.

2. Le recto et le verso du premier feuillet de la couverture sont conformes respectivement aux pages modèles n^{os} 1 et 2 ci-après; ils sont imprimés dans la langue française. À la fin des pages intérieures, deux pages juxtaposées sont conformes au modèle n^{o}1 ci-après et sont imprimées en français. Les pages intérieures qui précédent ces deux pages reproduisent en plusieurs langues, dont obligatoirement l'anglais, l'espagnol et le russe, la première de ces deux pages.

3. Les indications manuscrites ou dactylographiées portées sur le permis seront en caractères latins.

Page modèle n^{o}1
(recto du premier feuillet de la couverture)

REPUBLIQUE DU ZAIRE

Circulation automobile internationale
PERMIS INTERNATIONAL DE CONDUIRE
N^{o} .....

Convention de Circulation routière du huit novembre 1968

Valable jusqu'au 1

Délivré par .....

à .....

le .....

Numéro du permis de conduire national .....

3 2

(1) Trois ans après la date de délivrance ou à la date d'expiration de la validité du permis national de conduire, à celle des deux dates qui est antérieure à l'autre.

(2) Signature de l'autorité qui délivre le permis.

(3) Sceau ou cachet de l'autorité qui délivre le permis.

Page modèle n^{o}2
(verso du premier feuillet de la couverture)

Le présent permis n'est pas valable pour la circulation sur le Territoire de la République du Zaïre.

Il est valable sur les territoires de tous les autres Etats ayant adhéré ou ratifié la Convention de Vienne du 8 novembre 1968 sur la Circulation et la Signalisation routières. Les catégories de véhicules pour la conduite desquels il est valable sont marquées à la fin du du livret.

1/

Le présent permis n'affecte en rien l'obligation où se trouve son titulaire de se conformer dans tout Etat où il circule aux lois et règlements relatifs à l'établissement ou à l'exercice d'une profession. En particulier, le permis cesse d'être valable dans un Etat si son titulaire y établit sa résidence normale.

(1) Emplacement réservé à l'inscription facultative de la liste des États ayant adhéré ou ratifié ladite Convention.

ANNEXES AU LIVRE II

NDLR – La légende de couleurs ci-dessous aidera le lecteur pour l'interprétation des couleurs présentes sur les signaux.



ANNEXE I

SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER À L'EXCEPTION DE CEUX QUI SONT PLACÉS À L'APPROCHE DES INTERSECTIONS OU DES PASSAGES À NIVEAU

NOTE – Pour les signaux d'avertissement de danger à l'approche des intersections, voir la section B de l'annexe 2. Pour les signaux d'avertissement de danger placés à l'approche des passages à niveau, voir les sections A et C de l'annexe 3.

Section A

Modèle de signaux d'avertissement de danger

Le signal «A» AVERTISSEMENT DE DANGER est du modèle A[a]



A[a]

Le modèle A[a] est un triangle équilatéral dont un côté est horizontal et dont le sommet opposé est en haut; le fond est blanc ou jaune, la bordure est rouge. Les symboles qui sont placés sur ces signaux sont, sauf indication contraire dans leur description, noirs ou de couleur bleu foncé.

Le côté des signaux A[a] de dimensions normales est d'environ 0,90 m: le côté des signaux A[a] de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,60 m.

Section B

Symboles des signaux d'avertissement de danger et prescriptions pour l'emploi de ces signaux

1. Virage dangereux ou virages dangereux.

Pour annoncer l'approche d'un virage dangereux, ou d'une succession de virages dangereux, il sera employé, selon le cas, l'un des signaux suivants:



A, 1[a]: virage à gauche



A, 1[b]: virage à droite



A, 1[c]: double virage, ou succession de plus de deux virages, le premier à gauche



A, 1[d]: double virage, ou succession de plus de deux virages, le premier à droite

2. Descente dangereuse



A, 2[a]

Pour annoncer l'approche d'une descente à forte inclinaison, il sera employé le symbole A, 2[a].

La partie gauche du symbole A, 2[a] occupe l'angle gauche du panneau du signal et sa base s'étend sur toute la largeur de ce panneau; le chiffre indique la pente en pourcentage.

3. Montée à forte inclinaison



A,3[a]

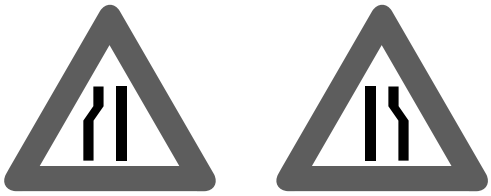
Pour annoncer l'approche d'une montée à forte inclinaison, il sera employé le symbole A,3[a].

La partie droite du symbole A, 3[a] occupe l'angle droit du panneau du signal et sa base s'étend sur toute la largeur de ce panneau; le chiffre indique la pente en pourcentage.

4. Chaussée rétrécie



A, 4[a]



A, 4[b]

Pour annoncer l'approche d'un rétrécissement de la chaussée, il sera employé le symbole A, 4[a] ou un symbole indiquant plus clairement la configuration des lieux, tel que A, 4[b].

5. Pont mobile



A, 5

Pour annoncer t'approche d'un pont mobile, il sera employé le symbole A, 5.

Au-dessous du signal d'avertissement comportant ce symbole A, 5, il pourra être placé un panneau rectangulaire du modèle A, 29a décrit à l'annexe 3, section C, mais il sera alors placé, approximativement au tiers et aux deux tiers de la distance entre le signal comportant le symbole A, 5 et le pont mobile, des panneaux des modèles A, 29b et A, 29c décrits à ladite annexe.

6. Débouché sur un quai ou une berge



A, 6

Pour annoncer que la route va déboucher sur un quai ou une berge, il sera employé le symbole A, 6.

7. Profil irrégulier



A, 7[a]



A, 7[b]



A, 7[c]

Pour annoncer l'approche des cassis, de ponts en dos d'âne, de dos d'âne ou de passages où la chaussée est en mauvais état, il sera employé le symbole A, 7[a].

Pour annoncer un pont en dos d'âne ou un dos d'âne, le symbole A, 7[a] pourra être remplacé par le symbole A, 7[b].

Pour annoncer un cassis le symbole A, 7[a] peut être remplacé par le symbole A, 7[c].

8. Chaussée glissante



A, 8

Pour annoncer l'approche d'une section de route où la chaussée risque d'être particulièrement glissante, il sera employé le symbole A.8.

9. Projections de gravillons



A, 9[a]

Pour annoncer l'approche d'une section de route où des projections de gravillons risquent de se produire, il sera employé, avec le signal du modèle A[a], le symbole A, 9[a].

Dans le cas où le sens de la circulation est à gauche, le symbole sera inversé.

10. Chutes de pierres



A, 10[a]

Pour annoncer l'approche d'un passage où un danger existe du fait de chutes de pierres et de la présence de pierres sur la route qui en résulte, il sera employé, avec le signal A[a], le symbole A, 10[a].

La partie droite du symbole occupe le coin droit du panneau de signalisation.

Le symbole peut être inversé.

11. Passage pour piétons



A, 11[a]

Pour annoncer un passage pour piétons, il sera employé le symbole A, 11[a].

Le symbole peut être inversé.

12. Enfants



A, 12

Pour annoncer l'approche d'un passage fréquenté par des enfants, tel que la sortie d'une école ou d'un terrain de jeux, il sera employé le symbole A, 12.

Le symbole peut être inversé.

13. Débouché de cyclistes



A, 13

Pour annoncer l'approche d'un passage où fréquemment des cyclistes débouchent sur la route ou la traversent, il sera employé le symbole A, 13.

Le symbole peut être inversé.

14. Passage de bétail et d'autres animaux



A, 14[a]



A, 14[b]

Pour annoncer l'approche d'une section de route où existe un risque particulier de traversée de la route par des animaux, il sera employé un symbole représentant la silhouette d'un animal de l'espèce, domestique ou vivant en liberté, dont il s'agit principalement, tel que: symbole A, 14[a] pour un animal domestique et le symbole A, 14[b] pour un animal vivant en liberté.

Le symbole peut être inversé.

15. Travaux



A, 15

Pour annoncer l'approche d'une section de route où des travaux sont en cours, il sera employé le symbole A, 15.

16. Signalisation lumineuse



A, 16[a]



A, 16[b]



A, 16[c]

S'il est jugé indispensable d'annoncer l'approche d'un passage où la circulation est réglée par des feux tricolores de signalisation, parce que les usagers de la route ne peuvent guère s'attendre à rencontrer un tel passage, il sera employé le symbole A, 16. Il y a trois modèles de symbole A, 16: A, 16^c A, 16^b, A, 16^c qui correspondent à la disposition des feux dans le système tricolore décrit aux paragraphes 91.5. et 91.7. de l'article 91.

Ce symbole est en trois couleurs, celles des feux dont il annonce l'approche.

17. Aérodrome



A, 17

Pour annoncer l'approche d'un passage où la route risque d'être survolée à basse altitude par des aéronefs décollant ou atterrissant sur un aérodrome, il sera employé le symbole A, 17.

Le symbole peut être inversé.

18. Vent latéral



A, 18

Pour annoncer l'approche d'une section de route où souffle fréquemment un vent latéral violent, il sera employé le symbole A, 18.

Le symbole peut être inversé.

19. Circulation dans les deux sens



A, 19

Pour annoncer l'approche d'une section de route où la circulation se fait, provisoirement ou de façon permanente, dans les deux sens et sur la même chaussée alors que dans la section précédente elle se faisait sur une route à sens unique ou sur une route avec plusieurs chaussées réservées pour la circulation à sens unique, il sera employé le symbole A, 19.

Le signal portant ce symbole sera répété à l'entrée de la section ainsi que, aussi souvent qu'il sera nécessaire, sur la section. Lorsque le sens de la circulation est à gauche, les flèches seront inversées.

20. Autres dangers



A, 20

Pour annoncer l'approche d'un passage comportant un danger autre que ceux qui sont énumérés aux paragraphes 1 à 19 ci-dessus ou aux annexes 2 et 3, il pourra être employé le symbole A, 20.

Le signal A, 20 peut être employé notamment pour annoncer les traversées de voies ferrées où à la fois la circulation ferroviaire est très lente et la circulation routière est réglée par un convoyeur de véhicules ferroviaires faisant avec le bras les signaux nécessaires.

ANNEXE 2

SIGNAUX RÈGLEMENTANT LA PRIORITÉ AUX INTERSECTIONS, SIGNAUX D'AVERTISSEMENT DE DANGER À L'APPROCHE DES INTERSECTIONS ET SIGNAUX RÉGLEMENTANT LA PRIORITÉ AUX PASSAGES ÉTROITS

NOTE – Lorsque, à une intersection comportant une route prioritaire, le tracé de cette dernière s'infléchit, un panneau montrant sur un schéma de L'intersection le tracé de la route prioritaire pourra être placé au-dessous des signaux d'avertissement de danger annonçant l'intersection ou des signaux réglementant la priorité, placés ou non, à l'intersection.

Section A

Signaux réglementant la priorité aux intersections

1. Signal «CÉDEZ LE PASSAGE»



B, 1

Le signal «CÉDEZ LE PASSAGE» est le signal B, 1. Il a la forme d'un triangle équilatéral dont un côté est horizontal et dont le sommet opposé est en bas; le fond est blanc ou jaune, la bordure est rouge; le signal B.1 ne portera ni symbole, ni inscription.

Le côté du signal de dimensions normales est d'environ 0,90 m, celui des signaux de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,60 m.

2. Signal «ARRÊT»

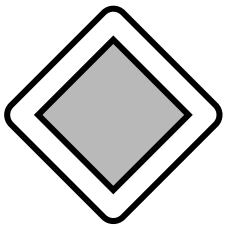


B, 2[a]

Le signal «ARRÊT» est le signal B,2, modèle B, 2[a]. Le signal B,2, modèle B,2, est octogonal à fond rouge avec une petite bordure blanche ou jaune clair et porte le symbole «STOP» en blanc ou jaune clair; la hauteur du symbole est au moins égale au tiers de la hauteur du panneau.

La hauteur du signal B, 2[a] de dimensions normales est d'environ 0,90 m; celle des signaux de petites dimensions ne doit pas être inférieure à 0,60 m.

3. Signal «ROUTE À PRIORITÉ»

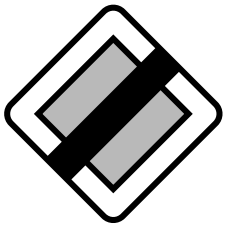


B, 3

Le signal «ROUTE À PRIORITÉ» est le signal B,3. Il a la forme d'un carré dont une diagonale est verticale. Le listel du signal est noir; le signal comporte en son centre un carré jaune ou orange avec un listel noir; l'espace entre les deux carrés est blanc.

Le côté du signal de dimensions normales est d'environ 0,50 m; celui des signaux de petites dimensions ne doit pas être inférieur à 0,35 m.

4. Signal «FIN DE PRIORITÉ»



B, 4

Le signal «FIN DE PRIORITÉ» est le signal B, 4. Il est constitué par le signal B, 3 ci-dessus auquel est ajoutée une bande médiane perpendiculaire aux côtés inférieur gauche et supérieur droit, ou une série de traits noirs ou gris parallèles formant une bande du type sus-indiqué.

Section B

Signaux d'avertissement de danger à l'approche des intersections

1. Signaux

Les signaux d'avertissement de danger à l'approche d'une intersection sont du modèle A[a] décrit à la section A de l'annexe 1.

2. Symboles

Les symboles sont noirs ou bleu foncé.

1) Pour le symbole à placer sur le signal A[a], on distinguera les cas suivants:

a) intersections où la priorité est celle qui est définie par la régie générale de priorité. Il sera employé le symbole A, 21[a].



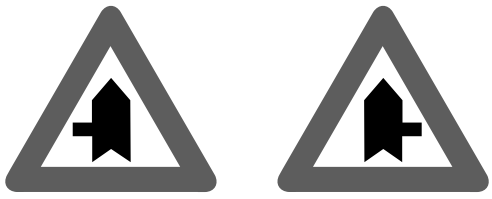
A, 21[a]

b) intersection avec une route dont les usagers doivent céder le passage. Il sera employé le symbole A, 22[a].

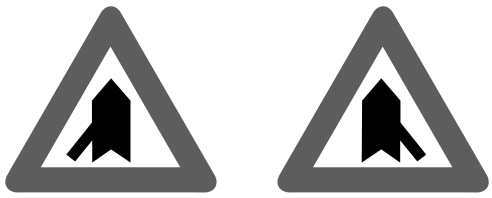


A, 22[a]

Le symbole A, 22[a] pourra être remplacé par des symboles indiquant plus clairement la nature de l'intersection, tels que: A, 22[b] et A, 22[c].



A, 22[b]



A, 22[c]

Ces symboles ne pourront être employés sur une route que s'il est placé sur la route ou les routes avec lesquelles elle forme l'intersec-

tion annoncée, le signal B, 1 ou le signal B, 2 ou si ces routes sont telles (par exemple, des sentiers ou des chemins de terre) qu'en vertu du règlement, les conducteurs y circulant doivent, même en l'absence de ces signaux, céder le passage à intersection. L'emploi de ces symboles sur les routes où est placé le signal B, 3 sera limité à certains cas exceptionnels.

c) intersection avec une route aux usagers de laquelle le passage doit être cédé. Les signaux B, 1 ou B, 2[a] seront employés.

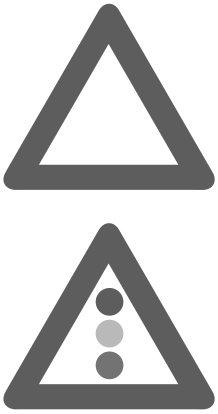
d) intersection à sens giratoire. Il sera employé le symbole A, 25.



A, 25

Lorsque la circulation se fait à gauche, le sens des flèches du symbole sera inversé.

2) Dans le cas où la circulation est réglée à l'intersection par une signalisation lumineuse, il pourra être placé, en supplément ou en remplacement des signaux décrits dans la présente section, un signal A[a] portant le symbole A, 16.

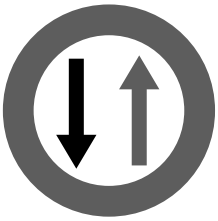


A, 16

Section C.

Signaux réglementant la priorité aux passages étroits

1. Signal indiquant la priorité à la circulation venant en sens inverse.



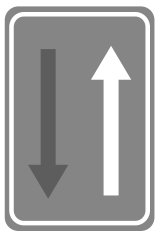
B, 5

Si, à un passage étroit où le croisement est difficile ou impossible, la circulation est réglementée et si, les conducteurs pouvant voir distinctement de nuit comme de jour sur toute son étendue le passage en cause, la réglementation consiste dans l'attribution de la priorité à un sens de la circulation et non dans l'installation des signaux lumineux de circulation, il sera placé face à la circulation, du côté du passage où celle-ci n'a pas la priorité, le signal B, 5 «PRIORITÉ À LA CIRCULATION VENANT EN SENS INVERSE». Ce signal notifie l'interdiction de s'engager dans le passage étroit tant qu'il n'est pas possible de traverser ledit passage sans obliger les véhicules venant en sens inverse à s'arrêter.

Ce signal est circulaire à fond blanc ou jaune avec bordure rouge, la flèche indiquant le sens prioritaire est noire et celle qui indique l'autre sens est rouge.

Dans le cas où le sens de la circulation est à gauche, la place des flèches du symbole sera inversée.

2. Signal indiquant la priorité par rapport à la circulation venant en sens inverse.



B, 6

Pour notifier aux conducteurs qu'à un passage étroit ils ont la priorité par rapport aux véhicules venant en sens inverse, il sera employé le signal B, 6.

Ce signal est rectangulaire à fond bleu; la flèche dirigée vers le haut est blanche, l'autre rouge.

Lorsqu'un signal B, 6 est employé, il doit obligatoirement être placé sur la route de l'autre côté du passage étroit en cause, le signal B, 5 destiné à la circulation dans l'autre sens.

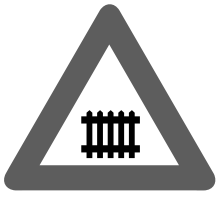
ANNEXE 3 – L II
LES SIGNAUX RELATIFS AUX PASSAGES À NIVEAU

Section A

Signaux d'avertissement de danger

Le signal à placer est le signal A[a] décrit à la section A de l'annexe 1. Pour le symbole à placer sur ce signal, on distinguera les cas suivants:

a) Pour annoncer les passages à niveau munis de barrières complètes ou de demi-barrières, disposées en chicane de chaque côté de la voie ferrée, il sera employé le symbole A, 26.



A, 26

b) Pour annoncer les autres passages à niveau, il sera employé le symbole A, 27[a].



A, 27[a]

c) Pour annoncer un croisement avec une voie de tramway, et sous réserve qu'il ne s'agisse pas d'un passage à niveau au sens de la définition, le symbole A, 28 pourra être employé.



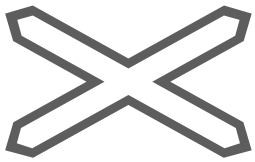
A, 28

NOTE – S'il est jugé nécessaire d'annoncer les croisements de routes et de voies ferrées où à la fois la circulation ferroviaire est très lente et la circulation routière est réglée par un convoyeur de véhicules ferroviaires faisant avec le bras les signaux nécessaires, il sera employé le signal A, 20 décrit à la section B de l'annexe 1.

Section B.

Signaux à placer au voisinage immédiat des passages à niveau

Il y a deux modèles du signal B, 7: B, 7[a] et B, 7[b].



B, 7[a]



B, 7[b]

Les modèles B, 7[a] et B, 7[b] sont à fond banc ou jaune et bordure rouge ou noire.

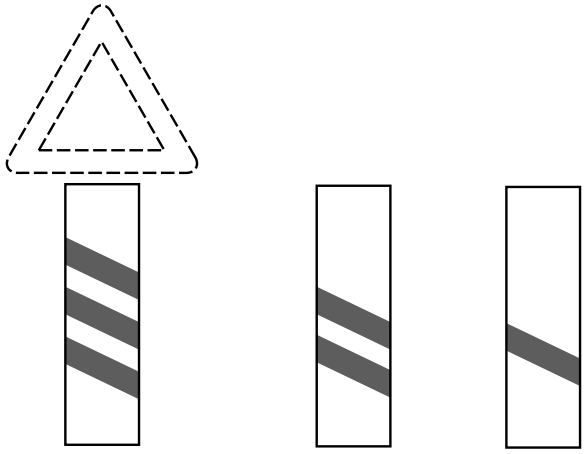
Les modèles B, 7[a] et B, 7[b] pourront montrer des bandes de couleur rouge, à condition que l'apparence générale et l'efficacité des signaux n'en souffrent pas.

Le modèle B, 7[b] n'est à employer que si la ligne a au moins deux voies ferrées.

La longueur normale des bras de la croix est d'au moins 1,20 m. À défaut d'espace suffisant, le signal peut être présenté avec ses pointes dirigées vers le haut et vers le bas.

Section C

Signaux additionnels à l'approche des passages à niveau



A, 29[a] A, 29[b] A, 29[c]

Les panneaux mentionnés sont les signaux A, 29[a], A, 29[b] et A, 29[c]. La pente descendante des barres est orientée vers la chaussée.

Au-dessus des signaux A, 29[b] et A, 29[c] peut être placé, de la même façon qu'il doit l'être au-dessus du signal A, 29[a]. le signal d'avertissement de danger de passage à niveau.

ANNEXE 4 – L II

LES SIGNAUX DE RÉGLEMENTATION, À L'EXCEPTION DE CEUX QUI CONCERNENT LA PRIORITÉ, L'ARRÊT ET LE STATIONNEMENT

NOTE – Pour les signaux de priorité, voir annexe 2; pour les signaux d'arrêt et de stationnement, voir annexe 6.

Section A

Signaux d'interdiction ou de restriction

1. Caractéristiques des signaux et symboles

a) Les signaux d'interdiction ou de restriction sont circulaires; leur diamètre ne doit pas être inférieur à 0,60 m. en dehors des agglomérations et de 0,40 m dans les agglomérations.

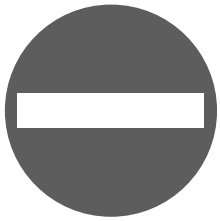
b) Sauf les exceptions précisées ci-après à l'occasion de la description des signaux en cause, les signaux d'interdiction ou de restriction sont à fond blanc ou jaune avec large bordure rouge et les sym-

boles ainsi que, s'il en existe, les inscriptions, sont noires ou de couleur bleu foncé et les barres obliques, s'il en existe, sont rouges et doivent être inclinées de haut en bas en partant de la gauche

2. Descriptions des signaux

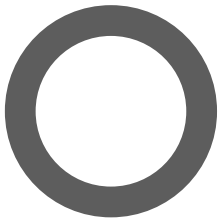
a) Interdiction et restriction d'accès:

i) Pour notifier l'interdiction d'accès à tout véhicule, il sera employé le signal C, 1[a] «ACCÈS INTERDIT»



C, 1[a]

ii) Pour notifier que toute circulation de véhicules est interdite dans les deux sens, il sera employé le signal C, 2 «CIRCULATION INTERDITE DANS LES DEUX SENS».



C, 2

iii) Pour notifier l'interdiction d'accès à une certaine catégorie de véhicules ou d'usagers seulement, il sera employé un signal portant comme symbole la silhouette des véhicules ou usagers dont la circulation est interdite. Les signaux C, 3[a], C, 3[b], C, 3[c], C, 3[d], C, 3[e], C, 3[f], C, 39. C, 3[h], C, 3[j] et C, 3[k] ont les significations suivantes:

C. 3[a], «ACCÈS INTERDIT À TOUS VÉHICULES À MOTEUR, À L'EXCEPTION DES MOTOCYCLES À DEUX ROUES SANS SIDE CAR».



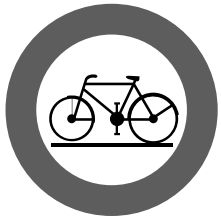
C, 3[a]

C, 3[b], «ACCÈS INTERDIT AUX MOTOCYCLES».



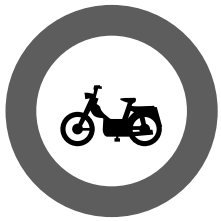
C, 3[b]

C, 3[c]. «ACCÈS INTERDIT AUX CYCLES».



C, 3[c]

C. 3[d], «ACCÈS INTERDIT AUX CYCLOMOTEURS».



C, 3[d]

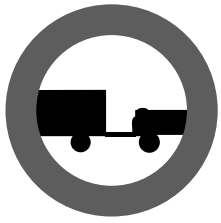
C, 3[e], «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE MARCHANDISES».



C, 3[e]

L'inscription, soit en clair sur la silhouette du véhicule, soit dans un panneau additionnel placé au-dessous du signal C, 3[e], d'un chiffre de tonnage, signifie que l'interdiction ne s'applique que si le poids maximal autorisé du véhicule, ou de l'ensemble des véhicules, dépasse ce chiffre.

C 3[f], «ACCÈS INTERDIT À TOUT VÉHICULE À MOTEUR ATTELÉ D'UNE REMORQUE AUTRE QU'UNE SEMI-REMORQUE OU UNE REMORQUE À UN ESSIEU».



C, 3[f]

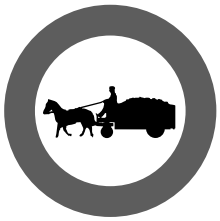
L'inscription, soit en clair sur la silhouette de la remorque, soit dans un panneau additionner placé au-dessous du signal C, 3[f], d'un chiffre de tonnage signifie que l'interdiction ne s'applique que si le poids maximal autorisé de la remorque dépasse ce chiffre.

C, 3[g], «ACCÈS INTERDIT AUX PIÉTONS».



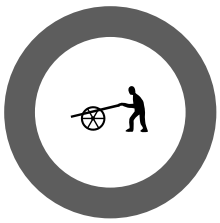
C, 3[g]

C, 3[h], «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES À TRACTION ANIMALE»



C, 3[h]

C, 3[j], «ACCÈS INTERDIT AUX CHARRETTES À BRAS».



C, 3[j]

C, 3[k], «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AGRICOLES À MOTEUR».



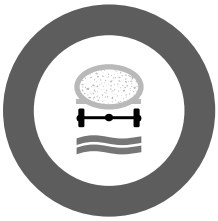
C, 3[k]

Les deux signaux additionnels reproduits ci-après et qui ont la signification suivante pourront être utilisés.



Signal additionnel n[o]1

Accès interdit aux véhicules transportant plus d'une certaine quantité de produits explosifs ou tacitement inflammables.



Signal additionnel n[o]2

Accès interdit aux véhicules transportant plus d'une certaine quantité de produits de nature à polluer les eaux.

Les signaux C, 3[a] à C, 3[k] ainsi que les signaux additionnels n[o]1 et n[o]2 ne comporteront pas de barre oblique rouge.

iv) Pour notifier l'interdiction d'accès à plusieurs catégories de véhicules ou d'usagers, il pourra être employé, soit autant de signaux d'interdiction qu'il y a de catégories interdites, soit un signal d'interdiction comportant les diverses silhouettes des véhicules ou usagers dont la circulation est interdite. Les signaux C, 4[a] «ACCES INTERDIT AUX VEHICULES À MOTEUR» et C, 4[b] «ACCÈS INTERDIT AUX VEHICULES À MOTEUR ET AUX VÉHICULES À TRACTION ANIMALE» sont des exemples d'un tel signal.



C, 4[a]



C, 4[b]

Il ne pourra être placé de signal comportant plus de deux silhouettes en dehors des agglomérations ni plus de trois dans les agglomérations.

v) Pour notifier l'interdiction d'accès aux véhicules dont les poids ou les dimensions dépassent certaines limites, il sera employé les signaux:

C, 5, «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AYANT UNE LARGEUR SUPÉRIEURE À ..... MÈTRES.



C, 5

C, 6, «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AYANT UNE HAUTEUR TOTALE SUPÉRIEURE À ..... M».



C, 6

C, 7, «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES AYANT UN POIDS EN CHARGE DE PLUS DE ... TONNES».



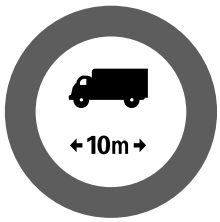
C, 7

C, 8, «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES PESANT PLUS DE ... TONNES SUR UN ESSIEU».



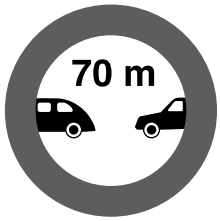
C, 8

C, 9, «ACCÈS INTERDIT AUX VÉHICULES OU ENSEMBLES DE VÉHICULES AYANT UNE LONGUEUR SUPÉRIEURE À ... MÈTRES».



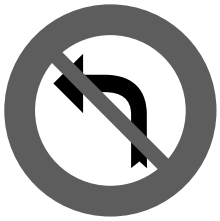
C, 9

vi) Pour notifier l'interdiction aux véhicules de circuler sans maintenir entre eux un intervalle au moins égal à celui qui est indiqué sur le signal d'interdiction, il sera employé le signal C, 10 «INTERDICTION AUX VÉHICULES DE CIRCULER SANS MAINTENIR ENTRE EUX UN INTERVALLE D'AU MOINS ... MÈTRES».

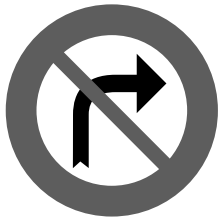


C, 10

b) interdiction de tourner



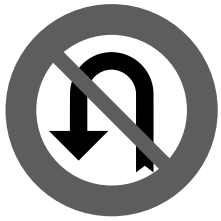
C, 11[a]



C, 11[b]

Pour notifier l'interdiction de tourner (à droite ou à gauche selon le sens de la flèche), il sera employé le signal C, 11[a] «INTERDICTION DE TOURNER À GAUCHE» ou le signal C, 11[b] «INTERDICTION DE TOURNER À DROITE».

c) interdiction de faire demi-tour



C, 12

Pour notifier l'interdiction de faire demi tour, il sera employé le signal C,12 «INTERDICTION DE FAIRE DEMI-TOUR»

d) Interdiction de dépassement



C, 13[aa]

i) Pour notifier qu'en supplément des prescriptions générales imposées pour le dépassement par les textes en vigueur, il est interdit de dépasser les véhicules à moteur autres que les cyclomoteurs à deux roues et les motocycles à deux roues sans side-car circulant sur route, il sera employé le signal C, 13[aa] «INTERDICTION DE DÉPASSER».



C, 13[ba]

ii) Pour notifier que le dépassement n'est interdit qu'aux véhicules affectés au transport de marchandises dont le poids maximal autorisé dépasse 3,5 tonnes, il sera employé le signal C, 13[ba] «DÉPASSEMENT INTERDIT AUX VEHICULES AFFECTÉS AU TRANSPORT DE MARCHANDISES».

Une inscription dans un panneau additionnel placé au-dessous du signal peut modifier le poids maximal autorisé du véhicule au-dessus duquel l'interdiction s'applique.

iii) Dans le cas où la circulation est à gauche, les couleurs des automobiles figurant dans les signaux C, 13^{aa} et C, 13^{ba} sont inversées.

e) Limitation de vitesse



C, 14

Pour notifier une limitation de vitesse, il sera employé le signal C,14 «VITESSE MAXIMALE LIMITÉE AU CHIFFRE INDIQUÉ». Le chiffre apposé dans le signal indique la vitesse maximale dans l'unité de mesure la plus couramment employée pour désigner la vitesse des véhicules. À la suite ou au-dessous du chiffre de la vitesse peut être ajouté, par exemple «km».

Pour notifier une limitation de vitesse applicable seulement aux véhicules dont le poids maximal autorisé dépasse un chiffre donné, une inscription comportant ce chiffre sera placée dans un panneau additionnel au-dessous du signal.

f) Interdiction de faire usage d'avertisseurs sonores



C, 15

Pour notifier l'interdiction de faire usage d'avertisseurs sonores, sauf en vue d'éviter un accident, il sera employé le signal C, 15 «INTERDICTION DE FAIRE USAGE D'AVERTISSEURS SONORES». Ce signal, lorsqu'il n'est pas placé à l'entrée d'une agglomération à l'aplomb du signal de localisation de l'agglomération ou peu après ce signal, doit être complété par un panneau additionnel du modèle 2, décrit à l'annexe 7, indiquant la longueur sur laquelle l'interdiction s'applique. Il est recommandé de ne pas placer ce signal à l'entrée des agglomérations lorsque l'interdiction est édictée pour toutes les agglomérations et de prévoir qu'à l'entrée d'une agglomération le signal de localisation de l'agglomération notifie aux usagers que la réglementation de la circulation devient cette qui est applicable dans les agglomérations.

g) Interdiction de passer sans s'arrêter

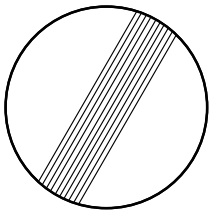


C, 16

Pour notifier la proximité d'un poste de douane, où l'arrêt est obligatoire, il sera employé le signal C, 16 «INTERDICTION DE PASSER SANS S'ARRÊTER». Par dérogation au présent règlement, le symbole de ce signal comporte le mot «douane».

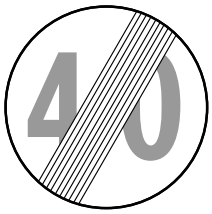
Ce même signal peut être employé pour indiquer d'autres interdictions de passer sans s'arrêter; en ce cas, le mot «douane» est remplacé par une autre inscription très courte indiquant le motif de l'arrêt

h) Fin d'interdiction ou de restriction

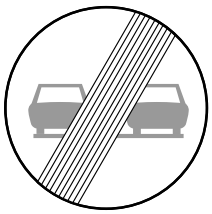


C, 17^{a}

i) Pour indiquer le point où toutes les interdictions notifiées par des signaux d'interdiction pour des véhicules en mouvement cessent d'être valables, il sera employé le signal C, 17 «FIN DE TOUTES LES INTERDICTIONS LOCALES IMPOSÉES AUX VEHICULES EN MOUVEMENT». Ce signal sera circulaire, à fond blanc ou jaune sans bordure ou avec un simple listel noir, et comportera une bande diagonale, inclinée de haut en bas en partant de la droite, qui pourra être noire ou gris foncé ou consister en lignes parallèles noires ou grises.



C, 17^{b}



C, 17^{c}

ii) Pour indiquer le point où une interdiction ou une restriction donnée notifiée aux véhicules en mouvement par un signal d'interdiction ou de restriction cesse d'être valable, il sera employé le signal C, 17^{b} «FIN DE LA LIMITATION DE VITESSE» ou le signal C, 17^{c} «FIN DE L'INTERDICTION DE DÉPASSER». Ces signaux seront analogues au signal C, 17^{a}, mais montreront, en outre, en gris clair le symbole de l'interdiction ou de la restriction à laquelle il est mis fin.

Par dérogation, les signaux visés au présent alinéa h) peuvent être placés au revers du signal d'interdiction ou de restriction destiné à la circulation venant en sens inverse.

Section B.

Signaux d'obligation

1. Caractéristiques générales des signaux et symboles

a) Les signaux d'obligation sont circulaires; leur diamètre ne doit pas être inférieur à 0,60 m en dehors des agglomérations et à 0,40 m dans les agglomérations. Toutefois, des signaux dont le diamètre n'est pas inférieur à 0,30 m peuvent être associés à des signaux lumineux ou placés sur les bornes des refuges.

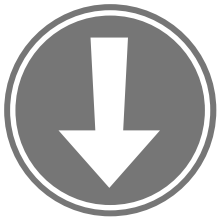
b) Sauf disposition contraire, les signaux sont de couleur bleue et les symboles sont blancs ou de couleur claire.

2. Description des signaux

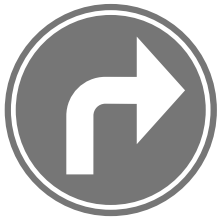
a) Direction obligatoire



D, 1[a]



D, 1[b]



D, 1[c]



D, 1[d]

Pour notifier la direction que les véhicules ont l'obligation de suivre ou les seules directions que les véhicules peuvent emprunter, il sera employé le modèle D, 1[a] du signal D, 1 «DIRECTION OBLIGATOIRE» dans lequel la ou les flèches seront dirigées dans la ou les directions en cause.

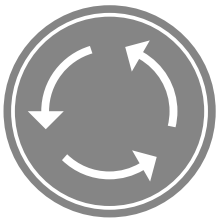
b) Contournement obligatoire



D, 2

Le signal D, 2 «CONTOURNEMENT OBLIGATOIRE» placé sur un refuge ou devant un obstacle sur la chaussée, notifie que les véhicules ont l'obligation de passer du côté du refuge ou de l'obstacle indiqué par la flèche.

c) Intersection à sens giratoire obligatoire



D, 3

Le signal D, 3 «L'INTERSECTION À SENS GIRATOIRE OBLIGATOIRE» n'a d'autre signification que de notifier la direction du mouvement giratoire que les véhicules ont l'obligation d'effectuer.

d) Piste cyclable obligatoire



D, 4

Le signal D, 4 «PISTE CYCLABLE OBLIGATOIRE» notifie aux cyclistes qu'ils sont tenus de circuler sur la piste cyclable à l'entrée de laquelle il est placé et aux conducteurs d'autres véhicules qu'ils n'ont pas le droit d'emprunter cette piste. Toutefois, si la réglementation locale le prévoit ou si cela est imposé par un panneau additionnel comportant une inscription ou le symbole du signal C, 3[d], les conducteurs de cyclomoteurs sont également tenus de circuler sur cette piste.

e) Chemin pour piétons obligatoire



D, 5

Le signal D, 5 «CHEMIN POUR PIÉTONS OBLIGATOIRE» notifie aux piétons qu'ils sont tenus d'emprunter le chemin à l'entrée duquel il est placé et aux autres usagers de la route qu'ils n'ont pas le droit de d'emprunter.

f) Chemin pour cavaliers obligatoire



D, 6

Le signal D, 6 «CHEMIN POUR CAVALIERS OBLIGATOIRE» notifie aux cavaliers qu'ils sont tenus d'emprunter le chemin à l'entrée duquel il est placé et aux autres usagers de la route qu'ils n'ont pas le droit de l'emprunter.

g) Vitesse minimale obligatoire



D, 7

Le signal D, 7 «VITESSE MINIMALE OBLIGATOIRE» notifie que les véhicules circulant sur la route à l'entrée de laquelle il est placé sont tenus de circuler au moins à la vitesse indiquée: le chiffre apposé dans le signal indique cette vitesse dans l'unité de mesure le plus couramment employée pour désigner la vitesse des véhicules. À la suite du chiffre de la vitesse peut être ajouté, par exemple «km».

h) Fin de la vitesse minimale obligatoire



D, 8

Le signal D, 8 «FIN DE LA VITESSE MINIMALE OBLIGATOIRE» indique la fin de la vitesse minimale obligatoire prescrite par le signal D, 7. Le signal D, 8 est identique au signal D, 7 mais il est traversé par une barre oblique rouge allant du bord supérieur droit du signal à son bord inférieur gauche.

ANNEXE 5

SIGNAUX D'INDICATION, À L'EXCEPTION DE CEUX QUI CONCERNENT LE STATIONNEMENT

NOTE – Pour les signaux d'indication relatifs au stationnement, voir l'annexe 6.

Caractéristiques générales des signaux et symboles des sections A à F

1. Les signaux d'indication sont normalement rectangulaires; toutefois, les signaux de direction peuvent avoir la forme d'un rectangle allongé à grand côté horizontal et se terminant par une pointe de flèche.

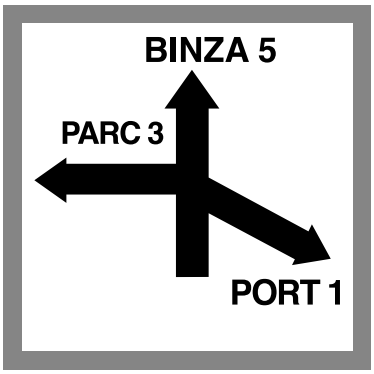
2. Les signaux d'indication montrent soit des symboles ou inscriptions en blanc ou de couleur claire sur fond de couleur foncée, soit des symboles ou inscriptions de couleur foncée sur fond blanc ou de couleur claire; la couleur rouge ne peut être employée qu'à titre exceptionnel et ne doit jamais prédominer

3. Sur les signaux de pré-signalisation ou de direction concernant les autoroutes ou les routes assimilées aux autoroutes pourront figurer, reproduits en réduction, les symboles qui figurent sur les signaux E, 15 et E, 17.

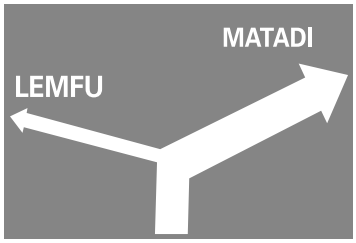
Section A.

Signaux de présignalisation

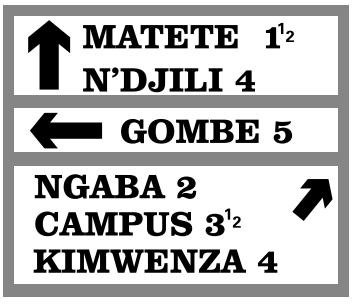
1. Cas général



E, 1[a]



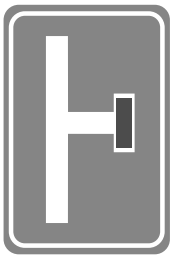
E, 1[b]



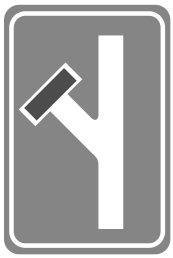
E, 1[c]

Exemples de signaux de présignalisation directionnelle: E, 1[a], E, 1[b] et E, 1[c].

2. Cas particuliers



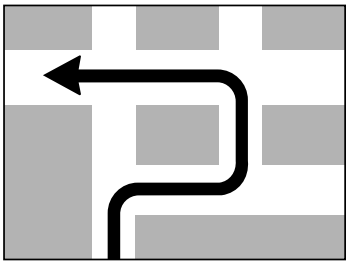
E, 2[a]



E, 2[b]

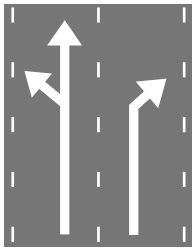
a) Exemples de signaux de présignalisation pour une route sans issue: E, 2[a] et E, 2[b].

La barre rouge des signaux E, 2[a] et E, 2[b] sera entourée d'un listel blanc.



E, 3

b) Exemple de signal de présignalisation pour l'itinéraire à suivre pour aller à gauche dans le cas où le virage à gauche est interdit à l'intersection suivante: E, 3.



E, 4

c) Exemple de signal pour la présélection des intersections sur les routes à plusieurs voies: E, 4.

Section B.

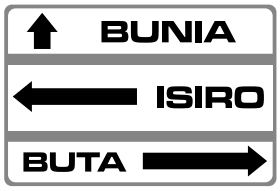
Signaux de direction



E, 5[a]



E, 5[b]



E, 5[d]

1. Exemples de signaux indiquant la direction d'une lotalité: E, 5[a], E, 5[b] et E, 5[d].



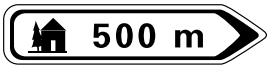
E, 6[a]

2. Exemple de signaux indiquant la direction d'un aérodrome: E, 6[a].



E, 7

3. Le signal E, 7 indique la direction d'un terrain de camping.



E, 8

4. Le signal E, 8 indique la direction d'une auberge de jeunesse.

Section C

Signaux de localisation

Le grand côté du rectangle constituant ces signaux est horizontal.



E, 9[a]

1. Exemple de signaux indiquant l'entrée d'une agglomération: E, 9[a]



E, 9[c]

2. Exemple de signaux indiquant la fin d'une agglomération: E, 9[c]

Par dérogation, ces signaux peuvent être placés au revers des signaux de localisation d'une agglomération.

Section D

Signaux de confirmation



E, 10

Le signal E, 10 est un exemple de signal de confirmation.

Par dérogation, ce signal peut être placé au revers d'un autre signal destiné à la circulation venant en sens inverse.

Section E

Passage pour piétons



E, 11[a]

Le signal E, 11[a] «PASSAGE POUR PIÉTONS» est employé pour indiquer aux piétons et aux conducteurs l'aplomb d'un passage pour piétons.

Le panneau est de couleur bleue ou noire, le triangle est blanc ou jaune et le symbole est noir ou bleu foncé.

Section F

Autres signaux donnant une indication utile pour la conduite de véhicules

Ces signaux sont à fond bleu.

1. Signal «HÔPITAL»



E, 12[a]



E, 12[b]

Ce signal sera employé pour indiquer aux conducteurs de véhicules qu'il convient de prendre les précautions que réclame la proximité d'établissements médicaux, en particulier d'éviter le bruit dans la mesure du possible. Il y a deux modèles pour ce signal: E, 12[a] et E, 12[b].

2. Signal «VOIE À SENS UNIQUE»

Deux signaux différents «VOIE À SENS UNIQUE» peuvent être placés lorsqu'il est jugé nécessaire de confirmer aux usagers de la route qu'ils se trouvent sur une route à sens unique.



E, 13[a]

a) Le signal E, 13[a] placé de façon sensiblement perpendiculaire à l'axe de la chaussée: son panneau est carré.

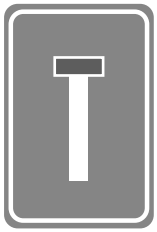


E, 13[b]

b) Le signal E, 13[b] placé à peu près parallèlement à l'axe de la chaussée: son panneau est un rectangle allongé dont le grand côté est horizontal. Les mots «sens unique» peuvent être inscrits sur la flèche du signal E, 13[b] dans l'une des langues vernaculaires ou en français. La flèche du signal E, 13[b] ne pourra comporter une inscription que si l'efficacité du signal n'en est pas diminuée.

L'implantation des signaux E, 13[a] et E, 13[b] est indépendante de l'implantation, avant l'entrée de la rue, de signaux d'interdiction ou d'obligation.

3. Signal «ROUTE SANS ISSUE»

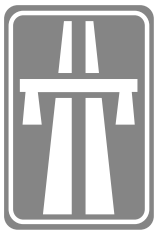


E, 14

Le signal E, 14 «ROUTE SANS ISSUE» placé à l'entrée d'une route indique que la route est sans issue.

La barre rouge du signal E, 14 sera entourée, d'un listel blanc.

4. Signaux annonçant l'entrée ou la sortie d'une autoroute.



E, 15

Le signal E, 15 «AUTOROUTE» est placé à l'endroit à partir duquel s'appliquent les règles spéciales de circulation sur les autoroutes. Le signal E, 16 «FIN D'AUTOROUTE» est placé à l'endroit où ces règles cessent d'être appliquées.

Le signal E, 15 pourra être employé et répété pour annoncer l'approche d'une autoroute, chaque signal ainsi implanté portera soit dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et le commencement de l'autoroute, soit un panneau additionnel du modèle 1 indiqué à l'annexe 7.



E, 16

Le signal E, 16 peut également être employé et répété pour annoncer l'approche de la fin d'une autoroute: chaque signal ainsi implanté portera dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et la fin de l'autoroute.

5. Signaux annonçant l'entrée ou la sortie d'une route où les règles de circulation sont les mêmes que sur une autoroute.



E, 17

Le signal E, 17 «ROUTE POUR AUTOMOBILES» est placé à l'endroit à partir duquel s'appliquent les règles spéciales de la circulation sur les routes autres que les autoroutes, qui sont réservées à la circulation automobile et ne desservent pas les propriétés riveraines. Un panneau additionnel placé au-dessous du signal E, 17 pourra indiquer que, par dérogation, l'accès des automobiles aux propriétés riveraines est autorisé.

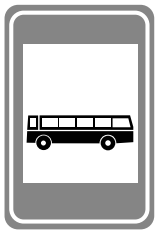
Le signal E, 17 pourra être employé et répété pour annoncer l'approche d'une route où les régies de la circulation sont les mêmes que sur une autoroute; chaque signal ainsi implanté portera soit dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et le commencement de la route où les régies de la circulation sont les mêmes que sur une autoroute, soit un panneau additionnel du modèle 1 indiqué à l'annexe 7.



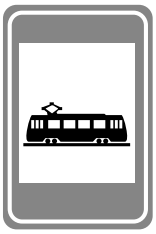
E, 18

Le signal E, 18 «FIN DE ROUTE POUR AUTOMOBILES» pourra également être employé et répété pour annoncer l'approche de la fin de la route; chaque signal ainsi implanté portera dans sa partie inférieure la distance entre son point d'implantation et la fin de la route.

6. Signaux annonçant un arrêt d'autobus ou de tramway

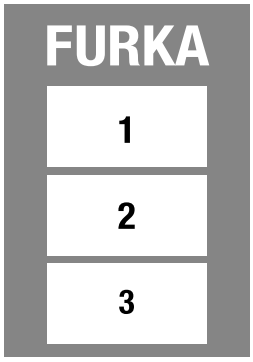


E, 19
«ARRÊT D'AUTOBUS»



E, 20
«ARRÊT DE TRAMWAY»

7. Signal «PRATICABILITÉ DE LA ROUTE»



E, 21

Le signal E, 21 «PRATICABILITÉ DE LA ROUTE» sera employé pour indiquer si une route de montagne, notamment au passage d'un col, est ouverte ou fermée; il sera placé à l'entrée de la route ou des routes menant au passage en cause.

Le nom du passage (du col) est inscrit en blanc. Dans le signal le toponyme «FURKA» est donné à titre d'exemple

Les panneaux 1, 2 et 3 sont amovibles.

Si le passage est fermé, le panneau 1 est de couleur rouge et porte l'inscription «FERMÉ»: si le passage est ouvert il est de couleur verte et porte l'inscription «OUVERT». Les inscriptions sont en blanc.

Les panneaux 2 et 3 sont à fond blanc avec inscriptions et symboles en noir.

Si le passage est ouvert, le panneau 3 ne porte aucune indication et le panneau 2, selon l'état de la route, ou bien ne porte aucune indication, ou bien montre un autre symbole. Celui-ci doit être noir.

Si le passage est fermé, le panneau 3 porte le nom de la localité jusqu'à laquelle la route est ouverte et le panneau 2 porte, selon l'état de la route, soit l'inscription «OUVERT JUSQU'À», soit un autre signal.

Section G

Signaux indiquant des installations qui peuvent être utiles aux usagers de la route

1. Caractéristiques des signaux et symboles de cette section

a) Les signaux F sont à fond bleu ou vert; ils portent un rectangle blanc ou de couleur jaune sur lequel apparaît le symbole.

b) Dans la bande bleue ou verte de la base des signaux peut être inscrite en blanc la distance à laquelle se trouve l'installation signalée ou l'entrée du chemin qui y mène; sur le signal dans lequel est inscrit le symbole F, 5 peut être portée de la même façon l'inscription «HÔTEL» ou «MOTEL». Les signaux peuvent être aussi placés à l'entrée du chemin qui mène à l'installation et comporter alors dans la partie bleue ou verte à leur base une flèche directionnelle en blanc. Le symbole est noir ou bleu foncé, sauf le symbole F, 1[a] qui est rouge.

2. Descriptions des symboles



F, 1[a]

a) Symbole «POSTE DE SECOURS»

Le symbole F, 1a représentant les postes de secours sera utilisé. Le symbole est rouge.

b) Symboles divers



F, 2

F, 2 «POSTE DE DÉPANNAGE»



F, 3

F, 3 «POSTE TÉLÉPHONIQUE»



F, 4

F, 4 «POSTE D'ESSENCE»



F, 5

F, 5 «HÔTEL» ou «MOTEL»



F, 6

F, 6 «RESTAURANT»



F, 7 «DÉBIT DE BOISSON OU CAFÉTÉRIA»



F, 8

F, 8 «EMPLACEMENT AMÉNAGÉ POUR PIQUE-NIQUE»



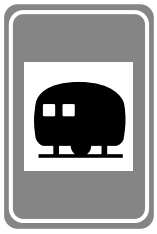
F, 9

F, 9 «EMPLACEMENT AMÉNAGÉ COMME POINT DE DÉPART D'EXCURSIONS À PIED»



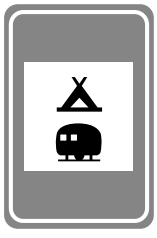
F, 10

F, 10 «TERRAIN DE CAMPING»



F, 11

F, 11 «TERRAIN DE CARAVANING»



F, 12

F, 12 «TERRAIN DE CAMPING ET CARAVANING»



F, 13

F, 13 «AUBERGE DE JEUNESSE»

ANNEXE 6

SIGNAUX RELATIFS À L'ARRÊT ET AU STATIONNEMENT

Section. A

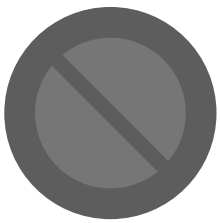
Signaux interdisant ou limitant l'arrêt ou le stationnement

Caractéristiques générales des signaux et symboles

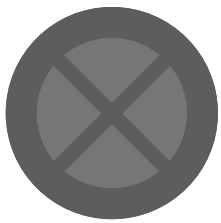
Ces signaux sont circulaires; leur diamètre né doit pas être inférieur à 0,60 m en dehors des agglomérations et à 0,25 m dans les agglomérations. Sauf indication contraire dans cette annexe, le fond est bleu et la bordure et les barres obliques sont rouges

Descriptions des signaux

1. a) Pour notifier les endroits où le stationnement est interdit, il sera employé le signal C, 18 «STATIONNEMENT INTERDIT»; pour notifier les endroits où l'arrêt et le stationnement sont interdits, il sera employé le signal C, 19 «ARRÊT ET STATIONNEMENT INTERDITS».



C, 18



C, 19

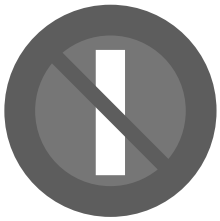
b) Des inscriptions dans une plaque additionnelle apposée au-dessous du signal peuvent restreindre la portée de l'interdiction en indiquant, selon le cas,

i) Les jours de la semaine ou du mois ou les heures de la journée pendant lesquels l'interdiction s'applique.

ii) La durée au-delà de laquelle le signal C, 18 interdit le stationnement ou la durée au-delà de laquelle le signal C, 19 interdit l'arrêt et le stationnement.

iii) Les exceptions concernant certaines catégories d'usagers de la route.

2. a) Lorsque le stationnement est autorisé tantôt d'un côté, tantôt de l'autre de la route, il sera employé, au lieu du signal C, 18, les signaux C, 20[a] et C, 20[b], «STATIONNEMENT ALTERNÉ».



C, 20[a]



C, 20[b]

b) L'interdiction de stationner s'applique du côté du signal C, 20[a], les jours impairs et, du côté du signal C, 20[b], les jours pairs, l'heure du changement de côté étant fixée à 20 heures. Il peut être aussi fixé une périodicité non quotidienne de l'alternance du stationnement: les chiffres I et II sont alors remplacés sur les signaux par les périodes d'alternance, par exemple 1-15 et 16-31 pour une alternance le 1[er] et le 16 de chaque mois.

3. a) Sauf dans des cas particuliers, les signaux sont implantés de façon que leur disque soit perpendiculaire à l'axe de la route ou peu incliné par rapport au plan perpendiculaire à cet axe.

b). Toutes les interdictions et restrictions de stationnement ne s'appliquent que du côté de la chaussée sur lequel les signaux sont apposés.

c) Sauf indications contraires qui pourront être données, soit dans un panneau additionnel conforme au modèle 2 de l'annexe 7 et indiquant la longueur sur laquelle s'applique l'interdiction, soit conformément aux prescriptions de l'alinéa e) ci-après, les interdictions s'appliquent à partir de l'aplomb du signal jusqu'au prochain débouché d'une route.

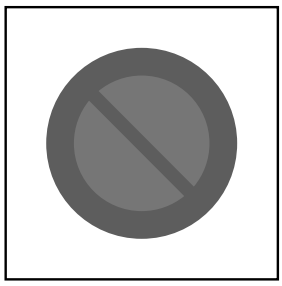
d) Au-dessous du signal placé à l'endroit où commence l'interdiction, peut être placé un panneau additionnel conforme au modèle 3[a] ou 4[a] indiqué à l'annexe 7. Au-dessous des signaux répétant l'interdiction, peut être placé un panneau additionnel conforme au modèle 3[a] ou 4[a] indiqué dans l'annexe 7. À l'endroit où prend fin l'interdiction, peut être placé un nouveau signal d'interdiction complété par un panneau additionnel conforme au modèle 3[a] ou 4[a] indiqué dans l'annexe 7. Les panneaux du modèle 3 sont placés parallèlement à l'axe de la route et les panneaux du modèle 4, perpendiculairement à cet axe. Les distances éventuellement mentionnées par les panneaux du modèle 3 sont celles sur lesquelles s'applique l'interdiction dans le sens de la flèche.

e) Si l'interdiction cesse avant le prochain débouché d'une route, il sera apposé le signal avec panneau additionnel de fin d'interdiction décrit ci-dessus à l'alinéa d. Si l'interdiction ne s'applique que sur une courte longueur il pourra n'être apposé qu'un seul signal complété par un panneau additionnel du modèle 3.

f) Aux emplacements munis de parcmètres, la présence de ceux-ci notifie que le stationnement est payant et que sa durée est limitée à celle du fonctionnement de la minuterie.

g) Dans les zones où la durée du stationnement est limitée mais où le stationnement n'est pas payant, la limitation peut, au lieu d'être notifiée par une bande de couleur bleue, apposée à une hauteur d'environ 2 m, sur les supports d'éclairage, les arbres, etc., bordant la chaussée, ou par des lignes sur la bordure de la chaussée.

4. Pour indiquer, dans les agglomérations. l'entrée d'une zone où tout stationnement est à durée limitée, qu'il soit ou non payant, il pourra être placé le signal C, 21 «ZONE DE STATIONNEMENT À DURÉE LIMITÉE». Le fond de ce signal, dans lequel est placé le signal C, 18, est de couleur claire.



C, 21

Le signal C, 18 peut être remplacé par le signal E, 23; dans ce cas, le fond de ce signal peut être de couleur bleue.



C, 21 (variante)

Sur la partie inférieure du panneau peut être ajouté un disque de stationnement ou un parcmètre pour indiquer les modalités de limitation du stationnement dans la zone.

Le cas échéant, les jours et les heures de la journée pendant lesquels la limitation s'applique ainsi que les modalités de cette limitation peuvent être indiqués sur le signal même ou sur une plaque additionnelle au-dessous du signal C, 21.

Section B.

Signaux donnant des indications utiles pour le stationnement

1. Signal «PARCAGE»



E, 23

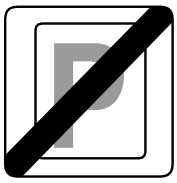
Le signal E, 23 «PARCAGE», qui peut être placé parallèlement à l'axe de la route, indique les emplacements où le parcage (stationnement) des véhicules est autorisé. Le panneau est carré. Il portera la lettre «P» pour indiquer «PARCAGE». Ce signal sera sur fond bleu.

Dans une plaque additionnelle placée au-dessous du signal ou sur le signal lui-même, des symboles ou des inscriptions peuvent indiquer la direction de remplacement du parcage ou les catégories de véhicules auxquelles est affecté l'emplacement; de telles inscriptions peuvent également limiter la durée du parcage autorisé.

2. Signal annonçant la sortie d'une zone où le stationnement est à durée limitée.



E, 24



E, 24 (variante)

Pour indiquer, dans les agglomérations, la sortie d'une zone où tout stationnement est à durée imitée et dont les entrées sont munies du signal C, 21 contenant le signal C, 18, il sera employé le signal E, 24 constitué par un carré de couleur claire dans lequel s'inscrit, en gris, le signal C, 18 et une bande diagonale noire ou gris foncé ou une série de traits parallèles noirs ou gris formant une telle bande. Lorsque les entrées de la zone sont munies de signaux C, 21, contenant le signal E, 23, les sorties peuvent être signalées par un panneau où figurent une bande diagonale noire ou gris foncé ou une série de traits parallèles noirs ou gris formant une telle bande, et un disque de stationnement sur fond clair.

Au lieu du disque de stationnement, il peut également être employé, en gris clair, les signes figurant sur les signaux employés pour indiquer les entrées de la zone.

Le signal de sortie d'une zone où le stationnement est à durée limitée peut être placé au revers du signal d'entrée de cette zone destinée à la circulation venant en sens inverse.

ANNEXE 7
PANNEAUX ADDITIONNELS

1. Ces panneaux sont soit à fond blanc ou jaune et à listel noir, bleu foncé ou rouge, la distance ou la longueur étant inscrite en noir ou en bleu foncé, soit à fond noir ou bleu foncé et à listel blanc, jaune ou rouge, la distance ou la longueur étant alors inscrite en blanc ou en jaune.

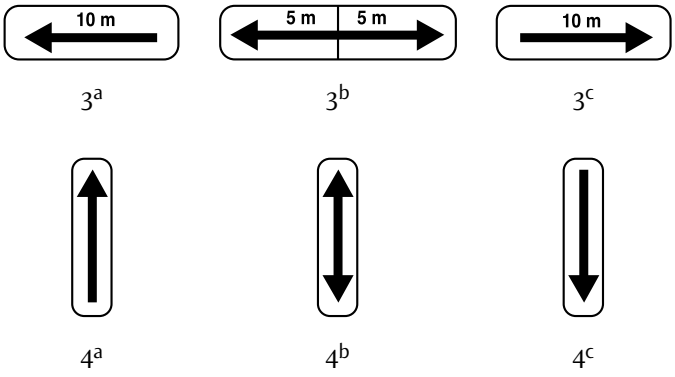
Le fond des panneaux additionnels doit de préférence correspondre au fond des groupes particuliers de signaux avec lesquels ils sont utilisés.

2. a) Les panneaux additionnels «MODÈLE 1» **200 m** indiquent la distance entre le signal et le début du passage dangereux ou de la zone dans laquelle s'applique la réglementation.

b) Les panneaux additionnels «MODÈLE 2» **2.4 Km** indiquent la longueur de la section dangereuse ou de la zone dans laquelle la prescription s'applique.

c) Les panneaux additionnels sont placés sous les signaux.

3. Les panneaux additionnels du «MODÈLE 3» et du «MODÈLE 4» relatifs aux interdictions ou aux restrictions de stationnement sont les modèles 3^a, 3^b et 3^c et 4^a, 4^b et 4^c respectivement (voir annexe 6, section A, paragraphe 3).



3^a 3^b 3^c

4^a 4^b 4^c

ANNEXE 8 AU LIVRE II
MARQUES ROUTIÈRES

CHAPITRE 1er
GÉNÉRALITÉS

Les marques sur la chaussée (marques routières) devraient être en matériaux antidérapants et ne devraient pas faire saillie de plus de 6 mm par rapport au niveau de la chaussée. Lorsque des plots ou des dispositifs similaires sont employés pour le marquage, ils ne doivent pas faire saillie de plus de 1,5 cm par rapport au niveau de la chaussée (ou plus de 2,5 cm dans le cas de plots à dispositifs réfléchissants): leur utilisation devrait répondre aux nécessités de la sécurité de la circulation.

CHAPITRE II
MARQUES LONGITUDINALES

(Diagramme A-1)

A. ***Dimensions***

1. La largeur des lignes continues ou discontinues des marques longitudinales devrait être d'au moins 0,10 m. La largeur d'une ligne discontinue utilisée pour marquer la séparation entre une voie de circulation normale et une voie d'accélération, une voie de décélération ou la combinaison d'une voie d'accélération et d'une voie de décélération, devrait être au moins le double de celle d'une ligne discontinue normale.

2. La distance entre deux lignes longitudinales accolées ligne double) devrait être comprise entre 0,10 m et 0,18 m.

3. Une ligne discontinue consiste en traits de même longueur séparés par des intervalles uniformes. La vitesse des véhicules sur la section de route ou dans la zone envisagée devrait être prise en considération dans la détermination de la longueur des traits et des espacements.

4. 1° Une ligne discontinue utilisée pour guider la circulation, conformément à l'article 94.2. 1° a) de la présente loi est formée de traits d'une longueur au moins égale à 1 m. La longueur des intervalles devrait normalement être de deux à quatre fois la longueur des traits. Elle ne devrait pas dépasser 12 m.

2° La longueur des traits d'une ligne discontinue d'avertissement utilisée conformément à l'article 94.2. 1° b) de la présente loi, devrait être de deux à quatre fois la longueur des intervalles.

5. La longueur d'une ligne continue ne devrait pas être inférieure à 20 m.

B. *Marques des voies de circulation*

1. Le marquage des voies de circulation se fait soit par des lignes discontinues, soit par des lignes continues, soit par d'autres signes appropriés.

2. Sur les routes à deux sens de circulation et à deux voies, l'axe de la chaussée devrait être indiqué par une marque longitudinale (diagramme A-2). Cette marque est normalement une ligne discontinue. Ce n'est que dans des cas particuliers que des lignes continues doivent être employées à cet effet.

3. Sur les routes à deux sens de circulation et à trois voies, les voies devraient, en règle générale, être indiquées par des lignes discontinues. Une ou deux lignes continues, ou une ligne discontinue accolée à une ligne continue, ne devraient être utilisées que dans des cas particuliers. Deux lignes continues pourront être utilisées à l'approche d'un sommet de côte, d'une intersection et d'un passage à niveau, ainsi qu'aux endroits où la visibilité est réduite.

4. Sur les routes à deux sens de circulation comportant plus de trois voies, les deux sens de la circulation devraient être séparés par une ligne continue. Toutefois, deux lignes continues pourront être utilisées à l'approche d'un passage à niveau et dans d'autres cas particuliers. Les voies seront matérialisées par des lignes discontinues (diagramme A-3). Lorsqu'une seule ligne continue est employée, elle sera plus large que les lignes de séparation des voies employées sur le même tronçon routier.

5. S'il est fait application de l'article 94.2. 20 de la présente loi, chacun des bords de la ou des voies où le sens de la circulation pourra être inversé peut être marqué par une double ligne discontinue d'avertissement, utilisée conformément à l'article 94.2. 1° b) (diagramme A-4). Le diagramme A-5 illustre le marquage d'une route à sent unique.

6. Les voies de circulation devraient être marquées, en des points où la largeur de la chaussée est réduite par des bordures, des refuges ou des îlots directionnels.

7. Aux abords des intersections importantes (en particulier, des intersections à circulation commandée) où l'on dispose d'une largeur suffisante pour deux ou plusieurs files de voitures, les voies de circulation devraient être marquées conformément au diagramme A 18. Dans ces cas, les lignes délimitant les voies peuvent être complétées par des flèches.

Les diagrammes A-6 et A-7 illustrent le marquage de voies d'accélération et de voies de décélération.

C. *Marquage des situations particulières*

I. Emploi des lignes continues

1. Afin d'améliorer la sécurité routière, les lignes axiales discontinues devraient être remplacées ou complétées à certaines intersections par une ligne continue.

2. On appelle «distance de visibilité», la distance à laquelle un objet d'une certaine hauteur placé sur la chaussée peut être vu par un observateur se tenant sur la chaussée et dont l'œil est à une hauteur égale ou inférieure à celle de l'objet. Lorsqu'il y a lieu d'interdire l'utilisation de la partie de la chaussée réservée à la circulation en inverse à certaines intersections, ou en des endroits où la distance de visibilité est réduite (sommets de côte, virages, etc.) ou sur des sections où la chaussée devient étroite ou présente quelque autre particularité, les restrictions devraient être imposées sur les sections où la distance de visibilité est inférieure à un certain minimum M, au moyen de lignes continues placées conformément aux diagrammes A-8, A-9, A-10. Lorsque des circonstances locales rendent impossible l'apposition de lignes continues, il devrait être employé des lignes d'avertissement

3. La valeur à adopter pour M varie avec les caractéristiques de la route et les conditions de circulation. Sur les diagrammes A-8, A-9, A-10, A (ou D) est le point où la distance de visibilité devient inférieure à M, tandis que C (ou B) est le point où la distance de visibilité devient de nouveau supérieure à M.

4. Les diagrammes A-8 (a), A-8 (b) et A 9 illustrent le marquage de routes à deux voies dans des conditions diverses (virage ou incurvation du profil vertical, existence ou absence d'une zone centrale où la distance de visibilité dépasse M dans les deux directions).

5. Sur les routes à trois voies, deux méthodes sont possibles:

1° la chaussée peut être ramenée à deux voies plus larges, ce qui peut être jugé préférable pour les routes où circule une proportion importante de véhicules à deux roues et (ou) si la section ramenée à deux voies est relativement courte et éloignée d'une autre section analogue (diagrammes A-8 (c), A-8 (d), A-10).

2° pour tirer parti de toute la largeur de la chaussée, deux voies peuvent être affectées à l'un des deux sens de la circulation. Lorsque le profil vertical de la route présente une déclivité, le sens privilégié devrait être celui de la montée. Le diagramme A-8 (e) donne un exemple de sommet de côte où les sections AB et CD ne se chevauchent pas. Si elles se chevauchent, ce type de marquage empêche les dépassements dans la zone centrale où la distance de visibilité est suffisante dans les deux sens.

6. Dans les diagrammes A-11 et A-12, qui illustrent les lignes à utiliser pour indiquer un changement de la largeur disponible de la chaussée, ainsi que dans le diagramme A-13, qui indique un obstacle ou le début d'une zone réservée centrale nécessitant une déviation de la (des) ligne (s) continue (s), cette inclinaison de la ligne (des lignes) devrait être de préférence de 1/60 ou moins sur les routes à grandes vitesses et de 1/20 ou moins sur les routes où la vitesse n'est pas supérieure à 60 km/h. En outre, les lignes continues obliques devraient être précédées, pour le sens de la circulation auxquelles s'appliquent, d'une ligne continue parallèle à l'axe de la chaussée, la longueur de cette ligne correspondant à la distance parcourue en une seconde à la vitesse de marche adoptée.

7. Toute ligne continue devrait être précédée d'une ligne d'avertissement, sur une distance d'au moins 100 m sur les routes à grandes vitesses, et d'au moins 50 m sur les routes où la vitesse n'est pas supérieure à 60 km/h. Cette ligne d'avertissement peut être complétée ou remplacée par des flèches de rabattement Lorsque plus de deux flèches sont utilisées, la distance entre les flèches successives devrait diminuer à mesure qu'approche l'endroit dangereux (diagramme A-14).

II. Conditions d'emploi des lignes continues

1. Les choix de la distance de visibilité à adopter pour la détermination des sections où une ligne continue est ou non désirable, ainsi que le choix de la longueur à donner à cette ligne, résultent nécessairement d'un compromis. Le tableau suivant donne la valeur recommandée pour M correspondant à diverses vitesses d'approche:

Vitesse d'approche	*Liste des valeurs de M*
100 km/h	de 160 m à 320 m
80 km/h	de 130 m à 260 m
65 km/h	de 90m à 180 m
50 km/h	de 60m à 120 m

2. Pour les vitesses non mentionnées sur ce tableau qui précède, la valeur M correspondante doit être calculée par l'interpolation ou extrapolation.

D. *Lignes-bordures indiquant les limites de la chaussée*

Le marquage des lignes indiquant les limites de la chaussée sera de préférence constitué par une ligne continue. Des plots, clous ou réflecteurs peuvent être employés, associés à ces lignes. La largeur de la ligne-bordure devrait être d'au moins 0,10 m. Elle devrait être d'au moins 0,15 m sur les autoroutes et les routes analogues.

E. *Marquage d'obstacles*

Les diagrammes A-13 et A-15 montrent le marquage qu'il convient d'employer aux abords d'un îlot ou de tout autre obstacle situé sur la chaussée.

F. *Lignes et flèches de guidage aux intersections*

S'il est souhaitable, à certaines intersections, d'indiquer aux conducteurs comment traverser l'intersection, tourner à gauche, des lignes de guidage ou des flèches peuvent être employées. La longueur recommandée pour les traits et les intervalles est 0,50 m.

Les lignes de guidage figurant sur le diagramme A-16 peuvent être complétées par des flèches.

CHAPITRE III
MARQUES TRANSVERSALES

A. *Généralités*

Compte tenu de l'angle sous lequel le conducteur voit les marques sur la chaussée, les marques transversales doivent être plus larges que les marques longitudinales.

B. *Ligne d'arrêt*

1. La largeur minimale d'une ligne d'arrêt doit être de 0,20 m et la largeur maximale de 0,60 m Une largeur de 0,30 m est recommandée (diagramme A 17).

2. Lorsqu'elle est employée conjointement avec un signal d'arrêt, la ligne d'arrêt devrait être placée de telle manière qu'un conducteur arrêté immédiatement derrière cette ligne ait une vue aussi dégagée que possible sur la circulation des autres branches de l'intersection, compte tenu des exigences de la circulation des autres véhicules et des piétons.

3. Les lignes d'arrêt peuvent être complétées par des lignes longitudinales (diagrammes A 18). Elles peuvent aussi être complétées par le mot «STOP» dessiné sur la chaussée.

C. *Lignes indiquant l'endroit où les conducteurs doivent céder le passage*

1. La largeur minimale de la ligne devrait être de 0,20 m et la largeur maximale de 0,60 m (diagramme A-19 (a). La longueur des traits devrait être au moins le double de leur largeur. La ligne peut être remplacée par des triangles juxtaposés sur le sol et dont la pointe est dirigée vers le conducteur auquel s'adresse l'obligation de céder le passage. Ces triangles devraient avoir une base de 0,40 m au moins et de 0,60 m au plus et une hauteur de 0,60 m au moins et de 0,70 m au plus (diagramme A-19 (b)).

2. La ou les marque(s) transversale(s) devrait (devraient) être placée(s) dans les mêmes conditions que les lignes d'arrêt.

3. La ou les marque(s) mentionnée(s) ci-dessus peut (peuvent) être complétée(s) par un triangle dessiné sur la chaussée et dont le diagramme A-19 donne un exemple.

4. Cette marque transversale peut être complétée par des lignes longitudinales.

D. *Passage pour piétons*

L'espacement entre les bandes qui marquent les passages pour piétons devrait être au moins égal à la largeur de ces bandes et ne pas être supérieur au double de cette largeur; la largeur totale d'un espacement et d'une bande devrait être comprise entre 0,80 m et 1,40 m. La largeur minimale recommandée pour les passages pour piétons est de 2,50 m sur les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins (diagramme A-20). Sur les autres routes, la largeur minimale des passages pour piétons est de 4 m. Pour des raisons de sécurité, les passages pour piétons situés sur ces routes devraient être équipés de feux de signalisation.

E. *Passages pour cyclistes*

Les passages pour cyclistes devraient être indiqués par deux lignes discontinues. Ces lignes discontinues seraient constituées de préférence par des carrés (0,40m - 0,60m) x (0,40 - 0,60) séparés par des intervalles égaux à heur côté. La largeur du passage ne devrait pas être inférieure à 1,80 m pour les pistes cyclables à sens unique et à 3 m pour les pistes cyclables à circulation dans les deux sens. Aux passages obliques, les carrés pourraient être remplacés par des parallélogrammes dont les côtés seraient respectivement parallèles à l'axe de la route et à l'axe de la piste (diagramme A-21). Les plots et clous ne devraient pas être utilisés. Le diagramme A-22 donne un exemple d'intersection où la piste cyclable fait partie d'une route prioritaire.

CHAPITRE IV
AUTRES MARQUES

A. *Flèche de sélection*

Sur les routes ayant un nombre suffisant de voies de circulation pour permettre une ségrégation des véhicules à l'approche d'une intersection, les voies qui doivent être utilisées peuvent être indiquées au moyen de flèches de sélection apposées sur la surface de la chaussée (diagrammes A-23 et A-24). Des flèches de sélection peuvent aussi être employées sur les routes à sens unique pour confirmer les sens de la circulation. La longueur des flèches de sélection ne devrait pas être inférieure à 2 m. Les flèches de sélection peuvent être complétées par des inscriptions sur la chaussée.

B. *Lignes parallèles obliques*

Les lignes parallèles obliques devraient être inclinées de façon à écarter la circulation de la zone qu'elles délimitent. Des marques en chevrons, également inclinées de façon à écarter la circulation du point dangereux, peuvent être utilisées aux points de divergence et de convergence.

C. *Inscriptions*

1. Des inscriptions sur la chaussée peuvent être employées dans le but de régler la circulation, d'avertir ou de guider les usagers de la route. Les mots utilisés devraient être de préférence soit des noms de lieux, des numéros de routes ou des mots aisément compréhensibles sur le plan international (par exemple: «stop», «bus», «taxi»).

2. Les lettres et les chiffres devraient être allongés considérablement dans la direction de la circulation, en raison de l'angle très faible sous lequel les inscriptions sont vues par les conducteurs. Lorsque les vitesses d'approche ne dépassent pas 60 km/h, les lettres et les chiffres devraient avoir une longueur minimale de 1,60 m (diagrammes A-25 et A-29). Lorsque les vitesses d'approche dépassent 60 km/h, les lettres et les chiffres devraient avoir une longueur minimale de 2,50 m. Le diagramme A-30 donne un exemple de lettres et de chiffres de 4 m de longueur.

D. *Réglementation de l'arrêt et du stationnement*

Les restrictions à l'arrêt et au stationnement peuvent être indiquées par des marques sur la bordure de la chaussée ou au bord de celle-ci. Les limites d'emplacement de stationnement peuvent être indiquées sur la surface de la chaussée par des lignes appropriées.

E. *Marques sur la chaussée et sur les ouvrages annexes de la route*

1. Marques indiquant les restrictions au stationnement:

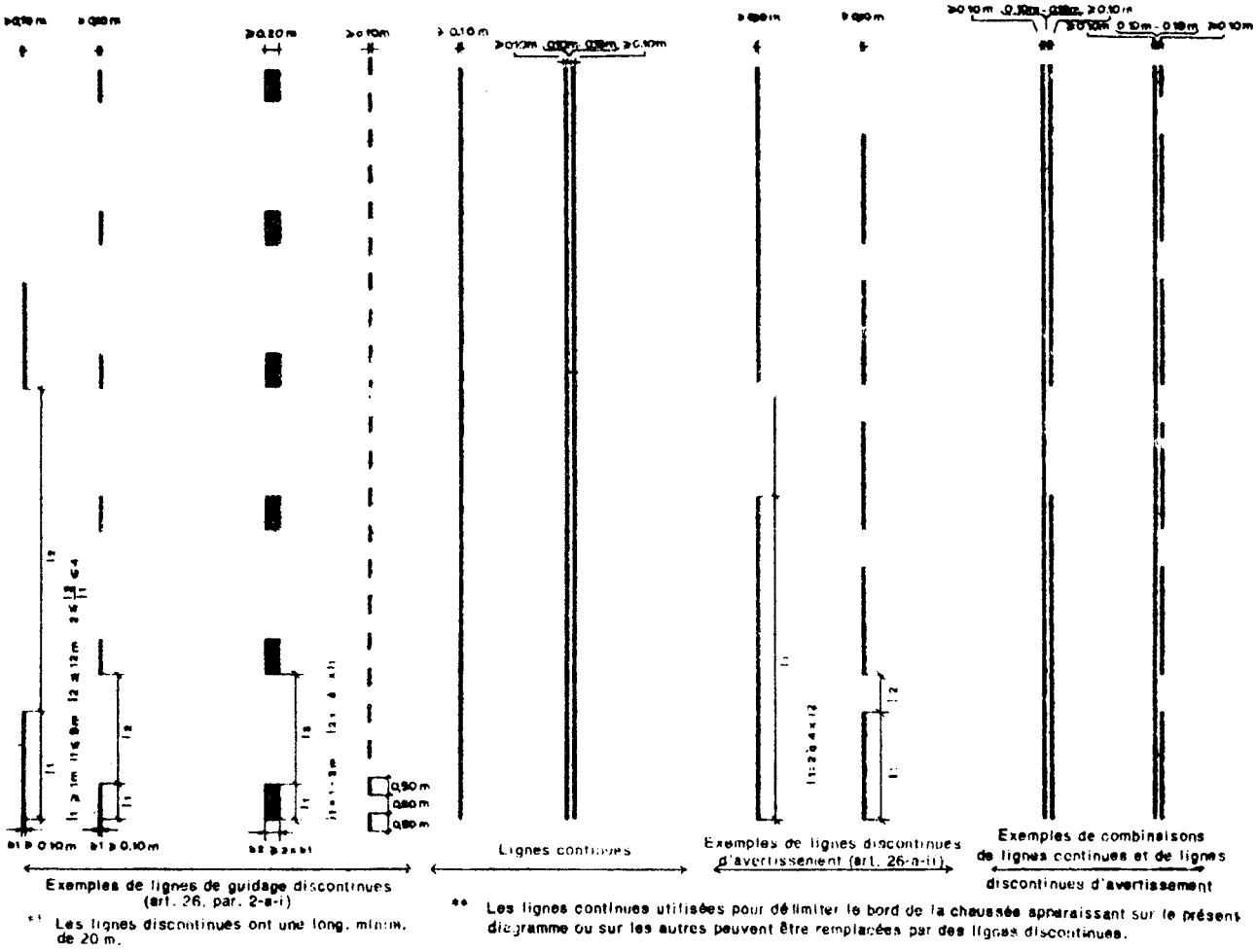
Les diagrammes A-32 et A-33 donnent des exemptes de marques indiquant une interdiction de stationnement

2. Marques sur obstacles:

Le diagramme A-34 donne un exemple de marques sur un obstacle. Pour effectuer ce marquage, il devrait être employé des bandes alternées noires et blanches ou noires et jaunes.

DIAGRAMMES

Diagramme A-1.
Marques longitudinales



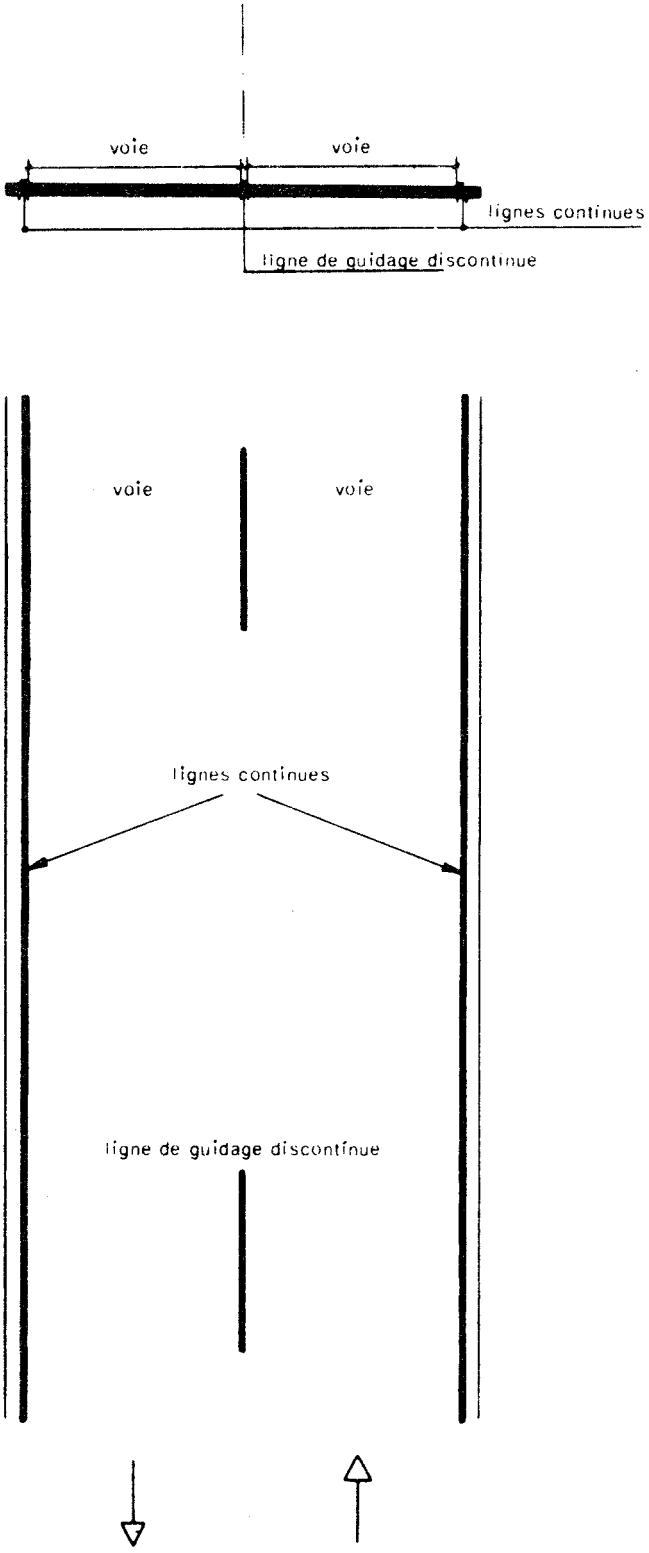
* Les lignes discontinues ont une long. minim. de 20 m.

** Les lignes continues utilisées pour délimiter le bord de la chaussée apparaissant sur le présent diagramme ou sur les autres peuvent être remplacées par des lignes discontinues.

NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-2.

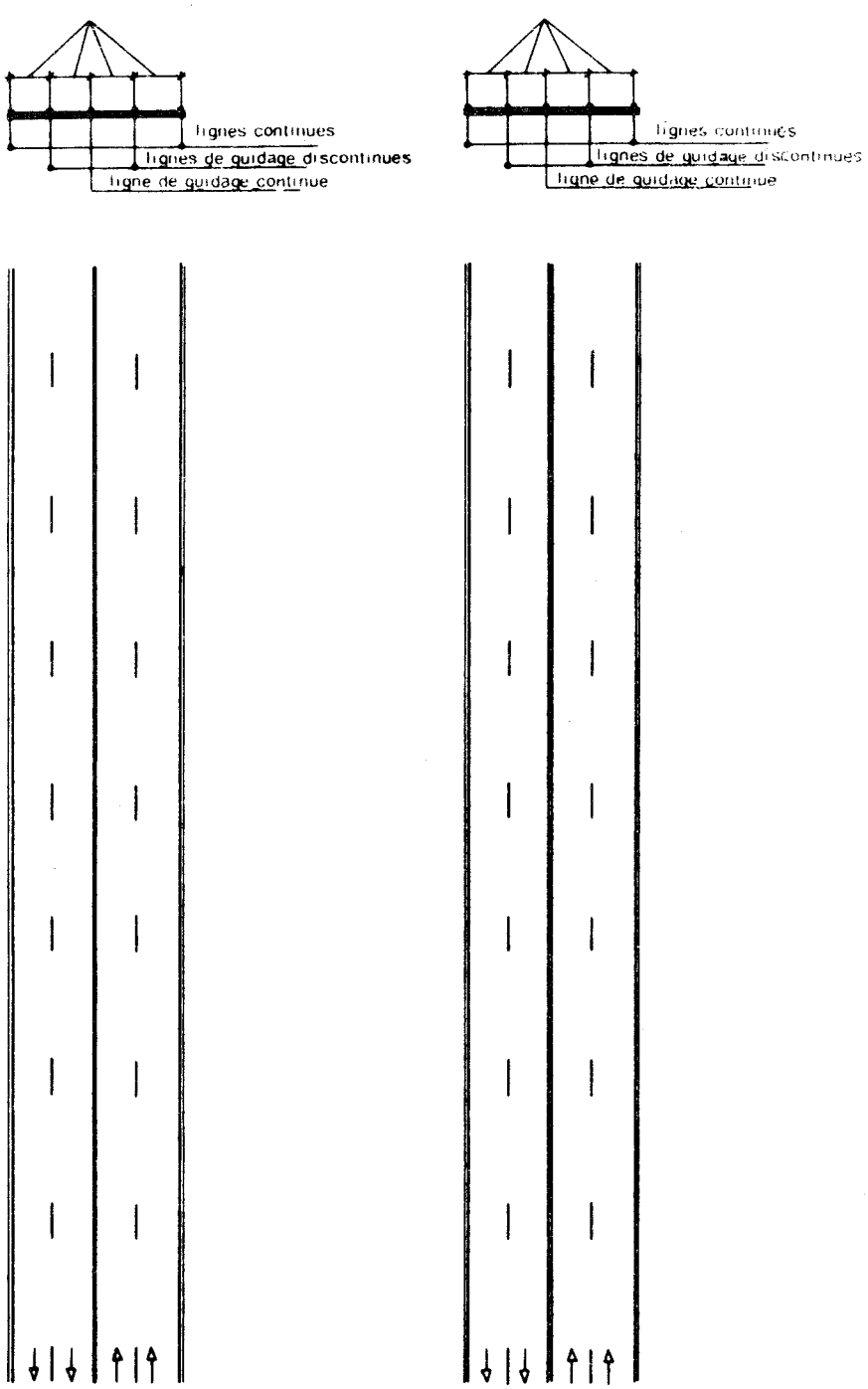
Marquage des chaussées
à double sens de circulation et à 2 voies



NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-3.

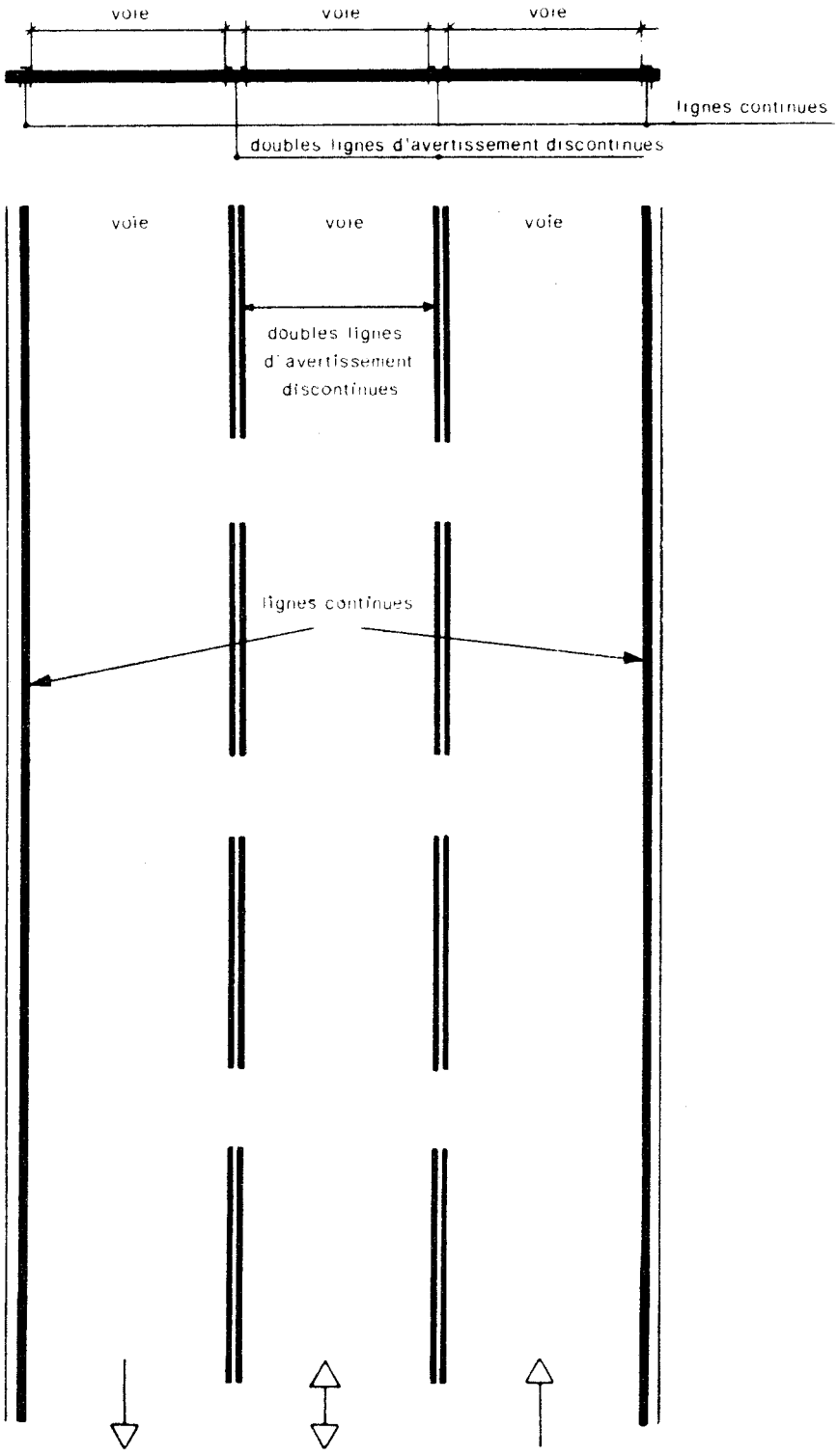
Marquage des chaussées
à double sens de circulation et à quatre voies ou plus



NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-4.

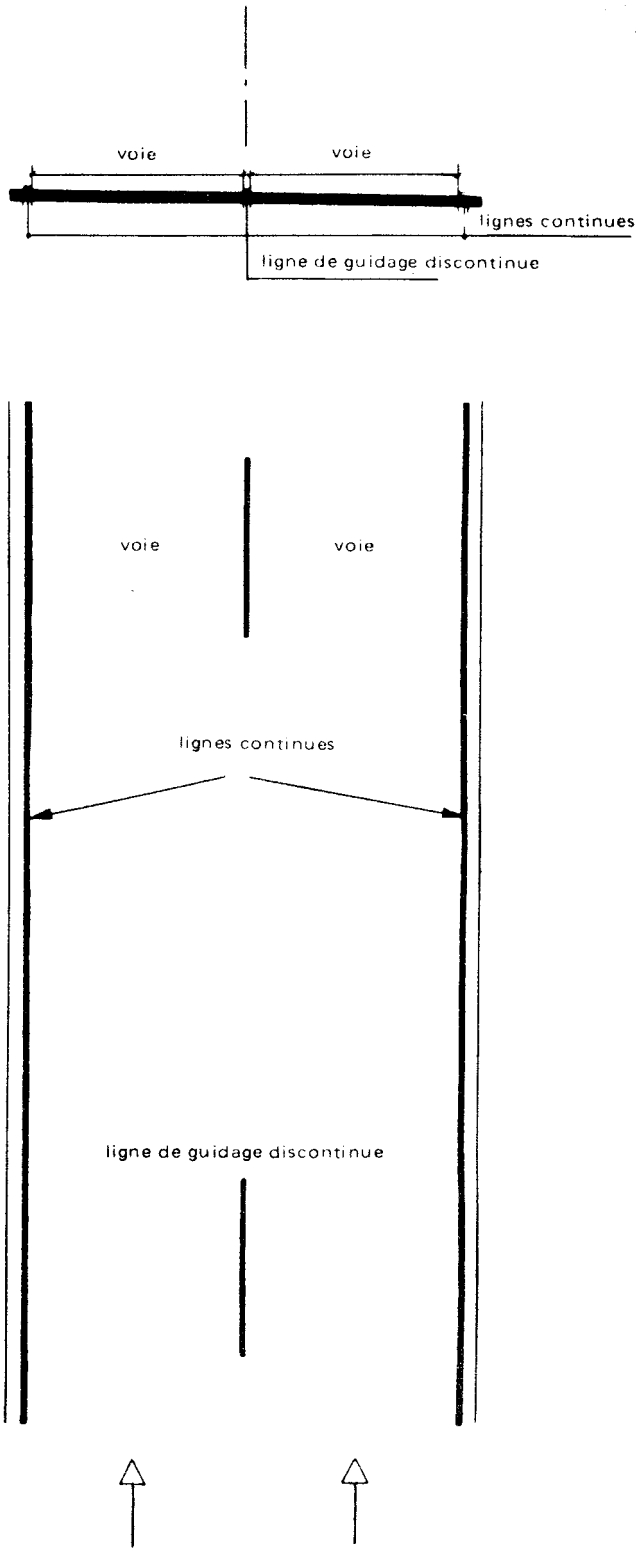
Marquage des chaussées à double sens de circulation et à trois voies dont une réversible



NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-5.

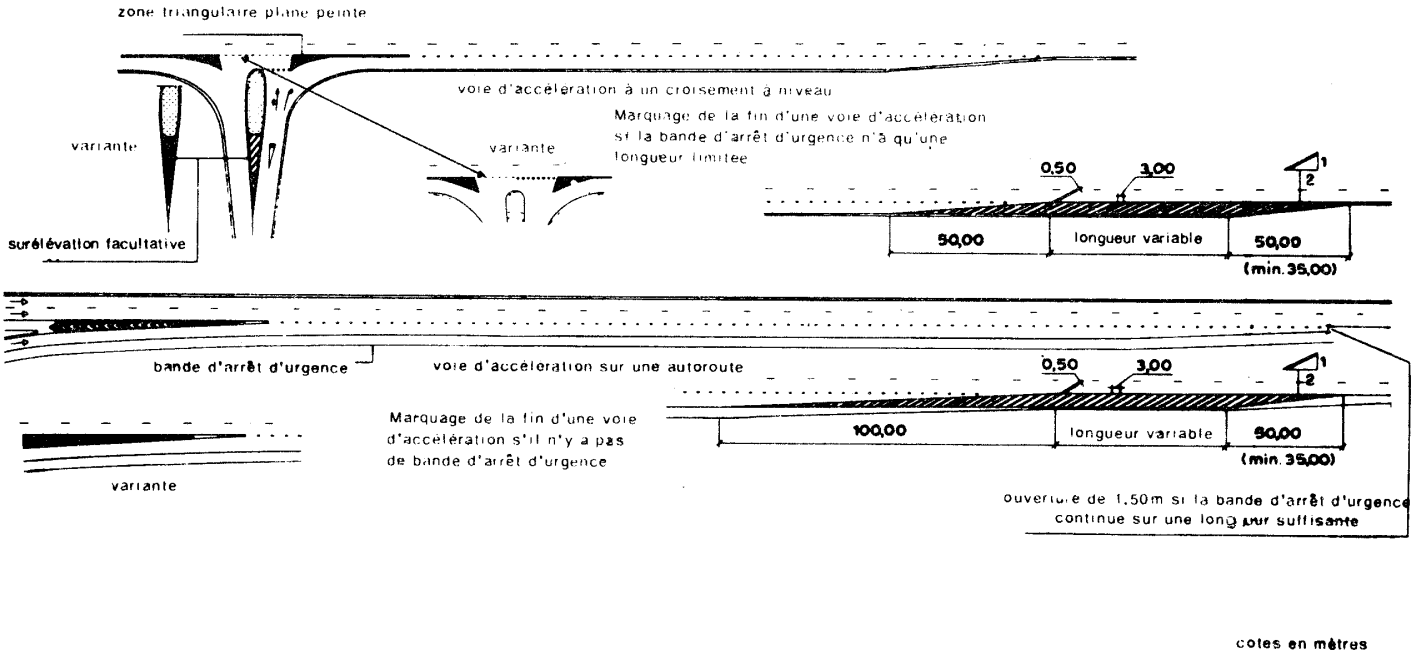
Marquage des chaussées unidirectionnelles



NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-6.

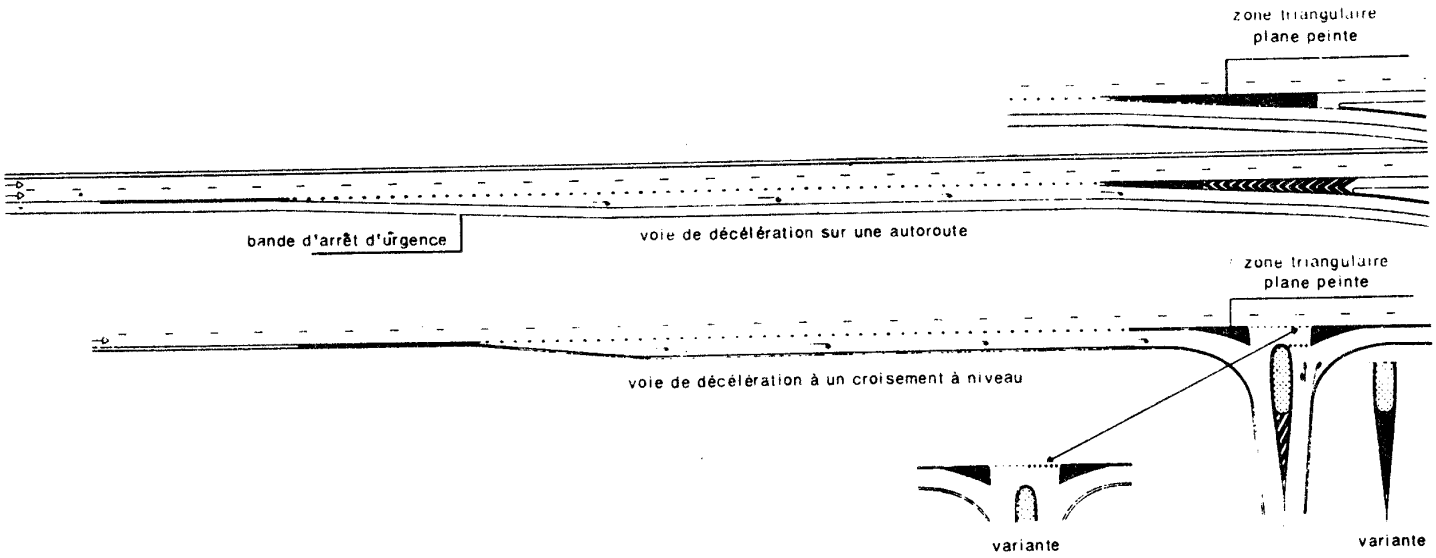
Voies d'accélération



cotes en mètres

Diagramme A-7.

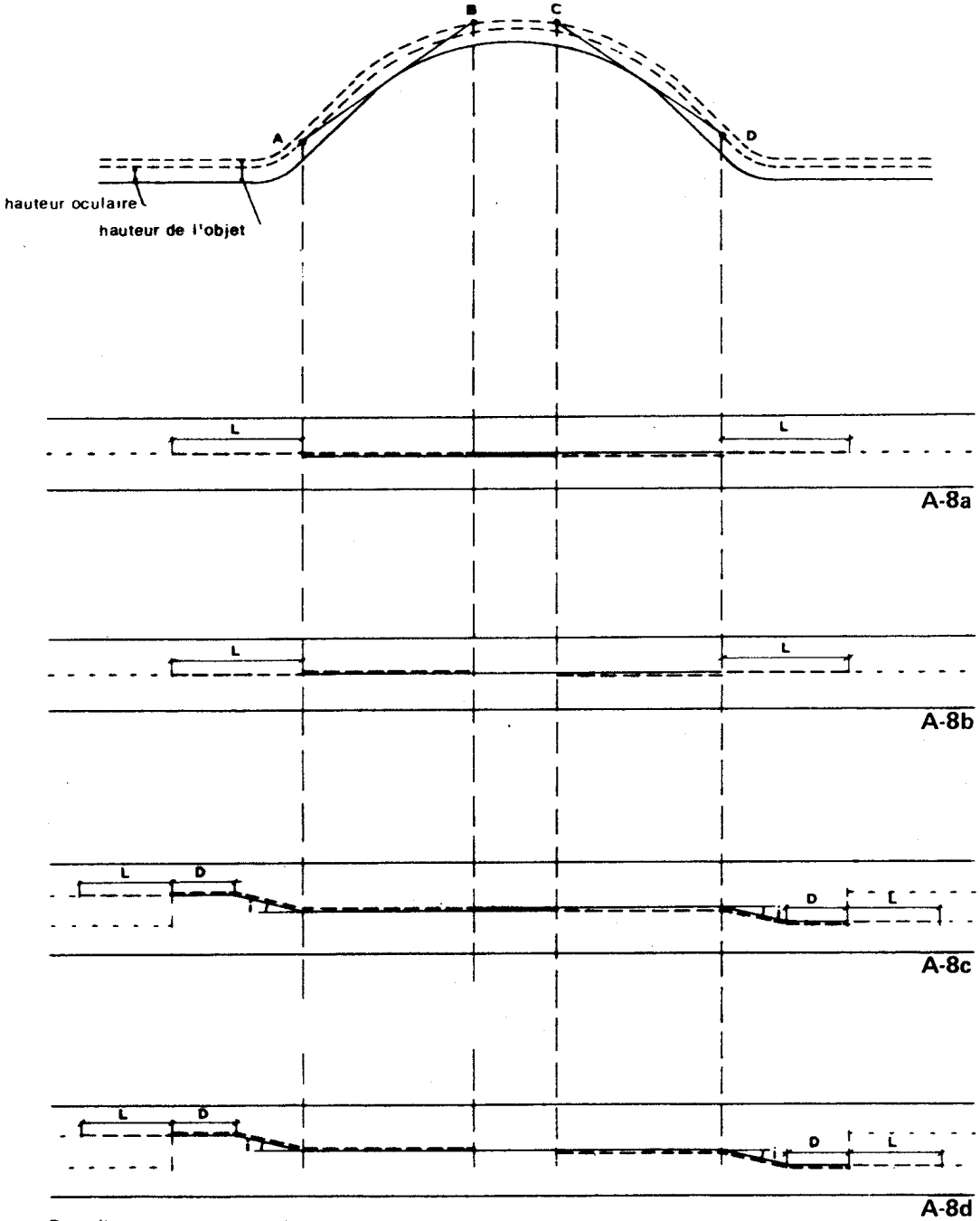
Voies de décélération



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-8.

Marquage des chaussées à double sens de circulation dans les courbes verticales où la distance de visibilité est limitée



D : distance parcourue en 1 seconde

L : V > 60 km/h : L ⩾ 100 m
V ⩽ 60 km/h : L ⩾ 60 m

i : V > 60 km/h inclinaison 1 : 50 ou moins
V ⩽ 60 km/h inclinaison 1 : 20 ou moins

Les flèches sont facultatives

NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-9.

Marquage des chaussées à double sens de circulation dans les courbes horizontales où la distance de visibilité est limitée

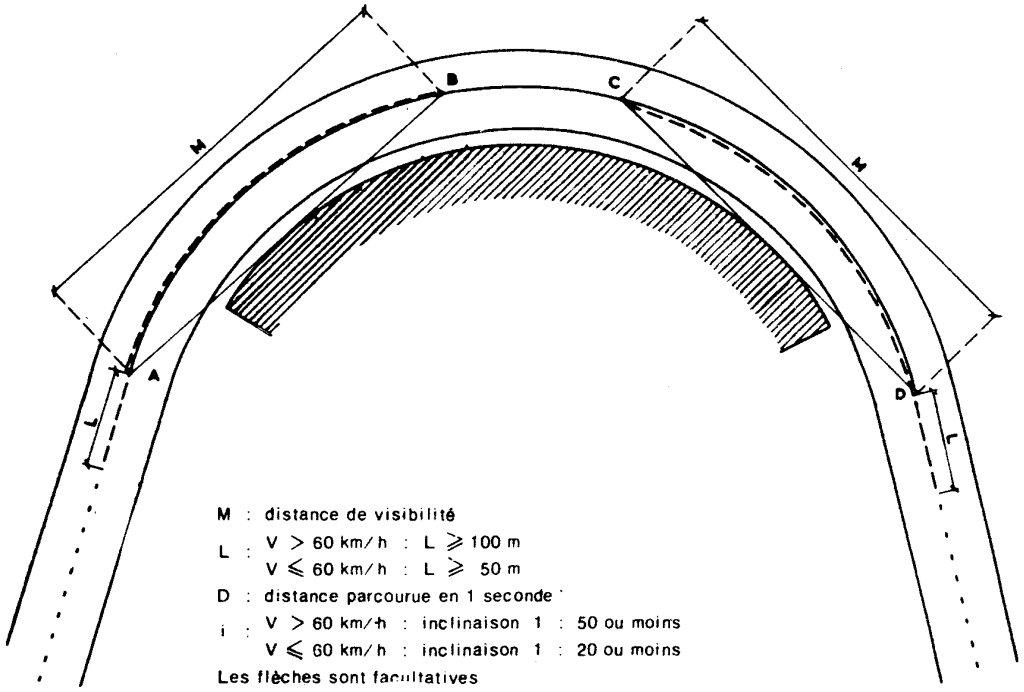
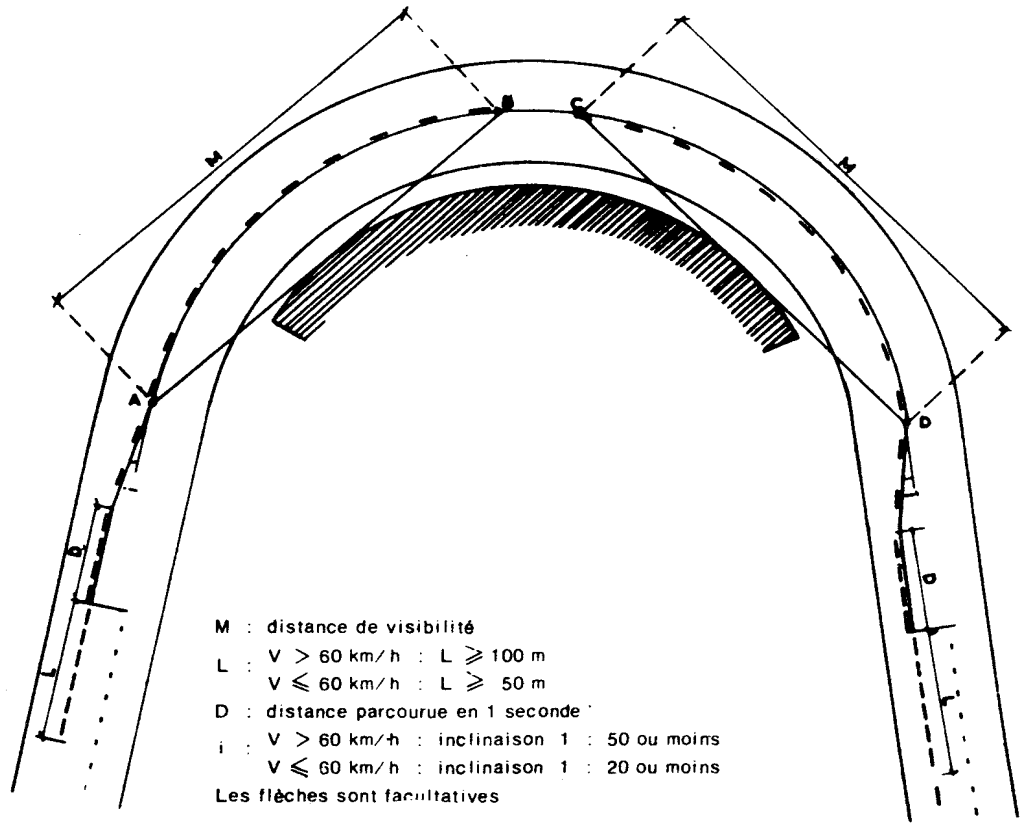


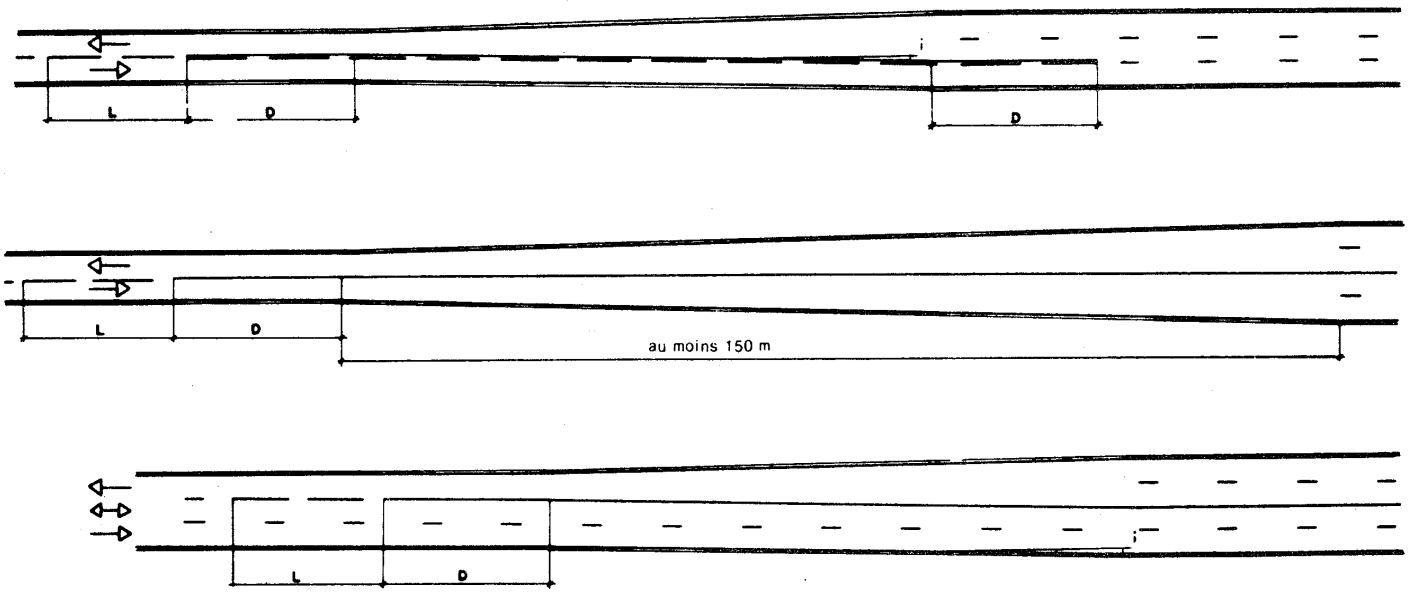
Diagramme A-10.



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-11.

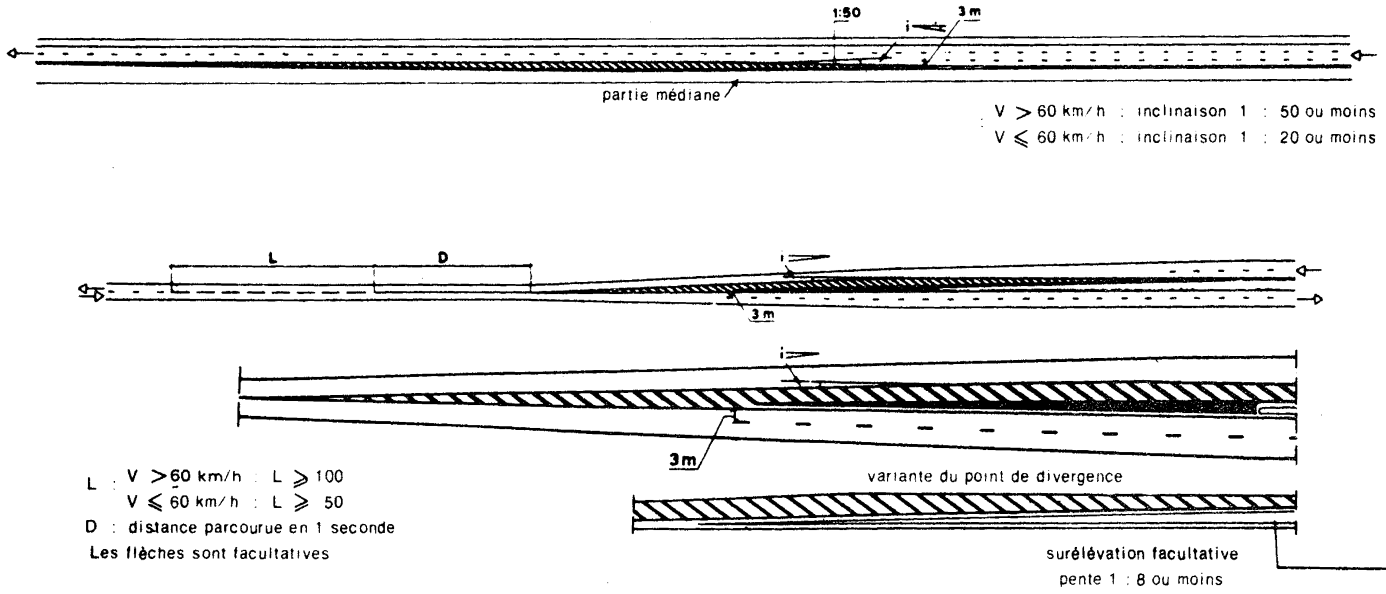
Changement de largeur de la partie utilisable de la chaussée



L : V > 60 km/h : L ⩾ 100 m
V ⩽ 60 km/h : L ⩾ 50 m
i : V > 60 km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
V ⩽ 60 km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins
D : distance parcourue en 1 seconde
Les flèches sont facultatives

Diagramme A-12.

Changement de largeur de la partie utilisable de la chaussée



V > 60 km/h : inclinaison 1 : 50 ou moins
V ⩽ 60 km/h : inclinaison 1 : 20 ou moins

L : V > 60 km/h : L ⩾ 100
V ⩽ 60 km/h : L ⩾ 50
D : distance parcourue en 1 seconde
Les flèches sont facultatives

NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-13.

Marquage des chaussées au voisinage d'obstacles

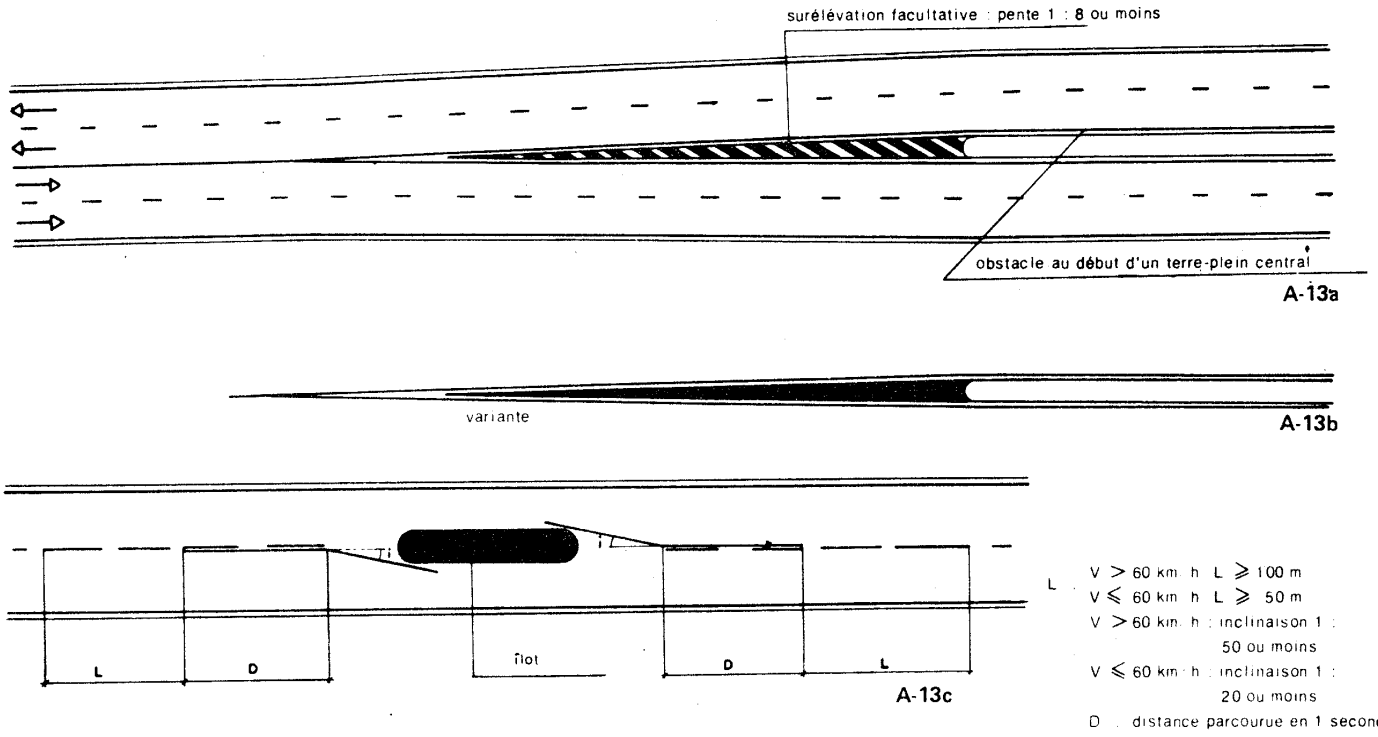
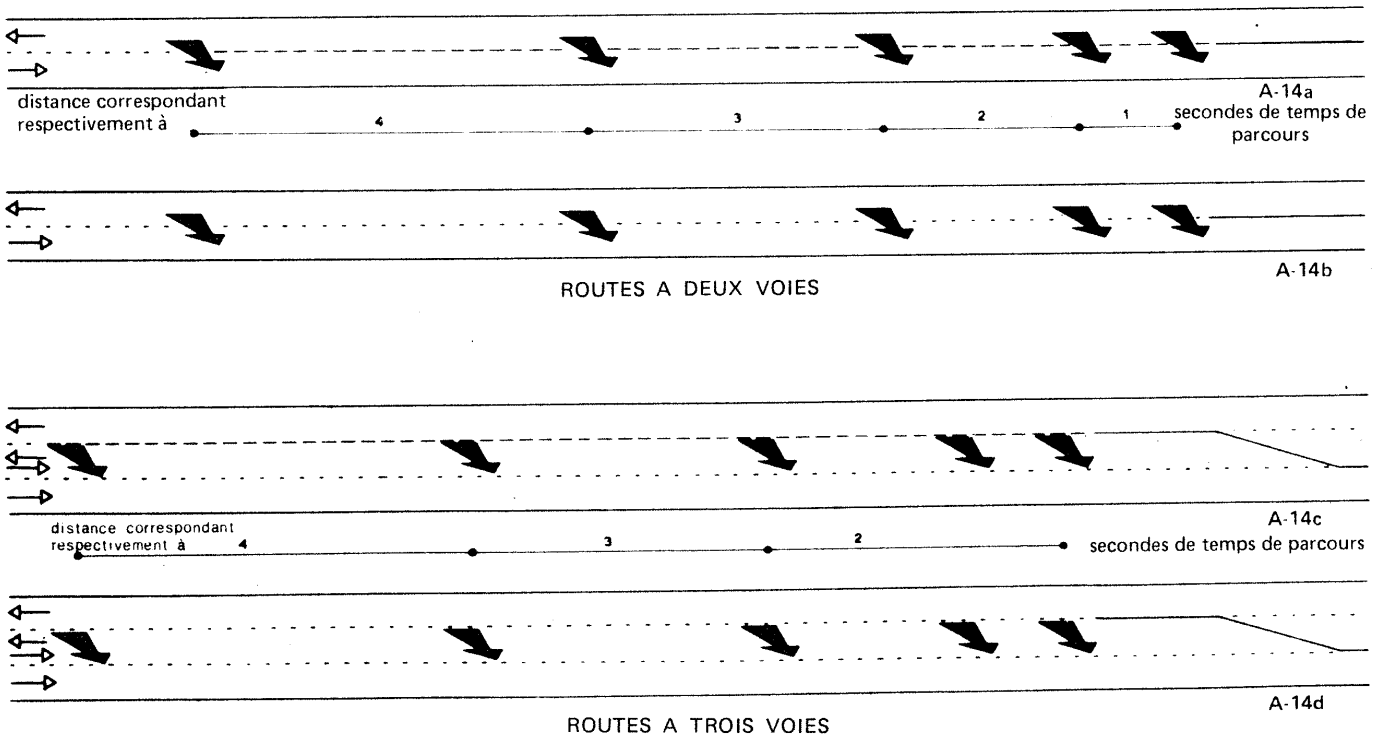


Diagramme A-14.

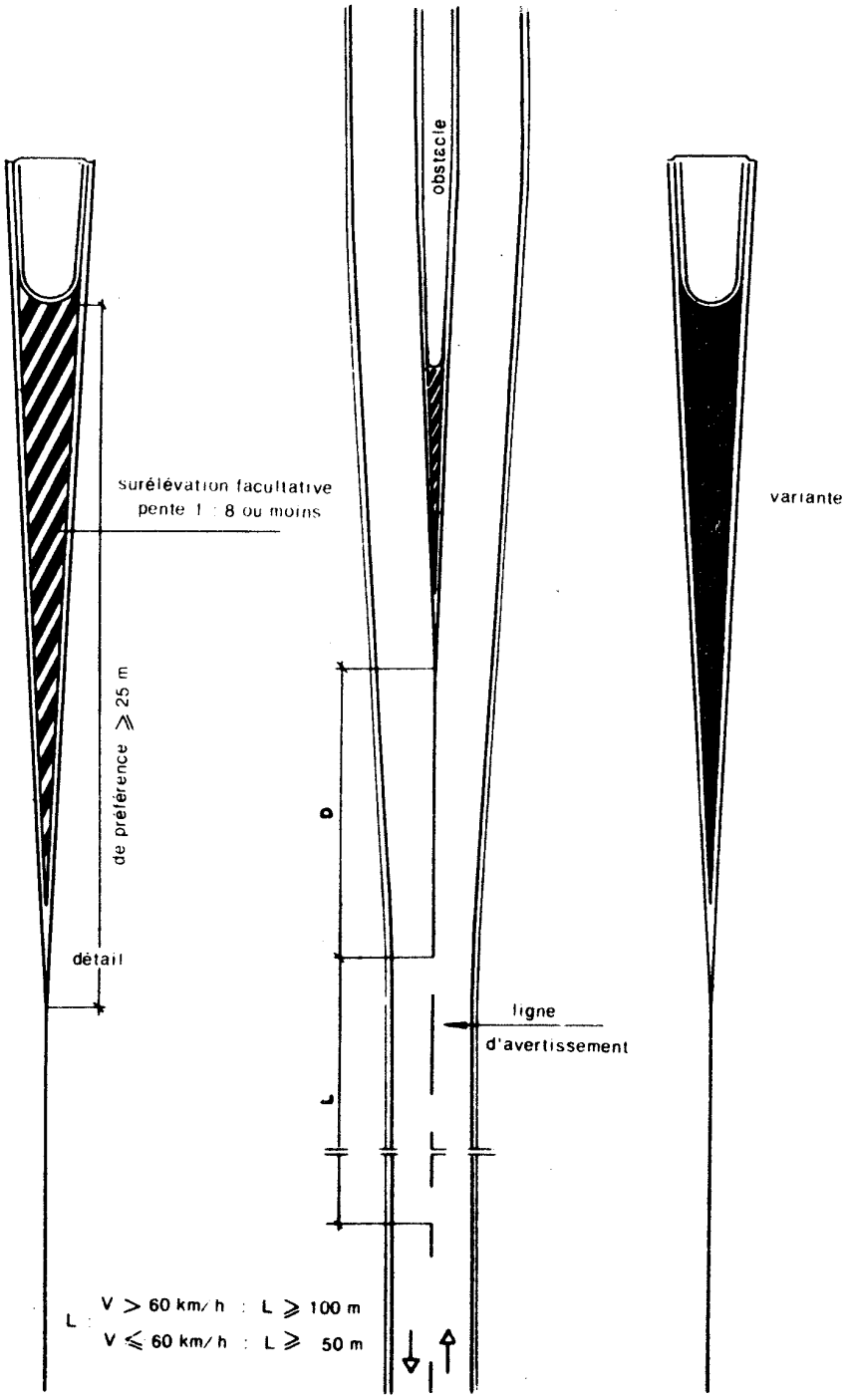
Utilisation des flèches de rabattement



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-15.

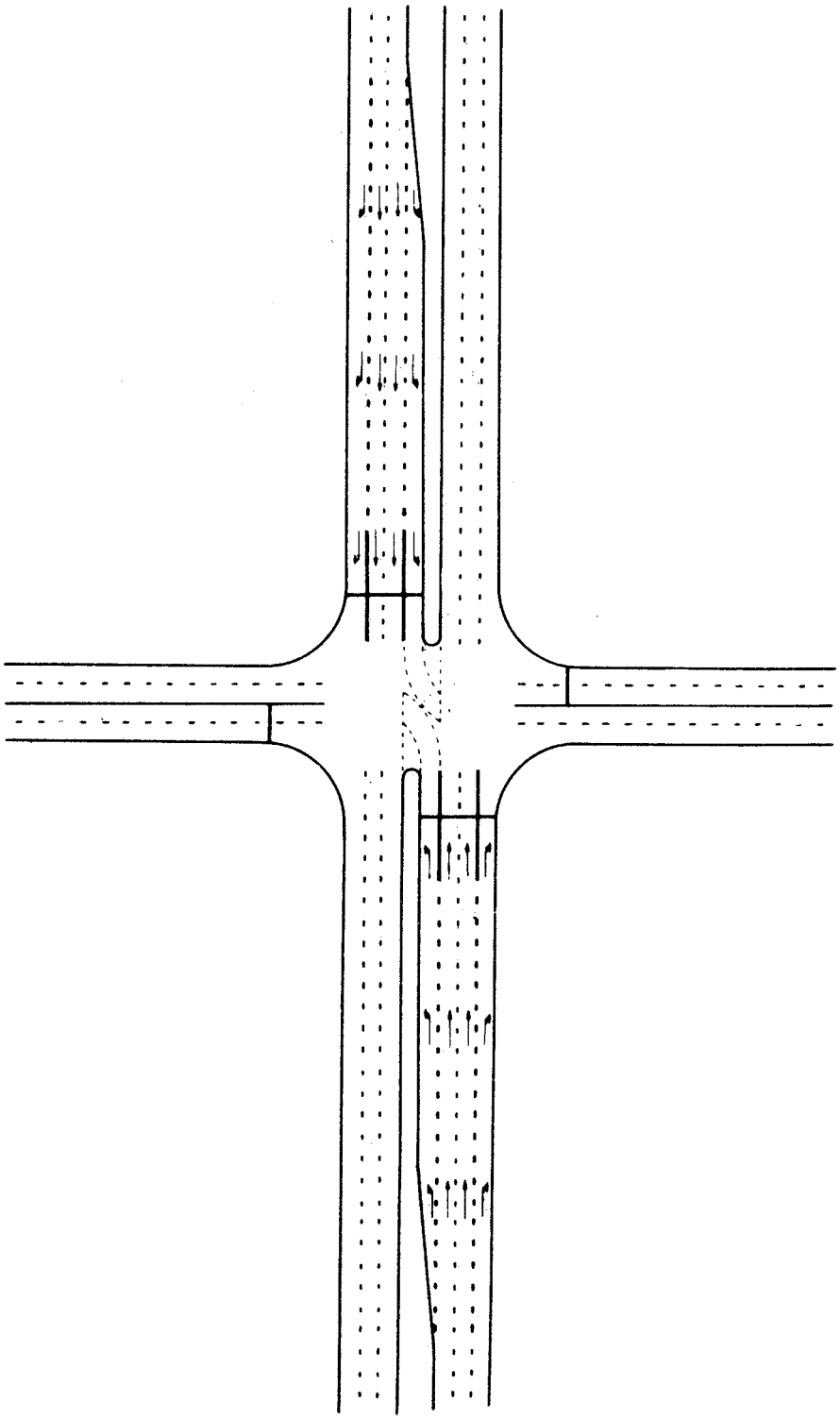
Marquage de la chaussée à proximité d'obstacles



NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-16.

Marquage avec lignes de guidage et flèches aux intersections



NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-17.

Ligne d'arrêt

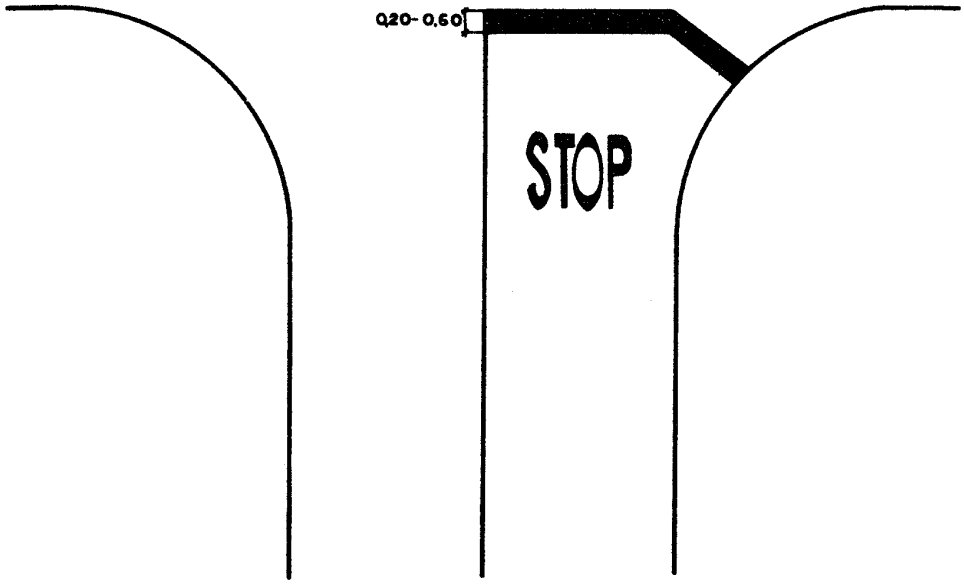
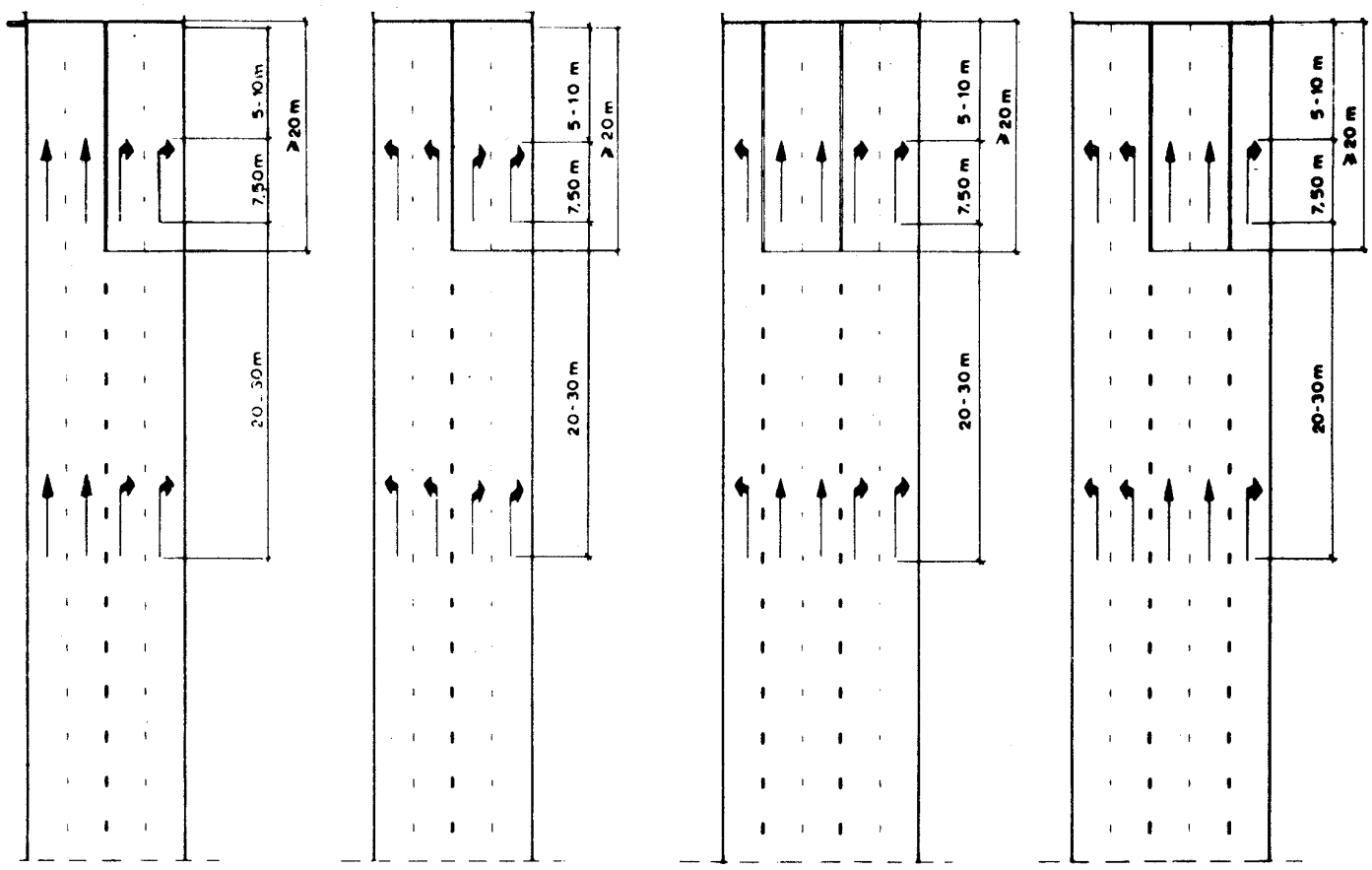


Diagramme A-18.

Voies d'approche des intersections



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-19.

Marquage à un croisement avec une route prioritaire

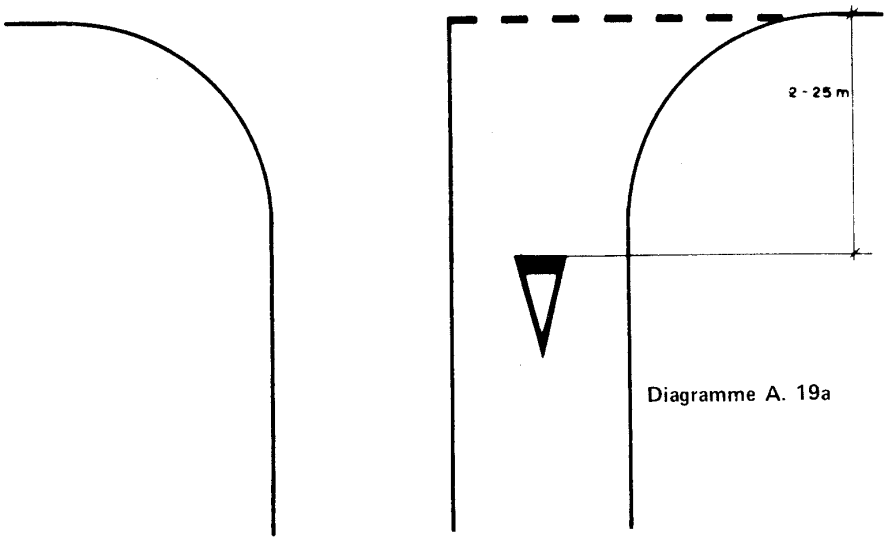


Diagramme A. 19a

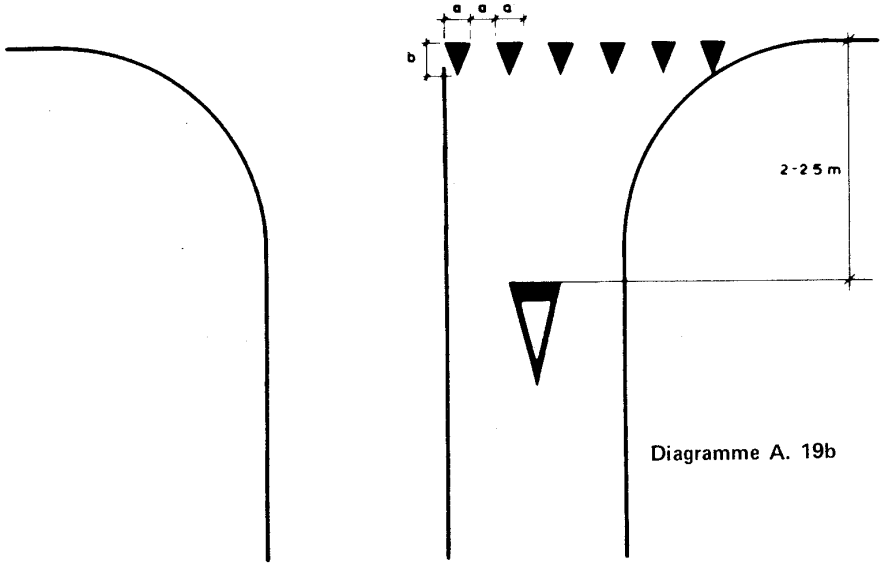


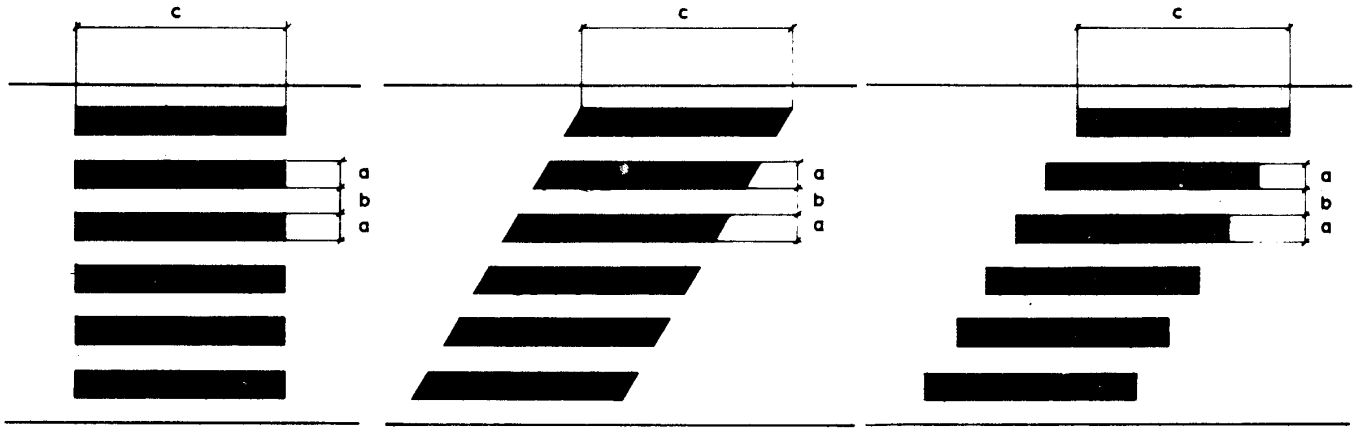
Diagramme A. 19b

a = 0,40 - 0,60 m
b ≥ 0,60 m

NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-20.

Passages pour piétons

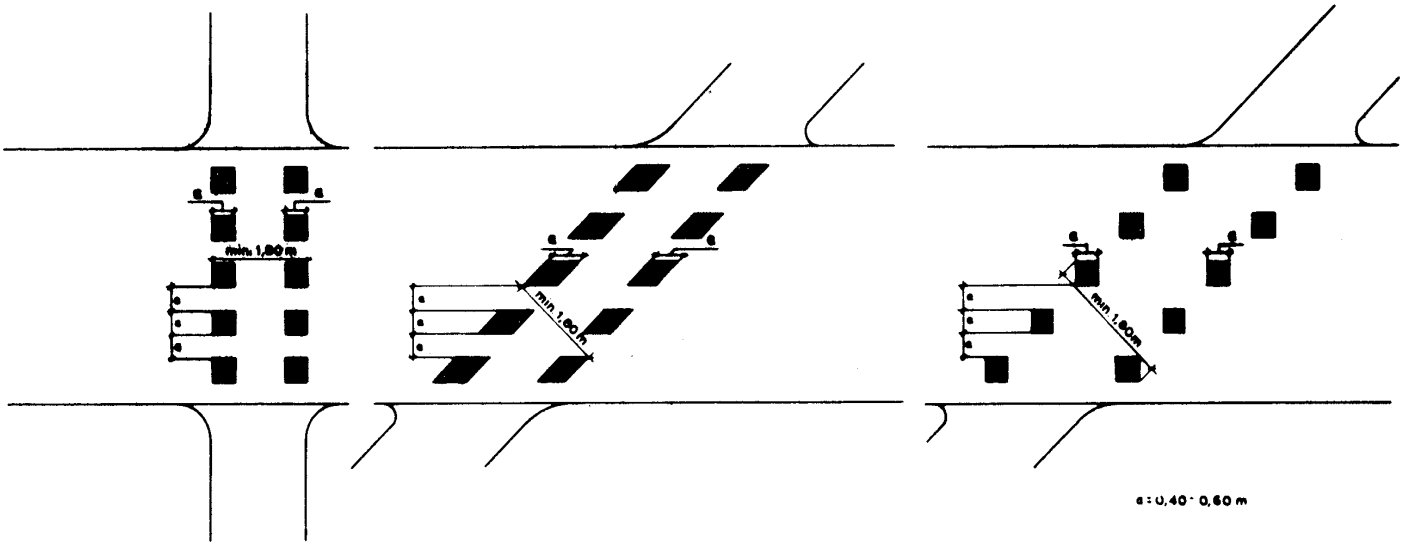


a = 0,40 – 0,60 m
a ⩽ b ⩽ 2a
0,80 ⩽ a + b ⩽ 1,40

v ⩽ 60 km/h c ⩾ 2,50 m
v > 60 km/h c ⩾ 4,00 m

Diagramme A-21.

Passages pour cyclistes

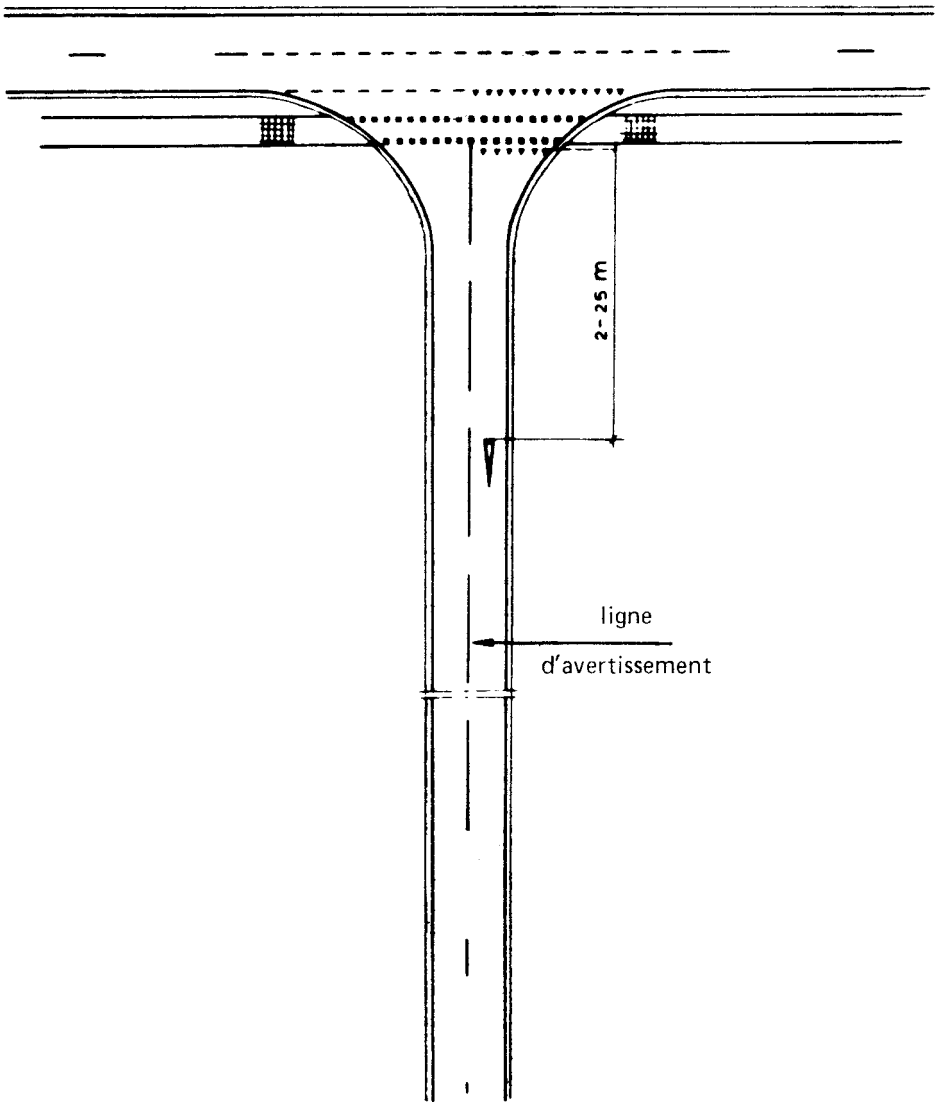


(Pour les pistes cyclables à double sens de circulation, la largeur minimale doit être de 3,00 m)

NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-22.

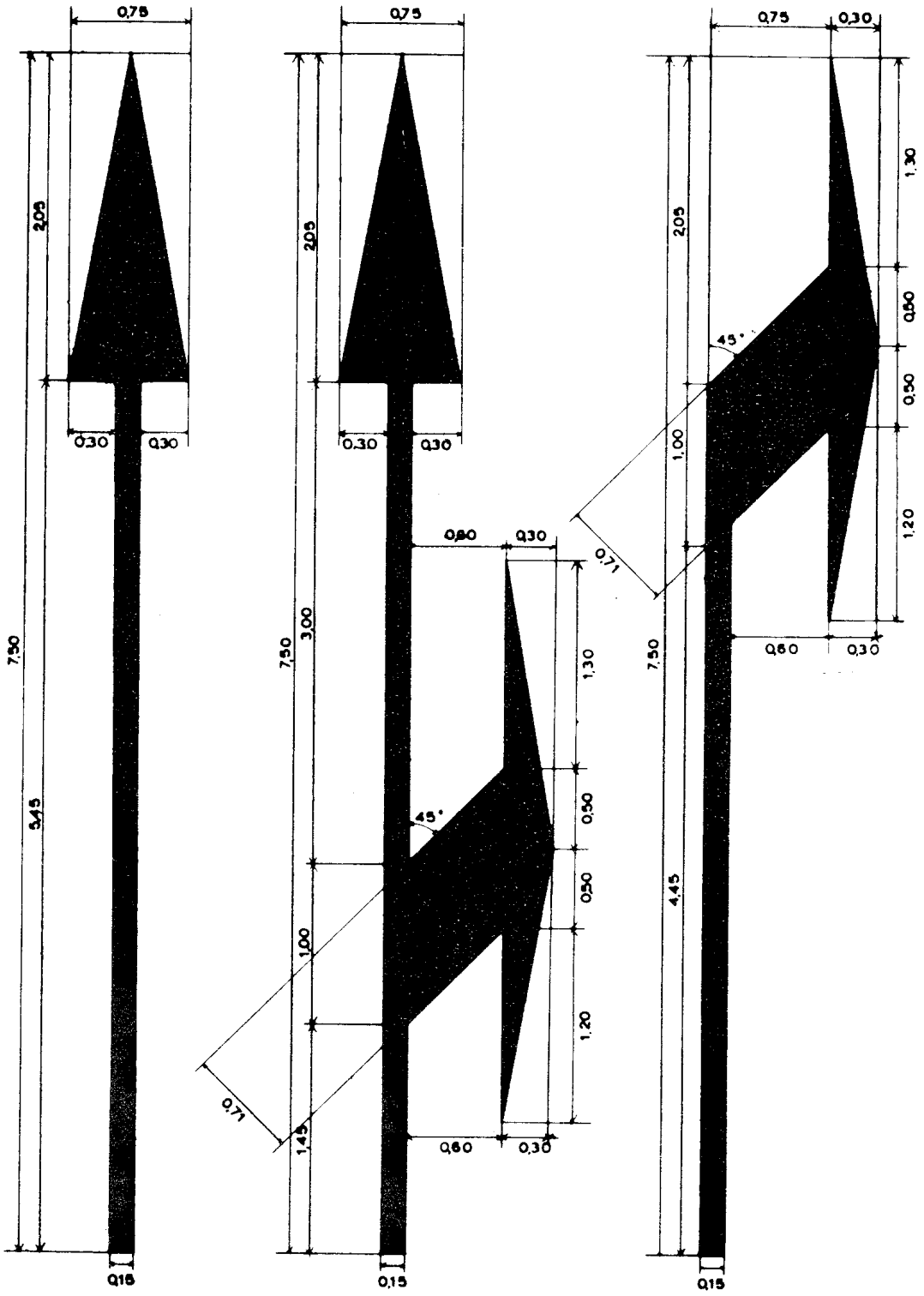
Carrefour en T où la piste cyclable est également prioritaire



NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-23.

Flèches de présignalisation



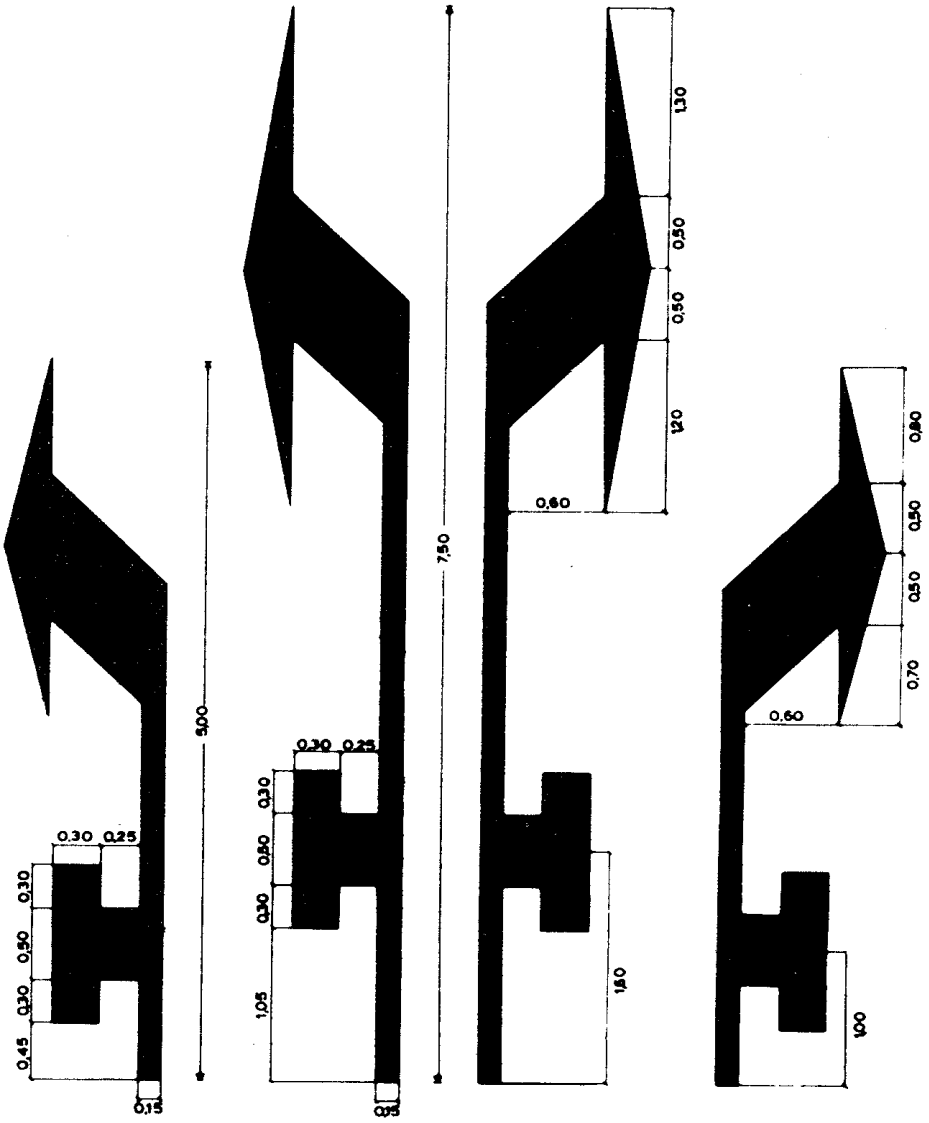
Longueur de la flèche 7,50 m, vitesse > 60 km/h

Cotes en mètres

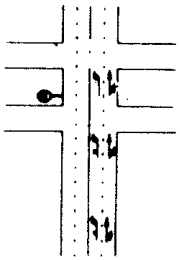
NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-24.

Flèches de présignalisation utilisées à l'approche de deux intersections très proches l'une de l'autre lorsque la présélection doit avoir lieu avant la première intersection



Exemple d'application pratique



Cotes en mètres

NDLR – Image conforme au *J.O.Z.*

Diagramme A-25.

Lettres pour les inscriptions sur les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins

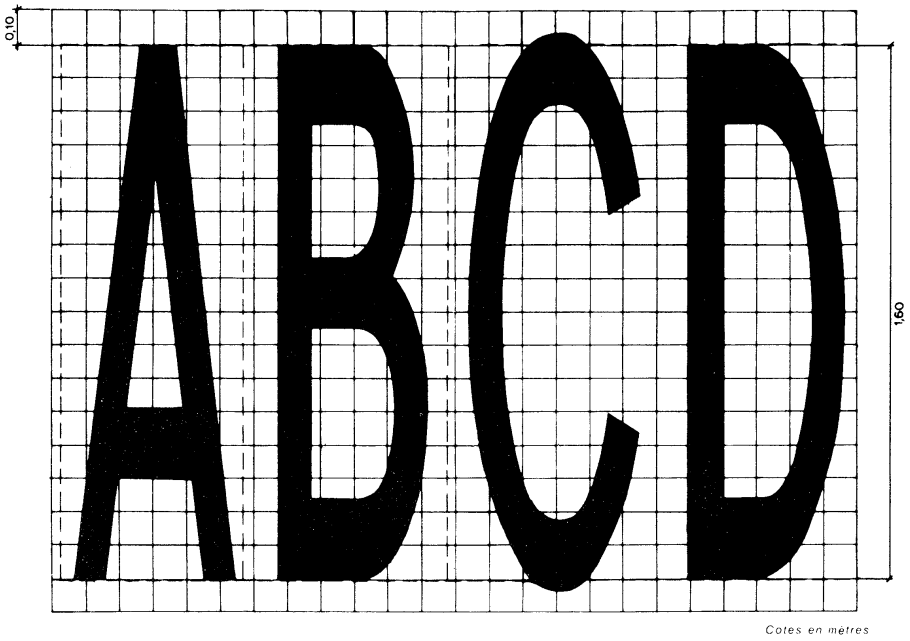
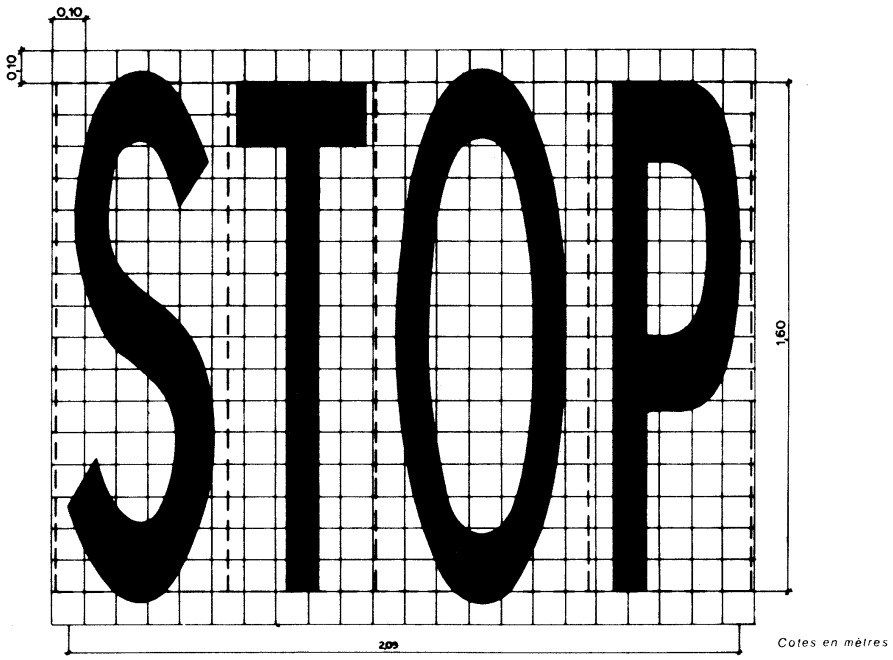


Diagramme A-26.

Exemple d'inscription en lettres pour les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-27.

Exemple d'inscription en lettres pour les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins

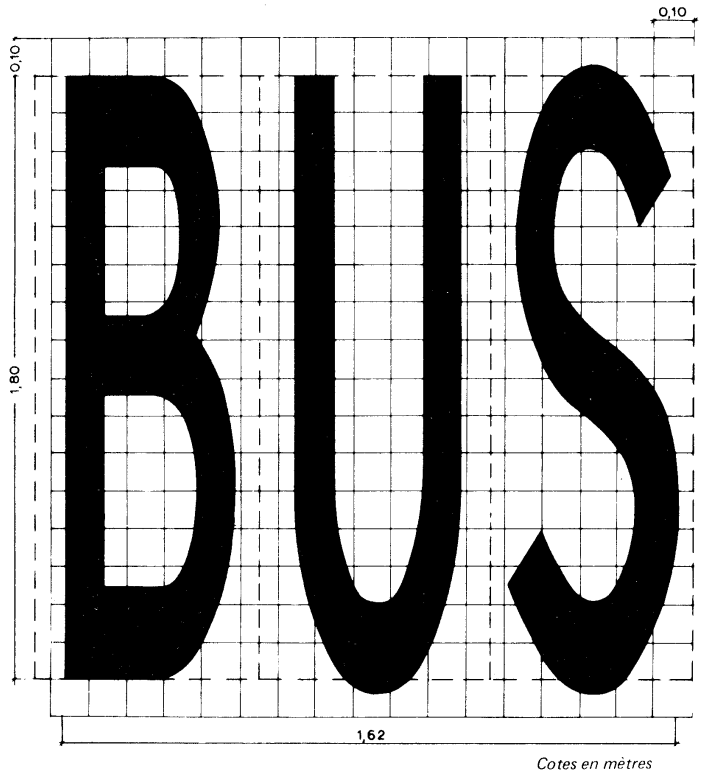
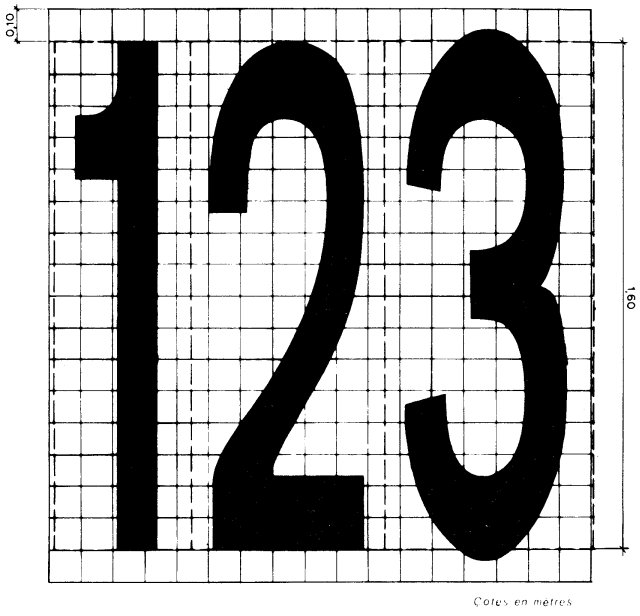


Diagramme A-28.

Chiffres pour les inscriptions sur les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-29.

Exemple d'inscription en chiffres pour les routes où la vitesse est limitée à 60 km/h ou moins

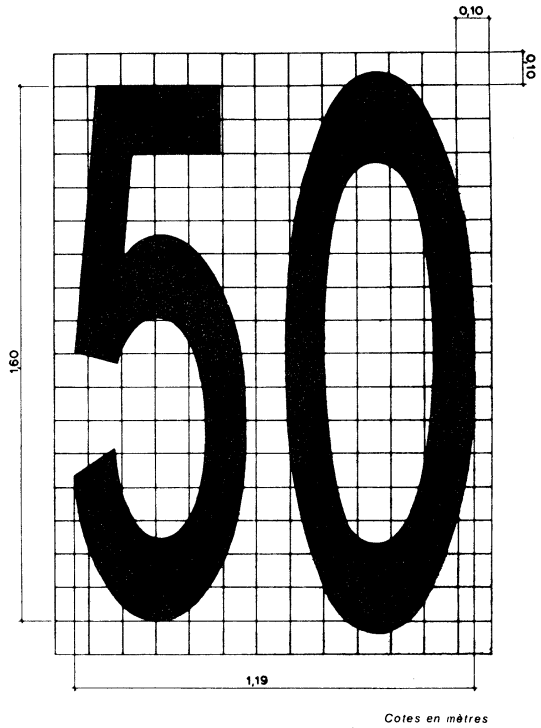
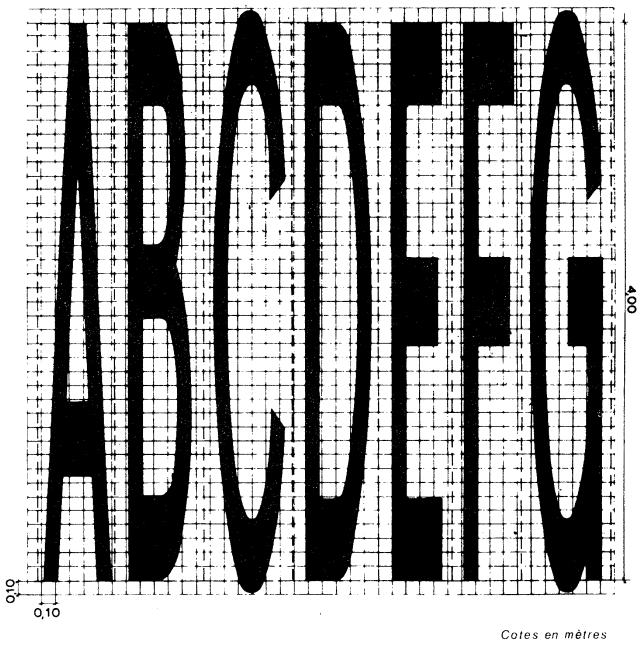


Diagramme A-30.

Lettres pour les inscriptions sur les routes où la vitesse est limitée à plus de 60 km/h ou n'est pas limitée



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-31.

Exemple d'inscription en lettres pour les routes où la vitesse est limitée à plus de 60 km/h ou n'est pas limitée

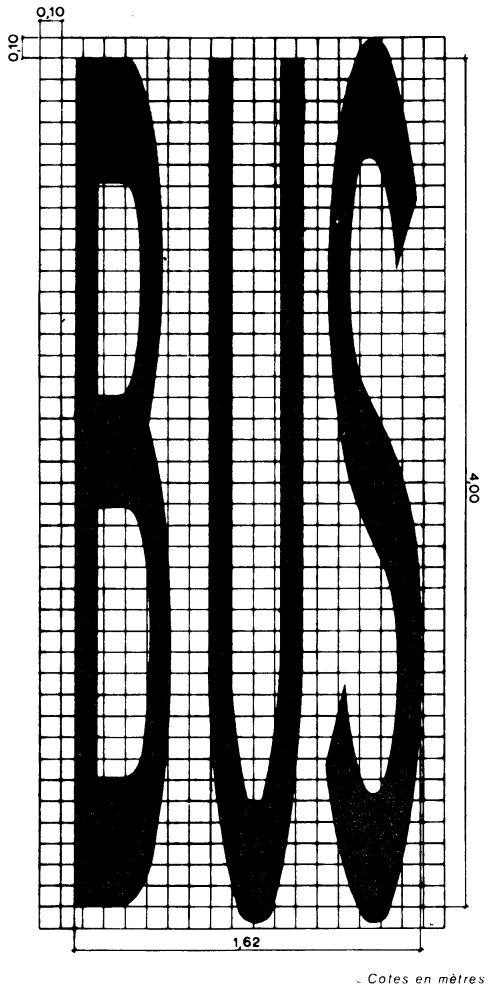
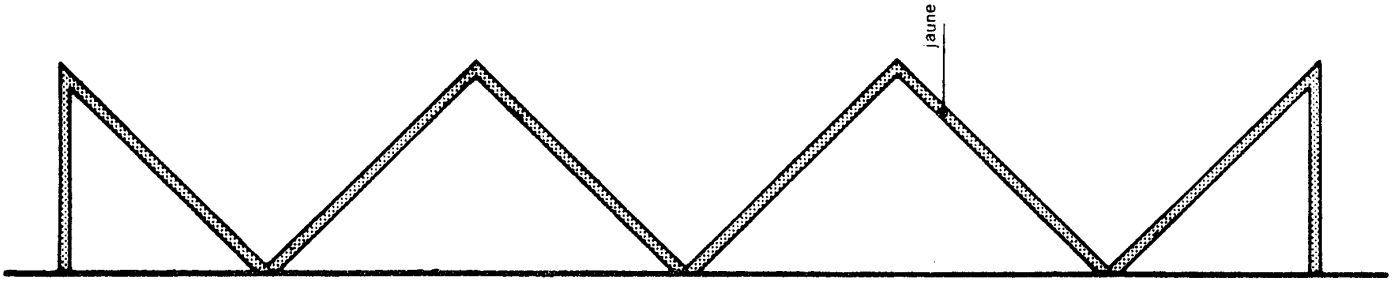


Diagramme A-32.

Marquage signalant l'interdiction du stationnement



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Diagramme A-33.

Marquage signalant l'interdiction du stationnement

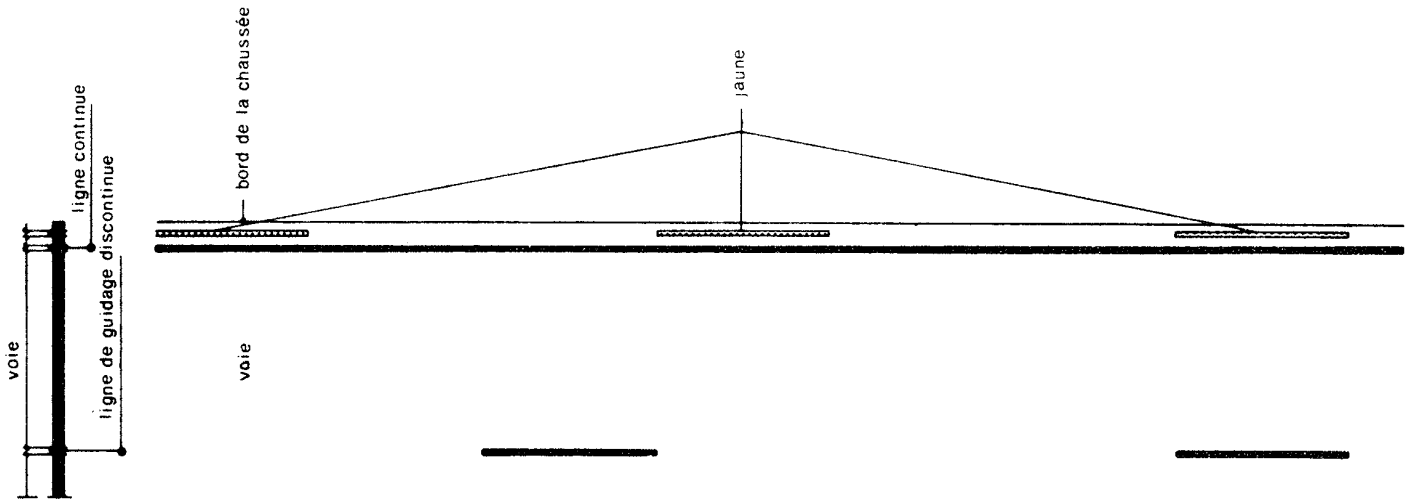
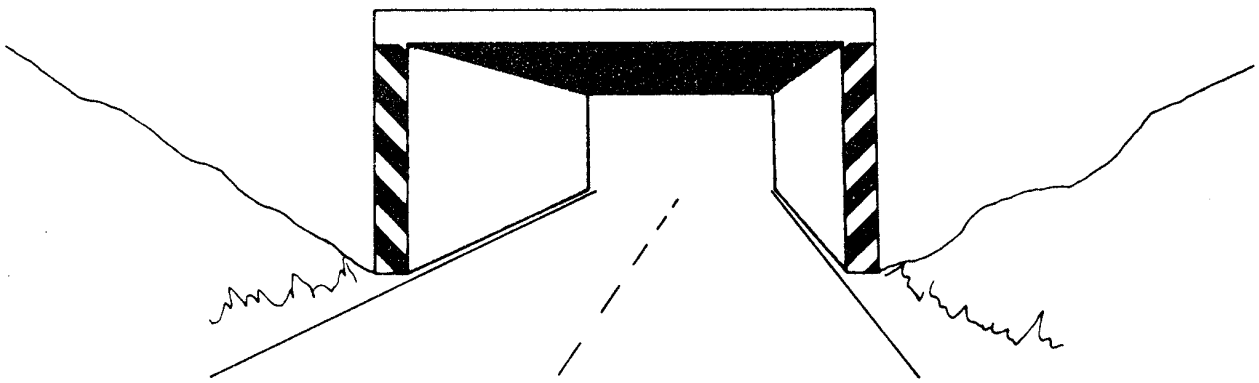


Diagramme A-34.

Marquage d'un obstacle



NDLR – Images conformes au *J.O.Z.*

Dispositions particulières

Décr. du 3 décembre 1956 — Accidents de roulage – Violences commises 244
Décr. du 6 avril 1959 — Police de roulage et de circulation – Sanctions spéciales 244
Décr. 0048 du 22 novembre 1996 — Plaques d'immatriculation 245
A.M. 409/046/97 du 1er avril 1997 — Frais de fourrière 245

3 décembre 1956. – DÉCRET — Répression des violences commises à l'occasion d'accidents de roulage. – Approbation de l'ordonnance-loi 05-320 du 10 octobre 1955. (*B.O.*, 1956, p. 1986)

Art. 1er. — Sans préjudice de l'application de peines plus sévères qui seraient portées par le Code pénal, sera puni d'une servitude pénale de 6 mois à 3 ans, celui qui, à l'occasion d'un accident de roulage, se sera livré à des violences à l'égard du conducteur ou des passagers d'un véhicule.

Sera puni des mêmes peines celui qui aura commis des violences à l'égard des personnes qui portent ou cherchent à porter assistance aux conducteurs et aux passagers des véhicules visés au premier alinéa du présent article ou aux victimes de l'accident.

Art. 2. — Sera puni d'une servitude pénale de 8 jours à 6 mois et d'une amende ne dépassant pas 200 francs ou d'une de ces peines seulement, celui qui aura pris part à un attroupement au cours duquel des infractions visées par l'article 1er auront été commises.

Art. 3. — N'est pas punissable, dans les circonstances reprises aux articles précédents, le fait de repousser une attaque, défendre autrui ou séparer les combattants.

---

6 avril 1959. – DÉCRET — Sanctions spéciales en matière de police de roulage et de la circulation. (*B.O.*, 1959, p. 1201)

Art. 1er. — En condamnant du chef d'infraction au règlement sur la police du roulage et de la circulation ou du chef d'accident de roulage, les tribunaux pourront, pourvu que l'infraction ou l'accident soit imputable au fait personnel de son auteur, prononcer en outre la déchéance du droit de conduire un véhicule:

a) si la condamnation est infligée pour homicide ou blessures;

b) si le coupable a, dans l'année précédant l'infraction, subi deux condamnations du chef d'infraction au règlement sur la police du roulage ou de la circulation, ou du chef d'homicide ou de blessures à l'occasion d'accident de roulage imputable à son fait personnel.

Dans la seconde hypothèse, la déchéance ne pourra avoir une durée de plus de six mois; dans la première, elle pourra avoir une durée plus longue et même être définitive.

Art. 2. — § 1er. Tout conducteur de véhicule qui aura pris la fuite pour échapper aux constatations utiles, sera puni, même si l'accident n'est pas imputable à sa faute, d'une servitude pénale de sept jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

§ 2. Toute personne qui aura conduit en état d'ivresse un véhicule sur la voie publique sera punie d'une servitude pénale de sept jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2.000 francs, ou d'une de ces peines seulement.

§ 3. En condamnant pour infraction au présent article, les tribunaux pourront, en outre, prononcer la déchéance du droit de conduire un véhicule pendant six mois au plus. S'ils condamnent en même temps pour un des faits prévus à l'article 1er, la déchéance ne pourra excéder une durée de six mois à moins que l'application de cet article ne permette de la prononcer pour une durée plus longue.

Art. 3. — Dans tous les cas, si à l'occasion d'une condamnation du chef d'infraction au règlement sur la police du roulage ou du chef d'accident de roulage imputable au fait personnel de leur auteur, le coupable est reconnu physiquement inapte à conduire un véhicule, la déchéance sera prononcée, soit à titre définitif, soit pour un terme équivalent à la durée probable de l'incapacité de conduire. Le tribunal pourra toutefois, suivant la nature ou le degré de l'incapacité, limiter la déchéance à la conduite d'une ou plusieurs catégories de véhicules.

Art. 4. — Sous peine d'une amende dont le montant n'excède pas 500 francs, toute personne qui a encouru la déchéance du droit de conduire un véhicule est tenue, dans les quinze jours à compter de la date à laquelle la décision est devenue définitive, de remettre ou de faire remettre, au greffe de la juridiction qui a prononcé la décision, son attestation d'immatriculation ou son livret d'identité et son permis de conduire si elle en a un, afin d'y faire porter la mention de la décision prononçant la déchéance et la durée de celle-ci.

Art. 5. — Lorsque la déchéance du droit de conduire un véhicule est prononcée contre une personne titulaire d'un permis de conduire, le greffier de la juridiction qui a prononcé la décision doit, dès que celle-ci est devenue définitive, en informer l'autorité qui a délivré le permis.

Art. 6. — Quiconque, en dépit de la déchéance prononcée contre lui, conduira un véhicule, sera puni d'une servitude pénale de sept jours à trois mois et d'une amende de 200 à 2.000 francs, ou d'une de ces peines seulement. En outre, la durée de la déchéance en cours sera doublée.

Art. 7. — La confiscation spéciale ne sera pas prononcée pour les infractions au présent décret.

Art. 8. — Notre ministre, etc...

22 novembre 1996. – DÉCRET 0048 déterminant les spécifications techniques des nouvelles plaques d'immatriculation relevant de la compétence de la direction générale des contributions. (*Ministère des Transports et Communications*)

– Ce décret n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel.

Art. 1er. — Le présent décret détermine les éléments caractéristiques des nouvelles plaques d'immatriculation des automobiles, remorques et motocycles en circulation nationale gérées par la direction générale des contributions.

Art. 2. — Les marques d'immatriculation des automobiles, remorques et motocycles consistent en plaques minéralogiques dont les caractéristiques sont décrites ci-après:

1° Pour les automobiles et leurs remorques:

A. Signes

La nouvelle plaque d'immatriculation est composée des éléments suivants:

De la gauche vers la droite: un groupe de deux lettres représentant les initiales de la ville de Kinshasa ou de la région où a lieu l'immatriculation, un groupe de quatre chiffres suivi de deux lettres alphabétiques désignant la série.

Le groupe des deux lettres désignant la ville de Kinshasa ou la région où a lieu l'immatriculation est:

BN	Bandundu
BZ	Bas-Zaïre
EQ	Équateur
HZ	Haut-Zaïre
KE	Kasaï-Oriental
KN	Kinshasa
KW	Kasaï-Occidental
MN	Maniema
NK	Nord-Kivu
SH	Shaba
SK	Sud-Kivu

B. Couleurs

Les inscriptions (chiffres et lettres) doivent être de couleur noire sur fond de couleur jaune. Toutes ces couleurs doivent être réfléchissantes.

C. Dimensions

Les dimensions de la plaque et celles des inscriptions (lettres et chiffres) se présentent comme suit:

- hauteur des caractères: 75 mm;
- épaisseur des traits: 9 mm;
- intervalle entre les caractères: 10 mm;
- longueur de la plaque: 430 mm;
- largeur de la plaque: 105 mm;
- la distance séparant le bord gauche de la plaque de la première lettre représentant les initiales de la ville de Kinshasa ou de la région est de 20 mm;
- la distance séparant le groupe de deux lettres représentant les initiales de la ville de Kinshasa ou de la région du premier chiffre de la série de quatre chiffres est de 30 mm;
- la distance entre le dernier chiffre du groupe de quatre et la première lettre alphabétique désignant la série est de 30 mm;
- la distance séparant la dernière lettre alphabétique représentant la série du bord droit de la plaque est de 20 mm;
- la distance séparant les caractères des bords supérieurs et inférieurs respectifs est de 15 mm.

– Texte conforme à la source disponible.

2° Pour les motocycles:

A. Signes

La nouvelle plaque d'immatriculation est composée de deux lettres alphabétiques surmontant un groupe de trois chiffres.

B. Couleurs

Les inscriptions (chiffres et lettres) sont de couleur noire sur fond de couleur jaune. Toutes ces couleurs doivent être réfléchissantes.

C. Dimensions

- largeur des caractères: 30 mm;
- hauteur des caractères: 70 mm;
- épaisseur des traits: 9 mm;
- intervalle entre les caractères: 10 mm;
- longueur de la plaque: 185 mm;
- largeur de la plaque: 150 mm;
- la distance séparant le bord gauche de la plaque de la première lettre alphabétique est de 40 mm;
- la distance séparant le bord supérieur de la plaque du groupe de deux lettres alphabétiques est de 15 mm;
- la distance entre le dernier chiffre du groupe de quatre et la première lettre alphabétique désignant la série est de 30 mm;
- la distance séparant le bord inférieur de la plaque du groupe de trois chiffres est de 15 mm;
- la distance séparant le bord gauche de la plaque du premier chiffre est de 20 mm;
- la distance séparant le bord droit de la plaque du dernier chiffre est de 20 mm.

Art. 3. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret.

Art. 4. — Le ministre des Finances et le ministre des Transports et Communications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui entre en vigueur à la date de sa signature.

1er avril 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 409/046/97 portant réajustement des frais de fourrière. (*Ministère des Transports et Communications*)

– Cet arrêté ministériel n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel.

Art. 1er. — Les taux des frais de fourrière prévus à l'article 145 de la loi 78-022 du 30 août 1978 sont fixés comme suit:

a) Pour les véhicules affectés au transport public des personnes et des biens ne disposant pas des documents de bord tels que l'autorisation de transport, le permis de conduire et le certificat de contrôle technique automobile obligatoire:

• Accroissement: 10 % du taux de l'acte générateur des recettes par mois de retard.

• Amende: 50 % du taux de l'acte générateur des recettes.

b) Pour les véhicules personnels ne disposant pas des documents de bord tels que le permis de conduire et le certificat de contrôle technique automobile obligatoire:

• Accroissement: 10 % du taux de l'acte générateur des recettes par mois de retard.

• Amende: 50 % du taux de l'acte générateur des recettes.

Art. 2. — Le véhicule retenu pour l'état mécanique défectueux est passible d'une amende de 200 % du taux du certificat de contrôle technique automobile obligatoire.

Art. 3. — Les montants perçus en exécution des articles 1er et 2 du présent arrêté sont destinés à couvrir les frais occasionnés par l'organisation de la fourrière conformément à l'esprit de l'article 145 de la loi 78-02 du 30 août 1978.

Par frais d'organisation, il faut entendre les frais de déplacement, de garde, des prestations supplémentaires des fournitures et matériels appropriés pour la bonne tenue de la fourrière.

Art. 4. — Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté.

Art. 5. — Le secrétaire général aux Transports et Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sort ses effets à la date de sa signature.

Permis de conduire

L. 78-007 du 20 janvier 1978 — Permis de conduire ordinaires et certificats de sélection .. 247
Arr. dép. 86/006 du 6 février 1986 — Auto-écoles – Organisation et agrément 247
A.M. 409/CAB/MIN/TC/072/97 du 31 décembre 1997 — Permis de conduire – Commission nationale et commissions provinciales – Délivrance 248

20 janvier 1978. – LOI 78-007 instaurant un droit annuel de validation pour les permis de conduire ordinaires et pour les certificats de sélection à percevoir par le département des Finances – Service des contributions. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1978, p. 16)

Art. 1er. — Il est instauré à partir de l'année 1978, un droit de validation annuel applicable à tout certificat de sélection délivré réglementairement au Zaïre.

Art. 2. — Cette validation annuelle est subordonnée au versement préalable, auprès du receveur des contributions, de l'un des droits ci-après:

– 15 Z pour un permis de conduire ordinaire (catégorie A à F);

– 30 Z pour un certificat de sélection (transport rémunéré);

– 10 Z pour tout duplicata.

Art. 3. — Le droit de validation est payable avant le 1er juillet de chaque année par tout détenteur d'un permis de conduire ordinaire ou d'un certificat de sélection validés et avant toute délivrance de ces documents aux nouveaux conducteurs.

Art. 4. — Le permis de conduire ordinaire et le certificat de sélection sont censés être retirés à tout conducteur d'un véhicule automobile aussi longtemps que celui-ci ne se sera pas conformé aux dispositions exposées dans les articles 1 à 3 ci-dessus.

Art. 5. — La contravention à la présente loi sera punie des mêmes peines que celles prévues par l'ordonnance 62-12 du 17 janvier 1957 relative au règlement de la police de roulage et par le décret du 7 janvier 1958 relatif au transport de personnes par véhicules automobiles.

Art. 6. — Le commissaire d'État aux Finances est habilité à prendre toutes les mesures réglementant les modalités d'application de la présente loi ou modifiant la hauteur des droits visés à l'article 2 ci-dessus.

Art. 7. — La présente loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

---

6 février 1986. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 86/006 portant organisation et agrément des auto-écoles. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 50)

Art. 1er. — Il peut être créé au niveau de chaque région, chaque sous-région, chaque ville, zone urbaine ou rurale, à l'initiative des pouvoirs publics ou des particuliers, une auto-école.

Art. 2. — L'auto-école a pour but d'assurer aux futurs candidats au permis de conduire l'apprentissage de la conduite automobile et des règles de circulation routière.

Art. 3. — La création d'une auto-école par un particulier ou par une personne morale de droit privé est subordonnée à l'agrément préalable du commissaire d'État aux Transports et Communications.

Art. 4. — La demande d'agrément doit comprendre:

1. le nom, post-nom, date et lieu de naissance, nationalité et domicile du demandeur, et s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination sociale, son capital social et le siège principal de son établissement ainsi que les nom, post-nom, date et lieu de naissance, nationalité et domicile de son représentant légal;

2. la liste et qualification du personnel enseignant;

3. l'existence des locaux et d'une piste d'écolage, ainsi que du matériel didactique;

4. le programme des cours et les charges horaires.

Art. 5. — L'agrément d'une auto-école privée est subordonné au versement à la C.N.P.R. des frais ci-après:

• frais d'agrément: 10.000 Z;

• frais de surveillance: 5.000 Z. par an.

Art. 6. — Il ne sera accordé d'agrément qu'aux auto-écoles disposant d'un personnel qualifié, d'une infrastructure immobilière viable et d'un matériel didactique adéquat.

Art. 7. — Le personnel d'une auto-école comprend le corps administratif et le corps enseignant au sein duquel figureront les instructeurs du Code de la route, des spécialistes en mécanique autos sur véhicules ordinaires et sur véhicules lourds.

Art. 8. — L'infrastructure immobilière concerne les locaux abritant les services administratifs et les salles des cours, mais aussi une piste pour l'écolage ou autodrome.

Art. 9. — Le matériel didactique vise notamment:

Les cartes murales et les planches de signalisation routière, les films ou diapositives reproduisant les épisodes ou péripéties de la circulation routière, les véhicules lourds et ordinaires, etc.

Art. 10. — Le programme des cours dans les auto-écoles prévoit des cours théoriques, des cours pratiques et des cours spéciaux.

– Les cours théoriques concernent la réglementation et la signalisation routières, la théorie de la conduite automobile, les notions élémentaires de mécanique et d'électricité automobile, de secourisme et de courtoisie routière.

– Les cours pratiques portent sur l'application du Code de la route sur maquette et l'apprentissage de la conduite sur piste à circuit fermé et sur les sites de la voie publique.

– Les cours spéciaux ont trait à l'apprentissage sur les engins lourds et spéciaux, ainsi qu'à la réglementation sur les transports en commun des personnes ou des marchandises et la déontologie pour le métier de chauffeur.

Art. 11. — Les horaires de cours varieront d'une auto-école à une autre et d'un candidat à un autre. Toutefois la durée de formation ne peut dépasser 120 heures.

Art. 12. — La fin d'un cycle de formation est sanctionnée par un brevet d'auto-école qui ne sera remis qu'au candidat ayant obtenu au moins 6 sur 10 à l'issue des épreuves théoriques et pratiques organisées à cet effet.

Art. 13. — La Commission nationale de prévention routière est chargée d'effectuer à tout moment des descentes d'inspection au sein des auto-écoles privées et d'en faire rapport au commissaire d'État aux Transports et Communications.

Art. 14. — À titre expérimental, l'agrément est accordé provisoirement aux auto-écoles privées pour un délai de 12 mois.

À l'expiration de ce délai, la C.N.P.R. est chargée de dresser un rapport au commissaire d'État aux Transports et Communications qui décidera du retrait ou de l'octroi définitif de l'agrément.

Art. 15. — Toute violation des dispositions contenues dans cet arrêté peut donner lieu à des sanctions allant jusqu'à la fermeture de l'auto-école.

Art. 16. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

---

31 décembre 1997. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 409/CAB/MIN/TC/072/97 portant création de la commission nationale et des commissions provinciales de délivrance des permis de conduire. (*Ministère des Transports et Communications*)

– Cet arrêté ministériel n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel.

CHAPITRE I^er^
DES DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^er^. — Il est institué auprès du ministère des Transports et Communications une commission nationale de délivrance des permis de conduire.

Art. 2. — La commission nationale de délivrance des permis de conduire a son siège à Kinshasa.

Elle est représentée au chef-lieu de chaque province et ville par une commission provinciale ou urbaine.

Art. 3. — La commission nationale et les commissions provinciale ou urbaine disposent en leur sein d'un jury d'organisation des examens en vue de la délivrance des permis de conduire.

La commission nationale de délivrance des permis de conduire est seule habilitée à créer et superviser le jury d'organisation des examens en vue de la délivrance des permis de conduire internationaux.

Art. 4. — La commission nationale de délivrance des permis de conduire a pour mission:

1. de contrôler et de superviser le déroulement des opérations de délivrance et de renouvellement des permis de conduire et en dresser un rapport circonstancié au ministre des Transports et Communications;

2. de créer et de superviser le jury d'organisation des épreuves théoriques et pratiques pour la délivrance du permis de conduire aux candidats détenteurs de brevets délivrés par une auto-école agréée;

3. d'enregistrer les déclarations de retrait des permis de conduire ordonné par les juridictions judiciaires compétentes;

4. de tenir le répertoire national des détenteurs de permis de conduire;

5. d'appliquer toutes les recommandations pertinentes du ministère des Transports et Communications en vue de l'amélioration du système de délivrance de permis de conduire.

CHAPITRE II
DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT

Section 1^re^
De la commission nationale de délivrance des permis de conduire

Art. 5. — La commission nationale de délivrance des permis de conduire comprend:

1. le Directeur des Transport Terrestres ou son délégué, qui en assume la Présidence;

2. un représentant du cabinet du ministre des Transports et Communications;

3. un délégué de la commission nationale de prévention routière (CNPR);

4. un délégué de la police spéciale de roulage;

5. un magistrat;

6. un médecin spécialiste.

Section 2
De la commission provinciale ou urbaine de délivrance de permis de conduire

Art. 6. — La commission provinciale ou urbaine de délivrance des permis de conduire comprend:

1. le chef de division provinciale ou urbaine des Transports et Communications ou son délégué, qui en assume la présidence;

2. un délégué du cabinet du gouverneur de province ou de la ville de Kinshasa;

3. un délégué de la C.N.P.R.;

4. un délégué de la police spéciale de roulage;

5. un magistrat;

6. un médecin spécialiste.

Section 3
Des dispositions spéciales

Art. 7. — Le mandat des membres de la commission nationale ou provinciale de délivrance des permis de conduire prend fin par:

1. la perte de la qualité en vertu de laquelle une personne a été nommée membre de la commission;

2. la démission;

3. la révocation pour manquements graves aux devoirs et obligations de membre de la commission;

4. le décès.

Art. 8. — Chaque commission ne peut siéger valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Les délibérations sont prises à la majorité des membres présents.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Art. 9. — Les membres de la commission nationale et des commissions provinciales ou urbaines de délivrance des permis de conduire sont nommés et, le cas échéant, relevés de leurs fonctions par le ministre des Transports et Communications.

Ils perçoivent une indemnité dont le montant et les modalités de paiement sont fixés par le ministre des Transports et Communications.

Art. 10. — Toute personne âgée d'au moins 18 ans peut obtenir le permis de conduire si elle remplit les conditions prévues par le présent arrêté.

Art. 11. — Le candidat à l'obtention ou au renouvellement du permis de conduire reçoit un formulaire *ad hoc* en double exemplaires mentionnant notamment les nom, post-nom et prénom, son domicile, le lieu et la date de naissance, la catégorie du permis de conduire sollicité.

Il doit en outre joindre au formulaire:

1) des pièces permettant de contrôler son identité;

2) un brevet délivré par une auto-école agréée ou l'ancien permis de conduire;

3) un certificat médical d'aptitude physique délivré par le médecin spécialiste agréé;

4) un bordereau constatant le versement des droits dus au Trésor public;

Le droit d'inscription aux épreuves pour l'obtention d'un permis de conduire ainsi que le coût d'acquisition du formulaire de demande de permis de conduire sont fixés par le ministre des Transports et Communications sur proposition du président de la commission nationale de délivrance des permis.

Art. 12. — Tous les permis de conduire délivrés ou renouvelés portent la signature du président de la commission nationale de délivrance de permis de conduire.

Art. 13. — Le permis de conduire est valable pour une durée de cinq ans. Il est renouvelé sur présentation d'un certificat médical délivré conformément aux dispositions du nouveau Code la route.

Art. 14. — La délivrance d'un permis de conduire est subordonnée au versement préalable au compte bancaire transitoire d'une redevance dont le montant est fixé par arrêté du ministre des Transports et Communications conformément aux prévisions de la loi budgétaire de l'État.

Art. 15. — Il est tenu au siège de chaque commission:

1) un registre de demandeurs de permis de conduire;

2) un registre de permis de conduire délivrés ou renouvelés.

Art. 16. — Chaque inscription au registre de permis de conduire délivrés comporte les mentions suivantes:

1) le numéro d'ordre;

2) la date de la demande de permis de conduire;

3) la date de délivrance de permis de conduire;

4) le numéro du permis de conduire délivré.

Il n'existe qu'une série de numéros d'ordre sans distinction d'année.

Art. 17. — Il est tenu au siège de la commission nationale de délivrance de permis de conduire ainsi qu'à la direction des transports terrestres du ministère des Transports et Communications un registre général des permis de conduire délivrés sur toute l'étendue de la République.

Chaque inscription au registre général comporte les mentions suivantes:

1) le numéro d'ordre général;

2) la date d'inscription au registre;

3) la date de réception de la demande du permis de conduire;

4) le nom, prénom, post-nom, nationalité et adresse;

le montant de la redevance versée et date de paiement avec référence au bordereau de versement au compte bancaire transitoire.

CHAPITRE III
DES DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE

Art. 18. — Un règlement d'ordre intérieur dûment approuvé par le ministre des Transports et Communications fixe l'organisation et le fonctionnement de chaque commission ainsi que du jury d'organisation des examens pour la délivrance du permis de conduire.

Art. 19. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Art. 20. — Le secrétaire général au ministère des Transports et Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Prévention et sécurité routières

Ord. 78-478 du 26 décembre 1978 — Prévention routière – Commission nationale 250
Arr. CAB/TRANSCOMS/409/007/81 du 28 février 1981 — Prévention routière – Commission nationale – Fonctionnement..... 250
Arr. dép. 86/007 du 6 février 1986 — Recyclage des conducteurs des véhicules à moteur.. 253
A.M. 409/CAB/MIN/TC/0002/98 du 7 janvier 1998 — Contrôle technique 253

26 décembre 1978. – ORDONNANCE 78-478 portant institution d'une Commission nationale de prévention routière. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1979, p. 22)

Art. 1er. — Il est institué auprès du département des Transports et Communications, une commission nationale de prévention routière.

Art. 2. — La commission a mission de proposer au conseil exécutif une politique concertée de prévention routière et d'assurer la coordination de toutes les études et actions sectorielles pour une meilleure sécurité sur l'ensemble du réseau national.

Art. 3. — La commission comprend:

– un représentant du bureau du président de la République;

– un représentant du premier commissaire d'État;

– deux représentants du Conseil judiciaire;

– un représentant de l'Institut national de la statistique (INS);

– un représentant du département de l'Orientation nationale;

– un représentant de l'Office des routes;

– un représentant du département des Transports et Communications;

– un représentant du département du Travail et de la Prévoyance sociale;

– un représentant de l'Office zaïrois du tourisme;

– un représentant du département des Finances – service d'immatriculation des véhicules;

– un représentant du département de l'Enseignement primaire et secondaire;

– un représentant du département de la Santé;

– un représentant du C.N.P.P.;

– un représentant de la gendarmerie nationale: brigade routière et permis de conduire;

– deux représentants des transporteurs routiers;

– deux représentants des associations s'intéressant à la prévention routière;

– un représentant de la SONAS;

– un représentant du barreau;

– un représentant de l'Association des chauffeurs;

– un représentant de la *Croix-Rouge*.

Art. 4. — Les membres de la commission sont nommés par le président de la République, sur proposition du commissaire d'État aux Transports et aux Communications, pour un terme de cinq ans, renouvelable.

Hormis le cas de l'échéance du terme, le mandat de membre de la commission peut également prendre fin:

– par la perte de la qualité en vertu de laquelle une personne a été nommée membre de la commission;

– par manquement grave aux devoirs et obligations de membre de la commission.

Art. 5. — La commission est dirigée par un comité directeur composé de cinq membres, dont un président.

Les membres du comité directeur sont nommés par le commissaire d'État aux Transports et Communications, parmi les personnes siégeant au sein de la commission.

Art. 6. — Un arrêté du commissaire d'État aux Transports et Communications fixe l'organisation et le fonctionnement de la commission.

Art. 7. — Les dépenses de fonctionnement de la commission émargent du budget du département des Transports et Communications.

Art. 8. — Les membres du comité directeur perçoivent une indemnité mensuelle forfaitaire dont le commissaire d'État aux Transports et Communications fixe le montant.

Art. 9. — Le commissaire d'État aux Transports et Communications est chargé de l'exécution de la présente ordonnance, qui entre en vigueur à la date de sa signature.

---

28 février 1981. – ARRÊTÉ CAB/TRANSCOMS/409/007/81 portant fonctionnement de la Commission nationale de prévention routière. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1981, p. 31)

TITRE Ier
DES RÉUNIONS DE LA COMMISSION

Art. 1er. — La commission nationale de prévention routière se réunit, sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, de son délégué chaque fois que l'intérêt de la commission l'exige.

Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 1er, la commission se réunit au moins une fois tous les deux mois.

Art. 2. — L'ordre du jour des réunions comprend des questions proposées:

1° par la commission lors d'une réunion antérieure;

2° par le comité directeur;

3° par le président de la commission;

4° par le département des Transports et Communications.

Art. 3. — Au cours de chaque séance, la commission peut modifier l'ordre dans lequel les points de l'ordre du jour sont évoqués, reporter à une réunion ultérieure le débat sur un point ou décider de procéder à l'examen d'une nouvelle question.

Art. 4. — Lors de chaque réunion, le président, après délibération de la commission, fixe la date, le lieu et l'heure de la réunion suivante.

Art. 5. — La commission et le comité directeur siègent valablement lorsqu'ils réunissent la majorité absolue de leurs membres respectifs.

Ils prennent leur décision à la majorité simple des membres présents.

TITRE II
DU COMITÉ DIRECTEUR

Art. 6. — Le comité directeur comprend cinq membres nommés par le commissaire d'État aux Transports et Communications parmi les membres de la commission, sur proposition du secrétaire d'État aux Transports et Communications.

Art. 7. — Le comité directeur se réunit une fois par semaine sur convocation de son président ou, en cas d'empêchement de ce dernier, de son délégué ou de la majorité simple de ses membres.

Il prépare l'ordre du jour des réunions de la commission, étudie les voies et moyens d'exécution des décisions de la commission, programme les études et les actions de la prévention routière au Zaïre et analyse les rapports du secrétariat et des sections régionales de la prévention routière, ainsi que ceux des associations privées de prévention routière.

Art. 8. — Le comité directeur veille à l'exécution des décisions de la commission nationale de prévention routière.

Il détermine les directives de gestion des affaires courantes de la commission et en assure le contrôle.

TITRE III
DU PRÉSIDENT

Art. 9. — La présidence de la commission est assurée provisoirement par le secrétaire général du comité directeur.

Art. 10. — Il préside et coordonne les travaux de la commission et du comité directeur. Il fait rapport du fonctionnement de la commission, après délibération du comité directeur, au commissaire d'État aux Transports et Communications.

TITRE IV
DU SECRÉTARIAT DE LA COMMISSION

Art. 11. — Le secrétariat de la commission est dirigé par un secrétaire général nommé par le commissaire d'État aux Transports et Communications sur proposition du secrétaire d'État aux Transports et Communications.

Le secrétaire général assure la gestion des affaires courantes de la commission conformément aux directives et instructions du comité directeur à qui il adresse régulièrement le rapport des activités du secrétariat.

Il dirige et surveille l'ensemble des services du secrétariat de la commission.

Il fait office de secrétaire aux réunions de la commission et du comité directeur, il en dresse les procès-verbaux et en prépare les documents.

Toutefois, en attendant la modification des articles 9 et 10 ci-dessus, le secrétaire général peut désigner un membre du secrétariat de la commission pour assumer les charges de secrétaire des réunions.

Art. 12. — Le secrétariat de la commission comprend trois directions dirigées chacune par un directeur:

• la direction des Études;

• la direction des relations extérieures;

• la direction administrative et financière.

Le secrétariat de la commission conserve les archives de la commission nationale de prévention routière.

Art. 13. — La direction des études a pour tâche l'étude, la conception et l'organisation des actions permanentes et ponctuelles d'information et d'éducation routières.

Elle est chargée à cet effet:

• d'entretenir la publication d'une revue trimestrielle de la prévention routière;

• de concevoir et de réaliser les divers matériels d'information, d'éducation et de propagande sur la sécurité routière;

• de diffuser et de vulgariser le Code de la route et toutes informations relatives à la sécurité routière;

• d'organiser des congrès, des séminaires, des colloques nationaux ou locaux sur des thèmes variables de la prévention routière;

• d'animer dans la presse écrite, orale et télévisée les rubriques sur la sécurité routière;

• de donner des avis, des conseils et des réponses aux questions techniques des usagers de la route.

Art. 14. — La direction administrative et financière a dans ses attributions:

• le permis de conduire;

• le contrôle technique des véhicules;

• l'inspection des routes;

• la signalisation et le matériel de sécurité;

• la gestion du personnel;

• les services généraux divers approvisionnements de la prévention routière;

• la propagande;

• le service d'abonnement et de la diffusion de la revue de la prévention routière;

• les services financiers et la tenue de la comptabilité.

Art. 15. — La direction des relations extérieures est chargée des contacts avec les organismes et services tant nationaux qu'étrangers qui s'occupent de près ou de loin de la sécurité routière pour recueillir toutes les informations susceptibles d'être exploitées à la direction des études dans le but d'accroître la sécurité routière.

Elle veille spécialement à ce que ces organismes réalisent effectivement leur mission d'accroître la sécurité routière; il s'agit notamment des travaux publics pour ce qui est des installations des signaux routiers, et des gendarmes pour tout ce qui a trait à leurs équipements.

Elle devra demeurer en contact avec les usagers de la route dans leur milieu naturel et professionnel pour leur fournir l'information et l'éducation routières.

Art. 16. — Les actes relevant de la gestion des affaires courantes sont signés conjointement par le secrétaire général et un directeur de qui relève la matière traitée.

Les actes dépassant la gestion courante sont signés conjointement par le président et le secrétaire général de la commission.

Art. 17. — Chaque fois que la commission ou le comité directeur discute d'un sujet relevant de la compétence d'une direction, le responsable de celle-ci peut participer, sans voix délibératrice, à leurs réunions.

Art. 18. — Chaque directeur fait un rapport régulier du fonctionnement de sa direction au comité directeur, sous couvert du secrétaire général qui l'approuve au préalable.

TITRE V
DES SECTIONS RÉGIONALES

Art. 19. — La prévention routière sera représentée en région par un fonctionnaire permanent qui sera rattaché à la direction régionale des Transports et Communications. Il émargera au budget du département.

Art. 20. — Le responsable permanent de la section régionale de la prévention routière animera en région toutes les activités relatives à la prévention routière conformément à la politique élaborée à cet effet par la commission nationale. Il fera rapport de ses activités au comité directeur et obtiendra toute documentation du secrétariat général de la prévention routière.

TITRE VI
DE LA TUTELLE

Art. 21. — Le commissaire d'État aux Transports et Communications représente et gère la commission nationale de prévention routière.

Toutefois, il délègue le pouvoir de gestion des comptes de la commission au secrétaire général et au directeur financier.

Ceux-ci signeront conjointement deux à deux les documents bancaires et financiers. Le visa de l'inspecteur des finances et l'approbation du secrétaire d'État aux Transports et Communications sont requis avant toute sortie de fonds. Tous travaux et fournitures dont le montant excède 50.000 zaïres, doit recevoir au préalable l'approbation du commissaire d'État aux Transports et Communications.

Art. 22. — Sont soumis à l'approbation du commissaire d'État aux Transports et Communications:

• l'organisation des services, le cadre organique, le statut du personnel, les barèmes des rémunérations ainsi que les modifications éventuelles à y intervenir;

• le plan comptable particulier;

• le budget ou état de prévision des recettes et dépenses;

• le rapport annuel d'activité;

• les comptes de fin d'exercice et le bilan.

Art. 23. — Le secrétaire d'État aux Transports et Communications supervise les activités de la commission nationale de prévention routière. Il en contrôle la gestion et reçoit régulièrement rapport de cette gestion du secrétaire général, après délibération du comité directeur.

Art. 24. — Le secrétaire d'État peut à tout moment soumettre à la commission pour étude, tout problème pouvant assurer la bonne marche de la prévention routière. Il approuve le programme d'activités établi par la commission. Il peut convoquer une réunion extraordinaire de la commission ou du comité directeur chaque fois qu'un problème d'extrême urgence se pose. Il propose les nominations et les démissions des membres du comité directeur au commissaire d'État aux Transports et Communications.

Art. 25. — Le personnel du secrétariat exerçant un emploi de commandement est nommé, affecté, promu et, le cas échéant, licencié ou révoqué par le commissaire d'État sur proposition du comité directeur sous couvert du secrétaire d'État aux Transports et Communications; le personnel de collaboration et d'exécution est nommé, affecté, promu et, le cas échéant, licencié ou révoqué par le secrétaire général après avis du comité directeur.

Art. 26. — Les arrêtés 409/003/80 du 31 mars 1980 et 004/81 du 31 janvier 1981 portant respectivement fonctionnement de la commission nationale de prévention routière au Zaïre et modification de l'article 20 de l'arrêté 409/003/80 sont abrogés.

Art. 27. — Le secrétaire d'État aux Transports et Communications est chargé de l'application du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

6 février 1986. – ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL 86/007 portant réglementation du recyclage des conducteurs des véhicules à moteur. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 52)

Art. 1er. — Tout conducteur professionnel de véhicule à moteur résidant en République du Zaïre est soumis à un recyclage obligatoire, organisé par la commission nationale de prévention routière à travers une auto-école agréée.

Art. 2. — Le recyclage des conducteurs porte sur les matières suivantes:

• les innovations apportées par le nouveau Code de la route;

• le rappel des notions essentielles sur la circulation et la signalisation routières;

• la courtoisie routière.

Ce programme prévoit un minimum de 15 heures étendues sur un mois.

Art. 3. — Le conducteur ayant pris part à une session de recyclage reçoit à l'issue de celle-ci une attestation de participation valable pour 3 ans.

Art. 4. — Il est prévu pour les entreprises, groupes d'individus ou individus qui le désirent des cours de formation des instructeurs.

Art. 5. — Les cours de formation des instructeurs portent, outre les matières prévues à l'article 3 ci-dessus sur:

– la technique de conduite;

– le fonctionnement et l'entretien des véhicules.

Ce programme prévoit un minimum de 45 heures étendues sur 3 mois.

Art. 6. — Il est remis à l'issue de la session de formation une attestation de réussite aux participants qui ont obtenu une cote égale ou supérieure à 7/10 au test d'évaluation organisé par la C.N.P.R. qui en détermine les modalités et le contenu.

Art. 7. — Les frais de participation à une session de recyclage ou de formation des instructeurs sont versés à la C.N.P.R., conformément au tableau en annexe.

Art. 8. — Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa signature.

ANNEXE
RELATIVE AUX FRAIS DE PARTICIPATION À UNE SESSION DE RECYCLAGE OU DE FORMATION

CANDIDATS	*TIMING*		*OBSERVATIONS*
1. Chauffeurs	Minimum 15 heures étendues sur 1 mois.	1.800 Z. (par personne)	
2. Formation des instructeurs des chauffeurs	Minimum 45 heures étendues sur 3 mois.	5.000 Z. (par personne)	
3. Test des chauffeurs	3 heures en 1 jour.	1.500 Z (par personne)	• Questions théoriques (orales et écrites) • La pratique sur le terrain (en circuit fermé) • Le parcours.

NB: Un recyclage spécial peut être organisé à la demande d'une entreprise qui sera de ce fait tenue à verser un taux spécial.

Le recyclage nécessitant un déplacement des agents de la CNPR en dehors de leur siège sera à charge de l'entreprise demanderesse, en ce qui concerne le transport, l'hébergement, la restauration et le cas échéant les soins médicaux.

7 janvier 1998. – ARRÊTÉ MINISTÉRIEL 409/CAB/MIN/TC/0002/98 portant réglementation du contrôle technique des véhicules automobiles et des remorques en circulation en République démocratique du Congo. (*Ministère des Transports et Communications*)

– Cet arrêté ministériel n'a pas fait l'objet d'une publication au journal officiel.

CHAPITRE Ier
DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1er. — Tout automobile, toute remorque et tout ensemble de véhicules mis en circulation sur le territoire national sont soumis au contrôle technique obligatoire et régulier.

Art. 2. — Le contrôle technique a pour but de s'assurer que les véhicules automobiles et les remorques en circulation en République démocratique du Congo remplissent les conditions techniques fixées par l'annexe 1 à la loi 78-022 du 30 août 1978 portant nouveau Code de la route de telle sorte qu'elles ne puissent constituer un danger ni pour les conducteurs et occupants des véhicules, ni pour les tiers et leurs biens.

Art. 3. — Le contrôle technique doit porter sur l'état extérieur, intérieur et mécanique du véhicule et notamment sur les éléments ci-après: les organes moteurs, les organes de direction, le système de freinage, l'état du châssis et de ses éléments, la transmission, la suspension et les essieux, les feux et les dispositifs réfléchissants, le miroir rétroviseur, l'avertisseur sonore, l'essuie-glace, le pare-brise et vitre, etc.

Art. 4. — Le contrôle technique des véhicules peut être assuré par l'administration publique ou les organismes publics ou privés agréés par arrêté du ministre des Transports et Communications après enquête et avis techniques de la direction des transports terrestres.

CHAPITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES À L'AGRÉMENT DES ORGANISMES CHARGÉS DU CONTRÔLE TECHNIQUE

Art. 5. — L'obtention de l'agrément visé par l'article 4 du présent arrêté par un organisme public ou privé, est subordonnée aux conditions ci-après:

A. Des conditions techniques

Le requérant doit disposer de:

1° Un atelier répondant aux normes ci-après:

• 15 m de longueur sur 10 m de largeur au minimum;

• 4 m minimum de hauteur intérieure pour les portes d'accès et de sortie;

• 3 m de largeur au moins pour chaque allée de circulation;

• existence d'une passe ou d'un pont pour procéder au contrôle technique de véhicules et remorques;

• pavement dallé ou bétonné;

• éclairage suffisant pour assurer la visibilité de dessous des véhicules;

• une bonne ventilation pour l'évacuation des gaz d'échappement émanant des véhicules;

• installation sur un terrain susceptible de permettre aux véhicules de procéder aux manœuvres.

2° Des équipements techniques ci-après pouvant permettre d'effectuer toutes les vérifications prévues à l'article 3 et comprenant entre autres:

• un freinomètre;

• un analyseur de gaz d'échappement;

• un équipement pour le contrôle de la géométrie du train avant;

• un banc d'essai de contrôle du compteur des vitesses;

• un contrôleur du dérapage latéral;

• un contrôleur des phases;

• un analyseur de la pollution sonore.

3° Un personnel technique hautement qualifié et compétent qui doit avoir des connaissances en mécanique automobile, en électricité et en électronique-auto constatées par des titres scolaires ou académiques visés par la direction des transports terrestres.

B. Conditions financières

L'agrément à accorder à un organisme de contrôle technique des véhicules est subordonné au paiement d'une redevance fixée conformément aux dispositions réglementaires en la matière.

Art. 6. — La demande d'agrément est adressée au ministre des Transports et Communications qui statue par voie d'arrêté après enquête et avis préalable de la direction des transports terrestres pour les organismes de contrôle technique installés à Kinshasa ou de la division provinciale des transports et Communications pour ceux installés en provinces.

Art. 7. — L'agrément peut être retiré chaque fois que l'organisme agréé cesse de remplir les conditions prévues à l'article 5 du présent arrêté.

Un cahier des charges dûment approuvé par le ministre des Transports et Communications fixe les directives en matière du contrôle technique des véhicules automobiles par les organismes agréés.

CHAPITRE III
DISPOSITIONS RELATIVES AU CONTRÔLE TECHNIQUE

Art. 8. — Le contrôle technique doit s'effectuer suivant les périodicités ci-après.

1. Véhicules affectés au transport des personnes y compris les véhicules scolaires:

a) véhicules neufs: tous les six mois exceptés les six premiers mois de mise en circulation;

b) véhicules d'occasion: avant la réimmatriculation et ensuite tous les six mois.

2. Véhicules affectés au transport des marchandises:

a) véhicules neufs: chaque année à compter de la première mise en circulation;

b) véhicules d'occasion: avant la réimmatriculation et ensuite chaque année.

Art. 9. — Le contrôle technique obligatoire visé par les articles 3 et 8 du présent arrêté donne lieu à la délivrance d'un certificat de contrôle technique par l'administration des transports et communications moyennant paiement d'une redevance fixée par les dispositions réglementaires en vigueur.

Le certificat susmentionné est délivré sur base d'un rapport concluant établi par l'organisme de contrôle technique agréé.

Art. 10. — Tout véhicule ayant subi un contrôle technique devra, avant sa remise en circulation, corriger et réparer toutes les anomalies relevées par l'organisme de contrôle technique agréé.

Le non-respect de cette disposition est passible des sanctions prévues par l'article 15 de l'ordonnance 89-139 du 10 juin 1989 modifiant et complétant l'ordonnance 79-297 du 27 décembre 1979 fixant l'assiette, les taux et les modalités de recouvrement des taxes et redevances administratives et judiciaires à percevoir à l'initiative du ministère des Transports et Communications.

Art. 11. — Après le contrôle technique, tout véhicule dont l'état de vétusté est constaté et la mise en circulation compromettrait gravement la sécurité des usagers ou de leurs biens peut être retiré de la circulation sur décision de l'autorité administrative ou de la police spéciale de roulage.

CHAPITRE IV
DISPOSITIONS FINALES

Art. 12. — À dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté et après agrément des organismes de contrôle technique, un délai de trois mois est accordé à tout propriétaire de véhicule en vue de soumettre celui-ci au contrôle technique périodique.

Art. 13. — Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

Les matières non expressément prévues par le présent arrêté seront régies par la loi 78-022 du 30 août 1978 portant nouveau Code de la route.

Art. 14. — Le secrétaire général aux Transports et Communications est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

STUPÉFIANTS

22 janvier 1903. – ORDONNANCE-LOI approuvée par décret du 1er mars 1903. – Mesures contre l'usage de fumer le chanvre. (*B.O.*, 1903, p. 36)

Art. 1er. [*O.-L du 10 mars 1917.* — La culture, la vente, le transport et la détention du chanvre à fumer sont interdits. La même interdiction s'applique à l'usage de ce chanvre, soit en le fumant, soit en le consommant de toute autre manière.]

Art. 2. — Pendant un délai de quinze jours, après la mise en vigueur de la présente ordonnance, les intéressés seront admis à déclarer les champs de chanvre, en culture et à présenter au chef de poste le plus voisin, le chanvre qu'ils auraient en leur possession, moyennant quoi la valeur leur en sera payée après destruction du chanvre récolté ou sur pied.

Art. 3. — Les infractions à la présente ordonnance seront punies d'une amende de cent à mille francs et d'une servitude pénale de quinze jours à un an ou d'une de ces peines seulement; la destruction des cultures sera ordonnée et la confiscation du chanvre saisi sera prononcée.

[*O.-L. du 10 mars 1917.* — Les instruments quelconques destinés ou ayant servi à fumer du chanvre ou à le consommer de quelque façon que ce soit seront saisis et confisqués.]

Art. 4. — Les chefs de village seront solidairement responsables du paiement des amendes et des frais résultant des condamnations prononcées, à moins qu'ils n'aient prévenu l'autorité des infractions à la présente ordonnance commises dans le village où s'exerce leur suprématie.

Art. 5. — Il sera pourvu d'office par l'autorité et aux frais des contrevenants à la destruction des plantations faites en violation de la loi.

Art. 6. — Le chanvre confisqué sera détruit conformément à l'article 2 de l'arrêté du 8 mai 1899.

Art. 7. — La présente ordonnance entrera immédiatement en vigueur.

Table chronologique

Une icône ☆ indique que seul l'intitulé de la disposition législative est publié dans le Code.

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1901	19 janv. 1901	Arr. du Gouverneur général — Jeux de hasard. (*R.M.*, 1901, p. 7; *Rec. Us.*, IV., p. 4)	*Jeux et loteries*	40
1903	22 janv. 1903	O.-L. approuvée par décret du 1er mars 1903. – Mesures contre l'usage de fumer le chanvre. (*B.O.*, 1903, p. 36)	*Stupéfiants*	255
1910	10 oct. 1910	Ord. — Jet de débris le long des voies ferrées. – Défense. (*B.O.*, 1911, p. 545)	*Ordre public et bonne mœurs*	155
1911	27 mars 1911	Ord. — Jet de bouteilles et fragments de verre sur la voie publique. – Défense. (*B.O.*, 1911, p. 546)	*Ordre public et bonne mœurs*	155
1912	30 avril 1912	Décr. — Croix Rouge ou Croix de Genève. – Protection. (*B.O.*, 1912, p. 526)	*Code pénal*	25
1913	3 juin 1913	Décr. portant législation relative aux poudres ordinaires, aux substances explosives et aux engins meurtriers agissant par explosion. (*B.O.*, 1913, p. 596)	*Armes, munitions et explosifs*	30
1916	24 févr. 1916	Ord. — Animaux domestiques. – Hygiène. (*B.A.C.*, 1916, p. 227)	*Animaux*	27
1918	22 janv. 1918	Ord. — Chiens. – Divagation. (*B.A.C.*, 1918, p. 94)	*Animaux*	27
1922	6 août 1922	Décr. — Infractions à l'égard desquelles la loi ne détermine pas de peines particulières. – Sanctions à appliquer. (*B.O.*, 1922, p. 817)	*Code pénal*	25
1925	16 sept. 1925	Ord. 64/Cont. — Tapage nocturne. (*B.A.C.*, 1925, p. 552)	*Ordre public et bonne mœurs*	155
1927	17 août 1927	Décr. — Loteries. (*B.O.*, 1927, p. 1487)	*Jeux et loteries*	40
1934	27 nov. 1934	Décr. — Protection des animaux. (*B.O.*, 1935, p. 207)	*Animaux*	27
1936	5 mai 1936	Ord. 54*bis*/Agri — Divagation des animaux et détention des animaux sauvages réputés dangereux ou nuisibles. (*B.A.*, 1936, p. 225)	*Animaux*	27
1939	10 juin 1939	Ord. 57/APAJ — Ivresse publique. – Répression. (*B.A.*, 1939, p. 491)	*Ordre public et bonne mœurs*	155
1940	30 janv. 1940	Décr. — Code pénal. (*B.O.*, 1940, p. 193)	*Code pénal*	1
1948	9 déc. 1948	Conv. pour la prévention et la répression du crime de génocide. (*J.O.RDC*, no spécial, avril 1999, p. 55)	*Justice pénale internationale*	61
1951	16 mai 1951	O.-L. 11-141 — Interdiction des concours de pronostics sportifs ou autres. (*B.A.*, 1951, p. 1154)	*Jeux et loteries*	40
1956	3 déc. 1956	Décr. — Répression des violences commises à l'occasion d'accidents de roulage. – Approbation de l'ordonnance-loi 05-320 du 10 octobre 1955. (*B.O.*, 1956, p. 1986)	*Roulage*	244
1959	14 févr. 1959	Ord. 11-2 — Désordres sur la voie publique. (*B.A.*, 1959, p. 530)	*Ordre public et bonne mœurs*	155
	14 févr. 1959	Ord. 21-84 — Interdiction de retenir certaines pièces ou documents officiels. (*B.A.*, 1959, p. 531)	*Ordre public et bonne mœurs*	156
	6 avril 1959	Décr. — Sanctions spéciales en matière de police de roulage et de la circulation. (*B.O.*, 1959, p. 1201)	*Roulage*	244
	4 mai 1959	Ord. 23-216 — Protection de l'enfance en matière de projections cinématographiques publiques. (*B.A.*, 1959, p. 1157)	*Ordre public et bonne mœurs*	156
	26 oct. 1959	Ord. 11-542 — Mesures d'exécution du décret du 26 octobre 1959 complétant le Code pénal. (*B.A.*, 1959, p. 2826)	*Code pénal*	23
	6 nov. 1959	O.-L. 25-557 — Peines à appliquer en cas d'infraction à des mesures d'ordre général. (*B.A.*, 1959, p. 2904)	*Code pénal*	25
1960	25 mars 1960	O.-L. 11-130 — Mesures intéressant la sécurité publique (Milices privées). (*M.C.*, 1960, p. 944)	*Ordre public et bonne mœurs*	157
	25 mars 1960	O.-L. 25-131 — Répression des manifestations de racisme ou d'intolérance religieuse. (*M.C.*, 1960, p. 946)	*Discriminations et racisme*	38
	13 juin 1960	Décr. — Discrimination dans les magasins et autres lieux publics. – Approbation de l'ordonnance-loi 25-491 du 1er octobre 1959. (*M.C.*, no26*ter*, 1960, p. 101 et no30, 1960, p. 2219)	*Discriminations et racisme*	38

Année	Date	Disposition	Rubrique	Page
1960	16 juin 1960	Décr. – Collectes. — Approbation de l'ordonnance-loi 11-906 du 1er décembre 1959. (*M.C.*, 1960, p. 2033)	*Ordre public et bonne mœurs*	158
1961	14 janv. 1961	D.-L. — Propagandes subversives. — Répression. (*M.C.*, 1961, p. 32)	*Ordre public et bonne mœurs*	159
1963	16 déc. 1963	O.-L. 300 — Répression des offenses envers le chef de l'État. (*M.C.*, 1964, p. 7)	*Offenses à chef d'État*	154
	16 déc. 1963	O.-L. 301 — Répression des offenses envers les chefs d'État étrangers et outrages dirigés contre les agents diplomatiques étrangers. (*M.C.*, 1964, p. 8)	*Offenses à chef d'État*	154
1966	2 mai 1966	O.-L. 66-269 — Sanctions pénales des règlements de police et des règlements d'exécution des lois pris par le président de la République. (*M.C.*, 1966, p. 376)	*Code pénal*	25
	7 juin 1966	O.-L. 66-342 — Répression du racisme et du tribalisme. (*M.C.*, 1966, p. 559)	*Discriminations et racisme*	38
1975	31 mai 1975	Ord. 75-153 réglementant les heures d'ouverture des débits de boissons et portant interdiction des night-clubs sur toute l'étendue de la République. (*J.O.Z.*, n°16, 15 août 1975, p. 927)	*Ordre public et bonne mœurs*	159
1978	20 janv. 1978	L. 78-007 instaurant un droit annuel de validation pour les permis de conduire ordinaires et pour les certificats de sélection à percevoir par le département des Finances – Service des contributions. (*J.O.Z.*, n°4, 15 février 1978, p. 16)	*Roulage*	247
	30 août 1978	L. 78-022 portant nouveau Code de la route. (*J.O.Z.*, n°1, 1er janvier 1979, p. 5)	*Roulage*	161
	26 déc. 1978	Ord. 78-478 portant institution d'une Commission nationale de prévention routière. (*J.O.Z.*, n°2, 15 janvier 1979, p. 22)	*Roulage*	250
1981	28 févr. 1981	Arr. CAB/TRANSCOMS/409/007/81 portant fonctionnement de la Commission nationale de prévention routière. (*J.O.Z.*, n°7, 1er avril 1981, p. 31)	*Roulage*	250
1985	3 sept. 1985	O.-L. 85-035 portant régime des armes et munitions. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1985, p. 7)	*Armes, munitions et explosifs*	30
	3 sept. 1985	Ord. 85-212 portant mesures d'exécution de l'ordonnance-loi 85-035 du 3 septembre 1985 portant régime des armes et munitions. (*J.O.Z.*, n°18, 15 septembre 1985, p. 13)	*Armes, munitions et explosifs*	33
1986	6 févr. 1986	Arr. dép. 86/006 portant organisation et agrément des auto-écoles. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 50)	*Roulage*	247
	6 févr. 1986	Arr. dép. 86/007 portant réglementation du recyclage des conducteurs des véhicules à moteur. (*J.O.Z.*, n°9, 1er mai 1986, p. 52)	*Roulage*	253
1996	22 nov. 1996	Décr. 0048 déterminant les spécifications techniques des nouvelles plaques d'immatriculation relevant de la compétence de la direction générale des contributions. (*Ministère des Transports et Communications*)	*Roulage*	245
1997	1er avril 1997	A.M. 409/046/97 portant réajustement des frais de fourrière. (*Ministère des Transports et Communications*)	*Roulage*	245
	2 juill. 1997	A.M. 97/002 portant annulation des autorisations de port d'armes et munitions. (*Ministère des Affaires intérieures*)	*Armes, munitions et explosifs*	37
	31 déc. 1997	A.M. 409/CAB/MIN/TC/072/ 97 portant création de la commission nationale et des commissions provinciales de délivrance des permis de conduire. (*Ministère des Transports et Communications*)	*Roulage*	248
1998	7 janv. 1998	A.M. 409/CAB/MIN/TC/0002/98 portant réglementation du contrôle technique des véhicules automobiles et des remorques en circulation en République démocratique du Congo. (*Ministère des Transports et Communications*)	*Roulage*	253
	17 juill. 1998	Traité de Rome portant statut de la Cour pénale internationale.	*Justice pénale internationale*	62
2002	10 sept. 2002	Règl. de procédure et de preuve.	*Justice pénale internationale*	94
	10 sept. 2002	Règl. – Éléments de crime.	*Justice pénale internationale*	132
	18 nov. 2002	L. 024-2002 portant Code pénal militaire (*Présidence de la République*)	*Justice militaire*	42